

CLAUDE RIVIERE

DYNAMIQUE
DE LA STRATIFICATION SOCIALE
EN GUINÉE

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS V

— LE 18 JANVIER 1975 —

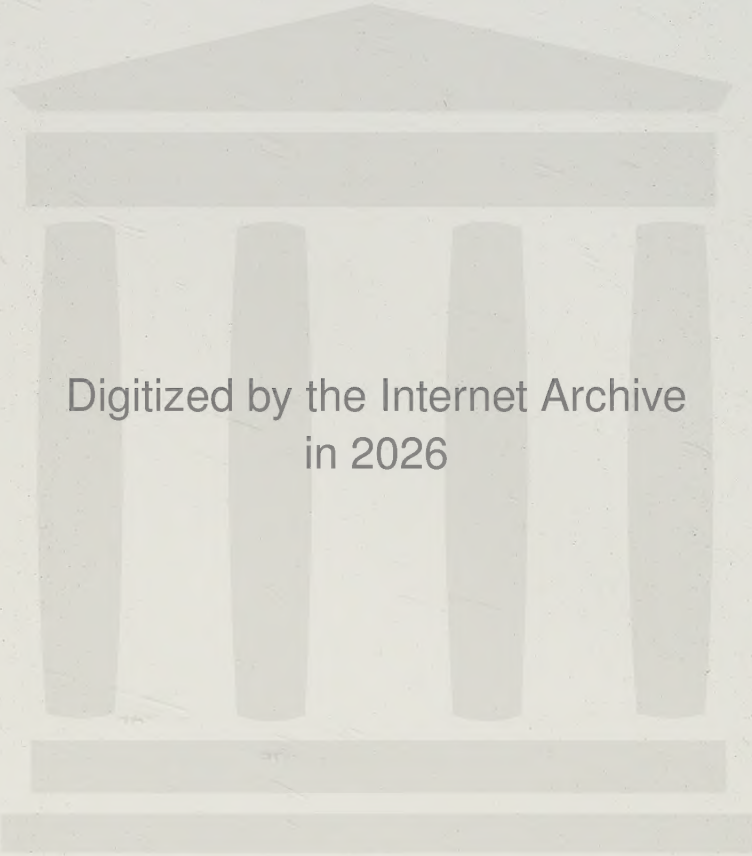
ATELIER
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
LIBRAIRIE HONORE CHAMPION
7, QUAI MALAQUAIS
PARIS

1975

COMPOSITION DU JURY

- M. L-V. THOMAS, *Président, Professeur à Paris V*
M. G. BALANDIER, *Directeur de thèse, Professeur à Paris V*
M. J. LOMBARD, *Vice-Président de Lille I*
M. P. MERCIER, *Professeur à Paris V*
M. Y. PERSON, *Professeur à Paris I.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549910_0021

CLAUDE RIVIERE

DYNAMIQUE
DE LA STRATIFICATION SOCIALE
EN GUINÉE



THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS V

— LE 18 JANVIER 1975 —

ATELIER
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
LIBRAIRIE HONORE CHAMPION
7, QUAI MALAQUAIS
PARIS

1975



La loi du 11 mars n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants-droit ou ayants-cause, est illicite» (alinéa 1^{er} de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

ISBN 2-252-01690-6

© CLAUDE RIVIERE, 1975

PROPOS DE METHODE

Appréhender le changement au moment de la plus grande effervescence d'une société est une entreprise hasardeuse qui, fréquemment, n'autorise que l'élaboration d'une histoire immédiate. Opérer un traitement sociologique des agents, enjeux, moyens et orientations du changement réclame la maîtrise cognitive de l'actualité politique, économique, culturelle, à tous les niveaux de l'organisation sociale considérée, en même temps qu'une référence constante aux tendances historiques du passé qui rendent compte partiellement, dans une mesure à déterminer, des orientations du présent. D'une telle analyse résultent souvent, par manque de recul ou par omission d'un facteur influent, plus d'hypothèses que de thèses confirmées, même si la saisie de la dynamique sociale apparaît guidée par un principe de sélection : les phénomènes de stratification, ce qui suppose, sinon une théorie préalablement close apte à servir de moule aux observations, du moins la construction d'un cadre de recherches facilitant une analyse systématique des forces en présence, de leurs rapports de domination et des contradictions qui s'expriment entre elles.

Sans méconnaître de tels risques, ni celui d'agiter un problème rebattu depuis Marx, où s'affrontent sans cesse les partisans de l'intégration et ceux de la lutte sociale, nous avons choisi d'entrer dans le débat et de procéder à l'analyse d'un sujet qui nous est apparu des plus importants, des plus dangereux et des plus passionnants. Passionnant en ce qu'il a correspondu dans notre choix initial à la quête d'une objectivité vivante, après refus du nominalisme philosophique qui avait soutenu notre première réflexion d'épistémologie sur l'objet social et mise en question de quelques dogmatismes qui constituaient l'offre sociologique d'une partie de l'Université. La théorie des classes, pour beaucoup, servait d'axe principal à l'interprétation sociologique et validait simultanément un projet d'action révolutionnaire.

Plus attentif à la méthode dynamique de Marx qu'à son corpus idéologique, nous avions le sentiment que sans sacrifier la valeur heuristique du concept de classe, il était peut-être possible de le réaménager. Comme G. Gurvitch et R. Aron venaient à l'époque de se pencher sur le problème pour le réinterpréter en posant de nouveaux jalons théoriques et en cernant sous cet angle le développement actuel des sociétés industrielles, nous nous demandions, à l'instar de G. Balandier notamment, au moment où de nouveaux pays effectuaient les premières expériences de leur indépendance, si l'on pouvait exporter la notion de classes sociales hors du milieu qui l'avait suscité, et sous quelles conditions ?

Périlleux, le sujet risquait de l'être en raison des options affectives qu'il pourrait soulever, et parmi ceux qui jugeraient nos recherches, et parmi les étrangers qui en seraient l'objet. L'évocation de la problématique des classes sociales sous-entend en effet pour beaucoup une visée d'action politique ou tout au moins un projet de changement social. Pour d'autres, elle recèle des motivations inavouées ou ambiguës. Même chez les intellectuels, de nombreuses équivoques affectent le terme de classe qui renvoie à des signifiés divers selon ses champs d'utilisation : sociologie, économie, histoire, propagande politique..., et selon le soubassement théorique de la recherche (différent par exemple chez A. Touraine dans Production de la Société et chez F. Perroux dans Masse et classe, chez C. Wright Mills dans Les cols blancs et chez S. Mallet dans La nouvelle classe ouvrière) (1). Les controverses sur ce thème provoquent d'ailleurs une littérature toujours croissante, si bien qu'un inventaire des interprétations devient de plus en plus difficile et par là même de plus en plus vulnérable. Ainsi pourra-t-on aisément nous reprocher nos omissions ou nos discrétions.

Le perpétuel recommencement des débats a prouvé qu'il s'agissait d'un sujet fort important et même crucial dans le cas d'une sociologie visant à réaliser son rêve de devenir pratique et normative. Plus encore que la sociologie de l'Europe, la sociologie du sous-développement a mis l'accent sur les phénomènes de domination entre états comme à l'intérieur d'un état, caractéristiques des sociétés en voie de décolonisation. Les stratifications existantes dans de nombreux cas sont apparues comme des freins au développement, mais l'on a craint simultanément qu'une transformation de l'économie du Tiers Monde n'entraîne de nouvelles formes de domination et d'exploitation de classes, ce que d'aucuns jugent être de nécessaires concomitances sociologiques de la croissance industrielle.

Les problèmes du développement, des stratifications et des mutations sociales se sont liées dans un même réseau d'intérêts lorsque nous a été offert en 1964 un champ d'études par le Ministère de l'Education nationale de Guinée auquel nous avons présenté notre candidature pour un poste d'enseignant à la Faculté des Sciences Sociales de Conakry, âgée

(1) A. TOURAINE - Production de la société, Seuil, 1973.
F. PERROUX, - Masse et classe, Casterman, 1972.
C. W. MILLS - Les cols blancs, Maspéro, 1966, 1ère édit. amér. 1951.
S. MALLET - La nouvelle classe ouvrière, Seuil, 1963.

tout juste d'un an. Disposant d'un thème et d'un terrain, il nous restait à organiser notre recherche.

Cette recherche impliquait d'une part, pour la construction et le développement de la problématique, une connaissance sans cesse à jour de la littérature sur les classes, les stratifications et les changements sociaux dans le Tiers Monde, d'autre part, pour l'étude du cas guinéen sous sa dimension dynamique, une consultation de documents ayant trait à la période antérieure à notre présence en Guinée, une collecte documentaire et des enquêtes sur le terrain pour les années d'indépendance que nous vivions.

Outre les ouvrages d'ensemble de quelques historiens (Arcin, Suret-Canale), géographes (Richard-Molard), ethnologues (Paulme, de Lestrangé), linguistes (Houis) et administrateurs (Labouret, Vieillard, Pré) (1) qu'il importait de connaître, les articles de revues traitant de la Guinée devaient être systématiquement dépouillés. Nous nous sommes livrés à cette quête bibliographique et documentaire depuis mars 1964 et n'avons cessé de la poursuivre tout en explorant méthodiquement sur le terrain, de même qu'à Dakar et à Paris, les documents d'archives qui subsistaient encore.

De telles sources ne touchaient que par quelques biais le domaine que nous désirions aborder et présentaient d'énormes lacunes aggravées par la dispersion et l'annihilation de nombreux documents lors du départ précipité de l'administration française à la fin de septembre et au début d'octobre 1958. Si l'histoire politique du Parti Démocratique de Guinée (P.D.G., section guinéenne du Rassemblement Démocratique Africain, R.D.A., à l'origine) pouvait être mieux cernée grâce aux écrits de

-
- (1) A. ARCIN - La Guinée française, Challamel, 1907.
" - Histoire de la Guinée française, Challamel, 1911.
J. SURET-CANALE - Afrique noire, Géographie, Civilisations Histoire, éd. Sociales, 1961.
J. SURET-CANALE - Afrique noire, L'ère coloniale, éd. Sociales, 1964.
J. SURET-CANALE - La République de Guinée, éd. Sociales, 1970.
J. RICHARD-MOLARD - Hommage à J. Richard-Molard, Présence africaine, 1953.
D. PAULME - Les gens du riz, Kissi de la Haute-Guinée française, Plon, 1954.
M. de LESTRANGÉ - Les Coniagui et les Bassari, P.U.F., 1955.
M. HOUIS - La Guinée française, éd. maritimes et coloniales, 1953.
M. HOUIS - Etude descriptive de la langue susu, Dakar, IFAN, 1963.
H. LABOURET - Les Manding et leur langue, Larose, 1934.
G. VIEILLARD - Notes sur les coutumes des Peuls du Fouta-Djallon, Larose, 1939.
G. VIEILLARD - Notes sur les Peuls du Fouta-Djallon, Bulletin de l'IFAN, II, 1940.
R. FRE - L'avenir de la Guinée française, Conakry, 1951.

Sékou Touré, de R. Schachter-Morgenthau et de B. Charles (1), on déplo-rait en 1964 une absence presque totale d'enquêtes sauf journalistiques, de documents écrits, de recherches socio-économiques portant sur les premières années de l'indépendance guinéenne.

A la phase d'organisation nationale jugée pleine de promesses politiques par les observateurs de l'époque, a correspondu un certain chaos administratif en raison des compétences insuffisantes du personnel récemment mis en place dans les administrations, et de la nécessité de parer aux problèmes les plus urgents d'organisation des services avant de leur confier des tâches d'envergure. A la carence d'informations sur les conditions d'existence de la population, sur les effectifs globaux, année par année, des salariés et des commerçants, les enquêtes par son- - dage ne pouvaient servir que de piètres palliatifs.

Aussi, la pauvreté des matériaux et les conditions extrêmement difficiles de la recherche nous ont-elles poussé plus d'une fois à nous interroger sur les possibilités de mener à bien notre projet, mais stim- -ulé par l'exemple de Marx qui ne disposait pas plus que nous d'un vaste appareil statistique ni même d'informations à la fois fines et étendues telles qu'on les souhaite désormais pour valider une argumentation, nous avons tenu la gageure de parler sociologie là où elle était restée muet- -te, d'enquêter sous diverses formes là où l'enquête personnelle nous avait été interdite en mars 1963 par le Président de la République, de dépister les conflits là où l'idéologie n'évoquait que l'intégration, de fournir suffisamment de preuves convergentes pour donner corps à nos spéculations sur les différenciations sociales là où la censure inhibi- -trice et la peur de la délation altérerait considérablement la valeur de beaucoup d'informations. Nous avons relevé le défi de peindre une fresque avec un amas de tubes de couleur.

Aussi multiples qu'aient été les pierres d'achoppement, et péril- -leuse la nécessité de louvoyer, l'espoir d'atteindre notre but n'a cessé de nous soutenir, d'autant que nous ne manquions ni de pauses, ni de dérivatifs, ni de stimulations permettant de reconstituer une tenacité mise à l'épreuve.

(1) S. TOURE - L'action politique du Parti Démocratique de Guinée, 18 volumes parus de 1958 à 1972.

R. SCHACHTER-MORGENTHAU - Political Parties in French speaking West Africa, Londres, 1964.

B. CHARLES, - Guinée, Lausanne, 1963.

B. CHARLES - Un parti politique africain, le parti démocratique de Guinée, Revue Française de science politique, 12, 2, juin 1962, p. 312-359.

La cola la plus excitante était celle que nous fournissaient nos amis et relations : experts des Nations Unies s'occupant d'urbanisme, de formation professionnelle, de main-d'oeuvre, d'enseignement, de géologie même, avec lesquels nous confrontions nos expériences ; secrétaires d'ambassade au courant des problèmes capitaux de la politique étrangère, avec lesquels nous avons, dans bien des entretiens, discuté d'interprétations possibles des événements de l'heure ; mais surtout Guinéens dont beaucoup occupaient des postes officiels élevés, qui accueillaient avec ~~N~~ intérêt les travaux visant à une meilleure connaissance de la Guinée, et avec qui nous échangeions des informations et des suggestions.

Nous aimerions citer nommément chacun de ceux auxquels nous sommes redevables d'informations importantes, de stimuli toniques, d'une protection efficace ou d'interprétations sagaces, mais ils nous pardonneront notre discrétion, car ils savent que la liste que nous pourrions fournir ressusciterait trop d'amertume et de passion pour autant qu'y figureraient des personnalités actuellement en poste, d'autres exécutées, emprisonnées ou condamnées à mort, aussi bien que des exilés politiques. Une dette toute particulière de reconnaissance nous lie cependant à nos collègues et à nos étudiants de l'Institut Polytechnique de Conakry à qui nous savons gré de leur aide et de la confiance qu'ils nous ont manifestée. La lecture critique d'éléments de notre manuscrit par MM. Y. Person, Ray Autra, J. Condé, nous a été d'un grand secours. Mais notre tribut majeur de gratitude s'adresse à M. Georges Balandier, fondateur du centre IFAN de Conakry et Professeur à la Sorbonne, qui nous a toujours soutenu de sa sollicitude et de son amitié, et surtout qui nous a été un guide théorique inappréciable par ses recherches sur la dynamique sociale et la stratification, par sa rigueur critique et par l'impulsion de créativité qu'il sait communiquer à ses collaborateurs dans l'enseignement. Ceux que nous nommons et ceux que nous évoquons sans les nommer ont tous facilité nos recherches documentaires ou théoriques. Aussi profitable qu'ait été la conjugaison de nos efforts, elle n'a pu suffire à combler l'énorme déficit en matériaux quantitatifs.

On sait l'état de sous-développement des statistiques dans le Tiers Monde. Plus importantes encore sont les lacunes propres à la Guinée dont se plaignent les journalistes et chercheurs qui se heurtent soit à la pauvreté relative et à la qualité inégale des informations existantes, soit aux difficultés d'accès à celles-ci. Et parmi les chiffres fournis, combien d'erreurs sont désormais incontrôlables. La plupart de données quantitatives que nous présentons dans cet ouvrage n'ont pas fait l'objet de publications officielles, sauf quelques unes dans Horoya. Nous les tenons, pour beaucoup, directement des services minis-

tériels (industrie, agriculture et artisanat, fonction publique, éducation nationale), des inspections de l'agriculture et du travail dans les régions que nous avons visitées, et de la comptabilité des entreprises qui ont été l'objet d'enquêtes par nous-mêmes, par des collègues ou par nos étudiants. Comme la sous-estimation démographique résulte d'un mauvais fonctionnement de l'état-civil et de la crainte des rôles d'imposition, la surestimation économique tient au refus d'un pays à caractère socialiste de reconnaître les éventuelles faillites de sa politique agricole et industrielle, et à sa surenchère idéologique en matière de développement.

Tandis que les statistiques globales, celles du commerce extérieur mises à part, présentent de graves distorsions provenant des manipulations intentionnelles opérées par les services régionaux ou ministériels, les chiffres fournis par les services comptables des grandes unités de production urbaines et rurales sur lesquelles des enquêtes par sondage ont été faites, peuvent être considérées comme répondant assez exactement à la réalité. Les meilleurs tests de validité en ont été les relatives concordances obtenues par la confrontation entre experts de disciplines diverses (économiste, urbaniste, démographe, géographe, sociologue...) des données partielles récoltées par chacun d'entre nous, et que nous nous transmettions mutuellement pour pallier le déficit de documents d'ensemble.

Toutes ces remarques permettront de ne pas trop nous imputer les indigences documentaires qui nous ont conduit à privilégier souvent l'information orale et l'observation immédiate par rapport aux documents. Faire appel à des intuitions empiriques impliquant des interprétations sur la base d'impondérables, pallier des difficultés d'information par le recours, même circonspect, à des documents de presse étrangère, comportait des risques qu'il fallait nécessairement assumer, quitte à donner l'impression à quiconque ignore l'expérience guinéenne, d'avoir raccordé par artifice des données parcellaires à un schéma systématique d'explication.

Outre la collecte et l'analyse des documents, la recherche sur le terrain comportait l'utilisation de techniques diverses et complémentaires : observations, contacts informels, interviews libres, enquêtes par informateurs....

Etant donné l'ampleur des problèmes que nous abordions, il nous a fallu varier selon les circonstances notre type d'observation, désengagée ici, participante là, souvent personnelle, parfois collective lorsque nos étudiants y étaient associés, intensive dans les études d'unités de production, extensive habituellement, avouée dans nos déplacements officiels, clandestine ou ingénue dans bien des situations quotidiennes qu'aurait modifiées un regard jugé inquisiteur.

La volonté d'investigation totale d'une société en acte guidait cette expérience à la fois personnelle, scientifique et affective qui a été la nôtre comme elle est celle de tout ethnographe. En privilégiant l'observation sur l'interview, l'ordre vécu sur l'ordre conçu, nous avons tenté de supputer une dynamique autant que de caractériser une tradition. En collectionnant le maximum de documents et d'observations, anecdotiques éventuellement, nous avons cherché à saisir les éléments même impondérables des comportements qui ne paraissent pas s'intégrer d'emblée à une structure connue mais appartiennent à un contexte d'expression. Le récit de quelque expérience personnelle mis à la place de l'exposé didactique attendu ne prétend pas relier par un faible maillon coloré une chaîne sectionnée de preuves, il vise seulement à réduire le fallacieux enchaînement que procurerait l'apparence d'un système rationnel mais déshumanisé.

Malgré des handicaps linguistiques face aux paysans et malgré de nombreux écrans idéologiques et policiers, les opportunités de notre situation de Doyen de la Faculté des Sciences sociales de Conakry, nous ont permis d'adopter une tactique de pénétration du monde guinéen consistant :

1) à suivre les voies sociologiques que les politiciens disaient conduire à des secteurs de réussite, ce dont témoigne Mutations sociales en Guinée (1),

(1) C. RIVIERE - Mutations sociales en Guinée, éd. Marcel Rivière, 1971.

2) à mener simultanément l'observation et l'enquête sur tous les plans explorables pour obtenir par le cumul de données géographiques, historiques, ethnographiques, économiques, psychologiques, un meilleur éclairage de la société en question,

3) à employer au mieux pour ce faire, les recherches des étudiants, de quatrième et cinquième années surtout, -licence et diplôme d'études supérieures-, que nous et nos collègues devons patronner.

Les principales enquêtes collectives (10 à 30 étudiants) utilisant surtout les méthodes d'observation libre et orientée, d'informations auprès des travailleurs, d'interview des responsables par questions ouvertes n'ont guère duré qu'une demi-journée chacune (exception faite de celles plus longues sur Dixinn, Wassa-Wassa, le Rio Pongo et le Rio Numez, Le Labé, Niani) et donnaient lieu à l'établissement de rapports après discussion de groupe. Les enquêtes urbaines ont eu pour champ :

1) des quartiers de Conakry : Dixinn-Port, Madina,

2) des entreprises : Entreprise Nationale de Tabacs et Allumettes de Wassa-Wassa, Complexe textile de Sanoya, Briqueterie de Kobaya, Compagnie Minière de Conakry, Conserverie de Mamou, Exploitation de Bauxite de Fria et de Boké,

3) des services : Plan, Banque, Transport, Radiodiffusion, Institut National de Recherches et de Documentation (I.N.R.D.G.), donnant lieu à des rapports pour les étudiants placés en stage de quelques mois.

Les enquêtes rurales ont porté sur :

1) des services régionaux de la Production : Boffa, Kindia, Mamou, Labé, Pita,

2) des villages : Monchon, Kawass, Benty, Faringhia, Timbo, Fougoumba, Ninni,

3) des marchés : Coyah, Boffa, Labé, Pita, Timbi-Madina,

4) des centres expérimentaux : Institut de Recherches Fruitières de Kindia, Ferme d'élevage d'état de Ditinn,

5) des entreprises spécialisées : Compagnie Africaine des Plantes à Parfum (C.A.P.P.) près de Labé, Coopérative de Production d'Ananas (C.O.P.R.O.A.) de Conakry,

6) des plantations de bananes et d'ananas : Forécaria, Maféringhia, Frigiagbé,

7) des aménagements rizicoles : Kapatchez, Benty,

8) des noyaux coopératifs agricoles ou artisanaux : Laya, Benty, Labé, Kindia.

D'autres enquêtes purement historiques ont porté sur le coeur du Fouta : Labé, Timbo, et sur l'ancienne capitale mandingue : Niani. Quant aux recherches ethnographiques, elles ont eu pour champ la Basse Côte soussou et baga.

Bien d'autres informations ont été recueillies directement par nous-mêmes dans les entreprises : Brasseries de Guinée, Société de Camions Mack, Fabrique de gaz Duffour et Igon, Fabrique d'explosifs, Garages, Usines militaires, Fabrique de jus de fruits de Kankan ; auprès d'artisans, de riziculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs, de moniteurs agricoles, de boys, d'experts du centre cotonnier de Bordo, de directeurs de coopératives, de chefs de services, de missionnaires, d'instituteurs, etc.. Les interviews individuelles présentaient généralement l'énorme avantage de neutraliser les effets de contagion et la soumission aux stéréotypes officiels. En quatre années, dont une dizaine de semaines passées en brousse, nous croyons avoir ouvert très largement l'éventail de nos informateurs en tenant compte de leur origine ethnique, de leur situation sociale et de leur engagement idéologico-politique ; ce qui ne signifie pas que des difficultés considérables n'aient été rencontrées dans la clarification des conduites ambivalentes à l'égard du régime politique et du système économique, dans l'interprétation d'énigmes qui sollicitaient notre sagacité et qui trouvaient souvent une explication dans la connaissance historique précise de certaines relations interpersonnelles ou interfamiliales. La fiabilité des sources orales a dû fréquemment être mise en question, à cause du camouflage idéologique des réalités par la proclamation incessante des objectifs dans un contexte d'hyperpolitisation, du secret gardé par les instances supérieures sur les informations qu'elles croyaient relever du politique, de l'impossibilité d'appuyer un jugement par des données quantitatives qui auraient permis de préciser l'importance d'un fait constaté, du désir plus ou moins conscient des informateurs d'aller dans le sens présumé des sollicitations de l'enquêteur.

La diversité des approches méthodologiques et des terrains d'information ont cependant autorisé d'utiles recoupements. Nous nous bornerons à dresser une nomenclature des méthodes les plus utilisées dans nos recherches collectives et individuelles :

1) L'étude indirecte méthodique des documents : Journal Horoya, Revue R.D.A., Rapports dactylographiés, chansons malinké, monographies

de cercle, statistiques d'entreprises.

2) L'observation directe libre, éventuellement participante dans notre vie quotidienne, ou systématique sur un thème particulier, lors des sorties de groupe et pour chaque étudiant durant ses grandes vacances scolaires.

3) L'élaboration de questionnaires servant de guide d'enquête auprès de quelques personnels et directeurs d'entreprise.

4) L'interview libre inorganisée, ou standardisée selon un plan directeur, et s'adressant à des informateurs.

5) L'entretien clinique individuel à la suite d'un contact immédiat et prolongé avec des personnes devenues amies.

6) La répétition d'une enquête sur la même unité de production : Fria, Conserverie de Mamou, C.A.P.P., SOBRAGUI, C.O.P.R.O.A., Complexe textile..., à deux ou trois ans d'intervalle.

Jamais ces enquêtes ne se sont présentées comme un échange mécanique et univoque de questions et de réponses. Conformément à la démarche anthropologique mieux adaptée à notre terrain que l'enquête sociologique quantitative avec construction de variables et analyse de leurs relations, les interrogations et les réponses, l'observation et la réflexion étaient liées les unes aux autres et progressaient ensemble sur un mode dialectique, contribuant simultanément à faire ressortir à nos yeux des comportements systématiques et des mécanismes sociaux qui donnaient peu à peu corps à notre système explicatif.

La cristallisation des données autour du problème des stratifications et l'interprétation proposée dans cet ouvrage est une oeuvre entièrement personnelle qui suit une démarche composite :

- a) de critique et de construction théorique ;
- b) d'analyse dynamique en termes de genèse, d'étapes, de déviance, de changement logistique interrompant ou déclenchant une tendance, d'évolution socio-culturelle ;
- c) de compte-rendus empiriques d'événements et de situations de groupe dans le cadre de fonctionnement d'une politique et d'une économie à prétention socialiste et révolutionnaire, immédiatement après l'accession d'une nation à son indépendance.

Tout en fournissant des éléments empiriques, méthodologiques et théoriques pour une étude de la dynamique des stratifications dans le cadre circonscrit de notre propre expérience, notre travail vise aussi

à tester la pertinence d'interprétations globales suggérées par l'abondante littérature sur les classes. Une longue démarche critique initiale apparaîtrait moins nécessaire si s'imposait l'évidence de la cohérence interne ou de la convergence des divers projets de connaissance désignés sous le terme de "sociologie des classes sociales", ou si, au contraire, il était aisé de saisir sous ce même vocable l'existence de plusieurs démarches objectives nettement indépendantes. Il suffirait alors, par exemple, de prendre soin de distinguer ce qui appartient à une analyse des "classes sociales" et ce qui ressortit à une étude de la "stratification sociale". Malheureusement, les choses ne se présentent pas ainsi, et aucune précision sémantique ne suffit à ordonner un champ de recherches où une pluralité de problématiques paraissent s'enchêtrer dans une solidarité et une confusion remarquables.

Certes, il serait assez vain de prétendre lever toutes les équivocités, et il nous faudra probablement, au terme de la recherche, admettre que notre propre utilisation de certains termes-clés comporte encore bien des approximations. Néanmoins une spécification des concepts opératoires, des situations et des niveaux où ils sont applicables s'impose au départ, ne serait-ce que pour guider la sélection des faits collationnés qui sont eux-mêmes des constructions intellectuelles. Le choix des concepts, pour qu'il ne soit pas arbitraire, réclame à son tour une élaboration théorique antérieure qui précise le contexte de la problématique dans laquelle ils s'insèrent et s'articulent. D'ailleurs, les concepts, à moins de les fétichiser ne sauraient avoir de valeur qu'enchassés dans des jugements qui sont les véritables hypothèses de travail.

Les premiers chapitres auront pour but de faire surgir ces hypothèses qui serviront de guide à l'interprétation des réalités guinéennes. Ce serait faire preuve de témérité ou d'ignorance que de négliger la littérature déjà existante sur les classes sociales en Afrique noire, seul examen des stratifications qui soit théorisé, car les études de hiérarchies sociales effectuées souvent par des ethnologues avant la seconde guerre mondiale, se sont limitées pour la plupart à des distinctions statutaires fondées sur l'empirie et valables seulement dans des cadres ethniques déterminés. Aussi procéderons-nous d'emblée à une clarification épistémologique des thèses émises à propos des classes en Afrique, qui nous conduira par ses conclusions à soulever un autre débat plus vaste encore, inauguré par Marx, et qui se prolonge actuellement avec de multiples correctifs de perspectives. C'est de cette évaluation

critique de la problématique des stratifications et de ses reconsiderations historiques et conjoncturelles que naîtront les hypothèses de notre recherche, notamment celles concernant le rôle de la domination politique par rapport à la place de l'économique, la composition empirique des critères de différenciation, la cristallisation d'une conscience de classe, le contrôle des moyens de production, l'importance de la consommation, l'embourgeoisement des élites, l'occultation idéologique des inégalités, l'association de différents schémas de la structure sociale, la nécessité d'une perspective dynamique.

Les lignes d'une telle perspective seront ensuite fournies par une analyse du concept même de dynamique, référant au jeu historique de forces latentes et manifestes, internes et externes par rapport à une société donnée. Les trois processus de différenciation, de conflit et d'intégration étudiés dans cette partie seront utilisés dans chacun de nos chapitres comme guide d'interprétation de la dynamique des stratifications.

Une fois opérée la démarche critique conduisant à l'élaboration d'hypothèses et à des constructions théoriques, nous tenterons l'application de celles-ci à la Guinée en expliquant tout d'abord historiquement, dans les deux grandes ethnies peul et malinké, la genèse des inégalités modernes et l'impact des changements sociaux sur les stratifications existantes.

Abandonnant le cadrage purement ethnique pour mieux rendre compte de l'orientation convergente des forces de changement, la suite de la recherche se situera dans l'optique du fonctionnement de la société globale guinéenne, créée par la colonisation et renforcée par l'indépendance nationale. Comme la référence à la situation coloniale et aux événements qui se sont produits jusqu'en 1958 permet d'expliquer la formation des stratifications actuelles, nous ne saurions la négliger, mais l'essentiel de notre propos aura pour objet la société guinéenne de 1958 à 1970 sous le régime de Sékou Touré. Le 28 septembre 1958 marque l'indépendance de la Guinée ; le 22 novembre 1970, celle d'une tentative manquée de coup d'état qui secoue profondément le Parti Démocratique de Guinée. Le choix de fin 1970 comme date ultime de nos recherches s'explique par le fait que l'on ne saurait suivre longtemps, même par d'excellentes informations écrites et orales, l'évolution réelle d'un pays après l'avoir quitté. Que les lignes d'interprétation à long terme de la dynamique que nous dessinons soient encore valables, nous en sommes convaincus, mais l'effervescence psycho-politique, peut-être même la

psychose d'agression et de délation de l'année 1971, empêchait pour le Guinéen sur les lieux une analyse sereine et privait l'étranger d'informations sur ces phénomènes tels que l'évolution sociale et économique réelle du pays qui nous intéresse au premier chef. La relative homogénéité d'évolution dans cette période de douze ans sur laquelle porteront surtout les recherches, tient à la stabilité du régime touréen. Nos propos exigeront de toute évidence des références fréquentes à la politique générale du régime et à ses grandes options économiques. Mais tandis que sont connues par des mémoires, thèses ou articles (1) les lignes directrices de cette politique et de cette économie, les réactions sociales du peuple guinéen, qui ne peuvent s'analyser que de l'intérieur, n'ont pas donné lieu à des études approfondies. Dans ce livre, nous poursuivons le projet amorcé dans Mutations sociales en Guinée de construction pierre par pierre d'une sociologie actuelle de la Guinée, en adoptant le biais d'une recherche sur les phénomènes de stratification. Pour éviter de forcer les faits, observés dans un régime qui se veut socialiste, à se mouler dans les cadres préétablis d'une théorie des classes élaborée à partir d'un mode de production capitaliste, nous suivrons une démarche consistant à conjuguer :

- 1) un découpage socio-économique par secteurs de production : administration, commerce, industrie, agriculture, artisanat ;
- 2) un schéma stratigraphique pour chaque catégorie sociale envisagée ;
- 3) une problématique de classes sociales confrontée aux faits étudiés.

L'appel à des données historiques sera partout manifeste pour que l'on comprenne les genèses et les développements. L'explication par le jeu du politique dominera dans l'étude de ce que nous avons appelé une élite, laquelle peut engendrer progressivement et à long terme la formation d'une bourgeoisie politico-administrative dont les comportements peuvent être saisis par approche psycho-sociologique et décrits comme

-
- (1) B. AMEILLON - Guinée. Bilan d'une indépendance, Maspéro, 1964.
 Y. BENOT, - Ideologies des independances africaines, Maspéro, 1969.
 A. Cournanel - Planification et investissements privés dans l'expérience guinéenne, Thèse de doctorat en Sciences économiques, Fac. de Droit, Paris, 1968.
 A. DIAWARA - Guinée. La marche du peuple, Dakar, CERDA, 1968.
 C.A. DIAKITE - Guinée enchaînée, s.l, n. d. (1972), à compte d'auteur.
 G. GIUDICELLI - Les forces politiques dans la République de Guinée, D.E.S. de Sciences Politiques, Fac. de Droit, Paris, 1963.
 M.S. SY - Recherches sur l'exercice du pouvoir politique en Afrique noire, Pedone, 1965.
 I. WALLERSTEIN - L'idéologie du Parti Démocratique de Guinée, Présence Africaine, XI, 1er trimestre 1962, p. 44-56.

typiques. L'économie du développement servira d'optique d'analyse dans les recherches sur le commerce et le travail industriel dont l'amplification s'est produite à partir des années cinquante. Une perspective proche de l'ethnologie sera par contre mieux adaptée pour comprendre le paysannat et l'artisanat. Histoire, politique, économie, ethnologie se marieront ainsi dans un travail qui ne relève directement d'aucune de ces disciplines, mais utilise les apports des sciences sociales dans le but de parvenir, par une vision originale des faits, à infirmer ou à confirmer certaines hypothèses proposées par une sociologie théorique. En tenant avec des éclairages convergents de cerner les divers macro-groupes sociaux par leurs entours et sous différentes dimensions, en référant le changement à l'ensemble des éléments constituant la réalité sociale, en saisissant l'interdépendance de ces éléments dans le système socio-politique guinéen, notre sociologie a quelque espoir d'atteindre plus qu'une totalité significative (le système de stratification), un phénomène social total au sens défini par Mauss.

P R E M I E R E P A R T I E

S T R A T I F I C A T I O N E T C H A N G E M E N T

O R I E N T A T I O N S A F R I C A N I S T E S D ' U N D E B A T

C H A P I T R E . I

DES CLASSES SOCIALES EN AFRIQUE NOIRE

Passée l'ère d'or de l'ethnologie, et celle, pour une sociologie africaine qui se cherche, de la saisie, par touches successives, des indices économiques, politiques et sociaux de transformation des sociétés traditionnelles en sociétés modernes, il semble qu'un des problèmes privilégiés de l'analyse sociologique africaniste, soit celui des classes sociales. Cette optique permet, pense-t-on, de dresser des synthèses traduisant un phénomène total au niveau des sociétés globales, d'appréhender le dynamisme politico-social d'un peuple, et de pronostiquer sociologiquement son évolution.

Bien que le problème soit à la mode (1) et que les articles abondent, qui le touchent par un biais quelconque (élites, cadres africains, commerçants, évolution du salariat...), il faut reconnaître :

1) que le débat est demeuré souvent pragmatique ; des affirmations ou négations rapides n'étant pas soutenues par des analyses sérieuses ;

2) que la plupart des sociologues patentés en sont restés jusqu'ici au plan de la méthodologie ou des généralités ;

3) que les études économiques ont fait défaut ;

4) que les approches sociologiques, pour la plupart, sont restées partielles et partiales ;

5) que la formulation idéologique du problème par les hommes politiques d'Afrique, lesquels ne sont généralement que de faibles théoriciens, n'a donné lieu qu'à des théories de conjoncture destinées à agir temporairement sur une opinion publique et abandonnées ou rectifiées selon les besoins de la cause.

L'acuité de la question dépend, non seulement du contexte théorique qui baigne l'esprit de chacun des leaders politiques, mais encore et surtout, de la situation propre de ceux-ci par rapport à l'exercice du pouvoir, qui détermine l'urgence de traitement des trois ordres de problèmes importants : les classes en Afrique, la démocratie socialiste, le développement économique. Dans la vie quotidienne et pour les gouvernants, la liquidation du sous-développement dépasse toute autre préoccupation idéologique. Pour certains exclus du pouvoir, la marche de l'histoire semble indiquer comme prioritaires les conditions d'une révolution politique et sociale, et notamment la lutte des classes.

(1) B. VERHAEGEN - Bibliographie sur les classes sociales en Afrique, Bruxelles, CRISP, 1965.

Depuis plus d'une vingtaine d'années la controverse sur les classes sociales conserve son actualité. Une des meilleures façons, nous semble-t-il, de clarifier le débat consiste, à partir d'un échantillonnage des thèses principales en la matière, à dégager les types de raisonnements et les axiomes impliqués dans leurs prémisses, qui sous-tendent les argumentations sur l'existence des classes sociales en Afrique, sur leur identification dans des ensembles concrets, et à montrer que ces axiomatiques, souvent orientées par une stratégie, dépendent soit d'une idée anachronique de la conjoncture, soit de motivations psychologiques extra-scientifiques chez l'analyste, soit de méthodes d'analyse partielles et non-totalisantes qui laissent échapper des déséquilibres astructurels et des antagonismes primordiaux.

A propos de l'existence des classes sociales en Afrique noire, plusieurs thèses s'affrontent (1) :

- 1°) Négation des classes,
- 2°) Affirmation des classes,
- 3°) Identification d'un embryon de classes.

En extrayant les lignes directrices des divers raisonnements par lesquels les partisans des deux premières thèses justifient leurs assertions, nous pouvons les présenter schématiquement de la façon suivante :

Raisonnement 1 a) Il n'y a pas de classes, parce qu'il n'y en a jamais eu dans la société traditionnelle.

Raisonnement 1 b) Il n'y a pas de classes, parce que la lutte anticolonialiste a recouvert les antagonismes internes de la nation.

Raisonnement 2 a) Il y a des classes sociales, leurs différentes idéologies en témoignent.

Raisonnement 2 b) Il y a des classes sociales, l'analyse de la réalité le prouve.

- Ces points de vue contradictoires relèvent tous, en fait, d'une certaine stratégie où se manifestent les deux tendances de la dialectique :
- pour les raisonnements 1 : la stratégie de l'homme en place, privilégiant la synthèse.
 - pour les raisonnements 2 : la stratégie de l'opposant, privilégiant la contradiction.

La première stratégie consiste à planter l'étendard de l'entente et de la solidarité traditionnelle pour rallier les énergies au profit de la construction nationale, et comprend deux aspects :

(1) Cf. K.W. GRUNDY - The class struggle in Africa ; an examination of conflicting theories, Journal of Modern African Studies, II, 3, novembre 1964, pp. 379-393.

- l'aspect rétrospectif : l'histoire traditionnelle ne présente pas de stratification de classes ;
- l'aspect projectif : cet exemple doit servir à exalter le retour à un socialisme africain, disparu en raison de l'influence des forces étrangères, et à construire une nation homogène.

La confrontation de ces deux aspects permet de situer le présent à l'arrière-plan.

La seconde stratégie consiste à souhaiter une exaspération des antagonismes, pour qu'éclate une révolution ou une mutation sociale, à l'issue de laquelle triomphera la cause d'un pseudo-prolétariat, et qui éventuellement portera l'aboyeur au trône.

Négation des classes

L'opinion selon laquelle les sociétés de l'Afrique Noire précoloniale étaient sans classes prévaut généralement. En fait, les ethnologues, à quelques exceptions près, n'ont jamais posé sérieusement le problème. Quant aux idéologues au pouvoir, proposant un socialisme dit africain, ils s'accordent pour la plupart à décrire les temps précoloniaux comme une règne d'harmonie parfaite basée sur l'aide mutuelle, la fraternité, le respect des traditions qui excluaient toute forme d'exploitation et tout antagonisme à caractère de classe.

Tout à fait représentatif de cette position, plus encore que Léopold Sédar Senghor dans Nation et Voie Africaine du Socialisme (1), que Kwamé Nkrumah dans The Consciencism (2), que Tom M'Boya dans Freedom and After (3), nous paraît être le leader Tanzanien Julius Nyerere. La

(1) "Dans notre société négro-berbère, il n'y a pas de classes en guerre, mais des groupes sociaux en lutte d'influence. Ils seront, demain, en guerre les uns contre les autres si nous n'y prenons garde, si nous laissons les intellectuels - professions libérales, fonctionnaires, employés, voire ouvriers - constituer une classe qui opprime, en les trompant, paysans, pasteurs et artisans". L.S. SENGHOR - Nation et Voie Africaine du socialisme, Présence africaine, 1961, p. 116.

(2) K. NKUMAH - The Consciencism, Londres, 1964, p.69 ; trad. franc. : Le consciencisme, Payot, 1964.

(3) T. MBOYA - Freedom and After, Londres, 1963, pp. 165-167.

voie de développement proposée par Ujamaa, the basis of African socialism (1) se fonde sur cette idée d'un retour aux valeurs communautaires et égalitaires de la famille étendue africaine. Lorsque Nyérére évoque l'idée même de classe, il l'attribue évidemment au "socialisme européen", le marxisme, qui a élevé la lutte des classes au rang de la philosophie en la considérant "non pas comme un malheur, mais comme un bienfait et une nécessité", la nécessité du capitalisme comme étape vers le socialisme.

Loin de la Tanzanie, la voix du Mali résonne d'un accent identique. Pour les théoriciens de l'U.S.R.D.A. s'exprimant au 2ème séminaire de septembre 1962 (Discours de Madeira Keita), au 1er séminaire national sur la coopération en milieu rural (mai 1968), ou par la voix de Seydou Badian Kouyaté (2), le village communautaire, cellule de vie solidariste est une espèce de modèle idéal dont il s'agit de restaurer l'intégrité (3).

Plutôt que d'accumuler les déclarations d'hommes politiques, il paraît préférable de présenter synthétiquement les divers arguments épars dans les écrits d'Africains et d'ethnologues tendant à justifier l'idée d'une société traditionnelle sans classes :

1) Les traditions et les écrits des Arabes et des Européens ne mentionnent ni révolution, ni soulèvement populaire ayant un caractère de lutte de classes, pas même des insurrections d'esclaves, en raison du caractère patriarcal prédominant de l'esclavage. La question est disputée de savoir si le soulèvement d'Ousmane dan Fodio en Nigeria du Nord doit être considéré, ainsi que le suggère Daniel A. Olderogge (4),

(1) J. NYERERE - Ujamaa, the basis of African socialism, Dar-es-Salam, 1962 ; trad. franç. partielle : "Les fondements du socialisme africain", Présence africaine, XLVII, 3ème trimestre 1963, p. 8-17.

(2) S.B. KOUYATÉ - Les dirigeants africains face à leur peuple, Maspero 1964, p. 27. Trois principes fondamentaux séparent S.B. Kouyaté du marxisme, selon L.V. Thomas (Le Socialisme et l'Afrique, Le Livre africain, 1966, II, p. 80) :

- 1) la possibilité d'un socialisme sans prolétariat ;
- 2) le maintien d'un secteur privé mais inséré dans le cadre d'un développement national ;
- 3) le respect des valeurs spirituelles et religieuses.

(3) Journal L'essor du 3 juin 1968.

(4) D.A. OLDEROGGE - Zapadni Sudan, vol. XIX, Moscou-Leningrad, 1960, p. 69-70.

comme un mouvement religieux fondé sur des divisions de classes.

2) Très rares sont les sociétés traditionnelles qui ont connu soit une aristocratie terrienne du type de la noblesse féodale européenne, soit des travailleurs agricoles rétribués d'une quelconque manière et ne possédant pas de terre. Ce qui prévalait en Afrique c'était un type de propriété communale et de paysannerie moyenne. La terre, distribuée sous la responsabilité du chef, selon les possibilités de travail de chaque famille, représentait la propriété des dieux et des ancêtres. Comme elle était abondante en région sous-peuplée, chacun pouvait prétendre à autant de terre qu'il en pouvait travailler. Les litiges fonciers ne s'exprimaient qu'entre villages, clans ou familles. La propriété privée du sol n'existant pas, ne posait donc pas de problème politique comme en Asie ou en Amérique Latine (1).

3) Les structures familiales et tribales ainsi que les coutumes déterminaient, de manière décisive, les relations sociales. Désaccords et querelles avaient trait aux droits et aux traditions, et non pas à l'exploitation d'un groupe par un autre, bien que ces phénomènes d'exploitation de groupe n'aient pas été inconnus (2).

4) Les groupes stratifiés tenaient leur hiérarchie non d'une organisation de classe, mais de guerres et de dominations consécutives d'une tribu sur l'autre. L'absence de classes n'allait pas sans différenciation car jouaient un rôle dans la structuration politique, deux types de division : une division verticale, certains individus ayant un rôle supérieur à d'autres ; une division horizontale entre groupes distincts par la tribu, la langue, l'habitat, ou toute autre différence pouvant créer une solidarité de groupe (3).

(1) Cf. J. NYERERE - Ujamaa Vijijini, Dar-es-Salam, 1967.

(2) Cf. M. J. HERSCOVITS - The Myth of the Negro Past, Boston, 1962, p. 62. Dahomey, An ancient West African Kingdom, New York, 1938, ch. V et VI, passim.

J.J. MAQUET - Le système des relations sociales dans le Ruanda ancien, Annales du Musée Royal du Congo belge, Tervuren, série 8, Ethnologie, Vol. I.

G.M. SMITH - Government in Zazzau, Londres, 1960.

L. TAUXIER - Moeurs et histoire des Peuls, Payot, 1937.

(3) Cf. W.A. LEWIS - La chose publique en Afrique occidentale, Paris SEDEIS, 1966. Voir aussi comme exemple : E.E. EVANS-PRITCHARD - La femme dans les sociétés primitives, P.U.F. 1971, p. 93-122, L'état Zandé.

A supposer que l'on puisse se rendre à une telle argumentation, les "socialistes africains" vont au-delà, mais sans preuves aussi solides cette fois, pour transposer l'image ancienne dans la société nouvelle. Or, l'argument selon lequel n'existe aucune classe dans l'Afrique moderne et qui se prétend historique lorsqu'il affirme l'identité de la situation présente avec celle du passé traditionnel ou du passé récent de la pré-indépendance, nie en définitive l'histoire et postule un stasisme contraire au réel. Que les conflits anciens ne soient pas de classes, que la lutte entre colonisés et colonisateurs ait été primordiale, soit ! Mais l'indépendance n'a-t-elle pas justement introduit une situation nouvelle et liquidé partiellement au moins traditionalisme et colonialisme ?

Sans doute, le désir d'effacement des différenciations sociales apparaît très normal si l'on songe que la colonisation avait divisé pour régner, ou du moins, s'était servie des contradictions entre groupes et couches sociales, pour renforcer son contrôle sur chaque société et pour prévenir une quelconque unité chez les colonisés. Dans cette optique, la thèse de l'inexistence des classes sociales pour les Africains, s'explique par réaction contre celle des théoriciens de la colonisation ayant pour dessein d'empêcher la formation d'une conscience nationale solide. Et puis, psychologiquement, est-il si étonnant que les champions de l'historicité avant l'indépendance aient tendance à penser une certaine réalité sociale, celle de leur pays, comme trans-historique, c'est-à-dire sur le mode de la permanence, dès que puissance et charisme les ont consacrés génies du lieu. Enfin, une façon de reléguer au second plan le problème des classes pour une nation déterminée, c'est de nier son aspect fondamental, l'énergétique explosive des classes. La doctrine du puissant tend à faire penser les conflits d'intérêts comme non-antagonistes.

De toutes façons, l'ensemble des justifications que l'on apporte à la thèse de l'inexistence des classes repose sur des postulats critiquables. Le raisonnement selon lequel il n'y a pas de classes, parce qu'il n'y en a jamais eu dans la société traditionnelle, postule à tort une minimisation des conflits sociaux dans la société traditionnelle (1),

(1) S. TOURE - La Révolution guinéenne et le progrès social, Conakry, 1963, p. 297, s'exprime de la manière suivante : "Les diverses couches sociales superposées, selon une hiérarchie fondée sur l'unité sociale et relevant d'un niveau économique donné, n'ont jamais été antagonistes. Les coutumes, aujourd'hui absurdes, qui les divisaient en castes nobles et castes inférieures ne résultaient pas de contradictions sociales, mais elles découlaient des nécessités d'une société devenue brusquement statique, qui avait à préserver son ordre intérieur, à maintenir son organisation et l'harmonie de ses rapports économiques et sociaux". Cf. aussi M. KEITA, Le parti unique en Afrique, Présence africaine, XXX, Février-mars 1960, p.9 K. NKURUMAH, The consciencism, Londres, 1964, p. 69.

l'idée que ces conflits, s'ils existent, ne peuvent se transformer en lutte de classes, et s'appuie dans son aspect rétrospectif sur une idée anachronique et erronée de la conjoncture, reliquat du mythe de l'idéale cohésion primitive, et dans son aspect projectif, sur un jeu de motivations psychologiques chez l'analyste, expression des instincts de sympathie, et du désir d'unification sociale...., tandis que le raisonnement selon lequel l'absence de classes découle de l'unité du front anti-colonial repose sur le mythe du grand triomphateur charismatique, capable de vaincre tout ennemi, et n'exclut pas entièrement une intention mystificatrice pour autant qu'il est d'abord tactique, car, poussé jusqu'au bout, il contient implicitement la proposition hypothétique suivante aboutissant à une idée-force apparente dans le système de propagande : Si la lutte anti-colonialiste est le conflit majeur des peuples dominés, celui qui en triomphe est le plus fort, le plus perspicace. Le fait qu'il ait dominé l'étranger idéalement invincible, le rend apte à dominer les conflits internes d'une société, s'il en existe, et à diriger les masses.

Les motivations principales de cette négation des classes se rattachent aux mêmes principes qui sous-tendent la théorie de la négritude : l'affirmation d'une spécificité africaine. Les inventeurs du "neutralisme positif" se situent dans ce courant, qui refusent aussi bien l'alliance avec l'Occident que celle avec le camp socialiste. Une telle indépendance idéologique et affective leur apparaît à juste titre comme la condition de l'exercice d'une démocratie réservant les mêmes chances à tous et éliminant les injustices sociales de la colonisation.

Mais en réamorçant une telle diatribe, fondée sur des thèses soutenues il y a plus d'une vingtaine d'années parfois, ne courons-nous pas le risque de nous attaquer à des moulins-à-vent et d'être nous-même anachronique ? Au vrai, les conceptions concernant les classes sont à relier aux conjonctures historiques. Au fur et à mesure des indépendances, les lectures de leurs propres sociétés proposées par les Africains se diversifient, selon la situation de leurs auteurs dans la compétition pour le pouvoir.

Les uns maintiennent leur position et comptent sur une transformation historique encore inédite, assurant un passage au socialisme sans l'intermédiaire de la lutte des classes. Détenteurs du pouvoir, ils prétendent s'identifier à la Nation. Guides moraux, ils exaltent la foi, l'humanisme, la spiritualité, la communaucratie des sociétés africaines.

Psychologues, ils spéculent sur l'idylisme social des foules. Pour eux, récuser l'existence des classes sociales, et a fortiori la lutte des classes, fait toujours partie d'une stratégie d'ensemble où se dessinent les voies africaines du socialisme.

Les autres tempèrent leurs affirmations initiales après observation des premiers problèmes de l'indépendance. La pensée de Sékou Touré notamment marque une nette évolution sous la pression des faits (1). Du point de vue théorique, la contradiction entre colonisateurs et colonisés, entre nations capitalistes et peuples prolétaires absorbe les contradictions internes des peuples colonisés. Du point de vue tactique, l'action de libération de l'Afrique suppose le rejet de la lutte des classes. En 1959, lors du Congrès de Conakry, le leader guinéen, secrétaire général de l'Union Générale de Travailleurs d'Afrique Noire (U.G.T.A.N.), constate bien la division de la société africaine en quatre couches distinctes, perçues d'après des critères plus moraux qu'économiques : comportements égoïstes, tensions entre jeunes et vieux, domination des intérêts particuliers..., et distingue : 1) les ouvriers ; 2) les paysans ; 3) les artisans, planteurs, commerçants, professions libérales ; 4) les couches sociales féodales et traditionnelles. Toutefois, il "rejette formellement le principe de la lutte des classes, moins par conviction que par volonté de sauver à tout prix la solidarité africaine, seule susceptible de nous conduire à la virtualité de notre destin". (2).

Yves Bénot remarque judicieusement à ce propos, combien l'on s'étonne d'apprendre "que la lutte des classes serait un principe que l'on peut adopter ou rejeter, selon un choix moral ou politique, et non plus une donnée scientifique, à étudier et vérifier dans chaque cas particulier". Il accuse aussi Sékou Touré de ne pas distinguer entre ce qui

(1) S. TOURE - Le leader politique considéré comme le représentant d'une culture, Présence africaine, XXIV-XXV, 1, p. 109.

S. TOURE - La révolution guinéenne et le progrès social, op. cit. p. 296-297.

(2) S. TOURE - Congrès Général de l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire, Rapport d'orientation et de doctrine, Présence africaine, 1959, reproduit dans l'action politique du PDG, Tome 2, p. 266 et suiv.

est constatation et ce qui est affirmation de principe, entre la vérité particulière guinéenne et la vérité générale africaine (1).

Huit ans après l'indépendance, les difficultés et tensions internes auxquelles se heurte à chaque instant la politique, contraignent cependant Sékou Touré à réviser la théorie en fonction d'une situation plus sentie que scientifiquement analysée : "La lutte des classes devient une réalité. Des individualités corrompues idéologiquement et liées aux intérêts de l'impérialisme, tout en étant dans le mouvement révolutionnaire, n'étaient pas des révolutionnaires sincères" (2). Le discours de réinvestiture du 15 janvier 1968 marque une étape importante dans la progression de la doctrine. Après avoir autrefois nié les classes en Guinée, puis reconnu une tendance à leur formation, Sékou Touré corrige son assertion : "La lutte des classes devient une réalité", par cette autre : La lutte des classes est une réalité. "Le seul clivage que la révolution reconnaisse pour sa survie et son développement est celui des classes sociales antagonistes... Nous sommes déterminés à détruire la classe contre-révolutionnaire en menant d'une façon conséquente la lutte des classes que l'histoire nous impose" (3). Echo d'une voix ghanéenne qui évoquait, vers la fin d'un règne, une classe de réactionnaires and counter-revolutionaries !

Cette révision de la doctrine sous la pression des premières expériences nationales s'expliquera en même temps que les conflits entre élites. Quant à la possibilité d'une modification de la doctrine, elle résulte de ce que l'idéologie du "socialisme africain", sous ses diverses versions : guinéenne, ghanéenne, tanzanienne, sénégalaise..., n'est pas un corps théorique solide et structuré, mais mobile et circonstanciel. Un élément de l'ensemble peut varier sans que le reste se modifie radicalement. Cette forte marque de pragmatisme s'explique par le changement

(1) Y. BENOT - Idéologie des indépendances africaines, Maspéro, 1969, p. 240.

(2) Déclaration du secrétaire général du P.D.G., le 8 novembre 1966, Revue R.D.A., n° 12, décembre 1966, p. 18.

(3) HOROYA n° 1379 du 17 janvier 1968.

rapide des sociétés concernées, qui nécessite une adaptation constante de l'idéologie, un rapport dialectique permanent entre "théorie" et "praxis", d'où l'instabilité et le mouvement propre de l'idéologie, qui peut admettre aujourd'hui ce qu'elle refusait hier encore.

Affirmation des classes

Ceux qui affirment d'emblée l'existence des classes en Afrique semblent postuler un certain schème global d'explication des mécanismes de la vie sociale moderne. Parmi leurs présupposés, informulés la plupart du temps, il serait aisé de relever :

- L'hétérogénéité fondamentale de toute société, dont les éléments (sauf ceux de la société socialiste) doivent se penser sur le mode de la contradiction.
- L'assimilation de toute structure intranationale actuelle à un système de classes, reconnu modalité universelle de différenciation des groupes (1).
- La détermination fondamentale par le jeu des classes, issues d'une certaine participation à la propriété des moyens de production et d'échange, de tous les rapports socio-politiques de domination-sur-bordination, et des configurations culturelles (superstructures idéologiques).

Une telle interprétation, quoique incomplète, devrait conduire à s'interroger sur la nature, les formes variées et les limites de l'hétérogénéité sociale, sur les conditions d'apparition et les styles de différenciation des classes selon les sociétés, sur les modes d'évolution des conflits dans l'histoire d'un peuple.

Or l'on observe que la plupart des constructions, estimées post-factum, de systèmes de classes en Afrique, présentent plusieurs défauts. On accuse les théoriciens : 1) de méconnaître les faits qui ne s'intègrent pas dans leur théorie ou la contredisent ; 2) de croire que des entités catégorielles, ayant un répondant statistique dans la réalité (on dénombre par exemple les groupes professionnels) traduisent des entités réelles dont les membres ont un contenu de mentalités, des modes de comportement et une action commune, identiques dans la vie sociale ; 3) de ne donner aucun indice des lacunes et limitations de leur théorie, ni aucun degré d'approximation.

Trop souvent, le recours à l'analyse catégorielle révèle seulement

(1) I. POTEKHINE, Classes in African Society, Mizan Newsletter, III, 6, June 1961, p. 18-23.

I. POTEKHINE, Africa's Future ; The soviet view, abrégé de Africa Looks ahead, Moscou, 1960, supplément de Mizan Newsletter, III, 4, April 1961.

une pseudo-réalité et l'appui sur l'empirie relève d'une pseudo-intuition. Si ces théoriciens, qui se réclament tous du marxisme, s'accordent à reconnaître l'existence de classes, la valeur des preuves qu'ils apportent à l'appui de leur thèse diffère selon les auteurs, autant que leur diagnostic sur le nombre et la nature des classes qui ne dépend pas seulement du fait que les uns traitent de l'Afrique en général et les autres de tel ou tel pays en particulier (1). Le premier manifeste abordant le problème des classes en Afrique a été rédigé dès 1948 par Gabriel d'Arboussier (2), mais la réflexion la plus élaborée et la plus systématique (3) est contenue dans les écrits de Mahjemout Diop.

Cet intellectuel sénégalais qui avait indiqué dans les Etudiants noirs parlent (4) un accès, par palier, au socialisme, rédige en 1956 une Contribution à l'étude des problèmes politiques en Afrique Noire (5) dans laquelle les thèmes antérieurs sont précisés : réfutation de l'existence de classes différenciées en Afrique, utilisation impérative de la méthode marxiste ; et où s'affirme la nécessité de partis communistes en Afrique.

-
- (1) Outre les exemples cités plus loin de M. Diop qui s'intéresse particulièrement à la situation sénégalaise, d'O. Afana qui tente une généralisation à partir du cas camerounais, d'A. Cabral qui étudie les classes dans la perspective particulière de la Guinée-Bissao en fonction d'un critère historique, distinguant structure féodale des Fula et structure clanique des Balante en campagne, et d'un critère économique à partir duquel se différencient une petite bourgeoisie (de fonctionnaires, de commerçants, de petits propriétaires), une couche de salariés, puis une couche de déclassés, il faudrait citer de nombreuses allusions à la présence de classes sociales aux intérêts antagonistes, dont celles de quelques leaders nigériens de la NEPU (Northern Elements Progressive Union) : "There is to-day in our society an antagonism of interests, manifesting itself as a class struggle, between the members of that vicious circle of the Native Administrations on the one hand and the ordinary "Talakawa" (commoners) on the other... All parties are but the expression of class interests, and as the interest of the "Talakawa" is diametrically opposed to the interest of all sections of the master class, the party seeking the emancipation to the "Talakawa" must naturally be hostile to the party of the oppressions", cité par T. HODGKIN, A note on the language of African Nationalism, African Affairs, I, 1961, p. 37-38.
- (2) Si nous excluons celles, rédigées loin de l'Afrique, de Potekhine : Africa looks ahead, plus doctrinale, et de S. Chodak, Social Classes in Sub-Saharan Africa, Africana-Bulletin, 4, Varsovie, 1966, plus compilatoire.
- (3) G. D'ARBOUSSIER, Au service de l'Afrique noire, Paris, oct. 1948.
- (4) Les étudiants noirs parlent, Présence africaine, 1953.
- (5) M. DIOP - Contribution à l'étude des problèmes politiques en Afrique Noire, Présence africaine, 1958, p. 105.

La rigueur apparente de la démarche n'est pas exempte de quelques failles : absence de critères pour spécifier une classe sans conscience de classe, absence de preuves pouvant convaincre de l'opposition entre prolétariat et direction du R.D.A. Il existe des classes mais quelles sont ces classes ? Si même on parvenait à les nommer : prolétariat, bourgeoisie, paysannerie pauvre... comment les spécifier de manière descriptive et systématique ? Lorsque la nation sénégalaise est assise juridiquement, le leader du Parti Africain de l'Indépendance (P.A.I.) éprouve le besoin de préciser sa problématique dans son ouvrage Classes et idéologies de classe au Sénégal (1), le plus élaboré quant à notre sujet. Ce militant pour qui la théorie et l'observation de la société constituent avant tout des armes prend certains risques scientifiques en affirmant sans hésiter l'existence de classes sociales au Sénégal sans chercher à le prouver autrement que par l'exposé de quelques idéologies qui en seraient les révélateurs.

L'argumentation présente là encore bien des points faibles. Des réflexions d'un auteur (Abdoulaye Ly, Cheikh Anta Diop, Léopold Sédar Senghor) que l'on dit, sans davantage de preuves, appartenir à telle classe constituent-elles à elles seules une idéologie ? Est-il certain que les assertions de tel ou tel leader de parti retiennent l'assentiment et soient vraiment représentatives des groupes auxquels l'auteur les attribue : petite bourgeoisie, bourgeoisie nationale, bourgeoisie parlementariste et bureaucratique, prolétariat ? L'idéologie exprimée peut ne pas être le produit conscient d'un ensemble d'attitudes, d'intérêts communs, de genres de vie distinctifs propres à une couche sociale, mais seulement une vision théorique et partisane de la réalité qui, si elle transforme pendant un temps le contenu de certaines mentalités, ne s'imprime pas suffisamment sur les attitudes quotidiennes pour permettre de définir une véritable classe sociale à partir d'elle. En bref, dans ce cas, l'idéologie ne représente pas le produit d'une classe, mais seulement un fanion de regroupement qui peut fort bien être planté en plein désert, ou disparaître au vent des fermentations mentales et des révolutions, alors qu'une classe sociale se caractérise par une certaine permanence. La répartition des classes proposée par Mahjemout Diop ne satisfait pas non plus le lecteur en ce qu'elle conserve le caractère

(1) M. DIOP - Classes et idéologies de classes au Sénégal, éditions du Comité central, 1965.

d'une répartition socio-professionnelle, qu'elle ne permet d'apprécier ni les différences existant entre les membres d'une même classe, ni les mécanismes de la genèse des classes, ni les degrés de leur pouvoir économique, ni leurs alliances et réciprocity d'intérêts. Le groupe qui a hérité du pouvoir politique ne représentait aucune force économique nationale. Mais l'accès au pouvoir lui a donné emprise sur l'économie et il a pu lier ses intérêts à ceux d'une riche paysannerie disposant de terres et de moyens de production, différents de la paysannerie démunie, la plus nombreuse si l'on observe que 60 % des chefs de famille étaient endettés durant la période de soudure 1959.

Une autre étude, celle de Raymond Barbé (1), qui insiste à propos sur la constitution d'une bourgeoisie bureaucratique dirigeante et suggère l'important résidu de rapports sociaux traditionnels, pêche par le même souci de regroupement indu des fonctionnaires, ouvriers et manoeuvres agricoles sous le couvert du salariat. Le type de découpage des classes calqué sur celui d'autres sociétés méconnaît le manque d'homogénéité des groupes répondant à ses catégories d'analyse. Les données statistiques et les tableaux de quantités globales ne traduisent pas des communautés d'attitudes psychosociales. La division en classes est en fait surimposée à la réalité par la méthode de l'observateur. Enfin, l'étude qui apparaît d'emblée comme un réquisitoire contre le colonialisme ne dégage pas le cheminement socio-politique post-colonial qui interfère dans chaque pays avec des situations économiques très variées et très différentes de celles qu'il décrit jusqu'en 1960.

Dans son essai d'analyse des classes en trois pays distincts à partir d'une problématique, assez confuse d'ailleurs, inspirée de Hegel et de Lukacs, Jean Ziegler achoppe de la même façon (2). Dans quelle mesure l'étude historico-descriptive des luttes pour le pouvoir est-elle représentative d'une dynamique de classes ? Comment lier les phénomènes de contrôle de l'Etat aux rapports économiques de production estimés déterminants dans une perspective marxiste, mais que Ziegler reconnaît être en Afrique "sensiblement les mêmes pour toutes les classes" (3) ?

(1) R. BARBE - Les classes sociales en Afrique Noire, Economie et politique, numéro spécial, Paris, 1964.

(2) J. ZIEGLER - Sociologie de la nouvelle Afrique, Gallimard, 1964.

(3) Ibid, p. 48.

L'auteur ne s'en explique guère. Au bout du compte, les conflits primordiaux semblent davantage issus de luttes d'influence entre élites que d'antagonismes de classes dans lesquels seraient en lice un peuple entier.

Les schémas assertoriques d'Osendé Afana (1) identifiant un système de classes à partir de : 1) l'apparition de la propriété privée des principaux moyens de production et d'échange, 2) l'existence habituelle d'un surplus capable de faire vivre d'autres personnes que les producteurs eux-mêmes, 3) l'accaparement de ce surplus par les non-producteurs, 4) une certaine stabilité de ces rapports, leur permanence à travers les âges... de même que ceux de Samba Seytane (2) illustrés par les cas du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, restent assez peu explicatifs. Néanmoins, les insuffisances de leurs analyses n'autorisent pas à rejeter leur méthode comme non-opératoire, mais seulement à la raffiner et à en préciser les assises théoriques.

Ces mêmes exigences valent pour une pensée qui, peut-être moins rigoureuse, mais plus brillante et bien plus célèbre que les précédentes, mérite, en raison même de son impact, qu'on tente d'en dégager les lignes de force : celle de Frantz Fanon. Pour l'auteur des Damnés de la terre, séduit par l'aspect révolutionnaire du marxisme, le colonialisme et la décolonisation se comprennent le mieux comme manifestation de violence (3). La violence comme praxis de la décolonisation, a pour le psychiatre martiniquais Fanon, une sorte de valeur d'abréaction collective, en ce qu'elle vise à liquider le complexe névrotique du colonisé par une thérapeutique de choc. Mais les modalités d'une telle praxis ne peuvent elles-mêmes se comprendre que par référence à une interprétation théorique des stratifications de l'Afrique moderne. Le viol de l'homogénéité des sociétés africaines par le colonialisme, qui a favorisé certains groupes en frustrant d'autres, a créé, selon Fanon, les classes suivantes :

(1) O. AFANA - Les classes sociales en Afrique occidentale, Partisans, 10, 1963, p. 57-70.

(2) S. SEYTANE - Les classes sociales et les dirigeants politiques de l'Ouest africain, Partisans, 29-30, 1966, p. 45-69.

(3) F. FANON - Les damnés de la terre, Maspéro, 1969, 2ème édit., p. 47.

1) La paysannerie - au large potentiel révolutionnaire parce qu'elle est, du point de vue économique, la plus dépourvue.

2) Le lumpen-prolétariat qui forme le groupe le plus dépourvu et le plus incertain de la société urbaine, du moins si l'on tire argument de la société algérienne à partir de laquelle Fanon a parfois généralisé.

3) L'ouvrierisme syndical - Peu nombreux, mais jouissant d'un pouvoir de pression en raison de leur concentration dans les villes, de leur localisation économique (chemins de fer, postes), de leur organisation et de leur proximité des centres de décision, ces travailleurs établis ont été favorisés par le régime colonial.

4) La bourgeoisie nationale - Sa base constituée d'une élite urbaine d'intellectuels et de commerçants manque au départ de puissance économique, mais acquiert bientôt le contrôle politique, grâce à son rapprochement physique et idéologique. Tout en s'appropriant les ressources politiques de la bourgeoisie coloniale, elle refuse de faire participer les paysans à la direction de l'Etat.

La question est controversée de savoir qui, du prolétariat ou du paysannat sera la classe révolutionnaire. Mahemout Diop et Osendé Afana (1) répondent : le prolétariat (bien que le Katanga minier peu révolutionnaire jusqu'à présent soit plutôt le bénéficiaire envié du progrès matériel) ; Pierre Mulele ainsi que Frantz Fanon : le paysannat (2) ; Amilcar Cabral (3) reconnaît que, tout en basant sa lutte armée sur le paysannat, celui-ci ne représente pas la principale force révolutionnaire. Pour Seydou Badian Kouyaté, "un prolétariat naîtra. Si

-
- (1) M. DIOP - Classes et idéologies de classes au Sénégal, op. cit. ; O. AFANA, art. cit. ; cf. aussi, M. DIOP, Contribution à l'étude des problèmes politiques en Afrique Noire, op. cit. ; O. AFANA - L'économie de l'Ouest Africain, Maspéro, 1966.
- (2) Sur Pierre MULELE - Lire : X..., Les cahiers de Gamboma (1964-1965), Bruxelles, CRISP, 1966. Frantz Fanon qui dénonce les privilèges du prolétariat embryonnaire et le surdéveloppement relatif des villes remarque : "Il est clair que, dans les pays coloniaux, seule la paysannerie est révolutionnaire. Elle n'a rien à perdre et tout à gagner. Le paysan, le déclassé, l'affamé est l'exploité qui découvre le plus vite que la violence seule paye", F. FANON, Les damnés de la terre, Maspéro, 1968, p. 25. Sur Frantz Fanon, lire : M. STANILAND, Frantz Fanon et les classes politiques africaines, Etudes congolaises, XII, I, 1969. Plus que le marteau, pense Abdoulaye Ly, c'est la faucille qui représente la révolution africaine.
- (3) A. CABRAL - La lutte en Guinée, Revue internationale du socialisme, I, 4, août 1966.

aujourd'hui les classes n'existent pas, les ouvriers de demain, nés du capital privé, se croiront destinés au rôle historique des classes révolutionnaires" (1). "Le développement du capitalisme en Afrique s'accompagne inéluctablement du phénomène de lutte des classes" (2). Beaucoup d'autres, comme lui, parlent seulement, pour l'instant, de naissance des classes sociales, de surgissement d'une bourgeoisie nationale (3), du développement d'un prolétariat encore squelettique, de l'apparition de classes encore embryonnaires.

Identification d'un embryon de classes

La thèse selon laquelle des classes sont en voie de formation consiste à montrer que l'entrée dans l'économie de marché par la traite, le tribut et le salaire, que la modification des régimes fonciers, l'introduction d'une agriculture de plantation, la généralisation de l'Etat ou de son substitut donnant naissance au fonctionnariat, la diffusion d'un savoir nouveau, l'urbanisation et l'industrialisation, ont provoqué des clivages sociaux, ont libéré des éléments de différenciation retenus jusqu'alors par l'auto-régulation des groupes claniques et ethniques. Depuis l'indépendance, la prise en main de l'administration nationale, les aubaines des investissements économiques, les faveurs et les revirements du pouvoir politique ont accentué le processus de différenciation en classes.

Le système explicatif de la genèse de ces groupes ne diffère pas pour l'essentiel de celui des auteurs marxistes. Mais les partisans de cette thèse se distinguent, à notre avis, des marxistes en fonction de trois principes :

1) Les groupes identifiés comme éléments de la nouvelle stratification sociale sont encore en formation, mal définis dans leurs rôles

(1) S.B. KOUYATE - Politiques de développement et voies africaines du socialisme, Présence africaine, XLVII, 3ème trimestre, 1963, p. 65.

(2) S.B. KOUYATE - Les dirigeants africains face à leur peuple, Maspéro, 1964, p. 53.

(3) L'affirmation des classes est posée surtout par les membres de l'intelligentsia. Ceux-ci identifient les membres de la classe dirigeante aux leaders politiques et à leurs représentants, aux fonctionnaires supérieurs et aux titulaires de fonctions libérales. Ils choisissent en conséquence pour principale cible "l'embourgeoisement" du parti au pouvoir en se targuant d'être les champions des "économiquement faibles".

respectifs parce que la structure politique et économique par laquelle serait spécifié leur mode d'action est elle-même en voie de construction ; l'élément du système ne se comprenant que par référence au système entier, lequel diffère et du capitalisme et du socialisme.

2) La nature de chacun de ces groupes, pour autant que l'on soit en mesure de la caractériser, ne répond pas absolument aux critères traditionnellement adoptés depuis Marx pour définir les classes sociales.

3) Même si une lutte de classes vient à s'instaurer dans une phase de plus intense prise de conscience assortie d'autres moyens d'action, il n'est pas du tout certain, en raison de sa physionomie propre, qu'elle aboutisse à une révolution et a fortiori à la révolution socialiste.

La circonspection d'observateurs tels que Georges Balandier, Paul Mercier, Louis-Vincent Thomas, en France (1), tient à ce qu'ils se voient contraints de réaménager la théorie des classes pour pouvoir y insérer des phénomènes nouveaux ne répétant pas une histoire connue. Si l'axiome sous-jacent à la plupart de nos raisonnements : "Dans les mêmes conditions historiques, les mêmes causes produisent les mêmes effets", n'apparaît pas contestable au plan logique, il reste à déterminer selon ces auteurs les analogies de conditions et de causes avec des situations connues de présence des classes.

Or dans les pays sous-développés, le problème théorique des structures de classes traité dans le cadre de la société industrielle se complique singulièrement pour deux raisons principales.

D'une part, le système capitaliste ne s'y trouve pas à l'état pur parce qu'importé de l'extérieur et superposé aux structures antérieures. Il ne résulte donc pas du développement interne des sociétés traditionnelles. A quelque époque qu'aient été touchés par la colonisation les pays africains, et quelque soit le degré de leur sous-développement, ils ont été profondément affectés par l'expansion mercantiliste

(1) G. BALANDIER - Problématique des classes sociales en Afrique noire, Cahiers internationaux de sociologie, XXXVIII, 1965.

P. MERCIER - Aspects des problèmes de stratification sociale dans l'Ouest africain, Cahiers internationaux de Sociologie, XVII, 1954.

P. MERCIER - Classes et changements politiques en Afrique noire, Cahiers internationaux de Sociologie, XXXVIII, 1965.

L.V. THOMAS - Le socialisme et l'Afrique, T. 1, Le livre africain, 1966, p. 39-43.

et par le développement économique des grands pays conquérants. De ce fait, ils ont aussi subi l'impact des structures sociales de classes que le capitalisme véhicule avec lui. Mais le greffon, ayant été fait sur un tronc ancien de population à dominante agraire, ne s'est pas développé de la même manière que dans les sociétés européennes.

D'autre part, en raison de la coexistence de structures économiques et sociales d'âge différent, les stratifications revêtent des aspects multiples, ce qui interdit les interprétations par trop simplistes. Le dualisme économique (économie archaïque - économie moderne) ne correspond pas à la division ville-campagne, il est lisible même dans les structures agraires (agriculture de plantation - agriculture de subsistance). Mais les deux structures économiques sont désormais interdépendantes à tel point que l'une ne pourrait subsister sans l'autre. Beaucoup estiment que le secteur archaïque de la société dualiste représente le sous-produit d'un certain développement économique localisé et limité régionalement. En raison même de ce dualisme (voire pluralisme) plusieurs systèmes de stratification coexistent dans les pays sous-développés, plus ou moins intégrés dans la structure globale. En conséquence, l'absence de modèle théorique explicatif d'une telle situation rend les prospectives très aléatoires. A la rigueur logique des évolutions sociales et des clivages décrits par les purs théoriciens, s'oppose la confusion des faits sociaux africains à tous les niveaux. Les ensembles sont difficiles à définir parce qu'encore non structurés. Si la nation, elle, se dessine, les forces qui jouent à l'intérieur s'enchèvêtrent. Tout ensemble joue la déstructuration des hiérarchies traditionnelles et les structurations parfois provisoires des groupements au sein de la nation. Certaines oppositions ne sont pas encore cristallisées, certains clivages pas encore effacés mais en déclin. En outre, si les dynamismes sociaux expliquent en partie le jeu des forces politiques, il est évident qu'inversement la politique de construction nationale et celle de développement économique-social qui lui sont liées, orientent énormément l'apparition, la consolidation et le mouvement des groupes sociaux au sein de la société globale. Ce ne sera donc qu'après étude du devenir historico-social d'un peuple qu'on pourra s'apercevoir si le concept de classe est le seul opérant pour analyser les forces sociales, les contradictions et antagonismes créés à l'intérieur de la nation, par ou malgré sa politique de développement.

A propos des classes, le premier stade de systématisation a priori ayant pour but de fixer les cadres de recherche et de proposer des questions précises à élucider, est en voie de dépassement, mais il ne semble pas que l'on soit encore parvenu, pour aucun pays africain, au stade de la systématisation a posteriori, faisant l'exploitation descriptive et explicative des résultats obtenus (encore trop limités) à des fins prévisionnelles. L'appréhension intuitive d'un phénomène qui cherche à se définir en loi supposée ouvre encore la voie à des vérifications.

En vue d'opérer de telles vérifications sur un champ guinéen, il faut certes poser nos jalons théoriques, ce que nous allons continuer de faire, mais encore évaluer les difficultés de l'analyse. Les complicateurs d'une étude de la stratification relèvent de plusieurs causes déjà indiquées : 1) la multiplicité des formes de rapports sociaux ; 2) la diversité d'influence et de durée de l'empreinte coloniale ; 3) les revêtements successifs des périodes précoloniale, coloniale, postcoloniale ; 4) l'imbrication des phénomènes politiques, économiques, sociaux, et l'incoordination des tentatives de construction d'un état moderne.

Dans un pays aux structures sociales et aux cultures assez variées, dont l'unification ne s'opère que progressivement, la réflexion du sociologue doit nécessairement se référer aux données de l'ethnologie et est gênée par la multiplicité des formes de rapports sociaux suivant les structures ethniques dont certaines, importantes numériquement (Malinké, Soussou, Toma...) demeurent encore très mal connues. Le nombre de ces ethnies a beau être en Guinée relativement limité, comparativement à d'autres pays, puisqu'on n'en compte pas plus d'une quinzaine et que trois d'entre elles englobent actuellement l'énorme majorité de la population (1), on se heurte néanmoins, pour certaines à un silence quasi total de l'ethnographie, que des enquêtes actuelles sur un monde transformé empêchent de combler. On ne peut que se défier avec raison de

(1) C. RIVIERE - Mutations sociales en Guinée, ch. I : L'intégration des ethnies.

l'extrapolation des études monographiques concernant des secteurs extrêmement réduits, réalisées par des géographes et non par des ethnologues rompus à l'analyse des moeurs et coutumes. Même effacés partiellement par des brassages dûs aux migrations collectives, aux relations commerciales, aux transformations politiques, les nuances régionales sont multiples, qui réclament une grande circonspection des sociologues de chambre avides d'embrasser d'un coup Coniagui et Bassari, Toma du nord et Toma du sud, Foulacounda, Foula Bourouré et Pulli, Malinké du Niger, Toma-Mania et Konianké.

A la variété des cultures et sous-cultures s'ajoute la diversité d'influence et de durée de l'empreinte coloniale. La région côtière a été tôt ouverte au commerce et à l'agriculture d'exportation. Le Fouta difficilement assujéti conserve encore quelques structures féodales. La Haute-Guinée a été abandonnée à elle-même pendant longtemps parce que peu riche et peu peuplée. La Guinée forestière est devenue objet d'intérêt depuis la seconde guerre, quand on a reconnu ses possibilités agricoles : café, palmiste..., et ouvert les routes nécessaires à l'évacuation des produits. Il s'ensuit par conséquent que la durée et les méthodes du dit "pillage colonial" se sont très diversement répercutés sur la condition des populations touchées plus ou moins en dehors de cela par l'influence religieuse des missionnaires catholiques, musulmans ou protestants.

La problématique théorique des classes étant supposée résolue, et même si étaient définis universellement les critères de différenciation sociale, ceux-là devraient se référer à des éléments diachroniques, au cumul des apports d'une triple histoire, précoloniale, coloniale, postcoloniale, qui imposent une grande hétérogénéisation du sens des concepts, car la diversité des situations supporte mal un modèle d'explication unique, autant qu'une typologie trop réduite et nécessairement abstraite des relations sociales. En même temps que des éléments de réponse sont donnés à ce problème complexe des influences historiques, naissent d'autres questions et d'autres champs d'investigation relatifs au contenu et aux mécanismes des superpositions d'influences.

Comment a pu surgir au sein d'une société composée d'une mosaïque de groupes sociaux à des stades d'évolution divers, une stratification relativement homogène ? C'est l'histoire de l'ère coloniale qui le révèle. De nouvelles différenciations ont estompé sinon submergé les

contradictions inhérentes aux structures sociales antérieures. Faut-il croire pour autant, en raisonnant par analogie, que la situation coloniale s'est effacée de la même façon après l'indépendance par une substitution de nouvelles contradictions aux anciennes, de telle sorte qu'on serait en mesure de dégager en gros trois types de différenciations sociales correspondant à chaque époque :

- Epoque précoloniale : différenciations d'âge, de sexe, de caste dans le groupe villageois ;
- Epoque coloniale : différenciations de races (blanche et noire) et de statut professionnel ;
- Epoque postcoloniale : différenciations de classes dans une société s'acheminant vers le type industriel ?

En fait, le poids de la domination coloniale a plutôt suscité, en Guinée, un regroupement des forces et une conjonction des couches diverses dans une lutte commune dirigée par des promoteurs démocrates, ce qui, jusqu'à un certain point implique une absence de classes très nettement cloisonnées.

Mais la ligne suivie dans la phase de construction nationale n'a-t-elle pas à son tour, suivant les divers rythmes et avatars de la politique et de l'économie principalement, hâté la manifestation concrète de divergences d'intérêt, favorables à une prise de conscience d'un regroupement par catégories d'individus jugés sur des critères communs ?

Si oui, jusqu'à quel point et sous quelles formes subsistent les structures précoloniales ? Comment se conjuguent-elles aux structures modernes ? Et dans quel cas ? Quelles sont les parts respectives des éléments conservés et des éléments transposés ?

A première vue, il semble que la société moderne ait réassimilé en les réinterprétant, d'une part, les schèmes mentaux unificateurs : valeurs universelles de synthèse comme la solidarité, l'attachement familial, le travail, la justice, qui joueraient contre la formation des classes, d'autre part, les schèmes comportementaux différenciateurs qui joueraient au contraire pour ; les marques de respect, les façons de se distinguer dans la nourriture, l'habitat, le langage, etc., étant transposés, les hiérarchies anciennes spécialement au Fouta, dans les strates modernes. Par une analyse plus profonde on s'aperçoit qu'il s'agit simplement d'une complexification de la société et d'une organisation à un niveau supérieur qui, sans effacer les structures anciennes

à caractère villageois ou tribal, les recouvre seulement.

La complexité des faits à analyser est encore augmentée par l'imbrication des phénomènes politiques, économiques et sociaux, et l'incoordination des tentatives de construction d'un état moderne. Depuis l'indépendance, seul le secteur tertiaire a évolué de façon à peu près constante, le commerce mis à part ; les autres secteurs de l'économie ont subi les aléas des réorientations, édits, abrogations, échecs des premières expériences. L'histoire sociale récente reste encore confuse parce que les nouveaux rapports de production sont mal affirmés et que les bilans de "l'expérience-pilote" ne sont pas proclamés. Enfin, des tensions que l'on sent sous-jacentes à l'évolution politique (chute de prestige du père de la patrie, restructuration du parti, modification de la politique étrangère), à l'évolution économique (faillite de l'agriculture, extrême raréfaction des produits de consommation, difficultés monétaires), n'ont pas encore totalement éclaté. Une modification des structures sociales s'annonce dont l'orientation dépendra des coups de dés de l'histoire.

Conclusion

L'examen du débat sur les classes sociales en Afrique Noire nous conduit donc, en conclusion, à percevoir les dangers à éviter par le sociologue qui s'intéresse aux stratifications africaines modernes.

1°) La transposition pure et simple de modèles d'explication à caractère marxiste éprouvés dans les sociétés européennes. Le marxisme, il faut bien le reconnaître, n'est pas une grille de déchiffrement instantané du continent noir. Les marxistes européens n'ont, la plupart du temps, que mis en contact leurs camarades africains avec les "classiques" et apporté l'expérience de leur propre pratique. En face d'une situation originale et des conditions de l'Afrique, il faut réviser la méthode et peut-être les principes, rénover des concepts fétichisés et éviter une interprétation calquant mal au réel, qui serait simple justification de croyances. Les tenants même de l'existence des classes s'accordent à reconnaître que, moins différenciées qu'en Europe, les classes en Afrique (à supposer qu'elles existent) n'ont

ni les mêmes contours, ni les mêmes fonctions. L'étude des classes sociales en tant que telles ne vaut que dans la mesure où elle abandonne la raideur des types d'explication appliqués aux sociétés occidentales et qu'elle se réfère aux conceptions que les Africains se font eux-mêmes de leur société actuelle. Chaque pays doit être jugé dans sa perspective historique, plus d'après ses normes que d'après les nôtres, mais aussi d'après le rapport existant entre ses réalisations et la société mondiale dans laquelle il s'efforce de s'intégrer. C'est seulement après analyse minutieuse qu'on pourra parler adéquatement d'existence des classes sociales ou de leur aspect inchangé.

2°) La schématisation des classes en entités logiques abstraites. Au lieu de considérer comme dynamiques et flexibles, sur le mode des situations africaines, les critères et concepts de l'analyse, certains tendent à concevoir la classe comme une notion fondamentale de l'entendement sociologique, universellement applicable, ou bien, comme une loi première qui déterminerait la forme et régirait le mouvement de toute connaissance d'une société au niveau macroscopique. D'autres emploient le terme "classe" pour désigner un ensemble d'individus placés à un même niveau social par la loi ou par l'opinion publique. Le mot en devient par suite très vague et prête facilement au sophisme. Implicitement, chez plusieurs auteurs traitant des classes sociales en Afrique, une conception nominaliste a pu apparaître, proche de celle de Max Weber pour qui la classe sociale correspond à une classification fondée sur des différences d'ordre exclusivement économique et se compose des personnes ayant la même situation de ce point de vue. Weber distingue ainsi plusieurs genres de classes sociales fondés soit sur la fortune, soit sur l'acquisition, soit sur les situations régies par les échanges. De semblables schématisations en entités catégorielles risquent de faire oublier le milieu réel où s'opère la stratification.

3°) Une dichotomie simpliste et factice. Une autre forme d'abstraction consiste à se contenter d'une distinction bipolaire basée sur des oppositions schématiques entre bourgeois et prolétaires, entre fonctionnaires et paysans, entre élite et masse, entre citadins et ruraux. Ce découpage bipartite séduit d'autant plus qu'on a souvent décrit : ici un souci de modernisme, là le maintien jaloux des tradi-

tions ; ici l'ouverture à des courants d'idées divers, là un horizon limité à la répétition des histoires et des gestes des ancêtres ; ici l'action politique et l'expression des citoyens dans des institutions démocratiques, là le désintérêt des affaires publiques. La distinction, valable pour l'essentiel, demeure assez factice. C'est par exemple une erreur d'imaginer les villes africaines séparées de leur arrière-pays, étant donné les déplacements, saisonniers ou irréguliers, fréquents des habitants : ouvriers, fonctionnaires, écoliers, artisans... De surcroît, le monde rural ne se réduit pas à une masse indifférenciée, démunie et inorganisée, confinée dans l'ignorance, impossible à mobiliser, jalouse des fonctionnaires. Il se compose de couches hétérogènes, les unes exploiteuses, les autres exploitées, ayant suivant les régions des réactions économiques, politiques et religieuses particulières.

La plupart des catégories nominales utilisées pour poser ces dichotomies ne renvoient qu'à des quasi-groupes, souvent fort disparates. Il ne s'agit donc pas de projeter un schéma dialectique simple fondé sur l'existence de deux pôles antagonistes mais de repérer toutes les sortes de clivage qui apparaissent au sein d'une société.

4°) L'absence d'analyse détaillée des critères de différenciation et d'appréciation objective de la conscience de classe, différente de l'idéologie de classe. Si l'on excepte quelques travaux d'économistes comme ceux de Samir Amin pour la Côte d'Ivoire (1) ou ceux du même auteur et de Bernard Delbard pour le Sénégal (2) qui par l'un ou l'autre biais abordent le problème des classes avec tout un appareil de preuves, la plupart des débats n'ont guère dépassé le plan de l'affrontement idéologique, sans donner lieu à une réflexion objective et scientifique. Or le problème ne peut valablement être éclairci que par une analyse, dans chaque cas précis, de la constitution d'ensembles réels, jugés d'après un faisceau de critères économiques et sociaux : genres de travail, niveau de revenu, rapport à la

(1) S. AMIN - Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire, éd. de Minuit, 1967.

(2) S. AMIN - Le monde des affaires sénégalais, éd. de Minuit, 1969.
B. DELBARD - Les dynamiques sociales au Sénégal, ISEA, Dakar, 1966, ronéoté.

propriété, manières de vivre, idéaux, valeurs et besoins, par lesquels ces groupes se différencient. Il importe aussi de noter pour chaque ensemble social la conscience qu'il a de sa singularité et de son opposition à d'autres ensembles de même type, l'appréhension de cette conscience aidant à mesurer la consistance et le dynamisme des groupements étudiés.

CHAPITRE II

POUR UNE THEORIE DE LA STRATIFICATION SOCIALE

Phénomène ancien puisqu'il se produit dans les petites bandes nomades dès l'aube de l'humanité, la hiérarchisation, opérée originellement surtout sur des critères d'âge et de sexe combinés avec la force physique, est aussi un phénomène omniprésent. Un ordre hiérarchique et de prééminence s'observe à trois niveaux : à celui des groupes constitués tels que les groupes professionnels, au sein de chaque société multigroupale structurée par des institutions, entre les nations, selon leur richesse économique et leur pouvoir politique de pression. La sociologie moderne a pour habitude de n'appliquer le terme de stratification qu'aux systèmes hiérarchiques du second niveau, par exemple dans le cadre de l'ethnie ou de la nation.

Tandis que le mot "hiérarchie" désigne l'ordre de superposition ou le rapport de domination dans lequel se trouvent différentes entités militaires, religieuses, politiques... qui occupent des positions et des rangs inégaux, le terme de "stratification", en rapport d'inclusion dans celui de hiérarchie, ne s'applique qu'aux relations de subordination, c'est-à-dire d'ordonnance et de dépendance des différentes couches et classes sociales résultant de la distribution inégale des droits et obligations dans une société.

Pour être naturel dans toute vie sociale, un système de stratification ne suit pas nécessairement les clivages résultant d'inégalités biologiques. Son élaboration dépend en effet de critères et prescriptions socialement définis et de significations conventionnellement attribuées. Dans le maintien du système, les normes assorties de sanctions et transmises de génération en génération par apprentissage des règles du groupe jouent un rôle prépondérant. Mais comme tous les arrangements sociaux, chaque système de stratification est soumis à une certaine instabilité inhérente aux variations démographiques propres à chaque couche sociale et aux variations d'efficacité des mécanismes de socialisation selon les couches sociales et selon les générations. Il subit aussi l'influence des changements globaux

d'une société en ce qu'il est étroitement dépendant de ses institutions politiques, économiques, religieuses, familiales, éducatives. On ne saurait par exemple comprendre les stratifications sans référence au système de transmission du pouvoir parmi les élites, au fonctionnement des services, aux conditions générales de la production...

De ce fait, la stratification se manifeste sous des formes multiples : systèmes de rangs, de statuts, de lignages, d'ordres ou états, de castes, de classes, et chaque système revêt une forme particulière selon la société et la période considérée. En intensité même, la stratification varie, depuis la société idéale de type égalitaire jusqu'à la société hyperstratifiée, comme celle de l'Inde. En fonction de toutes ces spécificités, chaque forme de stratification, notamment celle de classes qui sert de toile de fond à notre recherche, doit donner lieu à une élaboration particulière et à des analyses comparatives.

Précisons pour l'instant que nous entendrons la stratification à la fois comme l'armature complexe des relations hiérarchiques et interférentielles basées sur différents critères et comme instrument ambivalent de cohésion et de conflit. Considérée dans ses aspects dynamiques, l'étude de la stratification sociale en Guinée portera sur l'engendrement causal des insatisfactions et antagonismes existant entre groupes hiérarchisés, sur la dynamique propre à chaque strate et sur la dynamique générale du système économique-politique guinéen, notamment dans les conjonctures les plus révélatrices de ces dynamiques : crises, changements d'institutions, affrontements politiques, complots et tentatives de coups d'état. En procédant ainsi, nous espérons éviter le piège qui consisterait à faire de la description taxonomique des statuts l'analyse structurelle de la société.

Classe et strate

Bien que l'on s'accorde généralement pour affirmer qu'un système de classes est une variété du genre système de stratification, de nombreuses divergences surgissent entre les spécialistes quant à la signification et à la caractérisation sociologique de la classe et du système de classes, en raison d'équivocités issues d'un usage sans

discrimination du mot classe comme synonyme de strate, de caste, d'ordre ou de rang, en raison aussi de ses retentissements émotionnels provoqués par la charge idéologique de doctrines prétendant expliquer l'ordre social afin de le modifier, et du greffage sur la notion, d'une mythologie de l'identité de la classe en tout temps et en tout lieu malgré la diversité de ses manifestations. Une ambiguïté subsiste entre l'usage pratique et l'usage scientifique du mot. Si l'approche sémantique marque des lacunes, la désignation des contenus empiriques et l'analyse des processus permettront peut-être d'y suppléer.

Comme le vocabulaire importe moins que les horizons théoriques dans lesquels il se situe, il conviendrait de procéder d'abord à l'étude de ces horizons. L'ayant déjà fait dans les articles "classe sociale" et "stratification", de la Grande Encyclopédie Larousse, nous nous bornerons, en admettant des effets de distorsion, à schématiser les différentes manières d'appréhender le problème de la stratification sociale. Celles-ci se distribuent actuellement entre deux pôles extrêmes, celui de la littérature marxiste inspirée souvent par des besoins politiques plus que par des préoccupations scientifiques lorsqu'elle interprète l'histoire sociale et souligne l'accentuation inéluctable des affrontements de classes, et celui de la sociologie américaine dont la conceptualisation des stratifications, éclairée par les méthodes de la psychologie sociale, de la statistique et de l'anthropologie culturelle inclut souvent des propos conservateurs.

Au risque d'une rigidification doctrinale de l'optique fonctionnaliste, fort diverse en réalité (qu'il suffise de comparer les recherches de Warner et Lunt, Davis et Moore, Parsons, Reismann, Tumin, Lenski, etc., pour s'en convaincre) (1) nous dresserons seulement un tableau comparatif des thèses par lesquelles les deux courants marxiste et fonctionnaliste s'opposent et de celles par lesquelles ils pourraient se rejoindre. Par commodité, nous désignerons par strate l'objet étudié par la sociologie américaine et par classe celui étudié par les marxistes, tout en reconnaissant que les mêmes opérations intellectuelles peuvent être menées à l'aide de termes variés et qu'à l'inverse les mêmes termes de classe et de strate, en usage dans les deux courants, ont des implications intellectuelles différentes.

(1) Voir bibliographie finale.

1 - La théorie marxiste des classes s'intéresse aux divisions sociales, aux phénomènes de désintégration, de rupture, d'antagonismes. Par contre, les théories de la stratification s'occupent de la différenciation sociale dans un milieu intégré fonctionnellement. Les différences de fonction, de rang, de culture, d'intérêt entrent comme éléments descriptifs dans le groupe plus général des différences de strates puisqu'un même groupe de fonctions, une similarité de rang, de culture, d'intérêts, sont les éléments de spécification d'une strate.

2 - Les marxistes analysent les classes du point de vue de leur nature alternative et contradictoire (exploiteurs-exploités). Les fonctionnalistes différencient les strates selon le critère de l'intensité graduelle de la participation à une échelle de valeurs en vigueur dans une société. Donc, au plan des systèmes de valeurs, ceux des classes se présentent comme opposés, ceux des strates comme unifiés.

3 - Les classes ont, disent les marxistes, une réalité objective avant même la naissance d'une conscience d'appartenance, tandis que les strates sont distinguées par une conscience d'appartenance.

4 - La théorie marxiste met en jeu les intérêts économiques et politiques comme étant prioritaires, les seconds déterminés par les premiers. Les théories américaines, elles, ne se concentrent pas directement sur le phénomène des intérêts mais conjuguent les critères de genre de vie. Aussi peut-on estimer que les analogies de genre de vie donnent à la strate moins de cohérence que la convergence des intérêts et leur défense n'en provoque dans la classe.

5 - En ce qui concerne le champ d'applicabilité des catégories, les interprétations diffèrent aussi, puisque la théorie de Marx vise à s'appliquer à toutes les sociétés humaines quels qu'en soient le lieu et l'époque. Toutes progressent selon leur rythme propre de développement, mais à travers les mêmes stades historiques nécessaires. La classe peut donc être considérée comme une caractéristique générale de l'organisation sociale, bien que l'analyse en ait été faite surtout à partir de la dialectique de l'exploitation capitaliste. De leur côté, les fonctionnalistes, à la suite de Weber, supposent bien à leurs catégories une applicabilité universelle puisqu'ils s'intéressent à une stratification abstraite. Cependant, comme les valeurs

directrices d'une société donnée déterminent, à leur avis, le contenu et le caractère de la stratification hiérarchique, chaque système se limite aux frontières de la société nationale. Pour Warner, les hiérarchies statutaires ne dépassent guère le cadre de la collectivité locale qui a servi d'échantillon pour la connaissance des symboles de classe et des jugements personnels à leur sujet. Sa théorie, peu élaborée d'ailleurs, et sa méthode d'enquête n'ont été appliquées qu'à des communautés closes répercutant peu les rapports de forces au sein de la nation.

6 - L'anticipation idéologique quant aux tendances futures de la stratification commande toute une interprétation des dynamismes historiques. Il semble à Marx que les besoins et exigences du capitalisme hâtent en même temps que la formation d'un prolétariat, la dégradation progressive de ses conditions de vie, la prise de conscience de son existence en tant que classe et la révolte contre l'ordre social établi. Les luttes engendrées par l'opposition de classes devraient cesser avec le triomphe du prolétariat et l'avènement d'une société sans classes. Ainsi les classes, liées dans leur composition aux changements historiques, ne sont-elles pas un trait nécessaire et inéluctable de toute société mais seulement un trait général des régimes pré-socialistes. Les théories fonctionnalistes estiment au contraire inévitable la stratification parce qu'elle résulte de l'existence sociale organisée. Bien qu'existe partout une forme de stratification, ses caractères anti-démocratiques peuvent être neutralisés par la mobilité sociale dans un système ouvert. Sur les changements futurs et la dynamique des systèmes de strates, le fonctionnalisme n'a pas de position explicite. Tandis que Weber entrevoyait la fermeture des voies d'accès aux positions statutaires supérieures par appel à des critères d'irrationalité et d'exclusivisme permettant de fixer des avantages acquis, les auteurs américains invoquent pour la plupart avec optimisme un équilibre social à venir, des compensations et corrections de statut grâce aux valeurs nouvelles que font naître la compétition et l'économie rationnelle.

Sur les points précédents, les deux interprétations semblent diamétralement opposées. A titre d'hypothèse, R. Stavenhagen avance que "la stratification est la forme apparente d'une structure sociale dont le système de classes est l'essence réelle" (1). La simplification est tentante, mais au nom de quel principe peut-on dénoncer l'irréalité de l'apparent ? Il nous semble qu'il s'agit dans l'un et l'autre cas de niveaux et de modes différents d'analyse plus que de degré de réalité. Néanmoins appliqués à des objets concrets, l'étude des classes et celle des strates présentent des points de rapprochement.

I - Les lignes de démarcation entre strates et classes sont d'autant plus difficiles à tracer que, d'une part les fonctionnalistes emploient les termes l'un pour l'autre et que, d'autre part les marxistes admettent entre deux classes extrêmes (ou en marge de la polarisation entre bourgeoisie et prolétariat) l'existence de couches ou de strates intermédiaires. Ni les uns ni les autres ne représentent théoriquement leur stratification comme un continuum ou comme une "tranche napolitaine". Les uns comme les autres se posent le problème des brisures dans l'échelle des positions sociales, des concentrations de positions sociales à certains endroits de l'échelle, de la visibilité des lignes de clivage. Ils s'accordent plus ou moins implicitement à reconnaître que la netteté de la stratification est habituellement en corrélation directe avec : 1) l'ampleur des inégalités sociales qui accentue les distances entre classes et favorise la polarisation, 2) la réduction du nombre des classes figurant sur l'échelle sociale (signe de cette polarisation), 3) l'homogénéité des niveaux et styles de vie à l'intérieur de chaque classe, d'où la référence utile aux attitudes psychologiques et aux comportements des membres de la société globale dans leurs relations mutuelles. Au contraire, les frontières tendent à s'estomper dans la mesure où s'accroît la différenciation des positions sociales au sein de chacune des classes, où se réduisent les distances entre les classes et où l'idéologie agit comme processus de camouflage des antagonismes.

(1) R. STAVENHAGEN - Les classes sociales dans les sociétés agraires, Anthropos, 1969, p. 53.

2 - Dans la mesure où les stratifications sont déterminées de manière importante par les systèmes de valeurs d'une société, elles appartiennent à la superstructure sociale, tandis que les classes semblent fondamentalement déterminées par l'infrastructure, mais on ne saurait nier que les classes ne prennent leur profil respectif que dans certains contextes institutionnels, culturels, politiques qui relèvent de la superstructure.

3 - Des stratifications telles que celles fondées sur les catégories occupationnelles de prestige, ou sur l'appartenance raciale dans les sociétés pluri-ethniques trouvent souvent leur origine dans une situation de classe et ne se comprennent vraiment que par rapport à celles-ci. Ainsi la position de l'ouvrier d'industrie sur une échelle de prestige s'explique-t-elle par la situation objective du prolétariat au début du capitalisme. Malgré les changements intervenus dans la situation du prolétariat depuis lors, le statut du prolétaire s'est maintenu à travers un système de valeurs au rythme d'évolution plus lent que celui des forces productives et des revenus. De même la discrimination du Noir aux Etats-Unis, même si elle est coupée de toute implication économique, tire son origine aussi bien de l'esclavage que du développement du capitalisme industriel aux Etats-Unis après l'abolition de l'esclavage. Elle repose donc au départ, comme l'a montré Cox (1), sur une situation de classe qui se prolonge jusqu'à nos jours.

4 - Dans les fixations ou projections sociales (justifications juridiques, idéologies religieuses, rationalisations politiques...) représentées à l'intérieur des stratifications, d'autres facteurs qu'économiques interviennent qui ont pour fonction sociologique de donner aux strates une existence autonome de leur base économique. Ce décollage des superstructures par rapport à leurs attaches fondamentales contribue à faire des strates des fossiles de rapports de classes dont elles sont issues. Certains types de stratification peuvent ainsi n'avoir qu'un rapport lointain avec leur

(1) O.C. COX - Class, Caste and Race, New York, 1959.

base économique : c'est le cas de l'aristocratie dans diverses monarchies d'Europe, des vestiges, en Amérique Latine, de différenciations raciales existant sous l'époque coloniale.

5 - Les stratifications, en tant que phénomènes superstructurels, produits de certains rapports de classe, agissent à leur tour sur ces rapports. Elles n'en forment pas le simple reflet passif. Les strates intermédiaires servent surtout d'éléments de désamorçage ou de réduction des conflits entre strates polarisées. La mobilité sociale joue elle-même un rôle semblable ; mais en rendant plus aigue la perception des paliers de l'échelle à gravir et des chances d'ascension de l'individu, elle contribue à maintenir à la fois la vision et la réalité de la stratification. On peut donc juger sa fonction relativement conservatrice, par rapport à celle essentiellement dynamique des conflits de classe qui tendent à accentuer les cloisonnements et à modifier radicalement le système social.

6 - La stratification sociale, tout en divisant la société en plusieurs groupements sociaux, a surtout fonction d'intégration sociale et de consolidation des structures socio-économiques existantes. Aussi se peut-il que la strate supérieure de prestige ne s'identifie pas à la classe qui détient le pouvoir politique, bien que les deux puissent se recouper selon les circonstances historiques particulières. Tôt ou tard cependant, après une coexistence des deux groupes se développe un nouveau système de stratification correspondant mieux à la structure des classes existantes.

7 - Strate et classe se lient étroitement par le noeud de l'idéologie. L'idéologie explicite ou implicite constitue le support de l'homogénéité mentale et de la proximité psycho-sociale de strate ; elle est aussi le moteur des attractions et répulsions, donc une des causes de la dynamique du système de stratification. Par le biais de l'idéologie peut s'opérer le passage d'un système de strates à un système de classes. La stratification sociale possède en effet le pouvoir d'entraîner des idéologies qui viennent expliquer, soutenir ou tenter de renverser les stratifications existantes. C'est au nom de principes métaphysiques que les

possédants expliquent leurs droits, les non possédants leurs revendications. Partagées ou combattues, les idéologies contribuent à accroître simultanément la proximité des membres à l'intérieur d'une strate et la distance entre strates. C'est par la conjonction des participations effectives aux valeurs et des idéologies issues de ces participations que s'opère dans certaines conditions la transformation des strates en classes sociales. Parmi les conditions nécessaires à ce passage, on note généralement un profond immobilisme social, de grandes différences de niveaux de vie entre strates, l'activité d'un noyau de personnes tendant à faire prendre conscience d'une situation, à structurer une classe, à passer à l'action agressive ou défensive pour le compte de la classe tout entière et avec la volonté de la représenter en agissant pour elle. Ce groupe réel et structuré constitué à l'intérieur d'une classe n'en rassemble pas nécessairement tous les individus, mais prétend bien agir en leur nom. Il est conduit normalement à s'opposer soit aux groupes représentatifs d'autres classes, soit à la puissance publique qui prétend représenter la société globale. Certains ont ainsi affirmé sans paradoxe qu'il n'y a pas de classes sociales tant que ne se constitue pas une ambiance de lutte de classes,

Il se peut à l'inverse qu'au lieu de favoriser la cohérence de classe, l'idéologie manipulée par la classe dominante ait pour effet, soit de justifier les inégalités en les considérant par exemple comme la conséquence naturelle de forces sociales voulues par le créateur (la division en castes est ainsi liée à une justification religieuse comme le sont la monarchie de droit divin ou les privilèges du clergé), soit de les légitimer comme récompenses différentielles du mérite selon la contribution que chacun est censé apporter à la société, soit de masquer les conflits de classes par une insistance sur l'intégration nécessaire à la défense ou à la construction nationale.

Que la problématique des classes diffère radicalement selon le ~~soubassement~~ théorique de l'analyse ne signifie pas que tout soit affaire de choix théorique. Une théorie entendue comme un système opératoire construit et manipulable ne produit pas d'objets définis par une consistance propre ; elle cherche seulement à en rendre compte. Souvent la réalité objective qu'elle définit n'est qu'une redondance de l'arbitraire opératoire, une projection réifiée des manipulations arbitraires de l'opérateur. C'est là l'erreur de réification. Un autre piège plus ou moins dépendant de celui-ci guette le théoricien : l'extrapolation ou la généralisation empirique. La signification réelle d'une loi objective est de définir positivement une structure particulière au sein d'un système par une spécification déterminée des principes opératoires. Or dans le cas de l'analyse de Marx, les restrictions imposées par l'empirie au système opératoire sont celles des classes dans le système capitaliste du XIXème siècle ; dans le cas des analyses américaines, celles des strates à l'intérieur d'un régime capitaliste de monopole contrôlé par l'Etat au XXème siècle. En dehors de ces délimitations situationnelles, c'est-à-dire dans d'autres cadres temporels et sociétaux, ne convient-il pas d'opérer des corrections au schéma théorique entendu comme structure de relations objectives, surtout si d'évidence l'empirie ne valide pas les projections établies à partir de la théorie. D'ailleurs les relations entre le plan opératoire, le plan de la détermination empirique et le plan théorique proprement dit, ne s'établissent pas de façon mécanique, mais par un procès de différenciation dialectique à caractère historique. De fait, le peu de prise sur la réalité des éléments théoriques proposés par beaucoup d'auteurs, parsoniens notamment et la limitation au modèle américain de l'applicabilité des méthodes d'analyse concrète, ont empêché qu'aucune société du Tiers Monde ne soit traitée systématiquement et de manière consistante sous l'angle de la stratification, uniquement à partir d'un quelconque corpus théorique fonctionnaliste ou structuro-fonctionnaliste. Par contre, dans un cadre marxiste, d'intéressantes recherches sur la genèse des bourgeoisies nationales et des bourgeoisies bureaucratiques, des classes d'afinés, de marchands, de gestionnaires de l'Etat, ont été menées par des économistes, sociologues et anthropologues, qui ont pris

comme perspective centrale de leur réflexion les problèmes d'extorsion des surplus et de mode de production, insistant ainsi davantage sur le système économique que sur le système des classes. L'Afrique colonisée ayant été le terrain de prédilection de ces chercheurs, il pourra être intéressant de résumer et de critiquer leurs conclusions afin de mieux poser ensuite nos propres hypothèses.

Approches marxistes des classes en pays sous-développés

Les interprétations des systèmes et de la dynamique des classes chez les marxistes modernes réclament encore de nombreuses élaborations et de nombreuses études empiriques pour devenir satisfaisantes. Par fidélité à la doctrine de Marx ou par lacune imaginative, la problématique bourgeoisie-prolétariat est fréquemment plaquée sur le Tiers Monde avec les aménagements théoriques nécessaires inspirés de Lénine ou de Rosa Luxembourg qui ont aidé à mieux saisir l'action de l'impérialisme et les intentions directrices des politiques coloniales. Il semble, ou bien que toutes les sociétés soient parvenues au stade du capitalisme et du capitalisme occidental, ou bien qu'étant aux portes d'entrée de ce système, elles soient déjà passibles d'une interprétation tendancielle par la dynamique relativement connue des classes de l'Occident. Qu'un doute subsiste chez certains quant au stade historique où se situe le Tiers Monde actuel, un renouvellement de la réflexion leur paraît alors nécessaire. De même, si l'on postule la validité universelle de l'interprétation par les classes et que les schémas explicatifs connus sont jugés inadéquats dans des cadres pré ou non capitalistes, il faut alors définir ces classes non issues du capitalisme en conjuguant l'approche systématique par les notions de mode de production et de formation économique-sociale (quasi identiques chez Marx, distincte chez les néo-althusériens) et l'approche dynamique par étude de la genèse des classes qui se

réfère au fonctionnement de l'appareil productif, aux possibilités d'accumulation des surplus et aux phénomènes de domination. Dans tous les cas, la perspective de base demeure fondamentalement économique et souvent d'un économisme étroit, isolé du superstructurel, réduit au procès de travail ou aux circuits d'échange.

Aussi diversement systématisées malgré les apparences que soient ces approches, elles convergent toutes directement ou par des détours vers la question des surplus, notion élaborée par extension de l'idée de plus-value, à la base chez Marx de la division sociale en classes de producteurs et de non producteurs : Y a-t-il production de surplus ? Comment sont éventuellement produits les surplus ? Qui produit les surplus ? A qui profitent les surplus ? Comment certains acquièrent-ils le droit au surplus : comme contre-prestation d'une protection militaire, d'un service rendu par le spécialiste d'une pseudo-technique magique ou religieuse, par droit de conquête, de séniorité ou de primogéniture ?

Selon qu'elles mettent l'accent sur une circulation intersociétale ou intrasociétale des surplus, les interprétations manifestent des différences d'optique impliquant des variantes dans la conception globale des sociétés comme dans celle des systèmes de classes. D'ailleurs ces interprétations ne sont menées ni dans la même spécialisation disciplinaire, ni exactement dans le même champ empirique. Deux courants retiendront principalement notre attention, qui se situent l'un dans le contexte de la sociologie du développement, l'autre dans celui de l'anthropologie économique.

La problématique marxiste du sous-développement prend pour objet le fonctionnement des économies marchandes modernes et le mode d'appropriation des richesses dans un contexte international où domine l'échange inégal. Quant aux études empiriques, elles ont pour cadre les formations nationales dans la période postérieure à la seconde guerre mondiale. La cause des inégalités est référée au jeu de l'impérialisme et primordiallement à l'incidence de causes extérieures aux pays dominés, si bien que sont jugés négligeables les mécanismes de différenciation interne, à moins qu'ils n'aient partie liée avec l'impérialisme international,

dont l'analyse des mécanismes explique les causes du sous-développement, ses conséquences sur les sociétés concernées, pour déboucher sur les possibilités de rupture du processus dialectique cause-conséquence.

Au lieu de la visée d'action révolutionnaire qui sous-tend les écrits marxistes sur le sous-développement, transparait plus clairement chez les ethnologues le désir de révolution scientifique dans l'anthropologie économique. Par leur problématique des modes de production, les ethnologues tentent d'expliquer à la fois l'originalité du fonctionnement des économies précoloniales souvent prémarchandes, et les mécanismes du passage d'un stade à l'autre de l'évolution sociale. A partir d'études empiriques sur des aires économiques antiques (Asie) ou précapitalistes (Gouro, Dida), des schémas généraux sont construits pour rendre compte d'un mode de production ou asiatique ou africain, ou lignager. Refusant généralement (P.P. Rey excepté) l'interprétation dualiste secteur-traditionnel/secteur-capitaliste qu'assument beaucoup d'études sur le sous-développement, les anthropologues économistes reconnaissent la diversité des modes de production coexistant dans une formation économique et sociale.

En bref, les uns insistent sur le moderne et sur le capitalisme envahissant, les autres sur l'archaïque (au sens habituel en anthropologie) et sur le précapitalisme. Dans les deux perspectives, le système des classes est intimement lié à l'économie, mais l'étude des mécanismes de l'économie est l'objet de prédilection de l'analyse systémique, tandis que l'analyse des classes se limite fréquemment à montrer la genèse économique d'une seule classe jugée dominante dans les pays sous-développés (bourgeoisie nationale et bourgeoisie compradore) ou dans un mode de production déterminé (classe des aînés, ou des marchands, ou des gestionnaires de l'état). L'articulation des diverses classes entre elles, leurs interrelations socio-culturelles dans le cadre d'une formation donnée ne suscitent malheureusement guère l'intérêt des chercheurs.

Les théoriciens marxistes du sous-développement, lorsqu'ils développent leurs thèses sur l'impérialisme, soulignent généralement l'identité de fonctionnement de l'économie dans les périodes coloniale et post-coloniale, ou si l'on veut, la continuité du colonialisme au néo-colonialisme. Mais si l'action de l'impérialisme, la nature des rapports de puissance et la stratégie des échanges internationaux, rendent compte pour l'essentiel du phénomène de sous-développement, ils expliquent mal le phénomène des indépendances. Celui-ci semble lié directement à la dynamique des classes et notamment à celle d'une classe particulière, la bourgeoisie nationale dont le concept a été élaboré lors du deuxième congrès de l'Internationale en 1920 (1). Dans le Wafd, le All-India Congress, le Kuomintang, le rôle de la bourgeoisie nationale a été de lutter contre la domination impérialiste des capitalistes occidentaux et de s'allier pour le combat aux partis prolétariens. Cette classe cache un désir d'appropriation des pouvoirs à son propre bénéfice. Sa lutte pour l'indépendance sert d'alibi au ralliement des masses à sa cause, mais sa stratégie à long terme consiste à débayer le terrain national pour disposer ensuite d'une position privilégiée de gestionnaire accroissant ses profits, et des plus-values sur le travail des nationaux, et de son rôle d'intermédiaire dans la livraison des richesses nationales aux bourgeoisies monopolistes d'Occident. La phase de la post-indépendance devient de ce fait une période de constitution d'alliances avec l'impérialisme et d'exploitation directe des masses populaires sur lesquelles la bourgeoisie nationale maintient un contrôle rigoureux.

Sur le plan du contenu sociologique, la notion de bourgeoisie ne varie pas lorsqu'elle est appliquée au Tiers Monde. Seules varient en proportion les sous-groupes différenciés selon le degré de concentration du capital et du pouvoir (grande, moyenne, petite bourgeoisie) ou selon le secteur d'activité (bourgeoisie financière, industrielle, commerçante, agraire). Par contre, les différences s'accusent entre bourgeoisies occidentales et nationales considérées sous l'angle de leur rôle de libération et de construction nationale. Après l'étape des indépendances

(1) A. ABDEL-MALEK - Sociologie du développement national : problèmes de conceptualisation, in Sociologie de la construction nationale dans les nouveaux Etats, Bruxelles, 1967, pp. 249-264.

formelles s'observe soit la persistance de l'hégémonie des oligarchies comme en Inde et dans plusieurs pays d'Amérique latine et d'Afrique, soit leur entente temporaire avec des groupes intermédiaires qui détiennent le pouvoir et qu'elles parviennent à manipuler par des pressions économiques (Egypte, Tunisie, Chili, Guinée), soit une régression de leur rôle là où, comme en Chine et à Cuba, s'affirment les classes populaires.

Dans la plupart des cas, les analystes marxistes (même Samir Amin à propos du capitalisme en Côte d'Ivoire ou des bourgeoisies sénégalaises) parviennent mal à expliquer le fonctionnement d'ensemble des rapports de classes ; car ceux-ci découlent des rapports de production, lesquels réfèrent non pas à un seul système de production, mais à un mixte de système traditionnel précapitaliste ou antécapitaliste plus ou moins désintégré, de système capitaliste local parfois en formation, de système capitaliste de monopoles internationaux non intégré et d'origine exogène, et parfois comme en Guinée de système socialiste avec commerce étatisé et industries nationalisées.

Si l'économie d'un pays sous-développé présente une astructuration interne due à la rareté et à la faiblesse des flux intersectoriels, à la diffraction accusée entre les secteurs à faible et à haute productivité, aux effets de domination produits autant par des nations, des firmes, que par des organismes internationaux (BIRD, AID) servant de relais à l'impérialisme, il apparaît particulièrement difficile de typifier dans un modèle cohérent de fonctionnement et d'évolution, une formation économique et sociale analysée comme essentiellement hétérogène.

On ne résout les difficultés théoriques, ni en soulignant la dominance du modèle capitaliste, car il faut alors expliquer ce qui, dans le jeu des classes se présente comme en contradiction avec le modèle théorique de l'économie capitaliste, ni en conceptualisant à partir de l'empirie une classe dominante/dominée qui maintient des liens de dépendance avec la bourgeoisie "métropolitaine" pour ne pas perdre tout pouvoir de domination sur les prolétaires locaux (1). L'idée de satellisation par rapport aux bourgeoisies occidentales rend certes

(1) A. G. FRANCK - Capitalisme et sous-développement en Amérique latine, Maspéro, 1968, pp. 196, 202, 243-245.

compte d'alliances économiques et politiques avec l'impérialisme pour l'exploitation des forces de production, mais elle se réfère surtout au procès de circulation des biens dans un marché international et de distribution des profits aux capitalistes. On pourrait lui adresser le reproche d'être gonflée par la mythologie de l'homo oeconomicus qui exprime et légitime la vision bourgeoise de la société entendue comme maximisation du profit des individus et groupes qui s'affrontent dans la concurrence, au sein d'une société réduite à une perspective de marché des biens, des pouvoirs et des valeurs. Elle omet la plupart du temps la référence essentielle aux formes elles-mêmes de la production dans des populations africaines non ouvrières à 95 % au moins.

Nous ne nions pas qu'existent des bourgeoisies nationales, compradores et bureaucratiques, qui s'allient avec l'impérialisme pour exploiter les ouvriers et les paysans, leurs alliés présumés, mais nous contestons que leurs membres aient dans tous les cas été les promoteurs de l'indépendance. Si les cas du Ghana, de la Guinée ou du Mali infirment cette thèse, il faut alors chercher une autre interprétation qui valorisera peut être l'explication par l'idéologique et la politique par rapport à l'explication à dominante économique.

Nous contestons aussi que la dynamique de cette classe sur laquelle l'économisme met l'accent, puisse par un privilège de l'analyse servir à expliquer la dynamique entière du système des classes ; le jeu des forces divergentes étant saisi comme résiduel. Ou alors, il faudrait prouver comment cette classe est particulièrement expressive de la totalité sociale (pas seulement économique) qui le contient dans une formation sociale déterminée.

Nous craignons une nouvelle fétichisation des rapports sociaux, qui consisterait à les rapporter comme des épiphénomènes au mécanisme de l'exploitation capitaliste, jugé rationnel à la lumière des théories économiques en vogue. Une autre fétichisation de l'économie lui répondrait qui consisterait à projeter comme objet purement économique dans des sociétés africaines ce qui apparaît comme tel dans la nôtre. Au lieu d'expliquer la dynamique des classes par l'extraversion des pays sous-développés, il faut s'orienter vers une compréhension des dynamismes internes du pays et du jeu spécifique des intérêts économiques dans un

mode de production qui ne fonctionne pas selon les normes du capitalisme.

Enfin, l'interprétation des classes par les théoriciens du sous-développement omet de prendre en considération le système d'autosubsistance qui satisfait encore à la plupart des besoins vitaux des ruraux d'Afrique noire.

Tandis que, dans les rapports marchands, sont dissociés les unités de production et de consommation (ce qui permet à des non producteurs de se constituer en classe exploiteuse du travail d'autrui), celles-ci, disent Emmanuel Terray et Claude Meillassoux, coïncident dans les sociétés d'autosubsistance, lignagères et segmentaires, qui exploitent la terre, emploient l'énergie humaine comme principale source énergétique, et n'utilisent que des techniques de production quasi immédiates (1). L'unité de production qui trouve en elle-même les conditions de sa reproduction est là de même dimension, de même structure que l'unité de consommation. L'étude de ce système a conduit à l'élaboration d'un mode de production des sociétés lignagères et segmentaires qui présente par rapport à notre sujet l'intérêt d'avoir donné lieu à l'explication de la naissance d'inégalités économiques et statutaires à partir d'un groupe d'ainés qui se constitue en classe en s'appropriant le savoir technique sur le plan de la production. Pour Claude Meillassoux (2), la position éminente des aînés en tant qu'opérateurs de la répartition et souvent en tant qu'organiseurs de la coopération, dans la plupart

(1) C. MEILLASSOUX - Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire, Mouton, 1964, p. 89.

E. TERRAY - Le marxisme devant les sociétés primitives, Maspéro, 1969, p. 154.

(2) C. MEILLASSOUX - Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'auto-subsistance, Cahiers d'Etudes Africaines, 1, 4, 1960, pp. 38-67.

des sociétés traditionnelles, crée une sorte de dépendance personnelle à caractère d'exploitation pouvant dégénérer en un système de domination sociale et économique. Comme la suprématie des aînés ne peut reposer ni sur la contrainte physique, puisqu'ils sont les moins nombreux et les moins forts de par leur âge, ni sur la paternité biologique qui ne leur donnerait autorité que sur leurs enfants, non sur leurs cadets et alliés, ni sur le contrôle de la terre qui existe en abondance, ni sur le contrôle des instruments de production qui sont individuels et généralement fabriqués à partir d'une matière accessible à tous, Meillassoux la fait reposer sur la possession du savoir, c'est-à-dire des connaissances techniques nécessaires à la production et du savoir social distribué parcimonieusement par initiation, et qui intervient dans la reproduction de la structure sociale.

Cette notion de classe des aînés à fondement généalogique a été fortement critiquée même dans le camp marxiste ; la fonction des membres d'une classe dans la production ne peut servir de base à la différenciation des groupes sociaux, estime-t-on, si les rapports de production s'inscrivent dans un cadre où la base économique n'est pas dominante et relativement autonome par rapport aux superstructures politiques et idéologiques. Or dans l'autosubsistance, d'une part il est impossible de délimiter des régions distinctes correspondant à chacune des instances économique, politique et idéologique, ni d'affirmer une dominance ; et d'autre part la présence de la parenté est un élément plus essentiel de la réalisation du mode de production que ne le sont les ressources et les techniques économiques. On peut admettre que l'aîné détienne dans la production un rôle de direction et de contrôle sans pour autant affirmer qu'il existe une classe des aînés, ce qui supposerait non seulement une communauté d'intérêts, mais aussi une communauté d'action autre que des actions à finalité semblable d'un agrégat d'individus dans des agrégats de communautés villageoises. Et si l'on établit l'existence d'une classe des aînés, pourquoi à partir des mêmes critères ne pas parler de la classe des cadets et de la classe des femmes qui ont chacun une place et un rôle particulier dans les procès de production, de reproduction et de consommation ?

Nous ne rejettons pas l'idée (et nous l'exploiterons au contraire dans l'étude des strates de la paysannerie) que la position statutaire des aînés puisse favoriser un accès au pouvoir économique, mais nous remarquerons que tous les aînés de famille ne sont pas logés à la même enseigne et que seuls les aînés de famille qui ont une prééminence politique dans le cadre villageois peuvent dans certaines circonstances produire une accumulation qui d'ailleurs a un caractère plus familial que personnel. Ceci nous induit encore à penser que le pouvoir politique territorial est plus explicatif de l'origine des inégalités que ne l'est la détention du pouvoir économique supposé égal chez les aînés des communautés lignagères. Lorsque l'on sort du cadre des communautés lignagères et non étatiques s'affirme encore davantage l'importance du phénomène de domination à caractère politique.

L'idée selon laquelle les sociétés africaines à état peuvent être rapprochées de celles que Marx caractérisait par l'existence d'un mode de production asiatique a été défendue en France par Jean Suret-Canale (1). La thèse essentielle du texte est la suivante : il existe en Afrique noire précoloniale des sociétés de classes. L'Etat n'est pas la cause mais la conséquence de l'exploitation de classe. Il n'est que le révélateur de la constitution de classes antagonistes nettement caractérisées.

Une difficulté essentielle surgit de la mise en relation de la théorie avec l'histoire concrète. Parmi les sociétés africaines avec structure politique à base territoriale qui aient été étudiées systématiquement, ni les Zoulou (Gluckman), ni les Bemba (Richards), ni les royaumes interlacustres : Ankole (Oberg), Bunyoro (Beattie), Busoga (Fallers), Buganda (Apter), ni les cités-états Yoruba (Lloyd), ni les Nupe (Nadel), ni le Dahomey (Herskovits et Polanyi), ni le Kongo (Balandier), ni les empires soudanais classiques du XII^{ème} au XVI^{ème} siècle, etc.; bref, ni la zone de la "civilisation des greniers", ni celle de la "civilisation de la lance", ni celle de la "civilisation des cités", pour reprendre la terminologie de Maquet, ne présentent ce

(1) J. SURET-CANALE - Afrique noire, éd. Sociales, 1961, pp. 101-102 ;
et

J. SURET-CANALE - Les sociétés traditionnelles en Afrique tropicale
et le mode de production asiatique, La Pensée,
117, 1964, pp. 19-42.

rapport spécifique entre individu et communauté, et entre communauté et Etat qui constituait pour Marx l'essence de la société "asiatique". Le rapport entre pouvoir et communautés villageoises est plus un rapport de consensus que d'exploitation du travail (gratuit sur les chantiers publics) et de mobilisation d'un surplus pour le compte d'une classe dirigeante détentrice d'une part de l'autorité publique, qui lèverait des corvées.

Comme la perspective du sous-développement éclaire le jeu des bourgeoisies nationales et compradores, celle du mode de production asiatique projette malgré tout quelques feux sur le genre d'exploitation que peuvent subir des communautés où la propriété de la terre est généralement collective, de la part d'une classe de gestionnaires de l'Etat. Elle fait comprendre également comment la position des personnes dans l'appareil d'état règle les modalités de la lutte des classes (1), comment le pouvoir politique donne accès au pouvoir économique, et comment le despote peut agir avec une bureaucratie d'affidés. Nous sommes conscients que les enseignements que nous tirons proviennent d'une transposition analogique dans le contexte socio-économique de la post-indépendance, alors que ceux qui ont voulu appliquer la notion de mode de production asiatique à l'Afrique l'ont fait à l'Afrique précoloniale ou coloniale. Le fait qu'ils n'aient pas été suivis, même dans le camp marxiste (2), indique assez les insurmontables difficultés théoriques de leur entreprise.

(1) P. VIDAL-NAQUET - "Avant-Propos" à : K. WITTFOGEL, Le Despotisme oriental, éd. de Minuit, 1964.

(2) M. Rodinson à propos des pays arabes, dans Islam et Capitalisme rejette l'étiquette de mode de production asiatique (au sens de propriété collective du sol sans que l'individu ait droit à autre chose qu'à une appropriation précaire du sol) appliquée à l'histoire médiévale des pays musulmans. Il dénonce la confusion entre le mode de production et la formation socio-économique dont l'essence est le prélèvement du surplus par une "communauté supérieure". De même à propos de cette même période de l'histoire est rejetée l'étiquette de féodalisme (mode de production basé sur le servage et les rapports de vassalité). Avec prudence et sans l'élaborer, l'auteur avance le concept de mode de production communautaire primitif, correspondant à une extrême variété de situations, car par ce procédé n'est pas défini un seul type de communauté susceptible d'être exploitée par un état ou par une communauté supérieure (Grecs et Hébreux primitifs).

Critiquant l'utilisation de la notion de mode de production asiatique en Afrique, peut-être en partie pour éviter la rhétorique du despotisme qui l'accompagne et l'analogie (quelque peu forcée) avec la société stalinienne qui court à travers les écrits de Wittfogel, Catherine Coquery-Vidrovitch (1) entend lui substituer celle de mode de production africain. Ce mode de production reposerait sur la combinaison d'une économie communautaire patriarcale avec l'emprise exclusive d'un groupe sur les échanges à longue distance. Ce groupe pourrait être formé soit de chefs lignagers, soit d'une classe privilégiée à recrutement héréditaire dans l'appareil politique, qui aurait des ambitions territoriales.

Il nous semble que cette conception repose sur plusieurs erreurs. C. Coquery-Vidrovitch unifie arbitrairement des types de pouvoir différemment articulés avec l'élément lignager, et elle passe sous silence les différentes formes de distribution à partir du centre étatique. En négligeant non seulement la gradation et la combinaison des sources de pouvoir (et en n'en retenant qu'une, la main-mise sur les courants d'échange à longue distance), mais aussi la multiplicité des rapports entre le sous-bassement lignager et l'Etat, elle s'interdit déjà presque par définition toute possibilité de classification des sociétés africaines qui tiennent compte de leur complexité réelle. Tout ce qu'elle peut prouver, c'est que le commerce à longue distance passe parfois par des sociétés à structure politique non centralisée et y joue un rôle important dans l'organisation sociale. Certes, le pouvoir des chefs de lignage peut fort bien se fonder, dans certains cas, sur l'emprise sur les échanges. Mais le fait important, c'est qu'alors il ne s'agit que de certains biens. L'analyse doit donc être menée en termes de sphères d'échange et d'économie multicentrique.

S'il est certain que le commerce a joué un rôle essentiel (comme nous le soulignerons à propos des bénéficiaires malinké du commerce pré-colonial) dans le développement des états soudanais, puis dans une phase ultérieure des états du Golfe de Guinée, il demeure douteux que le rapport entre monopole des échanges à longue distance et forme de pouvoir

(1) C. COQUERY-VIDROVITCH - Recherches sur un mode de production africain, La Pensée, 164, 1969, pp. 61-78.

étatique soit celui défini par C. Coquery-Vidrovitch. On ne comprend pas pourquoi ce monopole qui a assuré le pouvoir des chefs de lignage dans les sociétés lignagères n'a pas assuré, dans le concret, le pouvoir et le développement d'une classe de marchands dans une structure étatique (1). Si en outre, structures lignagères et structures étatiques sont imbriquées, comme le note l'auteur, qui donc au fond a le monopole ? Ou bien, quels sont les rapports entre vrai et faux monopole ? N'est-ce pas aussi un présupposé méthodologique marxiste que de partir de l'analyse de la production et non de la circulation des biens pour comprendre la logique d'un système économique ? Au bout du compte, on peut penser que l'hypothèse d'un mode de production africain est suffisamment fragile pour ne pas survivre de beaucoup au mécanisme de substitution (du mode de production asiatique) qui lui a donné naissance.

Le courant marxiste nous ouvre très certainement de profondes perspectives d'interprétation, notamment en ce qui a trait à la dynamique des stratifications : réflexions sur la formation et la répartition des surplus, explication de la genèse des diverses classes, poids actuel de l'impérialisme économique et politique des grandes nations (U.R.S.S. et Chine y compris) ; mais à chaque fois qu'une systématisation rigoureuse a été tentée, ou bien elle s'est enfermée dans un système clos et tendant à l'abstraction, celui de l'impérialisme, celui du mode de production, dont on voit mal comment il peut se composer avec d'autres à moins de se nier comme système global, ou bien elle a dû, pour transiger avec l'empirie, reconnaître que le modèle ne rendait compte que d'une partie de la réalité, mais d'une partie jugée par postulat la plus importante.

Pour séduisante intellectuellement que nous apparaissent toutes les systématisations théoriques, et bien que nous les reconnaissons stimulantes par les discussions qu'elles suscitent, il faut bien dire que la postérité retient peu les axiomatiques philosophiques qui président à leur constitution. Nous-même, en étudiant des stratifications, nous

(1) Cf. R. OLIVIER & J.D. FAGE - A short history of Africa, Londres, 1962, p. 109.

L. FALLERS, - Social Stratification and Economic Processes in Africa, in BENDIX & LIPSET, Class, Status and Power, Londres 1953, p. 147.

K. POLANYI - C. ARENSBERG & H. PEARSON - Trade and Markets in the early empires, New York, 1957, ch. 8 et 9, sur Whydah.

nous intéresserons davantage aux analyses de processus qu'à l'élaboration d'un modèle d'agencement et de fonctionnement des classes, valable pour intégrer systématiquement tout un groupe de cas observés dans le Tiers Monde. Nous n'abandonnons cependant pas l'espoir d'une explication synthétique après que des situations empiriques diverses auront été analysées avec l'ampleur et la finesse suffisante pour permettre un examen comparatif.

Principes d'une recherche africaniste

L'analyse détaillée des sociétés africaines sous l'angle de la stratification n'acquerra cependant de pertinence qu'une fois posés les jalons théoriques qui circonscrivent, en fonction des intuitions capitales suggérées par les grands courants de la pensée sociologique, les orientations d'une recherche africaniste. Les préalables essentiels portent à notre avis sur : 1) la justification des parts attribuées respectivement à l'économie, au politique et au culturel dans notre étude ; 2) les points de référence pour le choix des critères de différenciation en classes ; 3) la place accordée dans l'étude de la stratification, à la conscience de classe.

Les fondements d'une stratification en classes

Le recours à un facteur dominant, permettant d'expliquer l'ensemble d'un système, a été le piège aussi bien de l'évolutionnisme au XIXème siècle que du fonctionnalisme au XXème. L'homme n'ayant de vie possible et d'être-au-monde que par son rapport avec une nature qu'il utilise, transforme, et par son rapport avec d'autres individus dont il dépend économiquement en raison d'une division primaire (selon l'âge, le sexe) ou d'une division technique (par profession ou par opération) du travail, on pourra juger l'économie comme déterminant en dernière instance la stratification de classes.

La réponse de Marx à la question des causes et des fondements de la stratification ne présente aucune équivoque. Le système économique, source initiale des divisions en classes, est la force qui maintient la

stratification. Celle-ci s'élabore en effet à partir de la place des groupes sociaux dans le processus de production et de leur relation à la propriété des moyens de production. Un conflit résulte de l'antagonisme des intérêts par rapport aux moyens de production. Les uns, les bourgeois, recherchent le profit maximal ; les autres, les prolétaires, sont lésés par l'exploitation que fait le capitaliste de leur force de travail en prélevant une plus-value sur le produit de ce travail. L'angle d'approche marxiste met ainsi l'accent sur le fait que les classes s'inscrivent dans un procès historique, qu'elles sont déterminées par le système de production, qu'elles déterminent à leur tour les rapports socio-politiques et les superstructures idéologiques. En somme, le problème des moyens de production constitue le noeud dans l'explication de l'organisation sociale.

S'il s'agit bien d'un déterminisme économique, il faut reconnaître que la notion d'économie doit être entendue en un sens large puisqu'elle inclut des procès, des relations et des valeurs. De ce fait, les analyses de formations sociales historiques ont mille peines à débrouiller le réseau complexe des rapports de l'infrastructure, de la structure anthropo-sociale et de la superstructure idéologico-institutionnelle dans les luttes auxquelles se livrent les classes (1). Quant à la détermination par l'économique, elle ne signifie pas que l'économique détienne toujours le rôle dominant, mais seulement qu'elle attribue à telle instance le rôle dominant, par exemple à l'idéologie sous sa forme religieuse, dans le mode de production féodal (2).

Comme dans chaque mode de production, dans chaque configuration historique d'un système de classes, on peut admettre que varie la forme particulière d'articulation entre les niveaux ou instances économique, politique, idéologique. Ainsi reconnaître la genèse des classes par l'économique ne résout pas des questions aussi cruciales que celles-ci : Quel type d'économie doit présenter une société, quel niveau de forces productives et de rapports de propriété doit-elle atteindre pour laisser apparaître des antagonismes de classes ? Si d'autres facteurs interviennent, comment pondérer leur rôle spécifique et leur action réciproque ?

(1) Cf. S. MALLET - La nouvelle classe ouvrière, Seuil, 1963, p. 19

(2) N. POULANTZAS - Pouvoir politique et classes sociales, Maspéro, 1968, p. 11.

La suggestion de Max Weber selon laquelle la classe serait une notion spéciale destinée à décrire les relations de marché (1), et celle de K. Mannheim qui prétend que Marx, champion intellectuel du prolétariat, aurait fabriqué un appareil conceptuel propre à répondre aux besoins de la couche sociale qu'il défendait (2), nous incitent à reconsidérer le problème des déterminations fondamentales des classes dans une structure économique qui ne répond pas au modèle pur des rapports capitalistes de marché et où le prolétariat n'occupe qu'une place minime numériquement dans l'ensemble de la production.

Le faible développement des forces productives en Afrique, issu à la fois d'un retard technique et d'une dépendance de l'économie, laisse supposer moins important qu'en Europe le rôle de l'infrastructure dans la dynamique sociale, et plus freinatrice qu'accélératrice du développement la structure anthropo-sociale. Quant aux superstructures idéologiques, elles semblent sous un aspect en avance sur les forces productives et non en retard comme dans l'Europe du XIXème siècle ; sous un autre, elles apparaissent en déviance par rapport au capitalisme comme par rapport au socialisme européen.

Tandis que le capitalisme, selon les schémas du matérialisme historique, donne la primauté à la richesse, la société africaine actuelle attribue la primauté au pouvoir. Dans ce cas, il faut reconvertir la formule : "ceux qui gouvernent le font parce qu'ils sont riches", en cette autre : "ceux qui sont riches le sont parce qu'ils gouvernent". En écho à Ibn Khaldoun qui remarquait que "la possession de l'autorité... est une source de richesses" (3), G. Balandier affirme : "C'est l'accès au pouvoir, et les luttes autour de celui-ci qui contribuent à la formation de la seule classe bien constituée, la classe dirigeante. C'est l'accès au pouvoir qui donne une emprise sur l'économie, beaucoup plus que l'inverse. A cet égard, l'Etat nouveau à des incidences comparables à celle de l'Etat traditionnel ; la position par rapport à l'appareil étatique peut encore conditionner le statut social, la nature de la relation avec l'économie et la puissance matérielle" (4).

(1) Max WEBER - Essays in Sociology, New York, 1946, trad. angl. ch.VII.

(2) K. MANHEIM - Essays on the Sociology of Culture, Londres, 1956, p. 103.

(3) Ibn KHALDOUN - Les Prolégomènes, trad. de Slane, Paris, 1936, t. 2, p. 339.

(4) G. BALANDIER - Problématique des classes sociales en Afrique Noire, Cahiers Internationaux de Sociologie, XXXVIII, 1965, p. 141.

On ne saurait négliger l'importante part de l'économie dans la transformation des structures sociales, toutefois le postulat de sa primauté mérite d'être confronté au jeu concurrent de la politique, qui explique, elle aussi, pour sa part, l'évolution historique des formes de stratification, avant comme après l'indépendance. Par delà le système traditionnel des rapports sociaux et les modifications dues à la colonisation, on constate dans l'après-guerre, une action politique des élites à la conquête du pouvoir, conjointement à un début d'industrialisation, et les premières manifestations d'un étatisme de classe. Les causes prochaines d'émergence d'une stratification sont à remarquer par la suite dans les vicissitudes à la fois économiques et politiques des histoires nationales camouflant parfois l'utilisation d'un certain socialisme d'état par quelques profiteurs. Que l'économie soit socialiste ou néo-colonialiste, une même couche dirigeante tend à émerger.

La complexité de l'étude est donc accentuée par les doubles perspectives interférentielles, mais souvent non concordantes, des mécanismes économiques et des mécanismes socio-politiques. Il convient donc, aussi bien pour éclairer l'évolution sociale que pour élaborer des prévisions de mutations structurelles, de s'appuyer sur des analyses politiques et économiques.

L'analyse économique effectuée au niveau de la société globale, à celui des groupes et des entreprises, doit dépasser les descriptions et les explications simplificatrices imputant aux seuls colonialisme et impérialisme la responsabilité de l'exploitation. Elle doit aussi saisir, dans les rapports de production, les jeux opposés des forces accélératrices et des forces freinatrices du développement.

L'approche politique, liée à la précédente pour être pertinente, doit dégager les options essentielles d'un gouvernement, ses décisions et leur traduction dans les faits. En tel pays, plus qu'ailleurs (Guinée, Ghana, Mali des années soixante), les dynamismes des groupes sociaux semblent être modelés par la politique. Mais la politique contient à la fois la praxis et les règles codifiées. Or, entre le système d'opérations et le système de référence, un fossé est souvent creusé, d'autant plus grand que le système de référence, dans sa partie formelle adapté des institutions occidentales, ne convient ni à la pensée ni aux coutumes africaines - Les contradictions entre l'idéologie des groupes dirigeants et sa mise en pratique sont comparables à l'écart

existant entre l'idéalisme des constitutions et le comportement des dirigeants, à la distorsion dont souffre le principe de démocratie dans son exercice - ; quant aux valeurs informelles, inspirées de l'Afrique traditionnelle, ou d'une révolution qui se cherche, elles manquent d'une définition, d'une codification rigoureuse traduite dans les institutions. De ce fait, on a d'autant moins de honte à laisser l'action se guider sur l'impulsion du moment. De ces impulsions, la psychologie sociale rend souvent mieux compte que l'analyse politique ou économique. D'où la nécessité de substituer la recherche des fondements à celle du fondement de la stratification, par une approche multiple permettant de saisir les rapports des groupes au pouvoir tant économique, politique que social, comme le propose Max Weber.

Les critères sociologiques et psycho-sociaux d'une différenciation de classes

Les structures propres à un type de stratification sociale et les fonctions qui leur sont associées se déterminent généralement par référence à des repères tels que la position dans le système de production et l'emploi, le rapport à la propriété et à la répartition des richesses, la relation au pouvoir politique et la position en matière de statut et de prestige. Quels que soient les éléments d'analyse retenus, les sociologues, même marxistes (1) admettent dans l'ensemble que les genres de travail, modes de vie, valeurs et idéaux, status sociaux, constituent des variables comportementales liées à une condition économico-politique objective par lesquelles se différencient les strates comme les classes. Ces variables conjuguées font l'objet d'une appréciation globale par la conscience sociale. L'analyse de la manière dont se répartissent, se conjuguent ou se disjoignent de telle variables, permet de mieux dessiner des ensembles réels.

(1) H. LEFEBVRE - Psychologie des classes sociales, in G. GURVITCH, Traité de Sociologie, P.U.F., 1960, T. 2, pp. 364-386.

Si, pour la plupart des auteurs américains, le prestige est le "mètre" du classement des statuts dans une société donnée, il dépend lui-même de variables, ou attributs statutaires, sur le choix et l'importance desquels les avis divergent (1). De telles variables doivent être analysées en unités élémentaires pour servir d'instruments sinon de quantification, du moins d'appréciation qualitative. Comme la détermination des critères élémentaires se complique par la relative dépendance des variables entre elles (2), il est nécessaire de conjuguer ces critères aux évaluations des membres d'une société pour définir la position relative des individus dans l'échelle sociale.

Par rapport à chacun de ces critères, il est possible d'établir un système de rangs, mais de toute évidence, une stratification basée seulement sur l'un de ces critères ne saurait correspondre à une réalité sociale complexe. Construit en fonction d'un critère unique, degré d'éducation, degré de participation dans la répartition du revenu social par exemple, un schéma de gradation simple implique seulement une relation d'ordonnance. Il est de peu de valeur opératoire car aucune conception fondée sur un seul critère même économique n'a joué de rôle décisif dans l'histoire de la pensée sociale. Aussi élabore-t-on

-
- (1) Ainsi, C.W. Mills retient comme critères primordiaux d'une différenciation de classes : 1) la position dans le système de production et l'emploi ; 2) le rapport à la propriété et la répartition des richesses ; 3) la relation au pouvoir politique ; 4) la position en matière de statut et de prestige, C.W. MILLS - Power, Politics and People, 1963, section IV, The sociology of stratification, p. 305 et sv. M. TUMIN - La stratification sociale, Gembloux, 1971, p. 72. M. Tumin classe, lui, en trois catégories les attributs statutaires : "1) la propriété, c'est-à-dire les droits et les responsabilités sur les biens et services ; 2) le pouvoir, ou la capacité d'atteindre ces objectifs même à l'encontre d'une éventuelle opposition ; 3) la gratification psychologique, c'est-à-dire toute ressource ou réaction non matérielle émanant des autres et procurant de la satisfaction, du bien-être ou du plaisir".
- (2) Par exemple, le savoir ouvre la porte de certaines professions qui procurent un revenu important. Mais le professeur ou l'ingénieur peuvent gagner moins qu'un commerçant, le directeur d'usine être relativement déconsidéré parce que ne provenant pas d'une famille honorable.

généralement des systèmes de stratification par des calculs statistiques à partir d'indices multiples. T.H. Marshall remarque combien la stratification tend à devenir multidimensionnelle dans la société moderne (1).

Même appliquée aux sociétés industrielles, au lieu de retrouver les classes définies qu'avait postulées le marxisme, la sociologie n'a guère donné son accord qu'à des critères de discrimination comme le travail, le revenu, le prestige, le mode d'existence et de consommation (ethos, connubium, convivium, commercium, habitat, voiture, relations sociales, etc...), dont les recoupements difficiles embrouillent plutôt qu'ils n'éclairent les soi-disant similitudes entre conditions individuelles et les distinctions entre groupes conscients de leur unité et de leur opposition aux autres. Mais beaucoup de stratifications établies analytiquement par des chercheurs n'échappent pas aux accusations de subjectivisme et de nominalisme: les classes sont ce qu'on dit qu'elles sont. Ce type de découpage contribue à présenter une image relativement statique de la stratification dans la mesure où l'étude de l'harmonie des rapports y est substituée à celle des antagonismes de classes.

Pour l'instant, la littérature sociologique sur la stratification n'a pas encore tranché de nombreuses questions concernant les critères de stratification notamment :

1) la pondération des critères quantitatifs représentables par des gradations ou des courbes (nombre d'années d'études, volume du revenu) et des critères qualitatifs tels la possession ou la non possession de certains biens, le genre de travail (manuel ou intellectuel), l'accomplissement de fonctions directrices ou subalternes, la position de certaines minorités raciales ou ethniques dans quelques sociétés ;

2) l'établissement des critères essentiels et des critères secondaires valables pour une certaine société, selon leur valeur relative dans les schémas des différents chercheurs ;

3) la délimitation de l'univers social dans lequel est valable un système d'indices. L'anthropologue W. Godschmidt critique ainsi la non applicabilité du schéma de Warner à des cas plus généraux, et T.H. Marshall distingue à l'intérieur même d'une société-nation, le secteur rural et le secteur urbain dans lesquels diffèrent les critères de différenciation sociale (2) ;

(1) T.H. MARSHALL - General survey of change in social stratification in the Twentieth Century, in : Transactions of the Third world Congress of Sociology, Amsterdam, 1956.

(2) T.H. MARSHALL - ibid.

W. GOLDSCHMIDT - Social Class in America, A critical review, American Anthropologist, 52, 1950.

4) le degré de correspondance entre statuts de prestige et hiérarchies établis selon des critères différents.

A bon droit, on peut supposer que les mêmes difficultés se rencontreront dans une étude sociologique africaniste. Le statut social de l'individu en tel pays africain dépend-il du pouvoir, du métier, de la propriété, ou du résultat synthétique de facteurs multiples ? Prestige et métier s'harmonisent mieux en Afrique que dans les sociétés européennes, du fait que subsiste le souvenir d'une ancienne stratification en castes, que la colonisation a auréolé certains métiers de clerc, instituteur, administrateur, militaire..., que la qualification et le savoir sont les meilleurs moyens d'accéder à un poste enviable en raison du petit nombre des individus qualifiés en pays sous-développé. En est-il de même du prestige et de la richesse ? On tendrait à le penser dans une société pauvre ou traditionnellement l'on mesure le respect aux pièces de bétail ou aux vastes dimensions des terres exploitées par la famille, et actuellement aux marques d'un certain luxe extérieur. Mais il faut préciser qu'alors, il peut s'agir d'une richesse de parade, que la richesse estimée mal acquise d'un commerçant ou d'un fonctionnaire de l'Etat aura un effet tout inverse. Le prestige dû à d'autres causes que le revenu peut jouer davantage que celui-ci. Pour autant que la propriété est facteur de revenu, le problème relève du précédent. Quant au régime de la propriété, il ne s'est guère modifié en campagne depuis l'époque précoloniale, et en ville depuis la colonisation. Au Sénégal, l'Etat, héritier des droits coutumiers et maître unique des terres (1), ainsi qu'en Guinée, l'Etat, propriétaire du territoire, consacre seulement les anciens droits de l'occupant-exploitant. Par contre, sont plus étroitement liés prestige et puissance. Celle-ci semble être le plus important facteur de différence de statut, quand on remarque combien l'Africain a toujours plié sous la force physique ou morale du chef, comment les forces transcendantes de la nature ont été sacralisées, contribuant à auréoler le magicien ou le marabout, à quel point les rédempteurs de la nation et les hommes politiques ont joui de la confiance des foules malgré leurs éventuelles déficiences.

Mais qu'il y ait eu des hiérarchies de prestige dans les sociétés connues ne signifie pas que le système de classes ait toujours existé. Et d'ailleurs, selon que l'analyse se place sur le plan local ou au niveau national, selon qu'elle est politique, économique, sociologique ou

(1) O. GOUNDIAM - Aspects du régime foncier sénégalais, Civilisations, 14, I, 1965, pp. 82-90.

religieuse, elle dégage une multiplicité de niveaux de prestige difficilement superposables et intégrables dans une conception synthétique et totalisante de la société considérée. Cela ne signifie pas cependant que des différences qualitatives entre niveaux de prestige ne soient pas perçues empiriquement. Mais en raison de l'importante mobilité sociale ascendante et descendante, de la faiblesse moyenne des revenus, de leur relative instabilité et du profit matériel réduit que l'individu en tire lorsqu'il a à charge sa famille, la hiérarchie du prestige est très équivoque.

Aussi complexe que soit l'étude des différences qualitatives entre niveaux de prestige, il serait erroné de l'abandonner pour autant, sous peine de décrocher d'avec les réalités vécues par les populations. Aussi devons-nous tenter, par une approche à la fois réflexive et constative de cerner le jeu de facteurs reconnus empiriquement comme importants. Puis, au cours de quelques chapitres, nous insisterons plus particulièrement sur les attitudes et opinions propres à telle ou telle classe : comportements ostentatoires et style de vie des élites, salaires et niveaux de vie des ouvriers, rapports concrets des agriculteurs aux moyens de production..., en privilégiant constamment les problèmes économiques (production-distribution-consommation) et politiques (participation au pouvoir) apparus primordiaux dans l'examen des fondements de la stratification. A travers des schèmes de comportement seront ainsi marquées les distances respectives des groupes par rapport au foyer de quelques valeurs sociales considérées comme importantes et modernes, et soulignée éventuellement l'existence d'une distance sociale entre classes.

L'existence d'une conscience de classe

Avant d'appliquer au cas africain le concept de conscience de classe, s'impose une approche théorique, car ce concept est, dans la batterie des termes qui se rapportent à la stratification, celui que l'on emploie de la manière la plus ambiguë. Le mot conscience revêt en effet un sens sociologique qui renvoie à la théorie durkheimienne de la conscience collective, un sens psychologique qui réfère au problème de l'identification perçue d'une personne à une classe qu'elle définit comme telle, un sens socio-politique souligné par les marxistes, d'engagement d'une classe organisée dans une lutte pour la défense de ses intérêts.

Tout d'abord, afin d'éviter le spectre de l'hypostase qui a pesé sur l'idée de conscience collective, il faut comprendre la conscience au sens sociologique comme un ensemble de contenus intellectuels : images, idées, opinions, certitudes, plus ou moins partagés par les personnes d'un certain milieu, renforcés par suggestion mutuelle, et par la conviction personnelle que ces contenus sont communs aux membres du même groupe.

Les diverses dimensions indiquées pour caractériser la classe (valeurs, schèmes de pensée, schèmes de comportement) sont reliées par le postulat selon lequel la classe affecte, modifie ou détermine le comportement de ses membres, même si l'individu n'a pas conscience de la force qui agit sur lui. Cette influence, d'ailleurs inconsciente la plupart du temps, est la répercussion sur la personnalité d'une situation de classe, et précède réellement la perception de cette situation de classe. Cependant l'analyste peut dire presque n'importe quoi sur la classe-en-soi s'il n'analyse pas la classe-pour-soi conjointement, ou du moins s'il n'essaie pas d'interpréter en termes empiriques le passage de l'unité sérielle à la praxis unifiée (selon les termes de J.P. Sartre), ou de la classe comme représentation à la classe comme volonté (selon les termes de R. Aron) (1).

Pour procéder à une synthèse, nous remarquerons que dans la conscience de classe entrent en jeu :

- la conscience d'appartenir à une classe (l'identification selon la terminologie anglo-saxonne),
- la conscience de la place de cette classe dans la hiérarchie des classes,
- la conscience des particularités et intérêts de la classe à laquelle on appartient, éventuellement de sa solidarité, de son esprit de corps,
- la conscience cohésive d'un groupe capable d'une action politique unifiée dans le cadre d'une lutte de classes.

Mais la spécification de chacun de ces éléments ne suffit pas à guider la recherche. Le processus d'identification entre autres a été mis en question lorsque par exemple les jugements de l'individu sur lui-

(1) J.P. SARTRE - Critique de la raison dialectique, Gallimard, 1960, pp. 306 et 381.

R. ARON - La classe comme représentation et comme volonté, Cahiers Internationaux de Sociologie, XXXVIII, 1965, pp. 11-18.

même ne concordaient pas avec les évaluations de sa position faites par quelqu'un d'autre, lorsque l'enquête de Fortune révélant que les Américains s'identifiaient surtout comme appartenant eux-mêmes à la classe moyenne a été contredite par les conclusions de Centers indiquant une identification supérieure à la "classe laborieuse" (1). Dans le contexte de ces analyses, la conscience n'est que l'identification subjective à la classe, une sorte d'étiquetage psychologique, souvent sujet à erreur parce que l'individu a tendance à proposer comme image de lui-même, celle d'un membre de la classe immédiatement supérieure à la sienne (c'est l'identification aux aspirations ou au modèle), ou bien parce qu'il a tendance à affirmer son appartenance à une classe qui n'est pas idéologiquement, dans une quelconque partie de la population, l'objet d'une péjoration (l'idée de classe moyenne est neutre affectivement à l'inverse des étiquettes de bourgeois ou de prolétaires, l'idée de classe laborieuse est colorée d'admiration par opposition au mépris adressé à l'oisiveté). Dans de pareils cas d'identification, on peut se demander jusqu'à quel point la conscience de classe détermine en réalité les attitudes quotidiennes de l'individu, et quelle est l'importance de cette identification de classe par rapport à l'identification à d'autres groupes sociaux auxquels l'individu appartient ? En fait jusqu'à présent les recherches sur l'identification n'ont guère fait progresser la théorie des classes. Utiliser cette méthode d'enquête en Afrique se révélerait fort décevant car l'idée même de classe n'a véritablement de signification que pour les lettrés. D'autre part, cette signification reconnue formellement dans le contexte européen n'est pas mise en relation avec l'ensemble de l'échelle sociale existant dans le pays africain de référence, mais seulement avec des fractions minimes de la population : ouvriers = prolétaires, riches = bourgeois.

En outre, le classement des individus par eux-mêmes dépend moins de leur statut de prestige au regard de la société que de ce qu'on pourrait appeler le statut de prestige du mot employé. Beaucoup d'Américains disent volontiers appartenir aux classes moyennes ou aux classes laborieuses ; les Soviétiques à la classe ouvrière ; quant aux Africains, le mot de classe étant fréquemment banni du vocabulaire courant de l'idéologie nationale, ils ne font cas d'aucune appartenance, sauf quelques uns qui, pour être membres de ce qui a été nommé "les nations prolétaires"(2),

(1) R. CENTERS - The Psychology of Social Classes, Princeton, 1949, p.77.

(2) P. MOUSSA - Les nations prolétaires, P.U.F., 1963.

se croient prolétaires pour autant. Demander à des enquêtés échantillonnés comme représentatifs de l'ensemble de la population, de se répartir subjectivement, ne donne aucun résultat, les noms des classes ou des strates n'étant pas plus définis que n'est réelle leur existence autonome. Après l'appartenance à une communauté nationale, l'unique point de référence de l'individu est sa situation professionnelle, ou mieux sa fonction plus que sa profession.

Si donc, comme en Guinée, l'écrasante majorité de la population accorde implicitement la prépondérance à son niveau dans les échelles de statuts sociaux, est-on en droit d'analyser tout de go la société en termes de classes alors que l'idée de classe existe à peine ? Certes la classe peut exister avant même qu'en naisse l'idée et que se développe une action de classe, mais alors quels critères adopter pour affirmer qu'un groupe a atteint la cohérence d'une classe ? La remarque de L. Reissman à ce sujet ne manque pas de pertinence : "Pour Marx, c'était avant tout un problème politique d'arriver à réaliser la conscience de classe, problème que pouvaient seuls résoudre les événements politiques. En d'autres termes, le niveau de la "classe pour elle-même" était atteint lorsque la classe était capable d'avoir une action politique unifiée. Voilà, bien sûr, un test empirique, une démonstration par les faits... quand on veut bien attendre. Mais quels critères utilisera-t-on pour analyser une situation de classe qui n'a pas encore atteint ce niveau d'action unifiée" (1).

En fait, il faut se limiter plus modestement, pour tenter de saisir différentiellement le procès de consciencisation de la classe, à décrire la participation sociale à l'action politique, à la production et à la consommation, et à percevoir les schèmes directeurs des comportements. L'étude analogique des obstacles à la prise de conscience de classe et des forces qui au contraire l'ont favorisé dans d'autres contextes historiques que ceux de l'Afrique, peut aussi permettre d'élucider l'éventualité d'apparition de cette conscience. Certaines forces au XIX^{ème} siècle ont attiré l'attention de l'individu sur la scène sociale et sur la place qu'il y occupe. Parmi ces facteurs qui ont favorisé la prise de conscience de classe, Marx note dans le régime capitaliste le développement des villes, celui des moyens de communication et celui des techniques de diffusion, créateurs de cette proximité physique et psycho-

(1) L. REISSMAN - Les classes sociales aux Etats-Unis, P.U.F., 1963, p. 273.

logique qui rend nécessaire l'organisation des classes. Les mêmes phénomènes s'observent actuellement en Afrique, de même que se produit comme au XIXème siècle mais sans développement prodigieux de l'économie, une polarisation de la consommation et de la production : les plus grands consommateurs étant des non producteurs de biens, tandis que les producteurs consomment peu.

D'autres facteurs par contre exercent une influence inverse. Il se peut en effet que l'accentuation de la diversité professionnelle tende à promouvoir des sentiments de séparation plus que d'unité, et que les identifications fondées sur le genre de travail l'emportent sur la constatation objective d'une situation de classe. Il se peut aussi que des appartenances ethniques ou religieuses, au moins dans certaines circonstances, masquent les particularités et intérêts de classe. Certaines occasions, comme la lutte pour l'indépendance ou la construction nationale, exigent une unité telle que le patriotisme en efface les clivages de classe. Enfin, emmuré dans le monde étroit des préoccupations villageoises et lignagères, ou bien dans les soucis immédiats de subsistance, le rural ou le citadin sans culture vit dans l'inconscience d'une situation de classe qui transcende le cercle étroit de sa mouvance physique.

De toutes manières, qu'il s'agisse de l'universalité de la prise de conscience de classe, ou de la charge émotionnelle de celle-ci, tout est affaire de degré si bien qu'il est difficile de dire quand une "classe-en-soi" devient une "classe-pour-soi" avec conscience d'intérêts communs et sentiment d'un lien. Cependant intuitivement, nous sommes en droit d'estimer dans la "bourgeoisie" politico-administrative ce progrès de consciencisation plus avancé que dans les autres strates de la population. C'est ce que nous aurons à vérifier par la suite.

Le jeu des facteurs positifs et négatifs de la conscience de classe que nous venons d'indiquer demeure seulement plausible. Leur action réelle réclame une étude concrète. Afin de mettre au clair les démarches que nous pourrions suivre dans cette étude, tentons de raisonner sommairement sur un exemple, celui du prolétariat qui apparaît en Europe être le modèle de la classe constituée.

A première vue et dans certains pays africains, une certaine homogénéité parmi les salariés semblerait favorisée par une réduction de la gamme des salaires, par une prise de conscience de la situation prolétarienne grâce à une propagande syndicale, par un sentiment commun

d'être exploité par les entrepreneurs privés et moins favorisés que les fonctionnaires bureaucrates. En réalité, il faut reconnaître que l'action des moyens de communication de masse s'oppose à l'apparition d'une culture propre aux groupements ouvriers, et que les ouvriers qualifiés jouissent d'une situation privilégiée par rapport aux paysans et aux manoeuvres. En outre, le niveau peu élevé de la consommation n'est pas le seul fait des ouvriers mais des neuf dixièmes de la population. Dans la vie quotidienne, le peu de différenciation des types d'organisation du travail dicte des attitudes et des comportements assez semblables. Une classe prolétarienne se dessinerait mieux dans la revendication et la révolte. Mais face à l'employeur privé souvent étranger, la revendication a plutôt pour effet de favoriser l'intégration de l'ouvrier dans sa propre nation ; face à l'employeur public, toute réclamation intempestive entraînerait l'accusation de méconnaître les intérêts majeurs d'une nation en voie de développement. Dans le monde ouvrier des nations africaines dites socialistes, plusieurs types de débat, courants dans le prolétariat européen, n'ont encore que peu de chances de s'exaspérer pour plusieurs raisons :

1) Les augmentations de salaires, c'est l'Etat qui les décide en fixant ses barèmes.

2) La résistance aux changements techniques n'existe guère chez des individus qui voient dans l'industrialisation la condition même d'obtenir du travail, de se spécialiser professionnellement et de développer l'économie de leur pays.

3) La participation à la gestion de l'entreprise (différente de la représentation des ouvriers dans les comités d'entreprise) se révèle extrêmement difficile, à cause de l'analphabétisme, de l'inconscience des exigences de la production, et tant que les entreprises nationales n'aurent pas atteint un certain seuil de rendement et de rentabilité.

Plus importants que les liens qui cimenteraient l'unité d'une classe, d'autres facteurs de regroupement existent qui interfèrent avec les premiers. Dans une société traditionnellement communautaire, l'identité d'origine familiale, régionale ou ethnique, peut unifier d'avantage les individus qu'un même volume ou une origine similaire du revenu. Il serait erroné de voir nécessairement dans l'affaiblissement de la cohésion du groupe tribal, le signe évident d'apparition d'une stratification en classes, car les structures nouvelles créées par l'urbanisation, l'industrialisation, l'administration nationale, et sapant

les anciennes, peuvent engendrer seulement une multiplicité de clivages non concordants fondés sur le militantisme politique, le rôle public, le savoir, la compétence technique, etc.. Il est vrai que de tels clivages existent même dans les sociétés occidentales ; cependant, dans celles-ci, des éléments plus importants de distance sociale, donnant lieu à des polarisations de classes, recouvrent ces clivages.

Mais pour éviter un hyper-empirisme qui perdrait de vue l'évolution globale de la société, il faut néanmoins dégager les sources principales des tensions sociales, et parmi celles-ci les plus violentes, lisibles à travers les rôles particuliers de certains groupements dans le devenir historique de la nation, et à travers les moments critiques de mutation d'une politique ou d'une économie. A qui veut oser des prospectives, il importe de mesurer les différentes forces soutenant l'énergétique sociale et le degré de leurs rapports conflictuels. Faute d'avoir saisi ces forces, leur nature, et leur expression dans des mentalités, d'aucuns ont fait des prédictions erronées sur des régimes auxquels ils ne donnaient pas plus d'un lustre à vivre.

La perspective pour l'examen de la conscience de classe se doit donc d'être historique et dynamique. Suivant le type de réflexion que nous venons d'esquisser, dans chaque section de l'ouvrage, nos analyses tenteront de répondre aux questions suivantes. Jusqu'à quel point les groupes analysés forment-ils une unité séparée, s'opposent-ils les uns aux autres, ont-ils conscience de leurs rapports antagonistes et de leur singularité. Afin de résoudre ces problèmes essentiels, nous suivrons la démarche qui consiste :

- 1) à analyser l'homogénéité réelle des strates appréhendées hypothétiquement comme classes en formation ;

- 2) à étudier les interférences d'autres types de liens (familial, ethnique, religieux, national) avec ceux des classes ;

- 3) à expliquer conjointement le dynamisme des classes en formation et les transformations socio-politiques ;

- 4) à mesurer la force des rapports conflictuels entre classes.

Conclusion

Au terme de cet exposé où nous avons recherché les principes et intentions soutenant des assertions diverses et opposées sur le problème des classes, où la pensée interrogative nous a conseillé de "revenir aux choses elles-mêmes" en mettant entre parenthèses la cognitive distortion of ideologies comme l'appelle Parsons, il nous apparaît que l'utilisation africaniste du concept de classe sociale réclame les précautions suivantes :

- 1) Exorciser les dogmatismes qui prétendent tirer de la catégorie "classe sociale" une interprétation invariante de l'évolution des sociétés globales ;
- 2) Confronter le postulat de la primauté de l'économique, au jeu concurrent de la politique et de la structure anthropo-sociale ;
- 3) Joindre à l'analyse stratigraphique, celle des forces concentrées dans des groupements étrangers au système des classes et dont l'influence dans l'énergétique sociale peut être autant ou plus décisive que celle des classes ;
- 4) Pondérer le rôle respectif des leaders et des masses dans l'émergence éventuelle d'une conscience de classe.

Au lieu de faire des classes le point de départ de raisonnements appuyés sur des perceptions et intuitions qui, en définitive, dépendent de nos conditions d'observation et peuvent toujours trouver une quelconque explication justificative, nous n'utiliserons l'idée de classe que comme guide de recherche, et la théorie marxiste des classes que, de manière heuristique, comme une hypothèse à valider et à corriger, et non comme un dogme ou comme le moule universel des interprétations sociologiques.

Pour cette raison, il nous arrivera fréquemment, par précaution opératoire d'employer le terme de "strate", mais sans vouloir lui attribuer le rôle de signal qui provoquerait comme réflexe conditionné l'adoption de tout l'appareil théorique du fonctionnalisme américain. Il ne désignera que l'espèce dont la classe est un genre, et référera concrètement à des groupes, ou catégories sociales diverses incluses dans une stratification globale, sans pour autant que ces catégories soient définissables comme classes. Certes tout choix d'un concept est symptomatique du recours à une problématique et d'opinions sur la réalité qui constitue l'objet de l'étude, mais nous pensons que l'infléchissement de l'analyse avant examen minutieux des faits risquerait

d'être supérieur dans le cas de l'adoption d'emblée d'un schéma de classe très chargé idéologiquement. Qu'à l'analyse des faits de stratification en Guinée se dévoile la pertinence d'une interprétation par un schéma de classes au moins tendancielle, et nous ne manquerons pas de mettre à profit la fécondité du concept.

Notre étude vise donc à cerner les faits de stratification dans la société globale guinéenne et non seulement les classes. Elle les aborde toujours d'une manière dynamique et non statique. Telle est d'ailleurs l'exigence résultant de nos analyses critiques sur les classes et les strates. Ces concepts n'acquièrent leur valeur que par référence à une réalité dont l'histoire constitue une dimension primordiale. De par leur contenu économique (niveau de contrôle de la production) et socioiogique (croyances et attitudes communes) spécifiques, les classes peuvent être décrites comme entités concrètes se formant, se développant, se modifiant en même temps que la structure sociale globale. Entre elles s'expriment, s'attisent ou s'effacent les contradictions motrices des transformations de structure. Aussi faut-il les considérer non seulement comme objets de description mais encore comme explicatives des dynamismes et agencements sociaux dans une mesure à préciser selon le cas. Ne se révélant que dans certaines conditions historiques, celles afférentes à l'industrialisation, elles ne sont pas différenciées au même degré, comme le montre la comparaison des valeurs, symboles et modes de vie entre classe moyenne, et classe ouvrière. Enfin, elles ne se manifestent comme praxis unifiée que par intermittence et requièrent pour cela de passer du stade d'être-en-soi ou objet-représentation, au stade d'être-pour-soi c'est-à-dire de volonté consciente bandée dans une action effervescente.

Ceci admis, les objets privilégiés de la recherche seront donc les forces agissantes qui donnent sa configuration au système des rapports sociaux, les mouvements propres à chaque strate, la dynamique d'ensemble de la société globale, ainsi que les procès de "stratification et de restratification.

Un cadrage est nécessaire pour la saisie de cette dynamique des stratifications. Comme nous avons dit la non pertinence pour l'instant de la vision dichotomique des classes, et que d'autre part la construction d'un schéma de gradation synthétique réclame des analyses préalables, nous associerons différents schémas de la structure sociale afin de prendre en compte tous ses aspects importants :

dynamique, de mise en perspective historique, et trois processus fondamentaux de la dynamique : différenciation, conflit, intégration.

- ensuite, et parfois simultanément, en tant qu'illustration, de repérage des phénomènes historiques révélateurs de chacun de ces aspects de la dynamique ;

- enfin, de comparaison des influences différentes selon l'instance sociale mise en cause à l'intérieur du système global, des temps forts de l'histoire. Ainsi la perception de l'impôt de capitation décidée à telle époque, intéresse davantage le développement du commerce que la formation des élites modernes. Aussi, cette étude devra-t-elle être menée en même temps que l'analyse spécifique de chaque strate. Elle postule évidemment que chaque élément du système n'a pas progressé au même rythme, ni aux mêmes époques, et que se sont produits des asynchronies, elles-mêmes causes de tensions et de réajustements.

Cette considération des tensions et réajustements suppose à son tour que chaque élément soit resitué dans la totalité sociale qui lui donne sa signification. Comment, sans cette référence constante au système entier, comprendre le jeu multiple de ces tensions qui doivent se penser comme relation entre deux ou plusieurs termes, et qui affectent par leur résolution ou par leur latence, le rapport des groupes concernés à ceux qui, à première vue, ne l'étaient pas, mais qui se trouvent cependant impliqués, en raison même de leur marginalité temporaire mise en regard de la mouvance continue du système. Plus d'ailleurs les transformations sont rapides et plus il importe de prendre en considération chaque variable du système sous peine de ne pas pouvoir expliquer comme il convient les raisons des changements.

L'intérêt le plus visible des approches dites dynamistes de la réalité sociale est d'introduire un ordre explicatif qui permette de rendre compte des phénomènes sociaux sous leur dimension temporelle. Mais les emplois du terme "dynamique" apparaissent anarchique, si on les réfère à la variété des théories qui soutiennent les définitions (1). Aussi importe-t-il de procéder à une approche notionnelle en précisant les distinctions élémentaires entre toutes les connotations qui constituent les définitions effectives du terme dynamique.

(1) Voir à ce propos notre chapitre : Dynamique sociale, in (sous la direction de) Jean CAZENEUVE, Les sciences sociales, Centre d'Etude et de Promotion de la Lecture, 1974 (à paraître).

Spécification des dynamiques sociales

Lorsqu'elle saisit les structures sous l'angle de leur transformation, la sociologie n'est pas sans sacrifier souvent aux hypothèses sous-jacentes à l'esprit fonctionnaliste, selon lequel toute perturbation notoire dans un système intégré s'explique primordiallement par l'intervention de causes extérieures au système. Aux interprétations implicitement conservatrices du fonctionnalisme intéressé d'abord à la dynamique de prorogation d'un système sur lequel agissent des forces extérieures, s'oppose le marxisme pour qui toute réalité sociale implique sa propre négation déséquilibrante, et contient en elle-même les germes de sa propre transformation. Mais il est curieux de remarquer que la fidélité aux principes peut s'estomper selon les réquisits idéologiques d'une théorie qui n'est pas seulement méthode d'appréhension du réel, mais ensemble de postulats soutenus par des jugements de valeur. Ainsi, en ce qui concerne la dynamique des stratifications à caractère de classes en Afrique, les champions de l'analyse du capitalisme par sa dynamique du dedans sont ceux qui se limitent souvent à imputer à des causes externes : colonialisme et impérialisme sous leurs diverses formes, les transformations structurelles et conflits des sociétés africaines modernes, tandis que les chercheurs d'obédience plutôt fonctionnaliste, et américains, s'appliquent, peut-être pour se laver inconsciemment du péché d'intervention, à l'étude par l'intérieur de la genèse des stratifications dans le Tiers Monde. C'est dire que toute théorie comporte des aménagements circonstanciés.

La confrontation des deux perspectives fonctionnaliste et dialectique met toutefois en évidence la nécessité de distinguer entre forces internes et forces externes du changement social, et comme l'a proposé Parsons (1), entre changement d'équilibre et changement de structure. Sans prétendre marier le fonctionnalisme et la dialectique marxiste, il nous paraît digne d'intérêt de tenter les approches des systèmes de stratification en Guinée sous les deux angles complémentaires des changements dans le système et des changements du système. L'étude de l'articulation fonctionnelle des strates dans un système hiérarchisé, l'analyse des déséquilibres et de la dynamique de chaque strate en particulier, relèvent de la première perspective. La compréhension de la totalité d'un système de strate comme incluant des contradictions structurales, l'explication

(1) T. PARSONS - Sociétés, essai sur leur évolution comparée, trad. française, Dunod, 1973, p. 27.

de l'existence, de l'apparition, de la disparition de chaque stratification sociale, la recherche des étapes d'évolution et de la nature des hiérarchies qui s'engendrent : hiérarchie de rang, d'ordre, ou de classe, s'insèrent dans la seconde optique.

Quant à la distinction entre dynamique interne et externe, elle se limitera à fournir un repère d'analyse car la référence au réel nous contraint d'opérer le rectificatif suivant. Valable pour situer une efficacité originelle, elle manque de pertinence si elle tend à figer des différences de nature entre deux types de dynamique. Les sociétés africaines nous révèlent un processus constant d'intériorisation et de refus des influences externes, semblables à l'enculturation pour le psychisme humain. La dynamique interne se trouve ainsi perpétuellement modifiée par la réceptivité et la réaction du système à l'égard du dehors, de telle sorte qu'on peut la concevoir à son tour comme une résultante, d'abord de forces sous-jacentes à un passé lointain, ensuite d'expériences constantes de réadaptation d'une société à elle-même et à son environnement.

Si, en fonction de l'origine des forces de changement, on peut néanmoins différencier la dynamique interne et la dynamique externe, si l'impact partiel ou total de ces forces impose de distinguer dynamique de fonctionnement et dynamique de changement structurel, il faut encore, pour éviter la confusion de l'idéal et du réel, faire appel à un autre critère, celui de l'intégration normative, ou obéissance effective aux normes vers lesquelles un groupe est orienté. Ainsi considérera-t-on le procès de changement social sous deux formes : celle de la dynamique recherchée et celle de la dynamique effective. La première renvoie à l'histoire politique des projets, décrets, discours d'intention, programmes de planification, contraintes politiques, qui, sous un certain angle, mettent bien en branle des forces organisées et visent initialement à modifier ou créer des comportements et des institutions. En Guinée, elle va dans le sens de l'intégration nationale et de l'effacement des clivages sociaux, de l'autonomie économique et culturelle du pays dirigée par une planification de l'agriculture, de l'industrie, de l'enseignement, etc..., de la suppression de toute inégalité sociale, notamment de classe. Quant à la dynamique réelle, inhérente au système et à considérer en priorité par le sociologue, elle révèle plutôt la dégradation du consensus entre élite et peuple, la dépendance à l'égard des prêteurs et investisseurs étrangers, renforcée de manière voilée par l'échec économique et

l'isolement monétaire, la limitation du pouvoir par des contre-pouvoirs, l'émergence d'un nouveau type de stratification à caractère de classe.

Cette discordance constatée empiriquement entre la pratique des divers agents sociaux et les valeurs, normes et règles qui fondent la société officielle à prétention socialiste, souligne en fait la vulnérabilité de tout système de relations qui ne se modifie pas d'emblée sous le seul coup de baguette de l'instance politique, mais qui est sujet, par approximations successives, à des séries de réajustements : réajustements par rapport aux partenaires économiques de l'étranger, par rapport aux aléas dans la valorisation du milieu naturel, par rapport aux environnements socio-politiques de la nouvelle Afrique, par rapport aux pressions conservatrices des traditions. Incertitude, ordre, désordre cohabitent au sein d'un système social. De ce fait, toute stratification sociale a peine à être déterminée avec la clarté que lui souhaiterait un philosophe soucieux de construire un agencement du réel sur le mode de l'apodictique.

Pour simple qu'apparaisse cette distinction entre dynamique recherchée et dynamique effective, elle ne lève pas toutes les ambiguïtés. La dynamique recherchée peut l'être, soit conformément à un objectif idéologique servant de point de mire dans un cheminement à long terme, soit comme résultat d'une analyse de situation, plus ou moins pertinente d'ailleurs, qui appelle des palliatifs de stratégie orientés dans un sens quelque peu différent de la principale ligne de force ; ainsi en a-t-il été pour la libéralisation du commerce guinéen en 1963, les dirigeants ayant sacrifié les principes du socialisme à l'espoir de réins-tiller un sang nouveau à l'économie. En conséquence, l'analyse à ce niveau doit combiner la variable temporalité (court, moyen, long terme) à la variable intentionnalité. A son tour, la dynamique effective résulte de forces manifestes comprises et voulues comme telles par les participants à une action sociale, et de forces latentes, réelles, mais pas toujours perçues et souvent inconscientes.

A l'historien, la réalité sociale se révèle comme séquence d'événements, comme séries de phénomènes insérés dans une temporalité et liés entre eux suivant diverses modalités causales et fonctionnelles ; mais la manière dont l'historien débite le changement en successions d'images relève de la cinématique, tandis que le sociologue est plus attentif à l'énergétique sociale, prenant en considération toutes les forces de changement, sans référence directe à un acteur ou à une action, mais sous

l'angle de l'énergie qu'elles libèrent dans une circonstance particulière ou qu'elles sont en puissance de libérer dans le futur. A chaque période de l'histoire, des tensions et conflits entre forces dont certaines ne se dévoilent que confusément, des réserves d'énergie rechargées par le fonctionnement même de la machine sociale, sous-tendent la plupart des mouvements historiques importants. Pour mai 1968, les interprétations de Touraine, de Lefebvre, ou de Chombart de Lauwe, sont à situer dans le cadre des approches par l'énergétique.

Peu ou prou développées, les sociétés modernes sont des sociétés du changement. Les saisir par toutes les approches disponibles de la dynamique, externe et interne, fonctionnelle et dialectique, cinématique et énergétique, c'est éviter une réduction dénaturante de la complexité sociale, laquelle réduction pourrait s'opérer soit dans le sens du micro-empirisme de l'histoire événementielle (1), soit dans celui de la formalisation simplificatrice de type juridique, appliquée aux permanences structurelles, aux constantes institutionnelles, aux mécanismes généraux de l'action sociale (2). Bien qu'empruntant des matériaux à l'analyse institutionnelle de type juridique et à l'analyse événementielle à caractère historique, notre vision se veut plus proprement sociologique en s'attachant surtout aux phénomènes structurels qui expliquent le fonctionnement réel du système social, et en s'organisant autour d'une histoire axée sur le présent et non sur la récurrence du passé.

Le temps social comme récurrent et coordinateur

La dynamique générale d'un système de stratification en pays sous-développé dépend étroitement des dynamismes parcellaires, politiques, économiques et culturels qui se produisent dans la société globale selon des rythmes différents à chaque époque. On saisit aisément que la persistance des stratifications traditionnelles, ou du moins leurs modifications

(1) B. VERHAEGEN - Rébellions au Congo, CRISP, T. I, Kinshasa 1966 ;
T. 2, Bruxelles, 1969.

(2) S.M. SY - Recherches sur l'exercice du pouvoir politique en Afrique Noire, Pédone, 1965.

restreintes, résulte du conservatisme général de ces sociétés, qui transparaît dans les structures mythiques et rituelles, comme nous l'observerons notamment à propos du système des castes artisanales. Ce qui ne signifie pas que des innovations n'aient pu s'accumuler dans le domaine des techniques de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, du commerce, mais les positions propices à l'innovation ont été fragiles, largement contenues, souvent comprimées ou annulées par les nécessités des compromis de survie, et même lorsqu'elles se sont produites, les avantages qu'elles procuraient ont été la plupart du temps confisqués par les privilégiés du système, de telle sorte qu'au lieu de transformer les stratifications existantes, elles ont plutôt joué dans le sens d'un renforcement. Plus que les ethnies manding et peul de vaste extension territoriale et démographiquement importantes, les ethnies forestières : guerzé, toma, kissi, kono, manon, ont conservé longtemps tel quel leur type ancien de stratification. Pour expliquer les résultats restreints de leur vie dans le temps, les mêmes causes que percevait Paul Mercier chez les Somba du Dahomey (1) nous paraissent transposables dans la forêt guinéenne, notamment :

- 1) l'extrême précarité des conditions de vie, et pour cette raison ;
- 2) une histoire toujours défensive, faisant écran aux influences extérieures, même si celles-ci véhiculent des schèmes nouveaux d'action plus efficaces que les anciens ;
- 3) la petite dimension de la société en question ;
- 4) la souplesse de son organisation sociale et politique, susceptible d'accueillir de nouveaux éléments ou d'en perdre sans être profondément remise en cause.

Comment donc intervient l'histoire dans ces sociétés marquées du sceau du traditionnel ? Par quels mécanismes ou suivant quels processus ? Comment se produit dans la pratique l'équilibre ou le déséquilibre entre tradition et changement ? Autant de questions qui sont suggérées par l'aporie d'une représentation théorique et statique de sociétés dites stagnantes et d'un constat empirique de leur actuelle mouvance.

Maints ethnologues, dans le sillage de l'école de Manchester par

(1) P. MERCIER - Tradition, changement, histoire : les Somba du Dahomey septentrional, Anthropos, 1968, p. 509.

exemple, y ont répondu récemment en spécifiant les modes d'intégration de l'histoire dans la tradition, mais en soulignant davantage la cinématique que l'énergétique sociale, ou s'ils abordent l'énergétique, ils notent bien plus l'énergétique intégrative que conflictuelle. Nous-mêmes répondrons à ces questions dans le cours de notre étude en induisant à partir de l'analyse de sociétés ethniques guinéennes les constances évolutives des stratifications traditionnelles. Mais il est déjà possible par une réflexion d'ordre général, appliquée à la manière dont est vécue la temporalité par les sociétés de type archaïque, de comprendre leur résistance aux modifications de leur système de stratification.

Le temps de l'histoire de ces sociétés est conçu, d'une part comme coordinateur de relations sociales, et d'autre part comme coordinateur d'événements. Dans le premier sens, les signes de la contrainte et de la répétition marquent les cadres temporels : rythme des générations, rythme des changements de statut entre les classes d'âge et à l'intérieur du groupe familial ordonné de l'enfance à la vieillesse, rythme de reproduction des activités cérémonielles et profanes. Dans le second sens, le temps est qualifié par d'imprévisibles occurrences : la précarité ou le faste d'une année agricole, la rupture d'un groupe par segmentation, un épisode de lutte armée contre un groupe voisin, la substitution dans le commandement d'un village d'un groupe faible à un groupe naguère fort, la contingence de toute entreprise humaine liée aux influences de la nature. Tandis que les récits mythiques font intervenir surtout le temps coordinateur de relations dans un ensemble institutionnalisé, le récit circonstancié du griot ou de l'aïeul emprunte son langage aux séquences d'événements : migrations, divisions, conflits, prouesses individuelles ou collectives.

L'individualisation et la singularisation des temps historiques ne font cependant que s'inscrire dans leurs continuités construites, et l'intégration de l'histoire dans la tradition n'affecte pas le caractère même de cette tradition qui est transmission du passé collectif comme par sa vitesse acquise, qui est modelage par le passé, mais par un passé grossi des expériences qui le chargent de significations nouvelles. Perpétuation du culte, raffermissement d'une cohésion, réexpression de valeurs anciennes, fidélité à un dépôt, la tradition est tout cela, mais encore sève qui alimente un tronc et conditionne la vie d'un greffon nouveau.

Le temps social organisé autour du présent

Par comparaison avec les démarches de l'anthropologie, la nôtre se veut actuelle, c'est-à-dire apte à révéler les traits majeurs des changements et restructurations qui s'effectuent sous nos yeux. Toute réflexion qui privilégie le présent comme son objet se sent certes condamnée à n'appréhender qu'un laurier au moment même où elle croit toucher Daphné, mais si de son propre mouvement elle veut récupérer le temps sans le figer, elle peut alors situer sa vision des phénomènes dans une série de rétrospectives et de prospectives. Telle est au fond la perspective du présent : celle d'un ordre de synchronie dans une société dont le bulletin de santé n'est pas simple lecture de l'apparence physiognomique, et celle de séquences diachroniques où immanence, continuité, réalisation appellent pour complémentaires tension, rupture, réidentification.

Si, selon les démarches habituelles de l'historien fondant sa recherche causale sur le postulat du post hoc, propter hoc, le passé explique le présent, alors la référence aux genèses socio-historiques d'un groupe, couche, strate ou classe, s'impose pour en rendre compte. C'est pourquoi, nulle part nous n'omettons de resituer dans une dimension temporelle les catégories sociales nouvelles qui se révèlent de plus en plus comme entités distinctes, et nous devons retenir des faits, pour arbitraire que semble toute sélection, ceux-là qui sont susceptibles de s'organiser explicativement en fonction d'un présent jugé révélateur de la nature d'une réalité sociale, sans que bien entendu les laissés pour compte puissent contredire l'explication.

Le même principe général de la dynamique continuiste de Comte et de Stuart Mill : les états sociaux consécutifs sont les produits nécessaires des états sociaux antécédents et les générateurs des états à venir, s'applique au mode de relation présent-futur, de la même façon qu'au mode de relation passé-présent. Ainsi par attention à des manifestations globales et récurrentes de forces sociales, espérons-nous par exemple pouvoir avancer et étayer pour le contexte guinéen, l'hypothèse prédictive suivante : Du point de vue économique, les grands profiteurs très étroitement liés à un régime politique : chefs de la période pré-coloniale, compagnies commerciales d'import-export sous la colonisation, hauts fonctionnaires d'état dans le socialisme touréen, subissent à chaque revirement politique structurel une cessation de leurs

activités et perdent leur pouvoir économique, tandis que ne cesse de croître à un rythme sans doute inférieur à celui de ces privilégiés, mais néanmoins avec continuité, le rôle économique et la richesse des marchands insérés depuis les plus bas échelons dans la circulation des produits et la distribution des marchandises, et qui sont indispensables au fonctionnement de n'importe quelle économie connue dans les pays sous-développés, au point tel que la régularité de leur ascension permet de prévoir l'émergence d'une fraction d'entre eux en tant que bourgeoisie commerciale, si un nouveau régime vient à libéraliser le commerce. Pour être en droit d'émettre valablement cette hypothèse, il s'est agi d'appliquer une méthode historico-comparative aux faits sociaux, de chercher des régularités dans les phénomènes historiques, et de situer l'ensemble des faits étudiés dans un contexte de développement, avec césure, des structures économiques et politiques.

Mais pourquoi, penser ^{ça - l'en} ~~vous~~ nous, avoir ainsi privilégié la dynamique d'une strate, et plus généralement dans notre ouvrage, la dynamique des strates sociales ? Simplement parce que, lorsque nous pondérons les divers éléments de transformation de la société guinéenne, ce point de vue rend davantage compte de l'ensemble des réactions positives et négatives aux orientations et événements politiques et économiques. Notre choix de la société guinéenne et des systèmes de stratification n'est pas déterminé par un simple intérêt ou une convenance personnelle, mais par un jugement de valeur concernant les schémas les plus explicatifs de la réalité sociale, et l'échec d'un groffon socialiste sur un tronc colonial. Le critère de tri et d'agencement des faits, c'est la mesure dans laquelle ils constituent une préparation du présent. En d'autres termes, c'est le présent qui révèle le passé. Mais n'étant pas pure reconduction du passé, quoique lisible à travers lui, il faut le penser simultanément comme mouvement et permanence. Par la prise de conscience du cours du changement, de sa nature et de sa direction, le sociologue, s'il ne le maîtrise, ce qui revient plutôt à l'instance politique, légitime au moins ses anticipations. Il se situe alors à la confluence de la sociologie et de l'histoire politique et économique. La matière de l'histoire se prête néanmoins à plusieurs exploitations. Plutôt que de relater chronologiquement des faits, nous chercherons à en dégager les raisons profondes au travers des diverses corrélations observables entre eux, et marquerons

les énergies sous-jacentes aux changements observés. Notre démarche se prétend dynamique, moins parce qu'elle renvoie à l'histoire, que parce qu'elle cherche à lire dans le devenir historique :

1) les incompatibilités entre structure idéologique et structure des mentalités guinéennes traditionnelles et modernes ;

2) les contradictions psycho-sociales entre leaders et élites, entre couches privilégiées et couches défavorisées, qui imposent une tactique gouvernementale de ménagements, de concessions, d'avances autoritaires et de reculs stratégiques ;

3) les tensions entre strates expliquant le jeu de la politique intérieure ;

4) enfin le mouvement interne de la société, issu de ces contradictions, conflits et relations.

C'est dire que l'histoire, entendue comme réalité du devenir et non comme science, nous concerne moins par sa propre trame d'événements enchaînés, que par les mouvements de transformation qu'elle rend manifestes. Nous nous situons là dans une perspective nettement développementaliste, en voulant saisir le jeu des mécanismes internes, relativement indépendante des circonstances extérieures, et qui provoquent du dedans, les modifications du système de stratification. Notre omission délibérée par exemple, de l'histoire économique du commerce extérieur de la Guinée, ou de l'histoire politique des accords et désaccords entre la Guinée et les autres nations (1), qualifiés par des repères de temps et de lieu, et qui forment l'essentiel de ce que le grand public voit relaté dans la presse depuis 1958, a pour fonction de prouver que l'abstraction de la dynamique externe, au moins partiellement, ne met pas fondamentalement en cause les possibilités de l'évolution des strates.

En soulignant la spécificité du cas guinéen, nous ne voulons pas signifier qu'il n'a d'analogies avec aucun autre cas africain. Les thèses les plus générales de nos interprétations vaudront sans doute pour les pays africains qui se sont donnés un régime inspiré du socialisme. Notre

(1) Problème que nous avons traité ailleurs :

cf. C. RIVIERE - La politique étrangère de la Guinée, Revue française d'études politiques africaines, 68, août 1971, pp. 37 à 68.

théorie de l'émergence des classes : par l'exercice du pouvoir chez les élites, par l'agriculture de plantation chez les paysans, par l'astuce des commerçants à tirer parti de n'importe quelle situation, par le développement du salariat urbain, pourra être appliquée à tout l'ensemble ouest-africain et même africain ayant subi la colonisation. En outre, la reprise à notre compte d'interprétations validées pour l'Afrique Noire ou pour tous les pays en voie de développement atteste que le cas guinéen ne constitue qu'une variante de système, qu'un élément inclus dans de plus larges catégories. Mais pour juger de la pertinence de l'extrapolation, lorsque nous ne spécifions pas clairement la possibilité de celle-ci, il nous faudrait mener une étude comparative avec d'autres cas analysés selon la même rigueur et dans une optique plus ou moins semblable.

S'attacher à l'analyse d'un cas spécifique n'implique pas que l'on se prive d'utiliser les moyens d'interprétation déjà validés dans la compréhension et l'explication d'autres systèmes sociaux et d'autres systèmes de stratification. Pour le prouver, nous allons tenter de préciser la signification de trois mécanismes principaux de dynamique sociale, leur nature, leur sens, leur mode d'action, n'empruntant à la sociologie fonctionnaliste qu'un cadre terminologique général pour opérer des développements théoriques dont la pertinence explicative sera jugée par leur confrontation avec des exemples guinéens. Ces trois mécanismes de changement sont : la différenciation sociale, le conflit et l'intégration.

De la différenciation à la tension

La différenciation sociale est le mouvement par lequel se créent des distinctions et spécialisations de rôles individuels ou collectifs à l'intérieur d'une société. Ses manifestations débordent de beaucoup le cadre des stratifications sociales en ce que celles-ci ne constituent que l'un des aspects du phénomène plus général de hiérarchisation et que la hiérarchisation elle-même résulte d'un seul type de différenciation : la différenciation verticale, distincte d'une différenciation horizontale des tâches et fonctions. Cette précision énoncée, on peut admettre que tout système de stratification, en tant que fondé sur des différences objectives de statut à l'intérieur d'une société ne s'engendre que sur la base d'un processus initial de différenciation sociale.

On saisit de ce fait, l'intérêt d'une recherche portant sur les causes et la dynamique de ces différences sociales que C.C. North dit pouvoir se classer en quatre catégories : différences de fonction, de rang, de culture, d'intérêt (1) et qui entrent comme éléments descriptifs dans le groupe plus général des différences de strates puisque un même groupe de fonctions, une similarité de rang, de culture, d'intérêts, sont les éléments de spécification d'une strate dans un système stratifié.

Pour notre propos, il importe moins d'inventorier systématiquement les différences entre catégories sociales qui varient selon le critère adopté : parenté, âge, division du travail, religion, ethnie, région, rôles sociaux, propriété des moyens de production..., que de définir le recouplement et la surimposition des critères de différenciation, de montrer selon quels processus se cristallisent les différences dans des groupes qui deviennent non seulement des centres de socialisation et de valorisation, mais encore des centres significatifs d'action commune.

Il serait tentant d'inférer la différenciation des strates comme participation inégalitaire aux attributs sociaux, de la division fonctionnelle du travail, aisément saisissable et porteuse de solidarité plus que d'antagonismes. Notre découpage analytique de la société guinéenne sur la base de catégories socio-économiques pourrait laisser croire à une telle démarche, mais il s'agit seulement d'un procédé d'analyse pour atteindre d'autres contenus que ceux des différences de rôles et de travail. Ceci est possible parce que la différenciation fonctionnelle et la différenciation des strates s'expliquent mutuellement dans une large mesure. Ainsi certaines caractéristiques de la différenciation fonctionnelle entraînent une différenciation de strates, par exemple dans la distribution du pouvoir ou dans la capacité d'organisation qu'elles peuvent procurer à certaines catégories sociales. A l'inverse, les différences de richesse, de pouvoir et de culture, déterminent partiellement la distribution des activités entre individus. Néanmoins, si la différenciation fonctionnelle ne se réalise pas comme simple complexité structurelle et si son mode de réalisation et de transformation implique à chaque moment son investissement par la différenciation hiérarchique, le système des

(1) C.C. NORTH - Prestige of occupation, in S. NOSOW et W.M. FORM - Man, Work and Society, New York, 1962.

rôles socio-économiques n'est que l'expression figée des différences, qui peut cacher autant que révéler le système réel des différences, lequel possède une dimension historique en ce qu'il résulte d'un processus perpétuel de différenciation, c'est-à-dire d'apparition, de disparition, de transformation, de changement de signification et d'importance des différences.

Ce processus de différenciation s'est considérablement accéléré en Afrique à la fin de la colonisation et au début des indépendances. Actuellement la vie moderne continue de réaliser une extension des champs perceptif et cognitif de l'individu et de faire émerger de nouvelles valeurs et significations sociales. Les changements qu'elle suscite ne se produisent pas à la fois dans tous les éléments du système, mais dans certains sous-systèmes seulement. Aussi a-t-elle pour effet d'accentuer le processus de différenciation des membres d'une société. Conséquemment, les clivages sociaux se multiplient qui ont d'énormes répercussions sur les schèmes de pensée et de comportement. Un rapide inventaire nous montrerait qu'ils proviennent, dans les pays en voie de développement :

- de la scolarisation : clivage instruit - illétré ;
- de l'urbanisation : clivage salarié urbain - travailleur rural ;
- des migrations : clivage ancien occupant - immigré - dioula - fonctionnaire de passage ;
- de l'économie de marché : clivage riche planteur - trafiquant aisé - producteur miséreux ;
- des communications : clivage voyageur informé - sédentaire curieux ;
- des changements de techniques : clivage artisan - ouvrier de l'industrie ;
- de l'impact différentiel des expériences : clivage jeune progressiste - ancien traditionnaliste ;
- des doctrines nouvelles : clivage entre fidèle passif - militant - opposant ;
- des nouvelles structures politiques et administratives : clivage administrateur - administré.

Ces formes nouvelles de clivage se greffent fréquemment sur d'anciennes en voie de se résorber : selon le sexe, l'âge, l'origine ethnique, la religion, la profession, la hiérarchie coutumière, la nationalité (1).

(1) C. RIVIERE - Mutations sociales en Guinée, op. cit., passim.

Pareil inventaire ne nous renseigne pas sur le degré de correspondance entre ces divers clivages, ni sur l'importance relative de l'un par rapport à l'autre. La recherche des correspondances, fondée sur l'interdépendance des éléments comme caractéristique d'un système sera menée au cours de l'étude des stratifications. Dans chaque strate se révèle en effet une certaine concordance de caractères : l'administrateur est en général militant, instruit, progressiste, salarié de l'Etat, etc..

Mais le clivage en lui-même correspond seulement à une différence objective, il n'est pas instigateur d'une situation sociale critique à moins de se transformer dans un premier temps en tension par un mouvement de perception de la différence et d'expression affective de la différence dans un langage, puis dans un second temps en conflit qui est contestation de cette différence par le verbe et l'action collective. On appréhendera donc l'importance relative de chacun des clivages énoncés au travers de leur expression, c'est-à-dire en fonction de l'intensité et de la violence des conflits qu'ils suscitent.

Cette intensité et cette violence dépendent d'ailleurs de quelque manière de la concordance des clivages. Au delà du pluralisme des groupes, des clivages et des conflits, il faut en effet voir leur surimposition. Si, en théorie, des acteurs et des groupes dominant dans une organisation particulière peuvent être assujettis dans d'autres secteurs de la société, en pratique, le pluralisme est réduit par la surimposition des groupes d'intérêt, c'est-à-dire que les groupes ayant autorité dans un secteur, tendent aussi à s'imposer dans les autres secteurs, ainsi que le note Ralph Dahrendorf (1), en ajoutant que la classe est le produit de cette surimposition des groupes, et la lutte des classes le produit de la surimposition des multiples conflits d'intérêt. La surimposition s'opère selon les collectivités, à des degrés divers qui doivent être l'objet d'enquêtes empiriques.

(1) R. DAHRENDORF - Class and Class conflict in Industrial Society, Stanford, 1959, trad. franç. : Classe et conflits de classes dans la société industrielle, Mouton, 1972, pp. 215-220.

Plusieurs questions se trouvent suggérées par les réductions interprétatives de Dahrendorf aussi bien que par celles de Marx à propos du conflit. Les conflits fondamentaux d'une société manifestent-ils une lutte de classes ? Ou bien traduisent-ils seulement des oppositions d'intérêts ? Quelle que soit la réponse à ces questions (nous optons quant à nous pour l'idée de conflits fondés sur l'inégalité dans la possession des biens rares, dans l'accès aux valeurs et dans la manipulation des institutions), le simple fait qu'elles se posent dans ces termes suffit à indiquer l'importance d'une analyse des conflits pour la compréhension de la dynamique des stratifications.

Nature et signification des conflits majeurs (1)

Si tous les conflits ne sont pas des luttes de classes, du moins cette lutte apparaît-elle à Marx comme le facteur le plus déterminant de toute dynamique sociale, en ce sens que le conflit, affrontement d'individus ou de groupes dans la société, éclate toujours entre éléments d'une classe qui vise au maintien de l'ordre établi et ceux qui s'y opposent. Plus fondamentalement, les antagonismes de classes manifestés à tous les niveaux, notamment économiques et politiques de l'action sociale, expriment les contradictions internes de systèmes socio-économiques donnés, principalement la contradiction entre forces de production et rapports de production. Selon Marx et Engels, les transformations structurelles des sociétés signifient l'élimination des rapports de production qui ne correspondent plus à l'état de développement des forces de production. Mais une fois le pouvoir conquis, la classe naguère montante se fige dans un nouveau système de rapports de production, créé par elle, alors que les forces de production continuent d'évoluer. Tandis que celles-ci progressent par rythme non saccadé, les rapports de production, plus ou moins institutionnalisés stagnent un moment, puis se transforment par mutation rapide. Ainsi une classe est toujours liée à une structure socio-économique donnée, et des modifications dans le caractère même de la classe accompagnent tout changement structurel de la société.

(1) Pour de plus longs développements et pour les références bibliographiques, voir :

C. RIVIERE - Théorie de la dynamique conflictuelle dans les nouveaux Etats, Cultures et Développement, Louvain, II, 3-4, 1970, pp. 657-678.

Les antagonismes de classes expriment aussi les oppositions entre groupements d'intérêts conscients d'eux-mêmes, et tendant à s'organiser en vue de l'action politique, à mesure que les intérêts latents deviennent manifestes par la conscience de classe. Mais la conscience de classe ne surgit pas automatiquement de la situation de classe, pas plus que tout groupement organisé pour le conflit politique (le parti par exemple) ne repose toujours sur une classe. En outre, selon les circonstances particulières, notamment dans un contexte national, varient les relations spécifiques entre la place d'une classe dans un régime déterminé de l'économie et son action politique consciente, réformatrice ou révolutionnaire. Si le pouvoir politique représente théoriquement les intérêts de la classe dominante, en pratique il peut exprimer parfois des compromis entre classes ou fractions de classe, mais toujours, la lutte politique des classes, qu'elle soit radicale ou tempérée, a pour but le contrôle du pouvoir de l'Etat et reflète les conflits majeurs d'une société. De manière générale, il s'agit donc d'une contestation du rapport domination-sujétion.

Pour intéressante et synthétique que soit l'explication de Marx, peut-on souscrire totalement à l'assertion selon laquelle la lutte de classes, sous une forme ouverte ou déguisée, serait le facteur décisif du devenir historique ? Dans l'Europe médiévale des XIV^{ème} et XV^{ème} siècles, les rapports du pouvoir suprême et de la religion apparaissent beaucoup plus explicatifs que les rapports de classes. C'est en vain que l'on a essayé d'identifier l'explosion des différenciations religieuses comme des traits de culture de classes. Dans l'histoire moderne, les compétitions entre nations, jugées à leurs conséquences, ont exercé une influence plus décisive que les affrontements de classes, ainsi qu'en rendent compte la plupart des études de polémologie.

L'intérêt récent porté à ces problèmes a conduit quelque peu les chercheurs à délaisser les recherches typologiques des étapes de transformation des sociétés, pour orienter leur attention vers les éléments de la dynamique interne d'une société, en trois directions notamment, la recherche d'un ensemble de facteurs déterminant les conflits, la recherche d'un conflit prédominant, et la recherche du rôle conflictuel de certains agents sociaux. La dernière démarche sera suivie tout au cours de notre recherche où nous devons nous interroger sur le rôle, par exemple de certaines élites : armée, intellectuels, militants syndicalistes, trafiquants... dans les conflits avec le pouvoir institué et avec

le peuple. La seconde démarche suppose pour pouvoir être résolue un approfondissement de la première, car on ne saurait décider a priori du poids respectif des conflits sociaux sans les mettre en balance, après avoir analysé leur causalité et leur nature.

Une analyse de Kadt (1) propose un classement des conflits dans les pays sous-développés en deux catégories principales : conflits de pénurie et conflits de valeurs. Un tel schéma auquel nous ajouterons les conflits des institutions nous servira de cadre à l'intérieur duquel nous spécifierons un contenu.

Les conflits de pénurie touchent à la possession des biens rares. Ils sont occasionnés par l'accès différentiel au bien-être et au pouvoir. Aussi renvoient-ils à deux notions capitales, celle de rareté et celle d'inégalité. Dans la perspective de l'économie classique, tout système économique est un mode de gestion des biens rares. La rareté se définit par les déterminants internes d'une société, c'est-à-dire par ses conditions de production matérielle et culturelle, de même que par ses déterminants externes : dons, importations, inégalité des échanges. L'inégalité s'enracine dans le processus de différenciation sociale qui conditionne lui-même le fonctionnement du système global. En raison des inégalités, le débat sur la rareté oriente les plus décisives des pratiques sociales. Un juge guinéen nous affirmait que 80 % environ des affaires qu'il traitait portaient sur des problèmes d'adultère ou de litiges fonciers, ce qui peut s'interpréter comme des problèmes de limites dans l'accès aux femmes et aux biens. En campagne, les conflits de pénurie résident surtout dans la compétition pour la possession de la terre ou pour l'usage de ses produits (l'herbe des pâturages par exemple) chez les peuples où la surface de terre exploitable est, comme au Fouta Djallon, inférieure aux capacités de travail de la famille et à ses besoins alimentaires et monétaires. Le manque de ciment, de tôles, pour l'amélioration de l'habitat, le manque de textiles et de produits manufacturés dans les boutiques et sur les marchés suscitent les récriminations des paysans. Le manque d'argent est aussi cause d'un conflit entre le paysan et le citadin ou l'Etat qui ne lui paie pas ses produits (café,

(1) D. KADT - Conflit et pouvoir dans la société, Revue internationale des Sciences sociales, XVII, 3, 1965.

sésame, bananes, animaux vifs) suffisamment cher. Des conflits aigus, quoique étouffés par les contraintes du Parti et de son idéologie d'austérité, se produisent en raison de l'écart qualitatif entre les avantages dont profite le monde urbain : électricité, voirie, école... et la pauvreté de l'équipement rural, ce qui accentue la perception d'un dualisme. En ville, les conflits de pénurie ont trait aux conditions et au niveau de vie. Ils se mesurent de manière relative, par rapport au niveau de vie des autres couches sociales : conflits entre travailleurs manuels et fonctionnaires de bureau qui disposent d'un statut de prestige et d'un traitement supérieurs, conflits entre employés et hauts fonctionnaires qui, du fait de leur situation, jouissent de possibilités subreptices d'accroissement illicite de leur revenu, et qui bénéficient parfois de véhicules et de logement "de fonction". Une plus grande ouverture de l'éventail des revenus des autochtones depuis l'indépendance rend entre strates les contrastes plus saisissants.

Quant aux conflits de valeurs, ils ont pour cause l'hétérogénéité culturelle. Assurément, celle-ci tient pour une part aux différences de revenu, mais il s'y ajoute les différences ethniques, les différences d'instruction, les différences dans le degré d'européanisation, les différences de qualification professionnelle et sociale, les différences de statut officiel et légal. Une grande différence s'observe par exemple entre le manoeuvre payé environ 8 000 FG par mois en 1968 et l'ouvrier qualifié qui gagne le triple. Les conflits entre valeurs, ou plus souvent entre systèmes de valeurs (1) se réfractent tant dans les moyens que dans les fins qui guident les comportements individuels et collectifs. Il faudrait par exemple leur rattacher les suivants :

- entre liberté économique et volonté d'organisation ;
- entre habitudes et durée de travail pour obtenir la stricte subsistance et aspiration plus ou moins forte à l'élévation du standard de vie ;
- entre vouloir consommer et vouloir épargner ;
- entre vouloir thésauriser et vouloir investir ;
- entre routine, tradition, conservatisme et ouverture à l'évolution...

(1) W.F. WERTHEIM - La société et les conflits entre systèmes de valeurs, Cahiers Internationaux de sociologie, XXVIII, 1960.

La diversité des valeurs admises dans une société en transition n'est pas sans se traduire dans des attitudes fort diverses devant la vie, et par voie de conséquence, dans des rivalités de groupes.

De la même manière que la disparité des valeurs et de l'accès aux valeurs, la diversité des institutions officiellement ou officieusement en vigueur est génératrice de conflits. Mais l'est peut-être plus encore le mode d'utilisation des institutions mises en place. Une institution de crédit pour le développement rural se voit utilisée pour l'achat de tracteurs, prêtés ensuite à des taux usuraires par les riches qui ont pu obtenir un emprunt moyennant des garanties de remboursement, ou simplement parce qu'ils étaient amis de quelque haut fonctionnaire ; un système coopératif est phagocyté par les directeurs de coopératives et les confirme dans leur pouvoir ; un renforcement du contrôle administratif des biens acquis par les commerçants ou par certains gestionnaires d'entreprise amène un nouveau mode de corruption des fonctionnaires qui raffermirait le pouvoir des riches. Même l'institution scolaire peut être détournée de son but lorsqu'elle est vécue comme technique d'urbanisation ou voie d'accès aux pensions publiques du fonctionnariat. Parmi ceux qui ne bénéficient pas des opportunités créées par ces institutions, des rancœurs peuvent s'accumuler qui, tôt ou tard, produisent des tensions. De plus, les nouvelles institutions ne chassent qu'incomplètement et très lentement les anciennes, d'où la coexistence de multiples systèmes juridiques non concordants : coutumiers de telle ou telle ethnie, procédure maintenue depuis le temps colonial, règles fixées par les nouveaux codes, pratiques dérogatoires ratifiées par le parti unique. Ainsi les conflits naissent-ils du fait des approximations d'un système qui le rendent vulnérables.

Sans doute, la plupart des conflits que nous venons de signaler ne semblent pas être de prime abord des antagonismes structurels entre classes. Néanmoins, puisqu'ils résultent des inégalités dans l'accès aux biens, la participation aux valeurs et l'utilisation des institutions, ils peuvent, d'une certaine manière à spécifier selon le cas, être considérés comme des luttes pour le pouvoir et le privilège. De ce fait, ils entrent directement dans le cadre d'une étude de la dynamique des stratifications, puisque celles-ci s'établissent justement en fonction de ces critères.

Développement et résolution des conflits

Pour savoir comment s'engendrent les conflits, il faut se référer aux causes profondes de leur latence : les asynchronies du changement, ainsi qu'à des causes efficientes et déclenchantes. Par le jeu d'influences diverses se produisent des modifications du rapport des forces constitutives des groupes. Ainsi le mouvement global d'une société affecte différemment chacune des instances du social. Selon le groupe porteur, ce mouvement change d'intensité et d'orientation, ce qui produit des asynchronies d'où résultent des tensions et contradictions qui peuvent dégénérer en affrontement (1).

Un désajustement notoire en Guinée réside en ce que la révolution s'est sclérosée en conservant en grande partie son schéma initial, tandis que se sont transformées à la fois la politique mondiale à l'égard du Tiers Monde, les aspirations du peuple après la suppression du régime colonial, les productions économiques - en constante récession - et même les conditions d'entente sociale affectée par l'incarcération des opposants politiques, l'émigration de producteurs, les sévices de la milice, les inquisitions des contrôleurs de biens, les tracasseries des politiciens, les entorses graves à la liberté d'expression.

En suivant certains canaux, des innovations politiques ou économiques rencontrent des poches de résistance, si bien que le changement, selon son impact sur les divers groupes sociaux, ne s'opère guère que selon un rythme brisé et par une succession de conflits.

Tandis que sous la colonisation les conflits internes de la société dominée avaient été contenus par la férule de l'étranger, il a suffi d'un dégel de la vie politique, depuis 1950 surtout, pour permettre aux compétitions de s'affirmer. A la faveur des luttes pour le pouvoir se sont libérés des antagonismes parfois violents. Que ces luttes soient d'ordre syndical, qu'elles relèvent de divergences partisans dans la conquête du pouvoir ou qu'elles manifestent des oppositions interethniques, il est peut-être possible d'y lire déjà en filigrane des oppositions à caractère de classe entre exploiters et exploités, entre cadre collaborateurs du colon et masse évincée de la gestion de son travail. Mais l'ambiguïté de telles interprétations ne garantit pas leur pertinence.

(1) G. BALANDIER - Sens et puissance, P.U.F., 1971, p. 292.

Depuis l'indépendance, les conflits majeurs de la société guinéenne se trouvent sinon dominés, du moins dirigés et canalisés dans certaines limites par le groupe institué qu'est le Parti, lequel se pose comme seul arbitre accrédité. Sa décision aboutit, soit à un compromis après discussion des raisons du conflit, soit à une élimination des revendications adverses lorsqu'il est lui-même partie dans le conflit, soit à une sorte de compromis officieux qui consiste à tolérer l'inapplication des lois et à ratifier tacitement le décalage des faits par rapport aux normes proclamées. Ce dernier mode de solution couramment admis se limite en définitive à un refoulement du conflit dans la latence, c'est-à-dire à une décroissance de son degré d'intensité. Outre les quelques compromis réalisés à l'intérieur du Parti, lors des Congrès et Conférences nationales, d'autres facteurs tendent à expliquer la réduction de l'intensité et de la violence des conflits entre strates sociales, à savoir :

1) L'étouffement des voix adverses par incarcération des opposants au parti, phénomène que nous traiterons à propos du pouvoir de certaines élites.

2) La résorption par lassitude ou par accommodation : On pourrait ainsi expliquer la non exaspération des conflits dans les strates non privilégiées par l'inertie d'un peuple si dépendant de l'autosubsistance qu'il y a trouvé son refuge sans se tracasser des échecs d'un développement duquel il a dégagé ses responsabilités en s'y sachant non préparé. Un échec économique n'entraîne automatiquement une chute de gouvernement qu'au delà d'un seuil de développement pas encore atteint en Guinée. Sous un autre angle, l'insatisfaction se résorbe dans la mesure même où chacun trouve son compte au désordre pour autant qu'il gobe quelques miettes de l'aide extérieure gaspillée, d'un système de spéculation incontrôlée, d'une fonctionnarisation pléthorique.

3) La ritualisation de la vie collective : Avec quelques variantes, la vie moderne transpose le système traditionnel de résolution des conflits analysé par Max Gluckman dans Order and Rebellion in Tribal Africa et que résume ainsi Georges Balandier : "La rébellion est vue comme un processus permanent qui affecte d'une manière constante les relations politiques, cependant que le rituel est pour une part envisagé comme un moyen d'exprimer les conflits et de les dépasser en affirmant l'unité de la société. L'Etat africain traditionnel apparaît instable et porteur

d'une contestation organisée - ritualisée - qui contribue plus au maintien du système qu'à sa modification ; l'instabilité relative et la rébellion contrôlée seraient ainsi les manifestations normales des processus politiques propres à ce type d'Etat (1). La profusion des meetings politiques, des réceptions officielles, des défilés, des anniversaires, des jours fériés, des fêtes : des femmes, du travail, de l'armée, de l'indépendance, du Ramadan, de la Tabaski..., des inaugurations, etc., répondent au cérémonialisme du Noir, et remplissent les fonctions d'envoûtement et d'apaisement échus naguère aux rites traditionnels de la vie rurale qui avaient pour but de replonger constamment et fréquemment l'individu dans sa communauté, de renforcer la cohésion sociale en renouvelant le contact de l'individu avec le groupe, voire avec la divinité ou le surhomme. Tout l'arsenal des cérémonies magico-religieuses des initiations et fêtes villageoises d'antan : musique percutante des tam-tams et balafons, danses rythmées et frénétiques..., contribue à survolter l'ambiance, préparant ainsi la communion des sentiments dans une sorte de délire collectif. Lors de grands rassemblements, au milieu d'un roulement de tambours des gardes républicains et d'un crépitement de mains, le leader apparaît rayonnant de charisme, tout de blanc vêtu. Après ses rituels tours d'honneur en agitant de sa main droite son mouchoir blanc de prestidigitateur, il s'apprête à sa séance d'hypnose. Comme un prêtre à son autel, le "Responsable suprême de la Révolution", entouré de ses apprentis-sorciers, commence, de sa voix magnétique, par scander les slogans rituels, tranchants et saccadés, auxquels il a initié toute l'assistance. Puis, par un long crescendo de son verbe, en vient à provoquer l'abréaction collective et la liquidation des griefs dans l'admiration et la sympathie. (Les Soussou ne le disent-ils pas sorcier celui qui lâcha la colombe blanche de la liberté, chassant ainsi le diable Blanc, celui dont le génie protecteur se cache sous le grand fromager du palais présidentiel) ? Ainsi le rituel a-t-il valeur thérapeutique et curative en ce qu'il tend à résoudre les tensions issues d'une situation économique difficile et d'une vie sociale en crise. La rébellion sous-jacente dont témoigne chaque grande étape des réorientations politiques et économiques est non seulement matée, mais ritualisée

(1) G. BALANDIER - Anthropologie politique, P.U.F., 1967, p. 24.

dans une mise en scène de véhémences verbales, lors des meetings et assemblées, contre les ennemis du peuple à l'intérieur et à l'extérieur, et dans un jeu d'imitation de la guerre après armement des milices et des présidents de comités. L'explication psychanalytique insisterait sur le transfert de l'agressivité à l'égard d'un régime économique insatisfaisant vers le bouc-émissaire nommé impérialisme, et sur la sublimation des conflits dans la conviction idéologique du triomphe de la Révolution.

Après une sorte d'alerte sociale, révélatrice de tensions, la ritualisation de la vie collective a pour résultat d'accroître le degré d'intégration des groupes mobilisés tout en tendant à supprimer leurs dysfonctions internes. Et c'est particulièrement au pouvoir politique de l'Etat qu'est dévolu cette fonction intégrative.

Les fonctions intégratives du politique (1)

Dans la perspective marxiste, pour expliquer totalement le phénomène de classe, il ne suffit pas de mettre en jeu les discordances entre la base matérielle entendue comme ensemble des conditions de production et la superstructure organisée, il faut aussi saisir le rôle particulier de l'Etat comme expression fonctionnelle de la totalité sociale ou d'une de ses parties, et comme organe de puissance visant à surmonter les antagonismes de classe. La thèse de Marx est que la fonction intégrative de l'Etat est soumise aux intérêts propres de la classe au pouvoir, bien que l'Etat affirme forger ses fins propres comme transcendant les intérêts de classe. D'autre part, l'Etat né de la lutte des classes, et pour la contenir, doit disparaître fonctionnellement le jour où la société sera sans classe.

Selon l'ordre logique on ne saurait donc entreprendre un examen de l'Etat sans se référer directement et conjointement à la lutte des classes. Dans la distinction même qu'introduit Nikos Poulantzas "entre la superstructure juridico-politique de l'Etat, ce que l'on peut désigner comme le politique, et les pratiques politiques de classe - lutte politique de classe - ce que l'on peut désigner comme la politique" (2)

(1) Les théories de l'intégration ont été exposées dans notre article : Réflexions sur le concept d'intégration sociale et sur son utilité en psychologie des peuples, Ethno-psychologie, XXVII, 4, décembre 1972, pp. 379-401.

(2) N. POULANTZAS - Pouvoir politique et classes sociales, Maspéro, 1968, p. 35.

est postulée l'indissolubilité du lien entre politique et classes sociales. En réalité la distinction a surtout pour but de traduire les deux aspects de la dynamique sociale : l'Etat est, d'une part, facteur de régulation de l'équilibre du système, d'autre part, champ d'expression des tensions sociales. Parce qu'il est le lieu de déchiffrement de l'unité d'une société, c'est-à-dire du jeu de ses forces de fusion par rapport à ses forces de rupture, l'Etat a pu être caractérisé par Engels comme le résumé-officiel de la société (1). Dès lors qu'apte à commander et capable d'être obéi par le fruit d'un consensus ou d'une police efficace, le pouvoir étatique est générateur d'ordre. C'est lui qui détermine la mesure des victoires des pouvoirs de fait en définissant celles de leur prétention dont il fera son ordre. Régulateur de l'ordre et du mouvement, l'Etat gère les affaires publiques et les différends entre groupes et classes de manière à conserver l'être de la collectivité par un rajeunissement constant.

De quelque manière qu'il intervienne l'Etat se veut intégrateur. Almond et Coleman reconnaissent à l'instance politique plusieurs fonctions tendant à réaliser cette intégration, et manifestées particulièrement dans les pays en voie de développement (2). Ce sont :

1) - La socialisation et la culture politique : l'Etat nouveau vise à intégrer chaque individu, et chaque groupe social : catégorie professionnelle ou strate de prestige..., dans la vie politique du groupe, en lui conférant une conscience politique dépassant les limites anciennes du village ou du groupe ethnique, et s'inscrivant dans les valeurs de la vie quotidienne.

2) - Le recrutement politique : l'Etat cherche à affecter les citoyens à des rôles politiques spécialisés d'électeurs, de militant, d'administrateurs, etc., en utilisant au mieux dans son propre cadre, les compétences qui risqueraient de s'évader dans l'organisation d'une faction politique ou d'une classe opposée au pouvoir institutionnalisé.

3) - L'expression des intérêts : en tant qu'instance supérieure, l'Etat coiffe un ensemble de groupements à l'intérieur desquels les hommes s'organisent, et qui ne sont pas généralement exclusifs l'un de l'autre. L'expression des intérêts se produit à travers eux, c'est-à-dire

(1) F. ENGELS - Anti-Dühring, éd. sociales, 1971, p. 317.

(2) G.A. ALMOND et J.S. COLEMAN - The politics of developing areas, Princeton, 1960.

soit dans des groupes naturels de lieu, de race..., soit dans des institutions à finalité restreinte (armée, église, coopératives...) soit dans des institutions spécialisées dans l'expression des intérêts d'une catégorie sociale ou d'une classe (syndicats, associations patronales...), soit par union spontanée des intérêts d'une partie de la population.

4) - L'agrégation des intérêts : Par l'intermédiaire des partis politiques, l'Etat en tant qu'organe régulateur représente et prend en charge les intérêts des individus. Dans le cas d'un parti unique, les divergences risquent de s'exprimer secrètement, ce qui nuit à leur bonne confrontation et qui prive le gouvernement de l'énergie que libère l'expression même des besoins.

5) - La communication politique : L'auto-régulation de l'ensemble national implique un mouvement constant d'informations et d'actions réciproques entre base et sommet, d'un côté s'expriment les besoins de la base et le soutien qu'elle apporte au gouvernement, de l'autre s'établissent des règles qui réclament d'être appliquées.

L'inventaire de ces différentes fonctions, s'il éclaire la dynamique d'un système global, ne nous renseigne pas sur la finalité profonde de ces processus d'harmonisation sociale. Ceux-ci n'agissent-ils que pour camoufler l'accaparement du pouvoir par une classe, ou bien servent-ils réellement l'intérêt général ?

Les conflits de niveaux intégratifs

En définitive, l'obstacle majeur à une intégration totale réside dans l'existence même des classes, parce que celles-ci constituent les pôles principaux de division de la société globale, et parce que l'intégration qu'elles opèrent à leur niveau, à celui de l'in-group, se pose, en s'opposant à celui de l'out-group. A la différence des consciences de rang, d'ordre et de strate qui sont des consciences d'adaptation, dans la mesure où, pour tout ce qui ne concerne pas leur but direct et leurs valeurs propres, elles admettent les modèles, évaluations et symboles de la société globale, la conscience de classe, elle, est une conscience

séparée. Au lieu de se laisser pénétrer par la société globale, la classe tend à lui résister. L'hypothèse communément admise est que le degré d'intégration des classes présente une proportionalité inverse au degré d'intégration général de la société. En d'autres termes, si une société se trouve avoir atteint un haut degré d'intégration, ou si du moins, bien que mal structurée, comme dans la lutte pour l'indépendance, elle dégage une très puissante force normative et unificatrice, il est impossible qu'une strate sociale, conçue comme partie de la société, ait elle-même un degré d'intégration très élevé. Réciproquement, si une strate se trouve très hautement organisée en classe (ce qui signifie qu'elle produit par sa force structurante une organisation qui lui est propre, un système normatif de valeurs et une conscience aiguë de son existence) la société globale ne peut qu'avoir un faible degré d'intégration. Ce raisonnement manque cependant de valeur si n'est structurée que la classe dominante ou si les allégeances de classe ne s'expriment pas dans une large partie de la population.

Le schéma de proportionalité inverse des intégrations groupale et globale ne vaut pas non plus dans le cas où les rapports entre parties de la société ne sont pas pensés sur le mode de l'antagonisme, mais sur celui de la complémentarité qui n'est pas exclusive de conflit. L'intégration de la société peut du Fouta Djallon corréler par exemple avec un haut degré d'intégration à l'intérieur des castes artisanales, de l'ordre des nobles ou du groupe des esclaves de case ou de conquête. Le schéma s'applique à un système de classe, pas nécessairement à un système d'ordre ou de rang. Si la conscience d'une strate n'est pas nécessairement une conscience de participation, elle n'est pas non plus conscience de refus. L'intégration subit certes des variations à court terme, mais qui n'affectent généralement pas l'ensemble de la société : un dialogue dégenère en conflit, un conflit précède l'instauration d'un dialogue, une flamme d'antagonisme s'élève un moment. Ces mouvements secondaires d'oscillation en divers sens sont inclus dans des mouvements plus importants.

En Afrique, le problème prioritaire a été celui de l'intégration des ethnies. La mutation des sociétés traditionnelles à la société nationale a impliqué un mouvement allant de l'antagonisme au dialogue, puis, on peut l'espérer à la disparition des hétérogénéités ethniques. Ce mouvement paraît d'ordre à la fois politique puisqu'il y a transfert des loyalismes, et culturel par effacement progressif des coutumes propres à l'ethnie en contact avec une civilisation universaliste. Mais toute

intégration au niveau d'une société nationale ne peut être autre que projet global, si bien que l'intégration ethnique va de pair avec l'intégration des divers groupes d'intérêt à l'intérieur de la nation.

Les principaux facteurs d'intégration

En Guinée, l'intégration s'est opérée :

1) par l'exaspération des conflits liés à des situations de domination, et par la suppression consécutive des formes d'oppression les plus brutales ;

2) par le développement des solidarités nationales grâce à l'influence des trois éléments majeurs de construction nationale : un parti, une idéologie, un leader.

Du point de vue sociologique, l'histoire du Parti Démocratique de Guinée avant l'indépendance est celle d'une stratégie de désaliénation visant à supprimer les inégalités les plus criantes de la société d'alors. La conquête du pouvoir par un groupe et la reconquête d'une dignité par un peuple ont suivi la même voie de progression.

En spéculant sur le sentiment d'assujettissement, le Parti a constamment élargi son audience. Chaque étape de son histoire marque une libération, conditionne et favorise le pas suivant. La marche vers la liberté a visé successivement, comme nous l'avons montré dans "Mutations sociales en Guinée" (1) : la sujétion du travailleur au patron, la sujétion du colonisé au colonisateur, la sujétion du peuple à l'arbitraire des chefs incapables et imposés, la sujétion des serfs au noble féodal.

Outre des rapports de sujétion à l'origine de conflits importants, existaient des rapports d'hostilité entre ethnies. Plutôt que de les souligner avant de les résoudre, le Parti a préféré les éteindre en développant les solidarités nationales. Sous la colonisation, l'action intégrative avait souvent eu lieu malgré le désir de l'autorité qui n'y avait pas grand intérêt. Inversement, au moment des indépendances, ce furent

(1) C. RIVIERE - Mutations sociales en Guinée, p. 413-415.

les autorités nouvelles qui, au delà des intégrations spontanées, essayèrent d'effacer le complexe ethnique.

La plupart des indépendances furent obtenues grâce à une unification nationale préalable opérée soit de manière spontanée après soixante ans de vie commune, d'attitudes souvent semblables à l'égard du colonisateur - surtout dans le melting pot des villes - soit par l'action déléguée des leaders pour une cohésion visant à un premier stade, une plus grande efficacité dans la lutte anticolonialiste, et à un second, un redressement économique et social rapide, une sorte de propulsion du développement. Vers ce but a convergé tout l'appareil politique nécessaire à une nation naissante et tout un système de propagande. Monopartisme, monocaméralisme, monocéphalisme de l'exécutif, nouvelle procédure pénale et civile se substituant aux coutumiers, constitution, codes et décrets applicables dans toute la nation d'une part (1) ; discours, meetings, slogans, symboles nationaux, bouc-émissaire impérialiste, et propagande orchestrée par les mass-media d'autre part, sont autant d'institutions ou de moyens mobilisateurs pour renforcer l'unité nationale au delà des particularismes.

Un essai de pondération du jeu de ces divers moyens d'intégration socio-politiques et psycho-sociologiques appelle la référence à trois principaux facteurs de cohésion, c'est-à-dire :

- à la forte structuration du parti comme instrument de pression sociale ;
- au mirage de l'idéologie comme réponse à un sentiment de frustration et projection verbale du moi profond ;
- au charme et à l'adresse du leader comme sujet d'identification du moi de chaque Guinéen.

L'unicité de fait du parti (2), justifiée par les desseins de conservation du dynamisme révolutionnaire, d'efficacité de la lutte anticolonialiste, d'économie des cadres dans un pays sous-développé, n'est pas sans préserver le pays d'une certaine hantise de l'instabilité. Tandis que la pensée prééminente du parti, prétendu reflet de la pensée

(1) S.M. SY - Recherches sur l'exercice du pouvoir politique en Afrique Noire, Pedone, 1965, p. 22.

(2) B. CHARLES - Un parti politique africain : Le Parti Démocratique de Guinée, Revue française des Sciences Politiques, XII, 2, juin 1962.

collective du peuple, guide le destin de la Guinée, la volonté du parti, dépositaire de la volonté du peuple, tente d'inoculer au peuple entier son militantisme, avec succès si l'on en juge par ce que le parti estime être le thermomètre de la santé publique : parti de masse, parti-nation, le PDG passe de 300 000 membres cotisants en 1955 à 800 000 en 1959, à 1 800 000 en 1962 pour une population de 3 000 000 d'habitants à l'époque, soit la quasi totalité des plus de 15 ans. Afin de mieux encadrer les masses, il multiplie ses sections : 43 en 1959, 167 en 1963, 180 en 1966. Le Bureau Politique National, initialement de 17 membres, en accueille 25 au VIIIème Congrès de 1967 (tout en se dédoublant par un comité spécial de 6 membres qui devient l'instance supérieure de commandement). Femmes, jeunes, syndiqués possèdent leurs organisations spéciales à l'intérieur du parti. Lors des fréquentes réunions des comités, des bureaux de section et de fédération, des assemblées, commissions, inspections, congrès, conférences nationales, s'effectue un tel contrôle de la vie politique du pays, du civisme des militants, de la gestion administrative des cadres, de la capacité de mobilisation humaine, du respect des organismes techniques, que bien peu d'individus peuvent échapper aux maillons de la vigilance révolutionnaire. La suprématie du parti sur toutes les institutions et dans tous les domaines, l'absence de séparations des pouvoirs et des responsabilités assurent donc, d'une certaine manière, l'obéissance des citoyens ; et le fait qu'aucune juridiction ne soit réellement habilitée à recevoir les recours pour excès de pouvoir, en hypothéquant gravement les libertés, endigue simultanément les déviances, de la même façon que, dans la société traditionnelle, les contraintes coutumières bloquaient l'apparition de manifestations individualistes sous peine d'une sorte de mort sociale.

Les deux rôles inhibiteur et mobilisateur du parti s'exercent au plan des mentalités par le moyen de l'idéologie agissant à la fois comme un surmoi éthique et comme stimulant des espoirs (1). Secrétée, non par la société dans son ensemble, mais par un individu formé à la triple école de l'Afrique, de l'Occident et du socialisme marxiste, l'idéologie du socialisme touréen tend vers la métamorphose des rapports humains.

(1) Cf. à ce propos, B. CHARLES, art. cité ; I. WALLERSTEIN - L'idéologie du P.D.G., Présence africaine, XL, I, 1962 ; L.V. THOMAS - Le socialisme et l'Afrique, t. 2, Le livre africain, 1966, p. 110-131 ; S. TOURE - L'Afrique et la Révolution, op. cit., ch. IV et V.

La restitution des valeurs authentiques de l'Afrique, qu'elle prône, non par le truchement d'une négritude conçue par Sékou Touré comme démission et reconnaissance implicite de la supériorité du Blanc, mais par la réhabilitation de la culture africaine (art populaire, liaison de l'école à la vie, alphabétisation dans les langues nationales), sert de support moral et spirituel à une société hybride en état de crise. Au delà de la fidélité de la Guinée à certaines formes de pensée et d'action, existe une régénération du sens de l'action, du contenu des pensées et de la structure des institutions.

Outre une doctrine politique dont les mots d'ordre (unité, dignité) et les buts (industrialisation, autonomie) retentissent profondément dans le coeur des Africains, outre une synthèse d'objectifs et une thématique (action révolutionnaire, neutralisme positif, unité africaine, indépendance nationale, centralisme démocratique, justice sociale, primauté de la production, culture africaine...) dont le miroitement suffit parfois à guider les foules et à réduire leur tendance à la désagrégation, l'idéologie présente une méthode d'interprétation des réalités socio-historiques. La méthode adoptée par le parti consiste à distinguer trois niveaux d'analyse des phénomènes : la ligne, l'organisation, les hommes (1). Cette distinction joue un très heureux rôle de camouflage des erreurs de l'action, puisque toute critique, soit du plan triennal, soit du commerce d'Etat, soit de la réforme de l'enseignement, aboutit à rejeter l'échec sur les hommes et en partie sur les structures organisationnelles résultant d'une accommodation au réel, d'un compromis entre l'idéal et le déterminisme des circonstances, alors que la ligne, c'est-à-dire le produit du cerveau présidentiel, est toujours considérée comme juste.

Mais la structuration du P.D.G. et la puissance de l'idéologie n'ont d'action sur l'adhésion au régime qu'en raison même de la personne de qui les a mis en place. La plus grande force de Sékou Touré réside à notre avis dans son remarquable sens tactique. Certes il convient de faire la part de l'impulsivité, de l'humeur fantasque du détenteur des pouvoirs de la République, dans ses prises de décision. Toutefois on ne saurait lui nier sa maîtrise dans l'art de louvoyer entre la ligne idéale de

(1) S. TOURE - L'Afrique et la Révolution, op. cit. p. 125.

la théorie et la ligne réelle d'évolution sociale d'un peuple encore lourd de traditions, dans l'art de doser la concession et la fermeté, d'accepter le traditionnel dans la mesure où il ne gêne pas le renouveau politique. La priorité accordée à la praxis sur la théorie rend compte des correctifs apportés au fonctionnement du système politique comme aux bases de la doctrine économique : coopératives, entreprises nationales, commerce, priorités industrielles... Sa politique de dosage a consisté, durant les premières années de l'indépendance, à épouser les intérêts et les aspirations de chacun des groupes appelés à vivre dans la nation, tout en imposant un modèle rationnel de croissance. Par la suite et à cause de quelques maladresses, les intérêts se montrant trop divers et contradictoires, des mesures autoritaires de recours à la force ont pu masquer la souplesse initiale et faire penser que Sékou Touré était définitivement passé de l'audition du peuple au despotisme totalitaire. En réalité, il s'agit bien pour lui de deux formes contrastées et concurrentes de gouvernement. Sékou Touré sait profiter des opportunités pour qu'un décret ne semble pas arbitraire, il sait utiliser tous les moments de fièvre sociale pour expérimenter un nouveau remède, tout en admettant que le malade le remise assez rapidement à l'armoire. Le peuple voue alors sa gratitude à son guérisseur temporaire, même s'il se rend compte que le déblocage des stocks de riz ou de tissus la veille des grandes fêtes a l'allure d'un appât.

"La puissance de Sékou Touré, disait Alain Vernay en 1961, provient précisément de ce qu'il a suscité les mutations brusques d'un ordre quasi colonial à l'indépendance réelle, sans passer par aucune phase intermédiaire. Il reste en avance d'une ou plusieurs étapes sur les autres populations africaines francophones, et cela grâce à un mélange unique d'astuce, d'audace et d'empirisme. En dépit de quelques fautes de calcul, la sagesse de Sékou Touré a été toujours de parvenir à évaluer jusqu'à quel point il était possible de passer la mesure. Il a su ne pas inquiéter en empruntant des moyens modestes" (1).

(1) A. VERNAY - La Guinée dans le sillage de Sékou Touré, Les Echos, 10-7-1961.

Limites de l'intégration et accélération de l'émergence des classes

L'examen des rôles du parti, de l'idéologie et du leader tendrait à nous présenter une image typifiée des puissances intégratrices. Idéalement intégré, le système guinéen ne l'est pas tout à fait dans la pratique, parce que le jeu combiné des trois forces : parti, idéologie, leader, s'est amplifié comme une sorte de pression tuant la spontanéité du consensus initial. Les limites de l'intégration sont à chercher en premier lieu à l'intérieur même des forces intégratrices, qui, en engendrant une hyperpolitisation, ont simultanément favorisé un étatisme de classe, en second lieu dans la conjoncture de pénurie issue de l'idéologie et de la volonté du leader, qui a permis aux différenciations sociales de s'accuser, en troisième lieu dans l'héritage de la colonisation, laquelle a introduit de nouvelles inégalités et de nouveaux schèmes de différenciation.

L'hyperpolitisation caractérise autant les mentalités que les structures institutionnelles et leur fonctionnement. "Si pour certains la politique est l'art de jouer, de tromper et de se servir des autres, il n'en est pas de même pour nous. Nous définissons la politique, quant à nous, affirme Sékou Touré, comme la science à laquelle se ramènent toutes les sciences, comme étant essentiellement la capacité de rendre possible ce qui est nécessaire au peuple" (1). L'outrance de cette réduction à la politique de toutes les sciences n'est pas sans créer un impérialisme nouveau. Que Sékou Touré qualifie son régime de "dictature populaire" ou de "dictature démocratique" ne change rien au fait que de l'avis de tous les observateurs (2) "le régime oscille entre la monocratie partisane et la personnalisation du pouvoir" (3). Néanmoins, ce que Sékou Touré nomme le centralisme démocratique en limite l'aspect dictatorial. Théoriquement, il consiste en l'élection des responsables par la base, l'intervention de la base dans la discussion des plans et de leurs modalités d'exécution, la diffusion des directives par les organes intermédiaires, le contrôle de l' élu par ses mandants. Pratiquement la responsabilité de direction est sans partage. L' élu est proposé par le Parti. Les organes de ce

(1) S. TOURE - L'Afrique et la Révolution, op. cit., p. 164

(2) B. CHARLES, B. AMEILLON, V. DUBOIS, M.S. SY....

(3) M.S. SY - op. cit., p. 206.

parti contrôlent toutes les manifestations de la vie nationale, filtrent les informations, orientent les thèmes de réflexion, étouffent beaucoup de récriminations. L'hyperpolitisation, aliénante actuellement, a été simplement pesante au début. V. du Bois le remarquait en 1963 : "Bien qu'il soit dangereux d'attribuer le déclin d'une nation à une cause spécifique, l'évidence suggère fortement que le problème majeur de la Guinée a été l'hyperpolitisation et le sacrifice d'un planning rationnel à des expédients politiques. Les avantages qui résultaient pour le P.D.G. d'une politisation intense du pays - non seulement un assentiment populaire à ses programmes, mais encore une très large participation des masses - constituèrent le côté positif de l'entreprise. Il y avait aussi un aspect négatif. La pléthore de comités de base, de comités régionaux, de comités de section, de comités de jeunes et de femmes, et de conseils gouvernementaux, entraînait un système politique au chef trop pesant, avec des notables d'une espèce ou d'une autre. L'entretien de cet appareil gouvernemental et des fonctionnaires du parti demandait beaucoup de temps, d'énergie et d'argent. En outre, tandis que l'installation de cellules du parti au niveau du village et du quartier procurait un moyen de faire participer la population au gouvernement, elle créait aussi un vaste appareil bureaucratique qui imposait de lourdes charges financières à l'Etat, embourbaient les processus de prise de décision et retardait l'application de la politique" (1).

De l'hyperpolitisation, de l'hyperdirigisme et du fonctionnarisme conjugués sont nés les maux que diagnostique pertinemment, B. Ameillon (2) : l'étatisme de classe et l'accaparement de la rente nationale par une bourgeoisie politico-administrative.

La pénurie provoque des effets semblables à ceux de l'hyperpolitisation. Par la progressive dominance des intérêts économiques sur les intérêts sociaux se produit une transformation des rapports de complémentarité des groupes en rapports d'opposition, lesquels tendent à devenir antagonistes dans la mesure même des faibles ressources dont dispose le pays pour permettre l'enrichissement de chacun de ses membres. Sous cet angle, que nous mettrons constamment en évidence, la désintégration du consensus global et une perte d'homogénéité au niveau de l'assimilation et de la traduction dans les comportements des normes éthiques de la société globale, apparaissent comme les phénomènes majeurs orientant tôt ou

(1) V. DU BOIS - The decline of the Guinean Revolution, American Universities Field Staff Reports, West Africa series, Vol. VIII, 7, p. 5 (notre traduction)

(2) Cf. Bibliographie finale.

tard le destin de la société guinéenne. Suivant de près la redistribution des places après l'indépendance, l'économie de pénurie a créé des différenciations de classes fondées sur l'impudence des individus et des groupes pour se répartir les rares richesses nationales, et a engendré simultanément le renforcement des liens familiaux et tribaux qui sont les meilleurs garants de la survie du pauvre et du maintien du puissant élu à son poste.

Telle est une des conséquences du dualisme fondamental de l'Afrique, la transposition des rapports traditionnels dans un pays qui rentre dans la vie moderne politiquement et économiquement. Les analogies du système de différenciation sociale, de trafic, de coulage, de distribution préférentielle en Guinée, avec la conjoncture de guerre dans n'importe quel pays, ne manquent pas d'être frappantes. Pour bien les comprendre, il suffit de replacer l'économie de guerre dans un pays mal policé et mal organisé où sont faciles les détournements impunis, et dans un contexte africain où la sécurité vitale dépend directement de l'insertion de l'individu dans la communauté familiale et tribale.

L'hyperpolitisation et la pénurie nous paraissent particulièrement significatifs de la spécificité guinéenne du phénomène d'émergence des classes dans la post-indépendance. Mais celui-ci ne s'explique totalement qu'en le situant dans un cadre plus vaste, celui de tous les nouveaux états où des causes analogues tendent à produire des effets analogues. On s'accorde généralement à reconnaître pour conditions principales de la restratification des sociétés africaines modernes et de l'accentuation des différenciations politiques, économiques et culturelles, les phénomènes suivants :

- la prise en charge du pays par les autochtones et la compétition pour la place (fonctionnarisation) ;
- la diffusion du savoir moderne parmi une couche de privilégiés (acculturation) ;
- l'amplification du travail urbain et du salariat (urbanisation - industrialisation) ;
- l'extension de l'économie de marché et des échanges monétaires (plantation - commerce) ;

L'importance de chacun de ces facteurs sera analysée et pondérée en même temps que l'étude de la strate sur la constitution de laquelle tel facteur a exercé le plus d'influence. Tous ces facteurs se rattachent à

une même cause déclenchante : la colonisation. Celle-ci, en créant une société spécifique, a agi en tant que cause exemplaire dans l'apparition des strates. Dans la Guinée actuelle, un travail intellectuel de direction, d'administration, ou un simple emploi de bureau, confèrent un prestige particulièrement élevé, en raison de leur analogie avec les occupations des anciens colons. Quoiqu'il n'existe pas de mépris des travaux manuels dans les sociétés paysannes¹ (l'attitude à l'égard de certaines castes professionnelles devant s'interpréter plutôt comme une hostilité à l'égard d'artisans ou de griots étrangers au pays à l'origine), le mépris a pu être engendré par une colonisation, qui a proposé des exemples d'Européens s'enrichissant sans pratiquer de métier manuel, qui a fait du travail forcé non rémunéré de terrassement (un tel souvenir a peut-être causé l'échec des investissements humains), de portage, etc... un esclavage dégradant la personnalité, qui a auréolé de prestige et favorisé de salaires bien supérieurs aux revenus d'un rural, les professions de clerc, contremaître, tirailleur... La mise en place et le renouvellement de l'administration ont aussi favorisé la course au fonctionnariat parmi les techniciens et lettrés.

Le fait que la richesse, la compétence technique et les ambitions aient fondé d'importants écarts entre les Européens a tendu à exercer sur les Africains les plus proches mentalement et culturellement des étrangers, une fascination inconsciente. Durant toute la période coloniale, le fossé séparant les Européens et les Africains a fait perdre de l'importance aux différences économiques existant au sein de la société guinéenne. Depuis l'indépendance commencent à se manifester plus clairement les différences de situation, non plus fondées sur le rang et l'âge, mais sur les mêmes critères de richesse et d'éducation dont se prévalaient les étrangers. Actuellement, l'inégalité des statuts économiques et politiques recouvre des différences culturelles relativement accusées et des antagonismes internes davantage ressentis dans une société aussi fragile que la société urbaine en cours de transformation.

Pour déceler ces diverses conditions propices à l'émergence des classes (hyperpolitisation, pénurie, exemplarité de la colonisation) qui limitent l'intégration globale, il nous a fallu abstraire des phénomènes particulièrement significatifs de la conjoncture guinéenne actuelle. Un examen plus attentif de chacun d'eux permet d'observer l'ambiguïté de toute

interprétation, car une même cause peut agir dans des directions opposées selon son degré d'efficience dans les groupes sociaux qui supportent son effet. Ainsi :

- la politisation de la vie guinéenne opère comme élément d'intégration nationale, mais dégrade en même temps le consensus dans la mesure où elle suppose une hiérarchie partisane et renforce les inégalités de pouvoir ;

- l'économie de pénurie nivèle par la base la majorité des revenus, mais favorise simultanément l'ascension économique des pêcheurs en eau trouble ;

- la colonisation engendre une solidarité des opprimés, mais propose aussi des modèles de différenciation sociale.

De pareilles ambiguïtés doivent nous conduire à examiner concrètement le processus de formation des classes sous l'angle des conditions qui lui sont propices, aussi bien éventuellement que sous celui des facteurs qui le ralentissent.

C O N C L U S I O N

En résumé, nos acquis et nos orientations sont les suivants : la construction nationale dans les nouveaux états a compliqué l'analyse en terme de classes d'un élément volontariste très prononcé, puisque la plupart des pays considèrent les classes "à l'occidentale" comme étrangères à la situation réelle de leur pays. En accordant systématiquement le primat à la nation sur la classe, ils font passer la correction des inégalités entre nations avant la suppression des inégalités à l'intérieur de la nation. L'unicité de parti politique, destinée à assurer l'unité du nouvel Etat, découle, comme une traduction institutionnelle, de l'absence de différenciation en classes antagonistes. Une pluralité de partis ne serait concevable que pour exprimer les intérêts divergents de deux ou de plusieurs classes constituées en tant que telles, ce qu'admettent en fait les créateurs de contre-parti et les analystes marxistes qui prônent une stratégie de lutte contre les pouvoirs en place depuis l'indépendance, lesquels jouent, pensent-ils, le jeu des bourgeoisies nationales et internationales.

Au vrai, des stratifications se dessinent bien, mais peut-être plus incohérentes ou disparates que ne laisserait supposer l'interprétation en terme de classes transposées directement du mode de production capitaliste. Les tentatives de validation de ce schéma se heurtent à la diversité des situations, à l'incidence différentielle des colonisations, aux divergences d'option politique, à la coexistence des différents systèmes de rapports sociaux et à l'instabilité des tendances évolutives de l'économie et de la société dans la phase de construction nationale.

Afin de tenter une mise au clair des phénomènes de stratification, il n'a pas été inutile de se donner un appareil conceptuel en s'inspirant des deux grands courants de réflexion sur le problème. D'un côté la sociologie marxiste, aux riches perspectives en ce qu'elle propose une méthode d'explication dynamique par l'action de forces en conflit, ne fournit guère de schéma précis d'interprétation pour des sociétés qui ne répondent pas au modèle capitaliste, parce que se combinent en leur sein, de manière originale, le critère économique (rôle joué dans la production, la circulation et la distribution des richesses), le critère politique (participation à la lutte pour le pouvoir politique considéré comme organe exécutif d'une classe dominante), le critère sociologique (prise de conscience de classe correspondant à l'élaboration d'une idéologie spécifique et à une identité de genre de vie). De l'autre côté, la sociologie américaine concernant les stratifications insiste sur les niveaux de statut et de prestige, de même

que sur les rapports socio-culturels, mais rend insuffisamment compte des origines de l'ordre social ; elle relègue au second plan la signification des oppositions d'intérêt engendrées par les différenciations sociales et traite l'homme davantage comme la créature que comme le créateur de la société.

La réflexion a donc eu pour but, sinon de faire communiquer entre eux différents paradigmes qui se veulent tous holistiques et mutuellement exclusifs, du moins de puiser en eux des éléments qui se complémentarisent et qui, malgré tout, se détachent plus facilement qu'on ne le croirait des postulats idéologiques sur la nature de l'ordre social par lesquels chaque doctrine, qu'elle soit structuro-fonctionnelle ou dialectico-historique, prétend se constituer en système.

Sans adopter les hypothèses de Marx sur le matérialisme ou sur la progression par étapes vers le socialisme, ni l'appareil conceptuel en vogue pour l'étude des modes de production, nous tenterons d'opérer une recherche génétique et historique en nous interrogeant sans cesse sur la place de chaque groupe dans le processus de production-répartition, sur les contradictions entre strates qui auraient quelque analogie avec les classes analysées par Marx et sur leur éventuelle cristallisation évolutive. Tout en utilisant quelques concepts fonctionnalistes (différenciation, intégration, strate...), et sans trop quitter le niveau de l'empirie, nous éviterons cependant de minimiser l'importance du pouvoir et de la coercition en tant que facteurs d'intégration et de négliger d'expliquer les processus de changement social par l'effet de conflits internes.

Pour une telle synthèse des théories fonctionnalistes et marxiste, seront exploitées les suggestions de G. Lenski (1) qui interprète la stratification comme un processus de distribution des biens et services à saisir par une démarche dynamique plus que par une analyse des structures et par une prise en compte du jeu des solidarités et des antagonismes, du consensus et de la coercition. A partir d'une théorie du pouvoir conçu comme possibilité de diriger la répartition des surplus et comme fondement essentiel du privilège, sera menée une analyse du rôle des élites, des compétitions pour le pouvoir et des dynamismes les plus actifs dans la modification des structures sociales.

(1) Gerhord LENSKI - Power and Privilege. A Theory of Social Stratification, New York, 1966.

DEUXIEME PARTIE

TRANSFORMATION DES SYSTEMES TRADITIONNELS DE STRATIFICATION

DANS LES CADRES ETHNIQUE ET COLONIAL

Pour fournir une explication génétique pertinente du développement d'un type dominant de stratification dans la Guinée moderne, il ne suffit pas d'en faire l'imputation à la politique administrative et économique du colonisateur ou au réaménagement des rapports de production. Ces réaménagements doivent être eux-mêmes expliqués et la politique coloniale a eu des impacts fort divers selon les sociétés ethniques qu'elle a tenté de faire fusionner en un même ensemble territorial. Nul doute qu'ait été brutale la rupture qu'elle a provoquée d'avec les structures économiques et politiques traditionnelles. Néanmoins chaque société a réagi différemment, certaines maintenant longtemps encore les rapports sociaux de domination-subordination qui les caractérisaient jusqu'à ce qu'un bouleversement plus radical s'opère dans les années d'avant l'indépendance, d'autres utilisant les cadres traditionnels du lignage comme voie d'accès au pouvoir économique et aux nouveaux statuts de prestige, d'autres se laissant déstructurer rapidement parce que trop segmentaires ou déjà en proie, avant même l'arrivée du colonisateur à de violents conflits.

Un intérêt particulier s'attacherait donc à l'analyse différentielle, ethnie par ethnie, du procès de transformation des systèmes traditionnels de stratification. Cette analyse consisterait à appréhender historiquement et sociologiquement le jeu conflictuel des forces externes de changement et des agents internes de résistance, à repérer les raisons du déclin de certaines formes de hiérarchies d'âge, de sexe, de caste, etc..., à dégager selon quels vecteurs s'opèrent les modifications structurelles des cultures ethniques. Une telle démarche requiert une documentation ethnographique et historique qui fait hélas défaut pour la plupart des ethnies guinéennes, jamais étudiées par des professionnels sous l'angle qui nous intéresse. Une telle lacune ne saurait être comblée actuellement par impossibilité morale d'enquêter sur un sujet tabou touchant à des différenciations intranationales sur lesquelles l'Etat moderne, dans une visée intégrative, préfère jeter le voile. En conséquence, nous ne donnerons en conclusion de cette partie que quelques indications sommaires sur des sociétés forestières et côtières peu stratifiées et de faible

dimension, dont les hiérarchies s'organisent surtout autour des rapports biologiques d'âge et de sexe, du prestige des chefs de lignages majeurs et des chasseurs, et du pouvoir magique des devins, sorciers et guérisseurs.

Pour des raisons documentaires, notre intérêt se portera presque exclusivement sur les deux ethnies numériquement majoritaires qui regroupent à elles seules plus des deux tiers de la population guinéenne. Les sociétés peul et malinké serviront d'exemples particulièrement représentatifs, pour le Fouta, de la destructuration de rapports sociaux après suppression de l'Etat islamique, et pour la Haute Guinée, des emprunts de structures traditionnelles par l'Etat moderne.

En soulignant en premier lieu les liens entre l'organisation politique traditionnelle et la stratification sociale, ressortiront mieux les ressemblances et différences entre les deux sociétés qui, chacune à un moment de leur histoire ont vécu sous régime étatique. Dans l'almamiat du Fouta, la position des groupes claniques se définit par rapport au pouvoir politique. Par contre dans la société manding, le pouvoir politique se définit en fonction de la hiérarchie de rang des lignages. En d'autres termes, le système politique est prioritaire analytiquement par rapport au système lignager chez les Peuls. A l'inverse chez les Malinké, le système politique épouse les lignes de clivage de la hiérarchie lignagère territoriale et dépend d'elle.

Au Fouta Djallon, les forces de développement des inégalités modernes ne prolongent pas celles des inégalités traditionnelles, comme le révèle une observation rapide, aussi est-il intéressant de savoir comment se composaient entre eux les rapports esclavagistes, féodaux, lignagers, de caste et d'ordre dont le mixte spécifique définit la nature de la stratification du Fouta au XIX^{ème} siècle, et quels étaient les points de faiblesse du système qui ont facilité sa destruction par des agents internes et externes.

Dans l'ethnie malinké organisée différemment, il semble que la compétition sociale fournisse une incitation majeure à la production de surplus, et que l'exercice des fonctions sociales soit à la base d'une suprématie politique donc d'un contrôle des hommes et de leurs moyens de production. Comment naît l'inégalité dans le contrôle des facteurs de production et dans la redistribution du produit social, et quelles en sont

les conséquences dans la formation d'une couche de paysans privilégiés ?
Telles seront les questions qui guideront la recherche empirique, et non
dogmatique, des conditions et formes de passage d'un type de stratifica-
tion à un autre, à travers un transfert sélectif de la forme de quelques
institutions socio-culturelles dépouillées de leur contenu traditionnel.

C H A P I T R E I V

LE SYSTEME PEUL FOUTANIE ET SON

PROCES DE DESTRUCTURATION

Les rapports de domination-subordination au Fouta Djallon

D'emblée se révèle à l'observateur le caractère foncièrement inégalitaire des sociétés peul d'Afrique occidentale. Dans celle du Fouta Djallon, chaque strate sociale est dépositaire de statuts institutionnalisés par des coutumiers vécus délimitant à chacune ses droits et ses obligations. Les hommes libres (rimbe, sing. dimmo) se distinguent politiquement, économiquement et culturellement des gens de condition servile (dijaabe, sing. dijaado) aussi bien que des artisans castés (neenube, sing. neeno) en état de marginalisation politique, mais supérieurs aux esclaves. A l'intérieur même des strates, le compartimentage social est accusé par des distinctions hiérarchiques. Ainsi parmi les hommes libres, les catégories sociales s'étagent selon le rang ascendant : non peul, peul bourouré (éleveurs de brousse), peul du commun, membre d'un lignage aristocratique de chefs. Parmi les gens de caste, les potiers se situent au bas de l'échelle et les tisserands à l'autre extrémité. Chez les esclaves, l'esclave de case est supérieur à l'esclave de conquête, lequel peut éventuellement avoir à son service un "esclave d'esclave".

Le terme de système d'ordre, employé par G. Balandier (1), conviendrait le mieux pour désigner l'ordonnance hiérarchique de ces groupes en situation relative de domination ou de subordination, à condition que soit précisé le contenu des rapports existant entre eux. Or jusqu'à présent, ces rapports ont été interprétés par référence à des schémas de systématisation en partie inadéquats. Ainsi a-t-on défini la société peule du Fouta comme étant une féodalité, un régime de castes, un système esclavagiste.

Le système d'ordre dominant inclut en fait des aspects d'autres systèmes connus sans que l'on soit en droit d'attribuer au tout les caractères des parties. Ainsi montrerons-nous que le concept de féodalité convient mal à des sociétés qui pourtant comportent des nobles, des vassaux

(1) G. BALANDIER - Anthropologie politique, P.U.F., 1967, pp. 105-107.

et tributaires, que l'organisation lignagère a pour cadre de fonctionnement les clivages de l'organisation politique qui lui est supérieure et que si s'expriment des rapports de maître à esclave, la nature de ces rapports, le poids démographique des deux groupes, et le système des droits et devoirs réciproques, interdisent d'assimiler tout le régime à ce que les marxistes nomment le mode de production esclavagiste. Enfin, les caractéristiques du système des castes s'appliquent essentiellement aux artisans et aux griots (comme nous le soulignerons dans le chapitre sur l'artisanat).

Appliqué à des situations fort diverses, le terme de féodalité recouvre des thèses qui, si elles convergent pour l'essentiel, diffèrent notablement quant au mode d'accentuation des phénomènes jugés les plus explicatifs du système. La référence historique servant à l'élaboration du modèle est dans tous les cas l'Occident médiéval. Pour le marxiste, l'explication d'ensemble des rapports sociaux se noue autour de la possession ou de la non possession des domaines territoriaux, déterminant le mode de production, tandis que pour Gurvitch, c'est la pluralité des hiérarchies qui permet d'expliquer le système. Quant aux historiens, ils appellent féodale la société où l'existence politique se fonde sur un acte d'allégeance personnelle lié principalement à l'appropriation de la terre. Mais selon l'insistance de l'analyste sur telle ou telle forme de rapports sociaux, et selon les cas étudiés (Bunyoro, Bariba du Dahomey, Ruanda par exemple), l'image du féodalisme est sujette à modification. Sans entrer dans les controverses de F.L. Ganshof, John Beattie, Jacques Maquet, Jacques Lombard (1), on peut retenir de leurs interprétations, l'importance qu'ils accordent au lien interpersonnel de dépendance, et la nécessaire distance à prendre par rapport au modèle occidental pour la compré-

(1) F.L. GANSHOF - Qu'est-ce que la féodalité, Bruxelles, 1944.

J. BEATTIE - Bunyoro, An African Kingdom, New York, 1960

J. MAQUET - Une hypothèse pour l'étude des féodalités africaines, Cahiers d'Etudes Africaines, II, 2 (6) 1961, pp. 292-314.

J. LOMBARD - Structures de type 'féodal' en Afrique Noire, Mouton, 1966.

hension des cas africains. J. Maquet va même jusqu'à contester que la féodalité soit un mode de production bien qu'elle nécessite des surplus économiques ; il la considère comme un régime politique.

Pour le cas que nous allons examiner, le trait politique apparaît comme majeur. Droits et privilèges se fondent moins sur la possession de la terre et du bétail que sur les fonctions politico-administratives déléguées de manière stable à quelques chefs de province et de village, par un pouvoir centralisé. Jamais les pouvoirs et droits lignagers n'ont véritablement menacé l'organisation politique. Afin de préciser notre point de vue sur la valeur de l'analogie féodale, et tout en recherchant la nature exacte des rapports entre strates sociales, nous tenterons d'unir la référence à quatre critères :

- d'ordre politique : le mode d'allégeance ou type de lien de dépendance ;
- d'ordre économique : l'appartenance du sol ;
- d'ordre sociologique : la compétition des groupements hiérarchisés ;
- d'ordre psychosocial : les fondements statutaires du système des ordres.

Nous n'allons pas inventer une nouvelle féodalité parce que nous avons perçu une "aristocratie" foulane aux caractères originaux, ni pousser à tout prix dans le schéma marxiste des cinq stades, les faits observés pour montrer qu'ils se moulaient dans une théorie déjà forgée. Nous utiliserons seulement les quatre repères précédents, que nous jugeons significatifs des élaborations théoriques sur la féodalité, pour mieux saisir la nature des rapports sociaux de production qui sont aussi des relations entre groupes stratifiés.

I - Le mode d'allégeance réfère d'abord aux structures du pouvoir et au système hiérarchique des liens entre les diverses couches de la société, exprimés par les idées de suzeraineté, de vassalité, de servage. Ces idées renvoient à tout un complexe de relations à caractère personnel de dépendance et de protection. Distingués par leur vocation guerrière et leur exercice du commandement, les seigneurs vassaux du Moyen-Age européen s'engageaient personnellement à l'égard de leur suzerain, lequel leur concédait un fief en échange du service militaire. Détentour par la grâce d'Allah, d'un pouvoir qui lui était confié par les membres du grand Conseil des anciens, l'almami du Fouta était bien le souverain de la province de Timbo en

ce qu'il avait pouvoir de commander et de contraindre dans la province qui était son "bien de famille". Par rapport aux huit autres provinces, il n'était que le suzerain, donnant l'investiture aux chefs de diwax (provinces) et recevant d'eux des tributs de vassalité, mais sans pouvoir direct sur les habitants du diwal qui dépendaient de leur chef. Du simple hameau jusqu'au sommet de la pyramide socio-territoriale, existaient des liens étroits de subordination. Le chef d'un marga (hameau) dépendait d'un chef de miside (village-mosquée). Les chefs de miside reconnaissaient l'autorité d'un misidaji maudo ou chef de village-mère. Celui-ci était soumis au chef de province (lando). Le chef de province dépendait à son tour du chef suprême l'almami, lequel dépendait de Dieu mais aussi du grand Conseil des anciens. Et c'est là que surgissent les difficultés d'application du schéma de féodalité médiévale, de même qu'à propos de la notion de fief.

Nier que la terminologie des institutions médiévales puisse s'appliquer en partie au Fouta des XVIII et XIXème siècle serait méconnaître les fortes analogies qu'on remarquées tous les observateurs. Néanmoins, il convient de formuler d'importantes restrictions, tenant d'une part à la généralisation du système électif, et d'autre part à la nature des fiefs. Le caractère de démocratie représentative avec élection par des assemblées souveraines à tous les postes politiques ou religieux nous apparaît aussi clairement que l'aspect de féodalité qui se dégage de l'hérédité des fonctions politico-administratives dans des familles bien définies et de l'attribution de domaines territoriaux aux grands vassaux qu'étaient les chefs de province.

La première différence importante d'avec le Moyen-Age occidental tient au mode d'attribution du pouvoir. Les chefs de diwal en obtenant l'investiture de l'almami ne recevaient en définitive que la validation de leur élection par les assemblées de leur province respective. De même, l'almami était choisi par le grand Conseil de ^{Fouta}~~Fouta~~ ~~Djallon~~ et intronisé par le chef de cette province. De la plus basse instance territoriale, le village de serviteurs (dume) excepté, jusqu'à la plus élevée, "chaque chef d'une unité politique du Fouta, comme le note T. Diallo, devait son pouvoir d'une part à sa famille (car le pouvoir était héréditaire dans une ou deux familles ou branches de famille) et d'autre part à l'Assemblée ou Conseil de sa communauté (car le pouvoir a toujours été électif au niveau des individus)" (1).

(1) Thierno DIALLO - Les institutions politiques du Fouta Djallon, Thèse de 3ème cycle, ronéoté, à paraître.

La seconde différence capitale a trait à l'idée même de fief, ou partage du droit de propriété qui caractérise la féodalité et qui comporte une donation, avec en retour l'hommage du fief à son feudataire. Jusqu'au XI^{ème} siècle, en Europe, le fief désigne toute donation conditionnelle, l'objet concédé pouvant être une terre, un cens, un droit, un péage, un office, un serf ou un groupe de serfs. Entendu dans ce sens, il existe au Fouta, sous la forme de l'obligation de rendre biens et services au supérieur qui a donné à son subordonné le droit d'en acquérir, mais il n'est ni de perception par le suzerain d'un droit de relief pour nouvelle investiture, ni d'aliénabilité du fief, ni de fief en besant par absence de circulation monétaire, ni de fief-rente par lesquels des avantages économiques susciteraient des réseaux de fidélité politique. Surtout, le fief que les chefs de diwal tiennent de leur almami ne consiste pas dans un domaine agricole. G. Vieillard, tout en utilisant le terme apporte les précisions suivantes dans une démonstration analogue à celle d'Evans-Pritchard à propos de l'état Zandé (1) : "Le pays était divisé en fiefs, mais c'étaient les gens qui étaient donnés en fief, beaucoup plus que la terre : le fief avait bien tendance à devenir territorial ; mais les vassaux n'échappaient à leurs suzerains, pas plus que les serfs aux maîtres ; en émigrant, le lien héréditaire n'était pas coupé pour cela ; la marche vers la périphérie, surtout vers l'ouest, éloignait les protégés-exploités de leurs seigneurs, mais ne les en séparait pas ; la conquête de nouvelles terres par les seigneurs eux-mêmes créaient aussi de nouveaux liens entre le centre et les populations des marches ; Alfa Yaya signait : Malik du Labé, Sahib du Kadé, on pourrait traduire : Roi du Labé, Marquis du Kadé" (2). Les groupes agnatiques seuls contrôlaient la terre et le bétail ; et le pouvoir politique ne se fondait que sur la domination des personnes et des groupes.

La situation de Timbo comme capitale ne conférait au diwal de résidence de l'almami aucune prééminence sur les autres diwe grands ou potentiels. L'almami ne saurait être non plus considéré comme détenteur de fiefs qu'il accordait ou refusait à tel vassal selon son bon plaisir puisque la

(1) E. Evans PRITCHARD - La femme dans les sociétés primitives, P.U.F., 1971, pp. 93-122.

(2) G. VIEILLARD - Notes sur les Peuls du Fouta Djallon, Bulletin de l'IFAN, II, 1-2, 1940, p. 123.

primauté toute relative qu'il avait, lui avait été concédée par eux au nom des intérêts supérieurs de l'Islam.

2 - Si les institutions politiques forment un mixte de féodalité et de démocratie représentative, les institutions économiques relatives au sol relèvent d'un système lignager de tenure. L'allocation temporaire d'un droit d'usage des terres qu'un seigneur propriétaire faisait à des vassaux à titre précaire, tend après la conquête, au fur et à mesure des années, tandis que se produit la sédentarisation des pasteurs et pour cette raison même, à se muer en possession lignagère et familiale définitive, les esclaves ne jouissant d'ailleurs jamais d'une quelconque propriété foncière, si tant est que l'on puisse parler de propriété foncière dans un pays où s'enchevêtrent les droits sur le sol (1).

Après la conquête, la terre fut répartie en trois catégories :

1) la terre héréditaire (leydi ronandi) resta aux premiers occupants du Fouta, les Dialonké, qui se soumirent à la nouvelle religion apportée par les pasteurs conquérants ;

2) la terre acquise (leydi sodandi) avant la conquête par les Pulli pasteurs qui l'avaient obtenu des Dialonké, en échange des produits de leur troupeau et de leur chasse, fut laissée mais de manière précaire à ces Pulli, à titre de jouissance seulement. On ne leur reconnaissait de propriété que sur les terrains où s'élevaient leurs demeures ;

3) la terre conquise (leydi jattandi) abandonnée pendant la guerre sainte par les autochtones, ou qui leur fut ôtée lorsque les vainqueurs réduisirent en esclavage les non-croyants, fut donnée en apanage aux chefs de famille peul qui se fixèrent près des villages d'esclaves. Eleveurs ignorant les travaux agricoles, les Peul firent travailler leur terre par des esclaves, ou bien lorsque ceux-ci s'émancipaient, ils leur concédaient un droit de culture moyennant versement d'une dîme sur les récoltes, appelée farilla.

Après la première installation des conquérants, les redistributions éventuelles de terres lors de la survenance ou de la disparition d'une famille furent réglées au niveau des villages par les conseils d'anciens.

Dans aucun de ces cas, il ne s'agit donc d'une concession accordée

(1) Cf. notre chapitre sur la dynamique des systèmes fonciers.

par un seigneur qui en obtiendrait une rente. Le chef d'un diwal ne possède pas la terre de son diwal, mais il est seulement chef des terres de son lignage selon le principe de séniorité. L'autonomie de gestion des groupes agnatiques d'hommes libres sur les terres qu'ils ont mis en valeur rend non pertinente l'idée même de fief. On ne saurait donc, comme dans la féodalité européenne, distinguer une hiérarchie de groupements patrimoniaux ayant un caractère économique, mais seulement des rapports entre tenanciers de terre à différents titres dans un cadre purement lignager.

3 - Cette remarque nous invite à référer l'exemple foutanien au modèle par lequel Gurvitch définit la structure féodale : le pluralisme et la compétition entre cinq hiérarchies différentes (1) :

a) la fédération hiérarchisée des groupements militaires sur la base de l'hommage vassalique ;

b) la hiérarchie des groupements patrimoniaux parallèle à celle des suzerains-vassaux ;

c) la hiérarchie ayant à sa tête l'Etat monarchique. Entre le roi féodal, primus inter pares, et la population, se place la double chaîne des fidélités vassaliques et des groupements patrimoniaux ;

d) la hiérarchie ecclésiastique qui possède un droit à l'enseignement et un pouvoir justicier, et dans laquelle s'incarne, visible, le corpus mysticum ;

e) les hiérarchies de groupements des villes affranchies.

Au Fouta Djalon n'existe pas de ville affranchie. Quant à la hiérarchie ecclésiastique, elle est peu structurée comme partout dans l'Islam, et soumise au pouvoir de l'almami, à la fois chef séculier et imam suprême selon l'étymologie du terme : al-imam. Puisqu'il n'est pas à proprement parler de patrimoine seigneurial mais seulement des tenures lignagères, la seule hiérarchie observable est une hiérarchie à la fois militaire et administrative à l'intérieur d'une monarchie oligarchique ; le chef de guerre s'identifie au chef de diwal. Celui-ci commande son contingent militaire à la guerre sainte, mais peut aussi se faire remplacer par un de ses proches : fils aîné, frère ou simple collaborateur de confiance. Il a aussi pour charge de développer l'enseignement de l'Islam dans sa province. A la différence de ce qui se passait dans le Moyen-Age européen,

(1) G. GURVITCH - La vocation actuelle de la sociologie, P.U.F., 2ème éd. 1957, pp. 461-466.

les impôts qu'il lève ne servent pas à l'accumulation de richesses pour son profit ; ils alimentent seulement le trésor public pour permettre l'entretien des troupes dans la guerre sainte. Néanmoins, au cours du XIX^{ème} siècle, leur destination est parfois modifiée, certains chefs entretenant une nuée de courtisans oisifs. Leur puissance économique se marque alors dans leur tendance à concentrer entre leurs mains trois formes de biens : la terre, le bétail et les esclaves.

4 - Enfin, toutes proportions gardées, si l'on considère comme une noblesse l'ensemble des familles à l'intérieur desquelles se transmettent les chefferies de miside et de diwe, et comme une roture le reste des rimbe ; si l'on traduit le mot clergé par "ensemble des marabouts lettrés", il apparaît possible d'appliquer au Fouta Djallon les traits d'un système d'ordre étudiés par Tonniès et Weber (1). Il existe en effet une hiérarchisation des groupes statutaires fondée sur des critères d'honneur et de prestige. Le rang dans la hiérarchie, parmi les ordres supérieurs, dépend de la naissance comme dans les systèmes de castes. Néanmoins, si une certaine endogamie préserve les positions de la noblesse, le principe demeure relativement souple en raison des possibilités d'anoblissement, et le clergé (ordre ouvert aux roturiers) ne saurait être spécifié par des caractères héréditaires ou par l'endogamie. Comme l'indique Tonniès, l'honneur, valeur de référence, dépend du statut ; les ordres dirigeants détiennent généralement des fonctions militaires et religieuses ; l'orgueil aristocratique s'entretient par la conscience d'un style de vie distinctif régi par un code, tandis que le clergé exploite son privilège d'accointance avec le sacré.

L'analogie pêche cependant en ce que : 1) la distinction noblesse, clergé, roture, n'englobe pas toute la société et laisse en marge les artisans castés, les griots et les esclaves ; 2) la noblesse n'est pas spécifiée au Fouta par une richesse économique et des comportements consummatoires très distinctifs, mais surtout par son pouvoir exécutif, ses droits à prélever les impôts et à recruter des combattants ; 3) le clergé musulman n'est pas structuré dans une organisation religieuse centralisée, et de ce fait, ne représente pas un ordre comme dans la société française.

Si à la base économique (droits d'occupation de la terre et prélèvements coutumiers) correspond tout un réseau de liens interpersonnels,

(1) F. TONNIÉS - Communauté et Société, trad. franç., P.U.F., 1944.

M. WEBER - Economie et Société, trad. franç., Plon, 1971.

ces liens se définissent mieux par référence, d'une part au système lignager, et d'autre part au système d'esclavage caractérisé par la propriété de la personne.

L'approche de la société foulane par référence au féodalisme a permis de souligner l'importance primordiale du critère politique dans la stratification. Celle-ci s'exprime encore sous la forme d'une hiérarchie de lignages locaux d'hommes libres. Des différenciations existent entre lignages forts et lignages faibles. Les teekunji de la miside, unités politiques minimales et groupes de lignages associés, entretiennent entre eux des rapports de séniorité et des rapports d'adoption comprenant des obligations réciproques, des échanges asymétriques de services et de femmes qui manifestent combien l'organisation lignagère est elle-même inégalitaire, parce qu'elle se fonde sur la transmission héréditaire des rapports de forces.

M. Dupire a dépeint avec une telle précision la structure lignagère et politique de la paroisse que son texte vaut tous les commentaires : "Au sommet de l'échelle se situe la branche régnante (suudu laamu) suivie des autres branches du lignage dominant (lomotoobe), lequel est toujours le lignage dirigeant du premier teekun de la miside. Puis viennent les lignages dirigeant les teekunji cadets de la miside qui le plus souvent sont des branches du lignage gouvernant la région (diwal). La subordination des lignages autonomes Foula par rapport aux précédents s'exprime par leur situation relative à l'intérieur de leur teekun. Enfin les segments raccrochés par adoption possèdent le même statut politique que leur lignage adoptif mais occupent la position cadette (1)".

L'assimilation des lignages étrangers s'est produite selon leur statut par rattachement au teekun dominant et adoption de son nom de clan pour les islamisés, par intégration au clan des convertisseurs pour les animistes, par simple autorisation de droits d'usage sur les terres sans

(1) M. DUPIRE - Organisation sociale des Peul , Plon, 1970, p. 413.

incorporation clanique pour les groupes arrivés après l'expansion territoriale et religieuse.

L'ordre de préséance des unités agnatiques corésidentes, reflétant leur ordre d'arrivée dans le village, se traduit lors des rassemblements cérémoniels par leur alignement sur le terrain et prouve d'une autre manière l'inégalité des relations lignagères. Dans cette société fortement hiérarchisée et au pouvoir centralisé, le statut social et les droits politiques se transmettent par filiation agnatique. A l'intérieur même du lignage, chaque individu est en position de supériorité par rapport à ses frères et soeurs cadets, à ses cousins parallèles et aux enfants de ses tantes paternelles plus jeunes que lui.

La hiérarchie politique des lignages locaux, résultant en grande partie de la conquête militaire du terroir qu'ils occupent, est confirmée par une organisation proprement lignagère dans laquelle la hiérarchie des droits se fonde sur la primogéniture et la séniorité. La séniorité l'emporte sur la primogéniture. Dans chaque segment, le patriarche (maudo) est le plus âgé de la plus vieille génération, et pas nécessairement l'aîné de la branche aînée. Les fonctions les plus importantes du lignage tiennent au contrôle des terres, au contrôle des femmes et au contrôle des incorporations au lignage par adoption. Les droits complexes sur la terre : droit religieux des premiers occupants, droits de propriété des conquérants-exploitants, droits politiques des chefs de la confédération, droits des étrangers obtenus par vivification, sont eux-mêmes hiérarchisés. Le droit d'autoriser une culture appartient au maître de terres du segment propriétaire, qui transmet la demande au patriarche du lignage (maudo dambugal). Dans toutes les opérations foncières, le lignage intervient, attachant généralement une grande importance au maintien de la terre conquise par les ancêtres, dans le groupe des parents agnatiques qui sont cogérants des terres collectives.

Tous les actes sociaux d'intérêt collectif comme l'inposition du nom, la circoncision, le mariage, le divorce, relèvent aussi du lignage et se traitent en suivant la voie hiérarchique d'information : intéressé - frère aîné - père - maudo suudu - maudo dambugal - et éventuellement maudo gorol.

Pour l'acquisition des femmes est nécessaire le consentement des patriarches du segment de lignage de l'épouse et de l'époux. Le contrôle

du patrilineage se marque encore davantage dans le remariage des veuves et dans sa tendance générale à retenir les biens et les femmes par le moyen d'une endogamie très accusée. Il protège aussi sa pureté, ses terres et son prestige en n'intégrant que rarement par adoption des étrangers ou des serviteurs affranchis. Seule la richesse ou le statut de marabout de ceux-ci peut ne pas porter atteinte au prestige du lignage assimilateur qui doit consacrer tout affranchissement par une concession dans la miside.

L'interférence des hiérarchies politiques et de l'organisation lignagère se manifeste encore de bien des manières : dans l'extension territoriale, dans la prolificité et la richesse supérieure en bétail des lignages dominants, dans l'ordre de distribution des parts de viande lors du sacrifice cérémoniel d'un animal, dans les scissions et segmentations de lignages pour des raisons de commandement de la miside ou des problèmes fonciers, dans l'émigration plus marquée parmi les segments évincés du commandement... Bien d'autres remarques permettraient de montrer que s'il existe, comme dans la majeure partie de l'Afrique, une organisation lignagère, celle-ci accuse peu les droits de primogéniture.

Quoique la parenté n'ait pas directement de signification politique, il faut à tout prix pour le Fouta, la saisir sous l'angle de l'organisation politique dans laquelle elle s'insère. Les structures de domination règlent les structures de réciprocité en ce sens que les alliances et les solidarités entre lignages s'inscrivent dans les articulations plus vastes du champ politique. Ce ne sont pas tant les différences de potentiel entre individus différenciés par leur statut intrafamilial, ou entre groupes lignagers différenciés selon leur priorité résidentielle, ni les oppositions entre coalitions villageoises, qui rendent compte de la dynamique fonctionnelle de la société peule dans son ensemble ; ce sont plutôt les décalages politiques entre lignages et entre individus, leur distance au pouvoir qui expliquent les stratégies d'alliance et l'énergie libérée entre pôles lignagers situés à des niveaux différents dans la hiérarchie des ordres.

En résumé, le critère politique est décisif dans l'explication de l'origine de la stratification du Fouta. Les rapports de production dépendent primordialement de la domination politique d'un groupe ethnique, obtenue par conquête et maintenue par une organisation administrative qui

recoupe les cadres de la structure politique et privilégie économiquement (impositions, tribut, travail), les chefs de cette organisation. L'organisation lignagère est secondaire par rapport à l'organisation politique, en ce sens que les clivages produits par celle-ci déterminent les cadres de fonctionnement de celle-là.

S'il n'est pas possible d'identifier le système peul à un féodalisme, ni de le considérer comme seulement lignager, doit-on le classer avec plus de pertinence parmi les formations sociales au mode de production esclavagiste ?

Affirmer que l'origine de l'esclavage est lié à un certain état de l'économie caractérisé par l'absence d'un moteur autre qu'humain ou animal et par la nécessité de recruter un personnel apte à faire un travail pénible mais qui refuserait de s'y astreindre s'il n'y était contraint par la force, ne permet pas d'expliquer pourquoi, dans des états technologiques semblables en Afrique précoloniale, certaines sociétés sont esclavagistes et d'autres non. En somme, l'explication marxiste souligne une condition nécessaire mais non suffisante de l'esclavage. De multiples études empiriques doivent compléter la théorie et la corriger au besoin. C'est ce à quoi visera notre analyse de cas.

Au Fouta Djalon, l'esclavage a eu pour facteur initial : la guerre, pour finalité constante : l'utilité économique, pour idéologie justificative : la religion islamique, pour moyen de reproduction : la naissance, la razzia et l'achat. L'histoire connue du Fouta est celle, du XVème au XVIIème siècle, d'une symbiose entre pasteurs peul fétichistes et Dialonké qui possédaient déjà des esclaves, puis au XVIIIème siècle, celle de la réduction au servage des autochtones dialonké par une nouvelle vague d'émigrants peul⁴, pasteurs et guerriers islamisés ("la triple aristocratie du livre, de la houlette et de la lance", selon l'expression de G. Vieillard). Les anciens maîtres, à moins qu'ils n'aient choisi l'exil ou la conversion à l'Islam, devinrent après la bataille de Talansan en 1747, les serviteurs des "pauvres héros" qu'ils avaient d'abord accueillis et tolérés avec un peu de méfiance. Plutôt que la raison du vainqueur qui eut

été trop cynique pour justifier l'esclavage, les Foulas ^{ou} préférèrent invoquer la tradition musulmane des Khalifes, qui assimile tout infidèle à un inférieur. En réalité, l'esclavage s'est maintenu surtout en raison de nécessités économiques : le besoin d'une main-d'oeuvre agricole et domestique, mais aussi la recherche d'un avantage lucratif pour les chefs qui vendaient aux négriers blancs leurs esclaves, comme une marchandise.

Sous la colonisation, la menace d'être envoyé aux travaux des Blancs a sans doute incité les maîtres peul à conserver leurs serviteurs qu'ils pouvaient envoyer à leur place satisfaire aux demandes de travailleurs, de militaires et d'écoliers. Actuellement, il n'est pas certain que le relatif sous-développement économique du Fouta par rapport à la Basse et à la Haute Guinée, ne soit pas dû, plus qu'à des raisons géographiques, au maintien jusqu'à la fin de la colonisation, de cette main-d'oeuvre à bon marché fournie par l'esclavage qui limitait l'intérêt d'une modernisation rurale. On pourrait cependant rétorquer à bon droit que l'introduction du machinisme et notamment de la charrue attelée a facilité chez les maîtres l'acceptation d'une émancipation progressive de leurs esclaves. Les deux explications nous semblent valoir simultanément.

De ce qui vient d'être noté ressort une surimposition très nette de différents clivages :

- clivage démographique : autochtones et immigrés ;
- clivage ethnique : souches baga et dialonké contrôlées par les Peuls ;
- clivage morphologique : Peul peu résistant au travail physique, serfs habitués au dur travail de la terre ;
- clivage politique : statuts de dominés et de dominateurs ;
- clivage organisationnel : communautés lignagères pacifiques réduites par un état guerrier centralisé ;
- clivage économique : agriculteurs travaillant pour le compte de pasteurs sédentarisés ;
- clivage religieux : palens (initialement) sous la coupe de musulmans ;
- clivage culturel : société non lettrée soumise à une aristocratie du "livre".

Les différenciations entre maîtres et esclaves sont observables autant dans leur genre de vie que dans leur rôle productif ou leur rapport de domination-subordination. En ce qui concerne le genre de vie, une discrimination absolue est de règle entre les deux catégories sociales, qui se traduit notamment : 1) par une ségrégation dans l'habitat : séparation des fulaso où vivent les maîtres et des runde qu'habitent les serviteurs ; 2) par des interdits matrimoniaux : impossibilité pour l'esclave mâle de changer de condition en épousant une jeune fille peul , 3) par des blocages professionnels : interdiction pour les maccube (esclaves de conquête) d'exercer les métiers de commerçant, d'écrivain et de guerrier.

Ce dernier interdit sera le premier à être levé, mais seulement au XXème siècle comme nous le verrons. Les maîtres, par l'envoi de leurs serviteurs dans les armées et dans les écoles françaises précipiteront involontairement l'ascension socio-économique de leurs serviteurs qui investiront alors dans le commerce et les transports.

Mais pendant les deux siècles précédents, les esclaves ne participèrent aux guerres des Peul que dans l'intendance et le transport des bagages ; jamais en tant que fantassins, le combat étant affaire d'hommes libres, de musulmans, seuls dignes de l'honneur d'accéder au paradis d'Allah en mourant pour la cause musulmane. Cependant, lorsque les Houbou manifestèrent des velléités de dissidence, l'assemblée fédérale de Fougoumba se montra réticente à envoyer des soldats musulmans combattre d'autres musulmans ; aussi comme les almanis n'eurent pour les suivre dans leur lutte que peu d'hommes libres, ils recrutèrent des esclaves dans la province de Timbo pour marcher contre le Fitaba. Les raisons profondes de la non participation des esclaves aux guerres saintes nous semblent devoir être cherchées ailleurs que dans des motivations religieuses, tout particulièrement dans le risque de trahison qu'il y aurait eu à armer des esclaves raziés contre leurs frères, ou les Dialonké asservis contre leurs compatriotes refoulés du Fouta, mais aussi dans le rôle économique indispensable qu'assumaient les esclaves dans le domaine agricole en tant que producteurs de biens de subsistance pour la société peul (1).

(1) T. DIALLO - op. cit., pp. 60-61.

Jusqu'à présent ont été souligné des traits caractéristiques d'un état d'esclavage, que l'on peut retrouver en bien d'autres sociétés. Il importe, pour différencier le cas foutanien, d'examiner le poids démographique des esclaves, leur condition sociale et les obligations réciproques des maîtres et des esclaves. Cette approche nous permettra d'attribuer leur contenu exact aux termes employés les uns pour les autres d'esclave, de captif, de serf ou de serviteur, tous imparfaitement adéquat parce que ne répondant pas aux définitions généralement abstraites de cas occidentaux. Notre définition par description évitera de stériles querelles de vocabulaire.

Selon G. Vieillard, la proportion des esclaves sur la population totale était, dans les années trente de la moitié dans le Fouta central et occidental, du tiers dans le Bas Fouta. Ils appartiennent à deux catégories : les captifs de case (ndimaabe) évalués à 10 % de la population serve dans le Labé (1), et les captifs des champs (maccube), 90 %, capturés dans une guerre ou une razzia (nangaabe), ou bien obtenus par achat ou mise en gage (soodabe). D'après un système d'équivalence bétail-captif (1 captif pour 3 vaches en 1904, 2 captifs pour une vache ou 150 F en 1936), les maccube pouvaient être vendus. Après trois ou quatre générations, leurs descendants pouvaient devenir ndimaabe inaliénables.

Les maccube étaient affectés principalement aux travaux de culture sur des terres appartenant à leurs maîtres, mais aussi aux travaux pénibles de clôture des carrés, de couverture des cases, de ramassage du bois de construction. La concession du runde dans lequel ils vivaient était aussi établie sur les terres du segment de lignage de leurs maîtres. Eux-mêmes pouvaient être échangés, vendus ou cédés. Ils entraient comme éléments dans les biens successoraux, dans les prestations matrimoniales, dans les cadeaux aux chefs et hôtes de marque, si bien que la plupart des anciens maccube ont fait l'objet de transferts fréquents, d'autant que pour agrandir leurs domaines, les chefs dépêchaient souvent dans les terres conquises une main-d'oeuvre servile, comme le fit Alfa Yaya mo Labé en faisant déplacer des esclaves pour cultiver des terres à riz dans le Nunez, le Badiar et le Kinsi. Les enfants issus d'un mariage entre deux

(1) Archives de l'Institut National de Recherches et de Documentation de Guinée ; Monographie de Labé.

esclaves appartenant à des maîtres différents revenaient au propriétaire de la femme esclave, c'est-à-dire de la mère.

"Mais l'appropriation des biens personnels du serf, dit M. Dupire, différait de celle de sa personne. A l'exception d'une redevance - autrefois d'un boeuf (ngari pullo) dû au maître sur la compensation matrimoniale de la serve et sur l'héritage du serf - ses biens ainsi que sa concession, résultant de son travail, étaient hérités par ses fils, qui continuaient à cultiver les champs de leur père, lorsqu'ils avaient le même maître que lui. Le serf pouvait posséder lui-même des captifs et s'affranchir en payant une rançon. Pour résoudre les complexités engendrées par cette disharmonie entre un mode de résidence patrilocal et un mode de filiation utérin, les maîtres s'arrangeaient pour marier leurs serfs avec leurs serves, ou encore rachetaient les enfants de leurs serfs au maître de leur mère" (1).

Mieux adaptés que les conquérants au milieu matériel, et traditionnellement agriculteurs et animistes, les serviteurs continuent d'exercer parmi les Peul leurs anciennes fonctions économiques et magiques. Ce sont eux qui chassent la biche et l'hippopotame, qui se livrent toute l'année à la culture du riz, du fonio et du maïs. Connaissant la végétation locale et détenteurs des secrets magiques de leurs ancêtres, ils deviennent médecins des Peul lorsque s'avèrent impuissants les remèdes des marabouts. Tout Peul les suspecte de sorcellerie, en ayant aperçu s'adonner de nuit au milieu des buissons à quelque rite bizarre. Un enfant peul est-il atteint d'un mal inexorable qu'aussitôt on incrimine le runde voisin. On somme la vieille esclave considérée comme puits de science en sorcellerie de restituer à l'enfant la santé. Son échec éventuel est imputé à sa mauvaise foi. Il arrivait même autrefois qu'on la mette à mort si l'enfant passait à trépas. Parmi les serfs se recrutaient aussi les devins que l'on consultait jadis sur l'issue de la guerre.

Quant aux ndimaabe, leur statut de captifs de case les rapproche du serf médiéval. Désignés à cause de leur intelligence et de leur fidélité, ils étaient recrutés parmi les anciens maîtres du pays. Une telle

(1) M. DUPIRE - op. cit., p. 430.

marque d'estime de la part des maîtres était considérée comme un signe d'élévation dans la hiérarchie des esclaves. Ils avaient leurs champs personnels, pouvaient se constituer une petite fortune et obtenir leur affranchissement sans difficulté notable. Ils ne faisaient l'objet ni d'échange, ni de vente, mais pouvaient entrer dans les prestations matrimoniales de la manière suivante. A l'occasion du mariage d'une fille peul, on choisissait un enfant de 5 à 6 ans dans le rundo comme part de la dotation. Les parents de cet enfant se réjouissaient de le voir ainsi adopté, car il le savaient désormais à l'abri du besoin et assuré de recevoir une éducation à la Foula (1). Cet enfant désormais sous la coupe légale de son père adoptif devenait à la naissance d'un enfant de celui-ci, le serviteur et le compagnon de jeu de son "petit maître". Il lui enseignait l'art de chasser, de tendre un piège, de nager, de lutter. Il aidait aux travaux du ménage et du jardin, surveillait la concession, les champs et les troupeaux, et souvent subissait en même temps que le fils de famille les grandes épreuves de la vie : première leçon coranique, circoncision, mariage quelquefois. Ainsi le ndimaajo accordait-il sa compagnie comme le maccudo sa force et sa peine.

Des obligations réciproques liaient le maître et l'esclave. Le maître devait veiller à la nourriture, à l'installation et à l'entretien de ses esclaves. Il leur fournissait du terrain pour construire et cultiver, et assumait tout en les châtiât à volonté, la responsabilité de leurs délits. Le serf devait en revanche obéissance à son maître. Il lui fallait travailler sur ses champs s'il était maccudo et suivre son maître sauf ordre contraire, dans ses changements de résidence. Lors des fêtes, il pouvait cependant espérer de son maître une excellente nourriture et quelques vieux habits, non pas comme un droit mais comme un sacrifice recommandé par la tradition musulmane pour que le croyant échappe aux affres de l'enfer. A l'égard de son maître, s'imposaient des règles de respect : s'accroupir, baisser le regard, employer la deuxième personne du pluriel lorsqu'il s'adressait à lui. Inversement, quel que fut son âge, le Foula

(1) Foula est le mot par lequel les ethnies voisines désignent les Peul de Guinée. Les Foula Bourouré, ou Peul de brousse, appartiennent à la première vague d'éleveurs animistes qui occupa le Fouta vers le XIVème siècle. Les ethnologues les différencient culturellement en les appelant poulli ou pulli. Le terme pullo signifie "Le Peul", mon maître, dans la bouche d'un esclave ou d'un artisan.

tutoyait le maccudo, quand bien même il utilisait le terme koto (grand-frère) pour lui manifester le respect dû à la vieillesse. Si les serviteurs manquaient de recours contre la brutalité et les mauvais traitements, ils ne demeuraient pas totalement exposés à l'arbitraire : la mise à mort d'un esclave sans raison grave était réprouvée par la communauté peul. Seul le conseil de village pouvait décider de la vie ou de la mort d'un serviteur coupable.

Au total, les meilleurs connaisseurs du Fouta (G. Vieillard, J. Richard-Molard, M. Dupire, T. Diallo) reconnaissent que la condition d'esclave n'y a jamais été aussi pénible que celle des esclaves de l'antiquité méditerranéenne ou des esclaves transplantés en Amérique, en raison même de l'économie de subsistance et des faibles exigences d'anciens pasteurs nomades ignorant pour une grande part les techniques agraires.

La perpétuation du système, sans réaction notable durant deux siècles, s'explique nous semble-t-il, par référence à un processus de contrôle des esclaves par la société dominante.

1) L'attribution du commandement du village d'esclave à un chef (manga) choisi parmi la plus importante famille de maccube permet d'établir chez les anciens propriétaires du sol une continuité avec l'organisation antérieure. Entre son runde et le chef du fulaso, ce manga sert de courroie de transmission. Afin d'éviter des abus de pouvoir, un autre manga jeune est désigné pour encadrer les jeunes esclaves, ce qui ne va pas sans créer parfois des conflits entre les deux autorités, ni sans favoriser aux yeux du maître un contrôle mutuel.

2) La surveillance des runde est généralement confiée à des Foula issus des milieux les plus humbles, des lignages faibles ou descendants de pulli fétichistes. Ceux-ci doivent habiter des endroits atterrant aux champs et marigots et installer dans leur concession les greniers à céréales qui alimentent le runde et le fulaso.

3) Géographiquement, le fulaso situé à mi-hauteur sur la colline, ou sur le plateau, domine le runde enfoncé dans la vallée près des champs et marigots. Parfois le runde se trouve enserré entre deux fulaso. Entre Labé et Donghel par exemple, distants de 5 kms, le chemin le plus aisé

passé par Sallya, le village d'esclave, ce qui permet un contrôle de la vie des concessions par le promeneur peul.

Par cette stratégie de contrôle social qu'opère la société dominante, on s'explique ainsi la rareté des tentatives de rébellion. D'autres raisons s'y ajoutent, qui relèvent d'une stratégie d'intégration par la langue, par les alliances et par la religion.

4) L'assimilation par la langue est devenue quasi totale au cœur du Fouta (Labé-Pita) où seuls de très rares maccube âgés se souviennent de quelques bribes de dialonké.

5) L'assimilation par l'alliance ou du moins par le concubinage avec des filles de ndimaabe a aussi permis aux Peul de dominer sans forte contestation dans le Fouta. Aux quatre femmes de condition libre autorisées par le Coran, les nobles adjoignaient souvent autant de concubines servies qu'il leur plaisait. Les almamis soria donnèrent l'exemple. La pratique se généralisa rapidement, si bien que dans certaines familles de chef, les femmes peul, en général préférées dans le sérail, furent en minorité par rapport aux femmes d'origine esclave. A cet égard, on peut citer le cas du chef de canton de Popodara, Alfa Yaya qui, parmi ses onze femmes, ne comptait que trois Peul (les enfants nés de ces unions étaient considérés comme des individus libres). De telles stratégies matrimoniales accroissaient l'influence et le prestige du chef foula en milieu dialonké qui lui était dès lors sentimentalement et personnellement attaché.

6) L'insertion contrôlée dans la société islamique produisait un effet identique. Le Coran et plusieurs Hadith définissent le statut juridique de l'esclavage et en consacrent l'existence, mais l'affranchissement est conseillé en expiation de la rupture du jeûne du Ramadan. Un tel affranchissement n'était en fait accordé qu'aux jeunes ndimaabe ayant reçu l'enseignement coranique. Mais afin d'éviter que la connaissance de l'arabe et l'adoption de l'Islam ne ruine la prospérité nouvelle que les Peul tiraient de leurs champs cultivés à peu de frais, ils se gardèrent bien de généraliser les conversions d'esclaves et firent obligation à leurs esclaves de racheter leur liberté lorsqu'ils voulaient embrasser l'Islam, à moins d'attendre sept ans, sept mois et sept jours (durée du

jeûne et de la méditation de Karamoko Alfa avant de déclencher la guerre sainte) pour obtenir gratuitement leur affranchissement.

7) L'affranchissement par rachat était rendu possible par la marge d'indépendance économique concédée à l'esclave, lequel n'était pas tenu de travailler exclusivement pour son maître à la tombée de la nuit et pendant les jours néfastes (lundi et jeudi, ou lundi et vendredi selon les régions). Dans ces temps libres, les esclaves énergiques pouvaient cultiver un champ personnel dont le produit leur appartenait en propre et leur permettait la constitution d'un pécule.

En définitive, aussi bien la stratégie du contrôle social des dominés par les dominants que la stratégie d'intégration des esclaves dans la société peul qui tolère une certaine mobilité ascendante tout en la limitant, concourent à assurer au système de stratification sa stabilité. Néanmoins d'autres processus jouent simultanément qui, en suscitant des instabilités politiques, économiques et sociales, créent les conditions favorables à une modification du système.

Dynamique interne du système, ou les conditions du changement social

Tout en insistant sur l'unicité de la théorie du gouvernement, Meyer Fortes, Edward Evans-Pritchard dans Systèmes politiques africains (1), reconnaissent à l'intérieur de chacun des types de système qu'ils décrivent, l'existence de mouvements de tension dus principalement dans les sociétés étatiques à l'opposition entre autorités centrales et locales, et dans les entités non étatiques à des antagonismes entre segments équivalents. L'instabilité relative des équilibres socio-politiques est aussi mis en évidence par les interprétations des conflits proposées par Gluckman à partir de sociétés africaines et par Leach pour les peuples birmans (2). Il apparaît que ces conflits, normaux dans chacun des systè-

(1) M. FORTES, E.E. EVANS-PRITCHARD (éd.) - Systèmes politiques africains, P.U.F., 1964, Introduction.

(2) M. GLUCKMAN - Order and Rebellion in Tribal Africa, Londres, 1963.
" - Custom and Conflict in Africa, Oxford, 1955.
E. LEACH - Political Systems of Highland Burma, Londres, 1954

mes, ne les mettent pas en péril la plupart du temps et qu'ils ne modifient pas la stratification sociale. Néanmoins ils peuvent nous aider à déceler quelques points faibles de l'organisation politique qui rendront celle-ci incapable de résister à des assauts de l'extérieur. On remarquera que la stratification sociale est le corrélat de deux autres facteurs, politique et économique comme nous l'avons signalé, aussi peut-on déduire que les points les plus vulnérables du système politique, autant que les aléas des modes de reproduction économique, permettent d'expliquer les dynamismes inhérents à l'organisation sociale et de mieux saisir de manière causale les raisons pour lesquelles la colonisation a pu démanteler les clivages sociaux traditionnels et bouleverser le système de stratification.

La survenance du phénomène colonial à la fin du XIXème siècle permet sans doute d'imputer à des agents extérieurs la destruction d'un système politico-économique et d'un système de stratification traditionnel, néanmoins chaque population selon son organisation antérieure a réagi de manière particulière à cette action de l'extérieur et ne s'est que progressivement laissé entamer. En ce qui concerne le Fouta Djalon, il nous semble nécessaire de chercher dans la faiblesse de ses institutions, et notamment dans l'oscillation perpétuelle entre le centralisme et le particularisme, entre l'unité nationale et l'autonomie provinciale, les raisons des déchirements survenus à la fin du XIXème siècle et qui, en favorisant la pénétration coloniale, ont déclenché une modification du système de stratification. Acceptés, tolérés ou subis, le système de fédération des provinces et de gouvernement oligarchique aussi bien que le système d'alternance de règne des almamis, résultent de compromis entre tendances opposées et développent un état d'équilibre fort instable, qu'une faible action extérieure pourra suffire à détruire.

Vulnérabilité du système politique

Lorsque débute le jihad, une oligarchie qui s'est donné pour chef Ibrahim Sambegou le dirige. Par la suite, neuf personnalités religieuses (Cheikh, Karamoko, Tierno) participent chacune pour sa part à l'exercice de la souveraineté sur l'une des neuf provinces musulmanes. De par la transmissibilité des droits politiques dans les seules lignées des oligarques, lesquels reconnaissant la suprématie de l'un d'eux : l'almami, est contredite l'idée d'une justification de l'exercice du pouvoir par une autorité fondée sur la science religieuse. D'emblée, l'autorité se situe sur un plan politique après avoir trouvé initialement des justifications religieuses. Parent du premier chef du jihad, Ibrahim Sori maudo est choisi comme premier almami en titre pour ses qualités militaires à un moment où les impératifs d'une guerre menaçante excusent Sori de ne pas posséder les qualités de fin lettré et de savant théologien habituellement requis des imams.

Certes le pouvoir central s'organise autour de l'almami, souverain élu dans les deux branches régnantes, du clan des Sediya, tribu des Daye (1), qui détient d'une part des fonctions de coordination dans la défense de l'espace politique et dans la guerre contre les non musulmans, et d'autre part des fonctions d'arbitrage entre les chefs qui le portent au pouvoir ; mais la souveraineté s'exerce toujours selon le principe de collégialité qui dirige aussi la participation à la vie politique, comme l'atteste la Constitution du Fouta.

Le caractère de monarchie oligarchique apparaît autant dans la limitation des pouvoirs exécutifs de l'almami à son propre diwal - mis à part les fonctions de coordination et d'arbitrage sus-indiqués - que dans la prééminence accordée au karamoko de Fougoumba parmi les grands électeurs, lors de l'investiture d'un nouvel almami. C'est en effet ce karamoko qui transmet au nouvel almami le turban de commandement et les insignes de son autorité en lui rappelant qu'il tient de ces électeurs son

(1) La souveraineté est héréditaire au niveau du clan mais élective au niveau des deux branches titulaires de l'almamiat.

pouvoir. A son tour, la réinvestiture des grands électeurs par l'almami souligne la réciprocité des liens entre le collège et le souverain, et non l'univocité des rapports de dépendance.

Un indice convergent de la puissance des oligarques réside d'abord dans la déposition (vers 1771-75) qu'ils opèrent de l'almami Ibrahim Sori auquel ils reprochent ses méthodes brutales et ses initiatives qui empiètent sur les prérogatives de l'Assemblée, ensuite dans le second sacre du même almami lorsque Alfa Saliou, fils de Karamoko Alfa se révèle impuissant à lutter contre l'invasion de Kondé Bourama et des Wassoulouké.

Mais le système oligarchique suscite lui-même le développement de dissensions dont les plus graves aboutiront au meurtre de l'almami Saadou fils de Sori, par Saliou fils d'Alfa. Il crée aussi, comme l'ont fort bien vu les Peul de l'époque, les conditions d'un affaiblissement de l'intégration du Fouta par l'instauration d'un système d'alternance de règne tous les deux ans des lignées Alfaya descendant du Karamoko, et Soria, descendant du guerrier. On peut d'ailleurs se demander si implicitement les grands électeurs ne souhaitaient pas, plutôt qu'un système trop intégré, une certaine division du pouvoir suprême qui leur ménageait la possibilité de doser leur allégeance et de jouer suivant leur intérêt le jeu de l'un ou de l'autre almami.

Une telle attitude pour se comprendre doit nécessairement faire référence à la relative indépendance des oligarques. Chacun des neuf diwe jouit en effet d'une administration autonome et son chef confère la responsabilité des miside constituant le diwal soit aux éléments de sa lignée, soit à leurs alliés, soit à des fonctionnaires nommés. S'il doit verser à l'almami un tribut, il a toute latitude pour assurer l'ordre, organiser sa fiscalité et prélever des droits de succession.

L'oligarchie a beau contrôler le pouvoir, elle n'en fait toutefois pas ce qu'elle veut, car il lui faut rester attentive aux règles d'une tradition précise, veiller au respect des privilèges socialement reconnus et tenir compte des intérêts qui s'expriment dans les diverses instances

administratives hiérarchisées : conseils de famille, de village, de province, conseil permanent de Timbo, assemblée fédérale de Fougoumba et assemblées populaires des croyants. Jamais l'absolutisme n'a été une règle de gouvernement. Quant l'almami régnant a pris seul parfois des décisions, il l'a fait dans des périodes de violence ou de crise.

Si au XIXème siècle, on peut observer une centralisation de plus en plus forte de l'autorité entre les mains de l'almami alfaya de Labé qui avait vassalisé les marches de l'ouest et du nord du Fouta, tandis que Samori cherchait à réunifier le Manding, il faut noter que ce phénomène reste circonstanciel, en tant qu'il est déterminé initialement par les incitations du commerce précolonial et qu'il se produit en raison du crédit accordé par les milieux lettrés aux alfaya (meilleurs défenseurs de l'orthodoxie que les soria) et par les chefs locaux aux souverains alfaya qui passaient pour favorables à une plus grande autonomie des provinces. En aucune façon, la centralisation ne définit la forme la plus représentative de la tradition politique locale.

Cette tradition, quoique non autocratique, présente cependant tous les traits que S.F. Nadel dit, dans "Byzance noire", être les caractéristiques du système étatique, c'est-à-dire la souveraineté territoriale, l'hétérogénéité ethnique, la complexité des structures et hiérarchies sociales et la présence d'un appareil administratif centralisateur (1).

Du point de vue des Peul de l'époque, le régime de l'almamiat apparaît primordialement comme relevant de ce que nous appellerions une monarchie, du fait que le pouvoir suprême est détenu par un seul homme : l'almami, transmis à l'intérieur de sa lignée, et considérée comme une participation à la souveraineté d'Allah ; mais du point de vue de l'analyste, l'aspect oligarchique semble plus évident comme nous l'avons indiqué. Quoiqu'il en soit, on peut se demander ce qu'un tel essai d'insertion dans nos catégories ajoute en réalité à l'étude du système, et s'il n'opère pas un gauchissement théorique de notre compréhension de ce système, comme le ferait une distinction entre le pouvoir exécutif de l'al-

(1) S.F. NADEL - Byzance noire, Le royaume des Nupe du Nigéria, Maspéro 1971, pp. 122-123.

mami, des chefs provinciaux et villageois et le pouvoir législatif des assemblées et conseils d'anciens, dans un état foutanien qui ignore, comme c'est le cas, la séparation des pouvoirs.

En fait, la recherche typologique nous importe peu. En montrant comment s'exerce la souveraineté, nous cherchons surtout à déceler dans le fonctionnement du système ses forces et ses faiblesses. La rareté et les carences des documents nous incitent à tirer des conclusions avec prudence. Néanmoins Paul Marty, André Arcin, Paul Guebhard (1), s'accordent à reconnaître sinon la sagesse, du moins l'ingéniosité des institutions foutaniennes, et particulièrement du système d'alternance du pouvoir. Chaque parti possédait ainsi ses chances, et des règles précises de succession évitaient les affrontements et les effusions de sang inutiles. Mise au service de la politique, la religion jouait un rôle intéressant en aiguissant chez les souverains le sens de leur responsabilité devant Dieu et devant les hommes, comme le prouve l'intervention d'El Hadj Omar auprès de l'almami ; et les guerres elles-mêmes nouaient une solidarité résultant d'oeuvres communes, puisque les almamis allaient ensemble au jihâd ; ou bien lorsqu'un seul se préparait à partir, l'autre lui offrait un contingent symbolique de guerriers. A l'opposé de ces opinions, celles de Louis Tauxier et de A. Demougeot (2) expriment les risques d'instabilité du gouvernement et d'insécurité de son personnel dirigeant. La brièveté des règnes (deux ans) et les rivalités constantes entre almamis accrochés au pouvoir, empêchaient une continuité et une coordination des activités, chacun se souciant d'appliquer la politique de son parti. Nous nous rangerons de préférence à cette dernière opinion (3).

(1) P. MARTY - L'Islam en Guinée, Leroux, 1921.

A. ARCIN - La Guinée française, Challamel, 1907.

P. GUEBHARD - Les Peuls du Fouta-Djalou, Revue d'étude ethnographique et sociologique, Vol. 2, 16-18, 1909, pp. 85-105.

(2) L. TAUXIER - Moeurs et Coutumes des Peuls, Payot, 1942.

A. DEMOUGEOT - Notes sur l'organisation politique et administrative du Labé, Mémoire IFAN, n°6, Larose, 1944.

(3) "Le drame du Fuuta fut la faiblesse de ses institutions : un tirailllement entre le centralisme et le particularisme entre l'unité nationale et l'autonomie provinciale. Le système fédéral accepté par les uns et toléré ou subi par les autres, ne fut qu'un compromis entre ces tendances opposées. Mais pouvait-il en être autrement surtout quand on sait que tout l'édifice était remis en cause de deux en deux ans pendant près d'un siècle" - T. Diallo, op. cit., p. 185.

Les mandats successifs d'un pouvoir bicéphale

Sans doute le système d'alternance a-t-il fonctionné assez régulièrement malgré un début difficile entre fils du Karamoko et fils du guerrier, et malgré une fin tragique lors de l'investiture puis de l'élimination de Bokar Biro ; il constituait cependant l'une des conditions les plus favorables à la destruction des structures traditionnelles et à la restratification de la société pour les deux raisons suivantes :

- 1) Il a précipité et facilité la colonisation française donc le changement de régime politique et économique.
- 2) Il a favorisé le développement des inégalités sociales, tout en contribuant au discrédit des autorités rivales.

Les mandats successifs d'un pouvoir bicéphale ont provoqué la création de deux partis rivaux agrégés chacun autour de l'un des almamis. A la suite des guerres livrées par les Peul à leurs voisins, un déséquilibre de puissance n'a cessé de s'accroître au cours du XIX^{ème} siècle au profit de la branche alfaya de Labé. Ce phénomène découle du système de formation de royaumes satellites et de leur rattachement administratif à la province fédérée la plus proche. Ainsi le Sangalan, le Niokolo et le Wontofa, furent-ils rattachés à la province de Labé ; et lorsque le pays landouman avec Boké s'ouvrit au commerce précolonial, les régions gravitant dans l'ordre du Labé se trouvèrent dans une position géographique favorable pour communiquer avec les commerçants européens et rançonner les caravanes.

Tandis que se fortifiait la branche alfaya, la branche soria de Timbo, à partir de 1888 était victime des déchirements du parti soria. A la mort de l'almami Oumarou, son héritier légitime Mamadou Paté et le demi-frère de celui-ci, Bokar Biro, chacun appuyé par son clan, se disputèrent l'almamiat jusqu'à ce que la mort au combat de l'aîné laissât le trône libre à Bokar Biro. Cinq ans après, le chef de Fougoumba complota contre Bokar et intronisa Modi Abdoulaye, frère cadet de Mamadou Paté comme almami. Bokar Biro vainquit et fit mettre à mort son demi-frère. Craignant la confiscation du pouvoir par Biro, les alfaya de Labé firent alors appel aux Français et pactisèrent avec eux, si bien que,

lorsqu'à la bataille de Porédaka en novembre 1896, mourut Bokar Biro, le colonisateur trouva des alliés dans les adversaires de Bokar Biro, et notamment dans l'almami du Labé, Oumarou Bademba.

En somme, le fonctionnement du système, en provoquant un déséquilibre des partis et des tensions entre chefs, engendrait un siècle et demi après sa création, un terrain favorable à sa désintégration sous les coups des colonnes françaises. Mais il serait insensé d'affirmer avec A. Demougeot que les populations du Fouta aspiraient "à l'adhésion volontaire au protectorat français prometteur de paix intérieure" (1).

Aussi contrôlé idéologiquement par l'Islam et pratiquement par les chefs de province et de village qu'aient été les diverses couches sociales du Fouta Djallon, elles n'ont pas été sans s'interroger sur le crédit de l'autorité lorsque se répercutaient dans les villages les querelles entre chefs suprêmes. Si l'almamiat pouvait être considéré de l'intérieur et au niveau de la chefferie comme le meilleur des régimes, à un niveau inférieur, il n'est pas certain qu'il ait été aussi bien accepté. Comme le souligne un Peul, peut-être avec quelque audace dans l'hypothèse : "Ceux qui n'étaient pas les bénéficiaires directs (du régime), pouvaient dire que seuls les riches, les savants théologiens et les lettrés étaient favorisés. Si le commun des croyants pouvait au moins assister aux assemblées du peuple comme approbateur des décisions prises par les "aristocrates" dans leurs Conseils des Anciens, l'esclave pour sa part n'avait que des obligations parmi lesquelles figuraient en premier lieu le travail et la soumission. A peine acceptable pour les simples croyants, le régime était intolérable pour les esclaves" (2). Il l'était aussi pour les peuples tributaires et conquis de la périphérie du Fouta, tenus de verser l'impôt à l'almami.

Faut-il rechercher dans la stratification instaurée par le régime de l'almamiat, les causes essentielles des révoltes qui se sont produites à l'intérieur de l'empire peul ? Il serait pour le moins audacieux en l'absence de documents et de preuves formelles, d'attribuer aux insurrections contre l'autorité des almamis, une cause essentiellement

(1) A. DEMOUGEOT - Notes sur l'organisation politique et administrative du Labé, Mémoire IFAN, n°6, Larose, 1944, p. 16.

(2) T. DIALLO - op. cit., p. 292.

économique. Les révoltes manifestent primordialement un refus d'allégeance politique. Ainsi en est-il au XIX^{ème} siècle de l'opposition des Houbbou du Fitaba au gouvernement des almamis, de celle d'Iliassou à Ninguilandé contre les chefs des Timbi, et au XX^{ème} siècle du Ouali de Goumba et de Thierno Ibrahima N'Dama, opposés tous les deux et aux almamis alfaya et au pouvoir colonial. Au delà des manifestations conflictuelles, dans le cas des Houbbou et du Ouali de Goumba, apparaît la signification religieuse de la dissidence, car les marabouts Alfa Mamadou Diouhé au sud-est du Fouta et Tierno Aliou (Ouali de Goumba) au sud-ouest, se prétendent en communion avec Dieu, grâce à leur amour passionné du prophète et dirigent des mouvements mystiques d'opposition, simultanément religieux et politiques, contre un pouvoir simultanément spirituel et temporel, qu'ils jugent ne pas être le garant de la pureté de l'Islam. Au-delà encore de la mise en question de certains aspects de l'idéologie religieuse sur laquelle prétend se fonder le système de l'almamiat, d'autres motivations plus profondes nous semblent traduire le refus du système politico-économique et notamment des privilèges des groupes supérieurs dans la stratification. En effet, les almamis n'adressent pas aux Houbbou des reproches d'ordre religieux ; ils les accusent seulement de pillage de caravanes, c'est-à-dire de détournement de profits qui reviennent aux almamis, et de refus de l'autorité établie. Ils craignent que l'exemple ne se propage et ne provoque la désintégration du Fouta. Aussi, liés d'intérêts avec Samori, obtiennent-ils qu'il écrase les Houbbou à Bokéto (1).

Quant au Ouali de Goumba, l'une de ses biographes nous laisse deviner au milieu de notations descriptives et historiques que si le Ouali a prolongé le mouvement Houbbou de Bokéto, son action peut s'expliquer par d'autres considérants, notamment par la liquidation d'une sorte de frustration liée à sa condition d'infériorité sociale. Devenu le grand maître religieux du Goumba, Tierno Aliou reste un Foula Bourouré, un Peul de brousse, donc un inférieur socialement au regard de

(1) Ibid., p. 68.

l'ordre des nobles. "Il est incontestable, dit Marguerite Verdat, que Tierno Aliou a souffert de la médiocrité de son origine - matériellement... mais surtout peut être dans son orgueil. Nul doute qu'un complexe d'infériorité n'ait pesé longtemps sur lui et ne l'ait poussé à chercher passionnément à rompre le barrage que sa naissance mettait à son ambition... Dans le Kadé, on l'accuse d'être la cause de la libération généralisée d'esclaves" (1). Le simple fait que l'on puisse attribuer une telle responsabilité au Ouali montre et la fragilité du système de stratification à l'époque, et la possibilité d'interprétation socio-économique d'un mouvement à caractère surtout politique et religieux.

La révolte d'Iliassou demeure encore mal connue. On sait seulement que son chef n'était ni marabout, donc sans ambition de réforme religieuse, ni de famille noble, donc sans ambition politique dans une province au coeur du Fouta où n'était accepté comme chef qu'un aristocrate. On peut donc émettre l'hypothèse que, profitant des dissensions entre les principales cités des Timbi vers 1880, Iliassou ait réagi dans un cadre très restreint, celui de Ninguilandé, contre les abus d'un pouvoir local intolérable. Il fit tuer en effet le chef de Timbi Madina et prêcha la révolte au Fouta, disent les chroniques (2).

Enfin, les épisodes de la lutte de Tierno Ibrahima, Ouali de N'Dama (né vers 1824, mort en 1902) contre les Badyaranké, les Tenda, les Coniagui, s'ils se situent d'abord dans le cadre de l'expansion foutanienne vers le nord-ouest pour le compte des almamis, doivent s'interpréter à partir de 1898 comme la scission d'une zone conquise par rapport au royaume conquérant. Installé comme chef du N'Dama, Tierno Ibrahima profitant du désordre consécutif à l'établissement de la France au Fouta, tenta d'échapper à l'autorité d'Alfa Yaya et simultanément du colonisateur avec lequel Alpha Yaya avait signé un traité, jusqu'à ce qu'il soit pris par les Français, le 8 mai 1901, et exilé au Gabon.

(1) M. VERDAT - Le Ouali de Goumba, Etudes guinéennes, 3, 1949, p. 15.

(2) Chronique orale de Farba Dieng, enregistrée sur bande magnétique par les étudiants de l'Institut Polytechnique de Conakry en notre présence.

Sans doute s'agit-il là de l'émancipation d'un vassal, qui montre comment une légitimité acquise par conquête peut être remise en cause. Mais la rébellion de N'Dama comporte aussi une autre signification qu'à notre connaissance aucun auteur jusqu'à présent n'a souligné. Des recherches inédites effectuées à Boussoura par Sy Savané Bounama prouvent que l'autonomie temporaire du N'Dama n'a été possible qu'en raison d'une cohésion autour d'un chef auquel on sut gré d'avoir adouci les rigueurs des droits et devoirs afférents au statut de chaque groupe dans la stratification sociale qui était celle du Fouta. Certes, il n'a pas modifié radicalement la hiérarchie des statuts, mais il l'a assoupli par son affabilité et son rayonnement charismatique. Le peuple avait en effet libre accès auprès du Tierno, à la fois ascète et très humain. Ses nombreux talibé et serviteurs constituaient son armée. Il faisait preuve d'esprit de conciliation dans les procès, disent les informateurs. Surtout, il allégea les charges des familles en supprimant dans le N'Dama l'un des impôts les plus lourds, celui sur les successions. Cette disposition fort populaire, accompagnée d'autres mesures de tolérance concernant le versement de diverses contributions en vigueur dans l'almamiat, provoquèrent une forte émigration du Fouta vers le N'Dama. Le conflit opposant le N'Dama au Labé revêt donc, dans ses retentissements sinon dans ses motivations, une signification de refus du système d'exploitation économique cautionné par l'organisation sociale foutanienne.

Aléas des moyens de reproduction du système

L'état permanent de guerre sainte a été une des constantes politiques fondamentales du Fouta Djallon. Au XVIII^{ème} siècle, les Peul musulmans du deuxième courant migratoire, lassés de subir les vexations des Dialonké et d'attendre un changement d'attitude, décidèrent d'évincer par les armes leurs hôtes d'hier (1). Sous l'impulsion de Karamoko Alfa, artisan de

(1) C. RIVIERE - Mutations sociales en Guinée, éd. M. Rivière, 1971, pp. 282-284.

la confédération des neufs provinces du Fouta, les Dialonké et les Peul fétichistes du premier courant migratoire furent ou massacrés, ou refoulés à la périphérie du Fouta ou réduits au servage. Lorsqu'après les campagnes de Ibrahima Sori, notamment contre Kondé Bourama, furent assujettis ou chassés les autochtones et que l'empire peul acquit une certaine stabilité, des expéditions furent menées contre les païens de la périphérie et débordèrent surtout en Basse côte sur les ethnies soussou, foulacounda, tenda, mikiforé, landouman, téminé, бага. A l'attitude belliqueuse à l'égard des peuples infidèles, s'opposait une attitude pacifique et de bon voisinage à l'égard des pays musulmans, et particulièrement avec l'empire de Samori. G. Vieillard note que deux délégués de Samori étaient en permanence durant la saison sèche à la cour de Timbo (1), et Y. Person décrit avec précision ce qu'il appelle le commerce triangulaire : esclaves - boeufs - fusils ; les fusils servent aux Malinké à s'approvisionner en esclaves ; les esclaves sont troqués aux Peul contre des boeufs ; les boeufs sont vendus dans les rivières du sud (Sierra Leone) contre des fusils (2).

Conçue durant le XVIIIème siècle comme moyen coercitif d'intégration politique et idéologique sous la bannière de l'Islam, la guerre, conservant son caractère de jihad comme un alibi, devint plus clairement, à partir de la mort d'Ibrahima Sori en 1794, un mode de vassalisation et un moyen de conservation des tributaires.

Nous retiendrons de l'interprétation de Pathé Diagne, le fait que la guerre était, en quelque sorte exigée pour le fonctionnement de l'appareil politique. "Les candidats à l'Almamia, contraints de fournir de grandes richesses à leurs électeurs, soumettront les populations voisines à forte contribution. L'essentiel des guerres contre les terres peu islamisées ou fortement attachées au spiritualisme traditionnel n'aurait d'autre signification au Fouta Djalon. Les Jihad serviront simplement de prétexte pour procurer à certains éléments, qui ambitionnent d'être couronnés,

(1) IFAN Dakar, Fonds Vieillard, Histoire, cahier 40.

(2) Y. PERSON - Samori, une révolution dyoula, IFAN, Dakar, t. 2; Organisation militaire, chapitre sur "le commerce pour l'armée",

les richesses en esclaves ou en biens susceptibles de leur ouvrir le coeur de leurs électeurs" (1).

Vaincus par les Peul, les rois des marches foutaniennes (pays landouman à l'ouest, Ngabou poulli et dialonké au nord-ouest, Badiar, Niokolo, Sangalan, Wontofa au nord-ouest, Solima, Kouranko, Sankaran et Wassoulou à l'est et au sud) acceptaient généralement de se convertir à l'Islam pour continuer de régner. Ils signaient des traités avec leur vainqueur, juraient allégeance à l'almani peul à qui ils devaient payer tribut.

Au-delà de la visée d'intégration religieuse à l'Islam, qui constitue la justification idéologique d'un impérialisme politique, il faut discerner d'autres raisons profondes de l'expansion foutanienne. En signalant que la guerre sert à créer ou à conserver des tributaires, nous indiquons par là qu'elle a pour fonction de fournir les contributions économiques nécessaires à la reproduction du système. L'appareil de preuves serait trop lourd et relativement contestable dans ses détails puisqu'il dériverait de multiples versions orales de l'histoire, pour que nous puissions le développer dans cette argumentation. Mais étant donné l'instauration d'un système d'esclavage familial, la complémentarité devenue nécessaire entre cultivateurs et éleveurs, et les besoins en richesses des autorités pour soutenir leur prestige dans un système économique, mixte de réciprocité, de redistribution et de tribut, il apparaît avec évidence que :

1) La guerre constitue le moyen d'accroître et de reproduire la force de travail à l'intérieur de la société. L'esclave est le capital humain le plus précieux pour la culture ; il entre dans les transactions matrimoniales, et à l'instar du bétail, représente un indice de prestige. Par les guerres, les nobles peul se procurent une main-d'oeuvre servile parmi les non croyants. El Hadj Omar et l'almani Samori n'eurent pas de meilleurs clients que les Peul du Fouta. Lorsqu'ils ne pouvaient alimenter le marché foutanien aux esclaves, les Peul opéraient eux-mêmes leurs razzias parmi les populations d'alentour.

(1) Pathé DIAGNE - Pouvoir politique traditionnel en Afrique occidentale, Présence africaine, 1967, p. 278.

2) La guerre sert aussi de moyen d'acquisition de monnaies d'échange : esclaves et butin, par lesquels les almamis obtiennent des traitants de la côte durant tout le XIXème siècle, les fusils, le fer, les étoffes, etc..., Nous avons montré ailleurs (1) la manière selon laquelle esclaves et produits acquis comme rançons de guerre, comme présents d'amitié ou de vassalité, par récolte, collecte ou pillage, étaient acheminés vers le Nunez, le Pongo ou la Mellacorée, puis livrés selon un cérémonial et moyennant des contreparties évaluées et discutées par le négrier et par les émissaires de l'almami.

3) Enfin, la guerre et la razzia, en procurant des valeurs d'usage et d'échange, des biens de subsistance et des biens de prestige, favorisent de ce fait l'accumulation des richesses par ceux qui détiennent des droits sur le butin. Il s'agit bien sûr, d'une accumulation simplement passagère puisque la quasi totalité des biens est redistribuée directement aux vassaux que le suzerain s'attache par des cadeaux, ou dépensée dans l'entretien des hôtes de passage, des griots, des guerriers, et des familles parentes les plus proches. Néanmoins, un tel processus de circulation des biens contribue au maintien et au renforcement des statuts de chacun à l'intérieur de la stratification.

Pour la reproduction du système, la guerre et la razzia demeurent cependant des moyens très aléatoires parce que soumis à deux conditions : d'une part le maintien de la demande de produits foutaniens (bétail par le Manding ; esclaves, peaux, miel, épices..., par les Blancs) qui alimentent le commerce ; or dès 1830, avec la régression de la traite du "bois d'ébène", la multiplication des factoreries et des apports locaux, commenceront à se dégrader les termes de l'échange ; d'autre part la non limitation du pouvoir de l'exécutif, laquelle sera supprimée par les institutions coloniales qui, en imposant la "paix française", priveront les strates les plus élevées de la pyramide sociale, de cet important facteur de reproduction de leur puissance qu'est la guerre.

D'une manière assez analogue à la guerre contre les ennemis extérieurs du royaume, la rançon et les droits de péage à l'intérieur de

(1) C. RIVIERE - Le long des côtes de Guinée avant la phase coloniale, BIFAN, II, B, 1-2, 1967, pp. 727-750.

l'almamiat servent à la concentration de richesses. Ils constituent, dans une ethnie peu commerçante, le moyen de subtiliser aux étrangers quelques bénéfices de leur commerce. "C'était les enfants des chefs et de l'aristocratie qui jouaient aux brigands, Ils essayaient dans leurs chevauchées quotidiennes de rançonner les commerçants et les voyageurs qui traversaient le Fouta. Ils prétendaient vérifier s'ils étaient en règle avec les lois du pays, s'ils possédaient des laissez-passer ou des permis de circulation. Quand ils n'en avaient pas, ces jeunes dévoyés n'hésitaient pas à les brutaliser et à s'emparer de leurs marchandises. Mais lorsque les malheureuses victimes, sûres de leur droit, réussissaient à se faire entendre auprès des autorités locales ou centrales, justice leur était souvent rendue" (1).

Dans ce cas, il s'agissait de commerçants ayant déjà acquitté des droits de péage au chef local ou à l'almami, et obtenu soit un sauf-conduit manuscrit, soit un guide, soit une escorte pour la traversée du territoire. De toutes manières, une taxe, prélevée auprès des étrangers sur la circulation des marchandises dans le territoire produisait sur la stratification sociale les mêmes résultats que la guerre, quoique dans une proportion bien moindre. Comme la guerre, elle pâtit et de la transformation du commerce et de la perte d'un contrôle du territoire par les autorités politiques auxquelles sera imposé un protectorat.

Les plus importantes ressources formant la rente des suzerains et des chefs, provenaient des diverses redevances, impôts et cadeaux coutumiers versés par les citoyens du Fouta. En 1897, les autorités françaises qui fixaient l'impôt de capitation à 2 francs, avaient auparavant étudié sommairement le système d'imposition en vigueur au Fouta et homologué les contributions suivantes :

- le fulawali : droit de culture acquitté en journées de travail par l'esclave au profit de son maître ;
- la farilla ou zakka remura : dime des récoltes en grains, destinée à venir en aide aux pauvres et aux étrangers de passage ;
- le zakka maasiyeyi : ou trentième du bétail ;

(1) T. DIALLO - op. cit., p. 287.

- le kunnabite : ou droit sur les successions ;
- le hudia ou amende payée au chef de miside pour infraction aux lois ;
- le baïti ou droit du chef sur les biens vacants et sans maître, et sur le butin de guerre.
- le fanda ou présent à faire au chef de diwal ou à l'almami lorsque ceux-ci s'arrêtaient dans un village, ou don fait pour honorer un étranger.

Il convient d'ajouter à cette liste les taxes douanières prélevées sur les commerçants non peul, par les agents de l'almami ou des chefs de province, les cadeaux d'avènement (encre, planchettes, beurre, sel, cola, bande de coton, mouton, taureau, génisse, esclave) lors de l'élection d'un chef.

Ces impôts ne servaient pas seulement à entretenir les guerriers lors des combats, leurs produits étaient partiellement redistribués en cadeaux aux électeurs, en aumônes conseillées par l'Islam, en dépenses d'entretien des hôtes pour répondre aux lois de l'hospitalité, en largesses aux visiteurs. Une autre part servait souvent aussi à nourrir et à vêtir l'essaim de courtisans dont s'entouraient les chefs pour manifester à tous leur prestige. Les almamis durant leurs interrègnes, de même que les candidats à une chefferie de diwal, cherchaient aussi à accumuler le plus possible de ressources en troupeaux, champs cultivés, esclaves, pour séduire par leur générosité au moment opportun, tenir table ouverte étant le meilleur moyen de se créer des alliés.

Il est certainement difficile à ce propos de parler d'accumulation des richesses au sens où l'entendent les économistes, dans la mesure où n'existe que très peu de thésaurisation (sauf sous forme de bijoux d'or et de fusils) et pas d'investissements productifs ; néanmoins, on doit reconnaître une certaine concentration des surplus dans les mains de non producteurs. Ceux-ci en acquièrent le droit comme contre-prestation des services d'administration et de protection qu'ils rendent en tant que chefs de la collectivité. Mais l'appropriation des biens par le truchement d'impôts, de corvées, de travail servile ou de butin, résultat d'un droit de naissance, du droit du croyant et du droit du plus fort, peut aussi

être interprétée comme une extorsion de surplus au profit d'un groupe parasitaire. Au fur et à mesure qu'une partie de plus en plus importante du surplus est affectée à la consommation somptuaire des chefs et à leur prestige, le modèle économique devient beaucoup plus dissipatif au sens péjoratif du terme, qu'accumulatif. Ce modèle dissipatif ne manque pas, encore à l'heure actuelle, de résonance, puisque la nouvelle chefferie, celle du Parti, capte à son profit la rente nationale pour la dépenser en consommation ostentatoire, ainsi qu'on le montrera plus loin (1).

De toutes ces considérations, il résulte que les chefs politiques : almami, chefs de diwal, chefs de miside, chefs de guerre, sont au Fouta les principaux bénéficiaires de certaines redevances, prestations, privilèges ou parts préférentielles du butin. Ils sont conduits de par leur fonction politique à exercer un contrôle non seulement des biens circulant dans leur territoire "sous pavillon étranger", mais aussi des biens successoraux des ressortissants sur lesquels ils prélèvent le kummabite. La guerre, la razzia, les droits de péage, les impôts et redevances, constituent les moyens par excellence de reproduction économique du système politique, mais développent simultanément l'inégalité de la redistribution du produit social, puisqu'ils opèrent soit une concentration des richesses pillées, dans les mains des chefs, soit un accroissement du prestige du chef dans le cas de redistribution ou de consommation ostentatoire.

Un tel processus de concentration des biens et du prestige suppose que certains soient partiellement dépossédés du fruit de leur travail. Or les principales victimes du système sont en fait les principaux producteurs de biens de subsistance : Dialonké et Poulli fétichistes, mais aussi les plus pauvres parce que travaillant pour le compte d'autrui, les premiers comme agriculteurs esclaves, les seconds comme éleveurs. Les populations conquises subissent de la même façon une extorsion de leurs surplus puisqu'elles doivent subvenir aux besoins de leurs chefs propres et verser en outre le sagalé (tribut) à l'almami du Fouta.

(1) Voir notre chapitre : Comportements ostentatoires et style de vie des élites.

Il n'est pas certain que le processus de renforcement des inégalités sociales que nous venons d'expliquer suscite par réaction, dans les sociétés non industrielles, une rupture du système de domination. Néanmoins, dans le cas du Fouta, nous avons vu que des déséquilibres structurels provenant de l'alternance des règnes, des jeux balancés de la monarchie et de l'oligarchie, de la nécessité de la guerre et du conflit pour alimenter les chefs en biens et en esclaves, allaient dans le sens d'un affaiblissement général de l'intégration socio-politique du pays et devenaient des conditions favorables à la modification du système sous l'influence éventuelle d'un facteur externe : l'invasion coloniale.

Le procès d'inversion des rangs sociaux

Déchéance du chef

Jusqu'ici il est apparu que les strates supérieures détenaient leur place dans la hiérarchie sociale du fait que leur lignage exerçait une autorité politique au niveau des villages ou des provinces. Que cette autorité soit battue en brèche par le pouvoir colonial, puis par la compétition politique d'hommes nouveaux, et s'opère du même coup une mobilité brusquement descendante du groupe entier affecté par la perte de ce qui lui est essentiel : l'autorité. Un tel processus ne s'est toutefois produit qu'en raison du bouleversement par l'invasion coloniale des cadres politiques de l'état foutanien et par l'insertion du Fouta dans une entité géo-politique plus vaste.

La disparition des dirigeants coutumiers de la scène politique n'est pas un phénomène propre au Fouta Djallon, ni à la Guinée, mais il est à noter qu'historiquement la Guinée a été le premier pays d'expression française à destituer la chefferie de canton, ce qui suggère le degré de virulence des conflits suscités par les élites modernes et la grande vulnérabilité des pouvoirs coutumiers. Nous aurons à examiner les derniers

moments de la chefferie en étudiant la conquête du pouvoir par les nouvelles élites, aussi nous suffira-t-il ici de brosser un tableau du processus socio-historique de long dépérissement des chefferies foulanes. Nous nous limiterons à souligner quelques clés d'explication, sans développer pour l'instant l'influence de la compétition politique sur le destin de la chefferie.

Incontestablement, dans le premier quart du siècle, la chefferie du Fouta est la plus solide des chefferies guinéennes, parce qu'elle se recrute dans l'aristocratie dominante des "grands Peul" qui continuent à vivre du travail des esclaves, des Foula Bourouré, et de leur propre élevage, le colonisateur ayant eu intérêt dans un souci d'efficacité à conserver les chefs en place, parce que l'aristocratie avait accepté sans résistance sa tutelle, parce qu'il profitait de l'armature administrative existante, parce qu'il pouvait spéculer sur les luttes de factions existant entre partis soria et alfaya pour mieux exercer son contrôle, et parce que le Fouta, pauvre économiquement, n'exigeait pas des hommes nouveaux en mesure de mieux exploiter ses richesses, la récolte du caoutchouc pouvant s'effectuer dans le cadre social traditionnel.

Malgré la nomination arbitraire en 1898 de Baba Alimou, fils d'Eli Sori assassiné par un frère de Bokar Biro, comme almani de Timbo, malgré la destitution d'Alfa Yaya comme chef du Labé et son arrestation en 1905, malgré la promotion d'un obscur chef de village Tierno Oumar Ba comme chef de canton de Dalaba en 1912, à la place de l'ancien notable destitué pour compromission dans l'affaire de Goumba, la chefferie traditionnelle continue non seulement de survivre mais de conserver un certain crédit. Les raisons que nous pouvons invoquer à cette perpétuation de l'autorité traditionnelle au Fouta sont les suivantes :

1) La structure hiérarchique de la société peul . Disposant déjà d'une forte armature, les sociétés à état comme celle du Fouta, étaient plus à même de s'intégrer à un système colonial qui présentait une structure semblable.

2) La cohésion culturelle de l'ethnie dominante. Une pareille cohésion jouait comme facteur de résistance à la pénétration des idées coloniales.

3) La faiblesse de l'impact culturel et économique de la colonisation. En milieu islamisé et lettré, les missions catholiques n'ont pu s'implanter, et les écoles françaises fixées assez tard dans quelques chefs-lieux comme Labé, Pita, Dalaba n'ont touché qu'une population fort réduite de serviteurs en majorité. Quant au système d'esclavage, il a été maintenu dans l'intérêt des chefferies elles-mêmes qui y trouvaient le moyen de prélever aisément les hommes, les impôts et les surplus agricoles nécessaires à la satisfaction des exigences du pouvoir colonial.

4) La prédilection affective du colon pour l'ethnie peul à la structure politique élaborée, aux manières aristocratiques et à la culture islamique raffinée.

A l'encontre de ces facteurs de prorogation du système, d'autres entraient en action dès avant la première guerre mondiale qui commençaient à corroder de l'intérieur l'institution de la chefferie. Il faut citer en particulier le démembrement des anciennes unités historiques, la liquidation des marabouts influents et l'attribution de rôles impopulaires aux chefs de canton.

Le premier coup porté à l'autorité des chefs avant la suppression de l'almamiat nous semble sans conteste, le traité de protectorat de 1897 par lequel, en se mettant sous la protection militaire de la France, l'almami se privait de l'un des moyens de reproduction de sa puissance politique et économique : la guerre. Lorsque, par ordonnance n° 1 du Résident, approuvée par l'Assemblée plénière des chefs tenue à Timbo le 13 juillet 1897, l'impôt de capitation est introduit au taux de 2 francs, lorsque par arrêté du Gouverneur en date du 28 novembre 1897, les prestations d'hommes pour travaux publics deviennent possibles et licites, le pouvoir économique des chefs se voit considérablement réduit en raison de la limitation des surplus produisibles par l'agriculture et par l'élevage dans un état technologique rudimentaire. L'année suivante marque le début du démembrement des anciennes unités historiques puisque l'autorité de l'almami de Timbo est désormais limitée à trois diwe (Timbo, Bouria et Kolen) sur neuf, et que les autres, dont celui de Labé, deviennent indépendants. Le découpage du diwal de Labé en trois cercles sous

prétexte "d'affermir le commandement à sa base en créant des contacts entre l'administration et l'indigène dans des régions où ils ne s'étaient pas encore produits... l'affaiblissait à son sommet, en supprimant toute direction d'ensemble effective ainsi que toute liaison entre les trois cercles" (1). Pour l'administration, prendre un contact direct avec les chefs secondaires, c'était vouloir les détacher de l'autorité supérieure traditionnelle. Le transfert à Ditiinn en 1906 de la branche alfaya, puis en 1912 la suppression de l'almamiat avec déplacement à Mamou des chefs alfaya de Ditiinn, et à Dabola du chef soria de Timbo, marque bien la réussite de ce que visait déjà le gouverneur de la Guinée en 1906 : "la suppression progressive des grands chefs et le morcellement de leur autorité jusqu'à ce que soit obtenu le village comme entité administrative" (2).

Comme avaient été révoqués Alfa Yaya en 1905, puis son ennemi et remplaçant Alfa Alimou en 1909, de même les marabouts dont on redoute l'influence sont liquidés par arrestation et incarcération, tels en 1911 les karamoko Sankoun et Ba Gassama à Touba, ainsi que le Ouali de Goumba. Aux chefs de canton désignés et intronisés par les autorités coloniales incombe désormais un rôle de pourvoyeur en produits aux quantités déterminées pour chaque circonscription, en hommes requis pour les travaux publics, et en argent pour la capitation, les taxes de cercle, les impôts sur le bétail et les redevances coutumières. Ainsi ne saurait-on affirmer que les modèles traditionnels conditionnent totalement les comportements nouveaux, étant donné qu'aux conflits d'intérêt et de valeur auxquels se trouvent confrontés les chefs s'ajoutent les exigences contradictoires de leur double appartenance au système colonial et à la société colonisée. Leur double représentativité de protecteur et de percepteur, de délégué de leur peuple et de fonctionnaire du pouvoir européen, de représentant de l'administration locale et d'agent du gouvernement, leur confère un rôle ambigu, différemment interprété selon les circonstances. Les conflits de rôles expliquent certains dynamismes de la si-

(1) A. DEMOUGEOT - *op. cit.*, p. 38.

(2) Rapport d'ensemble de la situation générale de la Guinée française en 1906, Conakry, Imprimerie Ternaux, 1907.

tuation coloniale et les réactions qu'elle a pu entraîner : réactions internes visant l'agent de l'administration européenne de tutelle qu'il symbolisait, réactions externes visant le représentant des forces traditionnelles. En cas de conflit entre la collectivité locale et le pouvoir colonial, le chef devait faire face au dramatique dilemme consistant ou à perdre sa représentativité s'il faisait sien les intérêts du pouvoir supérieur contre sa communauté ou à perdre son prestige si, en soutenant son groupe, il risquait d'être destitué par l'autorité de tutelle.

Si l'ambiguïté d'une telle position sociale a pu être entretenue par le gouvernement colonial, celui-ci a bien vite préféré, entre les deux guerres, avoir des gens à sa dévotion plutôt que des représentants d'une tradition qui ne servirait pas de prétexte à la commodité et à l'économie. Dès la première guerre mondiale, le colonisateur renforça par ses exigences excessives de fournitures, l'ordre de contrainte qui le caractérise, des plus opposés à l'esprit qui animait le Fouta traditionnel où le pouvoir de légiférer et de décider appartenait en définitive aux conseils d'anciens. Les stratifications modernes nous semblent se rattacher davantage au système colonial qu'à celui de l'époque antérieure, en ce que les régimes politiques, grâce à un corps de gestionnaires affidés, s'orientent vers un renforcement de l'absolutisme. En livrant les institutions à un certain arbitraire des autorités déléguées, l'élite ne manque pas de tirer parti d'un tel état de fait par lequel elle se trouve favorisée économiquement en tant que groupe politique au pouvoir.

A la déstructuration des unités politiques traditionnelles, à la liquidation des influences anti-coloniales et à l'attribution aux chefs de rôles impopulaires, s'ajoute, parmi les causes d'affaiblissement des pouvoirs traditionnels, et comme résultantes des précédentes, une désacralisation de l'autorité. Puisque le chef de diwal tenait son investiture de l'almami, chef des croyants, son autorité reposait sur un fondement spirituel. Or, en faisant du chef nommé par le pouvoir colonial et non plus élu par les assemblées et investi par l'almami, le seul détenteur du pouvoir dit traditionnel, la conquête coloniale a commencé à

détruire les fondements de l'autorité politique elle-même, la privant par désacralisation de son caractère de continuité et de stabilité.

Le chef était naguère à la fois guerrier, représentant d'Allah et bienfaiteur de son peuple. Or de par les rôles que lui attribuait le colonisateur, il en venait à perdre sa fonction principale de protection et d'assistance et à ne plus répondre à ce que le peuple attendait de lui. Avec la disparition des moyens d'intervention armée, sa fonction de guerrier était abolie. Par le mode de nomination des chefs dans le système colonial, par la pénétration des valeurs idéologiques de laïcité et par la généralisation de l'injustice, s'évanouissait son aura spirituelle. En raison de l'introduction du système monétaire et du drainage des richesses pour le seul profit de la métropole, il perdait sa place centrale d'autrefois comme destinataire et redistributeur dans le système de circulation des richesses, les lourdes obligations fiscales raréfiant la pratique des dons traditionnels.

Néanmoins, il faut convenir que l'une des politiques pronées par Van Vollenhoven de désignation d'office d'un chef à l'extérieur des lignages dominants et même de la population locale, n'a guère été pratiquée au Fouta avant la seconde guerre mondiale, à l'inverse du Kissi (société sans état), où Yves Person signale l'attribution de plusieurs chefferies à des anciens combattants (1). Certes l'administration accorda parfois, par souci d'efficacité, sa préférence aux éléments jeunes possédant une certaine instruction, mais si ce choix portait atteinte aux critères de séniorité, il n'entamait pas le principe d'hérédité, car le chef était choisi dans le lignage dominant. Comme l'ont montré G. Balandier pour les Fang et Yves Person pour les Kissi, la dualité d'autorité, l'une gérontocratique et lignagère, l'autre administrative, n'entraînait guère de conflits, car le plus souvent se produisait un abandon contrôlé de l'autorité à un neveu ou à un fils (2). En vieillissant et en devenant chef de lignage, le chef administratif finissait par

(1) Y. PERSON - Soixante ans d'évolution en pays kissi, Cahiers d'Etudes Africaines, I, 1, 1960, p. 96, d'après les archives de Kissidougou.

(2) G. BALANDIER - Sociologie actuelle de l'Afrique noire, P.U.F., 1963, 2^e éd., p. 496

Y. PERSON - loc. cit., p. 91.

cumuler les deux formes d'autorité. Ainsi, au Fouta, note-t-on bien moins qu'ailleurs entre les deux guerres, cette politique de passe-droits et d'exactions qui finit par attirer l'hostilité de la population et le fléchissement du commandement indigène. Le cas d'Alfa Bakar Diallo, nommé chef de canton de Kebali en 1933, est l'un des rares, où un chef de canton est accusé par les rapports administratifs, dès 1934-35, de brutalité notoire et de maladresse dans la perception de l'impôt, à tel point que jusqu'à la guerre, l'opinion officielle juge quasi intacte la position de la chefferie traditionnelle.

Les causes majeures du discrédit de celle-ci sont à chercher surtout dans le surcroît d'exigences occasionnées par ce que la France appelait "l'effort de guerre" de ses colonies. J. Suret-Canale insiste longuement et avec raison sur cet épisode majeur : "Pris entre le marteau et l'enclume, les chefs doivent satisfaire, aux dépens de leurs administrés, à ces "exigences folles". Ils y trouvent moyen, à l'occasion, de gruger plus encore que par le passé leurs administrés. Les rares contingents de denrées rationnées attribuées à la brousse - sucre, tissus notamment - sont répartis par leurs soins. Ils en profitent pour se servir d'abord, eux et leur entourage, et pour rétribuer des services. Ce qui reste passe au marché noir, à de rares exceptions près" (1).

Les archives de Dalaba présentent annuellement un état chiffré de ce que l'on obtient "grâce au zèle des chefs" et au prix d'un appauvrissement rapide du pays : fournitures de riz, de fonio, de maïs, de pommes de terre, pour l'exportation ou le ravitaillement des villes de Guinée, récolte du caoutchouc "dans les cercles voisins", prélèvement de boeufs, journées obligatoires de portage, travail de construction d'un camp de repos pour Européens, coupe de bois pour le chemin de fer, envois au Sénégal de navétanes désignés, impôts payés en cinq jours dès réception des rôles, cotisations aux Sociétés indigènes de prévoyance, souscriptions dites volontaires pour le Secours National, pour les victimes des bombardements de la région parisienne, pour la Résistance. La faible rémunération des produits et les impositions multiples conduisent à une

(1) J. SURET-CANALE - La fin de la chefferie en Guinée, Journal of African History, 1966, VII, 3, p. 472.

raréfaction générale de la monnaie. Quiconque s'oppose à l'autorité des chefs est passible des peines dites de l'indigénat, c'est-à-dire de quelques jours d'incarcération. Quant au chef trop compatissant, s'il ne paie pour sa collectivité, il encourt jusqu'à six mois de prison.

Dès la fin des hostilités semble s'ouvrir une ère plus démocratique lorsque deviennent permises aux élites colonisées, après le Congrès de Brazzaville, les compétitions électorales. Mais la première assemblée constituante manifeste encore la victoire de la chefferie du Fouta, puisque le corps électoral réduit aux fonctionnaires et aux notables fait prévaloir le candidat proposé par les chefs du Fouta réunis à Pita le 14 septembre 1945 : l'instituteur Yacine Diallo qui s'inscrit à la SFIO, et sur lequel rejaillit bientôt l'honneur d'avoir participé à l'abolition du travail forcé et de l'indigénat. Ce choix de Yacine Diallo, lequel n'appartient pas aux souches régnantes mais est investi par elles, lequel représente les élites modernistes sans contester dans son essence le régime colonial, satisfait tout le Fouta et évite de sitôt les Peul dans le camp conduit par le RDA.

Le régime de l'indigénat supprimé, la chefferie foutanienne n'est pas en sécurité pour autant, car dans un contexte socio-politique qui devient national, commencent à s'amplifier deux types de conflit, d'une part un conflit avec les populations, d'autre part un conflit avec les hommes nouveaux.

Le conflit avec les populations dérive de la tendance effrénée au profit qui se manifeste dans la chefferie, une fois liquidées les tâches ingrates de l'effort de guerre, et qui agit comme amplificateur du discrédit moral suscité par cet effort. Les archives de Dalaba (rapports de 1950 et de 1952) renseignent avec exactitude sur le train de vie et les dépenses des chefs, de même que sur les sources de leurs revenus illicites réinvestis souvent dans le commerce, les transports et les plantations. "Au chef de Kankalabé, on reproche de percevoir, en plus de la dîme sur les récoltes, une taxe pour le repas de fête du chef (10 francs par homme marié) ; une autre taxe pour ses réceptions (en nature et en argent). L'argent donné pour le paiement des travailleurs, lors de la construction de la route de Dalaba au Konkouré a été partagé

entre le chef et ses suivants. Contre le chef de Dalaba, une plainte signée (datée du 15 août 1953) fait état des exigences suivantes : 50 frs par famille à chaque fête ; 15 frs par tête lors du recensement ; 25 frs par tête pour le 14 juillet et le 11 novembre ; des cadeaux lorsqu'il va à Conakry ; des contributions exceptionnelles pour l'achat de voitures, de maisons. D'autres plaintes font état de femmes enlevées, de boeufs confisqués" (1). Taxes variées, redevances sur les récoltes et les successions, travail sur les champs du chef (en dépit de l'interdiction du travail forcé), action coercitive des batula (hommes de main des chefs) constituent autant de moyens d'accroître et de protéger la richesse des uns, contrastant avec la misère des autres.

La politisation de ce conflit est favorisée par l'ascension rapide des hommes nouveaux du RDA, surtout après 1952 car les quelques sous-sections créées entre 1948 et 1951 avaient généralement été dissoutes sous la pression des chefferies. Un conflit se dessine donc désormais entre la chefferie coloniale et les leaders puis les militants du Parti Démocratique de Guinée. Les griefs adressés par les seconds aux premiers, outre les exactions et rapacités déjà citées, portent sur l'attitude conservatrice des chefs dans une Guinée en pleine mutation, sur leur collaboration avec un pouvoir colonial qui tolère leurs préjudices malgré la perte du consensus populaire à leur égard, sur l'insuffisance de leur capacité administrative et technique dans la gestion des affaires publiques. Attaqués par le peuple et par les nouvelles élites, les chefs ne pourront résister que par des initiatives trop tardives telles que des tentatives (infructueuses à cause de conflits internes) d'unifier leur action, la recherche d'un statut d'officier ministériel et la fonctionnarisation de leur emploi (révision des soldes, indemnités diverses). Toutes ces stratégies de préservation de leur pouvoir se révéleront inefficaces face à l'offensive de masse du PDG.

En résumé, grâce à sa structure hiérarchique antérieure, le Fouta a pu conserver plus longtemps que les autres régions de Guinée, le crédit nécessaire à la survie temporaire des pouvoirs traditionnels. Mais la perte de l'autonomie foutanienne a correspondu à la privation des principaux

(1) Ibid - pp. 479-480.

moyens d'exercice de l'autorité traditionnelle. L'assomption de rôles nouveaux exigés par la puissance coloniale a progressivement, à la faveur surtout des crises et guerres métropolitaines, supplanté l'exercice des rôles traditionnels. La dégradation du pouvoir des chefferies n'a cependant été consommée⁹⁴ par un procès de propagande et de politisation du peuple mené par des élites nouvelles qui ont mis en place un encadrement politique des comités, sections et fédérations tel qu'il puisse se substituer sans difficulté aux anciens chefs devenus inutiles.

Au mouvement de déchéance des strates supérieures par perte de leur pouvoir politique, en répond un autre inverse d'élévation des strates inférieures par obtention de droits politiques et accès à la richesse économique.

Emancipation de l'esclave

Jusqu'à la colonisation, le système foula ne permet qu'une émancipation des esclaves contrôlée par la société dominante. La mobilité ascendante tolérée par le système présente les caractères d'une mobilité individuelle et non collective, centripète et intégrative puisqu'elle a pour fonction de conserver les normes de la société peul et les principes de sa stratification.

En modifiant les fondements même du système politique peul, puis progressivement l'économie du Fouta Djallon par le système de traite, les relations marchandes et l'économie monétaire, la colonisation sans supprimer effectivement l'esclavage va provoquer une évolution sociale telle qu'indirectement sera accéléré le processus d'émancipation que nous appellerons centrifuge parce que la mobilité s'opère d'une part par déplacement hors des limites géographiques où pouvaient être contrôlées les sujétions, d'autre part par adoption de professions (militaires, commis, employés de services urbains,...) jusqu'alors inconnues et à la place non déterminée par la tradition, de telle sorte que ce changement équivaut à une fuite hors du système de stratification traditionnel. Enfin une contestation organisée et active du système de servage se produira dans les dix dernières

années de la colonisation, sous l'influence de partis politiques dont les leaders se situent hors du cadre traditionnel et qui auront intérêt, pour mener à bien leur dessein de modernisation sociale et d'acquisition du pouvoir politique, à accélérer l'émancipation des serfs pour s'en faire des alliés contre les pouvoirs concurrents des chefs traditionnels et des chefs intronisés par le colonisateur.

Après l'instauration du protectorat français par le traité du 6 février 1897, puis l'annexion pure et simple du Fouta Djallon à la colonie de la Guinée française en 1904 (décret du 23 octobre), sont réaffirmés quelques grands principes de la République. En 1905, est officiellement interdite à l'intérieur la "traite" des noirs (1) et envisagée la conquête de leur liberté par le rachat. L'émancipation s'obtient par simple demande au commandant de cercle accompagnée de la somme de 150 frs. L'inefficacité d'une telle mesure saute aux yeux. Sans identité juridique, sans possibilités financières, étroitement contrôlé par son maître peul, l'esclave ne saurait seulement approcher le commandant de cercle. Tandis que d'un côté les chefs peul découragent par des pressions efficaces toute libération massive, le colonisateur voit intérêt à maintenir le statu quo, à la fois pour la mise en valeur du territoire à peu de frais, et pour ne pas s'aliéner les chefs en place dont il utilise le prestige à ses fins.

Ainsi, l'esclavage, patroné par la coutume et la chefferie, subsiste-t-il d'autant que le produit du travail de l'esclave, ou sa mise en gage, permet au Peul de subvenir au paiement de l'impôt, tout particulièrement lors des périodes difficiles comme celle des années trente où un effort supplémentaire est demandé aux colonies. Sous prétexte même de vagabondage est exercé un droit de suite légal sur les esclaves fugitifs.

L'émancipation effective sur décision du pouvoir colonial ne se produit que dans des cas restreints et comme mesure de rétorsion contre des pouvoirs locaux rebelles. Deux cas de libération de masse sont à signaler, entre 1910 et 1913 seulement, l'un lors de l'affaire du Ouali de Goumba, qui conduit dans la région de Kindia (selon le rapport d'un administrateur) à la libération de 1 500 captifs et à la confiscation du bétail de leurs maîtres, l'autre à Touba lors de l'arrestation du karamoko

(1) L'esclavage avait été supprimé officiellement dans toutes les possessions françaises en 1848. Mais la mesure n'avait touché que le trafic effectué par les Européens.

Sankoun, chef de la communauté diakanké. L'abandon des villages et le déplacement géographique des esclaves vers Kindia et Conakry dans le premier cas, vers Boké et Gaoual dans le second sont les meilleurs moyens d'échapper à une ancienne tutelle.

Jusqu'alors, pour le reste du Fouta, la suppression du statut d'esclave et sa transformation en statut de servage est demeurée formelle et s'est bornée à la définition en termes juridiques métropolitains des rapports de propriété et d'échange de services. Mais, avec la première guerre mondiale s'amorce un processus d'émancipation, non intentionnel mais bien plus efficace, qui va revêtir un caractère plus important numériquement tout en n'étant qu'une somme de cas individuels.

La stratégie de protection des hommes libres consiste à envoyer leurs esclaves pour satisfaire aux exigences du pouvoir colonial. Celui-ci réclame-t-il des soldats pour défendre la métropole en danger, des fils de chefs pour leur inculquer à l'école les principes de la culture française, des travailleurs pour les chantiers des réseaux routiers et ferrés, des migrants pour récolter le latex ou l'arachide dont le produit doit servir au paiement de l'impôt ? Ce sont toujours leurs esclaves que les maîtres choisissent par priorité pour de telles corvées. Il en résulte assez rapidement chez ces déracinés une habitude de l'exode qui tend à s'amplifier, ainsi que l'acquisition d'un pécule et d'un savoir qui leur permettent, par un changement de rôle, de modifier leur statut en se situant dans un nouveau cadre de stratification à une place supérieure à celle de leurs anciens maîtres. Passage dans l'armée, conversion au négoce, scolarisation, migration urbaine et prolétarianisation sont les plus nets indices de cette émancipation que l'on rencontre dans toute la Guinée. Au Fouta Djallon, trois facteurs sont à considérer comme plus importants que les autres parce qu'au lieu de créer des marginaux isolés, coupés de leur milieu d'origine, ils ont provoqué une transformation interne de la société foutanienne ; il s'agit de la conscription lors des guerres, des migrations de travail, notamment du travail forcé entre 1940 et 1945, puis après 1952 de l'action des partis politiques et notamment du Parti Démocratique de Guinée.

I - Lors de la première guerre mondiale, les maccube forment les trois quarts des conscrits originaires du Fouta, auxquels une première occasion est offerte d'exercer le métier des armes, de voyager et de se soustraire à l'esclavage. A l'armée, entre soldats à quelque niveau social traditionnel qu'ils appartiennent, se nouent des solidarités que prolongent par la suite les associations d'anciens combattants. De retour au pays, beaucoup se valorisent de leurs exploits et cherchent à reproduire les rapports sociaux observés dans la métropole. Beaucoup perdent la crainte du Blanc et acquièrent considération de leurs titres de sergent, de caporal ou des habitudes curieuses qu'ils ont contracté. Motivés par l'appât du gain et de la pension, par le désir de voir du pays ou de conquérir des galons, des engagements massifs se produisent lors de la seconde guerre mondiale et de la guerre d'Indochine. Lorsqu'ils réintègrent leurs foyers avec l'argent qu'ils ont épargné, commence à se manifester une compétition économique entre maîtres et serviteurs-soldats, quant aux biens de prestige possédés. Phonographes, bicyclettes, étoffes, lits, fauteuils et même commodes prennent la direction des runde. Les femmes esclaves rivalisent d'élégance avec les Peul et les surclassent souvent. Quant aux pensionnés, ils utilisent parfois leur argent pour entrer en négoce ou l'investissent dans des domaines productifs en rachetant à bas prix tout ou partie des champs de Foula acculés à la ruine par l'absence de main-d'oeuvre, par les exigences de l'impôt et de l'économie ostentatoire. Grâce à leur ardeur au travail et à leur relative expérience agronomique, ils ont vite fait d'accroître le rendement de ces terres que leurs grands-parents ont travaillé pour d'autres. Ceux qui refusent de revenir se soumettre aux ordres de leur "Pullo" émigrent vers la ville ou vers les plantations pour y chercher un emploi de manoeuvre salarié. Mais ceux qui disposent de quelque épargne préfèrent investir dans deux secteurs de rapport : la terre ou les transports. En 1957, l'administration estime qu'un tiers des riches terres à riz du Badiar est occupé en pleine et entière propriété par d'anciens esclaves. Certains autres rachètent de vieux camions aux Libano-Syriens de la côte et développent de véritables entreprises de transport. La plupart de celles de Labé sont ainsi contrôlées en 1957 par des anciens esclaves.

2 - Une condition particulièrement favorable à cette modification du statut de l'esclave est apparue dans les années trente et quarante au moment où l'administration commence à élever presque systématiquement à la dignité de chefs de canton des Peul choisis hors des familles de notables traditionnels. Afin de résorber leur sentiment d'infériorité, ces nouveaux chefs font peser leur joug autant sur les Foula que sur les maccube, majorant l'impôt de tous, réquisitionnant les uns et les autres pour l'entretien de leur champ. Jusqu'à l'abolition du travail forcé en 1946, la même sujétion éprouvée comme inhumaine, est subie par les Foula (pauvres surtout) et par les maccube, obligés pour les besoins de l'effort de guerre de partir chercher ensemble du latex et de la fibre de sisal, rassemblés ensemble, embarqués dans des camions et condamnés à la coupe du bois pour alimenter les gazogènes, dans les chantiers du Kakoulima par exemple. S'ils le peuvent, maîtres et captifs se cachent ensemble afin d'échapper aux poursuites des garde-cercles. Dans cette sorte de désertion, autant que dans le travail, naît une solidarité d'infortune ou de détresse, agissant pour la suppression des clivages traditionnels.

3 - Le coup le plus efficace pour la destruction de ces clivages provient de la tactique d'implantation du Parti Démocratique de Guinée et de sa lutte contre la chefferie au Fouta Djalon. Pour la présenter, nous nous référerons aux résultats de trois interviews que nous avons faites (1) et aux recherches de Hassimiou Baldé (2). Pour plus de clarté, nous opérerons un découpage historique par étapes.

a) L'association comme moyen d'opposition : La liberté d'association est concédée à l'AOF une dizaine d'années avant l'obtention des libertés politiques. Dans des associations épousant souvent le cadre ethnique se regroupent des fonctionnaires en majorité. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, l'Amicale Gilbert Vieillard qui rassemble des Peul, se propose pour objectif de contrebalancer l'autorité des chefs, mais s'effrite en 1949 à la suite de dissensions internes, certains membres de l'amicale s'étant servi d'elle pour intriguer et obtenir leur propre nomination comme chefs de canton à Gaoual, Kinsi et Bara par exemple.

(1) Interviews de deux instituteurs et d'un armateur.

(2) Hassimiou BALDE - L'esclavage au Fouta, Mémoire INFOM, 1957-58.

b) Une action locale isolée : Le Rassemblement Démocratique Africain, lorsqu'il se fonde en 1946, réussit quelque implantation en Basse et en Haute Guinée, mais éprouve des difficultés à pénétrer dans un Fouta dominé par les chefs de canton et les notables traditionnels, à tel point que l'un des premiers membres du Parti, Mamadou Traoré (dit Ray Autra), instituteur à Dalaba, qui fait figure d'opposant à la chefferie peul, est appréhendé en 1948 par un commando de batula (gardes du chef de canton). Il s'enfuit tandis que les batula détruisent sa maison et exposent nus dans la cour de sa concession les membres de sa famille.

c) Tactique de recrutement et d'encadrement : En 1953, le PDG qui compte comme membres des petits fonctionnaires foula ayant quitté le pays et dont les parents ont particulièrement souffert de l'effort de guerre, obtient de certains d'entre eux qu'ils abandonnent leur travail et se consacrent entièrement à une tâche de propagande politique parmi les paysans pauvres et les esclaves. Quelques dizaines de militants rentrent alors dans leurs foyers, mènent la vie de leurs concitoyens et leur expliquent le soir dans des réunions les maux dont souffre la société.

d) Constitution de cellules : Un tel travail de politisation s'effectue en campagne à l'insu du chef et de l'administration, et dans les villes auprès de chômeurs et de travailleurs syndiqués. Prenant appui sur l'esprit moderniste et contestataire des anciens combattants, le PDG conquiert ceux-ci à sa cause. Il attribue aussi à d'anciens captifs, les places de responsabilité dans les associations de jeunes et de femmes qu'il crée.

e) Stratégie d'agitation sociale : Fort d'avoir implanté des cellules politiques dans de nombreux runde, le Parti incite alors les serviteurs à se plaindre devant les tribunaux indigènes des sévices et des vols que les chefs commettent éventuellement à leur encontre. En cas de déboutement des demandeurs, le PDG agit par coups, dénonciations, incendies, et passe à l'action révolutionnaire en envoyant de préférence des paysannes au chef-lieu de canton pour formuler en masse leur mécontentement et susciter au besoin des troubles dans la concession du notable ; ce qui provoque, avec l'amplification des rumeurs, une prise de conscience et une amplification du conflit entre chefs ou riches notables et serviteurs ou Peul pauvres.

f) Prise de responsabilité : Lorsque la loi-cadre place le PDG au pouvoir, celui-ci obtient l'abolition du pouvoir concurrent de la chefferie. Alors, un nouveau découpage administratif est opéré, de telle sorte que le chef du village des serviteurs (le manga du runde) devient président du comité villageois au même titre que le chef du fulaso. Dans certains fulaso, comme ceux de Bouroudji, Hakoudé-Pellé, Fello-Kossan, Kourabouya, Ley-Fitaré, en 1957, il arrive même qu'un maccudo remplisse les fonctions de président de comité. Outre les responsabilités politiques, d'importantes fonctions économiques sont confiées aux serviteurs, puisque dans la plupart des cas, en tant qu'agriculteurs les plus actifs, ils sont élus présidents des coopératives agricoles (SMDR). Emancipés par le PDG, beaucoup de serviteurs quittent alors le Fouta pour s'installer en ville comme manoeuvre, artisan ou commerçant. Aussitôt l'indépendance, l'Etat les reconnaît propriétaires de plein droit des terres qu'ils cultivent depuis au moins trois ans et les dégage de toute servitude à l'égard de leurs anciens maîtres pour lesquels ils seront désormais les "Peul- du 28 septembre", c'est-à-dire ceux qui ont accédé au statut de Peul par la vertu de l'indépendance politique.

En fait, les serviteurs tiennent autant qu'à leur liberté, à une égalité statutaire. Ils veulent être considérés comme Foula à part entière. S'ils parviennent désormais à acheter des concessions dans les quartiers d'anciens hommes libres, il leur demeure néanmoins fort difficile d'épouser des femmes foula à moins que celles-ci ne soient de basse lignée et eux-mêmes assez riches. Se pliant mal aux brusques changements de la société guinéenne, beaucoup d'anciens serfs âgés ne se sont pas totalement détachés de leurs maîtres, ils conservent à leur égard les mêmes attitudes de politesse que naguère, leur adressent des cadeaux symboliques au lieu des redevances, et c'est toujours parmi eux que se recrutent les égorgeurs, les dépeceurs, les danseurs et les magiciens-guérisseurs.

Il serait intéressant, après avoir expliqué le processus d'émancipation des esclaves, d'évaluer quantitativement son impact. Malheureusement, les données chiffrées demeurent fort approximatives et mal circonscrites géographiquement. En se fondant sur deux rapports d'archives de 1904 et de 1956, sur les recherches de J.L. Boutillier et sur l'étude

démographique de 1955, J. Suret-Canale propose cependant les chiffres suivants : "La proportion des captifs dans la population totale a diminué. En 1904, elle était estimée à 400 000 sur 1 000 000 d'habitants pour l'ensemble de la Guinée : la proportion était vraisemblablement plus élevée au Fouta Djallon, et devait s'élever au moins à 50 %. Entre les deux guerres, elle est évaluée à un tiers. En 1955, pour 352 000 habitants du Fouta proprement dit, on compte 650 000 hommes libres et 202 000 "serviteurs". Il faut attendre la crise sociale et politique des années 1956-57 pour assister à l'effondrement de l'institution, attesté par les procès-verbaux de gendarmerie signalant des libérations massives d'esclaves" (1).

Si, à la lumière des analyses qui précèdent, nous comparons l'histoire des maîtres et celle des serviteurs de même que leur sort actuel, il devient net que l'évolution tant économique que culturelle des uns et des autres a été différente aussi bien en profondeur qu'en degré. L'accès au savoir par la scolarisation occidentale, l'insertion dans une économie de profit par le salariat ont permis aux serviteurs d'acquérir une situation nouvelle supérieure bien souvent, du point de vue économique à celle de leurs anciens maîtres. Dans les six dernières années de la colonisation notamment, ils ont tendu à transformer leur avance économique en avantages socio-politiques. Quant à la mutation psycho-sociale et socio-culturelle de leur statut, elle a pris pour modèle la société dominante peule tant qu'a duré la colonisation, mais depuis l'indépendance les schémas idéaux de référence deviennent les comportements des bourgeoisies politiques plus aisément imitables pour qui détient déjà des bribes de savoir moderne et de richesse. Dans la perspective du Manifeste de Marx, l'histoire de la déchéance du chef et de la libération de l'esclave est bien celle d'une lutte de classes aboutissant à un changement du système lui-même de stratification.

(1) J. SURET-CANALE - La République de Guinée, éd. Sociales, 1970, p. 136

C H A P I T R E V

L'ORGANISATION SOCIALE MALINKE ET

LA GENESE DES INEGALITES MODERNES

Un système de rangs fondé sur la séniorité et la primogéniture, inclus dans une stratification des lignages fixée par l'histoire, le tout inséré dans une hiérarchie des trois ordres d'hommes libres, artisans castés et esclaves, ainsi se présente de manière composite la société manding. Son caractère patriarcal apparaît comme trait dominant permettant de la spécifier par rapport à la société peul où la stratification s'opère primordialement selon le critère politico-administratif. Chez les Malinké, la dévolution du pouvoir suit le principe de descendance conjugué au critère d'âge du groupe dans un lieu donné, et le mode de descendance conditionne en premier lieu l'appartenance de rang. C'est dire que tous les segments lignagers d'hommes libres ne sont pas équivalents. Ils se différencient d'une part selon la fonction historique de leur clan dans le pacte des grandes familles établi sous l'ancien empire du Mali, et d'autre part selon leur proximité généalogique (manipulée par le moyen des mythes et légendes à la suite d'épreuves de force) par rapport au clan-souche dans le cadre territorial du kafu.

Ces deux types de différenciation par référence temporelle et spatiale se composent entre eux en fonction de conjonctures particulières : envergure du groupe lignager, poids de la mémoire collective, création ancienne ou récente du village, scissions de rameaux, aléas historiques des guerres et migrations. De même s'imbriquent étroitement le système politique et le système lignager. La charge d'autorité appartient à l'homme le plus âgé, non pas de l'ensemble collectif, mais du lignage originel dans lequel est concentré le pouvoir politique.

La stratification des groupes et lignages selon la séniorité, racrochée au passé légendaire de l'organisation politique du Mali et à celui de la fixation territoriale des groupes, ne saurait être désigné comme

système de classes dans la mesure où le critère économique n'entre pas en jeu. L'ordre des préséances se fonde sur les valeurs sociales de la séniorité et de la primogéniture. Nous ne chercherons pas à savoir si ces valeurs justifient la domination ou si la domination explique les valeurs. Il est probable que les deux explications doivent intervenir simultanément, car si l'expression des relations politiques s'opère en termes de parenté, l'une des stratégies politiques peut consister à manipuler cette parenté.

Dire que les structures du pouvoir politique correspondent au rang des lignages ne permet pas de rendre compte de tous les aspects de la stratification du pays malinké. Il faut en effet, pour saisir la gradation synthétique qui s'impose à la conscience sociale, faire intervenir d'autres inégalités comme explicatives des structures de prestige, par exemple les inégalités d'accès au pouvoir mystique qui situe certains chasseurs et guérisseurs hors du commun, les inégalités de force et de bravoure qui ont permis à d'anciens sofa (guerriers) de prendre dans un village plus d'importance que ne le laisserait supposer leur appartenance lignagère, les inégalités de rang dans la hiérarchie religieuse (fonction de mori, ascendance des Chérifou, titre d'El Hadj) et les inégalités résultant de l'expérience du monde et de l'économie d'échange acquise comme dioula itinérant. Mais tandis que les inégalités de statut lignager caractérisent l'ensemble de la société malinké, les dernières inégalités que nous venons d'évoquer n'ont d'action modificatrice du modèle de stratification lignagère que dans certains lieux et en fonction de la personnalité des porteurs de rôles. Elles n'agissent donc que comme variables secondaires et individuelles.

La dominance de l'organisation lignagère en tant qu'élément de la dynamique des stratifications du Manding, ne saurait s'expliquer que par recours à une histoire dans laquelle se conjuguent les actions de forces internes et externes. Avec de nouveaux rapports de domination politique dans l'empire du Mali (force interne) et dans l'empire colonial (force externe), s'instaure un système organisationnel qui définit statutairement des ordres de préséance sociale, tout en bouleversant plus ou moins

radicalement les ordres précédents. A la constitution de l'empire du Mali préexiste une société tribale ou société de rang. Le critère de résidence territoriale et la pratique de l'agriculture y définissent un espace socialisé. Aux liens fondés sur la parenté s'ajoutent des institutions régulatrices des rapports entre groupes (groupes d'âge, sociétés magico-religieuses, organisations coopératives de la production). Une telle société laisse cependant déjà place au développement d'inégalités par la hiérarchisation des individus et des groupes que son fonctionnement suppose au sein d'unités élémentaires (hommes-fermes, aînés-cadets), entre lignages inégaux statutairement, au sein de sociétés religieuses ou militaires. Mais ces inégalités ne s'ajoutent pas les unes aux autres, ni ne donnent naissance à un système politique ayant un langage spécifique.

Lorsqu'au onzième et douzième siècles se constitue le royaume Manding, son organisation politique s'effectue d'abord comme réaction militaire aux conquêtes du Ghana, puis comme cristallisation institutionnelle dans un appareil politique avec pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. Bien que peu renseigné sur les bouleversements sociaux structurels qui se sont produits alors, on peut admettre que les stratifications existantes ont changé de signification en ce sens que le passage du cadre socio-culturel tribal à un cadre politico-administratif plus vaste a entraîné un mixage avec d'autres formes de stratification qui recouvrent les traditionnelles sans les faire totalement disparaître.

On assiste en premier lieu au développement d'une société d'ordre, en ce que l'exercice de la force par les détenteurs du pouvoir politique facilite la capture des esclaves et les affirmations d'allégeance^{d'aristocrates} aux nobles qui les protègent et les entretiennent.

En second lieu, se produit une modification de la structure stratifiée des clans et lignages par l'effet de l'islamisation et des conquêtes de Soundiata : domination des clans islamisés sur les fétichistes ; domination des Kéita sur l'ensemble des clans.

En troisième lieu, une stratification à caractère purement politique et transitoire dérive du développement de l'appareil nécessaire à

la reproduction et à la direction de l'empire (Fama fonctionnaires, chefs de guerre,...). Mais l'état de l'économie ne permet pas une importante accumulation parmi ces privilégiés ; les aléas de la politique empêchent que les privilèges ne soient durables et les coutumes d'une culture lignagère font obstacle à leur transmissibilité.

Entre Kankan Moussa et la colonisation française, deux périodes marquent la régression de certaines de ces stratifications :

1) Lors des revers de l'empire du Mali au début du XVIIème siècle, disparaissent d'abord ce dernier type de hiérarchie, la plus superficielle parce que la plus liée à un régime et n'affectant qu'une faible partie de la société, puis certains droits des Kéita (lesquels conservent cependant la direction de la majorité des kafu), à mesure que l'Etat se désintègre en unités claniques.

2) Au XIXème siècle, les guerres de Samori portent atteinte, et à la stratification d'ordre en la perturbant par la réduction en esclavage d'anciens hommes libres dans les populations insoumises sujettes aux razzias, et à la stratification des lignages groupés dans le kafu. Samori provoque en effet une crise de la kafutigiya (chefferie de canton traditionnel), d'une part en destituant les chefs insoumis ou en affirmant la supériorité de son autorité par rapport à la leur, d'autre part, en attribuant une priorité d'action et la préséance aux autorités militaires (sofa), religieuses (mori) et commerciales (dioula) qu'il délègue et qui ont voix prépondérante par rapport aux avis des instances traditionnelles du kafu.

Agissant comme force externe la colonisation poursuit à sa manière ce processus amorcé de repli des stratifications :

- par une réduction de l'éventail des ordres : déchéance du chef et libération de l'esclave ;

- par la destruction de l'organisation sociale du kafu sur laquelle s'appuyait encore la stratification politique des lignages.

La stratification inter-sociétale de sociétés inégales que le pouvoir colonial substitue aux anciennes formes de stratification fait certes prévaloir parmi les hiérarchies existantes celle des rôles politiques, mais il n'est pas impossible que se développent simultanément au niveau du village des inégalités à caractère économique à travers lesquelles se dessinent les embryons d'une société de classes. S'il est connu

que le commerce, le salariat, le fonctionnariat et l'agriculture de plantation, c'est-à-dire l'économie monétaire individualiste, ont permis un enrichissement de certaines personnes, on sait bien moins comment dans une agriculture non destinée à l'exportation, l'organisation lignagère a pu engendrer des inégalités de classe.

L'étude sur le terrain dans la région de Siguiri nous a conduit à constater l'existence d'une strate de grands exploitants composée en majorité des chefs des familles les plus anciennes et les plus nombreuses, et nous a poussé à chercher les conditions de leur accumulation de capital dans l'organisation traditionnelle malinké, notamment dans la structure lignagère. Aussi avons-nous tenté de percevoir quels étaient ceux qui détenaient des privilèges statutaires (les fa) et en vertu de quels principes institutionnalisés (la fasya). Ces privilèges, assortis d'un droit de contrôle de l'accroissement du patrimoine (foroba) donnant accès au pouvoir économique, n'ont chance d'être durables et transmissibles que si l'organisation lignagère et villageoise n'est pas radicalement bouleversée par l'Etat moderne. Or il apparaît justement que c'est l'organisation manding qui sert formellement de modèle intégratif à la Guinée moderne, au niveau du village, où la cohésion continue de s'établir par l'équilibre des groupes, par l'exercice de l'autorité et par l'animation juvénile.

En rendant compte de tous ces phénomènes, nous espérons montrer que malgré l'abolition du système d'ordre et des chefferies par des forces externes, le développement d'une stratification de classes peut s'opérer dans le prolongement dynamique du système lignager.

Afin d'appuyer l'esquisse de cette dynamique par un ensemble de preuves, nous accorderons tout d'abord une attention particulière à la stratification des lignages qui procède de l'histoire des pactes entre grandes familles du Mali, puis nous étudierons la destruction progressive de la hiérarchie d'ordre sous l'effet de l'organisation administrative coloniale.

Ensuite nous retiendra, d'une part la stratification des personnes dans les cadres familiaux et villageois qui permet le mieux d'expliquer les processus d'accumulation par les patriarches, d'autre part le

transfert au niveau national de quelques principes organisationnels de la société malinké.

Le reliquat d'une hiérarchie de groupes statutaires

Au début du XXème siècle, l'unité politique des ensembles territoriaux du Manding repose beaucoup plus sur un réseau de liens de parenté et d'alliance que sur un système d'administration tel qu'on l'observe en pays poul. Mais bien que le Manding, après la désagrégation de l'empire du Mali, ne soit plus organisé en Etat avec pouvoir central, une certaine stratification d'ordre n'en subsiste pas moins. Sommairement, la société malinké se divise en hommes libres (horon), gens de caste (nyamakala) et esclave (dyon, woloso). A l'intérieur de chaque strate existe en outre toute une hiérarchie de groupes statutaires aux niveaux de prestige différents qui vont, en gravissant l'échelle, de l'esclave de conquête à l'esclave acheté et à l'esclave domestique, du vannier au cordonnier, au forgeron et au griot, des clans d'hommes libres récemment immigrés jusqu'aux plus anciennes familles du Manding.

En ne considérant pour l'instant que la strate supérieure des hommes libres, la répartition hiérarchique des différentes tribus s'établit sur des bases autant mythiques qu'historiques, et s'exprime sur un plan plus religieux que politique. Ainsi que l'a remarqué G. Dieterlen (1), la stratification tribale dans ses origines historico-religieuses procède d'abord du système généalogique. Le mythe de création du monde par Faro, génie organisateur de l'univers, dont l'arche échoua sur la montagne Kourou près de Niagassola, fait du Manding le berceau de tous les peuples de civilisation soudanaise. Le mythe se prolonge par la charte généalogique qui précise la relation des tribus aux huit premiers ancêtres (quatre paires de jumeaux) et leurs rapports entre elles,

(1) G. DIETERLEN - Mythe et organisation sociale au Soudan Français, Journal de la Société des Africanistes, 1955, pp. 39 et suiv.

qui explique aussi la révélation des techniques agricoles et l'essaimage des principaux sanctuaires familiaux le long du Niger. Il n'est pas impossible que de telles relations ésotériques expriment symboliquement les conquêtes militaires de Soundiata, car les fondateurs des clans malinké, connus par l'histoire orale des griots, sont généralement des descendants directs de Sou¹diata et de ses lieutenants (1).

Tout le système politique manding repose d'ailleurs sur le pacte dyo passé entre les grandes familles. Le groupe des hommes libres (horon) comprend, au sommet de l'échelle les familles de Kéita et leurs ascendants appelés Mansaré c'est-à-dire hommes du pouvoir ; à un niveau inférieur les familles de marabouts, Touré, Bérété, Cissé, Fofana, Kaba, appelées Mori : marabouts. Distincte de ces lignées de naissance illustre, Yire wolo, existe en outre la descendance des tribus fétichistes et alliées de Sou¹diata, Traoré, Condé, Kamara, Magassouba, de même que celles des Wassoulouké, Peuls malinkisés : Diallo, Diakité, Sidibé, Sangaré.

Une place spéciale doit être accordée aux gens de caste qui sont des hommes libres bien que leur charge de nyama les sépare de l'ensemble de la société et que leur métier attache à leur personne un certain nombre d'interdits.

Aujourd'hui, les distinctions entre hommes libres (gens de caste excepté) ont perdu leur ancienne signification politique et sociale, et le titre essentiellement honorifique de Mansaré donné aux Kéita de la descendance de Soundiata, à l'empire désintégré, ne leur attribue aucun droit d'accès au commandement du village s'ils n'en constituent les premiers occupants ou la famille dominante numériquement. C'est parce que s'est opéré une destructuration de l'empire en unités claniques.

La mise en place des unités claniques du Manding suit les vicissitudes de l'empire du Mali. Dès le XIII^e siècle, les principaux clans occupent les territoires qui sont les leurs. Aux Traoré, Donso Kô, perceurs de brousse, aux Condé Diara, briseurs de gros os, considérés comme les "oncles" de la famille impériale, aux guerriers Kamara "qui sont devenus semblables aux rois", viennent se joindre les conquérants Kéita.

(1) Cf. D.T. NIANE - Soundjata ou l'épopée mandingue, Présence africaine, 1960.

Les Cissé, Béréte, Touré, sont proclamés grands marabouts de l'empire par Soundiata qui les confirme dans le gouvernement des provinces. Après la mort de Soundiata vers 1255, l'occupation du Manding progresse par essaimage. Au XIIIème et au XIVème siècle s'implantent les tribus alliées et vassales des Kéita, Kanté notamment descendants du forgeron Soumaoro, Cissoko, Doumbouya "gens du mystère", descendants de Fakoli Kourouma lieutenant de Soumaoro.

Puis les guerres et invasions, la disparition de l'empire, la domination bambara provoquent un brassage de tribus et de clans qui voient éclater et se restreindre leur terroir traditionnel. D'anciens captifs de guerre, adoptés par les vainqueurs, prennent le nom (dyamu) de leurs maîtres Kéita et Kamara, ce qui complique singulièrement les séquences généalogiques. Au XVIIème et XVIIIème siècle, les conquêtes peul de Basi Samayana amènent dans la région quatre tribus peul d'éleveurs du Macina et du Fouta Djallon : Diallo, Diakité, Sidibé, Sangaré, qui s'assimilent progressivement aux Malinké en adoptant leur langue et certaines coutumes (division en gwa et lu, système d'alliance matrimoniale). Mais, étrangers dans le Manding, ces Fula-maninka, toujours distingués des bergers peul et travailleurs saisonniers venus récemment du Macina et du Fouta Djallon, sont disséminés de telle sorte qu'ils ne peuvent guère faire front contre les villages malinké qui contestent leurs droits à la terre.

A la même époque s'opère un peuplement de Dialonké refoulés du Fouta, et de Bambara fétichistes (Coulibaly, Konaté) considérés comme esclaves, woloso, et dont l'établissement en tant qu'hommes libres est plus ou moins imposé par les troupes françaises au début de ce siècle, mais qui, tout en profitant de l'hospitalité des Kéita que leur vaut l'homologie de dyamu dans le système de senankuya, souffriront encore de leur infériorité numérique et sociale entre 1950 et 1958 lors de l'attribution des rizières dans les casiers aménagés.

A ces migrations, les guerres et infiltrations religieuses se sont ajoutées qui ont fait considérablement varier la physionomie politique et territoriale du Manding, car à une islamisation développée avec des aléas divers des origines de l'empire jusqu'au XVIème siècle a succédé

un retour à l'animisme après la destruction de Niani par les rois bambara. Par la suite, Samori, en imposant l'Islam aux animistes, a poussé à une nouvelle dispersion des familles déchirées par le problème de l'adhésion religieuse et redonné vigueur à l'esclavage de conquête. Malgré ces divers brassages de population n'en subsiste pas moins le sens de l'unité manding fondée sur le pacte entre les grandes familles. Ce souvenir sans cesse réactualisé n'acquiert cependant consistance qu'en raison de la conservation de l'institution clanique comme forme d'organisation socio-politique.

Parmi les Malinké (ceux qui disent n'ko : je dis, et parlent le kangbè ; la langue claire de la savane) que lient la langue, l'histoire et une multitude de traits culturels..., le clan, le lignage, la famille étendue constituent les formes concrètes de l'organisation politique et sociale. La tribu (siya) se singularise du clan (temu si) en ce qu'elle a perdu pratiquement son assise territoriale (Traoré, Kéita, Kamara, Doubouya sont aujourd'hui dispersés dans toute l'Afrique occidentale) et qu'elle trouve son origine (souvent confuse) dans un ancêtre mythique dont chaque membre porte le dyamu (nom collectif) tandis que les clans se rattachent généalogiquement à un même ancêtre historique et occupent en général un territoire déterminé (kafu). Le clan occupant le kafu (traduit improprement par canton) se subdivise à son tour en lignages (gwa) exogames résidant dans un village (dugu) ou quartier de village (kabila) et formant une cellule de vie religieuse et sociale, ayant son culte des morts et la haute décision quant à ses alliances matrimoniales. La notion de kabila confond souvent l'idée de groupe lignager et de quartier occupé par ce groupe. A son tour, le lignage se segmente en familles étendues (iu) correspondant à la fois à la concession familiale et à l'exploitation agricole, unité de production et de consommation.

Historiquement, les causes de segmentation sont liées aux rivalités politiques entre descendants des familles royales ou descendants de chefs de kafu. Aujourd'hui, l'initiative de cette segmentation appartient soit au chef (kun) du groupe patrilineaire, lorsqu'il y a manque de terres à cultiver ou de place dans la concession, soit aux cadets désireux de secouer la tutelle des aînés, soit aux épouses en conflit dans le

ménage polygame. Aussi réel que soit cet éparpillement des éléments constitutifs de la famille d'autrefois, la population malinké se trouve encore socialement (pas toujours politiquement) dominée par les familles les plus anciennes qui sont à la fois les plus nombreuses et les plus riches.

Le rétrécissement de l'éventail des strates traditionnelles

Le caractère familial et lignager de la société manding n'exclut pas l'exercice d'une autorité politique supérieure à celle qui se manifeste dans le cadre villageois. La structure malinké est en effet celle d'une société à chefferies où les fonctions de commandement sont confiées à des individus prééminents au sein de groupes familiaux détenant l'apanage des rôles de direction politique. Certes, les guerres de Samori ont désorganisé les anciennes unités politiques, cependant, des aires territoriales de développement majoritaire du clan-souche continuent d'exister comme entités politiques, sous la direction d'un chef (1) investi par les patriarches des principales familles. C'est même à partir de cette expérience des kafu du Manding que le système administratif des cantons est institué par le pouvoir colonial et généralisé à l'ensemble de l'Afrique française tropicale. L'institution traditionnelle, à la signification déjà mise en cause, en subit la plus grave meurtrissure.

Le pouvoir effectif des chefs de canton (kafutigi) du Manding au début du siècle n'est en rien comparable à celui des chefs de diwal du Fouta. Affaibli par l'organisation de type militaire et non lignager mise en place par Samori, négligé par l'autorité française qui s'est établie au Soudan (dont la Haute Guinée fait partie jusqu'en 1899) par la force des armes et sans l'intermédiaire des chefferies, le pouvoir de

(1) Le titre d'honneur de Mansa, privilège des anciens rois du Mali, était attribué au XIX^{ème} siècle aux chefs de canton (kafutigi) traditionnels.

celles-ci apparaît plus au plan social en tant qu'influence qu'au plan politique. C'est d'ailleurs pour profiter de cette influence morale que le colonisateur rétablira comme chef de Kankan, un membre de l'illustre famille fondatrice de la ville, Daye Kaba, qu'un conflit avec Samori avait condamné à l'exil. En raison même de la puissance du cadre coutumier et de l'autorité réduite des kafutigi, les chefs malinké ne pourront guère consolider leur position par une propriété foncière ou des ressources économiques très supérieures à celles qu'ils obtenaient jusqu'alors. Seuls en auront les moyens, les chefs désignés par le pouvoir colonial, en dehors des lignages traditionnels des chefs. Mais, même dans ce cas, la chefferie ne pourra se transformer en aristocratie foncière parce que le système d'assolement et de jachères prolongées fait obstacle à la constitution d'un domaine agricole. Un chef destitué ne conserve en principe que ses biens mobiliers. S'il a pu obtenir par attribution à titre coutumier en campagne, par immatriculation après attribution ou achat d'un lot dans les agglomérations, le bénéfice de terres ou de concessions plus ou moins étendues, il arrive souvent qu'une fois destitué, ces attributions lui soient contestées par les villageois, comme étant des usurpations ou des violations du coutumier. En bref, dans le Manding, les chefs politiques en tant que tels ne pourront jamais conjuguer un pouvoir politique et une richesse de manière stable, ce qui leur permettrait de se définir comme aristocratie foncière ou comme bourgeoisie. Si certains y sont parvenus, c'est bien plus comme nous le verrons, en raison de leur situation lignagère, comme patriarche, qu'en raison de leur situation politique comme représentant de l'autorité coloniale.

Le plaçage de l'organisation administrative coloniale sur le kafu n'a donc guère d'incidence par lui-même sur la formation des classes dans le Manding, mais il affecte beaucoup la nature des rôles attribués traditionnellement au kafutigi, et de ce fait agit dans le processus de discrédit des couches supérieures de la stratification sociale traditionnelle.

Que le transfert du terme kafutigi du chef de kafu traditionnel au chef de canton de la colonie ne nous abuse pas, car d'une part le découpage territorial se modifie par regroupement de kafu au début de

la colonisation, d'autre part, le rôle du chef varie radicalement en tant qu'il lui est imposé par une autorité supérieure et ne découle plus du pacte traditionnel dyo qui lie les familles. La notion de canton, telle que la concevait l'autorité coloniale, c'est-à-dire comme unité administrative territoriale, était étrangère à la tradition malinké pour laquelle le kafu constituait une unité politique, économique et foncière, où des liens de parenté scellaient l'esprit communautaire.

A l'intérieur du kafu traditionnel, l'autorité représentée par le mansa s'exerçait en réalité de façon collégiale par les patriarches désignés en fonction de la règle d'âge et de primogéniture (fasya). Ceux-ci se réunissaient chaque année au mois de minkalo (octobre) pour discuter des affaires communes et régler les différends éventuels entre communautés voisines. A l'occasion de cette assemblée collégiale (ladye-nyokonye) ayant pour fonction d'établir l'ordre social, le plus âgé des fa sacrifiait des moutons blancs aux ancêtres. Au cours de l'année, l'autorité du mansa ne s'exerçait qu'avec l'assentiment du conseil des patriarches, comme dans une sorte de communauté villageoise élargie. Dans ses décisions courantes, il était conseillé par ses familiers et par le fa du clan souverain dont il pouvait solliciter rapidement les avis.

Le mansa représentait bien l'unité politique de son kafu (1). Ce kafu, correspondant à une zone délimitée de cueillette, de chasse, de pâturage, de coupe du bois, constituait une unité économique ayant son marché principal périodique. La nécessité d'un contrôle des terres et du commerce impliquait que l'exécutif disposât de pouvoirs militaires et judiciaires. Il appartenait au mansa de rendre la justice en cas de délit passible d'une peine de mort, ou d'opposition entre un chef de village et ses sujets. Dans une situation réclamant l'usage de la force armée, le mansa avait droit de lever dans chaque village un contingent de guerrier dans la promotion (karu) des circoncis en âge de se battre.

(1) A propos des structures sociales du Manding, de la définition du kafu et des pouvoirs du mansa, lire l'excellente présentation qu'en fait Y. PERSON dans son Samori, IFAN, Dakar, 1969, tome I, p. 54 à 76, où il souligne que la société manding se caractérise par une solide structure lignagère et sa conception d'une vie politique autonome.

A ces droits s'ajoutaient ceux aux prestations de services de la part de la population pour la culture de son champ, pour l'entretien des pistes, pour la fabrication de pirogues communes. En contrepartie de ces droits, le mansa contribuait à l'entretien des sofa (guerriers) et de son propre entourage comprenant des horon de passage, des conseillers, des nyamakala (griots et forgerons notamment) et des captifs publics (foroba-dyon).

Il avait autrefois pour ressources :

- des taxes prélevées sur les étrangers circulant sur le territoire, et des péages pour la traversée des fleuves ;
- des taxes perçues sur les marchés ;
- des amendes et recettes de justice redistribuées à ses conseillers ;
- des droits sur une partie du gibier abattu sur les terres du kafu (une défense d'éléphant, la peau d'une panthère) et tout le bétail errant ;
- la totalité des pépites d'or des puits creusés dans son kafu ;
- la moitié du butin de guerre (dont les esclaves) : recette extraordinaire et aléatoire.

A la mort du mansa, le pouvoir suivait les règles de dévolution variables selon les régions. Il se transmettait généralement de père en fils à Kankan, par alternance entre chefs de lignage majeur de trois agglomérations contiguës dans le Konian, le Kouranko et à l'ouest du Sassandra, par transfert d'un village à l'autre sans ordre défini dans les régions de Siguiri et Kouroussa où les trois lignages majeurs étaient présents dans chaque village.

Impossible à manipuler selon son gré par le pouvoir colonial, une telle institution ne fut jamais reconnue (mais seulement imitée sous quelque aspect) par l'autorité administrative française qui se devait d'assurer les contrôles militaires et ceux des prestations.

A l'opposé de la conception traditionnelle du mansa, celle du chef de canton dans la colonie était de type utilitaire puisque le kafu-tigi était surtout mandaté pour aider le commandant de cercle à assurer l'ordre, à percevoir l'impôt et à faire exécuter les prestations. En tant que chef délégué exerçant une contrainte, il pouvait être nommé Fama (haut fonctionnaire) mais n'avait pas droit au titre de Mansa résér-

vé au détenteur d'une autorité de consensus, selon les règles traditionnelles de dévolution du pouvoir.

En conséquence, l'institution des cantons administratifs par la colonisation contribua à créer une hostilité larvée de la plupart des chefs de village à l'autorité des chefs de canton, en donnant une allure autocratique et centralisatrice à ce qui était à l'origine collégial et patriarcal. D'après ce qui est confirmé dans ses droits par le conseil des patriarches, le kafutigi devint délégué du pouvoir central, fonctionnaire auxiliaire recevant comme indemnité les ristournes de l'impôt. Considéré comme représentant du gouvernement de la colonie, le kafutigi devait inévitablement entrer en conflit avec les patriarches, chefs de clans et de lignages, d'autant que les opportunités du pouvoir l'incitaient psychologiquement à en accaparer à son profit les avantages : corvées, prestations, crédit agricole...

Cette transformation de la kafutigiya (chefferie de la communauté du kafu) par adjonction obligatoire de rôles et de privilèges nouveaux sans contrepartie et en contradiction avec les fonctions traditionnelles du kafutigi n'ont pas été sans altérer de manière importante l'image de l'autorité. Au fur et à mesure que l'autorité de consensus est devenue une autorité de contrainte, le prestige social de la chefferie a tendu à s'effriter. Il restera néanmoins, après la loi-cadre, à ceux qui ont le moins composé avec le colonisateur, et qui n'ont pas donné un caractère autoritaire à leur procédure, quelques éléments de prestige qui permettront, selon leur personnalité, aux kafutigi relégués au rang de simple notable, d'exercer leur ancien rôle d'arbitre et de juge coutumier.

Quels que soient les nouveaux maîtres, la solidarité des parents et alliés, à la base de la conscience collective au niveau du kafu, n'en subsistera pas moins après le démantèlement définitif des anciens cantons en 1957 et leur redécoupage ultérieur dans le but de rompre délibérément avec le passé et de reconstituer des unités essentiellement géographiques et économiques plutôt que familiales et claniques.

En résumé, l'institution de la chefferie eut pour conséquence de la modification du rôle et du prestige du chef, une désagrégation corrélative du consensus social. En même temps qu'un discrédit affectait les couches supérieures des hiérarchies politiques autochtones sous la colo-

nisation, s'opérait par répercussion un rétrécissement de l'éventail des strates traditionnelles par mobilité descendante des couches supérieures et par mobilité ascendante des couches inférieures comme nous allons le voir. Ainsi s'effaçait progressivement le système traditionnel des ordres et des rangs.

Le processus de dépérissement de l'esclavage débute avec le régime colonial mais se développe à un rythme plus rapide que celui du discrédit de la chefferie. Comme au Fouta Djallon, l'esclavage existe dans le Manding traditionnel où l'on distingue le captif de guerre (dyon) l'esclave acheté (sâ dyon, dyon du nya) et l'esclave de case (woloso). Le système est lié historiquement aux guerres et conquêtes territoriales de l'empire du Mali, puis à celles de l'empire de Samori au XIXème siècle. Comme au Fouta, le dyon peut être vendu et échangé. Bien qu'il travaille chez son maître, intégrant ainsi sa production au foroba, une marge d'indépendance économique lui est reconnue grâce à laquelle il peut acheter sa liberté. Comme au Fouta, le woloso jouit d'un statut privilégié et peut voir ses petits enfants accéder à l'horonya (statut d'homme libre), si son maître choisit une de ses filles comme épouse ou concubine (tara muso). Il occupe cependant une place plus large qu'au Fouta dans la société villageoise manding de par le droit de plaisanterie qui lui est reconnu à l'égard des chefs et conseils de village, de par son rôle éventuel de confident des chefs et de par l'autorité que lui confère son appartenance à des sociétés ésotériques.

Si a pu se produire au Manding, dès les débuts de la colonisation, une émancipation massive des esclaves (1), le fait nous semble dû à la conjonction de deux conditions principales : 1) l'effritement de l'autorité politique autochtone avec les revers de Samori et sa défaite ; 2) le caractère familial et tribal de l'esclavage dans une société lignagère ; et à un facteur décisif : l'abolition de cet esclavage, pour des raisons humanitaires, par le pouvoir colonial. Certes, les villages de liberté institués par Galliéni dans le Manding dès 1897 sont un échec

(1) Cf. D. BOUCHE - Les villages de liberté en A.O.F., BIFAN, 1949 et 1950 ; et
J.L. BOUTILLIER - Les captifs en A.O.F. (1903-1905), BIFAN, XXX, B, 1968, 2.

et doivent être progressivement liquidés de 1905 à 1910 ; certes la politique des colonisateurs devant le problème de l'esclavage marque des contradictions et demeure souvent hésitante ; néanmoins les historiens les plus critiques à l'égard de cette politique, tel J. Suret-Canale, reconnaissent un dépérissement rapide de l'esclavage à partir de 1904 pour le Manding (1). L'acte administratif vise une population d'esclave moins nombreuse qu'au Fouta. Ainsi, en 1904, "dans le cercle de Kankan, dans les cantons fétichistes, on ne comptait que 2 000 captifs sur 37 000 personnes, alors que dans le canton musulman de Baté on dénombrait 8 000 captifs sur 20 000 habitants ; enfin Kankan-ville, gros centre commerçant dyoula-malinké, comprenait 6 000 captifs sur 10 000 personnes" (2). La libération massive de 1904 se traduit surtout par le retour dans leur village d'origine de beaucoup d'esclaves capturés lors des guerres de Samori. Mais dès cette époque, un processus d'émancipation s'était déjà dessiné si l'on en croit Labouret (3). Selon cet auteur, les descendants de woloso devenaient libres de jure à la quatrième génération. A la seconde, ils étaient appelés te bere nyene (pas tout à fait asservis), et à la troisième dara sigi da la (placés sur le bord de la marmite). Ils devenaient horon à la génération suivante. Alors tout se passait comme si s'étaient noués, entre les ancêtres de l'esclave et ceux des maîtres, des pactes analogues à ceux qui établissent entre dyamu homologues des relations de senankuya. De tels liens expliquent que lorsque l'administration voulut disperser en 1913 la population d'origine servile rassemblée autour des anciens chefs, beaucoup de woloso aient refusé de quitter la terre de leurs anciens maîtres. Il n'en est pas moins vrai que, comme l'a montré J. Gallais (4), la libération massive des esclaves par un acte administratif a entraîné dans bien des endroits une transformation des relations sociales entre maîtres et esclaves, l'ancien woloso acquérant

(1) J. SURET-CANALE - L'ère coloniale, éd. Sociales, 1964, pp. 81-89.
" - La République de Guinée, éd. Sociales, 1970, p. 135.

(2) J.L. BOUTILLIER - loc. cit., p. 528.

(3) H. LABOURET - Les Manding et leur langue, Bulletin du Comité d'Etudes Historiques et Scientifiques de l'A.O.F., XVII, I, 1934, pp. 107-108.

(4) J. GALLAIS - Signification du village en Afrique de l'Ouest, Cahiers de Sociologie économique, 2, février 1960, pp. 148-149.

une mentalité d'affranchi revendicateur, et le maître se comportant en propriétaire aigri, dépossédé de l'un de ses biens. On peut estimer que dans les années quarante, tandis que le servage se perpétuait au Fouta Djallon, il avait en tant qu'institution cessé d'exister réellement en Haute Guinée.

La stratification des personnes dans les cadres familial et villageois

L'organisation sociale malinké repose sur un système de descendant-patrilinéaire. Elle trouve son expression au niveau du village (dugu, considéré comme l'ensemble homme-terrain), qui est l'unité foncière et politique, et au niveau plus restreint de la concession familiale (lu) qui représente l'unité de production agricole. Une telle apparence d'anarchie politique faisait dire, non sans quelque exagération à Galliéni : "Les villages du Manding vivent chacun avec leur autonomie, ils n'ont entre eux que des liens de parenté et de communauté. Il n'existe à proprement parler ni confédération, ni canton, mais des alliances verbales selon les circonstances et les individus" (1).

Dans une société segmentaire telle que la société malinké, aucune différence essentielle de nature n'existe entre clan (temu-si), lignage (gwa) et famille étendue (lu), les deux premiers procédant d'un élargissement dans le temps de la famille étendue. Celle-ci d'ailleurs, comme un village réduit et de taille variable, comprend non seulement des consanguins ou des alliés (2) mais des clients, des descendants d'anciens esclaves ; elle abrite ses "étrangers", ses travailleurs agricoles, ses pasteurs, peul pour la plupart. Parfois même des artisans (forgerons, vanniers) sont attachés à la personne du patriarche. "Alors que la communauté villageoise est essentiellement politique, le lu est avant tout une

(1) Cité par E. LEYNAUD - Contribution à l'étude des structures sociales et de la modernisation rurale de la Haute Vallée du Niger, Doctorat de 3ème cycle, Sorbonne, 1961, III, p. 44.

(2) Certains enfants auxquels on a donné à la naissance le nom d'une tante ou d'une grand-mère paternelle peuvent leur être confiés entre 5 et 8 ans jusqu'à la nubilité. Cette coutume fréquente du konio koro wulu ni (les petits chiens qui suivent le mariage) consolide fortement les liens familiaux.

communauté économique à la fois cellule de production, de consommation et de transmission des biens, et une communauté de vie religieuse dont l'unité est assurée par le culte des ancêtres", note fort justement E. Leynaud (1).

Si l'on juge de la résistance de la structure patriarcale et communautaire malinké au nombre de personnes par famille, on s'aperçoit que la dislocation de la communauté malinké est loin d'être aussi prononcée que dans toutes les autres ethnies guinéennes, malgré la progressive rarefaction des familles de cinquante à cent personnes réunies autour du lutigi (chef de famille). Cette donnée d'observation apparaît moins dans le volume des unités conjugales (ménage), des unités résidentielles (concession) sur lequel peut nous renseigner l'enquête démographique (la taille moyenne des ménages en Haute Guinée était de 5,6 personnes en 1955), que dans le volume des unités fiscales comprenant tous ceux pour lesquels le patriarche paie l'impôt (de 15 à 18 personnes selon la plus grande fréquence). La différence entre ces types d'unité fait comprendre qu'en raison surtout de la polygamie, la famille étendue est un ensemble structuré de familles conjugales solidaires, et laisse à penser combien peut être encore important le rôle du patriarche. Mais les familles conjugales réunies dans le lu peuvent n'être pas apparentées directement au lutigi et ne lui être liées comme nous l'avons dit, que par une sorte de pacte d'entraide économique, ce que met en évidence la dernière catégorie de la liste suivante. Sur 100 chefs de ménage malinké de sexe masculin, recensés en 1955 en Haute Guinée :

- 36 sont eux-mêmes chefs de famille étendue,
- 11 sont les fils du chef de famille,
- 28 en sont les frères consanguins,
- 12 les neveux en ligne patrilinéaire,
- 13 des personnes non apparentées avec le chef de famille étendue ou n'ayant avec lui qu'un lien de parenté lointain.

(1) E. LEYNAUD - op. cit., III, p. 107.

Pour rendre compte de la cohésion de la famille étendue et des multiples liens de dépendance entre les familles conjugales, l'approche doit être conduite beaucoup plus loin, dans des domaines à la fois anthropologique, juridique, économique et sociologique.

Nous aborderons cette étude de la solidarité familiale et de son progressif éclatement par le biais du champ de l'autorité, du régime de la propriété et de la dévolution successorale, qui font saisir à la fois les mécanismes de la sujétion au fa, les causes de la perpétuation du système d'autorité et les moyens d'y échapper.

Principes et champ de l'autorité ou les détenteurs du pouvoir social

Les groupes généalogiques s'organisent autour de la parenté par les pères (fadenya). Tous les descendants d'un même ancêtre forment un si. La descendance par les mères n'a guère de rôle que dans le processus de segmentation de la descendance patrilinéaire. Elle crée une solidarité entre enfants de même mère (babonda : mère-porte-de-sortie) en même temps que des rivalités à l'intérieur du fabonda, ensemble des enfants de même père.

Un premier élément de stratification découle donc de cette importance du patrilignage dont témoigne le système classificatoire : sont considérés comme fa tous les frères consanguins du père. Le terme fasya ou faya connote la prééminence, dans tous les domaines, des pères sur les fils, laquelle prééminence s'exprime clairement dans le phénomène de succession : lorsqu'un chef de famille disparaît, l'ensemble des biens collectifs n'est pas attribué à ses fils, mais en priorité à son frère cadet, et en l'absence de frère vivant, à l'aîné des cousins germains issus en ligne patrilinéaire du même ancêtre.

Le principe de primogéniture exprimé dans la relation aîné-cadet (koro-dogo) par laquelle chacun se situe face à autrui se conjugue au principe de séniorité comme norme d'une stratification de rang. Dans la même génération, le pouvoir et l'héritage reviennent de jure au koro.

Au sein de la famille, la supériorité des pères et des aînés se marque dans la plupart des attitudes de la vie quotidienne et est sanctionnée par un réseau d'inégalités de droits et de devoirs, par des règles, des interdits et des obligations réciproques. Comme nous l'avons remarqué, c'est surtout le principe de la fasya qui explique comment, à la limite, les patriarches constituent une ébauche de classe sociale et que les causes de la perpétuation de la sujétion au fa sont intérieures au système lui-même. Tout un réseau de respect entoure le patriarche qui vit dans la concession, isolé des autres ménages avec sa première femme. Sans son accord, aucune décision de la vie familiale ne peut être prise, mais surtout, il a la haute main sur toute l'économie familiale. En tant que gestionnaire des biens, il décide de la survie matérielle (nourriture), sociale (alliances), économique (travail collectif) et politique (paiement de l'impôt) du groupe. Il a en effet pour fonction de présider à la distribution des rations de nourriture pour les repas quotidiens, les fêtes rituelles (naissance, circoncision, mariage, deuil), la réception des hôtes de marque, en tant que détenteur des clés des greniers familiaux et maître du troupeau ; de régler les alliances et transactions matrimoniales des fils et filles du lu, en donnant ou recevant selon le cas les dots en argent et en bétail ; de prélever la part de récolte qui convient pour payer l'impôt de la famille ; de gérer le patrimoine collectif (foroba) et de distribuer à chacun ses tâches sur les champs familiaux ; d'accomplir les sacrifices aux ancêtres au début des travaux agricoles (su-son).

Intermédiaire entre les dieux et les hommes, il l'est aussi entre les membres du lu et la puissance publique du village. Il serait cependant faux, bien que les membres du lu répondent à son autorité par une obéissance générale, de croire à une omnipotence tyrannique de sa part, car ses frères cadets (dogo-kye) sont associés à ses principales décisions lors des conseils de famille.

Un tel schéma du principe et de l'exercice de l'autorité ne répond qu'à la question : quels sont les détenteurs du pouvoir social ? Pour savoir s'ils constituent réellement une ébauche de classe, comme nous en faisons l'hypothèse, il convient de s'en poser trois autres. Comment et

dans quelle mesure le pouvoir social peut-il se transformer en pouvoir économique ? Par quel processus le pouvoir économique donne-t-il accès à un certain pouvoir politique ? La catégorie des détenteurs du pouvoir possède-t-elle une homogénéité qui permettrait de l'assimiler à une classe sociale ?

Le processus d'accumulation ou les détenteurs du pouvoir économique

La famille étendue, de quelque dimension qu'elle soit, constitue un milieu fondamental de vie, en tant qu'elle est le cadre de l'éducation des enfants, la charnière des relations matrimoniales, le support démographique de l'exploitation agricole, de l'organisation du travail et de la consommation des ménages. La clef de voûte du système est le foroba qui, dans son sens restreint, désigne le champ collectif de la famille, mais qui englobe dans son sens général tout le bien commun (biens meubles, biens immeubles et personnes servies), c'est-à-dire le matériel agricole, le bétail, les champs, l'or, les descendants de captifs de guerre. Dans un sens plus large encore, on peut estimer que le foroba, n'est pas seulement communauté de biens administrés par le fa, mais communauté de personnes, puisqu'autrefois les den, fils du lu, pouvaient être mis en gage, puisque les veuves reviennent à l'un des frères ou des cousins les plus proches du défunt selon la coutume du lévirat, et que les woloso, descendants d'esclaves, appartiennent aussi à la famille de leur maître. Cependant le mot foroba n'est pas habituellement appliqué aux producteurs mais seulement au champ collectif et aux produits du travail collectif, qui forment au sens propre le capital de la famille.

De manière plus détaillée, entrent dans la composition du foroba

(1) :

- le produit du travail des champs exploités collectivement ;
- l'argent provenant de la commercialisation de ces récoltes ;

(1) Cf. H. LABOURET - op. cit. ; E. LEYNAUD, op. cit. ; Enquêtes de nos étudiants à Niani.

- le matériel servant à l'exploitation des champs (charrues, boeufs de labour, herses, tracteurs) ;
- les armes de traite servant autrefois à la défense du village, et les produits de la chasse faite avec ces armes ;
- la poudre d'or extraite des placers ;
- la dot des filles mariées et notamment le bétail reçu à ce titre (3 à 8 têtes) ;
- les bénéfices des membres du lu se livrant au commerce et à l'artisanat ;
- les revenus des navétanes et des émigrés ;
- les parures et vêtements (boubous brodés, bijoux, armes de parade) achetés avec les produits des récoltes du champ collectif ;
- les reliques des ancêtres ;
- les secrets d'ordre technique, esthétique, religieux et magique, se rapportant à la production de certains objets, à des chants, à des danses intervenant en des circonstances particulières, à la confection des amulettes, des poisons, des remèdes, à la connaissance de formules consacrées (en malinké archaïque assez souvent).

La famille étendue, qui dispose initialement de la seule puissance de travail de ses membres et des possibilités d'acquisition de dots par mariage des femmes appartenant au patrilignage, est donc en mesure de se former un capital, d'une part grâce aux produits du travail collectif, d'autre part grâce à la rente formée par le croît naturel du troupeau donné en dot. En droit, ce foroba, dépôt sacré des ancêtres transmis aux vivants et plus tard à leurs descendants, ne doit être géré qu'au nom de la famille entière. Il ne doit être utilisé que pour la satisfaction des besoins collectifs, et doit rester indivis même lorsque la famille se disloque. Dans le cas de succession, l'héritage du foroba selon la règle de la fasya semble davantage une transmission de pouvoirs qu'un héritage de biens.

L'important pour nous est, qu'à l'instar d'un capital, la valeur du foroba puisse être augmentée. L'accumulation se produit ainsi par la participation à la même tâche de tous les membres de la famille. Seuls les frères cadets du fa ont un droit de regard sur l'emploi de leur contribution. On conçoit qu'une telle institution coutumière favorise la

thésaurisation au niveau de la famille. Pour peu que le chef de famille ne rechigne pas à l'évolution technique, et qu'il sache créer une cohésion dans la concession, et dans la mesure même du volume de la main-d'oeuvre familiale et du capital bovin dont il dispose, il fait fructifier le foroba et acquiert ainsi pour lui et pour les siens une puissance économique. A une telle ascension économique a profité la modernisation rurale si, ouvert au modernisme, le chef de famille a su investir en matériel agricole le surplus monétaire dont il disposait après avoir assuré la subsistance de sa famille, acheté du bétail, de l'or et des habits de fête.

Un capital ainsi accumulé (pour autant que puissent être dégagés des surplus) tend à se perpétuer et à grossir par l'effet du régime successoral. Le foroba, bien collectif transmis exclusivement par les hommes (récemment et dans les villes surtout, on voit des femmes chefs de famille gérer le patrimoine) à l'intérieur du groupe généalogique à base patrilinéaire, reste essentiellement indivis et incessible (encore qu'il puisse se produire des entorses à la règle à la suite d'influences extérieures et selon la nature des biens composant le patrimoine). Le statut commande également la succession, en ce sens qu'un horon ne peut hériter en principe des biens d'un ancien esclave, ni le wolosu des biens de son maître à moins que le temps n'ait effacé l'ancienne condition servile de ses ancêtres. On n'hérite pas non plus des biens d'un homme de caste à moins de n'être soi-même nyamakala. Au total, la coutume malinké, en n'admettant pas le partage des biens après la mort du patriarche, garantit à la famille étendue et à l'exploitation collective une stabilité certaine, et écarte en même temps bien des espoirs d'affranchissement et d'indépendance pour les jeunes membres de la communauté.

Sur le plan psychologique, le sens communautaire des Malinké joue contre l'éclatement du système et se trouve affermi par l'enchevêtrement des réseaux affectifs et extra-économiques entre membres du lu, qui ne reproduisent pas les réseaux théoriques de parenté de sang dessinant la famille conjugale. Le phénomène nous semble constatable au niveau même de la disposition de l'habitat. L'analyse du cadre matériel de vie montre la concession comme unité spatiale reflétant la cohésion de la famille

étendue, tandis que la cohésion de la famille conjugale est beaucoup moins évidente, car, d'une part l'unité de logement est individuelle : chaque homme, chaque femme a en principe sa case, d'autre part les cases les plus rapprochées n'appartiennent pas nécessairement aux membres de la même famille conjugale. En bref, la concession familiale n'apparaît pas comme une somme de concessions de type conjugal.

En fait, des liens plus étroits que ceux qui unissent la famille polygame, terrain fréquent de dissensions entre coépouses, se lient entre femmes d'une même concession mais de ménages différents, qui se groupent à deux ou à trois pour les tâches qui leur incombent, et nouent des complicités, éventuellement contre l'autorité maritale (1). De la même manière, des enfants d'un même groupe d'âge peuvent tisser une solidarité supérieure à celle du ménage polygame, quoique cette solidarité ne surpasse jamais celle existant entre enfants d'une même mère (*babonda*). Enfin des relations avec des amis ou étrangers nourris à la même "cuisine" contribuent aussi probablement à la complication des réseaux de télé lé que pourrait présenter un sociogramme de la concession. Celui-ci serait fort indicatif, nous le supposons, de l'enchevêtrement des relations, de l'intégration des personnes à la concession entière autant et plus qu'au ménage, et du noyautage autour de la personne du patriarche.

Si le système de patrimoine tend à se perpétuer et à renforcer corrélativement l'autorité du patriarche, d'autres mécanismes jouent néanmoins à l'inverse dans le sens d'une désintégration de la famille étendue et d'une accentuation de la cohésion conjugale. Le signe le plus évident en est la tendance à une dispersion géographique des membres de la famille étendue qui a pour cause :

- l'élargissement numérique du lu par multiplication de la descendance ;
- le décès d'un chef de famille autoritaire qui provoque l'éparpillement des enfants : "Quand le gros arbre tombe, les oiseaux se dispersent", dit un proverbe malinké ;

(1) La transmission des biens personnels qui s'opère de préférence entre personnes de même sexe corrobore aussi le peu de répercussion du mariage quant à la création d'une communauté conjugale.

- l'indignité et la paresse du chef de famille ; mais dans ce cas, le fa peut être déchu par un conseil de famille (ladye) et l'autorité confiée à un cadet ;
- les conflits entre fractions matrilineaires de la concession ;
- les oppositions d'ordre religieux (rares) entre fidèles de l'Islam et fidèles de la religion des ancêtres ;
- l'enrichissement personnel, à l'extérieur du village, d'un membre de la famille qui refuse de verser ses gains au patrimoine collectif. Avec le développement du navétanat, du colportage et du service militaire, surtout après la seconde guerre mondiale, cette cause de scission a été l'une des plus importantes.

Si dans l'ancienne société malinké où prédominait l'autoconsommation, la notion d'appropriation individuelle n'existait pratiquement pas (seules les femmes mariées restaient propriétaires du douaire remis personnellement le jour des noces et transmis par la suite à leur bru), il a suffi du développement des échanges, de la monétarisation et des transformations économiques, pour introduire la propriété privée au sein de la communauté familiale. La modernisation contient en effet deux possibilités dans la mesure où elle peut favoriser ambivalement la croissance du patrimoine collectif comme nous l'avons signalé, et la constitution de revenus et de biens personnels, prélude à une scission et à une diaspora des familles restreintes.

Tout d'abord, la libération des esclaves, imposée par le régime colonial au cours de la première moitié du siècle, avait tendu à restreindre les dimensions de l'ancienne communauté familiale et à la priver en même temps des bénéfices du travail servile. Ensuite, pour la satisfaction des besoins individuels créés par les échanges, s'est développé la formation de biens personnels à l'intérieur du lu et en marge du foroba, de même que l'émancipation des ménages ayant accumulé un certain capital par un travail de navétane, d'orpailleur, de chercheur de diamant, de dioula et de salarié urbain.

A l'intérieur de la concession, la rentabilité des travaux agricoles se révèle parfois insuffisante à assurer à la fois la nourriture quotidienne, l'achat d'habits, de pétrole, d'outils, etc... Aussi les tra-

vaux individuels procurant des biens appelés en malinké halala, ~~halala~~, prennent-ils d'autant plus d'importance que la famille est vaste. La rapidité des labours multipliée par cinq avec la charrue rend d'ailleurs possible l'existence de champs individuels, travaillés durant la soirée (woranjian) de 16 h au crépuscule et durant les jours considérés comme néfastes au travail collectif (lundi et vendredi). Un pécule secondaire est aussi acquis par la vente pour l'homme : de cotonnades qu'il a tissées, de filets et de cordes qu'il a fabriqué ; pour la femme : du surplus de sa récolte personnelle qui ne lui sert pas à compléter le menu familial mais à acheter ses ustensiles de cuisine, ses vêtements et ceux de ses enfants ; pour les enfants circoncis eux-mêmes : des produits de leur pêche, de leur chasse au piège et du lopin de terre qui leur est réservé (sans compter l'argent gagné, et dépensé en groupe, dans les sociétés de culture). En 1953, 40 à 50 % des champs dans la région de Kankan ne se trouvaient pas sous statut collectif, nous a dit un inspecteur d'agriculture.

La cellule économique du lu porte donc en elle les germes de sa propre désagrégation. A partir du moment où le foroba apparaît moins important que les champs individuels, chaque famille restreinte, dans la mesure où elle estime pouvoir se suffire à elle seule est alors tentée de prendre sa propre indépendance. Dans le cas d'une scission, les chefs de ménage qui ont pris leur liberté deviennent fa et leurs champs personnels constituent le nouveau foroba de leur famille restreinte. Au besoin, ils empruntent des terres à leur aînés. Et la famille d'origine se voit obligée de réduire ses emblavures en fonction de son nouvel effectif. Mais une autre origine de cet émiettement est à chercher dans les conditions même du progrès de l'économie monétaire. A mesure que les prêts à intérêt, emprunts et locations de matériel, achats et ventes de produits prélevés sur le foroba deviennent des pratiques courantes, de nombreux conflits surgissent qui se règlent moins par le droit coutumier auquel se superpose le droit musulman que par référence au nouveau droit individualiste, inspiré de celui du colonisateur, et par la prise en charge par chaque ménage restreint de ses intérêts individuels.

De plus, l'exode rural temporaire et le salariat agricole ne vont pas sans créer des désaccords entre émigrés disposant de biens d'équipement, de biens de prestige, d'un revenu monétaire, et leurs frères restés au village, de telle sorte que les déséquilibres psychologiques provoqués par leur retour (résistance des anciens à l'introduction de techniques modernes, réaction des frères réclamant au fa une rémunération de leurs services comme l'obtiennent les travailleurs pour le compte d'autrui) s'accompagnent la plupart du temps de distorsions profondes dans la gestion du patrimoine familial.

Mais en général, trop conscients de ces contradictions et de l'impossibilité de rompre le système gérontocratique traditionnel, les jeunes malinké préfèrent s'expatrier à jamais, accentuant ainsi l'hémorragie démographique qui prive certains villages du tiers de leur population active de 15 à 35 ans. Pour toutes les raisons sus-indiquées, est battue en brèche l'intégration familiale et mise en cause la prééminence des pères, mais bien moins proportionnellement qu'au Fouta ou en Basse Guinée.

L'organisation politique villageoise ancienne et moderne ou les détenteurs du pouvoir politique

Les points de résistance à la destructuration d'un système fortement patriarcal se situent certes dans la puissance institutionnelle de la fasya et du foroba, mais il nous semble nécessaire de prendre en considération un autre facteur pour expliquer la stabilité relative de la stratification sociale dans le monde rural malinké. L'organisation familiale s'inscrivait traditionnellement dans une organisation politique villageoise plus vaste. Or, si les changements sociaux ont entamé les structures familiales, ils n'ont pas produit un bouleversement radical de l'organisation villageoise, puisque celle-ci, bien que retraduite pour l'adapter à un contexte politique national, a été conservée dans sa forme sinon dans son contenu, de telle sorte que l'intégration villageoise

continue de s'opérer par l'équilibre des groupes, par l'exercice de l'autorité et par l'animation juvénile.

La cohésion par l'équilibre des groupes

Parmi les formes d'organisation politique et sociale, le village-terroir (dugu) résistait aux vicissitudes de l'histoire, tandis que s'effritait le royaume manding, et tandis que les cantons perdaient leur signification politique traditionnelle. Faisceau de lu, le village ma-linké était commandé par un chef (dugu-tigi) dont l'autorité, sans avoir le caractère absolu de celle du lutigi (patriarche de la famille), dépassait le simple consensus de l'ensemble des patriarches. Comme au niveau de la famille, l'autorité procédait de la fasya. En principe, le chef de village était l'aîné des patriarches du clan-souche. Aucun descendant d'alliés, d'esclaves ou d'adoptés ne pouvait prétendre avant l'indépendance à la chefferie villageoise du groupe résidentiel auquel il appartenait.

En tant que communauté politique, sociale et religieuse, le village comportait, outre les cellules constituées par les familles étendues, un certain nombre de groupes institutionnalisés dont :

- le conseil des patriarches représentant les familles composant le village (groupe fondé sur la parenté et l'ordre généalogique) ;
- les sociétés de classe d'âge (groupes fondés sur l'âge ainsi que sur la fraternité ou la gémelléité procédant de la circoncision) ;
- les groupements magico-religieux (Kono, Korè, liés à la vieille religion agraire ou à des pratiques clandestines) ;
- les groupements à caractère professionnel (où dominent l'initiative et l'éducation technique et magique : associations de chasseurs, donso, par exemple).

C'est à l'équilibre de ces divers groupes que l'on doit la cohésion de la communauté villageoise. Celle-ci aurait en effet bien des difficultés à se maintenir si les relations sociales s'appuyaient uniquement sur les structures généalogiques, car on sait que la fadenya (descendance patrilinéaire) est synonyme de rivalité pour le pouvoir,

encore que les réseaux d'alliance matrimoniale (fréquente entre cousins croisés) puissent calmer les éventuelles querelles, notamment les litiges fonciers.

Toutes les organisations villageoises traditionnelles sont actuellement en voie de rapide disparition et n'affectent pas le procès de formation des classes sociales. Celles qui subsistent telles que les communautés islamiques, les associations de chasseurs, de même que les nouvelles, instituées depuis la loi-cadre de 1957 : comités de village, milices de jeunes, associations coopératives et artisanales, sont sous la coupe du Parti qui les contrôle et tranche entre elles les litiges. C'est donc par son arbitrage que s'établit désormais l'équilibre des groupes. La restructuration suit le même schéma d'équilibrage, avec cependant un pouvoir prépondérant accordé au comité de village.

La cohésion par l'exercice de l'autorité

Dans le Manding traditionnel, l'autorité du dugu-tigi scellait l'unité sociale du village. A l'origine, le dugu-tigi, aîné des chefs de lignages du clan fondateur, en tant que dépositaire du pacte religieux passé entre l'ancêtre et les génies maîtres de la terre et de la brousse, avait pour tâche primordiale de donner l'autorisation de défricher et de cultiver. Juge, il arbitrait les conflits ; prêtre, il présidait aux rites religieux ; chef, il réglait les activités agricoles. Son choix s'opérait en principe sur le seul critère de l'âge, parmi les chefs de famille du clan souche (dugu yire wolo : naissance illustre du village) sans qu'il y ait de lignage privilégié.

Une telle coutume laisse à penser quels graves désordres a pu provoquer dans les dernières décades de la colonisation, l'attribution de la chefferie de village par voie autoritaire à un personnage dont la famille était traditionnellement exclue du pouvoir. Actuellement le président du comité de village est élu parmi les adultes relativement jeunes et dynamiques, souvent sur proposition du Parti et fréquemment en dehors des familles-souches, parfois même parmi d'anciens esclaves. Le

quadrillage politique des campagnes par les comités et leur supervision par des instances supérieures (section-fédération) pallie les inconvénients d'une excessive démocratisation au niveau des villages.

Un revirement qui s'est opéré intentionnellement dans le choix des titulaires des plus hautes charges villageoises a affecté même le statut politique de la femme dans la communauté locale. Jamais l'exercice de l'autorité, comme chef de village n'avait été confié à une femme dont le rôle se limitait aux activités de la vie quotidienne, ménagère et agricole, mais dont l'influence dans la famille comme conseillère du lutigi ou du dugutigi compensait souvent l'absence de pouvoir légal reconnu par la coutume. De leur participation énergique à la lutte politique de Sékou Touré pour faire triompher le PDG-RDA, les femmes ont été récompensées depuis l'indépendance par leur participation à la vie politique du village comme électrices et comme élues, puisque dans chaque comité de base existe d'une part un comité spécial de femmes composé de treize membres élus chaque année, et que les trois premières de liste, plus une fille du comité spécial de jeunes siègent au bureau du comité de quartier urbain ou de village qui compte dix membres au total : cinq hommes, trois femmes, un garçon et une fille du comité spécial de jeunes. Mais s'il est des femmes qui soient gouverneurs de région, nous n'en connaissons pas qui détiennent la présidence de comités de base villageois.

Par rapport à la structure relativement autocratique du lu, la gestion de la communauté villageoise présentait naguère un caractère singulièrement démocratique, bien qu'elle ne s'effectuait qu'à l'intérieur du seul groupe des fa et lutigi. Le pouvoir du dugutigi ne s'exerçait en fait que par l'intermédiaire des chefs de famille chargés d'appliquer les sanctions, et des récentes promotions de circoncis (karé) chargés aussi en tant que police villageoise de les faire exécuter. De même que la milice du Parti reconduit actuellement cette tradition, de même les fonctions du chef de village, en tant que président du tribunal coutumier, sont prorogées par son rôle actuel de président du tribunal de conciliation, qui lui attribue l'arbitrage des conflits mineurs entre villageois (plaintes pour adultères, litiges fonciers...). Quant aux fonctions anciennes des conseils villageois, bien que les membres de ceux-ci ne soient

plus comme autrefois les fa, elles n'ont varié que partiellement comme le prouve l'inventaire suivant des thèmes de délibération des comités, relevés par nos enquêtes :

- diffusion des mots d'ordre du gouvernement central ;
- placement des cartes du parti et élections diverses ;
- décisions pour le maintien de l'ordre public (police des cultures et des troupeaux) et l'utilisation des biens collectifs ;
- charges d'assistance et d'hospitalité : hébergement et entretien des étrangers de passage ;
- conciliation des différends d'ordre civil : règlement des affaires foncières ;
- fixation des taux d'amendes pour certaines fautes (adultères, manque de respect, menus larcins) ;
- établissement des rôles de perception de l'impôt et de sa collecte ;
- participation des diverses familles aux investissements humains (routes, bâtiments publics) et gestion des groupements de production ;
- répartition des secours et avantages exceptionnels au profit de la collectivité : attributions fiscales et agricoles ;
- règlement des modalités d'exploitation du sol : calendrier de la cueillette, des récoltes, du battage, de mise en liberté des animaux, de commercialisation des produits par le gouvernement.

Quelques autres fonctions reviennent cependant au conseil des notables qui double souvent l'instance politique, sans être institutionnalisé. Ainsi les notables s'accordent-ils sur les autorisations pour des familles étrangères de s'installer sur certaines terres, sur le calendrier des fêtes rituelles du village et même sur le taux des dots qui dépasse en réalité le montant maximum fixé par la loi guinéenne (1).

En bref, la nouvelle conception des institutions du village a pour effet de transférer au comité de base certaines décisions prises sous la colonisation par une instance cantonale, elle rétablit en fait la démocratie traditionnelle tout en relativisant les droits au commandement que

(1) 5 000 francs guinéens pour les femmes non mariées, 2 500 pour les veuves.

s'arrogeaient les fa des anciennes familles. Mais le respect qui entoure encore les représentants des clans-souches et leur importance numérique dans le village font que ce sont encore souvent des membres de ces clans, non les plus anciens lutigi nécessairement, mais les adultes les plus sages et les plus conciliants, qui obtiennent les charges de présidents de comités, tandis que le rôle de secrétaire revient à un actif militant du parti, nécessairement lettré, fréquemment l'instituteur du village.

Si les réformes du PDG ont quelque peu modifié la composition des groupes qui contrôlent la vie sociale, politique et économique, des communautés villageoises, elles ont maintenu les fonctions essentielles du pouvoir local. Les attributions reconnues par le Parti au nouveau chef nous semblent même plus étendues que sous la période coloniale, puisque le président du comité de base cumule avec ses fonctions d'exécutant du pouvoir central, celui de gestionnaire des intérêts de la communauté villageoise, de transmetteur des réquisits du comité, de juge conciliateur, d'arbitre disposant d'une partie des pouvoirs que lui délègue le Bureau Politique National. Une telle officialisation, par retour au rôle traditionnel que le colonisateur lui avait partiellement enlevé, explique que la suppression des chefs de canton se soit produite sans heurts ; l'administration au niveau des comités de base et de leurs conseils supervisés par les instances politiques de section et de fédération, suffisait à assurer le bon fonctionnement des institutions nationales nouvelles. Il est aussi évident que le caractère monolithique de l'organisation politique actuelle, autant au niveau national qu'au niveau du village où le bureau du comité et son chef cumulent toutes les fonctions politiques, économiques et socio-culturelles, a incontestablement favorisé l'intégration nationale et le sentiment d'appartenance du Guinéen à une nation individualisée par ses institutions, par son idéologie, par son chef, et qui, pour l'essentiel reste fidèle à elle-même.

Pour cette intégration, les fonctionnaires ruraux, instituteurs notamment, ont joué un rôle très important, autant en entreprenant un effort d'instruction civique par des conférences et des exposés didactiques aux conseils de village, qu'en établissant des liaisons entre les villages et les dirigeants du pays. S'ils y ont gagné du respect, et

s'ils ont provoqué un rajeunissement des cadres, ils n'ont pas toujours empêché, surtout en pays malinké, la prorogation du règne d'une certaine gérontocratie, puisque les conseils de village se composent en majorité des membres âgés des familles anciennes les plus nombreuses et les plus riches. Leur pouvoir économique et leur relatif "esprit moderne" acquis grâce aux aubaines des plans de développement agricole sous la colonisation a conduit normalement au pouvoir politique les patriarches malinké. Tandis qu'ils président souvent les comités de base, revient aux "étrangers", implantés depuis deux ou trois générations seulement, le simple contrôle des institutions de type plus moderne, telle que la direction de la JRDA locale.

La cohésion par l'animation juvénile

Parallèlement à la stratification des personnes dans le lignage et à la stratification socio-politique des lignages dans le dugu, une hiérarchie de classes d'âge (kari) fonctionnait traditionnellement, qui permettait à tous une mobilité ascendante liée au cycle de la vie. L'idéal était de traverser progressivement tous les cycles d'initiation qui font de l'être humain "un homme de la connaissance profonde". Cette procédure était autrefois reliée de façon cohérente au système chronologique de l'année longue ou septennat. Tous les sept ans se produisait le passage dans une classe ou une sous-classe supérieure. Trois grandes classes (jusqu'à 21 ans environ, de 22 à 42 ans et au delà de 43 ans) comportaient trois subdivisions de chacune sept ans (1).

Deux principes s'affirmaient nettement à l'intérieur de cette organisation, d'une part, le principe de solidarité agissant à l'intérieur de chaque classe entre initiés de même âge, d'autre part, le principe de

(1) Cf. P. CHAREST - Les classes d'âge chez les Malinké de Kédougou, in D. PAULME, Les classes d'âge en Afrique Noire, Mouton, 1971.

séniorité qui réglait toute la vie du Manding. Par le jeu des classes d'âge et des associations initiatiques, les tyekoroba, c'est-à-dire les vieux du Manding, détenaient les privilèges de l'âge et de l'expérience qui s'appuyaient largement sur le contrôle énergique du bien commun et sur la thésaurisation.

La stratégie du PDG pour annihiler le pouvoir concurrent de la gérontocratie a consisté à supprimer la plupart des initiations et de ce fait, la consécration des droits de la séniorité, tout en utilisant à son profit l'énergie provenant de la solidarité des jeunes.

Les leaders politiques du RDA, bien avant les indépendances, avaient compris le parti qu'ils pourraient tirer, pour l'embrigadement de la jeunesse rurale, d'institutions aussi puissantes que celles des classes d'âge à base de gémelléité, en les colorant par le nouvel esprit démocratique et national. Le succès du Parti parmi les jeunes ne dérive-t-il pas partiellement du fait que tout en attribuant une tâche envoûtante de modernisation à la jeunesse, il respecte, en créant les groupements JRDA, la formule traditionnelle des classes d'âge, organisations indépendantes régies par des lois propres à l'image de la société globale ? Le passage d'un système à l'autre s'est effectué en majeure partie aussitôt la loi-cadre, grâce à l'encadrement de jeunes instituteurs et moniteurs d'agriculture, militants actifs au sein du PDG-RDA. Afin d'éviter les mésaventures d'une conservation de certains éléments du système dans un même cadre, le Parti a préféré reconsidérer tout le système associatif, le débaptiser et, en s'inspirant de celui des pays communistes, le faire fonctionner pour son propre compte dans un cadre national et non plus villageois, tout en maintenant à la jeunesse les fonctions qu'il jugeait utiles à l'essor de la Guinée et à l'épanouissement de la fraction la plus dynamique et la plus pleine d'avenir de la population (1).

Bien qu'il ne se soit pas appuyé directement sur les formes traditionnelles de l'entraide dans les classes d'âge pour affermir son orientation socialiste et qu'il ait supprimé le système des échelons de ton (2)

(1) C. RIVIERE - Mutations sociales en Guinée, éd. M. Rivière, 1971, ch. III : La mobilisation politique de la jeunesse.

(2) Groupe de jeunes cooptés, presque toujours à l'intérieur d'un même kari le rite initiatique diffère en plus simplifié de celui du kari. Les fonctions du ton sont d'animation villageoise, de travail agricole et d'entraide.

le gouvernement s'est néanmoins inspiré des traditions en ce qui concerne les fonctions essentielles réservées aux associations de jeunes. Il avait d'ailleurs intérêt à ce maintien si l'on considère : 1) que les organisations de jeunes constituent des leviers puissants pour la formation politique et sociale des paysans ; 2) que le système démocratique au niveau des classes d'âge compense partiellement les inégalités de condition provenant du système de rang ; 3) que l'importance accordée aux jeunes permet de hâter la modernisation et de briser les résistances des anciens traditionnalistes par la modification d'un ordre social trop gérontocratique.

Si la fonction éducatrice et socialisatrice des ton est désormais relayée par l'école du Parti, par contre certaines des fonctions politiques (milices villageoises), économiques (brigades civiques) et ludiques (organisations de loisirs et de danses) des classes d'âge sont conservées dans la JRDA quoique avec un esprit différent. Il n'est pas jusqu'à la participation féminine des muso-ton, promotion de filles excisées, qui ne se maintiennent sous une certaine forme, puisque les jeunes filles coopèrent avec les garçons dans la plupart des tâches qui leur incombent, soit comme partenaires de danse et de loisir, soit comme cuisinière et chanteuse lors d'activités économiques de groupe, soit comme miliciennes maniant les armes. Le président et la présidente d'un ton mixte, qui étaient autrefois désignés par le conseil de village, sont maintenant, dans les comités JRDA, élus par les jeunes eux-mêmes, non sans pression parfois et conseils des membres du bureau du comité de base. Il n'est pas jusqu'aux réunions hebdomadaires, le jeudi, qui n'aient été conservées, de même que les traditionnelles "maisons des jeunes", transformées en salles des fêtes, et la distribution des rôles à l'intérieur de la société de jeunes.

L'équilibre des groupements, l'exercice de l'autorité et l'animation juvénile, produisent sans nul doute actuellement une intégration au niveau villageois, mais plus encore une intégration de la société mandingue dans un ensemble national, d'autant plus aisément d'ailleurs que les institutions nationales reproduisent pour une bonne part, les institutions

du Manding, en infléchissant il est vrai leurs objectifs et leur finalité sociale. D'évidence, des conflits plus ou moins sourds : luttes entre traditionnalistes et modernistes, rivalités de personnes, intrigues familiales dominent la vie quotidienne des villages et s'expriment, de manière violente parfois, lorsque des représentants du Parti ou des fonctionnaires ruraux viennent se mêler de querelles familiales, ou lorsque des enquêteurs étrangers, comme ce fut notre cas à Bordo et celui de M. Johnson à Dabola, donnent occasion par leur enquête de ressusciter de vieilles tensions à peine refoulées. Mais le contrôle politique qu'exerce le Parti n'en demeure pas moins la force intégrative la plus opérante. Seul il assure la cohésion des groupes, détient l'exercice de l'autorité et dirige l'action des comités JRDA. De ce fait, tendent à s'effacer les clivages hiérarchiques traditionnels auxquels sont substitués d'autres clivages nés de la surimposition et de la prévalence de la hiérarchie politique sur toutes les autres.

En bref, il y a conservation formelle des institutions du Manding, mais avec transformation de leur signification idéologique et modification de l'instance qui les contrôle. Le fait que l'organisation manding serve de modèle intégratif à toute la Guinée peut s'expliquer, ainsi que nous l'avons montré à propos de l'intégration des ethnies (1), par :

- la résistance à toute désintégration d'une culture très structurée au niveau villageois,
- l'identité du fonds culturel manding dans la plupart des ethnies (Poul excepté) composant la Guinée moderne : malinké, sousou, dialonké, et minorités forestières très influencées par l'expansion malinké,
- la dominante manding des chefs politiques de la nation qui ont puisé dans leur propre expérience les schémas traditionnels d'organisation qu'ils ont fait adopter par le pays entier.

(1) Ibid., ch. I : L'intégration des ethnies.

CONCLUSION

Notre but a été de mettre en lumière les processus par lesquels l'inégalité se manifeste le plus dans les sociétés traditionnelles et mène à l'apparition de contradictions entre groupes en rapport de domination-subordination. Une telle contradiction suppose une appropriation. L'appropriation suppose à son tour l'existence d'un surplus régulier et des institutions sociales permettant l'accaparement du produit du travail réalisé par des dépendants, c'est-à-dire une main-d'oeuvre familiale ou servile. Mais dans la plupart des cas, le surproduit n'est que temporaire en raison des cycles saisonniers et rituels. Il demeure minime tant que l'agriculture n'est pas mécanisée. En outre, il fait l'objet pour la majeure partie de redistributions à la famille, aux vassaux, aux participants de cérémonies traditionnelles. D'ailleurs ni l'importance du surproduit, ni le développement de la productivité ne créent de façon nécessaire et automatique la possibilité de l'exploitation. Celle-ci est liée à certaines circonstances historiques et géographiques : agressions armées facilitant l'extension du réseau des tributaires, persistance du servage, par exemple... Le pouvoir religieux du chef peut même servir de couverture à l'introduction de l'exploitation.

Avec l'expansion européenne et la colonisation, les formes et le volume de l'appropriation changent radicalement, en conséquence et d'une redistribution des rôles politiques des chefs, et de la formation par des institutions nouvelles telles que l'armée, l'école, le fonctionnariat, le commerce, l'industrie, de catégories sociales étrangères aux stratifications sociales traditionnelles. Les conditions favorables au progrès technique et notamment la recherche de l'intérêt privé se révèlent incompatibles avec le fonctionnement des anciennes solidarités entre serf cultivateur et maître éleveur, entre artisan casté et client, entre chef et administré.

En même temps qu'un rétrécissement de l'éventail allant autrefois du chef politique à l'esclave, se produit progressivement au Fouta un changement parmi les détenteurs du pouvoir politique et social grâce à une nouvelle organisation qui rend possible la mobilité géographique et pro-

fessionnelle. A la fin de la colonisation, l'instruction et le militantisme politique sont les meilleurs canaux de mobilité ascendante.

En région malinké, le système colonial a eu un rôle multiple :

1) de renforcement des structures gérontocratiques à l'intérieur du village ; 2) de désagrégation de l'organisation politique supravillageoise traditionnelle en donnant à la kafutigiya un caractère centralisateur et autoritaire ; 3) de transformation des unités de production économique par des innovations techniques et par la valorisation monétaire du travail agricole. La place des aînés comme contrôleurs des échanges matrimoniaux et par voie de conséquence comme contrôleurs de la reproduction démographique du lignage, leur assure, en vertu des principes de primogéniture et de séniorité, une position privilégiée dans le contrôle des biens de prestige. Les progrès de l'agriculture qui favorisent une thésaurisation au niveau de la famille ont pour effet d'accroître la puissance économique et politique des lignages forts.

Les exemples des sociétés peul et manding ont montré combien pouvaient varier les formes d'inégalités sociales selon leur genèse, leur développement et leur support culturel. L'économique et le politique agissent concurremment avec d'autres principes de hiérarchisation : ethnie, âge, sexe. Les inégalités économiques dérivent en certains cas de phénomènes initiaux de domination. En d'autres cas, la domination politique résulte soit d'un accroissement démographique du lignage provoquant de nouveaux établissements territoriaux où le chef est le fondateur du village, soit de la richesse matérielle et du savoir acquis par un émigré temporaire revenu au pays après avoir été dioula, navétane, militaire, soit de la révolte contre une situation initiale d'infériorité (Jihad peul contre les agriculteurs dialonké, prise de pouvoir de certains anciens esclaves grâce à l'appui du PDG). De la même manière que les inégalités socio-économiques et les rapports de domination-subordination agissent les uns sur les autres, les systèmes de stratification fondés sur différents critères interfèrent dans une même société tout en cohabitant. Placés en concurrence pour une part, en surimposition pour une autre, ils peuvent être caractérisés par leurs aspects dominants, mais ni un système de stratification dominant, ni un régime politique, ni un mode de production ne suffisent à définir à eux seuls une société.

Une comparaison des systèmes d'organisation politico-économique peul et manding avec ceux d'autres groupes ethniques voisins ne manquerait pas d'intérêt pour montrer combien sont hétérogènes les cadres sociaux et comment ont agi différenciellement les forces de destructuration dans d'autres contextes culturels. Dans notre chapitre sur l'intégration des ethnies, de Mutations sociales en Guinée, nous avons déjà insisté sur les facteurs de transformation de la Basse côte, chez les Soussou et les Baga notamment, par l'influence des négriers, du commerce précolonial, de l'urbanisation, etc., ce qui nous évitera d'y revenir. En ce qui concerne les sociétés forestières animistes, comme nous n'aurions rien à ajouter à la documentation fournie par Denise Paulme sur l'organisation politique, économique et religieuse des Kissi et aux analyses déjà citées d'Yves Person sur l'évolution historique de la région sous la colonisation, et comme nos informations sur les Guerzé demeurent fragmentaires, nous préférons prendre comme exemple leurs voisins, les Toma sur lesquels nous avons rassemblé quelques données originales.

Sommairement, les Toma (plus exactement Loma comme ils se nomment eux-mêmes) constituent un peuple dont les traits culturels les plus spécifiques nous semblent être : 1) la place fondamentale des croyances et des cultes animistes du point de vue de la solidarité sociale et du maintien des hiérarchies et rôles sociaux ; 2) l'agriculture forestière (riz, ^{nyam, /s/ m4,} ~~2326~~, cola) dans une région aux trois quarts montagneuse située au nord du Libéria ; 3) l'absence d'organisation politique couvrant l'ensemble des villages, lesquels ont chacun leur autonomie à moins qu'ils ne décident de se grouper à trois ou quatre à des fins militaires ; 4) l'autorité morale de la gérontocratie en relation privilégiée avec les génies et les ancêtres et dominant les hiérarchies d'âge et de sexe ; 5) la valeur guerrière d'un peuple qui n'a été vaincu par les colonnes françaises qu'en 1907 et 1908, et dont le territoire est demeuré région militaire jusqu'en 1938.

Trois niveaux organisationnels s'emboîtent les uns dans les autres sans que la zone d'autorité d'un niveau soit à proprement parler limitée par celle du niveau supérieur, le champ d'exercice en étant différents. Il n'est guère que les champs territoriaux qui se recouvrent : le kuei est le quartier du segment lignager organisé sur des bases primordiallement familiales ; plusieurs kuei forment un taa (village) aux fonc-

tions économiques dominantes (agriculture, chasse) ; plusieurs taa peuvent se grouper dans un zui ayant initialement fonction d'union guerrière et de protection militaire.

Le segment lignager patrilinéaire vit sous l'autorité du ke, le pater familias. L'appartenance à un même lignage spécifié par un nom (zi) implique le respect des mêmes interdits (niei). S'il est maître d'un quartier (kuei) regroupant les descendants d'un même ancêtre, le ke est appelé kuei maligi. Ses frères sont les kekei (oncles), titre également attribué à leurs descendants. Parmi les branches collatérales des dabei (neveux) comme dans la branche mère, le plus âgé des mâles est le "grand-frère" (diei) des autres hommes mariés, chefs de case (pele lazenigi). A un échelon inférieur se situent les jeunes gens (kebaue) et enfin les garçons non-initiés (buraiti). On distingue de même parmi les femmes : les grand'mères (mamaiti), les femmes mariées (pele lanzo), les jeunes filles (debaue) et les petites filles non-initiées (buraiti, comme les garçons). Appartenant aussi à ces classes d'âge, mais statutairement inférieurs aux personnes libres, les captifs (duei) se répartissent en captifs de guerre (koluei) et captifs nés dans la case (pele luai).

A toutes ces personnes intégrées au kuei s'ajoutent des alliés, des parents, des étrangers mêmes qui viennent se placer sous la protection du ke : descendants par exemple de femmes issues du kuei qui ont abandonné pour une raison quelconque leur propre groupe pour chercher un appui près d'autres parents, afin de ne pas vivre dans le lignage inférieur d'un autre village. On les nomme de luniai (descendants des mères) par opposition aux keke luniai (descendants de l'ancêtre). Ils forment avec les étrangers une sorte de clientèle parfois nombreuse dans les kuei puissants (1).

Englobant plusieurs familles étendues ou segments lignagers, le taa qui désigne à la fois l'agglomération, ses habitants et le territoire exploité, est une communauté villageoise formée principalement en vue du travail agricole sur une aire commune. Lors d'un essaimage, le chef de

(1) C. GAMORY-DUBOURDEAU - Notice sur les coutumes des Tomas, Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'A.O.F., 1926, n°2, p. 306.

la nouvelle communauté prend le nom de taamasagi (maître du taa) ; les ke présents à la fondation du village celui de masagiti (les maîtres) et forment le conseil de village (niamaiti) qui a pour rôle de limiter et de contrôler l'autorité, et où siègent par la suite au second rang les ke venus se joindre au village. Ceux-ci ne peuvent accéder qu'avec accord du niamaiti à la dignité de masagi à moins qu'ils n'offrent un ap- point important d'hommes et de richesses, ce qui n'a lieu que rarement. Pour les travaux agricoles, les habitants mâles à l'exception des ke sont rangés en trois classes : les hommes d'âge moyen (mugiti), les hommes forts (zinipoe) et les jeunes travailleurs (zunu lomie) lesquels accompagnent les travailleurs avec leurs instruments de musique et leurs chants.

Couvrant à la fois l'organisation du kuei à base lignagère et celle plus large du taa à base économique, le zui, communauté de villages (ou canton), est une organisation à fonction militaire dominante. Même s'il procède du développement démographique d'un taa qui peuple de ses colonies le pays qui l'environne, ou s'il a pour origine le groupement d'une clientèle importante autour d'un chef de kuei, le zui se crée dans les temps précoloniaux, d'abord pour assurer à ses membres la sécurité et la paix intérieure en même temps que pour les enrichir par le pillage. Son maintien et son développement sont conditionnés par la bonne organisation militaire que le zuimasagi, chef guerrier à responsabilité politique et religieuse, assisté de son conseil, sait donner à ce groupement de villages. Père de la guerre (kokegi), le zuimasagi prépare les expéditions de pillage, de défense, négocie les alliances souvent sanctionnées de mariage et procède au partage du butin (1). Son prestige est en corrélation d'une part avec son rôle d'arbitre suprême, mais aussi avec le nombre des femmes, magiciens, devins, artisans, guerriers (burugi) et courtisans (masaziakori) qui l'entourent, le servent ou sont fidèles à ses ordres.

Le renforcement du pouvoir dépend donc comme chez les Manding de la possibilité de capitaliser des épouses, des descendants et des alliés.

(1) Ibid, p. 333

Mais l'influence peut provenir davantage de la personnalité de l'individu, de son verbe, de sa générosité, de son ardeur guerrière, de sa réussite matérielle que de sa position lignagère. Pourtant, ni la chance, ni la force, ni le bien ou le mal qui surviennent ne sauraient s'attacher à l'homme sans l'assentiment des forces supranaturelles qui agissent constamment dans l'existence des Toma.

Religion et magie investissent en effet les domaines du politique de l'économique et du lignager. Au plan familial où les morts continuent d'intervenir dans les affaires des vivants, le ke, en tant que représentant du keroave (l'esprit du vieux père), préside le culte des ancêtres bien que l'office de sacrificateur soit tenu par le neveu (dabei) qui prononce les invocations et transmet au mort le message des vivants. Prêtre, le ke détient dans sa case les objets sacrés ou magiques, les reliques des ancêtres : armes, vêtements... Il a la garde des koli (barrettes de fer doux appelées aussi "guinzé", à signification monétaire et magique) et des lances où résident les esprits des morts (govei), et la charge des relations avec le monde invisible. C'est à lui de rechercher la cause cachée des calamités qui frappent la communauté et d'y porter remède en offrant les sacrifices nécessaires et en usant des armes magiques appropriées. Au plan villageois, les droits d'occupation et d'usage de la terre résultent de l'alliance (nimbe) contractée avec les génies locaux. Par ce contrat, les génies adoptent la communauté et la protègent en échange du culte qu'on leur rend. Comme au niveau familial, le taamasagi assisté d'un "neveu" sacrificateur (taalabei) est chargé des rapports avec les génies protecteurs. Il doit veiller au respect des engagements pris à leur égard, régler les sacrifices, recueillir les contributions destinées au culte, se poser en gardien de la coutume et faire établir une forêt sacrée (savei) pour les retraites d'initiation. Au niveau du zui, l'union des villages est aussi scellée par une alliance à des génies particuliers et par un culte commun rendu à des protecteurs. En même temps que guerrier et homme politique, le chef du groupement territorial (zuinasagi) est aussi l'homme qui s'entoure de magiciens et prête serment de fidélité à l'alliance des villages que protègent les génies.

Les rivalités de prestige et d'influence s'interprètent alors en termes de magie et par référence à l'action de médiateurs hypostasiés entre les mondes visible et invisible. Dans l'animisme du galafai, religion d'un dieu suprême des Toma, Gelevhologala, un autochtone distingue comme essentielles les croyances : aux puissances physiques de la nature représentées par les génies (inegiti) auxquels le grand-prêtre (gizo onui) fait des offrandes, aux fétiches, masques et gris-gris (afwi, gbakorogi, laniboi, wonilegagi, pnangbai, gpadoi, gpologi, zazei...) (1), aux esprits des morts (govei) et à leur seconde vie, aux pouvoirs des bons féticheurs (zowoi) et devins (angboi), aux sorciers cannibales, fantômes et esprits malfaisants.

La relation de pouvoir politique est de ce fait extrêmement sacralisée à chacun des niveaux, à celui du kuoi où l'assise sociale est constituée par les réseaux de descendance, d'échanges matrimoniaux et d'apparentements systématiques par adoption d'esclaves, à celui du taa où s'agencent les segments lignagers par rapport au groupe fondateur, à celui du zui où les guerres et les conflits suscitent des pactes inter-lignagers scellés par des rites animistes. Un lien vital et sacré unit les membres de chacun de ces groupes qui détiennent leurs dieux spécifiques.

Si nous considérons les droits respectifs des lignages au sein d'un taa (descendants directs des fondateurs, oncles et neveux, alliés, captifs) aussi bien que la hiérarchie des âges et des sexes à statut différencié, le champ des relations sociales se manifeste bien comme inégalitaire à l'instar de la société manding. Néanmoins, sous bien d'autres aspects, l'éventail des droits et des pouvoirs paraît bien plus restreint qu'ailleurs.

1) Dans la mesure où le monde des esprits reflète celui des vivants, il est intéressant de signaler qu'il n'existe pas de hiérarchie des génies chez les Toma ; ceux du zui sont seulement honorés par un plus grand nombre de gens.

(1) Pour la signification de tous ces termes, voir Mutations sociales en Guinée, ch. IV, et P.D. GAISSEAU - Forêt sacrée, magie et rites secrets des Toma, Albin Michel, 1953.

2) Par ailleurs, aucun chef de famille, de terre, de guerre ou de culte, ne saurait décider d'une affaire importante sans l'approbation de son conseil, composé selon le cas des frères du ke, des masagiti et aînés de famille, des guerriers énérites, des dignitaires des initiations et des féticheurs. Nul zuimasagi ou taamasagi ne peut s'immiscer dans les affaires relevant de la compétence du ke. La chefferie d'un zui n'a d'ailleurs jamais été la charge permanente d'une famille, elle est demeurée avant la colonisation une institution sporadique, occasionnelle et transitoire.

3) Bien que demeurant en situation de dépendance, les esclaves ne sont pas exclus des affaires importantes. Esclaves de case, ils adoptent le nom (zi) de leur maître, participent au culte des ancêtres de leur famille d'adoption alors que les descendants des femmes (do luniai) et les alliés en sont exclus. Ils subissent l'initiation en forêt sacrée en même temps que les enfants de la maisonnée et s'organisent pour le travail dans des villages de culture au milieu des défrichements éloignés.

4) Surtout une importante différenciation des rôles permet à de nombreux individus d'acquérir une zone d'influence qui répond à la fois de leur fonction et du degré de leur puissance spirituelle. La mère féconde ; la magicienne des accouchements ; le magicien coupeur de prépuce ; le tatoueur ; le chasseur ; le forgeron que les devins désignent parmi les enfants pour le placer en apprentissage près d'un maître forgeron qui l'initie à ses connaissances magiques particulières ; le neveu du village (taalabei) qui remplit les fonctions de héraut, de sacrificateur et l'office de griot ; le chef de la terre ; les maîtres-féticheurs de la foudre et de la pluie, qui gardent en quelque sorte des secteurs particuliers du dispositif de défense mystique du taa et qui, comme les autres chefs ne font l'objet d'aucune élection mais s'imposent par leur puissance magique ou religieuse, tous ceux-là détiennent pour ainsi dire un office duquel ils sont les maîtres absolus.

Le chasseur par exemple se distingue fonctionnellement par ses rôles de fournisseur d'un bien rare : la viande, aliment de luxe fort

apprécié, et de défenseur de la société en raison et de son habileté dans le maniement des armes, et des pouvoirs magiques qu'on lui attribue. Protecteur de l'animal totémique, il sert aussi d'intermédiaire entre les hommes et les animaux, deux mondes en constante cohabitation dans les forêts où un chasseur reste parfois isolé pendant plus d'une semaine. Son prestige dérive certes de ses talents de guérisseur des maux provoqués par les animaux : piqure de scorpion, morsure de serpent, etc.. (les secrets de pharmacopée se transmettant entre chasseurs), mais aussi des dons particuliers qu'on lui suppose, notamment sa possibilité de métamorphose temporaire en un animal de la sylvie en des buts d'efficacité de la chasse et sa compréhension du langage des animaux, de leurs habitudes, de leurs comportements, si bien que les hommes le chargent de transmettre aux animaux leur message en cas de dévastation des champs ou de nuisance causée au village par la panthère.

La diversification des zones d'autorité explique à notre avis l'extrême difficulté du cumul des pouvoirs politiques, économiques et culturels qui définirait une classe d'exploiteurs ou de profiteurs des surplus sociaux. Depuis la dite "pacification française", le zuimasagi devenu chef de canton nommé par les autorités coloniales a perdu ses fonctions militaires. Les captifs, sans nouveau recrutement possible et libérés par la loi se sont intégrés pour la plupart aux kuei. Touchés assez tardivement lors de la seconde guerre mondiale par quatre facteurs conjugués de destructuration : l'enrôlement militaire, le christianisme, l'école et l'économie marchande - au développement extrêmement faible dans cette région qui ne commercialise guère que le café, le palmiste et la cola en faible quantité - les Toma ont vu se forger de nouvelles catégories sociales à l'extérieur du cadre traditionnel. Mais plus que la richesse matérielle des Malinké installés en forêt, plus que le prestige de quelques scolarisés, c'est la campagne de démystification menée par le PDG de 1959 à 1961, qui a véritablement fait crouler les fondements mêmes de la société clanique, villageoise, et guerrière des Toma, comme nous l'avons montré dans Mutations sociales en Guinée (1).

(1) op. cit. pp. 246-258.

Il importe de noter maintenant que la transformation des systèmes traditionnels de stratification a essentiellement eu pour cadre la société rurale et que les processus que nous avons analysés portent sur le paysannat. Le propre de la colonisation a été justement de relativiser le champ d'opération des stratifications traditionnelles par le moyen du développement d'une économie urbaine et monétaire. Les plus puissantes des strates nouvellement créées par passage du cadre ethnique au cadre national se situent dans les secteurs tertiaire et secondaire de l'économie. Ce fait implique que l'on quitte le cadre ethnique rural et que l'on prenne une optique plus globale, celle de la société nationale, si l'on veut saisir dans sa totalité la dynamique des strates sociales dans la Guinée moderne.

T R O I S I E M E P A R T I E

NAISSANCE D'UNE BOURGEOISIE

DANS UN GROUPE D'ELITES

Dans cette troisième partie, nous amorçons délibérément un changement de perspectives. La lutte du PDG pour la conquête du pouvoir marque un renversement historique des rapports de domination-subordination. Tandis que sous la colonisation des forces d'origine externe étaient à l'oeuvre pour la transformation de sociétés à caractère ethnique encore très prononcé, à partir de l'après-guerre s'amorce un processus de rassemblement des forces internes de changement en vue d'abord d'une action politique, puis d'une certaine autonomie territoriale, enfin d'une indépendance nationale. Le mouvement d'uniformisation des comportements politiques et économiques s'accélère à mesure que s'accroît la lutte politique. En conséquence, un cadre de référence national nous semble désormais plus pertinent que le cadre ethnique.

L'autonomie de gestion qu'acquiert le secteur tertiaire autochtone par l'action politique est le phénomène déterminant d'un changement du système global de stratification. Certes, l'action ouvrière et syndicale a servi à beaucoup de tremplin pour la conquête du pouvoir et les masses paysannes ont constitué un support essentiel dans la montée du PDG, mais notre perspective d'étude de la dynamique sociale nous invite à prendre comme fondement de notre système explicatif de la re-stratification opérée en Guinée, l'ordre d'importance des forces en jeu dans ce processus. Des institutions telles que l'enseignement, l'armée, l'économie marchande, continuent d'agir dans le sens d'une modernisation sociale, mais ce ne sont pas tant les transformations des institutions qui permettent d'expliquer les changements que l'action des groupes d'agents sociaux qui rend compte du changement des institutions. Aussi allons-nous étudier successivement chacun de ces groupes d'agents sociaux en commençant par ceux qui ont eu le plus d'influence dans le développement des processus d'inégalités sociales et de domination. Les gestionnaires de l'Etat prennent dans cette optique le pas sur les marchands qui régissent dans certaines limites la circulation interne des biens. Ceux qui contrôlent la circulation des biens ont plus d'importance socio-économique que les producteurs eux-mêmes et parmi ceux-ci, les ouvriers possèdent un poids plus décisif dans l'orientation économique nouvelle et pour l'obtention de devises par l'industrie d'extraction que n'en ont

les agriculteurs et a fortiori les artisans. De ce fait, l'étude du paysannat, majoritaire démographiquement mais minoritaire socio-politiquement, est renvoyée vers la fin de l'étude. De plus en plus, le paysannat s'inscrit dans la majorité démunie face à une minorité favorisée par son avoir et son pouvoir.

Non résolu pendant la période coloniale, estompé intentionnellement pour la constitution d'un front d'émancipation, le problème de l'inégalité a pris une dimension nouvelle après l'indépendance. En Guinée, l'inégalité s'est développée et avec une très grande rapidité, malgré une option socialiste et surtout par l'action d'un groupe qui a pris en main le destin de la nation. Ce groupe qui, depuis plus d'une vingtaine d'années se présente comme l'élément essentiel de la dynamique sociale, qui dispose d'un large pouvoir par un système institutionnel et une conjoncture favorables, qui se distingue des autres groupes par son style de vie et des comportements ostentatoires, est-il identifiable à une bourgeoisie? La question surgit d'emblée dans notre cadre de recherche, mais pour y répondre pertinemment, il convient de ne pas se borner à des affirmations sommaires. Aussi, par précaution opératoire, utiliserons-nous un terme générique fréquemment employé dans les études de stratification, celui d'élite.

Après avoir critiqué sommairement le halo théorique du concept d'élite, il sera utile de procéder à une approche descriptive et statistique de l'élite en opérant une distribution par catégories socio-professionnelles, selon le niveau d'instruction et en fonction du critère ethnique. A la coupe transversale s'ajoutera une coupe longitudinale, c'est-à-dire génétique et dynamique portant sur le recrutement et la circulation fonctionnelle de cette élite, puis une approche comportementale des indices de différenciation psycho-sociologique de ce groupe. Celui-ci, au cours de l'histoire récente, a pu se scinder partiellement en faisant prévaloir certaines fonctions par rapport à d'autres. De là découle la nécessité d'une étude différentielle qui marquera d'une part la place et la fonction des élites bureaucratiques-politiques par rapport aux élites traditionnelles, intellectuelles, militaires..., d'autre part le degré de

consensus ou la distance sociale entre ces élites et le peuple. Au terme de l'analyse, il doit être possible de déterminer la consistance même du groupe des élites, c'est-à-dire son niveau d'intégration qui permettra de le définir comme classe constituée ou classe en formation.

CHAPITRE VI

COMPOSITION ET TRANSFORMATION

STRUCTURELLE DE L'ÉLITE

Pour un usage opératoire du concept d'élite

En raison de la variété des significations du terme élite, en usage dans le langage courant et parmi les sociologues, et parce que l'on conteste généralement la pertinence de ce concept comme substitut à celui de bourgeoisie, dans les études de stratification sociale, l'utilité d'une définition paraît obvie.

Avant toute spécification sémantique, il nous faut écarter les résonances fâcheuses du terme élite, lequel peut faire songer aux doctrines antilibérales et opposées à la conception actuelle de la démocratie, qu'eurent les Nietzsche et les Sorel, prônant une oligarchie de rares élus nés pour dominer. N'entendant pas soutenir une quelconque doctrine politique, nous nous limiterons à employer le terme dans son acception technique et empirique, c'est-à-dire à inclure dans sa compréhension, seulement l'existence, dans la plupart des sociétés modernes, d'un groupe qui se prévaut de certaines supériorités et compétences, et détient par le fait une influence prépondérante dans la direction politique, économique ou culturelle d'une collectivité. D'évidence, notre définition s'inspire de Pareto pour qui l'élite, sorte d'aristocratie, ensemble des éléments supérieurs d'une société, se définit, dans un sens proche du sens courant, par des éléments qualitatifs : sa notoriété et son prestige (1).

En synthétisant la pensée des Pareto, Mosca, Kolabinska, C.W. Mills, sur les indices de reconnaissance de l'élite, il apparaît que la position élevée propre à l'élite devrait se mesurer ;

- 1) aux avantages qu'elle procure (richesse, savoir, habileté, puissance) ;
- 2) aux attitudes de déférence (reconnaissance d'une supériorité) et d'envie (aspirations) qu'elle suscite ;

(1) V. PARETO - Traité de sociologie générale, Payot, 1919, vol. 2, pp. 1297-1298.

G. GURVITCH - Le concept de classes sociales, CDU, 1954, p. 78.

3) à l'influence qu'elle exerce en tant que modèle imitable fixant tacitement les normes d'agir et de penser adoptées par l'ensemble de la société.

De tels indices demeurent assez vagues. Notamment l'assertion de Pareto selon laquelle l'élite, fraction la plus représentative d'une population, incarne les idéaux, intérêts et modèles de conduite les plus caractéristiques d'une culture ou d'un peuple, dénonce ses limites par son propre schématisme. Certes, un groupe peut, à quiconque observe une société, sembler représentatif du meilleur d'elle-même, ou du moins de la traduction en actes de ses normes et aspirations, mais considérer un seul groupe comme représentatif, c'est risquer de méconnaître la pluralité des élites, c'est préjuger de l'harmonisation des valeurs et de la conformité générale des comportements dans ce groupe ; c'est en somme postuler indûment une forte intégration. Les jugements de Pareto n'évitent pas non plus le risque d'inobjectivité, en ce que la détermination de l'élite dérive des jugements subjectifs de l'observateur sur ce qu'il estime lui-même être les qualités les meilleures de la société dont il traite.

A elle seule, la définition ne justifie donc pas la valeur opératoire du concept dans l'analyse des structures sociales. En supposant que l'on puisse déterminer à quels éléments d'une société la notion s'étend, il faut rechercher si ces élites reconnues forment des groupements ayant des valeurs jugées fonctionnelles pour l'ensemble de la société et ce qui distingue les comportements de l'élite de ceux des autres groupes sociaux. Il reste aussi à préciser les types et moyens d'influence des personnes de ce groupe, les principes et modèles culturels qu'elle propose. La recherche révèle toutes les difficultés théoriques et pratiques que suscite l'emploi du terme.

A défaut donc de définition exacte des élites et de critérium absolu de distinction, on peut cependant affirmer que le meilleur étalon est le degré de puissance pris dans le sens wébérien le plus large. A l'idée trop vague de supériorité native ou acquise, nous préférons substituer l'idée de pouvoir plus opératoire et plus pertinente pour la compréhension des cas africains.

L'élite nous paraît ainsi composée de la minorité des personnes qui détiennent le pouvoir dans une société et jouissent des avantages qui s'y attachent. Du fait même de la diversité de nature et de degré de son pouvoir, l'élite se compose de groupes sociaux distincts et hiérarchisés. Au bas de l'échelle, une sous-élite fait la transition avec la masse. En haut de l'échelle, un noyau dirigeant remplit des fonctions politiques, se dote de puissants moyens économiques, jouit d'une influence culturelle et assure un rôle de leadership généralisé qui lui donne plus de force et d'efficacité. Sa structuration fait sens. Divers liens de parenté, d'amitié, d'intérêts ou de culture... lui créent une suffisante unité pour qu'il agisse de manière cohérente sur une majorité mal organisée.

La relation élite-pouvoir, qui fait l'objet d'exposés théoriques de Mosca et de recherches empiriques de C.W. Mills est déjà indiquée nettement dans les développements de Pareto dont certaines intuitions, parce qu'éclairantes pour le cas africain, peuvent être retenues, ce sont : le rôle historique primordial des élites dirigeantes, le passage de l'intelligence et du courage à la ruse dans l'élite qui accède au pouvoir, les justifications et protections de la légitimité, la fonction de la morale et de la religion politique dans la conservation du pouvoir. Mais si nous employons le terme d'élite ne serait-ce que pour réaliser, à la manière d'un sténogramme, la synthèse d'éléments associés dans la réalité, la notion apparaît trop clairement être un substitut idéologique à celle de bourgeoisie dans un contexte réflexif qui exclut l'idée de classe, pour que l'une des plus importantes interrogations ne porte pas sur la distance exacte qui sépare la théorie des élites et celle des classes, la notion d'élite et la notion de bourgeoisie. En tentant d'apprécier le degré de compatibilité ou d'incompatibilité entre ces théories et ces notions, il sera possible de mieux définir le contenu du vocabulaire que nous utilisons, de dire pourquoi nous l'utilisons, et de proposer une distinction de sous-types inclus dans le concept général.

De nombreux désaccords se marquent entre la théorie (aristocratique et inégalitaire) des élites de Pareto et la théorie des classes de Marx (1).

1) La théorie des élites impose que l'idée d'une classe gouvernant par l'exercice du pouvoir économique soit remplacée par celle d'une classe gouvernant en vertu des qualités supérieures de ses membres. On peut ainsi concevoir qu'un parti politique, une administration structurée et active, ou un pouvoir militaire donne naissance à une classe dirigeante, comme le ferait la possession ou le contrôle des moyens de production.

2) En tant qu'elle se prétend applicable à tous les types de société globale et qu'elle postule l'existence dans toute démocratie (laquelle ne peut être que représentative) d'une minorité qui détient le pouvoir, qui fait et qui fera toujours l'histoire, la théorie des élites contredit la thèse d'une société sans classes, instaurable après une révolution socialiste. Comment vérifier la valeur respective de chacune des théories sur ce sujet ?

3) Au schéma antagonistique : bourgeoisie contre prolétariat, est substituée une image de rapports bien plus passifs entre minorité organisée et masse dépendante politiquement, économiquement, culturellement de cette élite.

4) Enfin, la circulation des élites empêche la constitution d'une classe dirigeante stable et fermée, tout phénomène d'osmose annihilant la polarisation dualiste en classes dont l'accès serait verrouillé et qui tendraient l'une à la paupérisation, l'autre à la concentration des richesses et des privilèges. En réfléchissant sur le cas des sociétés industrielles, on peut se demander si leur évolution ne se caractérise pas par un passage d'un régime de classes à un régime d'élites dans lequel l'égalité des chances constituerait le principe général de sélection sociale. En réalité, la mobilité de longue distance est un phénomène rare, étalé sur plusieurs générations, tandis qu'elle est bien plus rapide

(1) "Il est impossible qu'une classe soit une élite et pareillement qu'une élite soit une classe"... "Une classe ne subsiste qu'en faisant croire qu'elle est une élite, et ne peut devenir élite qu'en cessant d'être classe". E. GOBLOT - La Barrière et le Niveau, rééd. P.U.F., 1967, pp. 105 et 108.

et sensible dans les nouveaux Etats où se sont brusquement diversifiées et multipliées les fonctions dirigeantes.

En fait, il faut reconnaître que les deux termes élites et classes continuent d'être en vogue mais sont rarement utilisés conjointement. Leurs principales composantes ne sont pas rigoureusement définies, aussi chacun les emploie-t-il selon qu'il juge l'une ou l'autre plus applicable à ses données concrètes en fonction de sa propre idéologie.

Une terminologie précise a été réclamée aussi bien par C.W. Mills que par R. Aron. Le premier dissocie nettement la notion d'élite de la notion de classe. Parler de l'élite comme d'une classe est une simplification abusive. Chaque classe pouvant comporter des élites, il n'est donc de "classe de l'élite" que dans un sens purement nominaliste. Si des élites s'associent pour former une unité de pouvoir qui domine la société, elles ne constituent pas une classe à proprement parler, mais seulement une "élite au pouvoir". D'ailleurs l'idée de classe dominante recouvre deux notions hétérogènes : classe est un terme économique, domination un terme politique. Parler de classe dominante ou dirigeante implique en théorie qu'une classe économique domine politiquement, ce qui n'est pas toujours le cas. Les déterminismes politiques, militaires, économiques possèdent chacun un degré appréciable d'autonomie et peuvent jouer de manière plus parallèle ou même contradictoire que convergente. En tant que fondement du pouvoir politique, les moyens d'administration peuvent remplacer les moyens de production (1).

Mais si l'on excluait du vocabulaire la notion de classe dirigeante, il resterait à savoir dans quelle mesure les termes élite et classe s'excluent mutuellement. Pour R. Aron, une relation entre les deux peut être établie et la notion de classe politique n'est pas à rejeter a priori. "Le problème de la synthèse entre sociologie des classes et sociologie des élites est un problème scientifique. Il se ramène à la question suivante : comment se combinent, dans les sociétés modernes,

(1) C.W. MILLS - L'élite du pouvoir, Maspéro, 1969, passim.

la différenciation sociale et la hiérarchie politique (1). Selon cet auteur, à l'intérieur d'un pays, une classe politique détient le pouvoir, à l'intérieur de cette classe, une élite politique exerce effectivement le pouvoir (2). Tandis que l'élite politique se compose des membres du gouvernement, hauts fonctionnaires, chefs militaires, familles de sang noble, directeurs d'entreprises puissantes, la classe politique, elle, peut inclure des contre-élites, se constituer de représentants de nouveaux intérêts (syndicalistes, hommes d'affaires, intellectuels) et de groupes qui peuvent collaborer, entrer en compétition ou en lutte.

Aussi judicieuses que soient de telles distinctions, elles n'éliminent pas toutes les difficultés et notamment celle de la convergence entre pouvoir économique et pouvoir politique. Il se peut que, dans les sociétés occidentales, un groupe supérieur économiquement, une élite économique, détenant une grande partie de la propriété et du revenu national, et ayant édifié sur ces avantages économiques transmissibles héréditairement une culture et un mode de vie distinct, ne jouisse pas du pouvoir politique sinon à la manière d'un groupe de pression. Par contre en Afrique où sont étroits les rapports qui existent entre les politiciens, les fonctionnaires supérieurs et les administrateurs de corporations publiques, on peut affirmer que l'élite contrôle à la fois la vie économique et la vie politique du pays. Jusqu'à l'indépendance, l'identification entre élite et lettré n'a pas été sujette aux équivoques et aux contestations qu'elle susciterait dans une société industrialisée et scolarisée où la structure de classes serait fortement marquée. Depuis, le seul groupe constitué est le groupe dirigeant dont la formation s'est faite à travers les luttes pour le pouvoir. Il semble même que les rapports avec le pouvoir jouent en Afrique le rôle des rapports de production en Europe.

(1) R. ARON - Social Structure and the Ruling Class, British Journal of Sociology, I, 1, 1950 et I, 2, 1950.

(2) R. ARON - Classe sociale, classe politique, classe dirigeante, Archives européennes de sociologie, I, 2, 1960

Pour nombreuses qu'aient été les tentatives de description du groupe des élites comme étant une bourgeoisie, les interprétations sont toujours demeurées peu probantes. Une bourgeoisie se caractérise en fonction d'un mode de production et non seulement d'attitudes politiques. Elle ne peut être reconnue comme bourgeoisie que dans son opposition à une ou plusieurs autres classes. Or, si l'on peut admettre que certaines couches sociales (les élites par exemple) préfigurent des classes, il est difficile de définir l'ensemble de la société par rapport à un système de classes. En outre, dans une période de transition comme celle de la construction nationale, les cadres de référence sont multiples, les statuts et prestiges encore ambigus. Chez le même individu alternent des conduites modernes et des conduites traditionnelles, les attitudes de l'urbain et celles du rural, la référence à l'honneur de la famille ou de l'ethnie et le comportement de militant politique. Le peu d'homogénéité de ce que certains appelleraient une bourgeoisie naissante nous semble mieux rendu par l'ambiguïté du terme d'élite, lequel recouvre les personnes et groupes qui, par suite du pouvoir qu'ils détiennent ou de l'influence qu'ils exercent, contribuent par leurs décisions, leurs idées, leurs affects à l'action historique d'une collectivité (1).

Si l'on tient pour acquis que chaque société comporte plusieurs types d'élite, on se doit d'analyser leurs rapports fonctionnels et leur hiérarchie à l'intérieur du corps social. Une manière fréquente d'éluder la question est de considérer comme évidente cette hiérarchie sans la déterminer, ou bien de s'opposer aux masses que l'élite au singulier, identifiée au groupe investi du pouvoir politique de direction et de coercition : l'élite du pouvoir. L'erreur inverse consisterait à pousser l'analyse fonctionnelle dans le sens d'un micro-empirisme dissolvant la

(1) "C'est dans le sens de groupes ou quasi-groupes porteurs de dynamismes particuliers, susceptibles soit directement, soit par le truchement de groupes à fonctions spécialisées (partis politiques, syndicats, associations diverses) qui les expriment en totalité ou en partie, d'infléchir soit de leur propre initiative, soit en réponse à l'initiative d'autres groupes l'orientation de l'ensemble de la société, qu'est employé ici le terme d'élites", note avec pertinence P. MERCIER, *Elites et forces politiques*, in P.C. LLOYD, The new elites of Tropical Africa, Oxford University Press, 1966, p. 370.

notion dans la vision d'une pluralité. Sans céder à aucun de ces excès, nous tenterons de spécifier pour la Guinée quelques groupes dont l'importance se mesurera à leur rôle défini en tant que forces sociales.

Apparues les premières chronologiquement, les élites dites traditionnelles perdent progressivement sous la colonisation leur caractère traditionnel et leur caractère d'élite. Leur pouvoir et leur crédit viennent à disparaître contrebalancés qu'ils sont par l'action d'élites modernes issues soit du fonctionnariat colonial, soit du commerce privé. Mais ces nouvelles élites tendent elles-mêmes aussitôt l'indépendance à se scinder en raison de l'instauration d'un nouveau système politique et économique. D'une part, les élites de l'instruction se divisent en élite politique détenant une charge administrative rémunérée par l'Etat, en élite intellectuelle recrutée surtout dans le corps enseignant, et contestataire, plus ou moins violemment, d'un régime qui est jugé ne pas rémunérer suffisamment ses services, et en élite militaire consciente de la puissance qu'elle détient et du rôle de la force armée dans les coups d'état. D'autre part, en dehors du fonctionnariat, le secteur privé permet l'accession à la richesse de quelques commerçants, planteurs et petits entrepreneurs qui, bien que freinés par la conjoncture dans leur aspiration à un plus large pouvoir économique, n'en constituent pas moins une clientèle disposant d'une puissance de négociation sur l'élite politique. Il n'est point pour elle de souhait commun sinon celui d'une libéralisation de l'économie. L'action de ces élites de la réussite économique demeurant sous la dépendance étroite de l'élite politique, elles n'ont qu'un poids fort réduit en tant que forces sociales actuelles. Leur rôle s'explique d'ailleurs très peu par une théorie de l'élite mais beaucoup plus par le fonctionnement de l'économie ; aussi semble-t-il plus judicieux de les appréhender dans le cadre des secteurs socio-économiques qui rendent davantage compte de leurs intérêts, de leurs rapports sociaux les plus constants et des dynamismes sur lesquels elles ont le plus d'influence.

Notre étude dans cette troisième partie s'appliquera donc surtout à l'élite moderniste et instruite du secteur public dont il nous faut maintenant préciser la composition et le mode de formation en répondant aux questions suivantes : Quel est le volume numérique de cette élite comparée à l'ensemble de la population ? Dans quel cadre professionnel, culturel, ethnique se situe-t-elle ? Qui accède à ce groupe et comment ? Il s'agit donc là d'une étude historique et démo-structurelle qui précédera l'approche différentielle et fonctionnelle.

Africanisation des postes et promotion des cadres

Après la seconde guerre mondiale, la France préférait pour ses colonies, à la voie de l'autonomie, celle de l'assimilation qui répondait à l'une de ses traditions. Pour séduisante que soit à l'égard de l'opinion française d'un jacobinisme égalitaire et fière de son empire, la politique assimilationniste qui commençait à se manifester par le début d'essor donné à la scolarisation dans les colonies et par la formation des élites aux méthodes parlementaires françaises, une assimilation véritable réclamait beaucoup de temps. En 1956, lui était brusquement préféré le chemin d'une autonomie par étapes. La loi-cadre de 1956 devait permettre, selon ses promoteurs, une évolution progressive par adaptation des élites autochtones à de nouvelles tâches administratives, économiques et politiques. Dès que, par cette loi-cadre, une semi-autonomie fut accordée à la Guinée, la politique d'africanisation des postes commença d'être appliquée. Une ruée se produisit sur les places de la nouvelle organisation politique et administrative, distribuées par le Bureau Politique National du Parti Démocratique de Guinée au niveau supérieur, par les secrétaires de section du P.D.G. au niveau régional. En bénéficièrent en tout premier lieu, les compagnons de lutte de Sékou Touré. "Classes d'âge, camaraderie d'école, de village, de parti furent à l'origine des fortunes politiques : sur onze ministres que comprenait le premier ministère guinéen, trois soit le quart, étaient nés à Faranah, patrie de Sékou Touré, quatre soit le tiers, étaient passés par l'école normale primaire de

William Ponty. Hormis une exception, ils étaient tous nés autour des années 1920, cette seule exception étant Diallo Abdouramane, un des fondateurs du P.D.G." (1). Moins de deux ans plus tard, le départ précipité de tous les administrateurs et techniciens français, consécutif à une indépendance décidée brutalement, contraignit le pays à placer à la tête de la plupart des services, des cadres moyens qui avaient acquis une certaine somme d'expérience et de connaissances en matière de gestion. L'essai immédiat de remise sur pied s'effectua aussi grâce à la solidarité africaine et internationale qui s'exprima par des aides financières, des accords économiques, des envois d'experts, des migrations de cadres et techniciens de bonne volonté venant de l'ex-AOF, des Antilles, de Haïti et même de France. On assista donc à la promotion à des postes de responsabilité, de petits fonctionnaires, instituteurs et commis d'administration, tandis que le Parti choisissait ses hauts fonctionnaires parmi les quelques médecins, vétérinaires, directeurs d'école, techniciens et comptables de niveau moyen. Aujourd'hui, la responsabilité des sec-teurs-clés de la nation relève effectivement de la compétence des cadres techniques et administratifs guinéens promus rapidement par des stages de formation. Les pleines capacités d'emploi de l'Etat sont actuellement atteintes. Comme en bien d'autres pays d'Afrique, une fonctionnarisation outrancière découle d'un fractionnement abusif des tâches les plus courantes, incité par la politique générale de lutte contre le chômage, le favoritisme des chefs de bureau, une faible ardeur au travail des employés et les habitudes coloniales de multiplication des plantons et des commis, là où un seul pourrait sans surcharge assurer le travail de trois personnes.

Le mouvement de promotion dans la fonction publique a été mis en relief par Sékou Touré dans les termes suivants : "En 1958, il y avait à peine 6 000 agents dans la Fonction Publique, comprenant les cadres locaux, les cadres supérieurs, secondaires, généraux et les auxiliaires,

(1) B. AMEILLON - La Guinée, Bilan de l'indépendance, Maspéro, 1964, p.45

6 000 sur un effectif global de 62 000 à 70 000 travailleurs salariés pour l'ensemble de la Nation. En 1965, l'effectif dans la Fonction Publique était de 25 000 agents. Dans le détail, il apparaît par exemple qu'en 1958, contre 7 000 auxiliaires, nous en comptons en 1965 au moins 17 000, sans tenir compte de toutes les décisions des Gouverneurs non recensées au niveau de la Fonction Publique. Les cadres locaux, en 1958, comptaient pour 3 300 agents ; en 1965, ils représentaient près de 6 600, soit le double. Il s'agit des commis expéditionnaires, des infirmiers, etc.. Et dans les cadres supérieurs et généraux, il y avait à peine en 1958, 965 agents. En 1965, ils étaient au nombre de 4 600. On voit tout de suite le facteur social de la mutation intervenue d'une catégorie à une autre catégorie. Les agents des cadres locaux, qui ont pu passer dans les cadres supérieurs, représentent près de 3 700 pendant ces 7 années. A la faveur de différents concours, des instituteurs adjoints, des commis expéditionnaires, des infirmiers, des douaniers du cadre local, etc., ont pu accéder aux cadres supérieurs, et des agents des cadres supérieurs ont pu aussi accéder aux cadres généraux. L'effectif des bénéficiaires de telles promotions était de 5 fois plus nombreux que celui de 1958" (1).

Tout en reconnaissant la part importante des promotions au rabais, il convient de remarquer que la nécessité d'être à la hauteur des tâches qui leur incombait sous peine d'être critiqué ou limogé, a contraint beaucoup de cadres à se former. Ils ont dû apprendre les règles élémentaires de gestion des entreprises, les systèmes et cadences d'importation pour les marchandises, le maniement honnête de millions si difficile à d'anciens manipulateurs de centimes. Il s'agit donc bien, dans de nombreux cas, de tout autre chose que d'une promotion sur registre.

L'adoption du "Statut particulier des divers cadres uniques" (Décret 146/PRG du 4 juin 1965), plaçant tous les fonctionnaires de quelque service qu'ils soient dans l'échelon correspondant à leur niveau d'instruction et de qualification a, sinon mis fin, du moins remédié partiellement aux inégalités de salaire existant entre les différents secteurs de

(1) S. TOURE - Défendre la Révolution, tome 15 de l'action politique du PDG, Conakry, s.d., p. 244

la fonction publique. Le personnel de chaque cadre unique est réparti en six hiérarchies ou corps, définis par le niveau de recrutement et le degré de qualification des emplois :

Hiérarchie A : niveau doctorat.

" B : niveau licence ou équivalent (2 ou 3 années d'études après le baccalauréat.

" C : niveau baccalauréat.

" D : niveau brevet.

" E : niveau certificat d'études primaires.

Au 31 mars 1967 par exemple, la fonction publique comptait :

Hiérarchie	A	B	C	D	E	F	Auxiliaires	Contractuels	TOTAL
	0	726	1561	2817	2880	721	10 591	633	20 929

(Source : Ministère de la Fonction Publique)

L'absence de barrières entre les divers corps d'un même cadre rend possible l'ascension de tout membre méritant puisque le recrutement des agents s'opère soit sur titre, soit par voie de concours direct ou professionnel. Le statut prévoit aussi la protection des auxiliaires qui ne sont plus recrutés comme autrefois à titre essentiellement précaire et révocable. Quant au personnel contractuel, il ne peut comporter que des étrangers non-africains mis à la disposition du gouvernement guinéen en vertu d'accords de coopération technique. Pour les ressortissants des états africains résidant en Guinée, les portes de la fonction publique leur sont ouvertes au même titre que les nationaux dans les mêmes conditions et par les mêmes voies d'accès.

Les conditions de recrutement, d'avancement, de mise à la retraite, de congé, de discipline sont maintenant identiques pour tous les cadres. Commissions de fonctionnaires et syndicats participent à la définition de tout ce qui touche la fonction publique. En créant cette harmonie verticale et horizontale, la réforme introduit la volonté de socialisation du régime.

Dans cette présentation, il ne s'est agi que des cadres de la fonction publique. Que représentent-ils par rapport à l'ensemble des salariés de même catégorie dans d'autres branches. La comparaison n'a pas été possible pour 1965 par défaut de statistiques. Les seules données relativement exactes possédées par le gouvernement guinéen et établies par un expert du BIT en vue d'une estimation des besoins en main-d'oeuvre datent de décembre 1967 et ne peuvent être mis en regard des chiffres proposés par Sékou Touré en raison de la différence des critères de classement. Comme les appellations de métiers diffèrent beaucoup selon les ministères, il a été nécessaire, en attendant une classification professionnelle unique décidée par le gouvernement, de procéder à une typologie conventionnelle.

Le tableau suivant fait correspondre les niveaux professionnels et les niveaux de formation.

Catégorie professionnelle retenue par l'expert du B.I.T.	Terminologie du ministère de la Fonction publique et du ministère du Travail	Niveau de qualification (études) après le C.E.P.
Cadres supérieurs et spécialistes	Administrateur et directeur, ingénieur, inspecteur, professeur. Catégorie B et certaines C. Certains auxiliaires	Licence ou diplôme universitaire. I.P.C. formation ou expérience équivalentes
Cadres moyens techniques et administratifs	Aide-ingénieur, agent technique, instituteur, moniteur, contrôleur, assistant catégorie C et certains D et auxiliaires	Etudes 2ème-3ème cycles lycées, collèges techniques. Baccalauréat technique. Ecoles d'agriculture ou équivalents.
Personnel de bureau	Chef de personnel, comptable, aide-comptable, commis, dactylographe, vendeur. Catégorie D, certains auxiliaires.	Etudes 2ème cycle, brevet commercial ou assimilé ou cours de formation
Ouvriers qualifiés	Catégories E et F à l'exception de celles indiquées ailleurs.	C.A.P. ou qualification obtenue sur le tas, cours spécialisés après le C.E.P. avec expérience équivalente obtenue par une formation ou un perfectionnement.
Manoeuvre	Manoeuvre salarié. Certaines des catégories F et des auxiliaires.	Néant

Estimation de la main-d'oeuvre salariée

Répartition générale par catégorie professionnelle et par branche retenue après conversion

(décembre 1967)

	Cadre supérieur et spécialistes	Cadre moyen technique et administratif	Personnel de bureau	Ouvriers qualifiés	Manceuvres	Total
Agriculture	150	700	800	400	22 950	25 000
Industrie - mines	260	390	780	1 840	4 730	8 000
T, P, et transports	250	560	1 090	2 950	10 350	15 200
Commerce et service	310	1 690	6 000	6 000	6 900	20 900
Fonction publique	1 700	3 500	12 500	1 200	2 000	20 900
TOTAL	2 670	6 840	21 170	12 390	46 930	90 000

La main-d'oeuvre salariée par catégorie professionnelle et par
branche retenue est alors estimée comme suit :

242

Le total des salariés correspond donc approximativement à 2,5 % de la population guinéenne, les cadres supérieurs à 0,07 seulement, les cadres techniques 0,18. C'est dire la faiblesse numérique des élites, même si le terme d'élites ne recouvre pas les items : cadres supérieurs et techniques établis sur des critères d'instruction et de fonction, et même si certaines élites qui ont une responsabilité politique au niveau des sections ne sont pas salariés de l'Etat mais travaillent à leur propre compte.

Distribution par catégories professionnelles

Depuis l'indépendance aucun recensement des cadres politiques et administratifs (salariés et non-salariés) n'a été effectué à notre connaissance, aussi sommes-nous condamnés à présenter les seules bribes disponibles datant de 1957 et 1958. Seul dès cette époque, le PDG détenait tous les postes politiques.

P. Guillemain analysant la structure des premiers gouvernements locaux en Afrique Noire, présente en pourcentage l'origine professionnelle des membres de ces gouvernements et en tire une moyenne pour l'A.O.F. (1).

	Professions libérales	Agents administratifs	Enseignants	Industriels, Planteurs, Commerçants
Guinée	42	33	17	8
Moyenne de l'A.O.F.	36	26	26	12

Si l'on observe que toutes les professions libérales ont été fonctionnarisées après l'indépendance, le chiffre le plus intéressant à noter est le 8 % seulement de non-salariés, ce qui contribue à donner davantage

(1) P. GUILLEMAIN - La structure des premiers gouvernements locaux en Afrique noire, Revue Française de Science Politique, vol. 9, 3, sept. 59, p. 669

de poids à notre échantillon antérieur des élites portant exclusivement sur les salariés. Il faut aussi remarquer que les enseignants (par rapport à la moyenne de l'A.O.F.) ont été en Guinée quelque peu écartés du gouvernement par Sékou Touré qui, dès cette époque et maintes fois depuis, a eu des démêlés avec eux.

Le tableau de la composition de l'Assemblée à la même date, comparée par J. Arnault à celle d'Etats voisins, confirme ces observations (1).

COMPOSITION DES PARLEMENTS

en 1957

	Mali	Guinée	Ghana	Sénégal
Secteur public	Administrateurs	2	2	
	Instituteurs	29	12	27
	Médecins et analogues	8	8	
	Ingénieurs, avocats	1		
	Employés divers	18	17	6
	TOTAL fonctionnaires	56	39	18
Secteur privé	Médecins	6	1	12
	Commerçants		1	
	Ouvriers			1
	Cultivateurs	3	1	1
	Employés		4	
	Avocats			11
	Divers		4	7
	TOTAL étudié	65	46	29
Effectif de l'Assemblée		80	47	34
				100

(1) J. ARNAULT - Procès du colonialisme, éd. Sociales, 1958, p. 90

A un niveau plus proche de la base, une étude menée par J. Binet en mars 1958, des conseils de circonscription de Kindia, Dubréka, Boffa et Forécaria (Basse Guinée) permet une identification professionnelle de l'élite politique locale. Dans ces conseils, les fonctionnaires sont fort largement représentés (21 %). Les commerçants y trouvent place (13 %) ainsi que les ouvriers et artisans (7,5 %). Les chefs n'y ont évidemment pas beaucoup d'influence (3 %); en général, le parti les combat. Planteurs et cultivateurs ont beaucoup moins de représentants (40 %) que leur proportion dans la population totale ne le ferait penser.

	Conseillers de circonscription (Boffa, Dubréka, Forécaria, Kindia) par âge et profession.									TOTAL
	20-25 ans	25-30	30-35	35-40	40-45	45-50	50-55	55-60	+ de 60	
Fonctionnaires	2	2	3	4	1	2				14
Chefs								2		2
Planteurs		2	1	3	8	5	4	1	2	26
Commerçants		2	4		2		1			9
Femmes				2	1	4				7
Tailleurs				2						2
Ouvriers					3					3
Syndicalistes			1							1
Anciens combattants						1				1
	2	6	9	11	15	12	5	3	2	65

La répartition socio-professionnelle des dirigeants du parti n'a pas été faite dans les mêmes régions. Mais établie pour Kindia, Labé, Pita, elle paraît assez proche. Les fonctionnaires y sont très nombreux : 30 % parmi les présidents des quartiers urbains et 65 % dans les comités directeurs ; ceux-ci, 7 % sont commerçants, 12 % planteurs ou cultivateurs.

"Dans les villages, des chefs ont été élus en 1958. Après étude de 45 cas dans la circonscription de Kindia, on peut esquisser un portrait générique. L'instruction est probablement le premier trait commun : 56 % des élus sont lettrés (dont 11 % lettrés en français), 13 % sont des karamokos (maîtres d'école coranique), 15 % des anciens militaires : ceux-là, sans être des savants, se sont formés en voyageant. Les artisans sont encore assez largement représentés (9 %), tandis que les cultivateurs (60 %) le sont beaucoup moins qu'on ne pourrait imaginer. L'âge moyen est un peu supérieur à 38 ans, nous sommes loin de la gérontocratie que l'on attribue souvent à l'Afrique (1).

Si nous ne possédons pas de répartition par catégories professionnelles pour la post-indépendance, du moins avons-nous quelques indications quant à l'âge et au niveau d'instruction des élites. Selon Sékou Touré (2), en 1962, à l'Assemblée Nationale de Guinée, l'âge moyen était de 35 ans ; au gouvernement, à peine de 40 ans ; à la direction des services centraux de la République, de 35 ans environ ; parmi les responsables des comités de base, de 32 ans.

Distribution selon le niveau d'instruction

Faut-il expliquer la relative jeunesse des cadres par le fait qu'ont été promus aux responsabilités, les plus instruits engagés dans la voie du modernisme ? La marginalisation politique des intellectuels dont nous reparlerons infirme cette hypothèse, et les recherches de B. Charles font apparaître que 72 % des cadres supérieurs ont un degré général d'instruction du niveau du primaire, contre 13 % du niveau secondaire et 15 % du niveau supérieur. S'agit-il d'une politique délibérée des dirigeants qui substituerait un autre critère de valeur, celui du militantisme inconditionnel par exemple, à celui du niveau d'instruction ?

(1) J. BINET - Les Soussous de la République de Guinée, manuscrit de l'auteur.

(2) S. TOURE - L'action politique du Parti Démocratique de Guinée en faveur de l'émancipation de la jeunesse guinéenne, tome VIII, Conakry, 1962, p. 44

Où faut-il imputer ce fait à une carence de la politique de l'éducation coloniale ? Ces deux dernières explications valent, mais la première rend davantage compte de la situation actuelle puisque beaucoup d'intellectuels, munis depuis l'indépendance d'un diplôme d'enseignement supérieur n'ont pas accédé pour autant aux charges et aux honneurs d'un poste politique élevé. On peut d'ailleurs logiquement supposer assez faible le poids du diplôme aux yeux d'un Sékou Touré dont la formation accélérée d'autodidacte a tendu à prouver que n'était pas nécessaire le passage à travers une filière universitaire. Par ailleurs, il faut observer que lors de l'indépendance, la Guinée ne comptait qu'onze cadres ayant fait des études supérieures. Fodé Mamoudou Touré, ancien sénateur de l'Union Française, était en 1950, le seul licencié en droit. Certes les trois écoles du Sénégal avaient donné une formation de niveau secondaire à des instituteurs, médecins africains et sous-administrateurs ; certes, quelques privilégiés, une dizaine tout au plus, avaient fait leurs études en France (le premier envoi de boursiers pour un enseignement supérieur en France date de 1953), il est toutefois significatif de noter que la première promotion de bacheliers complets formés en Guinée date seulement de 1953 et comptait 5 reçus. La liste de 1958 se limitait encore à 15 reçus cette année-là.

Répartition ethnique des élites

Puisque parmi les critères de promotion socio-politique, l'instruction n'entre pas en ligne de compte de manière décisive, et puisque le militantisme pro-touréen apparaît comme la caractéristique la plus commune de toutes les élites, on peut se demander si, en raison du poids des structures traditionnelles, l'engagement militant et par voie de conséquence le choix des promus dans les hautes instances du parti et de l'administration, ne corrélaient pas avec des affinités ou des préférences motivées par une identité d'origine ethnique.

Certains Guinéens croient en effet percevoir une malinkisation

progressive du haut fonctionariat. Qu'en est-il au juste ? Une enquête menée avec une grande rigueur technique par B. Charles, sur les appartenances ethniques des cadres guinéens entre 1958 et 1966 (1) a répondu à la question. Le tableau suivant présente globalement la répartition ethnique de 2 382 personnes recensées.

REPARTITION ETHNIQUE DU PERSONNEL RECENSE

Ethnie	Ensemble		Personnel						Population Guinée
			Administratif		Syndical		Politique		
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	%
Soussou	410	17	305	17	141	19	40	17	17
Foula	580	24	420	23	213	29	63	26	29
Malinké	915	38	739	40	242	33	87	36	34
Forestiers	172	7	146	8	56	8	23	9	18
Divers	90	4	72	4	24	3	12	5	2
Inconnus	215	9	152	8	64	8	17	7	
Total	2382	100	1834	100	740	100	242	100	100

Les groupes ethniques, écrit B. Charles ne sont pas également représentés dans les trois types de personnel administratif, syndical, et politique. "Par ordre d'importance numérique, les Malinké viennent au premier rang avec 33 à 40 % des fonctionnaires, des politiciens et des syndicalistes ; les Foula au second rang avec 23 à 29 %, puis les Soussou (17-19 %) et les forestiers (7-9 %)" (2). La sous-représentation des Foula

(1) B. CHARLES - Cadres guinéens et appartenances ethniques, Thèse de doctorat 3ème cycle, Sorbonne, 1968, dactylographiée.

(2) Ibid, p. 122

s'ajoute à la sur-représentation des Malinké, pour creuser les écarts. Les déséquilibres s'accusent principalement au sein du personnel administratif. "La prédominance des Malinké s'affirme sans conteste dans l'administration régionale et dans les entreprises nationales où ils sont deux fois plus nombreux que les Fouta" (1). Parmi les gouverneurs, secrétaires de région, chefs d'arrondissement central et commandants d'arrondissement, leurs pourcentages atteignent de 43 à 51 %. De cette sur-représentation des Malinké, faut-il déduire l'existence de secteurs privilégiés au compte des Malinké qui, étant donné l'importance des pouvoirs de gouverneurs de région et de commandants d'arrondissement, ainsi que l'ampleur du secteur étatique dans l'économie, détiendraient des leviers de commande essentiels et exerceraient leur emprise sur le pays ? L'auteur n'ose pas l'affirmer. Nous serions moins timoré que lui. Ne note-t-il pas d'ailleurs que "les deux secteurs (administration régionale et entreprise nationale), surtout le premier, sont névralgiques car ils sont ceux où la population peut avoir les plus nombreux contacts avec les responsables" (2), et que, dans le cadre de la politique de régionalisation, les gouverneurs disposent d'une assez large autonomie renforcée par la position excentrique de la capitale et la division du pays en régions géographiques bien marquées ? Il est aussi remarquable que, parmi les 18 items considérés par l'enquêteur, c'est seulement dans trois cas : chefs de cabinet, chefs de service, ambassadeurs, que les Malinké sont sous-représentés.

Par contre, la sous-représentation des forestiers est générale. Dans l'administration régionale, on note la rareté des Kissi-Toma-Guerzé et leur absence dans la catégorie d'arrondissement central. Mais la faible prise de conscience de leur solidarité rend ces distorsions de moindre conséquence. Quant aux Soussou, "ils bénéficient d'une position confortable pour chacune des fonctions retenues au titre de l'administration centrale (ministres, directeurs et chefs de cabinets, chefs de services centraux, ambassades). Leur place est même exceptionnelle dans les postes

(1) Ibid - p. 135

(2) Ibid - p. 142

diplomatiques à l'étranger. Non seulement, ils sont plus nombreux que les Foula (29 % contre 24 %) mais ils dépassent même les Malinké pour le nombre des ambassadeurs" (1). Nous attribuerions volontiers ce phénomène aux qualités d'entregent des Soussou, à leur acculturation et à leur connaissance de la psychologie étrangère acquise par un contact de plusieurs siècles avec l'Europe, au fait que la capitale située dans leur région les ait familiarisés avec les mécanismes administratifs et politiques, au fait encore que le chef de l'état sait récompenser les combattants de la libération, spécialement ceux de la première heure, les Soussou. Les répartitions ethniques des cadres politiques confirment les observations faites sur les cadres administratifs.

Devant un tel constat, B. Charles en oublie, avec raison, sa prudence habituelle : "Les Malinké, dit-il, détiennent le pouvoir dans la majorité des régions administratives et sur l'ensemble du territoire. Ce peut être une raison, parmi d'autres, permettant d'expliquer la solidité du régime guinéen qui tient envers et contre tout, malgré ses adversaires qui annoncent périodiquement sa chute, malgré ses propres fautes et erreurs" (2).

Cette enquête, examinée dans Mutations Sociales en Guinée (3), a surtout porté sur les cadres supérieurs sélectionnés plus ou moins directement par les hautes instances du Parti. A des niveaux moins élevés de la hiérarchie, existe-t-il un autre mode de sélection qui, ou bien converge dans ses résultats avec celui présenté par B. Charles, ou bien traduit encore l'interférence des critères traditionnels de choix avec des critères objectifs réclamés par l'exercice d'une démocratie qui refuse tout traitement inégalitaire ?

Depuis l'indépendance, à tous les échelons de la hiérarchie politique locale, l'élection est pratiquée, mais elle n'est guère qu'une formalité destinée à ratifier la désignation qu'impose le Parti. Au Sénégal, elle ratifie la coutume et contribue au maintien des clans in-

(1) Ibid - p. 144

(2) Ibid - p. 210

(3) op. cit., Ch. 1, pp. 67-74.

fluents. Mais un parti de masse comme le PDG comprend au niveau local l'ensemble des électeurs ; et les autorités supérieures, dans leurs propositions de listes, doivent nécessairement composer avec les sollicitations de la base et avec les clans familiaux qui, pour s'assurer un certain pouvoir local, font jouer la pression, soit de leur supériorité démographique, soit de leur ferveur dans le militantisme politique. La nature de la société africaine rurale impose donc à l'échelon du village et de la section, une sorte de clanification de la politique. Cette clanification de la politique représente une constante de l'histoire africaine. Néanmoins un renversement s'est produit quant à l'appartenance des détenteurs du pouvoir social jadis monopolisé par quelques familles nobles, et désormais attribué aussi bien à d'anciens captifs ou artisans castés qu'aux maîtres d'autrefois.

Dans la période pré-coloniale, les castes inférieures et les esclaves trop faibles socialement et trop peu instruits pour pouvoir résister aux familles dominantes se rangent sous leur direction. D'une telle situation, le colonisateur, au début du moins, profite pour asseoir sa domination en maintenant le pouvoir, mais un pouvoir délégué, à ses anciens détenteurs. Dans le combat pour l'indépendance et aussitôt après, le PDG, selon l'autorité effective des grandes familles au niveau local, tantôt les ménage, tantôt joue de l'une contre l'autre. Mais du fait que les hauts fonctionnaires élus entretiennent d'étroites relations avec la base, la clanification, quoique peu démocratique, peut aussi se manifester à un échelon élevé. Cette clanification substitue, à ce qui pourrait être la participation progressive de la population à la direction des affaires publiques, des relations de "patron" à "clients", Fondé non seulement sur un besoin légitime de protection, mais sur l'espoir des faveurs et des passe-droits que les "clients" comptent obtenir des "patrons", ainsi que sur de silencieux arrangements électoraux, le système établit la possibilité d'une sorte de corruption permanente et généralisée dans toute l'administration.

Néanmoins, les pressions claniques en Guinée, parce qu'étouffées

par une idéologie impérativement anti-discriminatoire, restent relativement faibles, et sans commune mesure, par exemple, avec les actions divergentes et balancées selon la conjoncture des clans torobé Wane et Kane au Sénégal. En outre, les clientèles manquent en Guinée de stabilité, car il suffit d'un revirement dans les faveurs du prince, pour les faire s'orienter vers un nouveau puissant local ; les déterminations capitales étant celles du pouvoir centralisé et non pas les influences sociologiques de groupes économiques ou parentaux.

Ces revirements sont-ils fréquents ? Par quoi sont-ils causés ? Pareilles questions incitent à réfléchir sur les facteurs de mobilité sociale qui donnent accès au groupe des élites ou provoquent au contraire des exclusions temporaires ou définitives.

Recrutement et mobilité de l'élite

Le procès de changement social inclut un changement des hommes sous l'influence : 1) d'une nécessité politique : par exemple pour éviter l'apparition de troubles qui se sont produit ailleurs (coup d'état du Ghana ou du Mali) ; 2) d'une nécessité économique et culturelle : par exemple le besoin d'hommes possédant des compétences et connaissances nouvelles ; et un changement de la conception de l'homme.

Du point de vue méthodologique, l'étude de ces deux aspects ne doit pas être menée selon les mêmes procédés. Le premier aspect appelle un recensement opéré par une sociologie descriptive, des principes de sélection en vigueur, de l'origine sociale des élites à une période donnée ; le second réclame un examen plus vaste de la modification du système de valeur de la société, en fonction des expériences qui motivent les changements de perspective.

Quoique différents, ces deux problèmes entretiennent un rapport dialectique car, d'une part, une modification du système de sélection aboutit finalement à une transformation de l'idéologie dans le sens voulu

par les élites nouvelles, d'autre part, des changements dans l'idéologie provoquent des changements correspondant dans la sélection de l'élite. Le degré d'importance de cette interaction est à déterminer dans le cas concret de la Guinée, car il se peut que des hommes nouveaux ne modifient pas l'idéologie, mais se rallient aux traditions du Parti et cherchent à maintenir le statu quo. Il se peut aussi qu'une soi-disant révolution idéologique ne transforme pas l'idéologie de l'élite. Qu'est-ce que la "révolution culturelle" a révolutionné ?

En fait, le problème de la transformation de l'élite dépend moins du changement dans sa composition démographique que d'une modification de ses conceptions. A défaut de pouvoir tester cette modification éventuelle, il nous est possible au moins de comprendre comment le système de formation et le mode de circulation des élites s'opposent à toute remise en question des principes qui dirigent l'action du PDG.

Seul corps intermédiaire entre l'Etat et les masses, seul groupement politique accepté par les dirigeants de l'Etat, visant par son unicité la suppression des affrontements et querelles secondaires qui nuiraient à la modernisation rapide du pays, le Parti unique cherche à obtenir un monopole absolu dans la formation des élites nouvelles. Nous avons dit dans Mutations sociales en Guinée comment s'opérait la mobilisation politique de la jeunesse dès l'âge de sept ans (Mouvement des Pionniers) et quelles étaient les écoles de formation que proposait le Parti après avoir supprimé les écoles et associations privées : les rangs de la milice s'ouvrent aux activistes sans rôle très défini dans la production (1), les Collèges d'Enseignement Révolutionnaire (C.E.R.), Brigades civiques, Chantiers de la Révolution se constituent en groupes de mobilisation des jeunes ruraux, appartenant par ailleurs au mouvement plus large de la J.R.D.A. (Jeunesse de la Révolution Démocratique Africaine) ; dans les écoles, lycées et collèges, l'enseignement idéologique est de rigueur. Aux Instituts Polytechniques de Conakry et de Kankan

(1) L'instruction milicienne est devenue une discipline obligatoire d'enseignement dans les établissements scolaires par décision du Conseil National de la J.R.D.A. de novembre 1970.

échoit la responsabilité de former des cadres hautement qualifiés et par leur savoir et par leur technique révolutionnaire que Sékou Touré se charge de leur faire apprendre par un stage complémentaire à l'Ecole des Cadres du Parti qui fonctionne temporairement pour assurer la formation civique et idéologique des militants en voie de promotion. Même des étudiants à l'étranger, on exige qu'ils soient en constante relation d'information avec le PDG, qu'ils lui témoignent leur fidélité et qu'ils contribuent durant les vacances aux différentes campagnes de production et d'alphabétisation.

A travers la jeunesse, le Parti entend accomplir une véritable révolution sociale. Pour la direction du PDG, ce mouvement politique d'une jeunesse unique se justifie par les mêmes arguments que l'unicité du Parti. Au moment où se forme la nation, il importe qu'il n'y ait pas plusieurs écoles de l'élite. La confusion entre personnel politique et autorités administratives, les exigences de militantisme formulées à l'endroit des cadres techniques du secteur public, supposent qu'aucun conflit n'existe entre individus qui n'ont pas seulement à accomplir de simples actes de gestion, mais aussi à créer de toutes pièces de nouvelles structures dans la ligne politique tracée par le Parti. Afin de pallier le manque de cadres, le Parti entend grouper dans ses rangs les élites existantes et en former de nouvelles qui, non seulement fassent comprendre au peuple la nécessité des bouleversements qu'implique la modernisation du pays, mais encore adhèrent uniment à l'idéologie justificatrice du régime.

Une fois formées, toutes ces nouvelles élites qui n'appartiennent pas au groupe de ceux qui ont accédé à une charge par le combat de décolonisation dans la pré-indépendance parviennent-elles aisément à s'insérer parmi les cadres supérieurs de la politique et de l'administration? Ce problème essentiel de la mobilité ascendante des élites réclame une étude à la fois théorique et empirique de la circulation des élites. L'épuration des sympathisants de la prétendue "cinquième colonne" en 1971, a été l'occasion d'un renouvellement radical des élites et a apporté une réponse brutale à une question cruciale. Mais notre analyse se

limite à la période 1958-1970. Si l'on ne perçoit pas sur une dizaine d'années et dans un régime stable, un mouvement considérable de décadence de l'élite par mort physique, par emprisonnement, par disgrâce ou incapacité professionnelle, il convient de porter une attention plus précise au système de circulation horizontale et verticale des élites, c'est-à-dire d'appréhender numériquement l'évolution des effectifs en relation avec la politique des nominations et des affectations. L'étude de la mobilité du personnel, de sa stabilité, de ses fonctions et du système de promotion, doit permettre de juger le degré d'ouverture de l'élite, les facilités ou difficultés d'accès à un niveau supérieur, et les types de barrière à la mobilité ascendante. En fonction même de cette mobilité, on appréciera les possibilités de transformation de la stratification sociale.

L'idée de circulation des élites qui, chez Pareto, n'est qu'un raffinement de la théorie du laisser-faire social et qui prétend répondre à un idéal de la démocratie, ne nie pas en définitive l'idée de stratification, mais se voudrait explicative, et du non durcissement d'une conscience de classe, et de la transformation qualitative du système de stratification. Toute mobilité tend à apparaître comme négatrice de clivages. De là provient la force idéologique de la théorie. En Guinée, cette circulation n'est certes pas théorisée scientifiquement, mais elle est ressentie de diverses manières selon les circonstances, comme effective ou en puissance.

La lutte pour l'indépendance a marqué le déclin des intérêts établis et la chute des chefferies coutumières en même temps que la germination d'intérêts nouveaux et la conquête des postes de commande du pays par des élites nouvelles. Par la suite, les commerçants, syndicalistes, intellectuels, ont tendu à s'affirmer comme nouveaux groupes d'élites cherchant à se substituer à celles en place, ce qui a été dénoncé comme complot. Quant aux jeunes, ils font le procès de certaines transformations dans les caractéristiques psychologiques des membres de l'élite politique notamment leur perte de dynamisme, leur jouissance du statu quo, leurs stratégies de maintien par la ruse ou par la pression malgré leur incapacité. Dans la mesure où elle est ouverte l'élite a

plus de chances de durer, mais elle peut aussi subir des modifications de structure. Celles-ci s'opèrent soit par suite du recrutement d'individus appartenant aux couches inférieures de la société, soit par incorporation occasionnelle de nouveaux groupes d'intérêt, soit par remplacement presque total de l'élite établie par une contre élite. Il ne s'agit donc pas seulement dans ce cas de revitalisation d'une élite déclinante par des éléments nouveaux issus de diverses couches, mais d'une substitution progressive ou brutale qui fait évoluer les rapports de l'élite au pouvoir avec le reste de la société.

Une difficulté propre à la Guinée, et qui nous semble devoir être lourde de conséquences, dérive des conditions dans lesquelles s'est produite l'indépendance. Le brusque départ des Français a contraint les dirigeants à mettre immédiatement en place des administrateurs, directeurs d'entreprise et chefs de service. Et au moment même où l'administration est devenue saturée, c'est alors que les élites nouvellement formées dans les écoles ont commencé à offrir leurs services sur le marché du travail, et uniquement dans le secteur tertiaire étatisé. L'enquête de B. Charles, déjà présentée à propos des appartenances ethniques des cadres, nous indique l'évolution des effectifs cumulés de l'administration centrale et régionale de 1958 à 1965 (situation en décembre).

<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>
388	490	690	874	1034	1040	1038	1068.

Dans l'administration centrale s'observe une inflation du personnel dans les quatre premières années de l'indépendance, puis une stabilisation :

1958 : 121	1962 : 315	1965 : 292.
------------	------------	-------------

De même dans l'administration régionale, l'augmentation importante du personnel jusqu'en 1962 devient plus lente après, mais sans interruption ni diminution. De 1958 à 1965, le nombre des postes de commandants d'arrondissement est multiplié par 4,5 : 64 en 1958, 285 en 1965. En cette année 1965, huit élèves sortant de l'Ecole Supérieure

d'Agriculture de Kindia et âgés de 20 à 23 ans sont nommés commandants d'arrondissement. De tels exemples ont pour effet de susciter les ambitions de leurs jeunes camarades de promotion, d'exciter la vanité des nouveaux promus dont la formation agronomique ne peut se substituer à l'inexpérience de la gestion administrative. Des erreurs psychologiques dans le gouvernement d'un monde d'adultes ruraux encore traditionnalistes, sont la conséquence nécessaire de cette trop grande jeunesse des cadres dont le fanatisme révolutionnaire engendre chez le sage paysan un effet de blocage et de défense plus que d'entraînement.

Parmi les commandants d'arrondissement, en contact direct avec les populations de brousse, l'élément local est représenté davantage et de manière plus constante que dans le cas des gouverneurs. Gage espéré de l'efficacité administrative, l'identité d'ethnie entre commandant et population oblige le gouvernement à tenir compte de ce facteur dans le choix des responsables d'arrondissement. A part ces cas particuliers, la politique se veut dégagée du poids ethnique en faisant servir la majorité des responsables administratifs locaux hors de leur région naturelle d'origine. Dans 65 % des cas en moyenne, les gouverneurs sont affectés dans une autre région naturelle que celle où ils se trouvaient avant leur nomination. La proportion est de 56 % pour l'ensemble de la haute administration régionale. Cette politique des affectations géographiques ne touche évidemment qu'aux modalités de la circulation horizontale des élites. Mais elle permet de comprendre, si on constate en même temps une faible durée de stabilité dans le poste, que le fonctionnaire ne puisse se solidariser avec les intérêts locaux. On peut toutefois penser qu'en voulant donner à ces fonctionnaires une vocation de service public, le gouvernement ne favorise pas les relations entre administrateurs et administrés, qui réclament un temps d'adaptation. Simultanément un clivage risque de se produire entre un groupe de hauts fonctionnaires très mobiles et les permanents locaux. La stabilité dans le poste n'exécède en effet jamais deux ans et n'atteint même pas 18 mois dans l'administration et les entreprises régionales. Seuls les ministres et ambassadeurs dépassent le cap des deux ans ; trois ministres seulement ont

toujours conservé leur responsabilité ministérielle : Salfoulaye Diallo, Lansana Béavogui, Ismaël Touré. Pour les gouverneurs, la durée de stabilité dans le poste est de vingt mois, c'est-à-dire supérieure à celle de leurs homologues du temps colonial : ces administrateurs de cercles qui demeuraient en moyenne treize mois. Cette stabilité est de 17 mois pour les commandants d'arrondissements et secrétaires de région, de 15 mois pour les chefs d'arrondissement central.

La grande mobilité dans les postes est contrebalancée par une stabilité relativement forte dans la fonction administrative, comme le note B. Charles. La trentaine de personnes à avoir été nommées ministres le sont demeurées pendant 54 mois, ce qui constitue selon l'auteur une moyenne élevée si l'on prend en compte et la durée de la période étudiée : 89 mois et la fréquence des remaniements. Pour toutes les fonctions de la haute administration, la durée d'exercice est supérieure à deux ans : 39 mois dans l'administration centrale, 41 dans l'administration régionale.

En somme, un petit nombre d'individus permutent entre eux, ce qui semble logique car l'Etat a tout intérêt, dans la mesure où il s'efforce de se donner un corps de hauts fonctionnaires, à consacrer le même personnel aux mêmes tâches, d'autant que la majorité apprend son métier "sur le tas". Mais on peut craindre simultanément que cette stabilité dans la fonction ne favorise la formation de "castes" (1).

Par défaut de données statistiques, il a été impossible de calculer un taux de renouvellement de ces élites politiques, néanmoins on s'accorde à le reconnaître très faible. La stabilité des effectifs de l'administration oblige donc les cadres nouvellement formés à chercher une promotion par une haute spécialisation dans un secteur de l'économie. Or, pour l'instant, cette voie d'accès au groupe des élites est

(1) Sur 100 nominations de ministres durant la période 1958-66 : 69 % des personnes concernées occupaient déjà une telle fonction, 13 % remplissaient celle de secrétaire d'état ; 53 % des gouverneurs nommés étaient déjà gouverneurs (d'une autre région), de même que 41 % des secrétaires de région, 47 % des commandants d'arrondissement et 63 % des directeurs d'entreprise d'état.

encore loin du point de saturation. En 1967 par exemple, nous constatons qu'environ 700 étudiants étaient alors en formation pour des postes de cadres supérieurs et de spécialistes. Le nombre des sortants pour les quatre années à venir était de près de 150 par an. Or, puisque les besoins annuels dus au renouvellement de ces catégories étaient estimés à 80, et ceux dus à l'expansion à environ 125, il apparaissait que le nombre total d'élèves sortant d'une école supérieure ne couvrirait qu'à 75 % les besoins à terme.

La spécialisation supérieure dans une quelconque branche de l'économie nationale est donc susceptible de procurer un poste dans le secteur public, mais comme les postes politiques et administratifs sont déjà pourvus, il est normal que les jeunes cadres entrent en conflit latent avec ceux, peut-être moins compétents qu'eux, qui sont chargés de les commander ou de les surveiller, puisque toute l'économie nationale est sous contrôle rigoureux du politique. Ce conflit s'est exprimé en mars 1970 dans une pétition formulée par les étudiants de l'Institut Polytechnique de Conakry, quelque peu angoissés de leur avenir. Leur expression trop franche leur a valu quelques emprisonnements. On sait d'ailleurs que la plupart de ces jeunes cadres se refusent à utiliser habituellement les moyens d'ascension sociale que constituent le militantisme, le verbe révolutionnaire, l'obséquiosité à l'égard des puissants, et qu'ils jugent leur travail comme un brevet suffisant de civisme.

En résumé, la mobilité ascendante est toujours possible mais demeure réglementée par les conditions de fidélité politique requises pour l'accès d'individus compétents à des responsabilités supérieures. De plus, le fait que la plupart des postes de commandements aient été pourvus depuis seulement une dizaine d'années par des individus qui ne sont pas en âge de se faire remplacer de sitôt et qui sont mutés à l'intérieur de leur propre cercle, rend l'ascension réalisable par création de nouveaux postes techniques exigés par le développement plutôt que

par déclin démographique des catégories supérieures.

Une interprétation conjoncturelle clôt avec bonheur notre interprétation. Pour résoudre la situation de conflit latent entre élite en place et jeunes cadres récemment formés, on peut estimer que l'agression du 22 novembre 1970 et le procès de la prétendue "cinquième colonne" ont servi d'excellents prétextes à un rajeunissement des cadres. Ainsi, cette crise et les bouleversements politico-administratifs consécutifs ont joué comme liquidateurs d'un sentiment de frustration.

CH A P I T R E VII

COMPORTEMENTS OSTENTATOIRES ET

STYLE DE VIE DES ELITES

Savoir de quelle manière un groupe se singularise par un genre de vie spécifique et quelle signification revêtent ses actes sociaux est une démarche à laquelle doit procéder toute recherche sur un phénomène de stratification, parce qu'elle permet d'atteindre le vécu même d'une situation. Le niveau comportemental constitue d'ailleurs un aspect particulièrement révélateur de la manière dont peut être éventuellement appréhendée une réalité de classe, en ce qu'il traduit psychologiquement cette réalité aux yeux de l'observateur et en ce qu'il contribue pour les individus qui sont insérés dans cette réalité à passer de la situation à la conscience de classe. Déjà les critères de profession et d'éducation, de même que les modes de recrutement de l'élite, nous ont servi de premiers indicateurs de statut. D'autres marques visibles et durables de l'appartenance aux couches supérieures de la société peuvent être saisies dans la vie quotidienne, laquelle développe une attitude d'ostentation que nous allons tenter d'analyser comme la constante comportementale de l'élite.

L'anthropologie économique moderne a pour habitude d'insérer le phénomène d'ostentation, c'est-à-dire de recherche et de manifestation d'un prestige individuel ou collectif, à l'intérieur du cadre plus vaste de l'économie d'oblation qui comprend beaucoup d'éléments non économiques au sens moderne du terme : dons et contredons, prestations cérémonielles ou sacralisées, dépenses de prestige, gaspillage quasi institutionnalisé en certaines circonstances. Par référence à des critères d'équilibre socio-culturel et de niveau de développement, il serait possible de distinguer entre une ostentation coutumière intégrée dans tout un système de contrôle social, qui correspondrait à des investissements sociologiques implicitement finalisés par le maintien de la cohésion et de

la hiérarchie sociale, et une ostentation extra-coutumière, répondant à un certain état anémique de dissolution et de dégradation de l'équilibre socio-culturel. Valable pour les besoins de l'analyse, cette distinction manque de pertinence dans le contexte guinéen actuel, où l'ambivalence de l'ostentation lui confère justement sa spécificité. A des éléments traditionnels de prestige (dimension du troupeau, nombre de femmes et de personnes vivant aux dépens du riche, louanges des griots, etc...), se superposent des emprunts d'attitudes à l'ancien colonisateur (recherche de profits latéraux d'un poste administratif, distinction par le langage et le vêtement, théâtralisation de l'activité de commandement, droits d'appropriation des biens publics et des femmes d'autrui...). D'autres traits ostentatoires innovés dans la situation d'indépendance nationale s'amalgament aux précédents pour spécifier l'élite en fonction de sa conduite tendant à la recherche d'un prestige par la possession et la consommation de biens matériels, et en fonction d'un ensemble de comportements qui, dans les relations sociales, manifestent la volonté de paraître différent d'autrui et supérieur à lui.

Ces comportements spécifiques d'une élite numériquement minoritaire peuvent sembler d'autant plus choquants à l'observateur étranger qu'ils se posent en contradiction, d'une part avec l'idéologie explicite d'un socialisme égalitaire prôné par le Parti, et d'autre part avec la situation de sous-développement. Agissant comme facteurs de blocage, de semblables comportements contribuent à limiter aussi bien les résultats de la politique économique du gouvernement que ceux de la politique de mobilisation populaire.

Dans le but de mieux saisir leur jeu et leur importance, nous allons tenter successivement de discerner de manière quelque peu descriptive les manifestations de l'ostentation, puis d'en comprendre les mécanismes, enfin d'évaluer son rôle dans la dynamique sociale et politique de la Guinée.

Préalablement à un examen de la manière dont l'élite parvient à se distinguer des couches populaires, il convient d'exprimer les réserves suivantes. Si une disharmonie est nettement perceptible entre la minorité de gouvernants, hauts fonctionnaires administratifs et politiques, riches commerçants et planteurs, et la majorité de paysans continuant à vivre selon les coutumes, de multiples degrés dans l'ostentation existent. A mesure qu'une personne s'élève dans la hiérarchie sociale, elle tend à accroître le nombre et à modifier la nature de ses comportements ostentatoires. En outre ces comportements varient selon les catégories socio-professionnelles constituant le groupe d'élites. Dans l'investigation qui fût la nôtre, il n'était pas matériellement possible de procéder à un recensement même approximatif des élites et à une enquête tenant compte des critères de sélection propres à chaque type d'activité. L'approche réalisable consistait à opérer empiriquement des distinctions et à examiner si les éléments de l'élite présentaient des caractères communs tels qu'on puisse les reconnaître concrètement et sans équivoque possible. Nous ne manquerons pas de noter cependant, le cas échéant, quelle catégorie sociale détient tel privilège ou manifeste le plus fréquemment tel type de comportement.

Les éléments de singularisation de l'élite en voie d'embourgeoisement peuvent être notés dans la plupart des domaines de la vie quotidienne, particulièrement au niveau de la consommation, à celui du rôle assumé dans la hiérarchie politique, au plan de l'influence culturelle assurée par l'instruction et le verbe.

Dans les nouveaux états, la hiérarchie sociale apparaît au regard de l'autochtone vivant dans son économie de pénurie, comme étant avant tout une hiérarchie de consommation. Certes le rôle dans la production conditionne la possibilité d'acquérir le revenu nécessaire à cette consommation, mais, tandis que la différenciation des fonctions dans la production est conçue implicitement comme exigée par le fonctionnement de tout système économique, la différenciation sociale au niveau de la consommation semble être une distorsion fondamentale du socialisme et le signe évident d'une restratification à caractère de classe, sur

des bases essentiellement inégalitaires. Une hiérarchie de consommation se précise à la fois par rapport aux produits consommés et par rapport au style de consommation. Adoptant comme groupe de référence, celui des anciens administrateurs coloniaux, les fonctionnaires guinéens se différencient du reste de la population par la possession privilégiée en qualité et en quantité, de biens importés, et par la possibilité de disposer avec un titre de priorité des biens et services produits localement. Leur prééminence sociale se manifeste par des symboles physiques que la société guinéenne reconnaît comme signifiants. Qu'il s'agisse de l'alimentation, du vêtement, de l'habitat, des soins, des transports... une nette différenciation se marque entre les masses et les détenteurs d'un pouvoir politique, économique et culturel. Une organisation de la distribution et du rationnement hiérarchique règne dans la conjoncture générale de pénurie et malgré l'idéologie "d'unité de misère", portant non seulement sur ce que T. Veblen a nommé "la distinction enviable", mais aussi sur les denrées de première nécessité dont disposent à titre préférentiel les dirigeants : hommes politiques, cadres de l'armée, de la police, de la justice, de l'administration. Ainsi, au moment où, dans le pays, les masses rurales et urbaines manquent de sucre (qu'elles remplacent parfois par du miel), de riz, de viande, d'huile d'arachide, de lait... les familles aisées obtiennent ces marchandises, aussi bien par des importations privilégiées qu'en fraude, grâce aux services des grands commerçants, lesquels reçoivent en retour des faveurs, notamment des "sauf-conduits" occultes, leur permettant de traverser librement les frontières. Lorsque la population doit se contenter de mil, fonio, maïs, tubercules, huile de palme, beurre de karité..., certains produits nationaux considérés comme aliments de riche : riz, viande, lait, légumes verts, sont encore à la portée des fonctionnaires supérieurs qui se nourrissent à l'européenne, prenant leur repas "à table", dans une assiette individuelle, en utilisant cuiller et fourchette au lieu de leurs doigts pour porter à la bouche la nourriture. Celle-ci, moins pimentée que celle du vulgaire, comporte davantage de légumes verts, et de la viande à tous les repas, ce qui provoque l'observation quasi unanime des enquêtés

en milieu foula : "Les fonctionnaires sont plus gras et plus résistants que les paysans". Chacun sait que le promoteur de fermes ou d'essais agricoles pour le bénéfice de la région administrative se sert abondamment, que l'instituteur profite, pour sa consommation personnelle et l'accroissement de son revenu, du jardin potager cultivé par ses écoliers, que le fonctionnaire en déplacement est nourri généreusement au frais de la région qui lui donne l'hospitalité. Quant aux commerçants demeurés assez proches du mode de vie traditionnel dans ce domaine, et qui ne peuvent se prévaloir d'une instruction ou de mœurs de type occidental, ils manifestent leur prestige en recevant dans leurs grandes concessions de nombreuses "bouches à nourrir".

L'habillement constitue un second élément de différenciation symbolisant le statut social. Le vêtement de l'élite intellectuelle ou administrative : costume de tergal, complet-veston, chemise-veste, imite celui de l'Européen. Gouverneurs et hauts fonctionnaires régionaux savent prélever à leur profit les tissus de meilleure qualité lors des arrivages et en céder à leurs amis. Quant aux responsables supérieurs du Bureau politique national, il arrive que leur costume ou la parure de leur femme soit commandé à Paris, Dakar ou Freetown. Parfois, néanmoins, par une sorte de traditionnalisme formel joint à une volonté de repositionnement, les élites modernes portent des vêtements traditionnels comme signe d'identité africaine et de désaliénation, mais le grand bou-bou dont se parent aussi les commerçants riches, se différencie du bou-bou commun de percale par la qualité du tissu (basin par exemple) et par la richesse de la broderie.

Parmi la gent féminine, on peut supposer plus important encore le prestige du paraître, s'il est vrai que la conscience d'une classe bourgeoise a pour pierre de touche le profil extérieur du rôle de la femme. Que l'occidentalisation ait moins touché la Guinée que le Sénégal par exemple est obvie au simple constat d'une bien moindre fréquence des robes de style européen. Qu'à cela ne tienne, les fantaisies des parures africaines aux modes lancées par de hauts fonctionnaires féminins du Parti (Camara Loffo, Soumah Tiguidanké...) n'ont rien à envier à la co-

quetterie européenne. Soutien gorge agressif, témouré serrant la taille, boubou brillant de gaze cousue de fils dorés ou argentés, lobes d'oreille tintinabulant de pendeloques, bracelet d'or, mouchoirs de tête posés à la "mon mari est capable", manifestent sans ambages le statut économique de l'époux, ou parfois de l'amant si le mari ne parvient pas à subvenir aux achats d'une nouvelle robe lors de chaque soirée dansante.

En tant que signe, le vêtement apparaît dans l'Afrique moderne comme le moyen le plus simple et le moins onéreux de promouvoir son identité en étalant aux yeux de tous ses possibilités consommatoires. Le prestige du paraître doit en effet s'interpréter dans le contexte général d'une consommation rare et effectivement limitée, mais aussi d'une consommation qui permet un investissement de la personnalité dans l'imaginaire, l'affichage d'un modèle prestigieux de consommation étant saisi comme une étiquette de statut élevé en même temps que de modernité.

Symbole plus constant encore que le vêtement, l'habitat témoigne du prestige social, surtout dans les centres urbains où se produit une ségrégation écologique résultant de la formation historique et du peuplement successif des divers quartiers (1). Dans toutes les petites villes, les fonctionnaires guinéens, dirigeants du Parti, inspecteurs et contrôleurs de la production, de l'enseignement, du travail et de la main-d'oeuvre, médecins, etc..., se sont logés dans les villas abandonnées en 1958 par les Français, puis, grâce à leur facilité d'accès au crédit, grâce à leur priorité de fait (privilège de leur pouvoir) pour l'obtention d'un terrain et pour l'achat de ciments et matériaux de construction, ont construit dans des zones péri-urbaines où se regroupent leurs habitations. Ainsi, tout le long des corniches nord et sud à Conakry, s'alignent et se multiplient les villas relativement luxueuses servant soit à l'habitation, soit à la location aux ambassades étrangères. Quelques quartiers résidentiels sont nettement caractérisés socio-professionnellement : à Landréa vivent les ministres, à Donka les professeurs, à Sandervalia et Cameroun les militaires, à Madina et Coléah

(1) C. RIVIERE - La toponymie de Conakry et du Kaloun, Bulletin de l'IFAN, série B, XXVIII, 3-4, 1966, pp. 1009-1018.

des fonctionnaires chefs de service et des commerçants aisés. Bon nombre de fonctionnaires importants des ministères bénéficient de logements dits de fonction. D'aucuns même, jusqu'en 1967, réclamaient un logement de fonction afin de pouvoir retirer un revenu locatif de leurs propriétés bâties.

La différenciation sociale est aussi particulièrement marquée dans le domaine des transports. Tandis que les membres du gouvernement, que l'homme de la rue nomme "les grands patrons", se rendent à leur travail en voiture de service luxueuse, conduite par un chauffeur, les directeurs et chefs de service disposent d'une voiture de service mais sans chauffeur ; les grands commerçants possèdent, eux, leurs longues voitures américaines d'occasion, achetées dans les pays anglophones voisins ; le fonctionnaire subalterne ne peut qu'emprunter l'autobus, le camion d'entreprise, le scooter ou le vélo. Pour les voyages à longue distance, le train Conakry-Kankan comporte (démocratiquement) quatre tarifs : luxe, première, seconde, troisième classes. Quant aux avions d'Air-Guinée utilisés pour le trafic intérieur, ils semblent être là, à la disposition des hommes d'affaires aux revenus élevés, des hauts fonctionnaires et des nombreuses délégations du Parti toujours prioritaires à quelque moment qu'elles retiennent leur place. Ces délégations véhiculées aux frais du Parti et des régions administratives sont fréquemment grossies par deux ou trois responsables politiques profitant d'un déplacement collectif pour s'adjoindre au groupe et vivre ainsi quelques jours aux dépens de la nation. A l'intérieur du territoire, et en raison même du mauvais état des routes, le camion constitue le moyen de transport habituel. (Selon un rapport du Ministère des Transports, 50 % des voyageurs à l'intérieur du territoire sont des piétons, 5 % roulent en voiture, 45 % en camionnettes et camions). L'attribution des camions importés (dont nous possédons les chiffres pour 1964 et 1965) dit assez les privilèges dont jouissent les fonctionnaires de l'administration.

IMPORTATIONS DE CAMIONS

<u>Marque</u>	<u>Nombre</u>		<u>Année</u>	<u>Destinés à l'administration</u>			
GAZ	437	en	1964	dont 305 destinés à l'administration,			
	295	en	1965	dont 279	"	"	"
MACK	106	en	1964	très peu			
	97	en	1965	dont 71	"	"	"
ZIL	119	en	1964	dont 113			
	30	en	1965	dont 26	"	"	"
BERLIET	34	en	1964				
	55	en	1965	dont 7	"	"	"
MAZ	53	en	1964	en majorité			
	24	en	1965	en majorité			
TATRA	13	en	1965	en majorité			
Autres marques	50	en	1964				
	90	en	1965				

Source : Ministère des Transports.

En ce qui concerne les voitures particulières, le gouvernement guinéen concluait avec Citroën en 1965 un marché de 35 DS 21 toutes destinées à l'administration, et de 150 2 CV et 3 CV dont les deux tiers étaient attribués à des fonctionnaires. En 1967, Fiat livrait 1 000 véhicules dont environ 700 étaient achetés par des fonctionnaires (1). En 1970, le déblocage des crédits en devises dus par la France à la Guinée pour le paiement des retraites d'anciens combattants permettait l'achat de 40 Mercedes affectées à des ministres ou des gouverneurs de régions administratives.

(1) A. M. BAH - Les transports en Guinée, D.E.S. dactylographiés, Institut Polytechnique de Conakry, 1967.

Privilégiée dans la consommation des objets matériels, l'élite l'est aussi dans la consommation des services car elle bénéficie pour son propre usage de ce qui a été attribué à la collectivité à des fins essentiellement publiques. Elle obtient par exemple avec facilité les soins médicaux de la part de docteurs qualifiés qui offrent gratuitement leur collaboration, en vue d'une réciprocité de service. Tandis que pour le paysan, les frais directs ou indirects d'hospitalisation ne peuvent être couverts que par des privations de la famille, pour le fonctionnaire bien plus fortuné, une prise en charge par le budget de son service évite toute dépense personnelle. Bien que le Parti ait interdit l'offrande de cadeaux aux responsables, afin d'éviter la corruption et la reproduction des abus de la chefferie tels que les cadeaux obligatoires, nous avons observé maintes fois en voyageant avec tel député de Boké, tel secrétaire fédéral de Labé, tel gouverneur de Mamou, tel inspecteur d'enseignement de Kankan et de Forécaria, que ceux-ci recevaient volontiers de leurs administrés, qui un poulet ou des oeufs, qui du riz ou un lot de colas, et jouissaient de prix de faveur à l'instar des notables d'hier, lorsqu'ils devaient acheter de la viande ou des légumes. De tels gestes se comprennent par référence aux manifestations traditionnelles d'une relation de dépendance. Lors de prestations collectives de services par la communauté, qualifiées d'investissements humains, ou lors des corvées manuelles requises par le bureau d'un comité pour la préparation d'une fête ou d'un défilé, l'absence d'un fonctionnaire du Parti sera facilement tolérée, alors que l'on pourra inculper de mauvaise volonté ou d'opposition au régime l'absentéiste vulgaire.

Les traits multiples, ci-dessus rapportés, contribuent à souligner les privilèges dont jouit l'élite en raison même de ses fonctions prestigieuses. Le pouvoir procure en effet de nombreux avantages matériels qui constituent les caractéristiques essentielles de la consommation de l'élite.

Un tel genre de consommation des biens et services n'est rendu possible que comme corrélat d'un rôle politique qui confère à ceux qui l'exercent prestige et considération. Puisque le politique domine en Guinée toutes les autres activités, toute ascension sociale doit s'y référer.

Cette situation permet aux dirigeants du Parti de tenir à leur merci, et sous leur dépendance, tout individu qui ambitionne d'élever son statut. Aussi en résulte-t-il que l'action politique est perçue comme un but en soi. Les personnes dont le niveau de qualification professionnelle ou d'instruction ne permet pas de s'élever dans l'échelle sociale deviennent des "permanents" du Parti et s'identifient à leur fonction.

A quelque niveau que ce soit de l'échelle d'autorité des différentes instances du Parti, depuis le ministre membre du Bureau politique national, jusqu'à l'ouvrier ou au petit commis secrétaire d'un comité de village ou de quartier, la personne occupant un poste politique n'est pas sans inspirer crainte et respect de par les pouvoirs qu'elle détient. Indépendamment de ses privilèges matériels, comme par exemple, le droit d'être servi ou de se servir en premier dans les magasins d'état, le simple secrétaire de quartier exerce des fonctions telles qu'elles lui permettent d'accorder à ses parents ou amis des faveurs dans la distribution des marchandises, qu'elles lui donnent l'avantage d'être informé avant autrui des décisions venues d'en haut, de voyager pour des congrès dans les centres régionaux ou dans la capitale, de prendre la parole dans les réunions, d'être écouté et admiré, de pouvoir s'absenter de son travail sous prétexte de réunion ou de mission politique.

A un niveau supérieur, ministres, gouverneurs, députés sont reçus dans les villages comme naguère les administrateurs et commandants de cercle, en grande pompe, avec les honneurs dus au chef, par toute une ville ou un village mobilisé qui abandonne toute activité pour applaudir et pour écouter des discours. Comme naguère, les notables se décoiffent pour les saluer, et les griots chantent leur louange. Le masque de la persona commande à lui seul le rôle des spectateurs en réponse à l'identification du personnage à son rôle public, dans la mesure où le fait de la situation permet l'ostension d'un moi survalorisé. La vie même du personnage politique est dédoublement et jeu de parade.

Un autre aspect de cette théâtralisation de la vie politique est le rejaillissement du prestige des hautes fonctions politiques et administratives sur toute la famille des intéressés et sur leur village qui en

tire une sorte de fierté et de satisfaction par procuration. Mais village et ville natales partagent aussi bien l'expiation que la gloire : Comme pour se purifier de la faute d'avoir été le lieu d'engendrement de Kaman Diaby, Faranah, un an après le pseudo-complot de celui-ci contre Sékou Touré en mars 1969, appela son école d'enseignement rural : Mamadou Boiro, du nom du militaire largué d'avion par de jeunes officiers que les gouvernants disaient être de la bande contre-révolutionnaire de leur chef d'état-major : Kaman Diaby. D'ailleurs le jeu des mutuelles complicités entre fils glorieux et simples habitants du pays profite aux uns comme aux autres, car le soutien de la popularité se solde par des contreparties d'avantages culturels (création d'écoles, de collèges) ou économiques (implantation d'une industrie, amélioration des routes, attribution préférentielle de produits) accordé à la ville natale d'un homme illustre.

L'ostentation par le titre politique suppose cependant que le personnage prestigieux puisse soutenir l'image de lui-même par son savoir et son verbe. L'une des conséquences de l'influence culturelle de la domination coloniale a été de bouleverser les hiérarchies traditionnelles en faisant apparaître de nouveaux critères de statut social fondés sur la connaissance du français et de l'écriture. Quant au traditionnel prestige de l'oralité, il n'a pas baissé pour autant. Au niveau du langage, plusieurs phénomènes sont à souligner.

Le prestige du titre exprime une volonté d'identification plus ou moins consciente à l'ancien colonisateur. Il consiste en une récupération au niveau du support de la langue des modèles institutionnels coloniaux. C'est ainsi que les noms de "gouverneur" et de "commandant" ont été transféré avec leur contenu aux nouveaux responsables de région administrative et d'arrondissement respectivement. L'enflure des titres sur les cartes de visite manifeste le même souci d'anoblir son identité personnelle en la parant de rôles réels ou fictifs. L'élocution en un français correct et en termes sinon abscons, du moins difficilement traduisibles dans les langues vernaculaires inadaptées à la traduction d'abstractions, impressionne les populations, chez lesquelles demeure

vivace le prestige du verbe. Le parler d'ailleurs, comme en bien d'autres lieux, mais surtout dans un système politique de mobilisation, camoufle avec bonheur les insuffisances du faire. Dans une Afrique qui maintient sa tradition de l'oralité, le verbe révolutionnaire sert fréquemment de substitut de l'action, de mode d'évasion dans le gargarisme des objectifs. De moyen de conciliation, il devient aussi aisément moyen d'exercice du commandement, mode de gouvernement brouillon, dissimulateur de l'improbité et instrument majeur de l'obnubilation mentale. Mais il agit aussi comme possibilité de récupération du soi, en tant qu'extériorité non figée dans un document perpétuellement sensible. Aussi continue-t-on, même dans les ministères, à tempérer la rigueur des documents écrits par des tolérances transmises verbalement.

Dans la propagande politique, il est fréquent d'observer une adaptation sémantique du langage politique aux langues vernaculaires, qui consiste à récupérer et à africaniser certains mots français exprimant des concepts très abstraits. L'emploi de ces mots confère au locuteur, a fortiori s'il est illétré, l'illusion du savoir, face à un public qui ne saisit guère du mot que sa modulation musicale ou son effet de percussion.

Ce phénomène de différenciation et d'ostentation par le langage n'est pas sans rappeler les distinctions traditionnelles entre langage noble et langage vulgaire (1). Mais la richesse lexicale du peul et du malinké, marquée à propos des hiérarchies traditionnelles manifeste une notable indigence en ce qui se rapporte aux stratifications modernes. L'abondance de l'emploi des "isme" dans les discours et dans les articles

(1) L. ARENSDORFF dans son Manuel pratique de langue Poulh (Geuthner, Paris, 1913) présente une intéressante liste de correspondances entre termes vulgaires et termes de respect ou d'étiquette. Le malinké comporte aussi deux registres de vocables : par exemple, la main d'une personne ordinaire est appelée bolo, celle d'un chef politique ou religieux, kono. Cf. aussi C. RIVIERE, La mobilisation politique de la jeunesse guinéenne, Revue française d'études politiques africaines, 52, avril 1970, p. 46.

d'Horoya montre à quel point la réalité moderne est pensée confusément et schématisée en des concepts abstraits qui portent souvent une charge affective directement proportionnelle à leur imprécision. Tous les schèmes nouveaux de penser et de comportement sont par exemple attribuables au "modernisme", et tous les maux dont souffre la Guinée à "l'impérialisme".

Mais l'un des maux les plus graves de l'élite actuelle n'est-il pas cette ostentation constante et cette surenchère des manifestations du prestige qu'impulsent les attitudes des femmes et des jeunes à l'égard de la consommation et des loisirs ? Traditionnellement, le rôle des femmes demeurait relativement effacé par rapport à celui des hommes, et l'exhibition féminine se limitait à l'habillement et aux parures. Depuis l'indépendance, leur émancipation par le Parti Démocratique de Guinée leur a offert l'occasion de s'affirmer sur tous les plans (1) et d'obtenir la compensation d'une longue domination des hommes. Dans les milieux dirigeants du Parti, leur énorme influence se traduit par une véritable escalade dans la recherche du confort et du pouvoir. Il est regrettable de constater que les études de sociologie féminine dans le milieu des élites guinéennes doivent s'orienter actuellement pour une grande part, vers une sociologie des loisirs. Réunions entre amies, repas, promenades, bals, cinémas, tel est l'emploi du temps préféré de ces émancipées dont la psychologie reflète si bien la personnalité de base de toute nouvelle classe bourgeoise : ambitions, tricherie avec les impératifs, recherche du luxe et du plaisir, appétit de jouissance sans frein. Ces motivations expliquent la vogue des commerçants en 1962-63. Comment résister aux offres de ces demi-grossistes africains qui, dans l'impossibilité d'utiliser en importations leur argent guinéen, proposaient aux dames de substantielles récompenses pour des faveurs d'une nuit ? Fréquemment absentes de chez elles et ne s'adonnant plus guère aux tâches manuelles, elles ont besoin de serviteurs (payés environ

(1) C. RIVIERE - Mutations sociales en Guinée, éd. M. Rivière, 1971, pp. 89-157, ch. 2 : Condition et promotion de la femme guinéenne.

8 000 FG chez les ministres guinéens et 11 000 FG chez les experts européens en 1969). Les pressions qu'elles exercent sur leur mari concernent le plus souvent, soit l'achat de biens de luxe importés, soit l'ascension dans la hiérarchie politique ou administrative, soit le choix du lieu d'affectation, en général la capitale. Certains stéréotypes sont significatifs des aspirations profondes de la femme. En 1968, on entendait ainsi fréquemment évoquer les initiales V.V.B. (voiture, villa, compte en banque) concises et secrètes comme une devise de femme (1). Si la somptuosité des fêtes familiales a été à maintes reprises condamnées par le Parti, il semble que cette condamnation n'ait pas trouvé d'écho dans les milieux dirigeants qui continuent à célébrer les baptêmes et surtout les mariages avec faste : invitation imprimées, vins d'honneur, bals, etc. Il est rare qu'à de telles occasions les officiers municipaux ne soient pas représentés et placés à l'honneur comme dans les représentations théâtrales et concerts africains, dans les manifestations sportives et dans les cinémas où ils bénéficient en outre de cartes gratuites. Signaler les privilèges des hauts fonctionnaires dans le choix des partenaires sexuels, serait aussi énoncer une banalité de la vie africaine.

Les réactions des jeunes s'harmonisent évidemment avec ce que l'élite leur propose comme modèle. L'impact de la consommation ostentatoire, sans se borner à la catégorie des jeunes se marque davantage sur eux dans la mesure où, surtout en ville, l'attrait d'un style de conduite nouveau qui représente une aventure, celle de l'affranchissement et de la liberté, tandis que les valeurs fondées sur la production et l'épargne manquent d'audience autant par défaut d'exemples modernes que parce qu'elles s'insèrent encore mentalement dans tout un réseau de frustrations établies sous la colonisation (2).

(1) "Dès qu'on obtient un emploi de secrétaire dactylo, la première ambition est d'avoir une voiture, une villa" - S. Touré - Plan septennal 1964-71, tome XIV de ses oeuvres, s.l, n.d., p. 394.

(2) C. RIVIERE - Mutations sociales en Guinée, op. cit., pp. 209-220.

De semblables attitudes, apparemment très nouvelles, ne renvoient-elles pas en définitive à une certaine structuration du consensus entre chef et sujet, entre colonisateur et colonisé que retraduisent les comportements quotidiens ? Si l'on considère moins les éléments de l'ostentation que la nature même du rapport de prestige essentiellement relatif à un support social marqué par des siècles d'histoire, il est aisé de noter la transposition, de la société traditionnelle à la société moderne, des attitudes et rapports sociaux fondamentaux, et non seulement sur le plan déjà signalé du langage. Entre les forces inégales qui modèlent le comportement de l'Africain, l'enfance demeure la plus puissante. De manière permanente réapparaît le fond d'intuitivité. Or la spontanéité nègre exprime quotidiennement la jouissance vitale, l'accord avec la nature, ce qui rend, dans le contexte guinéen, moins choquante qu'en France, une mentalité plus axée sur la consommation que sur la production. Dans ce même contexte, l'artifice (verbe, vêtement...) est pensé comme finalité pure, non pas comme finalité instrumentale, et la politique conserve ce caractère personnel, survivance du féodalisme et du gouvernement charismatique, en même temps que reflet d'une société antérieure que les Africains s'efforcent inconsciemment de reconstituer sinon dans ses institutions, du moins dans ses valeurs fondamentales. On peut d'ailleurs se demander si l'institution partisane ne se calque pas en partie sur l'institution clanique dans quelques uns de ses modes de fonctionnement. Le parti pas plus que le clan ne tolère d'opposition, mais en son sein la discussion est libre, d'où l'unicité et l'unanimité à tout prix, mais aussi les longues palabres pour la préparation des congrès, le vague des programmes ménageant des compromis. Constamment les chefs sont astreints de rameuter les masses. Dans celles-ci, un obscur besoin de dépendance provoque des organisations de clientèles autour de patrons, comme autrefois autour des notables. La distribution du salaire aux parents piailleurs montre que n'a pas été désapprise la psychologie du don. Les hommages rendus au chef de l'Etat et à ses représentants s'inscrivent dans une tradition de respect des chefs, et la ritualisation de la vie collective trouve écho dans les

fêtes nationales, congrès, assemblées, réceptions, meetings.

Un même mode de réflexion analogique permettrait de découvrir, plus notoires encore que les vestiges traditionnels, les reliquats d'attitudes inspirées par la situation coloniale. On a fréquemment présenté le phénomène d'acculturation des évolués et de leurs imitateurs sous la colonisation. Ceux que les Malinké appelaient Toubaboulamoko (Ceux qui vivent comme et avec les Blancs), formés à la française soit à Dakar, soit en France, se distinguaient autant dans leur habillement (costume européen, casque colonial, lunettes de soleil, chaussures), dans leur place aux cérémonies, dans le convivium que dans le connubium. A un niveau inférieur, les cadres moyens de l'enseignement et subalternes du commerce et de la fonction publique adoptaient un mode de vie mi-traditionnel mi-moderne ; souffrant des humiliations de l'oppression, ils se ruaient pourtant vers la culture imposée. Au niveau des semi-acculturés, domestiques, anciens militaires, petits mécaniciens... l'imitation restait grossière et maladroite : l'ancien combattant, au village, cherchait à alimenter son prestige par le port d'un calot, de médailles lors des fêtes, par le récit sous l'arbre à palabre des batailles auxquelles il avait participé, par la description de la splendeur des villes européennes, dans un langage émaillé de mots français plus ou moins déformés phonétiquement et qui s'inscrivaient dans un étrange champ sémantique.

Actuellement, rares sont les occidentalisés qui ne sont pas fonctionnaires, et rares les fonctionnaires qui n'empruntent en les oubliant parfois, les gestes du "père" européen, malgré qu'ils en aient affectivement contre la domination coloniale. La copie date déjà de plusieurs décennies et tend à devenir seconde nature après avoir suivi initialement les lois énoncées par G. Tarde de l'imitation du supérieur par l'inférieur, de la précession de l'obéissance sur l'envie, de la fascination suggestive des "cines sociales en haut relief". Le pouvoir des modèles extérieurs de comportement, Ibn Khaldoun, voici déjà six siècles, l'avait noté dans ses Prolégomènes : "Les peuples subjugués... s'imaginent que le peuple vainqueur doit sa supériorité, non

pas à sa puissance et à son esprit de corps, mais aux usages et aux pratiques par lesquelles il se distingue" (1). L'élite nouvelle cumule ainsi des comportements empruntés à divers modèles de colonisateurs : le langage et le mode de pensée reproduisent ceux de l'instituteur ; les attitudes économiques, celles des petits patrons d'entreprise ou de sociétés commerciales ; les attitudes de commandement, celles des administrateurs, chefs de service et fonctionnaires étrangers. Comme les Sociétés de Prévoyance avaient été détournées de leurs fins en devenant l'affaire du commandant et non celle du village, de même les coopératives et entreprises nationales sont devenues l'affaire de leur directeur, de leur président ou de leur gouverneur. Les crises périodiques, pour importations spéculatives profitant à quelques uns, rappellent avec évidence la tactique de certaines compagnies de commerce colonial. L'appréciation d'un poste pour ses profits latéraux bien plus que pour son utilité sociale fait songer aux émigrés de France pour "faire du CFA". N'est-il pas jusqu'à l'hypnose de l'industrialisation, maître-mot d'une revendication agressive pour les gouvernants, qui ne soit appris des théoriciens du développement dans la pré-indépendance ? En bref, les emprunts au niveau des élites nous semblent porter sur les traits les plus caractéristiques de la psychologie bourgeoise de l'Occident : recherche du profit par les moyens les plus rapides et rarement les plus honnêtes, rôle productif de dirigeant et non d'exécutant, souci de différenciation par l'avoir et le paraître.

(1) Ibn KHALDOUN - Prolégomènes, Gauthier, 1934, trad. de Slane, t. 1, pp. 306-307.

A quelle source peut s'alimenter cette ostentation qui suppose, d'une part la disposition d'un avoir liquide, d'autre part un décalage relativement net entre les bénéficiaires d'un haut revenu et la masse plus pauvre de la population ? En répondant à cette question, peut-être sera-t-il possible d'en trancher une autre qui se présente avec force au terme de nos observations : Si les élites manifestent des comportements fort distinctifs qui attestent de leur supériorité de prestige, de pouvoir économique et politique, pourquoi ne pas les qualifier de classe bourgeoise ? Une réponse affirmative ne nous paraîtrait guère gênante si elle ne prêtait occasion à une confusion entre les schémas occidentaux et africains. En bref, notre argumentation est la suivante, qu'il nous faut nuancer tout en l'exprimant :

1°) Le phénomène d'ostentation et les traits distinctifs d'un prestige ne sont pas le propre d'une classe bourgeoise mais de toute couche supérieure dans n'importe quel système de stratification, dans une société esclavagiste comme dans une société féodale, dans un système de caste comme dans un système d'ordre ou "états". Néanmoins il faut reconnaître que la majorité des comportements des élites nouvelles en Guinée sont inspirés au moins extérieurement et superficiellement, comme nous l'avons montré, par les schèmes de la bourgeoisie coloniale. Il convient donc d'approfondir la nature même de ce qui soutient dans le système, la possibilité d'une ostentation, par référence non plus à la consommation mais à la production, pour décider de l'identification des élites à une bourgeoisie.

2°) Toute classe se spécifie d'abord, selon les critères de Marx, en fonction de son rôle dans la production. L'accumulation d'un capital qui caractérise la classe bourgeoise, en raison même de son rôle dans la production, est obtenu par l'extorsion d'une plus-value sur le travail de l'ouvrier. Or en Guinée, la majorité des élites ne sont pas propriétaires des moyens de production. Comme dans les systèmes socialistes, le grand employeur est l'Etat. Tout au plus, les élites ne disposent-elles que d'un pouvoir, relatif selon le rôle social, de contrôle des moyens de production appartenant à l'Etat. Elles ne jouissent en principe que d'un revenu salarial. Néanmoins comme le revenu fixe du

salaire ne suffit pas généralement à alimenter la consommation familiale, des sources adjacentes de revenu le complémentarisent : profits et rentes, intérêts, usure, spéculation, fraude. Il reste donc à savoir, non pas s'il faut juger d'une bourgeoisie sur ses revenus principaux ou auxiliaires, car d'évidence seule importe la masse globale du revenu, mais bien si le revenu est obtenu par une plus-value sur le travail d'autrui, ou par l'usage ou le détournement des biens et services appartenant à l'Etat. Une manière de justifier en Guinée l'extorsion d'une plus-value par les élites consisterait à souligner que tout bien et service appartenant à la nation provient plus ou moins directement du travail des nationaux ou de dons et emprunts, fruits du travail de producteurs des nations donatrices. Même dans le cas de trafic, favorisé comme dans les pays socialistes par l'isolement monétaire, les revenus de ce trafic liés à la pénurie exercent dans tous les cas une pression inflationniste telle qu'on peut les interpréter comme des profits du vendeur de produit rare prélevé sur le travail de l'acheteur dont le pouvoir d'achat est minimisé (en même temps que maximisé le profit du vendeur) par la pression inflationniste résultant de ce trafic dans la conjoncture de pénurie. Si, comme il arrive, le voleur est aussi volé, en ce sens que l'appauvrissement général, par les détournements et trafics, traduit dans la quasi stagnation du budget général, ne permet pas à l'Etat de donner à ses employés un salaire qui répond exactement à leur travail, alors il convient de se demander, dans une perspective relativiste, à qui profite cependant le plus la situation de raroté.

3°) Il ne suffit pas, pour identifier une classe bourgeoise, de savoir ses sources de revenu, encore faut-il déterminer le rôle exact du possesseur de revenu dans la production. Or, à ce propos, il s'agit moins de réfléchir sur la nature du rôle attribué que sur la tenue effective du rôle dans la production des services où l'élite se spécialise. Quels comportements particuliers développent les cadres politiques et économiques de la nation, qui sont responsables de la gestion de l'Etat et du fonctionnement de l'économie ? S'il y a convergence des comportements, cette convergence permet-elle, outre l'identification

d'une conduite globale de classe, la spécification d'une conscience d'action et d'intérêts communs interprétable comme conscience de classe ?

Afin de fournir quelques éléments de réponse à ces diverses questions, nous examinerons en valeur et en provenance les sources auxquelles peut s'alimenter l'ostentation, puis les conduites fonctionnelles ou dysfonctionnelles à l'égard du style de production et du rendement qui seraient normalement exigés par le rôle.

Une étude économétrique des revenus n'a jamais été réalisée en Guinée et nous a été interdite lors de nos recherches. Aussi, en raison du manque de renseignements sur les recettes des divers budgets familiaux, de l'absence de quantification de la fraction du revenu auto-consommée, parce que l'on n'a pu tenir compte ni des occupations d'appoint, ni des revenus procurés par l'usure, la spéculation, la fraude et le don, parce que chacun garde le silence (par crainte d'un contrôle des biens) sur les revenus provenant des propriétés bâties et des loyers, de même que sur les avantages matériels dont bénéficient les fonctionnaires, il nous faut nous contenter des seuls indices approximatifs connus : les salaires dont la signification n'apparaît qu'en comparaison avec ceux d'autres catégories socio-professionnelles.

Le Journal Officiel de la République de Guinée a publié des barèmes en son décret n° 300/PRG du 18/10/1965 qui étaient encore respectés en 1968 et qui corrigeaient ceux pratiqués depuis 1960. A titre seulement indicatif, nous présentons pour la rubrique industrie alimentaire, identique à la rubrique transports (et qui se situe dans la moyenne, entre les limites inférieure : bâtiments et travaux publics, et supérieure : banques), à côté des anciens salaires, les nouveaux pratiqués depuis le 18 octobre 1965 et pour chaque catégorie professionnelle :

- 1) l'échelon le plus bas, 2) l'échelon moyen 3) l'échelon le plus élevé.

	<u>Anciens salaires</u>	<u>Nouveaux salaires</u>
Ouvriers	1) 38 FG de l'heure	42 FG de l'heure
	2) 65 " " "	70 " " "
	3) 150 " " "	158 " " "
Employés de bureau	1) 8 200 FG par mois	9 100 FG par mois
	2) 16 300 " " "	17 200 " " "
	3) 27 000 " " "	28 300 " " "
Agents de maîtrise	1) 27 000	28 300
	2) 43 000	45 000
	3) 52 800	55 500
Cadres	1) 57 200	60 000
	2) 71 500	75 000
	3) 96 800	100 000

Entre les barèmes et les salaires effectivement pratiqués, même à l'intérieur du secteur public, une certaine disparité existe dont rend compte le tableau suivant des salaires payés en 1967 (aux Africains exclusivement) dans 11 entreprises, représentatives de la proportion du secteur public par rapport au secteur privé. Nous n'indiquerons ici que les salaires payés aux cadres supérieurs administratifs et techniques (en milliers de Francs Guinéens).

	S E C T E U R P U B L I C							S E C T E U R P R I V E			
	Institut de Recherches Fruits	Frigorifique du Port	Complexe Textile	Entreprise Nationale de Tabacs et Allumettes	Distribution d'eau	Alimentation (Alimentation en gros)	Magasins Nafaya	Banques	Air Guinée	Menuiserie Moderne	Unicomer (Mécanique automobile)
Directeur		74,	105,	52,		105,2	82,2	70,7	107,		76,4
Directeur adjoint				42,		60,	65,2	60,	84,		
Chef du personnel		35,2	47,	30,6	45,	47,5	35,4	60,			
Chef comptable	34,	50,9	58,	30,	50,	52,5	54,5			52,8	
Chef comptable adjoint	32,5		37,2				40,9				
Chef de production		35,2		42,	52,				84,	63,	
Chef de fabrique		41,		33,			34,2		104,		
Gérant de succursale							45,				

SALAIRES MENSUELS dans un échantillon de 11 entreprises (1967)

N.B. 1) Le montant du salaire mensuel en millier de francs guinéens, 100 francs guinéens = 2 francs français.

2) Les cases vides correspondent, soit à des postes non existants dans l'entreprise considérée, soit à des chiffres non communiqués par l'entreprise.

Ajoutons que la rémunération d'un ministre est de l'ordre de 140 000 FG et celle d'un professeur licencié de 60 000 FG.

L'examen de ces tableaux suffit à nous révéler :

- 1) L'existence d'une différence de salaires par secteur et par branche d'activité économique selon l'importance de l'entreprise ;
- 2) Les écarts relativement considérables entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, mais surtout entre travailleurs manuels et non manuels.

En gros, si l'on ne se réfère pas aux barèmes officiels mais aux salaires pratiqués, l'on peut considérer qu'en 1966, les plus grandes fréquences de salaires sont les suivantes en milliers de FG.

Cadre supérieur	: 40 à 100
Agent de maîtrise	: 30 à 40
Employés de bureau	: 20 à 30
Ouvriers qualifiés	: 13 à 20
Manoeuvre	: 8 à 13.

Par rapport aux pays occidentaux, apparaît en Guinée une bien plus nette correspondance entre tranche de salaire et catégorie socio-professionnelle.

Dans "l'atrophie d'une classe ouvrière" (cinquième partie) nous étudierons le salaire en tant que pouvoir d'achat et nous comparerons les revenus suivant les catégories sociales. Ce qui nous frappe surtout pour l'instant est l'écart entre les revenus des élites et ceux du reste de la population. Afin de marquer encore plus nettement cet écart, il est utile d'étudier, sinon la valeur des revenus annexes, absolument inquantifiable par impossibilité de s'informer, du moins les sources mêmes de ces revenus, et les moyens par lesquels l'élite tend à accroître son revenu et tend à devenir bourgeoisie en consacrant son pouvoir politique par un pouvoir économique.

On a parfois noté pour les nouveaux états africains que le profit n'est pas la rémunération du risque de l'entrepreneur novateur mais de l'entrepreneur négociateur, ministre ou haut fonctionnaire qui négocie

pour le compte de l'Etat et retient sa commission, que le commerçant qui prend des marges confortables sur les rares objets qu'il a pu se procurer par trafic ou par attribution spéciale, profite d'une rente de situation. En fait, dans la conjoncture guinéenne, la puissance économique peut s'alimenter à bien d'autres sources.

1) Le commerce des fonctionnaires par personne interposée : Si, en 1959, les fonctionnaires et agents de l'Etat ont dû émarger une circulaire leur rappelant, à eux et à leur femme qui leur servait souvent de prête-nom, l'interdiction de toute activité commerciale ou industrielle, si la même interdiction a dû être remémorée en 1964, 1967 et 1969, il s'agit bien d'une voie fréquente et habituelle d'enrichissement de beaucoup d'employés du secteur public qui, en raison de leur poste, ont un accès privilégié à la marchandise distribuée avec parcimonie par le réseau du commerce d'état. L'étatisation du commerce de gros et la rareté des marchandises sont, en Guinée, les conditions d'une possibilité de spéculer sur les profits commerciaux, pour quiconque peut s'approvisionner (1).

2) Le trafic illicite. Nos recherches ont prouvé que la Guinée avait importé en 1967 deux fois plus de sucre qu'en 1957, que la plus grande concentration des dépôts de cigarettes et allumettes (nationales) se situe dans les régions frontalières de la Sierra Leone et du Libéria : Kissidougou, Guéckédou, Macenta, alors que le Fouta Djallon n'a qu'un seul dépôt à Labé. L'accroissement démographique et l'accroissement de la consommation ne suffisent nullement à expliquer un doublement des importations d'une denrée des moins chères en Guinée, ni la multiplicité des établissements habilités à vendre en gros les cigarettes guinéennes à proximité des zones sterling et dollar. La contrebande avec la Sierra Leone, le Libéria et la Côte d'Ivoire se produit fréquemment, soit pour le compte des autorités administratives, soit en achetant leur tolérance. Les exportations clandestines portent aussi sur le diamant après même qu'aient été appréhendés à ce propos en 1964, quelques fonctionnaires

(1) C. RIVIERE - Les mécanismes de formation d'une bourgeoisie commerçante en Guinée, Cahiers d'études africaines, 43, vol. XI, 3, 1971.

dirigeant la banque de Kankan. Enfin, nul n'ignore le trafic avec l'enclave Péchiney de Fria qui jouissait de facilités d'importation pour l'alimentation de son personnel. Ce trafic s'accroissait lors des crises économiques comme celle du riz en novembre 1961, de la viande en mai 1962, et de la plupart des produits des pays tempérés depuis novembre 1964.

3) Les pots-de-vin. En janvier 1968, un fonctionnaire des services du contrôle financier nous signalait que 12 camions Mack avaient été facturés et vendus à Monsieur Camara, Conakry (soit Mr Dupont, Paris). Il fut impossible d'en trouver la trace un an après la vente. On suppose que grâce à des pots-de-vin offerts au directeur guinéen de l'usine de montage et au comptable, les camions ont été vendus à des fonctionnaires qui ont pu les revendre avec des complicités hors des frontières et contre devises... En 1965, 6 bulldozers avaient été affectés à la carrière gouvernementale de Manéah. Lorsque, en novembre 1967, le gouvernement voulut les récupérer, il en retrouva seulement deux, inutilisables, à 400 kms de Manéah, les autres, pense-t-on avaient été prêtés à des particuliers moyennant des pots-de-vin, par un directeur en fuite. Au niveau le plus élevé, les possibilités d'enrichissement rapide de hauts fonctionnaires dépendent en définitive de leur accointance avec le capitalisme étranger et de la protection tacite de l'Etat-suzerain. Plusieurs journalistes ont signalé l'acceptation par des ministres guinéens et directeurs de service, d'enveloppes, de chèques en devises, de la part de firmes occidentales lors de la compétition commerciale entre est et ouest pour la conquête des marchés guinéens. La corruption gagne d'ailleurs tous les niveaux, comme le signale Sékou Touré dans son discours de Kissidougou du 14 mai 1966. Pour être pauvre et mesquine, à la mesure de l'économie du pays, la corruption n'en est pas moins insupportable pour des masses plus démunies que celles par exemple de la Nigéria ou du Ghana. "Quand le pouvoir public, remarque J. Cheverny, est la principale industrie nationale, quand la commercialisation des influences va de pair avec une puissance à vendre qui tire une partie de sa force de l'aide extérieure, c'est la corruption qui permet d'établir la hiérarchie des tâ-

ches administratives. La direction et la gestion des services de l'Etat deviennent l'affaire la plus rentable, elles procurent les avantages de la spéculation et des biens massifs et rapides. La vénalité présente peu de risque et ne laisse pas de traces malencontreuses, les faveurs fournissent les cadeaux et les cadeaux orientent les faveurs, c'est la nouvelle circulation des richesses" (1).

4) La spéculation immobilière. Cette spéculation porte sur la vente de terrains et de villas dans les zones suburbaines, mais aussi sur la location de villas à des ambassades étrangères ou à des experts étrangers. Une villa louée entre 30 000 et 60 000 FG à des Guinéens l'est entre 60 000 et 200 000 à des étrangers. En 1969, le gouvernement a dû d'ailleurs exiger, pour contrôler cette spéculation et éviter les paiements en devises, que les locataires lui versent les loyers qu'il se charge désormais de reverser au propriétaire.

5) Les investissements dans les transports. Lorsqu'un fonctionnaire peut obtenir un prêt, il lui est aisé d'acheter un ou plusieurs taxis qu'il exploite par l'intermédiaire d'un chauffeur salarié, pour le transport en commun sur un itinéraire fixe : Kindia-Conakry ou à l'intérieur d'une ville. A Conakry, cinq exploitants nous disaient pouvoir amortir l'achat en six mois.

6) Les profits prélevés sur les biens et le travail collectifs. De 1959 à 1962, des plantations abandonnées par des Européens dans les régions de Mamou, Kindia, Forécaria, sont devenues tacitement la propriété des gouverneurs et de leurs amis, responsables du Parti, qui se sont chargés de recruter une main-d'oeuvre pour l'exploitation. En outre, "on a enregistré des cas de mauvaises gestions des biens des sections. C'est ainsi que des camions étaient exclusivement utilisés par les Commandants, les Secrétaires généraux et leurs familles au détriment des intérêts de la collectivité... Il nous a été signalé qu'au niveau de certains comités de base et même de certaines sections, des souscriptions ont été organi-

(1) J. CHEVERNY - Eloge du colonialisme, Julliard, 1961, p. 47

sées au cours de l'année 1966. Des sommes ont été perçues sous des motifs divers et leur gestion, si elle n'a pas été défectueuse, a été assurée à l'insu des militants, ce qui sape leur confiance" (1).

Dans ce même discours, le Président qui stigmatise les souscriptions illicites et la mauvaise gestion des biens collectifs, s'en prend aussi à la corruption de la justice, aux répartitions préférentielles de marchandises, aux gaspillages, à la mauvaise utilisation du temps, à la paresse et à la parade, à l'imprévoyance, au bureaucratisme inefficace et au défaut de coordination entre les actions, qui permettent de dresser un portrait moral des hommes politiques et fonctionnaires de l'administration.

Ce groupe à vocation bourgeoise cherche, grâce à ses prérogatives, à adjoindre à son pouvoir politique un pouvoir économique, en accumulant, par divers moyens sus-indiqués, un capital d'appoint, en nouant des relations qui, éventuellement, seront profitables en échange de quelques services, en infléchissant à son avantage, aux dépens des autres couches de la population, les décisions économiques prises par les hautes instances du Parti. Ce faisant, ce groupe vise par l'accès au pouvoir économique à garantir son statut contre les revirements éventuels de la politique. Entre ses membres, l'entente tacite qui existe pourrait s'appeler cohésion. Disons plus justement qu'à travers des intérêts identiques, des appuis mutuels, des garanties de silence entre détourneurs de fonds publics, est en train de s'affirmer une conscience de classe.

Cette cristallisation progressive des couches bureaucratiques et commerçantes s'observe d'ailleurs depuis une quinzaine d'années. Une enquête de J. Binet, effectuée en 1958, sur les "comités" régionaux et les "sections" urbaines du Parti Démocratique de Guinée, à Pita, Labé et Kindia, permettait de mesurer l'influence et les comportements de ces couches dans les domaines économique, culturel et social. Selon cet auteur, 30 % des dirigeants locaux du Parti sont fonctionnaires, 7 % commerçants, 12 % cultivateurs. Néanmoins, les relations des dirigeants avec les milieux ruraux restent solides puisque 30 % sont fils, et 45 % gendres de cultivateurs. Les fils de commerçants sont nombreux (28 %). Parmi

(1) S. TOURE - Conférence économique de Kissidougou, Revue R.D.A., Conakry, juillet 1966, pp. 76-77.

les amis de ces leaders, 49 % appartiennent à la fonction publique, 29 % au commerce. La formation d'une "aristocratie" relativement close, qui tend à devenir héréditaire, semble selon l'auteur, être observable à partir de divers indices : 25 % des fonctionnaires sont fils de fonctionnaires. Plus de 50 % choisissent leurs amis parmi la même catégorie. 20 % des frères de fonctionnaires interrogés travaillent également dans une administration. La fonction publique tend à être monopolisée par certaines familles et notamment par celles qui exhibent des diplômes. L'étude de la liste des élèves du Lycée de Conakry en 1958 confirme l'impression d'endotropie. Les fils de fonctionnaires représentent en effet le quart de l'effectif alors que les fonctionnaires ne constituent que 2 à 3 % de la population globale. 21 % sont fils de cultivateurs, 12 % de commerçants, 1 % d'employés de commerce, 3 % d'ouvriers, 1 % d'artisans traditionnels. Ces chiffres laissent penser à une sorte d'hérédité du fonctionnariat marqué maintenant depuis près d'une génération. En ce qui concerne l'ostentation, il est à noter que 63 % des vœux exprimés par les fonctionnaires portent sur la construction, l'acquisition, l'amélioration de l'habitation (1).

La tendance du groupe à se fermer sur lui-même se conjugue à une tendance à se distinguer des autres couches de la population par un revenu supérieur. Peut-on observer une autre tendance à développer des comportements spécifiques à l'égard du travail ? Sur ce point, les observations ne répondent pas aux schémas comportementaux reconnus dans la bourgeoisie européenne. L'autosatisfaction ne découle guère en Guinée du savoir, de l'habileté et de la compétence, et va de pair avec un comportement déviant par rapport aux valeurs normatives traditionnelles comme

(1) J. BINET - Groupes socio-professionnels en Guinée, Le Monde non chrétien, 74, 1965, p. 83

par rapport aux objectifs prescrits dans l'exercice d'un rôle national défini.

Aux anciennes contradictions issues de la divergence des rapports sociaux de la période coloniale et de la tradition s'en sont ajoutées de nouvelles, propres à la période post-coloniale. Dans ce nouveau contexte, l'ostentation apparaît comme une réponse à une situation générale d'insatisfaction, due à plusieurs décalages. Tout d'abord, un décalage entre les nouveaux niveaux d'aspiration des élites et les possibilités financières de celles-ci suscite une tension et un sentiment d'insécurité. Ensuite, un décalage entre les nouveaux statuts et les rôles assumés ou souhaités provoque une insatisfaction. Si les rôles ou les fonctions assumées à l'heure actuelle ne correspondent pas aux anciens statuts d'une personne dans le cadre traditionnel ou colonial, une frustration en résulte, comme on l'observe chez des individus issus des anciennes chefferies qui s'accrochent encore à des critères statutaires illusoire. Pour d'autres, et plus fréquemment, les nouveaux statuts auxquels ils aspiraient et dont ils commencent à bénéficier grâce à l'ascension politique ne correspondent pas à leurs capacités et compétences personnelles.

Explicatif du mauvais fonctionnement de la plupart des entreprises nationales, et responsable de la faiblesse de leur rendement qualitatif et quantitatif, le manque de compétence a été plusieurs fois dénoncé par Sékou Touré comme le résultat d'une négligence d'amélioration professionnelle par les cadres devant assumer une responsabilité économique (1). Au plan du savoir, font défaut l'information sur les réalités du monde économique et social dans lequel s'insère l'entreprise, les connaissances statistiques et l'habitude de la prévision économique, ce qui entraîne une mauvaise comptabilité matière, des improvisations hâtives et anarchiques, des ruptures de stocks et des achats très onéreux, des possibilités de vols et de détournements. A ces insuffisances

(1) S. TOURE - Défendre la Révolution, tome XV de ses oeuvres, Conakry, s.d., pp. 248-251.

dans la tenue des rôles, qui nuisent directement à la nation entière, s'en ajoutent d'autres (signalés dans le discours présidentiel du 14 septembre 1964, à la Conférence des cadres du 30 novembre 1964 et dans les critiques du plan septennal faites au Congrès National de la Révolution du 16 avril 1964) qui traduisent l'insouciance, la négligence : manque de ponctualité et de régularité au travail des cadres d'entreprises, tolérance des absences et retards d'ouvriers, prolongation de un ou deux mois de congé sans qu'aucune sanction ne soit prise à l'encontre de ces employés qui continuent de percevoir leur solde. (1), Favoritisme et opportunisme se manifestant particulièrement par des fixations de salaires de complaisance aux employés amis, des recrutements de travailleurs sur la base de critères extra-professionnels et subjectifs. "Pour se concilier un ami, dit Sékou Touré, on transmet une demande individuelle opposée aux réglementations ou portant préjudice à la nation, avec un avis favorable en précisant au solliciteur : "Je transmets au Chef de l'Etat, car en dernier ressort c'est lui qui décide"... et refuse. Par contre lorsqu'il s'agit d'une promotion méritée on cherche, par les moyens les plus tortueux à ce que l'intéressé vous en croit l'artisan" (2). Au favoritisme et à l'opportunisme des cadres répondent évidemment des flatteries intéressées du côté des bénéficiaires, ce qui n'est pas sans contribuer à une survalorisation induite des cadres guinéens, que déjà la situation d'indépendance avait favorisée en provoquant la promotion (nos exemples sont pris sur le vif) d'un commis aux écritures au grade de directeur d'usine de 400 ouvriers, d'un vendeur de pharmacie aux fonctions de pharmacien, d'un analphabète débrouillard au poste de directeur d'un hôtel national, d'un enseignant muni d'un brevet aux responsabilités de professeur de philosophie.

(1) S. TOURE - Plan septennal, op. cit., p. 389.

(2) Ibid., p. 392.

L'ostentation, si elle résulte d'une certaine auto-satisfaction du rôle attribué, peut aussi s'interpréter comme un comportement de fuite devant le réel et devant les exigences des nouvelles normes économiques et techniques. Dans cette perspective, elle révèle la difficulté des couches dirigeantes actuelles à sortir d'une situation équivoque. Si l'aliénation a été conceptualisée, comme le montrent les attitudes de refus du colonialisme et de "repersonnalisation" au niveau des élites, les comportements de celles-ci tendent à prouver leur incapacité à opérer un dépassement de la contradiction entre, d'une part les contraintes techniques et économiques de même que les exigences révolutionnaires, d'autre part les déterminations sociologiques consécutives à la dénaturation culturelle. A ce niveau, l'ostentation moderne, même si elle intègre des éléments traditionnels, n'a plus ni la signification ni la fonction de l'ostentation coutumière. Elle est déformation des attitudes apprises dans le milieu culturel de l'ethnie et assumption d'un idéal mythique du personnage emprunté au colon mais caricaturé par une amplification des stéréotypes du rôle, par l'insertion dans une civilisation universelle de la consommation ordonnée au superflu, par une survalorisation de soi due à l'accentuation des distances sociales après la redistribution des fonctions dans une Guinée indépendante.

Peut-on considérer le phénomène d'ostentation tel qu'il se présente en Guinée parmi les élites comme un type de dégénérescence bureaucratique ? Il semble bien que la primauté accordée au politique et la confusion du personnel politique et administratif dans les structures du Parti unique ont entraîné une bureaucratisation croissante du régime. Le fait que les comportements socio-économiques des couches bureaucratiques ne soient dictés ou motivés ni par la loi classique du maximum de profit et de l'accumulation du capital, ni par les exigences des normes révolutionnaires, montre que ces couches se différencient autant de

la bourgeoisie européenne que du prolétariat, mais il dénote aussi l'incapacité de ces couches à être historiquement les promoteurs de la libération économique et sociale du pays comme pourraient l'être des techno-bureaucrates compétents en d'autres pays. Il s'agit donc bien d'une sorte de corruption du bureaucratisme dans des comportements caractérisés sommairement par :

- l'adoption ostentatoire de modèles occidentaux de vie et de consommation,
- des ambitions de promotion professionnelle dépassant les aptitudes et capacités personnelles,
- la considération prévalente des honneurs attachés aux postes politico-administratifs,
- la recherche de revenus plus élevés pour dépasser l'insécurité économique d'une situation de pénurie et des charges traditionnelles à l'égard de la famille.

L'inadéquation de ces comportements avec l'idéologie d'austérité et d'efficacité du Parti est pour beaucoup dans la prise de conscience d'inégalités criantes qui se manifeste plus ou moins discrètement chez tous ceux qui ne participent pas au pouvoir et à qui l'on impose des sacrifices.

C H A P I T R E V I I I

LE PROCESSUS DE DIFFERENCIATION ET DE CONTROLE DES ELITES

Lors du huitième Congrès du PDG en septembre 1967, Sékou Touré dénonçait comme "ennemis de classe", les fonctionnaires bureaucrates, administrateurs et intermédiaires qui se livrent à la spéculation, à la dilapidation des fonds publics et qui "trahissent les intérêts du peuple". Il stigmatisait aussi les victimes de l'idéologie petite-bourgeoise coloniale qui, du fait de leur formation de sous-agents de la colonisation n'ont jamais pu se ressaisir et sont restés, après un sevrage, dans l'attente de nouveaux maîtres. De qui s'agissait-il précisément dans ce dernier cas : des notables, des intellectuels, des militaires ? Peut-être partiellement. Aussi confuse que soit la pensée de Sékou Touré sur les classes qu'il divise en exploiteuses et exploitées, laborieuses et contre-révolutionnaires, progressistes et réactionnaires, l'adoption idéologique cette année-là, de la doctrine de lutte des classes, répond en fait à la perception de clivages de plus en plus nets dans la société guinéenne, qui découlent pour la plupart d'un long processus historique. Deux types de clivages sont particulièrement suggérés par les discours de 1967 : tout d'abord une scission entre une certaine élite et le peuple que nous essaierons de juger en fin d'analyse, mais aussi une division au sein même de cette élite qui tend à se constituer en bourgeoisie. Ce dernier phénomène va retenir maintenant notre attention. Abandonnant à un autre chapitre l'étude de la constitution d'une bourgeoisie commerçante du secteur privé, nous mènerons une étude différentielle et dynamique des élites ayant une responsabilité dans le secteur public, en montrant :

- 1) Comment s'est développé le fonctionnariat politico-administratif ;
- 2) Comment et pourquoi il a éliminé les élites traditionnelles ;

- 3) Puis domestiqué les élites intellectuelles ;
- 4) Et tenu sous sa surveillance les élites militaires.

Chaque sous-groupe sera cerné en tant que force sociale et sous l'angle de son évolution. Il faudra ensuite s'interroger sur la consistance même du groupe des élites en appréciant les éléments d'intégration et le développement des conflits, puis en mesurant sa distance sociale par rapport au reste de la population.

Place et fonction des élites politico-administratives

Puisque l'unification des élites guinéennes s'est opérée principalement au sein du PDG-RDA dans les dernières années de la colonisation et que ce sont les responsables eux-mêmes de ce parti qui ont dirigé le destin de la Guinée depuis l'indépendance, nous prendrons comme repère quelque peu arbitraire de notre étude diachronique de la formation de l'élite moderne, les dix dernières années de la colonisation. Afin de mieux situer le fonctionnariat autochtone vers 1950, il est utile de dessiner en gros la stratification sociale à l'époque. Cette stratification, jugée sur des critères d'acculturation et d'insertion dans l'économie urbaine se présente de la manière suivante :

Au niveau supérieur, la communauté française et étrangère comprend :

- les cadres de l'Etat : gouverneurs, commandants, hauts fonctionnaires de l'armée et de l'administration, membres des professions libérales ;
- les cadres du secteur privé : directeurs et gérants des maisons du commerce colonial (CFAO, SCOA, Niger français, Paterson-Zochonis, Chavanel...), riches planteurs, commerçants et entrepreneurs privés.

Ces différentes catégories jouissent d'un triple privilège politique, économique et social, bien que le statut des commerçants libano-syriens soit inférieur à celui des autres étrangers. Leur situation de groupe dominant leur permet de bénéficier d'une "rente raciale".

Au niveau inférieur, les masses rurales se composent d'agriculteurs et éleveurs

petits commerçants et dioulas, petits artisans ; le prolétariat urbain regroupe des émigrés sans qualification particulière : domestiques, manœuvres, petits ouvriers sans grande spécialisation.

A un niveau intermédiaire se situent :

- Les Africains relativement qualifiés, détenant une fonction appréciée dans le secteur privé : planteurs guinéens, commerçant, artisans et ouvriers formés à leur spécialisation, auxquels nous nous intéresserons dans d'autres chapitres ;

- les Africains lettrés dont la plupart appartiennent au fonctionnariat colonial.

Le développement de l'instruction a en effet permis la formation des futurs cadres de l'administration et des organes politiques. Ce groupe de fonctionnaires se répartit à son tour en trois sous-groupes hiérarchisés :

- les hauts fonctionnaires : avocats, administrateurs-adjoints, inspecteurs des domaines, greffiers, juges de paix, etc... Pour la plupart assimilationnistes, ils lient leurs intérêts à la présence coloniale. Ce groupe qui ne compte que 5 % des agents de la fonction publique conserve une attitude très réservée à l'égard de tout syndicat professionnel non admis par l'administration coloniale ; après le vote de la loi-cadre, sujets à de violentes critiques de la part de la jeunesse intellectuelle, ils admettront la réalité du PDG et occuperont par la suite des postes importants dans la hiérarchie du régime.

- les cadres moyens : comprenant les instituteurs, les assistants d'élevage, les conducteurs de travaux agricoles, les employés de bureau dans les P.T.T., les chemins de fer, les mines, les travaux publics..., forment 40 % des effectifs de la fonction publique. Sékou Touré, ancien comptable des services administratifs et financiers de l'A.O.F. est un de leur représentant. Leur relative culture, leur prise de conscience du

phénomène colonial à la faveur de la guerre, des journaux, de la radio qui les informe des succès remportés par les peuples colonisés (Inde, Syrie, Liban, Chine, Indonésie, Indochine...) leur font ressentir leur situation comme particulièrement insupportable. Sensibles à la contradiction existant entre leur condition de vie et leurs aspirations légitimes, ils seront les supports de la propagande anti-colonialiste, fourniront aux syndicats et au PDG des cadres de direction, et joueront un rôle d'élément mobilisateur des masses paysannes et urbaines parmi lesquelles les appelle leur fonction.

- la catégorie des petits fonctionnaires englobe ceux qui, sachant lire et écrire sont employés subalternes, infirmiers, commis, moniteurs. Du fait de leur condition matérielle d'existence, ils forment un certain prolétariat sensible aux thèmes de la propagande du Parti dont ils constituent l'ossature de base en raison de la supériorité que leur confère sur les masses leur instruction.

Toutes ces élites formées par l'enseignement français et conscientes de l'évolution des idées, tendront à remettre en cause le soi-disant bien-fondé des structures et institutions coloniales, tout en souffrant d'un complexe à l'égard des masses prêtes à jalouser leur situation privilégiée. Elles auront naturellement tendance à adopter une idéologie qui propose une méthode de résolution des problèmes de l'heure, qui aide à la mobilisation des masses et qui justifie devant ces masses la position et l'action des promoteurs du changement. Cette idéologie disponible est le marxisme, que le Parti communiste français se charge de transmettre au R.D.A. naissant.

Mais cette idéologie de renversement des structures économiques et politiques de la colonisation répond-elle bien fondamentalement aux aspirations des Africains lettrés ? Certes les fonctionnaires moyens, éprouvent un vif désir d'accéder au genre de vie des fonctionnaires européens, mais pour beaucoup d'entre eux, une adaptation du régime colonial dans le sens de la collaboration et de l'association pouvait suffire à satisfaire leurs intérêts. Par contre les petits fonctionnaires ne pourraient espérer une transformation radicale de leur statut qu'avec

la disparition du régime colonial. Ces premières notes de divergence dans les attitudes à l'égard de la colonisation annoncent la possibilité d'un divorce d'intérêt. Néanmoins, l'hostilité manifeste de l'administration à l'égard de la section guinéenne du RDA contribue en fait à souder étroitement le PDG en un bloc monolithique, si bien qu'une atténuation de l'hostilité de l'administration (attitude prônée surtout par Cornut-Gentille comme par Mitterand à l'égard d'Houphouët-Boigny), laquelle fait miroiter devant les dirigeants la perspective d'occuper des postes de conseillers territoriaux, conseillers généraux, députés, sénateurs, et intervient pour empêcher la répression contre les grèves de 1953 décidées par les syndicats, n'arrive pas à modifier totalement les rapports entre le PDG et le colonisateur. Le truquage des élections de 1954, les brimades et injustices que continuent d'infliger aux membres du PDG les commandants de cercle, chefs de poste et fonctionnaires coloniaux, entretiennent les antagonismes et renforcent l'anticolonialisme du PDG qui, pourtant, de temps à autre, fait des appels de pied à une administration entretenue dans la méfiance par la presse et les rumeurs. Ce sont aussi les injustices de la colonisation en matière de politique salariale qui provoquent un élan de solidarité africaine et contribuent, sinon à estomper la conscience d'une différenciation des revenus, du moins à rendre négligeables psychologiquement les retentissements parmi les Africains des clivages socio-économiques décidés par la métropole.

Au sortir de la guerre, la hausse du coût de la vie n'avait pas été suivie d'une hausse équivalente de la solde des fonctionnaires. Les parlementaires avaient surtout revendiqué et obtenu la parité de salaire entre les personnels (civils et militaires) européens et autochtones de la fonction publique. La loi Lamine Gueye du 30 juin 1950 ne donnait en fait satisfaction qu'à une minorité. Elle divisa les fonctionnaires en trois cadres administratifs selon les titres universitaires : le cadre général (titulaires d'une licence, médecins et vétérinaires), le cadre supérieur (niveau du brevet élémentaire), le cadre local (niveau du certificat d'études primaires). Tout en réparant une injustice : la différence entre salaire du Blanc et du Noir, la loi Lamine Gueye en

créait une autre qui divisait la société africaine selon le régime des salaires.

De 1949 à 1956, les cadres généraux bénéficièrent de 13 revalorisations, les cadres locaux et supérieurs de 10 (1). L'ensemble des cadres locaux fut nettement moins favorisé que les autres cadres. A côté de ces trois catégories, deux autres totalement ignorées, et dont la solde fut maintenue presque toujours au même niveau, trouvèrent leur défenseur dans le PDG ; ce sont : les commis auxiliaires de l'administration, les sous-agents sans diplôme : plantons, chauffeurs, gardiens.

Chiffres à l'appui, le PDG commença par dénoncer les disparités de niveau de vie et la misère des fonctionnaires subalternes. Alors qu'en 1950, les soldes des auxiliaires africains étaient comprises entre 3 000 et 8 000 F par mois, les auxiliaires européens touchaient de 21 000 à 35 000 F., c'est-à-dire sept fois plus que l'Africain débutant. Quant aux hauts fonctionnaires coloniaux, leur traitement variait entre 90 000 et 130 000 F, soit plus de 30 fois la solde de l'auxiliaire africain.

Un syndicat de fonctionnaires fut créé sous l'impulsion de membres du PDG, qui déclencha périodiquement des grèves et obligea à chaque fois l'administration à reconsidérer la situation des travailleurs du secteur public.

Mais la question de l'égalisation du sort des diverses catégories sociales se pose tout différemment aux élites autochtones selon leur situation par rapport au pouvoir, situation de contestataire ou de participant. Dans le but de savoir si et comment les hiérarchies observables sous le régime colonial se sont modifiées, sera utile une coupe transversale du même groupe quelque quinze ans après 1953, c'est-à-dire vers 1968.

La hiérarchie du groupe des fonctionnaires s'est alors élargie

(1) B. AMEILLON - La Guinée, Bilan d'une indépendance, Maspéro, 1964, p. 40.

sans se modifier radicalement. Quoique nos cadres puissent paraître schématiques et formels, et qu'il soit malaisé dans le réel de déceler avec précision des clivages, on ne peut nier des regroupements sociaux formés à la faveur des nouvelles institutions politico-administratives. Le critère politique doit alors se conjuguer à celui du revenu. Au lieu de ne comporter que les lettrés de niveau supérieur, le groupe le plus élevé des fonctionnaires comprend désormais tous ceux auxquels a été confiée une haute responsabilité politique ou administrative : ministres, gouverneurs de région, directeurs et chefs de cabinet, directeurs d'entreprises d'état ou d'offices nationaux, médecins, juristes, présidents de syndicats, hauts gradés de l'armée nationale. A ces gestionnaires de l'Etat peuvent s'adjoindre les fonctionnaires politiques qui détiennent l'autorité dans chaque région et notamment les secrétaires de fédération ou de section qui ont pour la plupart intérêt à la conservation du régime en place, lequel a su payer leur zèle par une promotion sociale et pécuniaire.

Les fonctionnaires moyens se distinguent des premiers moins par leur savoir que par leur fonction. En effet, ils n'ont qu'un rôle d'assesseurs dans un service public ; professeurs, sous-directeurs, ingénieurs ou techniciens des bureaux, ministères, offices, directeurs ou inspecteurs de la production... Par rapport aux masses, ces fonctionnaires se distinguent par des revenus réguliers et relativement élevés, par des contacts habituels avec les dirigeants politiques, par une structure de carrière qui implique un avancement progressif, par un mode particulier de partage du prestige. Mais la prise en compte de leur compétence technique demeure étouffée par la référence incessante et primordiale à leur zèle politique. Parmi eux se recrutent cependant les opposants les plus actifs au régime comme le prouvent les listes des emprisonnés pour complot.

Au bas de l'échelle du fonctionariat se situent les employés d'administration : postes, polices, douanes, banques, et les employés d'entreprises d'état, dont la compétence demeure insuffisante pour leur permettre d'émerger socialement. Beaucoup vivent dans une certaine gêne

dominés par le souci majeur d'assurer la subsistance de leur famille.

Ce groupe de fonctionnaires augmente ses dimensions à mesure que s'élargit le domaine des activités d'état. Sans prendre en considération le jeu de ce groupe dans le processus de développement et de modernisation, il nous faut cependant déterminer son rôle en tant que force sociale. Ce groupe de fonctionnaires tend-il à devenir une bureaucratie ? Comment se structure-t-il et quelle est la relation de cette structure au fonctionnement de la société ?

Tandis que, sous la colonisation, l'administration, contrôlée politiquement par les pouvoirs métropolitains n'employait des autochtones que pour des postes subalternes et devait être absolument neutre politiquement, la nouvelle administration se compose d'un personnel africain à tous les échelons et possède une orientation politique dans ses objectifs comme dans la traduction des intérêts d'un groupe au pouvoir, tout en conservant de l'administration coloniale un haut degré de centralisation et une certaine manière de traiter les affaires relevant de sa compétence.

En tant qu'instrument d'exécution des décisions du gouvernement, elle est devenue simultanément une bureaucratie partisane orientée vers la manipulation politique et une bureaucratie gouvernementale chargée de l'administration, ce qui lui permet de par son rôle, de créer des loyalismes à l'égard aussi bien d'elle-même que du nouveau régime. L'un des problèmes importants auquel elle a eu à faire face a été, dans les premières années, sa propre adaptation aux nouvelles sphères d'activité et aux nouveaux besoins sociaux. Mais en tant qu'instrument politique, beaucoup de ses membres se sont vus contraints d'outrepasser leurs propres rôles spécialisés et de jouer divers rôles de leader-ship et de tutelle pour encourager le changement. Son rôle de régulation politique l'a amené à se constituer des intérêts de groupe, d'autant plus puissants que les comportements des administrés se limitaient souvent à la supplique, à la pétition passive ou à la vieille politique de cour. Comme la régulation des activités et intérêts politiques se concentrait pour l'essentiel dans cette élite partisane et administrative, elle a

progressivement pu se constituer des intérêts de groupe opposés aux intérêts des masses et jouer, en raison même de ses responsabilités de transmission et d'agent d'exécution, comme groupe de pression sur le gouvernement auquel elle pouvait prêter ou non des services efficaces.

Si le verticalisme hiérarchique de la bureaucratie guinéenne est un trait répondant au schéma wébérien, la plupart de ses autres traits ne vérifient pas la définition de l'organisation bureaucratique.

1) Les actes administratifs ne sont pas commandés par un système cohérent de règles abstraites car fréquemment les règles à suivre sont modifiées d'après l'information reçue en feed-back, si bien que ces modifications ne provoquent pas la constance souhaitée de l'action administrative. Les fonctionnaires de l'administration, du Parti et des entreprises d'état sont sans cesse sollicités à prêter leur concours dans des opérations conçues à l'échelle nationale qui, même lorsqu'elles ne sont pas spécifiquement limitées dans le temps, cessent au bout de quelques mois, faute de planification à long terme, ou encore plus simplement parce que le nombre des tâches administratives, politiques et d'animation attribuées à chaque personne dépasse ses possibilités physiques. Une attitude typique de l'élite se crée : elle consiste à participer pendant quelques mois aux campagnes d'innovation et à relâcher progressivement ses efforts dès que la propagande de stimulation diminue ou lorsqu'est lancé un nouveau thème (alphabétisation, campagne coton par exemple). En outre, le fait que toute initiative non agréée par les chefs politiques paraisse suspecte ne va pas sans renforcer l'attitude versatile des élites.

2) Dans les sociétés occidentales, le recrutement se fonde sur des qualifications techniques ; et l'emploi, garanti contre les licenciements arbitraires, est maintenu, une carrière durant, avec promotion à l'ancienneté et au mérite. En Guinée, au contraire, les valeurs subjectives et politiques pèsent plus que l'exigence objective de qualification et d'expérience comme en rend compte la politique des choix examinée antérieurement. Les considérations particularistes dans les nominations et la détermination de la politique à suivre ont plus de poids

que les considérations universalistes d'impersonnalité et de loyalisme envers l'intérêt collectif.

3) En raison même de ce type de sélection, l'on conçoit que le fonctionnaire n'accomplisse pas sa tâche dans un esprit d'impersonnalité formelle. A l'optique occidentale de neutralité se substitue dans les nouveaux Etats une autre optique découlant du rôle privilégié des élites. Celles-ci détiennent, conformément aux volontés du Parti, une double fonction d'impulsion et de renseignement. Or les motivations qui déterminent la réalisation de ces fonctions doivent être individualisées pour augmenter l'efficacité du résultat.

Au total, on ne reconnaît guère dans les nouveaux Etats africains cette rationalité bureaucratique, observable dans les anciens Etats. Et pourtant, malgré l'absence de la plupart des traits estimés fondamentaux dans toute bureaucratie, l'on peut cependant remarquer une tendance nette dans le groupe à renforcer son niveau d'intégration, tendance décelable dans ses tentatives d'accroissement de son monopole du pouvoir et du prestige. Concourent à ce but, les efforts du Parti, ou plutôt des élites partisans, pour créer une forte hiérarchie de statuts en termes de pouvoir politique, pour soumettre au contrôle politique toutes les activités économiques, professionnelles et culturelles. Lorsqu'elle impose des critères extra-économiques (politiques, sociaux) aux activités économiques, cette élite minimise à la fois l'efficacité des activités purement économiques et la prétention des groupes économiques à l'autonomie sociale. En se développant, elle cherche à saper l'extension du rôle des élites qui seraient relativement en marge du pouvoir politique (intellectuels, commerçants, armée), de même qu'elle a intérêt à éteindre les revendications des ouvriers et paysans qui risqueraient de se retourner contre elle.

La propension qu'elle a à accentuer son intégration découle de trois facteurs principaux :

- la stabilité du régime touréen qui garantit la préservation du pouvoir du groupe contre les assauts d'élites concurrentes ;

- la relative fermeture du groupe des gestionnaires de l'Etat (cf. Circulation des élites) ;

- le statut lui-même du fonctionariat qui lui assure d'énormes privilèges (cf. Comportements ostentatoires de l'élite), dont un pouvoir d'arbitrage dans les secteurs les plus variés, les décisions des fonctionnaires étant souvent un compromis entre les objectifs visés par le pouvoir central et les réalités locales.

De cette tendance à l'intégration du groupe, on ne saurait rien déduire quant à son fonctionnement. L'observation seule peut nous permettre d'en percevoir les problèmes les plus critiques : la pénurie de personnel très qualifié aux postes techniques, la surcentralisation responsable de mauvaises communications entre départements différents, les chevauchements entre services relevant d'autorités diverses et le découpage des individus entreprenants, le manque de contrôle précis de l'action administrative, si bien que beaucoup de moyennement qualifiés prennent leur poste pour une sinécure et que la pléthore de personnel de service entraîne un sous-emploi des fonctionnaires. L'excès de contrôle politique va d'ailleurs de pair avec une insuffisance du contrôle technique. Le faible rendement de l'administration provient aussi à l'heure actuelle d'une atmosphère générale d'insatisfaction économique et des difficultés d'approvisionnement, obligeant tous les fonctionnaires à s'absenter durant les heures de service pour obtenir quelques passe-droits.

Les aspects négatifs (eu égard aux objectifs du développement) du fonctionnement de cette élite politico-administrative contribuent autant que ses aspects positifs à la singulariser en tant que groupe social. Parmi tous ces traits, celui qui la spécifie le mieux de manière différentielle est sans conteste son pouvoir, qu'elle a acquis en éliminant les élites traditionnelles, en asservissant les élites intellectuelles et en contrôlant les élites militaires.

L'élimination des élites traditionnelles (1)

On a longtemps affirmé, en admettant un schéma de dualisme structurel de l'Afrique, que les élites traditionnelles et les élites nouvelles sont au sommet respectivement de deux groupes d'organisations fonctionnelles verticales. Mais ceci ne rend compte ni des entrecroisements d'influences, ni des substitutions de statut. A supposer que l'on définisse l'élite traditionnelle comme l'ensemble des personnes jouissant d'une autorité morale ou d'une influence qui découle d'idées, de croyances, de structures sociales aux racines qui remontent à un lointain passé, elle peut inclure alors les chefs coutumiers de groupements tels que clans, lignages, associations traditionnelles, les almamis peuls, les chefs religieux, les imams, les anciens chefs de circonscriptions coloniales : cantons et villages. Mais cette élite, grâce à ses méthodes propres de mobilité sociale, par relation personnelle et alliances matrimoniales, a pu prendre pied dans la direction politique, militaire et administrative, et rencontrer les élites nouvelles venues des écoles ou des cadres coloniaux. Certaines élites traditionnelles, parce que de tendance progressiste ont été assimilées aux élites nouvelles, d'autres par contre supprimées en même temps que l'institution de la chefferie.

Si le colonisateur a pu trouver intérêt au début à respecter l'aristocratie traditionnelle, il a fait passer au second plan les valeurs que représentaient les anciens dirigeants autochtones ; et le droit occidental a troublé irrémédiablement les relations de service, de redevance et de protection, détruisant aussi l'image du chef considéré comme le plus qualifié par sa sagesse, son expérience ou sa science parmi les habitants d'un diwal peul, comme le plus ancien des possesseurs du sol et le plus capable parmi les habitants d'un kafu manding ou d'un village de forêt.

Toute l'élite traditionnelle enfin a été affectée par une perte irréparable de prestige lorsque son pouvoir a été définitivement sapé

(1) Pour une étude historique détaillée, voir Jean SURET-CANALE, La fin de la chefferie en Guinée, Journal of African History, VII, 3, 1966, pp. 459-493 ; Sékou TOURE, Guinée, prélude à l'Indépendance, Présence africaine, 1958.

par les nouvelles instances politiques du PDG. Comment expliquer en Guinée la dégradation des pouvoirs des chefferies traditionnelles et des chefferies administratives coloniales puis leur disparition en tant qu'institution ? Comment évaluer leur poids actuel dans la société. Un examen causal de l'histoire coloniale doit pouvoir fournir quelques éléments de réponse.

L'abolition de l'esclavage et la suppression de la traite affectent principalement ceux qui en tirent leur plus important revenu. Que, par souci d'ordre public, les puissances occidentales interviennent dans les guerres qui opposent deux ethnies ou deux régions, et se produit en conséquence une limitation simultanée des possibilités d'intervention armée dont disposent les chefs. Mais l'altération des pouvoirs traditionnels s'accroît au cours de la domination coloniale qui implique une dépendance politique, économique et culturelle, d'abord et surtout ressentie par les groupes traditionnellement investis de l'autorité. Le simple établissement du pouvoir colonial entraîne, avec la perte de la souveraineté des chefs, la disparition de leurs moyens traditionnels de coercition (action militaire, contrainte physique à l'intérieur de leurs zones de commandement) ; la dépossession progressive de leurs pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif. Les privilèges eux-mêmes dont jouissaient les chefs se trouvent affectés par l'introduction de valeurs et de pratiques économiques nouvelles. Ainsi l'ouverture des routes à la circulation et le chemin de fer suppriment les redevances dues aux chefs pour le passage des colporteurs ; la substitution de la notion de salaire à celle de gain en nature et les mouvements démographiques conduisent à une limitation de privilèges économiques tels que l'entretien gratuit des champs du chef, la construction de ses cases, le don d'une part des récoltes de ses sujets. L'apparition d'une aristocratie de l'argent composée de planteurs, commerçants, fonctionnaires, réduit le prestige des chefs au revenu plus limité. Quant au caractère religieux qui s'attachait à l'autorité en Afrique, il en vient aussi à s'estomper par la pénétration de valeurs religieuses et idéologiques étrangères (1).

(1) Cf. J. LOMBARD - Autorités traditionnelles et pouvoirs européens en Afrique Noire, A. Colin, 1967, p. 77
et R. CORNEVIN - Evolution des chefferies dans l'Afrique noire d'expression française, Recueil Perant, 1961, n° 686 à 693.

Mais le déclin d'une aristocratie dépend surtout de l'attitude de l'administration coloniale qui substitue à la chefferie traditionnelle une chefferie administrative. En plaçant le territoire guinéen sous son administration, la nation colonisatrice se trouve face à deux possibilités : ou détruire les autorités concurrentes consacrées par les populations, ou asseoir ces autorités pour s'en servir comme relais dans l'exercice de sa puissance. Comme la seconde solution comporte moins de risques, l'une des premières tâches de l'administration consiste à trouver des collaborateurs utilisables comme intermédiaires entre elle et les autochtones. Le choix porte de préférence sur les notables en place afin de ne pas troubler l'ordre établi de crainte de s'attirer un soulèvement populaire difficile à contenir. Néanmoins, comme les nouveaux cantons ne correspondent pas nécessairement aux juridictions traditionnelles et que les anciennes chefferies varient fort en dimension et en autorité selon la région : puissante et unifiée dans l'almamiat peul du Fouta Djallon, lignagère dans les kafu et bourgs du Manding, limitée au village dans les isolats forestiers, acculturée et de légitimité récente dans la Guinée côtière..., le colonisateur n'investit d'une autorité déléguée que ceux qu'il enregistre comme chef en titre (éventuellement parmi des autorités concurrentes) dans les unités territoriales qu'il détermine lui-même. Son premier geste consiste à dessaisir le peuple de ses droits dans la mise en place des chefs, leur désignation et leur révocation devenant du seul ressort de l'administration. Au Fouta s'opère un démembrement du grand ensemble étatique par mise à l'écart des symboles les plus élevés de l'autorité comme le titre d'almami (en 1912) et par reconnaissance exclusive des formes individuelles du pouvoir aux dépens des institutions collectives de contrôle. Des chefs réfractaires au colonisateur sont évincés, d'autres voient leur juridiction réduite. Dalaba et Ditinn se constituent en fiefs importants. L'almami déchu de Labé doit se fixer à Manou, celui de Timbo à Dabola, tous près de la voie ferrée pour être mieux surveillé. En forêt, comme l'unité locale ne dépasse guère trois ou quatre villages (1),

(1) Cf. Y. PERSON - Soixante ans d'évolution en pays kissi, Cahiers d'études africaines, I, 1, 1960, p. 91.

le pouvoir civil et militaire décide comme il l'entend le morcellement en canton, et se résout ou à investir des représentants administratifs parmi les chefs de terre, chefs de guerre ou chefs religieux qui lui apparaissent comme des notables, mais qui jouissent rarement du consensus populaire pour les fonctions auxquelles on les désigne, ou à nommer des "chefs de paille" qui ont été des serviteurs de la cause coloniale mais qui ne disposent d'aucune influence traditionnelle (ex : les Camara malinké parmi les Toma). Cette nouvelle manière d'accéder à la chefferie sans considération des hiérarchies et droits de certaines familles, sans référence aux qualités requises traditionnellement et aux appuis des anciens, a pour effet de multiplier le nombre des prétendants ambitieux et des intrigants.

Le processus de domestication de la chefferie est plus manifeste encore au Fouta Djallon qu'ailleurs, parce que jouent favorablement des conditions spécifiques d'histoire, de géographie, d'économie, et parce que les séquelles de féodalité, de castes et d'esclavage continuent de justifier l'esprit de subordination. Mais partout l'absence de légitimation démocratique contribue à éloigner de plus en plus la masse africaine de ses chefs. Déjà en 1915, au Kissi, on fait état du massacre d'un chef lettré mais non coutumier par ses administrés. Dans l'entre-deux-guerres, la perte de la confiance des administrés est fréquemment compensée chez le chef par des excès d'arbitraire dans l'exercice de l'autorité, surtout s'il est ancien combattant, commis, jeune lettré sans droit de séniorité..., si bien que cette chefferie en vient à prendre dans le pays une place hors de proportion avec sa représentativité (1). Les gouverneurs ne tardent pas à s'en rendre compte, mais

(1) "Dès 1920, en Guinée particulièrement, des plaintes sont enregistrées contre des chefs pour vol de bétail et soustraction illégale de l'impôt. En pays kissi, des villages entrent en dissidence contre leur chef, tandis qu'à Siguiri, trois anciens militaires, nommés à des fonctions administratives doivent être déposés, s'étant attiré l'hostilité de la population tout entière. En 1922, un rapport du gouverneur général de l'A.O.F. fait état du "fléchissement du commandement indigène", car "certains chefs mettent à profit le relâchement de notre contrôle et font revivre la politique des passe-droits et des exactions". A la suite d'une certaine reprise économique, l'opposition se relâche quelques années pour reprendre avec une plus vive intensité au moment de la mise". J. LOMBARD, Autorités traditionnelles et pouvoirs européens en Afrique noire, A. Colin, 1967, pp. 148-149.

toutes les mesures qu'ils suscitent pour remettre les chefs à leur place se heurtent toujours soit à une réserve des commandants de cercle qui utilisent ces assesseurs pour éviter tout désordre, soit, quand en 1946 la création d'une assemblée territoriale permet la représentation d'intérêts locaux, aux votes hostiles de conseillers dont les chefs avaient eux-mêmes, quelque temps auparavant, assuré l'élection. D'où un divorce de plus en plus sensible entre l'administration et le peuple, mis à profit par l'opposition, celle suscitée par de jeunes fonctionnaires avides de places plus importantes et par des commerçants malinké désireux de consacrer politiquement un pouvoir économique.

Avec la crise économique des années trente, mais surtout lors de "l'effort de guerre" (1), quand devient sensible la pénurie de l'encadrement métropolitain, la chefferie, surtout celle de canton, accroît son discrédit par la nécessité qui lui incombe de faire exécuter les ordres supérieurs, et par les exactions auxquelles donnent lieu les perceptions et prestations exceptionnelles ou habituelles dont on sait l'impopularité : fourniture obligatoire de céréales et de caoutchouc, réquisition de bétail et collecte d'argent, recrutement d'hommes pour le service armé, imposition en produits parfois non récoltables localement, cadeaux obligatoires au moindre événement qui se produit chez le chef, affectation au chef d'une part de chaque récolte, corvées de travail pour les champs collectifs et pour le champ du chef (corvées accompagnées souvent de brimades), prélèvement de l'impôt que le chef a intérêt à faire rentrer puisqu'il en garde un pour cent (fréquemment il en majore le taux officiel et conserve pour lui la différence). Des excès tels que la traite d'enfants dans le nord de la Guinée, des détournements d'impôts dans le cercle de Boké, sont les seuls que répriment publiquement les agents français de l'administration.

Pour expliquer le discrédit progressif des chefferies, il faut

(1) Une description fort suggestive de ce rôle de la chefferie en pays guérézé durant l'effort de guerre est faite par M.H. LELONG - Ces hommes qu'on appelle anthropophages, Alsatia, 1946, pp. 101-104 par exemple.

donc faire appel à la conjonction de plusieurs facteurs déterminants, notamment le système administratif colonial, les transformations économiques, les modifications du système des valeurs, le rôle des missions en milieu animiste, la concurrence d'une hiérarchie parallèle des élites nouvelles de l'instruction, les conjonctures de crise et de guerre.

Aussitôt après la guerre, en 1946, c'est-à-dire au moment où les chefs de canton acquièrent un statut de fonctionnaire (1) le prestige de leur fonction est sérieusement ébranlé par les facteurs précités, de même que par des rivalités familiales et ethniques. Lorsque commence à naître un courant populaire qui risque d'échapper à leur tutelle, c'est alors que les chefs tendent, par l'intermédiaire des partis et des syndicats qui se constituent, à sauvegarder leurs privilèges contestés par l'élite moderniste. Deux points de résistance se forment alors au Fouta et en Forêt. Par le manifeste du 1er juin 1947, les chefs du Fouta Djallon annoncent la constitution d'un syndicat de chefs de canton présidé par l'almami Ibrahima Sori Dara ; et la même année, le député peul socialiste Yacine Diallo dépose sur le bureau de l'Assemblée Nationale française un projet de loi définissant statutairement les chefferies. En Forêt, la colonisation avait imposé une chefferie, certes sans prestige, mais puissante dans la mesure où de petites sociétés qui ignoraient toute forme d'état ne pouvaient lui opposer une résistance organisée, et riche parce qu'elle disposait grâce au labeur des administrés, de grandes plantations de café. Tous présents au premier Congrès de l'Union forestière qui, en 1947, sur 70 personnalités compte 30 chefs de canton, ceux-ci font cause commune contre le Parti Démocratique de Guinée et freinent un temps son implantation. Suivre la marche ascensionnelle des élites modernistes, c'est saisir en même temps la régression des chefferies, en ce que le mouvement populaire du RDA se développe en raison directe de l'affaiblissement du crédit des chefferies qui représentent pour le paysan la physionomie la plus concrète et la plus proche du régime colonial, et qui ont tout intérêt au maintien du statu quo.

(1) En 1957, lors de la suppression de la chefferie, le traitement mensuel des chefs de canton varie de 80 000 à 110 000 F CFA en Guinée.

A partir de 1950, le progrès des élites modernes et la perte de prestige des élites traditionnelles se manifeste assez clairement dans les résultats des élections législatives.

En 1951, le PDG remporte dans trois cercles plus de 50 % des voix : à Nzérékoré (56,4 %) où une section avait été créée et animée par un guinéo-sénégalais, quelques Malinké et des Guerzé venus de Côte d'Ivoire ; à Kouroussa (56,7 %) où l'administrateur Cazenave réprime les militants RDA, injurie les responsables et où le juge de paix Maurel fait arrêter les dirigeants de la sous-section ; à Beyla (52,1 %) où l'administrateur Montoux fait cerner la mosquée de Massadou pour obliger les notables en train de prier à aller défricher une nouvelle route. Très vite, ce cercle devient le bastion du PDG. Viennent ensuite Kankan (39,2 %), Guéckédou (30,3 %), Conakry (28,3 %). Les notables et chefferies locales par contre se montrent hostiles au PDG, à Siguiri (8,7 %), Faranah (5,5 %), Boké (3,03 %), Boffa (5,17 %), dans le Moréah (Forécarria : 1,99 %) et le cercle de Dubréka (1,1 %). Dans le Fouta, les chefs rendent impossible tout contact de propagande entre les cadres du PDG et les populations (Pita 0,6 ; Mali 1,6, Gacual 2, Dabola 2,4, Labé 3,2, Téliélé 5,2, Mamou 7,1, Dinguiraye 7,17 %) (1).

La grève de 1953 assoit la popularité de Sékou Touré à Conakry de même que son élection (en remplacement de Paul Tétou décédé) comme conseiller territorial de Beyla, la même année, contre son adversaire Mamba Sano, second député du territoire (Sékou Touré : 739 voix ; Mamba Sano : 190 voix). L'élection est validée grâce à l'intervention directe du Gouverneur Général de l'A.O.F. Cornut-Gentille, et sur demande d'Houphouët-Boigny. Le PDG dispose alors d'une tribune officielle.

Malgré le truquage, en certaines régions, des législatives partielles de 1954 (2) pour le remplacement du député Yacine Diallo décédé,

(1) Archives de l'I.N.R.D.G.

(2) L'administration retarde le dépouillement et opère le black out sur les résultats pour procéder aux manipulations nécessaires.

et le succès global du BAG, le progrès du RDA apparaît considérable, notamment en Basse Guinée où le pourcentage des voix en sa faveur passe à Conakry de 28,3 % en 1951 à 69,8 %, à Boké de 3,03 à 74,3 %, à Boffa de 5,17 à 86,6 %, à Kindia de 11,2 à 74,4 %, à Forécarria, longtemps bastion du BAG, de 1,99 à 76,7 % ; seul le cercle de Dubréka résiste quelque peu au mouvement (de 1,1 % à 38,9 %). Les structures sociales de la Basse Guinée désagrégées par les multiples migrations, le commerce circum-africain et l'économie monétaire ne permettent pas à la chefferie de faire longtemps écran entre le PDG et les masses. A partir de 1955 surtout, la Basse Guinée devient le fer de lance du PDG.

Les progrès sont moins sensibles en Haute Guinée. Kankan passe de 39,2 à 59,5 %, Beyla de 52,1 à 62,3 %, Siguiro de 8,7 à 29,9 %. Kouroussa recule même de 56,7 à 52,2 %.

Dans la région forestière, les cadres intellectuels peuvent, dans les circonscriptions où ils sont en grande majorité RDA, tenir facilement en échec la chefferie plaquée par le colonisateur sur les microstructures anciennes. Si le parti régresse à Nzérékoré (de 56,4 à 39,8 %) et progresse peu à Kissidougou (de 2,8 à 9,6) il se constitue par contre deux solides bastions à Macenta (de 5 à 60,3 %) et à Guéckédou (de 30,3 à 97,4 %) grâce à l'action de jeunes et dynamiques instituteurs.

Au Fouta, l'organisation sociale ancienne rend les progrès insignifiants, Pita passe de 0,6 à 3,2 %, Dalaba de 2,4 à 6,1 %, Gaoual de 2 à 9,9 % (1).

L'échec partiel subi par le RDA face au BAG soutenu par l'administration entraîne une vague d'indignation contre le truquage électoral parmi les populations qui réagissent par une adhésion massive au RDA. De juin à décembre 1954, le nombre des membres passe de 5 000 à 300 000. Les femmes font leur entrée en force sur la scène politique comme soutien de Sékou Touré. Tous les villages se dotent d'un comité RDA. A partir de 1955, le clivage politique est nettement senti par les

(1) Jacqueline BEAUJEU-GARNIER - Essai de géographie électorale guinéenne, Cahiers d'Outre-mer, oct-déc. 1958.

masses, instruites par la propagande du PDG : d'un côté la chefferie, les notables, les cadres supérieurs, les gros planteurs, groupés au sein du BAG qui perd peu à peu ses supporters. De l'autre, les couches déshéritées groupées autour du PDG. Bien que ce dernier parti soit majoritaire dans presque tous les cercles, il ne possède encore en 1955 aucun parlementaire sur les neuf en poste, aucun grand conseiller, et un seul conseiller territorial sur 50. Aussi l'action jusqu'alors verbale se transforme-t-elle en action violente. Les incidents se multiplient sur tout le territoire. Atténuant son opposition au PDG, l'administration sous l'action énergique du Gouverneur Général Cornut-Gentille permet l'élection de Sékou Touré à la mairie de Conakry en novembre 1955. Comment a pu se produire un tel revirement ? A la fois par la persuasion et par la violence.

Les paysans constituaient une énorme masse électorale dont le chef de canton usait à sa guise en désignant par exemple le candidat pour lequel il fallait voter, ou mieux, en votant lui-même (après avoir rassemblé les cartes) au nom et à la place des électeurs de son canton (1). Le PDG ne pouvait s'imposer politiquement qu'en s'appuyant sur cette masse électorale qu'il lui fallait prendre à la chefferie. Pour ce faire, il menait sa lutte par la démystification de la chefferie et par la dénonciation de l'impôt. L'entreprise de démystification, dirigée principalement contre le Fouta où le rayonnement du chef se fondait surtout sur l'autorité morale et spirituelle de l'Islam, commença par viser le rôle religieux de la chefferie déjà fortement éprouvé par les chefs de basse extraction que le colonisateur avait mis à la place d'ayant-droit trop indociles. Néanmoins, l'almami de Malou, se trouvait tenu malgré tout, par les intérêts "de caste", de soutenir ces "parachutés", qui réciproquement le couvriraient, car un chef, quelles que soient son origine et sa conduite demeure un chef.

Dès lors le PDG n'eut aucune difficulté à faire apparaître la

(1) La nouvelle chefferie politique du PDG emploie des méthodes assez semblables en imposant son candidat et en contrôlant la participation électorale.

nouvelle chefferie comme n'ayant gardé de son ancienne fonction religieuse que les oripeaux, et comme formant une véritable "classe de rapaces" selon ses propres expressions. Mais il ne suffisait pas de démanteler le pouvoir spirituel de la chefferie, il fallait encore extirper chez le paysan la crainte qu'elle inspirait et qui bloquait toute velléité de révolte des masses.

L'implantation des forces du PDG, l'élection de Sékou Touré et surtout le vote de la loi-cadre entraînent cette épreuve de force. Les chefferies de canton, plus ou moins ménagées par le PDG-RDA désireux d'abord d'affermir sa position et d'organiser les paysans, subissent alors en tant qu'institution une attaque de front. Par autodéfense, les chefs réagissent en s'appuyant sur leur clientèle composée de membres de leur famille, de chefs de village nommés par eux, d'affidés collecteurs de l'impôt dans les campagnes. Ils constituent en mai 1956, une association des chefs de Guinée, décidée par une assemblée générale de 400 délégués de chefs de province, canton, village, quartier et hameau. Cette association professionnelle pour la défense des intérêts matériels et moraux de ses membres fixe son siège social à Mamou. Les délégués soumettent leur projet de réforme agraire dans le Fouta Djallon, supprimant la nécessité du consentement de l'almami pour l'aliénabilité de la terre, et demandent en contrepartie la reconnaissance de leur jurisprudence en matière de droit coutumier privé et la revalorisation de leur traitement. La composition de leur bureau traduit assez fidèlement la localisation des chefferies "dures" ;

Président	: Almani Ibrahima Sori Dara (Mamou)
Vice-Présidents	: Alfa Amadou (Kankan) Camara (Macenta)
Secrétaire général	: Mamady (Kissidougou)
Trésoriers	: Ibrahima (Dalaba) Tain. Amadou (Kindia) (1).

(1) AFP - Spécial Outre Mer n° 3027.

Certains chefs soutiennent le BAG fondé par Barry Diawandou qui entre en conflit violent avec le PDG, et qui bénéficie de l'aide financière d'une partie de la minorité Libano-syrienne, avant de disparaître dans le sein du Parti unique. D'autres lient leur sort à la Démocratie Socialiste de Guinée de Barry Ibrahima, dit Barry III. Au moment même où les chefs descendent personnellement dans l'arène politique, les partis auxquels ils s'affilient sont en voie d'être vaincus par le PDG.

Celui-ci, après avoir longtemps temporisé, décide une violente campagne contre l'institution même de la chefferie, tout en ménageant les chefs à l'exception de ceux du Fouta Djallon. La propagande s'attaque surtout au caractère onéreux de cette institution "archaïque" qui coûte cent millions de francs CFA en 1957, et aux signes extérieurs de richesse : voitures américaines, villas somptueuses construites "avec la sueur des exploités"... "Pour nous le Foulah est semblable à tous les autres peuples d'Afrique, avec cette différence qu'il est plus exploité et plus réduit à la misère par des chefs féodaux, avec leurs harems et leurs troupes de batoulas. C'est pour cela même que le RDA luttera toujours", lit-on dans le journal La Liberté, (1), Entre 1954 et 1957, de véritables commandos du RDA vont s'en prendre aux batula, rossent publiquement certains chefs, montrant ainsi leur vulnérabilité, tandis que les journaux du PDG, Coup de Bambou, puis La Liberté réitérent leurs attaques verbales contre la chefferie. Les cases et les champs de certains chefs, dont celui de Dixinn, sont incendiés à Conakry. Mettant à profit la loi Defferre qui autorise la réorganisation territoriale des institutions administratives de base, le conseil de gouvernement de Guinée décide, en décembre 1957, la suppression des chefferies sur toute l'étendue du territoire et leur remplacement par des conseils de circonscription, l'élection pour cinq ans des chefs et conseils de village (2). Les anciens chefs de canton

(1) Cité sans référence exacte d'après la thèse de 3ème cycle de A. CONDE Naissance et évolution du Parti Démocratique de Guinée, dont le texte remanié est paru en partie dans - Guinée, Albanie ou néo-colonie, op. cit.

(2) B. AMEILLON consacre tout le premier chapitre de Guinée, bilan d'une indépendance, à étudier la fin de la chefferie.

sont soit récupérés pour une faible part par l'administration, soit destitués purement et simplement avec versement d'une pension. Beaucoup meurent dans les années qui suivent.

Décapitées par ces réformes, les forces traditionnelles plient donc sous les forces modernistes, sans qu'un vide administratif ne se crée, car l'encadrement des masses par les sections du parti gouvernemental est suffisamment avancé pour que s'opère sans heurt la dissociation des charges administratives et des fonctions coutumières. Indirectement atteintes, les prérogatives spirituelles des grands chefs coutumiers commencent à péricliter et avec elle le traditionalisme ethnique. Quelques sursauts sont notés en 1961, dans les régions forestières où, sous la protection d'anciens chefs de village l'on se refuse à brûler masques et fétiches lors de la campagne de démystification. La même année, l'opposition au régime touréen se manifeste à Labé. Tout en la réprimant, le chef de l'Etat s'attache à ménager l'almami de Mamou qui jouit encore de la confiance des Peul.

Mais les résistances, soutenues plus ou moins discrètement par les chefs, tendent de plus en plus à se faire rares et à revêtir un caractère individuel et isolé : "la pépinière de café, agrumes, et les potagers ont été envahis par les bœufs de l'ex-chef de canton Alpha Bakar qui ne dissimule pas son action directe dans cet acte de sabotage et qui déclare publiquement que ses animaux étaient libres de paître où bon leur semble. Ce qui a voué à un échec incontestable les premiers résultats en 1962 du plan à Tougué", nous signale un rapport du ministère de l'agriculture.

De même que les résistances demeurent isolées, le respect voué au chef traditionnel s'adresse davantage à une personnalité particulière qu'au détenteur d'un rôle social. Si bien qu'il est difficile de discerner dans un groupe démembré, une quelconque cohésion, une conscience de sa spécificité et de ses intérêts propres qui permette de traiter ces élites traditionnelles comme une force sociale actuelle. A défaut d'être détentrice d'un pouvoir légal, quelques notabilités conservatrices jouissent cependant d'une influence morale, mais qui risque de ne pas se trans-

mettre à la génération suivante après une lutte de vingt ans du PDG contre le traditionnalisme. Il serait faux néanmoins de croire pour lors absolument supprimé le prestige des notables. Sans l'accord de l'almami Barry, une décision politique touchant Mamou risquerait de rencontrer l'opposition de bien des Peul de la région. Le chef de Timbo, présent avec sa lance, symbole de son autorité, aux grandes manifestations de la cité, jouit toujours d'une aura qui lui assure de constants témoignages de respect et de soumission (attitudes de politesse, dons multiples de la population). A Mongo, dans le Kissi, un habitant nous disait en 1967 : "Le président de comité va chercher le courrier, transmet les ordres du parti : travail collectif, passage du commandant de l'arrondissement, défilé..., mais c'est toujours le vieux (l'ancien chef coutumier) qui fait la loi dans le village".

Considéré désormais ni comme le représentant des groupes locaux, ni comme l'agent de l'administration, mais seulement comme le vestige d'un système ancien d'autorité, dépourvu de son support qui était la cohésion culturelle du groupe tribal, le chef traditionnel ne saurait actuellement jouir que du prestige de son propre charisme. Et l'agrégat des autorités traditionnelles ne peut donc être traité comme une force groupale.

La domestication des élites intellectuelles

Force matée aussi ou force exilée que celle des intellectuels, dans la mesure où le monopole idéologique du Parti engendre la suppression de toute liberté d'expression et fixe les normes de pensée de toute une société ! Mais qu'entendre par le terme d'intellectuels ? Une telle question se pose nécessairement comme préliminaire à l'étude du processus de domestication ou d'asservissement. Le terme d'élite de l'instruction ou d'élite intellectuelle (lettrée, éduquée) appelle en effet quelques précisions en fonction du contexte africain. Le groupe est à distinguer

de ce qu'en d'autres pays on appellerait l'intelligentsia qui désigne étymologiquement les individus qualifiés par une instruction universitaire, avant de s'appliquer à tous les non manuels. En outre, si l'on pare du titre d'intellectuels seulement les hommes de lettres, savants, philosophes, penseurs religieux, écrivains politiques et théoriciens sociaux, l'effectif est si restreint en Guinée qu'on le peut estimer négligeable. Il faut donc caractériser cette élite par sa formation intellectuelle de type européen, de niveau très modeste jusqu'en 1952, date à laquelle la Guinée voit sa première promotion de bacheliers (reçus en 1952 : 8 élèves en première partie de baccalauréat, 1953 : 18 en 1ère et 2ème partie ; 1954 : 21 au total ; 1955 : 30⁽¹⁾). Après avoir valorisé son occidentalisation (phénomène surtout sensible parmi les anciens de William Ponty) cette élite composée des cadres moyens subalternes des services administratifs, des instituteurs formés à l'école normale supérieure, des médecins africains, et de quelques juristes a bénéficié d'une formation post-primaire. C'est parmi elle que se sont recrutés les théoriciens des différents partis, les parlementaires et les leaders politiques.

A la suite de l'échec des soulèvements locaux dans plusieurs colonies après la seconde guerre, seuls les intellectuels, vu la faiblesse du prolétariat et la passivité des masses paysannes, pouvaient assumer le rôle de direction de la résistance, et parmi les intellectuels, il faut entendre aussi les dirigeants syndicaux, pour la plupart fonctionnaires et qui étaient déjà des intellectuels par rapport aux masses. Leur revenait le rôle de constructeur de cette idéologie qui allait servir à l'intense préparation intellectuelle nécessaire à toute révolution, car, on ne pouvait compter, pour une transformation de la situation, sur des explosions aveugles et spontanées des masses encore mal conscientes de leur état. L'élaboration d'une doctrine politique par les intellectuels africains se mêle alors aux actions revendicatives des salariés,

(1) Archives du Ministère de l'Education Nationale.

fonctionnaires, cheminots dans l'après-guerre, mais les dépasse en ne s'enfermant pas dans les seules considérations sur les exigences immédiates. L'influence la plus marquante sur Nkrumah comme sur Sékou Touré reste celle de la doctrine marxiste, même s'ils la perçoivent partiellement inadaptée à l'Afrique et figée dans le modèle de développement de l'U.R.S.S. stalinienne. Les méthodes d'organisation et de direction du parti unique, la pratique stalinienne de contrôle de l'information, de secret des statistiques, n'ont pas laissé séduire les futurs détenteurs du pouvoir. Il est judicieux d'affirmer avec M. Staniland, que "le caractère le plus attirant du socialisme est, en premier lieu, le degré de pouvoir politique qu'il est censé conférer" (1).

Par l'affirmation de leur nationalité africaine, par la définition de leurs exigences et la formulation de leur programme, les élites intellectuelles, dont la plupart lient décolonisation et socialisme exercent une forte pression intellectuelle et politique sur les maîtres de l'époque, en dépit ou parfois en raison de leur masque de rhétorique. Elles ont bientôt à préciser certains thèmes : L'unité mais à quelle échelle ? L'indépendance mais quelle indépendance et pour quoi faire ? La démocratie mais sous quelle forme ? C'est autour de l'unité africaine, de l'indépendance, du socialisme, de la politique internationale africaine ; de la nature de la démocratie et de la culture, que s'organise la pensée politique africaine (2).

Dans les dernières années de la colonisation, l'élite de l'instruction (3) à l'époque, la plus active politiquement, comprend, outre

(1) M. STANILAND - Frantz Fanon et les classes politiques africaines, Etudes congolaises, janv.-mars 1969, p. 65.

(2) Cf. Y. BENOT - Idéologies des indépendances africaines, Maspéro, 1969, p. 15

(3) Ruth SCHACHTER MORGENTHAU - Political Parties in French-speaking West Africa, Oxford, Clarendon Press, 1964 - L'auteur est un de ceux qui souligne le mieux le rôle de cette élite de l'instruction dans la formation du PDG.

les parlementaires et les leaders de partis, quelques étudiants en France qui, bravant les interdits colonialistes, lancent des mots d'ordre d'action, dont celui d'indépendance et d'autres inspirés du vocabulaire marxiste. Comme contrepartie des précautions parlementaires, les offensives verbales des étudiants marquent une scission entre deux orientations tactiques différentes. L'appartenance commune des parlementaires comme des étudiants au parti le plus avancé et organisé qui soit en Afrique, le PDG-RDA, ne cache pas totalement les désaccords entre les uns et les autres. Une fois au pouvoir, les anciens parlementaires devenus dirigeants devront ou rallier à leur politique ces anciens étudiants, ou faire taire leurs revendications.

L'opposition des intellectuels aux dirigeants politiques ne date pas de l'indépendance comme certains historiens ont pu le laisser supposer (1). Le différend est mis en lumière sous la loi-cadre, lors du Congrès des étudiants guinéens tenu à Conakry au début des vacances 1957. Les étudiants dénoncent à ce congrès la loi-cadre comme une mystification et une manoeuvre du colonisateur pour camoufler sa domination. Ils se prononcent pour une indépendance immédiate. Les griefs de la sous-section de Mamou, adressés au gouvernement (refus d'application du centralisme démocratique, décisions arbitraires, non satisfaction des intérêts des couches déshéritées, compromission avec les adversaires d'hier) désigne Mamou comme une sorte de centre de l'opposition et la font choisir comme siège de deux congrès presque successifs des forces les plus radicales regroupées par le syndicalisme, qui se soient toujours manifestées à l'intérieur du PDG : les cheminots et les enseignants.

Le Congrès des cheminots reproche à la direction du PDG d'avoir trahi les idéaux du mouvement par sa complicité avec le régime colonial, de satisfaire ses intérêts personnels plutôt que ceux du peuple et des cheminots, d'écarter des postes de direction certains des militants les plus combattifs de la première heure.

(1) A. CONDE - *op. cit.* insiste bien sur la rupture du front uni entre leaders du PDG et intellectuels dans son chapitre IV.

Le Congrès des enseignants, en présence de délégués étudiants relaye celui des cheminots. Il accuse le conseil de gouvernement d'écarter des responsabilités les leaders syndicaux tant soit peu en désaccord avec la nouvelle politique (le virulent Ray Autra affecté au Dahomey par le pouvoir colonial, avait été affecté à Boké par le conseil de gouvernement), de ne pas mener une politique de scolarisation suffisamment efficace (le projet des enseignants de scolariser 15 % des jeunes avait été écarté tandis qu'on reprenait les plans du régime colonial : construction d'un lycée de 73 classes, de 7 cours complémentaires et d'une école normale), de ne pas revaloriser leurs fonctions (le salaire des enseignants étant très inférieur à celui de leurs collègues médecins-vétérinaires ou fonctionnaires de l'administration générale). Composé à 90 % de membres du PDG, le Congrès des enseignants fait voter une motion condamnant l'attitude "rétrograde" du Conseil de gouvernement en matière d'enseignement, exige du gouvernement, sous menace de grève, d'entériner les propositions de la commission des "Mutations", élit de nouveau à sa tête, comme président du syndicat des enseignants, Kéita Koumandian, membre du BAG (1).

En réponse, dans un article du 27 août 1957, Sékou Touré fait état de toutes les réalisations du Conseil de gouvernement après trois mois d'exercice. Dans un communiqué du même jour, les "mécontents du parti" sont identifiés à ses anciens adversaires du BAG et du MSA, camouflés dans le PDG. La minorité d'intellectuels aux réactions "décevantes" devant les événements en est encore au stade des "revendications d'abord" dit le journaliste, alors que le PDG en est à celui des "réalisations d'abord".

Le communiqué qui vise à conditionner les militants pour qu'ils condamnent les cadres déviationnistes de l'enseignement et de la sous-section de Mamou n'ayant pas l'effet escompté, car les comités de base

(1) Sur ce Congrès de Mamou, cf. A. CONDE, op. cit., pp. 97-102.

de Mamou ratifient les accusations portées par les Congressistes, il ne reste plus que l'épreuve de force, c'est-à-dire l'exclusion de la sous-section de Mamou pour déviationnisme de gauche dès le retour à Conakry de la délégation des enseignants et la création par Diallo Saïfoulaye d'une nouvelle sous-section, la démission forcée du maire adjoint : Pléah Koniba, et des sanctions contre les fonctionnaires "compromis".

Quant aux enseignants qui déclenchent une grève scolaire à la rentrée d'octobre 1957, le parti les dépeint aux parents d'élèves comme des ennemis de la Guinée qui, pour des intérêts basement matériels refusent d'instruire leurs enfants. A cet égoïsme, il oppose le dévouement du Conseil de gouvernement. Par sa propagande la direction du Parti réussit ainsi à briser l'opposition de gauche au sein du Parti. Cette réaction, dans laquelle les milices populaires jouent le rôle qu'on leur connaît désormais, d'intimidation des opposants éventuels au régime, inaugure toute la série des répressions fréquemment exercées depuis, contre tous les cadres soupçonnés de velléité d'initiative opposée à la ligne du Parti. La cohésion et la discipline de ce Parti est ainsi acquise au prix de l'étouffement de toutes les voix effrontées qui ne participeraient pas au concert de louanges.

Cet incident manifeste cependant qu'une nouvelle redistribution des forces s'est réalisé, que la chefferie et ses alliés étant écrasés, la ligne de clivage passe désormais à l'intérieur du Parti. Un divorce s'anorce entre les masses : paysans, ouvriers, petits commerçants, auxquelles s'adjoignent des intellectuels, et l'élite au pouvoir : cadres de la fonction publique et leur clientèle de grands commerçants et de planteurs. L'indépendance recrée sans doute une communion passagère entre le PDG et le peuple. Elle n'arrive pas à faire oublier aux enseignants les griefs qui les opposent à la direction du Parti et qui resurgissent en 1961.

Alors le groupe des intellectuels se distingue nettement de

celui des élites purement politiques (1). Indépendants d'esprit, maintenus dans des postes sans responsabilités politiques, ils sont toujours subordonnés, dans les missions culturelles à l'étranger, à un délégué politique du Parti qui ignore souvent tout des problèmes dont il doit discuter. Frustrés dans leurs aspirations et s'apercevant de l'insuffisance des techniques de développement que le verbalisme doctrinal tentait de camoufler et qu'on avait cru remplaçable par l'enthousiasme, les intellectuels d'à présent se posent volontiers en adversaires tacites et potentiels du régime en place. Trois faits le montrent tout particulièrement.

Dès 1959, Sékou Touré avait reproché aux enseignants du secondaire de former une caste d'intellectuels, méprisant l'effort physique et peu désireux de s'associer à l'oeuvre entreprise par le Parti. En 1960 certains bruits couraient selon lesquels le président Sékou Touré souhaitait l'apparition d'une opposition sereine. Quelques enseignants et hommes politiques (Inspecteur national du travail, Commissaire au port...) y ayant cru, un parti s'était formé, qu'une série d'arrestations démantela sur-le-champ.

Dans l'impossibilité d'exprimer leurs désaccords par la voie politique, un groupe de professeurs choisit l'action syndicale et la grève pour attirer l'attention publique sur l'hypothèse que le gouvernement faisait peser sur les libertés. La réduction au silence s'opéra par incarcération des principaux leaders, professeurs et étudiants, en novembre 1961. Cette répression manifeste clairement la tendance, courante dans le stalinisme de vouloir limiter l'activité des intellectuels, de telle sorte qu'ils n'interviennent pas sur la scène politique autrement que comme justificateurs du régime (2).

(1) Y. BENOT qui survalorise quelque peu le rôle de l'intelligentsia dans la politique, montre clairement le décalage entre intellectuels révolutionnaires et dirigeants politiques, in Idéologies des indépendances africaines, op.cit. passim.

(2) B. AMEILLON - op. cit., pp. 179-185 ; Afrique-Documents, 1961, n° 60, p. 275.

En mars 1970, lors d'un Congrès de la jeunesse, quelques étudiants de l'Institut Polytechnique représentant leurs camarades, exprimèrent devant le Bureau Politique National et quelques délégations étrangères, leurs doléances sur le fonctionnement des Facultés, sur la valeur de l'enseignement, sur des inégalités tolérées par le régime (fils de hauts fonctionnaires étudiants à l'étranger) sur le peu de qualification des administrateurs en place lesquels freinaient l'ascension des compétents. Dès la fin de la séance, les Facultés furent cernées par la police, les étudiants consignés et semoncés, les responsables emprisonnés (1).

La répression policière contre une couche sociale dont on sait qu'elle a souvent joué un rôle prépondérant dans les révolutions et qu'elle souhaite un socialisme plus radical, semble avoir pour but de détruire sa relative cohésion et son influence sur les masses dans lesquelles elle se recrute. Cette couche qui, dans tous les pays prend un recul par rapport aux classes et qui serait peut être la plus disposée à percevoir le bien commun avec détachement (et beaucoup d'utopie) pourrait, si le pouvoir n'y veillait, se constituer un intérêt de groupe qui lui soit propre, ou s'allier en bloc aux mécontents. La tactique des gouvernants consiste à la diviser en se conciliant certains de ses éléments, et à la neutraliser en la désintellectualisant ou en la privant d'un statut prestigieux. Les places de responsabilité technique ou culturelle qu'on propose à ces élites ne correspondent ni aux ambitions qu'elles nourrissent, ni à l'idéal qu'elles se sont forgées. Leur situation financière est médiocre comparée à celle des cadres politiques qui accroissent leurs revenus par des contre-services offerts par leur "clientèle". Leur possibilité de rayonnement reste limité, car en raison du contrôle de politiciens incompetents, il leur manque une liberté d'action suffisante, et en raison de budgets trop réduits, elles n'ont

(1) Parmi eux : un enseignant de sociologie, notre ancien élève Ismaël Condé, qui avait obtenu de quelques ministères des statistiques pour servir de preuves aux allégations des polytechniciens.

pas le standing correspondant à leur fonction. A cela s'ajoutent des obstacles d'ordre social à l'activité intellectuelle et à la recherche qui réserve plus de prestige moral que d'avantages matériels.

Notons aussi qu'une partie de l'élite intellectuelle composée d'étudiants boursiers à l'extérieur n'a pas encore rejoint la Guinée (1). Elle se compose de ceux qui sont fixés à l'étranger par opposition politique au régime, de ceux qui se sont trop bien adaptés à la vie occidentale, de ceux qui appréhendent de rentrer sans diplôme, de ceux que possède le démon de la qualification et du diplôme. Parmi les intellectuels à l'extérieur, certains ont rejoint en France, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, les rangs du "Front National de Libération de la Guinée" favorable à une politique de rapprochement avec la France, d'autres au contraire sont affiliés à des mouvements d'obédience marxiste.

A l'intérieur du pays, quelques intellectuels se sont intégrés au régime. Occupant de hautes fonctions politiques, les Louis Béhanzin, Mamadi Kéita, Sékou Kaba dit Alvarez, Alpha Taran Diallo, Nénékhali Camara... se font les chantres d'une Guinée révolutionnaire et socialiste. D'autres vivent à l'intérieur du régime attachés seulement à leur carrière. Ils délaissent les questions politiques pour se préoccuper surtout de leurs problèmes techniques dans l'économie ou de la pédagogie dans l'enseignement. Leur ardeur combative étant émoussée par la crainte des coercitions, ils vivent dans l'attente d'une modification socio-politique. Qui peut décider de ce changement de régime ? La série des coups d'états qui ont eu lieu en Afrique indique suffisamment que la force armée est de ce point de vue la mieux placée.

(1) C. RIVIERE - Mutations sociales en Guinée, M. Rivière, 1971, p. 207.

La surveillance des élites militaires

Introduite un peu artificiellement par le colonisateur dans les sociétés traditionnelles à des fins de pacification puis de participation aux guerres européennes (action de Blaise Diagne), l'armée constitue une institution des plus modernes, des mieux structurées et des plus actives dans les nouveaux états. Le prestige de l'institution semble lié originairement au prestige du militaire sous la colonisation. En effet, le retour des tirailleurs après la première guerre mondiale a créé un phénomène nouveau : l'apparition d'une couche sociale à l'action corrosive sur les sociétés traditionnelles (1). Cette couche s'est singularisée par le prestige de son information passée sur le monde extérieur, sa désinvolture à l'égard du colon et des traditions, son arrogance et son dédain à l'égard des chefs. Après avoir exercé, grâce au rôle des anciens militaires dans la société colonisée, une influence importante dans la transformation des comportements des ruraux vis-à-vis du modernisme, l'armée continue d'agir par son exemple et son efficacité sur les attitudes mentales vis-à-vis du travail et de l'ordre social.

On la sait être l'un des canaux les plus accessibles et sûrs de mobilité ascendante. Elle offre en effet une sécurité d'emploi et des conditions de vie relativement bonnes et prestigieuses. Aussi conçoit-on que dans un pays où règne un chômage endémique, le recrutement des militaires s'opère sans difficulté. Mais on ne saurait classer tous les militaires parmi les élites guinéennes. Bien des sous-officiers sont presque illétrés. Seuls les officiers possèdent un niveau d'études secondaires, suffisamment d'initiative et de pouvoir pour se substituer éventuellement aux élites civiles du régime. Les destitutions de N'Krumah et de Modibo Kéita n'ont pas été sans affecter profondément le président Sékou Touré qui a toujours quelque peu craint cette élite nouvelle disposant de plusieurs atouts majeurs et notamment : le prestige

(1) Rapport politique du Guinée, Archives de Dakar, 1920, série 26.

de la force et de la cohésion militaire, une habitude de la décision, une hiérarchie complète de la base au sommet, un idéal de compétence alliée à la "virtus" dans le service de la nation. Plusieurs complots, l'un en 1965 auquel participaient des officiers (dont le commandant d'armée Mamadou Kéita) et dénoncé par l'un deux : Kaman Diaby, l'autre en 1969 dirigé par ce même Kaman Diaby devenu colonel, chef d'état-major et secrétaire d'état, ont prouvé que les officiers pouvaient faire cause commune avec les mécontents, et que les fomentateurs de révolution se recrutaient aussi, comme à Labé en février 1969 parmi les jeunes lieutenants frustrés dans leurs ambitions. Enfin la passivité des militaires dans la matinée de l'agression du 22 novembre 1970 a bien été perçue par tous comme l'attente de leur part d'un changement de régime.

Mais la réussite d'une intervention effective de l'armée dans la politique dépend de plusieurs facteurs tels que les traditions dans lesquelles ont été élevés les officiers supérieurs, leur origine sociale et ethnique, leur prestige auprès des troupes, l'énergie des chefs politiques et la nature des relations que ceux-ci entretiennent avec les chefs militaires (1). Or en Guinée, le Parti, à la suite du colonisateur, a toujours imposé une doctrine de neutralité militaire par rapport à l'action politique, tout en exigeant d'elle qu'elle s'intègre intimement au Parti et subisse son influence : officiers et soldats sont membres du PDG. Priorité est donnée à la mystique nationale de la révolution (2). C'est le Parti qui donne les directives pour la formation civique et politique des militaires. Un comité politique du Parti fonctionne dans chaque caserne à l'instar des comités de base de quartier et de village depuis 1968.

Si durant la colonisation, l'armée recrutait surtout ses officiers supérieurs parmi les Malinké qui figurent encore comme les plus

(1) Cf. S.E. FINNER - The Man on Horseback : The rôle of the military on politics, Pall Mall Press, London, 1962.

(2) Cf. le Serment de jeunes officiers guinéens, in Le Mois en Afrique, n° 14, février 1967.

anciens cadres, depuis l'indépendance le corps s'est énormément diversifié en incluant des Forestiers et des Peul. Une rigoureuse discipline a fait taire dès les plus bas échelons les différenciations ethniques qui, douze ans après l'indépendance n'y sont sensibles qu'au travers de quelques antagonismes individuels sans retentissements collectifs. Tout imparfaite qu'elle soit objectivement, l'armée constitue l'organisation fonctionnelle de loin la mieux intégrée. L'exercice du pouvoir hiérarchique, la discipline -eu égard au moins à l'anarchie des autres secteurs-, l'accomplissement de tâches coordonnées au niveau des divers états-majors, ont procuré aux cadres de l'armée une initiation à l'efficacité des actes administratifs et de commandement.

Au moment où se produit en 1965 un démantèlement de l'unité de la force publique en plusieurs directions différentes (armée, gendarmerie, police) coiffées seulement par un ministre faisant partie du BPN, et avant que ne s'observe à partir de 1969, un relâchement général dans le commandement et la discipline militaire dû à une démoralisation des officiers par l'incarcération de plusieurs de leurs collègues, aux contradictions entre les ordres de plus en plus fréquents provenant du Parti et ceux donnés par les instances purement militaires, à la surveillance des officiers par certains de leurs inférieurs qui militent dans les comités politiques, à la baisse de compétence et d'autorité des officiers inférieurs formés à l'étranger ou en Guinée, aux prétentions de la milice d'assurer mieux que l'armée la défense de la République, l'armée guinéenne (4 800 hommes en 1966, plus à peu près autant de policiers pour une population de 3 700 000 habitants) est d'abord caractérisée par une très forte centralisation du commandement. Une partie des cadres provient de l'armée française (Ecole de Fréjus surtout). Plusieurs centaines d'élèves officiers ont été envoyés en U.R.S.S. (aviateurs) et en Allemagne fédérale (armée de terre et particulièrement génie, parachutistes et transmission). La RAU et les USA ont offert leur concours. Deux missions militaires : une soviétique et une ouest-allemande (cette dernière a organisé l'Ecole Militaire Supérieure de Guinée) ont séjourné à Conakry. Malgré ces concours et des efforts d'al-

phabétisation, le niveau d'instruction des militaires est demeuré assez bas. Les négligences dans l'entretien des armes ont vite rendu inutilisable une bonne partie de celles envoyées par les soviétiques (38 000 armes individuelles, 600 F. M. et mitrailleuses, une centaine de canons, 400 véhicules dont des blindés).

Le gouvernement guinéen entend que l'armée apporte une large contribution aux tâches de développement et notamment aux activités de mise en valeur proprement dite : agriculture, transport des récoltes, industrie. Les soldats cultivent le riz à Koundara, l'ananas à Kindia, construisent des écoles à Conakry, ouvrent des routes dans les régions forestières, travaillent dans les usines militaires du km. 18 (mécanique, confection, tannerie, fabrique de chaussures) construites par la République Fédérale d'Allemagne.

Mais le rôle de cette armée consiste surtout à parer à un danger intérieur (répression de la manifestation des élèves des lycées et collèges en 1961) éventuellement à procéder à des démonstrations tapageuses et sans conséquences aux frontières, par exemple lors du conflit avec la Côte d'Ivoire causé par l'arrestation de Lansana Béavogui, ou bien lors de la tension avec la Sierra Leone en 1966. La répartition géo-stratégique des troupes, basées à Conakry, Kindia, Labé, Dalaba, Koundara, Kankan, Kérouané, Fombadou près^{de} Beyla, permet d'encadrer la population et d'intervenir rapidement le cas échéant. Pour la mieux contrôler, le PDG l'a organisé depuis 1965 en multiples comités de caserne supervisés par un comité politique au niveau de chaque région.

La Guinée dispose également en 1967 d'une petite marine côtière de cinq bâtiments. L'armée de l'air, sous conseil technique soviétique, demeure encore embryonnaire. Par opposition à la gendarmerie considérée comme médiocre (et qui comprend une brigade féminine), la police (qui a eu des instructeurs tchèques et ghanéens) se distingue par l'efficacité de ses hommes et la valeur de ses fichiers. Elle comprend environ 4 000 hommes dont des agents en civil chargés de rapporter à la présidence les rumeurs qui circulent, D'anciens auxiliaires de la police

coloniale sont devenus commissaires après un stage de formation à Prague ou en Allemagne fédérale. Mais depuis 1967, plusieurs de ceux-ci ont été nommés commandants d'arrondissement et remplacés à leur poste par des fidèles du Président de la République.

Comme au Ghana sous le régime de N'Krumah, les formations parallèles sont développées. La douane est armée et la milice politique revêt l'allure d'une véritable formation paramilitaire. Chacune de ces unités se rattache depuis 1965 directement à la Présidence de la République et non pas à un état-major de toutes les forces armées.

Les prises de position active ou passive de cette armée ne sont-elles pas à craindre pour l'avenir du régime ? Afin de le savoir, on pourrait interroger les typologies de coups d'état déjà élaborées pour l'Afrique (1), les conditions, facteurs, ingérences, processus habituels de ces coups d'état, mais cela ne nous renseignerait que sur le plausible et l'éventuel. Il est plus pertinent, nous semble-t-il de pondérer les jeux respectifs de la dynamique intégrative et de la dynamique conflictuelle d'une part parmi les élites, et d'autre part entre les élites et le peuple, pour comprendre le souhait, chez beaucoup, d'un changement de régime.

(1) D. GAITELLI - Les coups d'état en Afrique, Mémoire de maîtrise de sociologie, Université R. Descartes, 1971.

C H A P I T R E I X

INTEGRATION ET CONFLITS PARMIS LES ELITES

L'intégration des élites

Si l'élite, entendue comme groupe dirigeant se caractérise par une suprématie généralisée s'exerçant même hors des limites d'une compétence particulière, les problèmes essentiels que posent les relations entre élites sont davantage des problèmes d'intégration et de conformité que de hiérarchie. Théoriquement, la hiérarchie des élites dépend directement de la hiérarchie des valeurs qu'elles sont censé incarner ; mais la hiérarchie des élites demeure fort mal définie et si les diverses élites fournissent, non pas seulement un modèle particulier, mais des schèmes généraux de conduite, il faut que ces schèmes, normes et modèles soient dans une certaine mesure harmonisés, sans quoi la société se désagrègerait en factions se réclamant de principes divergents. Sans doute arrive-t-il que des élites rivales se disputent la primauté à des titres divers dans une même sphère (celle de l'idéologie ou de la richesse par exemple). Il n'est pas question de nier une telle possibilité, mais les conflits entre élites particulières (technocratiques, politiques, militaires, traditionnelles) aigus dans des sociétés en cours d'évolution, ne font que confirmer le manque de consistance des hiérarchies établies, ou du moins signifient leur transiitivité et le champ restreint des normes indiscutées. Néanmoins en Guinée, les faits nous prouvent que l'élite politique fixe les normes adoptées par l'ensemble de la société. Sa suprématie capitale dérive dans ce cas, moins de sa qualité d'élite que de son organisation partisane et du pouvoir de coercition qu'elle détient. Disons que son caractère de groupe dirigeant est beaucoup plus évident que son caractère d'élite.

Son pouvoir d'intégration est aussi en raison directe des limites qu'elle met, par la pression idéologique et la coercition qu'elle

exerce, au développement d'élites rivales, en se montrant anti-capitaliste (contre l'élite de la richesse), anti-intellectualiste (contre l'élite intellectuelle). Une manière de se concilier ces élites, tout en se servant de leur influence, consiste à les intégrer au système gouvernemental. Peu à peu supplantées par le groupe dirigeant, les élites sans pouvoir politique tendent à s'affaiblir et à se désagréger. Ces processus intégratifs nous sont suggérés par l'histoire. Ils n'infirmement en rien le fait que l'élite dirigeante n'est pas une élite supérieure sous tout rapport, pas plus que dans les sociétés peu différenciées, les chefs civils ou militaires, chasseurs habiles, agriculteurs prospères, griots ou poètes réputés n'ont une suprématie généralisée.

A l'instar des élites dans les pays socialistes, celles des pays sous-développés à parti unique se caractérisent par une certaine unité qui manque aux élites des sociétés occidentales divisées par les luttes de classe et d'intérêts qui se déroulent dans la nation. Le degré d'intégration du groupe nous est suggéré par un inventaire des facteurs de cohésion.

- 1) le ciment du parti unique,
- 2) la convergence dans l'idéologie et l'action politique,
- 3) l'aura du chef et de son pouvoir,
- 4) l'élimination des élites d'opposition par la coercition : surveillance policière, exil, incarcération,
- 5) la similitude d'origine sociale : profondes attaches paysannes, ou récente accession à la classe moyenne sous la colonisation,
- 6) les liens personnels et familiaux existant entre membres du groupe,
- 7) la connaissance mutuelle des élites dans des sociétés de dimension restreinte (Même les fautes importantes n'entraînent qu'un discrédit passager),
- 8) la fréquence des échanges de personnel d'une élite à l'autre (politique-administrative, commerciale-industrielle),
- 9) le désir commun de préservation des privilèges.

D'autres éléments de différenciation des élites par rapport aux masses contribuent au renforcement de cette cohésion. Ce sont :

- 1) leur place dans le corps social, c'est-à-dire leur situation socio-politique,
- 2) leur mode de consommation rendu possible par un revenu monétaire relativement élevé,
- 3) leur degré d'intégration au système économique moderne : incorporation au secteur tertiaire,
- 4) leur mode de participation mentale à l'idéologie nationale,
- 5) la nature et la sécurité de leur emploi : absence de travail manuel, régularité du salaire.

L'élite, constituant le groupe le plus influent de la nation, se renforce en tant que puissance à tendance bourgeoise, par l'organisation politique qui quadrille tout le pays. Comme dans la plupart des nouveaux Etats, il n'existe pas en Guinée de tradition de neutralité politique de la bureaucratie. Les instances suprêmes du Parti disposent de la totalité des moyens d'action et de gestion politique. Elles concentrent aussi les moyens d'administration en excluant totalement les puissances privées. A l'instar des pays socialistes, les autorités politiques contrôlent directement toute l'administration en ce qu'elles effectuent les nominations, octroient les privilèges essentiels pour le rang social et décident en fait de la participation des administrateurs et des administrés au revenu national. Pouvoir bureaucratique et pouvoir politique sont donc étroitement imbriqués et s'influencent mutuellement. Comme il n'est pas de distinction véritable à faire entre le Parti et les institutions constitutionnelles qui coïncident avec sa ligne, et comme le rôle des nouvelles élites consiste à appliquer le programme du Parti et sa politique en tous les domaines, toutes les élites administratives ou techniques sont en quelque sorte des élites partisans. Ces rapports étroits entre l'appareil d'état et le personnel politique, manifestés dans un cumul fréquent des fonctions politiques et administratives, rendent possible la constitution d'une classe politique mais paralyse en même temps l'appareil du Parti. Si l'on ne saurait parler de

classe sociale définie par sa place dans un mode de production, du moins peut-on admettre que le statut du fonctionnariat permet de le penser comme une "classe d'aspiration", l'image symbolisant son effort d'ascension.

Le développement des conflits

Aussi intégré qu'apparaisse ce groupe d'élites, il ne saurait ignorer les conflits internes. L'étude des forces conflictuelles permettrait d'ailleurs de dresser la courbe de développement de l'intégration dans le temps. Dans une première période, l'amplification et l'éclatement de certains conflits ont provoqué leur résolution par élimination des parties les plus faibles. Ainsi, sous la colonisation, l'étude des élites peut être abordée sous l'aspect d'une situation multiconflictuelle :

1) Conflits avec les cadres de l'administration coloniale. Sensibilisés au fait racial, les éléments nouveaux refusent les perspectives d'assimilation. En raison de l'accroissement de leur nombre, de leur valeur politique et technique, ils entrent concrètement en situation de compétition avec les cadres européens.

2) Conflits avec les notables et chefs dits traditionnels. Tandis que l'administration coloniale cherchait à minimiser l'influence de l'élite moderniste sur la population, cette élite cherchait à bénéficier au maximum de sa situation de puissance conférée par sa place dans le secteur des services et de son rôle de régulateur de la production, conféré par l'action syndicale. Le conflit pouvait accidentellement apparaître comme un conflit de générations entre les élites traditionnelles représentant l'ancienne hiérarchie, forte de ses traditions, de sa continuité, de son caractère sacré, et les nouveaux chefs populaires issus des associations urbaines et conscients de représenter des masses prolétaires.

3) Conflits entre entités modernisantes rivales qui prétendent

à la prééminence par l'action politique au sein de partis aux idéologies quelque peu divergentes.

Tous ces conflits se soldent en définitive par l'élimination de la puissance coloniale, la suppression de la chefferie, la récupération de quelques chefs coutumiers et de quelques élites modernes du BAG, l'exil des opposants. Le parti unique, le PDG, devient le seul milieu d'intégration.

L'unicité du Parti constitue bien un cadre institutionnel à l'intégration, mais, à lui seul, il ne suffit pas à réaliser toutes les conditions d'entente sociale. Le regroupement en son sein d'éléments hétérogènes n'efface pas l'hétérogénéité de ces éléments. Aussi vont s'accuser progressivement les lignes de clivage entre les membres même du Parti et s'exprimer des tensions entre certains groupes.

1) Conflits entre politiciens au pouvoir et intellectuels qui s'exaspère au Congrès de Mamou en 1957, resurgit en novembre 1961, et réapparaît en mars 1970 avec les revendications des polytechniciens.

2) Conflits entre fonctionnaires et commerçants qui s'accroît avec les réorganisations du commerce et qui manifeste l'opposition du secteur privé à l'extension du secteur public, en même temps que l'opposition entre élites de l'instruction et élites de la réussite économique.

3) Conflits entre cadres formés par la colonisation, combattants et militants de l'indépendance, cadres nouveaux ambitionnant des postes élevés et insatisfaits de l'ordre social. D'une part, les contraintes politiques et les modes d'action du PDG ne sont guère appréciés des élites qui ont participé à l'administration coloniale (1) ou qui détenaient de par leur profession libérale un prestige plus élevé que celui qui leur est conféré actuellement. D'autre part, un certain mal-être éducatif apparaît chez certains cadres politiques et administratifs dont l'éducation est peu solide et qui n'ont pas fait d'effort

(1) Après la suppression des professions libérales, six médecins guinéens sont allés exercer en France leur profession, une dizaine d'autres les ont rejoint depuis.

de recyclage de leurs connaissances. On comprend que la méfiance qu'ils ont à l'égard de jeunes rapidement plus compétents qu'eux, et sans doute plus ambitieux, puisse se transformer dans la décennie à venir en un conflit de générations à l'intérieur même du groupe des élites.

4) Conflits entre factions politiques. Le gouvernement lutte contre sa droite (Conté Saïdou, Kéita Fodéba, Camara Loffo, Baldé Ousmane...) qui souhaiterait que la Guinée libéralise sa politique et se rapproche des puissances occidentales, et contre sa gauche (Ray Autra, Niane, Maïga...) qui imposerait volontiers un marxisme radical de type soviétique ou chinois.

5) Conflits d'attribution et d'autorité qui s'expriment par des rivalités personnelles entre l'homme qui représente l'instance politique et celui qui représente l'instance administrative (ex : Mouctar Diallo contre Idrissa Traoré au Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports). Dans les ministères, le directeur de cabinet est un politique, le chef de cabinet surtout un administrateur. Dans les régions, le secrétaire fédéral du Parti peut s'opposer au gouverneur, comme nous l'avons observé nous-mêmes en 1966 et 1967 à Forécarria, Mamou et Labé. En 1961 à Dabola, le procureur de la République fut plus puissant que le gouverneur de région et que le secrétaire de la section politique locale. Parfois, ces rivalités personnelles prennent l'allure de rivalités ethniques comme à Macenta et Nzérékoré où les secrétaires fédéraux toma et guerzé étaient contrôlés entre 1962 et 1966 par des gouverneurs malinké.

L'enjeu de ces querelles est généralement la participation à la gestion de l'état et la répartition des ressources collectives. La plupart d'entre elles revêtent à la fois la forme de conflits de valeurs, de pénurie et d'institutions. La consolidation du régime dépend en partie de la capacité des dirigeants à neutraliser l'intelligentsia, de sa réussite à maîtriser l'appétit d'enrichissement des commerçants ; elle est aussi fonction de sa possibilité, soit d'endormir par les fonctions occupées, soit de briser par la répression, les tendances déviationnistes de gauche ou de droite.

Or, pour maîtriser les conflits en son sein, le PDG, comme tout parti politique de structure monolithique, dispose d'un système de coercition très efficace qui sert de protection non seulement contre les déviances politiques, mais encore contre toute faute morale, toute anomie sociale et toute expression de conflits intergroupaux, car la domination du Parti s'exprime dans tous les secteurs de la vie collective. Un ensemble complexe de sanctions toutes prévues dans les articles 84 et 85 des statuts du PDG, peuvent s'exercer et s'exercent réellement à l'encontre des défaillants : militant ou organisme. Par ordre d'importance croissante, les sanctions applicables à un membre du Parti sont : le blâme simple, le blâme public, la suspension, la destitution de fonction et l'exclusion du parti. A l'encontre d'un organisme dirigeant, les peines suivantes peuvent être prononcées : l'avertissement, le blâme, la suspension, la destitution et le remplacement par une direction provisoire désignée par l'organisme immédiatement supérieur en attendant le renouvellement normal par l'élection de l'instance compétente. Enfin, à l'encontre d'une instance telle que le comité de quartier, la section ou la fédération, trois sanctions sont prévues : l'avertissement, le blâme et la suspension. Les sanctions prononcées sont applicables immédiatement, nonobstant appel devant les instances supérieures. La discipline exigée par le Parti garantit donc la cohésion et le fonctionnement de l'appareil. Mais il se pourrait que cette cohésion ne soit au fond qu'apparente.

Pour en décider, il paraît nécessaire d'interroger d'une part la signification des moments de tension sociale les plus marquants de l'histoire guinéenne, d'autre part, la réalité ou l'illusion du consensus que la doctrine du "centralisme démocratique" se propose pour objectif.

L'éclatement des conflits

Comme en de nombreux état africains, après l'indépendance, les conflits importants sont dérivés d'une double contradiction :

- une première contradiction entre les tendances des forces modernes à se coaliser en centres de pouvoir relativement indépendants, et la visée des élites dirigeantes de contrôler le plus grand nombre possible de ces forces ;

- une seconde contradiction entre l'emploi des ressources nationales pour l'amélioration générale de l'économie et l'emploi de ces ressources pour la redistribution aux supporters du pouvoir qui cherchent à faire payer leurs services.

Ces contradictions, jouant simultanément, expliquent en partie la dynamique de la société guinéenne. Le pouvoir a été conquis par un groupe grâce à un ensemble de prestations de services. Aucune de ces prestations n'est cependant gratuite. Si l'élite au pouvoir ne récompense pas selon leur gré les prestataires, ceux-ci risquent de se détacher d'elle. L'histoire des grands moments du régime touréen semble vérifier une semblable interprétation en termes d'échange, c'est-à-dire de dons et de contredons.

1) Les intellectuels (instituteurs notamment) ont été les porteurs et transmetteurs de l'idéologie du PDG aux masses et aux jeunes. Si, après la loi-cadre et surtout après l'indépendance, ils ne participent pas autant que d'autres aux bénéfices de la distribution des places, ils risquent de réagir (1957-1961).

2) Les commerçants ont soutenu clandestinement de leurs deniers et par le prêt de leurs camions la montée du PDG. Celui-ci, par la nationalisation du commerce de gros et le contrôle du détail, risque-t-il de paralyser le négoce privé, qu'alors les commerçants se coupent du PDG (réactions contre le Comptoir Guinéen du Commerce Intérieur et 8 novembre 1964).

3) Les paysans et ouvriers ont constitué l'assise même du parti qui cherchait à défendre leurs intérêts. Celui-ci provoque-t-il, par

son système économique défectueux, une raréfaction des biens de consommation et une stagnation du niveau de vie, que les paysans répondent à leur manière, c'est-à-dire par des refus de produire davantage pour l'exportation, par l'exode massif, et par le désengagement politique.

4) Dès l'indépendance, des militaires gradés se sont mis généreusement au service du nouvel Etat guinéen. Celui-ci ne satisfait-il pas leur désir de promotion ou les désirs d'ordre inhérents à l'idéologie de l'armée, que les officiers se détachent du régime.

5) L'ancien fonctionnariat guinéen de la colonisation a tôt formulé son adhésion au PDG, se voit-il frustré des espoirs d'améliorer sa condition par un salaire qui progresse en même temps et plus que le coût de la vie, qu'il tend à se désengager ou à utiliser le système pour son unique profit.

Il n'est pas de contradictions essentielles qui n'éclatent un jour ou l'autre en conflits ouverts. On aperçoit d'ailleurs avec netteté, dans l'histoire de la construction nationale, des moments capitaux qui marquent l'opposition de l'élite au pouvoir aux autres groupes en désaccord avec elle. Ces temps forts sont ceux de pseudo-complots contre le régime qui constituent la plupart du temps pour Sékou Touré, un prétexte à la liquidation des opposants.

Pour une judicieuse analyse causale, il convient de ne pas interpréter ces complots de manière syncrétique en les imputant en bloc aux convoitises de l'impérialisme et aux souhaits subversifs des valets locaux du néo-colonialisme, comme a coutume de le faire le chef de l'Etat pour des raisons tactiques. Certes il est difficile de déterminer dans la plupart des cas, sauf pour ceux de 1960 et 1970, s'il y a eu tentative réelle de coup d'état, quelles étaient les intentions de ceux qui, éventuellement ourdissaient le complot, de quelles complicités ils disposaient à l'extérieur du pays, quel sont parmi les inculpés les véritables participants et les simples opposants au régime n'ayant pas cherché à destituer le chef de l'Etat, mais il est possible de déceler à travers les procès retentissants et les séries d'incarcérations

qui ponctuent les années politiques guinéennes, quel groupe a été particulièrement visé, bien que jamais une épuration ne s'adresse exclusivement aux membres d'un seul groupe ou d'une seule fraction de classe.

Sans mésestimer la valeur d'une analyse historique très précise, nous négligerons les circonstances des dits complots qui ne sont que des causes déclenchantes et n'expliquent pas fondamentalement les dissensions. D'ailleurs, en Afrique, un complot est presque toujours disponible dans la mesure où existe une opposition illégale dans le cadre d'un parti unique, ou bien simplement des membres de ce parti désireux de remplacer les gens en place. A la question de savoir pourquoi les complots sont découverts au moment où ils le sont, la réponse est double, parfois il s'agit d'une tentative réelle des opposants de passer à l'action, parfois de la simple nécessité pour les gouvernants de réanimer les énergies en proclamant la patrie en danger. Cette seconde nécessité répond en fait à une latence de l'opposition au régime, laquelle ne peut s'exprimer par des grèves et des manifestations qui seraient traitées comme gestes politiques portant atteinte à la sûreté de l'Etat. Et même si les masses africaines ne manquaient pas d'organisation et d'une direction idéologique opposée à celle du PDG, l'action des mécontents serait rendue impossible par les forces que représentent les milices, la police et l'armée. Bien plus que l'opposition maitrisable du peuple, Sékou Touré craint celle des élites en voie d'embourgeoisement.

Les "complots" contre le régime guinéen qui rythment les temps forts de la vie politique, peuvent être appréhendés sous l'angle de la cinématique à partir de séquences historico-sociologiques : l'intérêt est dans le contexte et l'efficacité du moment, dans le scénario et les imputations. Chaque complot correspond à une conjoncture politique, économique ou sociale particulièrement difficile pour le régime. Les arrestations viennent toujours à propos pour parer aux revendications, sinon répondre aux protestations nées des difficultés de ravitaillement, ou dénouer des crises d'ordre essentiellement politique. Le complot sert

alors de dérivatif, de manoeuvre de diversion, d'exutoire aux difficultés économiques et politiques. Il se révèle aussi être une arme destinée avant tout à trancher, en faveur du gouvernement, les noeuds gordiens de sa politique aventureuse. Il lui permet, en tout cas, d'intimider les masses, lorsque les manifestations s'avèrent inopérantes, et joue aussi comme arme préventive destinée à liquider physiquement les adversaires réels ou imaginaires du régime auxquels le gouvernement attribue toujours une logique d'action à fin de destitution du chef de l'Etat. Le scénario paraît immuable. Le Président annonce au milieu d'un flot verbal intarissable, que la vigilance du Parti a permis de découvrir in extremis une "manoeuvre impérialiste destinée à renverser le gouvernement révolutionnaire légal de la République de Guinée". Aussitôt, des agents maintenant rompus à la technique combinée de l'amalgame et de la répression préventive, se répandent partout et arrêtent nuitamment des hommes et des femmes fichés bien souvent pour leur non conformisme. C'est alors qu'un groupe restreint de compagnons fidèles du Président (Léon Maka, Lansana Diané...) s'érige pour la circonstance en tribunal révolutionnaire. Il dirige lui-même les enquêtes, procède à des interrogatoires rapides et rend un verdict généralement sévère, en tout cas sans aucun recours. Aucune possibilité n'est donnée à l'accusé de se défendre. Prisonnier, il lui est interdit de communiquer avec les membres de sa famille, qui ignorent son sort et le lieu de sa détention.

Cette interprétation des complots après analyse comparative de leur déroulement, des relations entre intention et action, de la fonction sociale de l'évènement, cadre avec les perspectives de la cinématique, auxquelles s'ajoutent celles de la typologie. Par une sorte de superposition galtonienne de séries d'images d'évènements, on dégage les traits moyens récurrents, caractéristiques du phénomène "complot". Que l'on porte ensuite l'attention sur les sources motrices des réactions contre le gouvernement, sur l'origine des tensions qui motivent une situation explosive, sur le système d'accumulation des énergies opposées au régime, alors il faut faire intervenir une explication plus

profonde et à plus long terme, qui entre dans les cadres de l'énergétique sociale.

Notre thèse est que la vie collective guinéenne est corrompue de l'intérieur par une fermentation constante des élites en voie d'embourgeoisement. Ces énergies sous-jacentes à l'évolution de la situation guinéenne reçoivent un coup d'arrêt à leur reproduction, lorsque le quantum d'action qu'elles libèrent risque de mettre en péril, à plus ou moins brève échéance, le piédestal du leader du régime. L'analyse des complots nous paraît ainsi renvoyer à la dynamique des strates sociales. Le complot se comprend comme un blocage de l'ascension vers le pouvoir d'une fraction de l'élite tendant à se constituer en bourgeoisie : conservateurs du système antérieur à l'indépendance, lors du "complot des forces réactionnaires, féodales et décadentes" d'avril 1960 ; intellectuels frustrés de la distribution des places et noyautant des groupes de jeunes pour une action syndicale et marxiste (novembre 1961) ; commerçants ayant accédé par le trafic à un pouvoir économique qu'ils essaient de stabiliser par la prise en main de postes importants à l'intérieur du Parti (novembre 1964) ou par la création d'un contre-parti (juin 1965) ; cadres d'entreprise nationale : Batiport, Agrima, Alimag, Guinexport, vivant sur fonds publics et extorquant à la nation ses moyens de vivre (mai 1967) ; militaires et haut fonctionnaires las d'un régime de désordre et de l'accumulation des échecs économiques (mars 1969, novembre 1970, février 1971).

Le premier "complot" dit réactionnaire contre le régime frappe par "la disproportion entre la petitesse des faits et la publicité qui leur fut donnée" (1). Il s'interprète comme une sorte de résurgence de l'esprit libéral qui régnait parmi les couches favorisées sous la colonisation. L'opposition à Sékou Touré répond aux mesures antilibérales du début de son mandat :

(1) B. AMEILLON - La Guinée, Bilan d'une indépendance, Maspéro, 1964 p. 177.

1) Suppression de la liberté d'information par un décret du 27 janvier 1959 interdisant aux particuliers de posséder des postes émetteurs-récepteurs, et par un autre décret du 1er mars 1959 interdisant la parution de Guinée-matin. Seul le quotidien du Parti, Horoya, est désormais autorisé.

2) Restriction de la liberté professionnelle. A partir du 1er avril 1959, aucun avocat, notaire, huissier non guinéen n'a le droit d'exercer en Guinée.

3) Atteinte à la liberté religieuse par annonce en septembre 1959 d'un monopole d'état de l'enseignement primaire, suppression des mouvements de jeunesse catholiques, difficultés pour tenir des séances de catéchisme.

Dans cette atmosphère éclate le "complot" d'avril 1960. Trois Français et un Suisse sont accusés d'avoir voulu assassiner le chef de l'Etat. Celui-ci déclare en mai, après découverte de dépôts d'armes à la frontière guinéo-sénégalaise que les conjurés étaient en correspondance avec des organisations gaullistes extérieures". Si le meeting de 60 000 personnes ne parvient pas tout à fait à ranimer les masses autant que l'espérait le chef de l'Etat, du moins réussit-il à accroître la méfiance à l'égard des étrangers et à prévenir toute sympathie éventuelle à l'égard de l'ancienne puissance coloniale. Sur une centaine de personnes arrêtées, une dizaine trouvent la mort après tortures, dont l'avocat Diallo Ibrahima et l'innocent de Coronthie, El Hadj Kaba Lanine.

Un an et demi plus tard, en novembre 1961, la découverte d'un nouveau complot met le peuple en garde contre les intellectuels qui risquent de déborder le régime par sa gauche. Le 20 novembre, le gouvernement traduit devant la Haute Cour de justice les membres du comité directeur du syndicat des enseignants accusés de menées subversives. Deux condamnations à 10 ans de détention (Kéita Koumandian, Ray Autra) et trois à 5 ans (Niane, Bah, Seck) sanctionnent "la rédaction et la diffusion à l'intérieur et à l'extérieur de la Guinée d'un mémoire mensonger constituant une nouvelle tentative contre-révolutionnaire".

Au vrai, si l'intelligentsia, jalouse des avantages procurés aux cadres politiques par leur fonction, veut réagir contre la tournure dictatoriale du régime et se montre insatisfaite des orientations idéologiques qu'elle souhaiterait plus communistes, le mémoire que le Bureau du syndicat national des enseignants remet au gouvernement se limite à des revendications d'ordre professionnel : revalorisation des traitements, maintien du logement gratuit... Mais les revendications ne constituent que la première amorce d'une stratégie d'utilisation de l'action syndicale pour le développement d'un P.A.I. (Parti Africain de l'Indépendance) à caractère marxiste. Approfondissant son enquête sur l'ampleur du complot, le gouvernement qui a déjà accusé les condamnés d'avoir agi en liaison avec des anti-Guinéens installés à Dakar et à Paris, découvre des documents qui mettent également en cause une ambassade de l'Est. Quelques jours plus tard, on apprend que l'ambassadeur soviétique, Daniel Solod, est rappelé par son gouvernement. Mais déjà la répression s'est exercée contre toute velléité d'action des intellectuels, puisque la grève de solidarité des étudiants et professeurs a été sévèrement matée par l'armée et les milices, le 25 novembre. Le souvenir des nombreuses incarcérations et de la fermeture des établissements secondaires à l'époque paralyse encore, dix ans après, bien des intellectuels en désaccord avec le régime.

Tandis qu'un coup violent est frappé à la tête du corps enseignant, l'élite de la réussite économique cherche, elle à s'organiser. Dès la conférence de Labé en décembre 1961, qui sanctionne à nouveau publiquement l'action des intellectuels, est ressentie l'opposition des petits commerçants et transporteurs qui voient d'un mauvais oeil la planification économique, la fermeture de la frontière guinéo-sénégalaise, les difficultés monétaires et la nationalisation du commerce de gros. En septembre 1963, ces mêmes commerçants sont accusés de trafic sur les monnaies et les marchandises. Le 8 novembre 1964, un retour solennel au système d'étatisation du commerce de gros s'effectue après la promulgation d'une "loi-cadre" qui instaure un contrôle et une confiscation des biens mal acquis. Une réglementation impitoyable élimine

les marchands et petits commerçants, tout en réduisant considérablement le nombre des commerçants de demi-gros. Commerce privé et rôle politique de direction dans le Parti deviennent incompatibles de jure. En réaction contre ces mesures, naît le PUNG (Parti de l'Unité Nationale de Guinée) dirigé par "Petit Touré". Celui-ci, limogé de la direction de l'entreprise nationale Sonatex, d'importation de textile, stigmatisant la faillite du PDG, réclame le retour à un régime libéral et va même, non sans illusion, jusqu'à proposer les statuts de son nouveau parti. Une parodie audace provoque immédiatement le dévoilement d'un "complot des grands commerçants agissant en connivence avec des traîtres et des ingrats du Parti avec l'appui de l'impérialisme français" en septembre 1965. Tous les amis de Petit Touré sont alors incarcérés. A l'écrasement de l'intelligentsia a succédé l'écrasement de la bourgeoisie embryonnaire du commerce privé issue de Kankan surtout. Démantelée à l'intérieur, l'opposition de ce groupe se manifeste néanmoins à l'extérieur par la création du FNLG (Front National de Libération de la Guinée).

Reste seule maîtresse de la situation, ce que d'aucuns appelleraient la bourgeoisie bureaucratique du PDG, qui comprend les hauts fonctionnaires politiques et les cadres du secteur public de l'économie.

Par ses positions privilégiées, le groupe des élites politiques a cherché en effet à s'embourgeoiser en accumulant des gains importants grâce aux prébendes et aux détournements de fonds publics. La création d'une monnaie nationale en 1960 a renforcé considérablement sa position économique, parce qu'il détient désormais les cordons de la bourse des devises. L'institution de la licence d'importation a servi de moyen de pression sur les grands commerçants pour les contraindre à jouer la carte des hauts fonctionnaires dont ils deviennent ainsi la clientèle et qu'ils doivent commissionner pour leurs faveurs. Les nationalisations de biens abandonnés par le colonisateur, la mise en fonctionnement et le contrôle par l'Etat des unités industrielles, la répartition des investissements du plan triennal, la prise en charge par l'Etat des grands réseaux de distribution en gros, ont constitué autant de moyens

pour les élites politiques de s'introduire dans les circuits économiques. Cette naissance d'une bourgeoisie administrative et politique est perçue dès 1964 comme une évidence absolue si l'on en juge par les mesures prises le 8 novembre et qui la visent (1).

- institution d'une commission de réglementation et de contrôle des logements loués (fixation des taux de loyer) ;

- institution d'une commission de vérification des biens acquis par les responsables du Parti depuis l'indépendance et confiscation des biens estimés mal acquis ;

- obligation pour tous les fonctionnaires, propriétaires d'immeubles, de quitter avant le 1er janvier 1965, les locaux d'habitation administratifs ;

- interdiction de toute activité lucrative pour les directeurs, gérants, responsables des entreprises et sociétés d'état ;

- condamnation à des peines de 15 à 20 ans, des auteurs de trafic sur la monnaie et de fraude dans l'importation et l'exportation des produits ;

- élimination des organismes dirigeants du parti, des personnes ayant fait l'objet de condamnations pour vol, détournement ou subversion ;

- obligation pour les responsables administratifs, chefs de services et d'entreprises d'état de militer au sein du parti sous peine de limogeage.

En même temps sont dénoncés l'égoïsme, l'individualisme, la cupidité, l'escroquerie, la corruption, le mensonge de nombreux responsables. Mais l'attaque contre la bureaucratie demeure étouffée en l'occurrence par l'orchestration des mesures visant le commerce, et la bureaucratie renforce plutôt son pouvoir dans la mesure où on la charge de faire exécuter les mesures édictées.

(1) Sékou TOURE - 8 novembre 1964, Imprimerie Patrice Lumumba, Conakry s.d. (1965), pp. 37-40.

L'année suivante cependant certains anciens membres du Bureau politique national et du gouvernement commencent à être visés normalement. Il suffit pour les liquider de les considérer comme impliqués dans l'affaire Petit Touré. Ainsi Bengali Camara, Jean Faragué Tounkara sont-ils arrêtés pour "travail fractionnel et régionalisme, Daouda Camara pour "gestion déficitaire de l'Office de la Banane". N'osant pas s'attaquer encore aux ministres en place, Sékou Touré, après le Congrès National de la Révolution de janvier 1967 décide de dissocier le clan Ismaël Touré, Saidou Conté, Fodéba Kéita, en mutuant ce dernier de la défense nationale à l'agriculture et Saidou Conté de l'enseignement à la justice. A l'instar des ministres qui font bloc pour se défendre, quelques gouverneurs de région se groupent cette même année afin d'éviter que tel ou tel d'entre eux ne soit sanctionné comme bouc émissaire. Désillusionné sur la fidélité de son gouvernement, le chef de l'Etat cherche alors tout au cours de l'année 1967 à éviter toute possibilité de coalition des forces oppositionnelles. Aussi continue-t-il de procéder à des mutations de hauts fonctionnaires comme celle de Moussa Diakitè du Ministère des Finances au poste de gouverneur de Nzérékoré, ce qui apparaît à tous comme une disgrâce, pendant que des propositions comme celle de Karim Fofana au Ministère des Travaux Publics, puis celle de Mamouna Touré au Bureau Politique National font croire à une rénovation des instances supérieures du Parti.

Quelques châtiments exemplaires frappent les directeurs d'entreprises nationales les plus véreux après dévoilement, le 1er mai 1967, de scandales financiers : 60 millions de détournements à Batiport, sommes non déterminées à Agrima, Alimag, Guinexport. Seul néanmoins le chef de l'Etat dispose du droit de dénonciation publique, Aussi le ministre Moriba Makassouba qui entreprend de découvrir à la nation, dans l'organe du parti Horoya des 23, 24 et 25 août, les malversations des responsables administratifs, doit-il subir les semonces de celui qui les connaît mais qui préfère les taire parce qu'elles signifieraient une certaine faillite du régime. En septembre 1967, lors de la réunion du VIIIème Congrès du PDG, la stratégie verbale est au point, et l'ex-

pédient recherché est trouvé pour désolidariser le régime de ses représentants à l'esprit bourgeois; Dans le rapport de doctrine et d'orientation de Sékou Touré, l'existence des classes sociales et la lutte des classes est formellement reconnue. "L'intérêt des masses laborieuses exige que la classe ouvrière, la paysannerie et les éléments progressistes dirigent et contrôlent tous les secteurs vitaux de la vie nationale, que les éléments réactionnaires de la bourgeoisie, de la bureaucratie et du capitalisme, même national, soient écartés du pouvoir d'orientation, de décision et de contrôle" (1). "Nul ne peut être responsable du Parti et de l'Etat à quelque niveau que ce soit s'il se livre à quelque pratique d'exploitation de l'homme par l'homme, s'il exploite ou fait exploiter pour son compte personnel une entreprise à caractère commercial ou industriel, s'il a un comportement et des attitudes en violation de la morale et de l'austérité révolutionnaire" (2).

Ni ces déclarations, ni quelques arrestations subséquentes ne parviendront à supprimer l'embourgeoisement de l'élite bureaucratique. Sékou Touré devra s'accomoder de cet état de fait, tandis qu'il avait pu soumettre les intellectuels et les commerçants au contrôle du politique. On se rend compte d'ailleurs que, parmi les délégués au Congrès, les fonctionnaires constituent l'élément majoritaire : 398 sur 724. En outre, ceux que l'on présente comme paysans sont le plus souvent des agents anciens ou encore en activité de la fonction publique et des commerçants ayant largement bénéficié de crédits pour exploiter des propriétés avec des moyens modernes et des salariés agricoles.

Selon Horoya du 29 septembre 1967, "un véritable engouement s'est créé en faveur de l'agriculture, même pour les populations des grandes villes où des fonctionnaires et des commerçants se sont retirés dans la campagne pour défricher et cultiver". Si la loi-cadre a déterminé des reconversions à l'agriculture, ses mesures visant les fonctionnaires

(1) Horoya du 26 septembre 1967.

(2) Résolution générale - Horoya du 3 octobre 1967.

res n'ont pas été appliquées comme le signalent les interventions des fédérations (1). Ce sont en effet les contrôleurs qui devraient être contrôlés. Or ceux qui réclament le plus haut l'édification du socialisme, tel Diéli Bakar Kouyaté, lors de ce VIIIème Congrès, sont ceux qui n'ont pas craint de construire leur fortune aux dépens du peuple. Passé de la direction des Chemins de Fer à celle de l'Entreprise nationale de transit et d'acconage (ENTRAT), D.B. Kouyaté avait été relevé de ses fonctions pour incompétence et malversations, puis nommé par la suite directeur de l'organisme national d'exportation des Produits guinéens (GUINEXPORT). En bref, les événements de 1967 ont marqué le souhait du gouvernement de faire avorter l'embryon de bourgeoisie bureaucratique. Ils ont aussi montré que les structures elles-mêmes du régime, jointes à la conjoncture de pénurie, tendent à amplifier le mal diagnostiqué au sein du Parti. S'attaquer exemplairement à quelques éléments malsains ne suffit pas à supprimer les causes mêmes de l'opposition au régime et de l'accroissement des inégalités. Les élites politico-administratives pèsent désormais trop dans l'action historique guinéenne par le pouvoir de décision qu'elles détiennent au niveau local, par leur rôle dans la définition des situations, et par leur exemplarité dans les manières d'agir, pour qu'elles ne parviennent un jour ou l'autre à faire triompher leurs aspirations inavouées, opposées à l'utopique ascèse que prône le chef de l'Etat.

Pour ceux qui ne préfèrent pas vivre dans le régime en en gobant seulement les miettes, la manière la plus rapide de lever les entraves à leur ascension socio-économique consiste à s'emparer du pouvoir. Or seule l'armée constitue le corps organisé et efficace capable éventuellement de renverser le régime. Sékou Touré n'est pas sans s'en apercevoir puisqu'il démantèle en 1965 la force publique en trois directions différentes, qu'il fait le bilan dans l'Afrique et la Révolution des coups d'état militaires en Afrique de 1963 à 1966, qu'il est fortement secoué par la chute de Modibo Kéita, qu'il fait exercer à partir de 1968

(1) Horoya du 1er octobre 1967.

une surveillance politique des officiers en créant dans chaque caserne des comités politiques dont le président (militant le plus actif), peut être un simple caporal (on conçoit les conflits d'autorité résultant d'une pareille situation). L'histoire des derniers complots de 1969-70-71 illustre bien les conflits existant entre le chef de l'Etat et les militaires.

Le "complot" de février 1969 paraît au début circonscrit à la région de Labé. Lors d'un bal, deux militaires critiquent le chef de l'Etat. Celui-ci informé par ses gens, demande leur transfert immédiat à Conakry. Mais en cours de vol, les militaires larguent de l'hélicoptère leur gardien. Aussitôt le chef de l'Etat convoque le commandant du camp (Kéita Cheik) qui, dès son arrivée à Conakry est incarcéré afin de prévenir un mouvement de solidarité des militaires. Sont aussi arrêtés les officiers les plus proches de ce commandant : le colonel Kaman Diaby, chef d'état-major adjoint, les capitaines Diallo Tierno commandant des blindés, Baldé Abdoulaye chef des parachutistes, Koïvogui Pierre, Kouyaté Sangban, Diallo Alpha Oumar, tous trois membres de l'état-major. Abandonnant la version d'une rébellion locale qui manifesterait trop nettement l'autonomie et l'activité des opposants de l'intérieur, on "découvre" que le complot est "appuyé par l'impérialisme", avec l'accord de ses "valets" : Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal. Pour étayer la thèse du complot pro-français, un pseudo homme de liaison est trouvé dans la personne d'un agent de la société privée étrangère Coficomex, en bon termes naguère avec Fodéba Kéita et Karim Fofana qui sont arrêtés et condamnés à mort. Quant à l'arrestation de Diawandou Barry (ancien député BAG au Palais Bourbon et ancien ministre de Sékou Touré), elle relève seulement de la méthode de l'amalgame qui permet de se débarrasser d'une personnalité politique gênante. Dans les jours qui suivent, le gouvernement est amputé de six de ses membres. Sur l'ensemble du territoire, plus de mille personnes sont arrêtées.

L'année suivante, Sékou Touré s'en prend spécialement aux éléments d'une armée qui s'organise à l'extérieur. Le 25 juillet 1970, il

critique en effet "les agissements des mercenaires blancs et traîtres guinéens qui visent à renverser le gouvernement révolutionnaire de Guinée". D'anciens militaires, dit-il, sont recrutés à Dakar pour la somme de 10 000 F CFA. Près des frontières de Koundara, de Nzérékoré, de Beyla, sont en place des sections d'une vingtaine de soldats. Le 26, la radio indique que neuf Guinéens sont recrutés qui vont subir un entraînement au sabotage pendant trois mois en Guinée portugaise. Sont aussi diffusés les noms de 18 Guinéens, "coramis-voyageurs de l'impérialisme et de la subversion".

Une coalition contre le régime a bien lieu en réalité, appuyée par quelques militaires de la Guinée Bissao exaspérés de voir Sékou Touré donner refuge à leurs adversaires et les soutenir financièrement. En fin de saison des pluies, le 22 novembre, au moment où la Guinée ne s'y attend pas, un débarquement a lieu à Conakry. Des militaires de la Guinée Bissao désirant libérer leurs prisonniers et supprimer Amilcar Cabral, et des Guinéens conduits par David Soumah et le commandant Diallo souhaitent effectuer un renversement du régime (chacun pour son propre compte semble-t-il) prennent deux camps militaires sans s'attaquer efficacement au palais présidentiel et à la radio. A la suite de cette tentative manquée de coup d'état, l'émotion s'empare de l'opinion internationale comme de l'opinion guinéenne. La fermeture de la Guinée aux journalistes, la "canalisation" des délégations de l'OERS et de l'ONU, les accusations formulées contre le Sénégal, puis en février 1971, la série des 159 condamnations, le sinistre "carnaval" des pendaisons, l'expulsion du corps diplomatique d'Allemagne fédérale, indiquent avec évidence l'isolement de Sékou Touré et le durcissement de l'opposition au régime. Sans doute, le verdict du Tribunal révolutionnaire s'adresse-t-il sans distinction à ceux que l'on accuse :

- de complicité dans l'attaque du 22 novembre,
- de trahison et d'espionnage,
- d'atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat,
- de trafic à grande échelle en vue de saper les bases de notre économie,

- de spéculation sur la monnaie,
- d'incitation crapuleuse à la débauche de la population,
- d'entreprise de pillage massif du patrimoine culturel guinéen,
- d'introduction massive par fraude d'armes de guerre perfectionnées,
- d'atteinte permanente et ignoble à l'honneur et à la dignité de notre leader bien-aimé,
- d'attentat organisé contre la vie du chef de l'Etat et celle de ses collaborateurs.

Mais ce qui frappe surtout, c'est la condamnation d'une quarantaine de militaires, officiers, sous-officiers et simples soldats qui ont assumé des tâches actives dans la tentative de renversement du régime, tandis que les autres ont surtout été les victimes d'une liquidation d'envergure des opposants au régime. En juillet 1971, l'armée déjà paralysée est à nouveau décapitée par la condamnation à mort de huit officiers dont le général Noumandian Kéita, chef d'état major général.

A partir de cette année-là, le choc affectif du coup d'état manqué, le test réel des possibilités d'invasion, incitent à la réinterprétation des méthodes de protection du trône. Durant l'année 1971 d'effervescence et de mobilisation pour la défense du territoire, la psychose d'agression va s'amplifiant à mesure que se déroule la parodie de procès dans lequel les accusés vivent seulement par leur photo dans Horoya et leur voix enregistrée sur bande magnétique. Le 3 août, une nouvelle plainte au Conseil de Sécurité des Nations Unies est adressée contre le Portugal dont Radio-Conakry annonce les sombres intentions de réattaquer.

Depuis l'agression, il semble que Sékou Touré ait pris conscience que la subversion la plus à craindre proviendra d'une action extérieure et armée des élites émigrées. Il est vrai d'ailleurs que la coercition a éliminé du pays les élites d'opposition puisque les non incarcérés demeurent sous surveillance policière et que les autres ont pris volontairement le chemin de l'exil. Les dissensions entre élites guinéennes à l'extérieur, au sujet notamment de la tactique matérielle du

coup d'état et des bénéfices ultérieurs, le travail d'information subreptice des émissaires de Sékou Touré, le manque de moyens financiers des actifs (tandis que des inactifs ont quêté depuis dix ans des subventions "pour que ça change", les ont obtenues et transformées en pensions personnelles), expliquent que la menace de l'extérieur soit moins réelle que verbale.

A plusieurs reprises au cours des années 1972 et 1973, Sékou Touré fait état de nouveaux préparatifs des impérialistes contre son pays. En septembre 1972, il accuse la France d'envoyer deux navires à Bissao. Le 11 février 1973, lorsqu'est démentie par la Guinée elle-même l'information précédente, est présagée une réagression à partir de la Guinée portugaise. Le 2 mars, Radio-Conakry annonce qu'un groupe "d'anciens combattants américains au Vietnam" embarqués à bord du navire espagnol "Albatros" s'apprête à envahir la Guinée, ce qui précède l'arrestation le 4 mars, "d'éléments infiltrés en tenue militaire, qui s'étaient mêlés aux troupes guinéennes en vue de renverser le régime". Le 31 mars, on apprend qu'un mouvement clandestin d'instauration de la liberté en Guinée, renseigné par deux ministres et soutenu par le Docteur Roger Accar, ancien ministre de la Santé de Guinée (réfugié en France), doit renverser en mai le régime. La France et la Côte d'Ivoire portent la responsabilité de l'organisation du complot, mais le Portugal, la Belgique, la Grande Bretagne, l'Afrique du Sud, la Rhodésie, Israël sont accusés, alors ou par la suite et à des degrés divers, de collusion avec les comploteurs.

Fin août et début septembre 1973, sont arrêtés 59 opposants "formés en Côte d'Ivoire et infiltrés en Guinée". A nouveau, en octobre 1973, le Conseil de Sécurité est saisi de projets d'agression après que les Présidents Senghor et Houphouët Boigny aient été voués aux Gémonies. Il nous semble donc que, depuis le 22 novembre 1970, un tournant important ait été pris dans le style d'accusation et dans la détermination des agents éventuels de subversion. Avant 1970, les craintes majeures du pouvoir provenaient de la dynamique interne du pays et notamment d'une certaine conscience de la formation de classes sociales. Après la tentative

manquée d'invasion de la Guinée, la dynamique du dehors apparaît comme désormais prépondérante. Les opposants de l'intérieur ayant été ou liquidés ou vivement intimidés par les pendaïsons, nulle contestation violente du régime n'est à craindre de leur part. Par contre, l'acrimonie des élites en fuite, exaspérée par les frustrations d'un déracinement, et leur organisation en groupuscules, rendent plus évidente la possibilité d'un renversement du pouvoir et conduisent le détenteur de ce pouvoir suprême à une certaine hantise de persécution assortie de moments d'une fulgurante lucidité.

Tandis que les masses vivent dans la crainte de la délation si elles manifestent trop de froideur politique, le Président est effrayé par l'éventualité d'une destitution et craint jusqu'à ses proches collaborateurs. Mais les élites aussi ont peur ; peur du puissant dont elles redoutent le jeu dictatorial, peur de perdre leur place car participer au pouvoir est une chance inouïe dont il faut profiter pendant qu'elle dure, peur d'être démasquée de leurs malhonnêtetés par des partisans politiques un peu plus intègres ou plus zélés, peur dans certains cas des organisations religieuses et des forces occultes (Avant l'arrestation de Kaman Diabi, Sékou Touré avait paralysé toute action possible de celui-ci par un acte solennel devant sa famille et la population de sa ville natale, Faranah, en partageant et croquant avec lui la noix de cola). L'élite a conscience des oppositions qui se forment autour d'elle, mais son désir de résistance est contrebalancé par un fond de fatalisme traditionnel encore vivace. L'idéologie régnante vise d'ailleurs à prémunir contre cette peur par une idéologisation du réel.

Afin d'expliquer l'acuité de ces craintes et de ces contraintes, il serait nécessaire de saisir la contradiction entre, d'une part l'exercice du pouvoir politique par un autocrate dans le cadre d'un parti unique et d'un système de mobilisation, et d'autre part les pressions dissociatrices qui agissent aussi nettement à l'intérieur du groupe des élites qu'entre les élites et le peuple. Ces pressions dissociatrices apparaîtraient-elles dans une certaine profondeur historique s'il nous était possible de retracer leur genèse par recours détaillé à la formation et

au développement du RDA ? Très partiellement nous semble-t-il, car l'histoire expliquerait davantage quels ont été les adversaires personnels de Sékou Touré qu'il a liquidé d'ailleurs par la suite ou condamné à mort (Barry Diawandou, Barry III, David Soumah...) que les nouveaux regroupements des élites sur des bases ni ethniques, ni partisans, mais plutôt professionnelles et fonctionnelles.

CH A P I T R E X

DEVELOPPEMENT ET PERTE DU CONSENSUS

ENTRE L'ELITE ET LE PEUPLE

L'un des principaux réquisits de l'existence d'une société sans classes est sans conteste l'absence de divorce socio-politique entre les dirigeants et le peuple. Une divergence profonde entre ces deux groupes indique, soit que l'on se trouve déjà dans un système de classes qui consacre le pouvoir économique par un pouvoir politique, soit que des conflits d'intérêt tendent à opposer radicalement des groupes, et donc à amorcer un processus de stratification qui a pu être un moment nié par une révolution socialiste. L'idée de consensus entre dirigeants et peuple renvoie immédiatement au concept de démocratie. Mais les réflexions abstraites sur le problème risquent fort de n'être d'aucun secours pour notre sujet, puisque nous savons fort bien, d'une part que les nations occidentales dites démocratiques comportent des classes sociales, d'autre part qu'une démocratie populaire n'est pas un régime où le peuple est au pouvoir, mais simplement un régime où les détenteurs du pouvoir déclarent, à plus ou moins juste titre, qu'ils gouvernent au nom du peuple. Puisqu'il n'est pas de gouvernement par le peuple, mais tout au plus des gouvernements pour le peuple, il convient d'examiner cette relation des gouvernants au peuple, et plus largement, dans la mesure où l'élite politique dispose d'un pouvoir délégué, il faut examiner la relation de cette élite politique avec le peuple, de manière à savoir si un clivage ne tend pas à se produire, qui indiquerait la constitution d'une sorte de bourgeoisie politique aux intérêts non convergents avec ceux du peuple.

Assurer que le pouvoir est exercé par le Parti Démocratique de Guinée au nom du peuple et dans l'intérêt du peuple, c'est émettre une proposition non de droit, mais de fait qui prête à discussion. Seule une analyse de la représentativité passée et actuelle des leaders du Parti, et du consensus entre élite et peuple, peut nous en convaincre. Certes

les responsables du PDG ont toujours affirmé l'unité compacte du peuple, du Parti et de la nation (1).

S'agit-il alors de l'identification numérique d'un peuple entier au parti de masse qui encadre tous les citoyens à partir de l'âge de sept ans, ou bien de l'expression totale par le Parti des aspirations légitimes du peuple ? Les deux interprétations coexistent dans la pensée des dirigeants guinéens. Mais si le Parti détient et guide les destinées du peuple, est-il vrai qu'à tous les moments de l'histoire il soit réellement "le dépositaire et le gardien de la volonté du peuple" ? Quelle sorte de contact maintient-il avec les masses dont il dit qu'elles impulsent son action ? Comment le Parti réalise-t-il ou obtient-il l'unanimité d'un peuple ? L'analyse sociologique de l'évolution des rapports entre peuple et élite politique du Parti doit permettre de répondre à ces questions.

Le consensus entre élite et peuple, très sensible dans la phase de conquête du pouvoir par le PDG s'est réalisé sans doute par la voie politique, mais surtout pour des raisons économiques, c'est-à-dire avec l'espoir d'une amélioration du niveau de vie qu'obtiendrait le parti le plus âpre au combat. Après les premières expériences de l'indépendance, les mêmes raisons économiques ont joué en sens inverse pour la dégradation du consensus dans la mesure où ces aspirations à l'amélioration du niveau de vie des masses n'ont pas été satisfaites.

Il n'est pas faux de dire que c'est en s'appuyant sur les intérêts économiques des populations, que le PDG a réussi l'intégration des ethnies. Une étude différentielle des lignes de progression de l'action militante du PDG dans la Guinée coloniale montre que la mobilisation des populations au sein du Parti s'est produite :

- 1) d'abord dans les sociétés déjà acculturées ;
- 2) dans les régions les plus hétérogènes et les moins structurées ethniquement, laissant plus facilement prise à une idéologie unificatrice ;

(1) S. TOURE - La révolution et l'unité populaire, Recherches africaines, n° 4, oct. déc. 1963, Conakry, pp. 5-23.

- 3) en raison directe du niveau d'insertion des populations dans un secteur d'économie marchande, à tel point que l'on peut affirmer que ce sont les contradictions économiques qui ont suscité l'unité guinéenne.

Le grand mouvement d'adhésion au Parti a débuté en Basse Guinée où la vie économique moderne était la plus développée, où les possibilités de regroupements syndicaux et politiques étaient les meilleurs, où l'éducation et l'acculturation avaient déjà fait tomber un certain nombre de barrières ethniques. Sous le gouverneur Roland Pré, mais surtout après 1950, la Guinée avait pris un rapide essor économique, notamment auprès de Conakry où étaient nées de petites entreprises, et où se développait l'industrie d'extraction : Bauxites du midi de Kassa, Compagnie minière du Kaloum. L'appel de main-d'oeuvre suscita alors un prodigieux accroissement démographique de la capitale. Beaucoup de villageois, pour chercher du travail trouvèrent dans la CGT une organisation prête à s'occuper de leur problème. Lié à la CGT, le PDG posséda ainsi en Basse Guinée un terrain d'action des plus fertiles à un mouvement politique avancé, en se faisant le défenseur des faibles : manoeuvres de chantier, domestiques, cuisiniers, population flottante des villes désorientée hors de l'encadrement traditionnel. Unies par un sentiment d'exil, par leurs difficultés économiques, par la similitude de leurs conditions et dépassant leurs rivalités de village, de clan, de race, ces masses anonymes ne trouvèrent guère d'accueil dans les groupements régionaux. Par contre, le PDG, en portant attention à leur sort misérable et à leur communauté d'épreuve, s'en fit un électorat. En raison de son va-et-vient constant entre ville et campagne, cet électorat forma un excellent véhicule des idées nouvelles en milieu rural.

La mobilisation se poursuivit ensuite en région forestière où les nombreuses petites collectivités tribales groupant à peine 100 000 personnes étaient beaucoup moins structurées que la société peul ou manding. Ces collectivités, autrefois sans liaison aucune entre elles, trouvèrent désormais un dénominateur commun dans le programme du PDG, dans la lutte

contre la chefferie. Si les activités économiques de la région forestière étaient devenues marchandes, il en était autrement en Haute Guinée et dans le Fouta où se perpétuait l'économie de subsistance. En forêt, les populations se livraient au commerce du café, du palmiste, de la cola. Il y avait donc entre producteurs et collecteurs des rapports commerciaux caractérisés par les contradictions entre leurs intérêts respectifs. La revendication principale des producteurs mus par leur nouvelle conscience était donc la revalorisation des prix de leurs produits. Seul le Parti Démocratique de Guinée put, en fait, organiser la lutte contre l'exploitation mercantile, qui dépassait les antagonismes ethniques, tribaux ou religieux. Ce fait dominant de la lutte, sur le plan économique, avait un caractère moderne que seul un parti structuré pouvait revêtir. Le développement économique et les problèmes sociaux découlant de la lutte des populations de cette région y faciliteront donc l'implantation et l'organisation du Parti Démocratique de Guinée" (1).

En Haute Guinée, l'adhésion des agriculteurs malinké au Parti ne débuta guère qu'en 1954, avec la lutte contre les Sociétés Indigènes de Prévoyance, celle pour la revalorisation des traitements et pour la modification des rapports entre la femme et l'homme. Le malinké Sékou Touré venait d'être élu à Beyla. Mais la bourgeoisie commerçante de Kankan se dressa contre le PDG.

Ce fut le milieu féodal, pastoral, semi-nomade, très islamisé et presque fermé au négoce, du Fouta Djallon, qui prit le dernier fait et cause pour le PDG. Son conservatisme très prononcé rendait la société peulë difficilement perméable. Mais les résultats de l'action du PDG y ont été apparemment plus ressentis que dans toute autre région, parce que ce sont les populations du Fouta qui ont le plus largement bénéficié des transformations sociales.

Les élections législatives de janvier 1956, pour lesquelles le PDG bénéficie -c'est la première fois-, de la neutralité de l'administration, assurent son triomphe parlementaire et marquent son entrée au Fouta où il recueille 45 % des voix. Pita lui reste fermée (8,2 %) du

(1) S. TOURE - L'Afrique et la Révolution, tome 13 de l'action politique du PDG, s.l., n. d., p. 74

fait de la présence de Barry III, leader du Mouvement Socialiste Africain. Nulle part sauf dans le cercle de Gaoual, il n'obtient la majorité des voix. Dans les autres régions du pays, les derniers bastions de l'opposition tombent les uns après les autres ; en Haute Guinée : Siguiri passe de 29,9 % en 1954 à 67,3 % en 1956 ; en Forêt : Kissidougou de 9,6 à 63,6, Nzérékoré de 39,8 à 53,1 ; en Basse Guinée, Dubréka de 38,9 à 92,3. Sur les trois députés élus, deux sont RDA : Sékou Touré et Saïfoulaye Diallo ; le troisième, Barry Diawandou appartient au Bloc Africain de Guinée (BAG).

Les résistances du Fouta sont définitivement vaincues un an après, puisqu'aux élections de l'Assemblée territoriale de mars 1957, dans toutes les circonscriptions, Pita exceptée, il recueille la majorité absolue, dépassant les 60 % à Dinguiraye, Labé, Mamou, Tougué. Son succès se consolide largement dans les autres régions. En Basse Guinée par exemple, le plus faible pourcentage de voix obtenu est celui de Boké avec 85,3 %. Sur 60 conseillers élus, 58 appartiennent au PDG, et le premier conseil de gouvernement instauré par la loi-cadre se compose exclusivement de membres de ce parti (1).

L'éducation politique qu'il a menée, son programme et son organisation ont assuré, à l'heure de l'indépendance, le triomphe du PDG sur les partis adverses. Repaire des opposants, le Parti de Regroupement Africain (PRA), fusion du BAG et du MSA, sans programme ni appareil politique bien constitués, s'est vite discrédité aux yeux de l'administration par son action antifiscale et par les désordres issus de ses fanfaronnades (coups de fusil sur les places du marché au Fouta).

Qu'en est-il, une dizaine d'années après l'indépendance de cet accord quasi général obtenu par une lutte commune ? Qu'en est-il de l'application du centralisme démocratique qui avait initialement pour but de garantir le consensus entre élite et peuple ? Afin de le savoir,

(1) Nous avons présenté un historique précis de toute cette évolution des partis de l'après-guerre à l'indépendance dans notre ouvrage Guinea, Cornell University Press, sous presse, ch. 2

il n'est pas inutile d'examiner le lien réel entre l'élite politico-administrative et le peuple.

Identifie-t-on le peuple à ses représentants élus, qu'il s'agit alors de déterminer la représentativité de ceux-ci. En apparence, la chose est facile si l'on observe que le Parti n'est pas l'avant-garde du peuple, comme le parti communiste est l'avant-garde du prolétariat, mais bien le peuple lui-même qui adhère en masse au Parti et qui élit ses dirigeants. Toutefois l'adhésion au Parti n'est-elle pas devenue chez beaucoup, ou une routine, simple figuration sur un rôle d'adhérents dont la cotisation est le supplément obligatoire au versement de la capitation, ou une quasi obligation sous peine d'encourir des sanctions physiques et sociales comme la privation des bien importés, rationnés et distribués par les comités politiques de village, ou comme l'isolement psychologique dans un pays où le refus d'adhérer à l'idéologie et à la vie du Parti entraîne non seulement la marginalité sociale, mais aussi une réprobation qui peut se muer en mise en accusation et condamnation politique ? Dans ce cas de liberté aliénée par des pressions politiques, les dirigeants représentent-ils encore le peuple ? La réponse ne manque pas de complexité, car la question elle-même signifie : Y-a-t-il encore des élections libres ? L'élite exprime-t-elle les aspirations du peuple et défend-elle ses intérêts ? Le peuple a-t-il encore foi dans ses dirigeants et dans lesquels ?

Certes, le système d'élections se maintient, mais sur liste unique, et avec en majorité les mêmes élus dont le militantisme garantit la permanence du statut. Le risque, pour ces promus politiques, de se couper du peuple devient évident, comme l'a manifesté l'étude du comportement et des privilèges de ces élites. Quant à la foi du peuple en ses dirigeants, elle demeure difficile à sonder en raison de la diversité des critères utilisés pour le repérage, qui vont du nombre de participants aux réunions et meetings jusqu'aux appréciations individuelles sur les décisions du gouvernement, les réalisations économiques, la dégradation du niveau de vie, les fautes des responsables locaux, etc...

Un consensus parfait et démocratique réclamerait une libre circulation de l'information ainsi qu'une participation populaire à l'orientation idéologique. Or toute liberté de presse et toute liberté d'association ont été pratiquement supprimés ; du sommet à la base, l'idéologie est bien véhiculée, il y a simplification, voire dégradation, sans modification fondamentale, mais sans véritable processus de rétroaction. On sait aussi très faible le contrôle des élites par les gouvernés. D'ailleurs pour que ce contrôle s'effectue, il faudrait parmi les gouvernés un plus haut niveau culturel.

Comment alors s'exprime ce consensus qu'ont idéalisé les sociologues, politicologues et journalistes, lorsqu'ils analysaient soit les écrits de Sékou Touré sur le centralisme démocratique, sur l'identification du Parti et du peuple, soit les systèmes de mobilisation populaire et de transmission des informations dans les deux ou trois ans qui ont précédé et suivi l'indépendance ? Pour juger adéquatement la relation entre élite et masses, il convient de saisir le fonctionnement exact du Parti qui les englobe. Au centre de l'idée d'unité du peuple, et comme témoignage, réside celle d'unicité du Parti, qui après l'indépendance ne tire plus sa justification de l'absence de différenciation sociale, mais de l'impératif pressant de préservation de l'unité supérieure de la nation nouvelle. D'une part, tout le monde appartient au Parti, d'autre part les hiérarchies administratives et les hiérarchies politiques se confondent avec celles du Parti. Mais si le Parti regroupe bien toute la population, il existe néanmoins en son sein une division : les fonctions-clés attribuées aux cadres et militants actifs formés politiquement les différencient de la foule des adhérents relativement passifs. Situé sous un angle au niveau de la population, le Parti l'est sous un autre, bien au-dessus, dans la mesure où pratiquement il se ramène au groupe actif des cadres. Il serait cependant erroné de le concevoir comme le simple support politique de directions décidant par elles-mêmes et imposant le respect du leader. Il a été en fait l'instrument irremplaçable de l'unité nationale, et parce qu'il incorporait

l'armée et la police, parce qu'il formait des milices, il a su prévenir le régime contre des coups d'état et assurer ainsi la stabilité politique. Son rôle semble donc avoir été principalement de préservation du pouvoir établi.

C'est ainsi en termes de pouvoir et d'autorité dans des rapports institutionnalisés que s'exprime d'abord la relation entre élite et masses. En raison même du statut de l'élite dérivé de son ascendant politique, la relation s'exprime aussi en terme d'initabilité, car les idées et valeurs innovées par l'élite agissent dans des sphères où par suite des changements sociaux, les normes de penser et d'agir n'ont pas été clairement définies. L'élite sert donc de groupe de référence aux masses qui cherchent à la copier dans ses comportements de production et de consommation. Obéissance, imitation, ne font que préciser une relation de supériorité-infériorité. Pour savoir le degré des échanges mutuels entre élites et peuple, il faut connaître le crédit des élites auprès des masses.

Celui-ci a sans conteste culminé au moment de l'indépendance (1). Les indices du consensus sont à trouver dans l'extraordinaire discipline des masses guinéennes, par exemple pour faire tomber dans le vide les provocations militaires françaises visant à écraser le mouvement national guinéen (envoi de parachutistes dans les villes, présence d'un croiseur au large de Conakry), ou bien pour opérer les investissements humains dans la ferveur de la récente jouissance de l'autonomie nationale. A ce moment, le peuple s'identifie bien au Parti qui le guide, et il obtempère avec joie aux directives de ses élites. Inversement l'élite prétend s'identifier au peuple. Elle se crée alors inconsciemment un type idéal, un être modèle, "guinéen modal" assez éloigné du "guinéen moyen" qui ne correspondrait pas à quelque chose de suffisamment flatteur et ne bénéficierait pas d'une faveur suffisante. Pour se

(1) Cf. F. Gigon, Guinée Etat-pilote, Plon, 1959.

persuader de l'unité de l'élite et du peuple, elle suscite aussi une identification du peuple au chef, lequel assure la solidarité du groupe en traduisant verbalement ses préoccupations dominantes. Par le biais de la fidélité au leader de type autoritaire se réalise l'attachement aux institutions politiques nouvelles. La vénération d'un charisme a certainement constitué une des forces unificatrices de la Guinée, Et c'est bien au moment de l'indépendance que les foules se sont le plus adorées dans Sékou Touré comme Sékou Touré en elles.(1). Mais Sékou Touré en s'intégrant à la masse ne s'est jamais anéanti en elle, il l'a obligé à accepter ses préférences auxquelles il conférait une supériorité sur celles des autres.

Si, enthousiaste, la masse a approuvé le leader, jamais elle ne semble l'avoir véritablement guidé dans ses prises de décision. Sous un masque démocratique, le leader apparaît nettement autoritaire et reproduit assez exactement la physionomie du chef que les études de Jenkins ont popularisé. Chargé de l'exécutif, le chef construit des plans d'action, fixe les lignes de conduite, élabore l'idéologie commune. Il représente le groupe au dehors, contrôle ses relations internes, distribue les sanctions préviales et punitives. Entre groupes ou puissances en conflit, il s'offre comme arbitre et comme médiateur. Image du père et exemple pour son groupe, il sert aussi de symbole d'identification. Au besoin, le chef de l'Etat ne manque pas de rappeler aux masses

(1) "Le leader politique que se choisit librement un peuple maintient un lien naturel entre son action et la culture propre de son peuple, puisque, d'ailleurs, il ne saurait efficacement agir sur lui, s'il cesse d'obéir aux règles et aux valeurs qui déterminent son comportement et influencent sa pensée"... "Qu'il s'agisse d'un peuple libre ou d'un peuple colonisé, le leader politique qui demeure réellement l'authentique expression de son peuple est celui dont la pensée, le sens de son existence, le comportement social et les objectifs assignés à son action sont en parfaite harmonie avec les caractéristiques de son peuple". Discours du président S. Touré aux membres du Congrès des hommes de culture noire, réunis à Rome le 29 mars 1959.

les victoires qu'en son nom il a remporté, signifiant par là qu'elles doivent continuer à lui faire confiance. Mais en définitive le rôle le plus important du chef est d'orientation et d'action sur son groupe. L'originalité du leader guinéen par rapport à beaucoup d'autres leaders africains est d'avoir mieux que beaucoup su se servir du groupe d'élites politiques qui l'entouraient pour faire réagir la masse verbalement et activement, pour lui faire prendre conscience d'elle-même et des problèmes du développement.

Utiliser une telle stratégie pour procéder à une mutation socio-culturelle relativement brutale comporte quelques périls pour le leader lui-même, car le choc en retour sur les organismes dirigeants ne correspond pas toujours aux stimuli qu'ils lancent. Le milieu de la masse est déformateur. En outre, plus la masse accroit sa conscience politique, plus sa lucidité s'éveille en même temps que son sens critique. Faire réagir la masse en lui donnant des arguments pertinents pour sa lutte ne présente pas de difficultés capitales, lorsque les maux majeurs dont souffre le peuple, ceux de la colonisation, sont extérieurs à lui. Questionner la masse devient plus envoltant lorsqu'au- sitôt après l'indépendance, elle renvoie aux dirigeants un écho d'enthousiasme et de glorification du triomphateur. L'impulsion interrogative commence à devenir intolérable au moment où, pâtissant de troubles internes qu'elle a du mal à imputer à l'impérialisme, elle risque de dégager sa propre responsabilité et d'incriminer le système économique ou le régime politique, à moins qu'on ne parvienne pour un temps à la défouler en lui menant au gibet quelques boucs émissaires. Mais les condamnations signifient aussi qu'une bonne partie de l'élite a abandonné le leader. L'interprétation officielle est que cette contre-élite a abandonné le peuple (1).

Une telle accusation permet à Sékou Touré de substituer à l'ancienne relation élite-peuple, le rapport direct leader-peuple. Mais

(1) Cf. Discours de clôture du congrès JRDA de mars 1967 ; Discours du 1er mai 1967.

simultanément, le gouvernement autocratique tend à se renforcer à mesure que doivent s'intensifier la propagande, l'intimidation personnelle et les contraintes institutionnelles, pour sauvegarder le prestige du leader. Parmi les signes de cette tendance à l'autocratie, doit être signalée la modification dans le style de gouvernement. De 1959 à 1964 par exemple, le nombre de lois soumises par an au contrôle de l'assemblée passe de 138 à 26, tandis qu'au contraire les décrets qui n'ont pas à être ratifiés par les députés s'accroissent de 310 à 563 (1).

La prédominance de l'exécutif sur le législatif se marque encore par la brièveté des sessions de l'Assemblée Nationale (deux sessions ordinaires d'une durée d'à peine un mois). Et tout le monde s'accorde à reconnaître que le pouvoir réel est seulement aux mains du Président de la République, secrétaire général du Parti. Le Bureau politique que contrôle le chef de l'Etat ne sert pas en réalité d'organe de décision, mais plutôt de caution pour permettre de faire accepter par les militants les décisions du gouvernant suprême. Aussi longtemps que dure le mythe d'une démocratie "populaire", les conflits de classe n'éclatent pas tout à fait. Ils sont d'ailleurs temporairement résolus, comme nous l'avons déjà montré, par une ritualisation de la vie collective. Ils sont aussi étouffés dans la vie quotidienne par une sorte d'accord tacite et fallacieux entre dirigeants, élites politiques et peuple. Les flatteries mutuelles ont pour fonction de camoufler la perte du consensus. Le peuple flatte les élites pour en obtenir quelque avantage matériel dans la répartition qu'elles font des biens importés et des investissements ; les élites protestent de leur fidélité dans les messages que les bureaux de section et de fédération adressent au Président, et flattent les gouvernants pour s'assurer de la conservation de leur poste ou de leur promotion. Quant aux gouvernants, ils savent aussi flatter le peuple en amplifiant les réussites

(1) B. CHARLES - La Guinée, in J. MEYRIAT, Décolonisation et régimes politiques en Afrique Noire, A. Colin, 1967, p. 163.

partielles et temporaires d'un CER, d'une coopérative, d'une entreprise nationale, et en fermant les yeux sur beaucoup d'abus connus, L'autocratie ne paraît tolérable qu'avec une touche de démagogie.

L'inauthenticité des rapports entre élite et peuple, peuple et leader, s'accroît encore par un système connu de créance entre leader et élite. Chaque fois qu'un responsable politique ou administratif procède à des détournements, une pièce s'ajoute au dossier de police de ce responsable. Au moindre signe d'opposition de sa part, le Président de la République le convoque et lui indique ce dossier comme une épée de Damoclès. Si, par l'effet d'un hasard extraordinaire, après admonestation, le responsable persiste dans son erreur ou son opposition, le chef de l'Etat ressort les pièces de ce dossier, lors d'un grand meeting populaire et annonce l'incarcération du coupable sous les applaudissements de la foule. Parfois il arrive qu'un inspecteur des finances trop zélé procède à l'arrestation d'un responsable coupable de détournements. Aussitôt Sékou Touré intervient pour le faire libérer et se crée ainsi un nouveau débiteur. La complicité joue de la même manière aux dépens de la morale, lorsque des hommes peu scrupuleux utilisent leur femme comme échelle d'ascension sociale en l'autorisant, au moins tacitement à des "visites" périodiques (tout) auprès du Président (ou d'un haut fonctionnaire) qui leur saura gré de ce geste.

Au fond, le verbe ne masque les conflits qu'à l'observateur extérieur. Des mécontentements se sont exprimés contre les réformes scolaires et le système d'éducation (1963-1966), contre l'alphabétisation dans une langue vernaculaire qui n'était pas celle pratiquée par l'ethnie (1967), contre les méthodes de suppression du fétichisme en milieu toma, guerzé et kissi (1961), contre l'incompétence et les détournements de fonds de directeurs d'entreprises nationales (1967), contre les responsables des coopératives de production et de consommation, contre le favoritisme de certains inspecteurs d'agriculture, contre le trafic de grands commerçants, etc... Les griefs visent sans doute telle ou telle personne en particulier, mais à force d'être répétés,

ils atteignent en fait tout le groupe des responsables politiques et administratifs.

Il n'est pas jusqu'aux investissements humains qui n'aient soulevé des débats passionnés. A travers diverses interventions des représentants de comités de base, des indices de malaise étaient déjà perçus en 1960. C'est surtout à Macenta que les paysans, en 1961 ont critiqué et la forme et les méthodes employées pour les astreindre à un travail qu'ils ne considéraient pas autrement que comme du travail forcé. "De quoi se sont plaints les paysans ? 1) Qu'on décide à leur place de la réalisation d'un travail auquel on les contraint ; 2) de mettre à leurs trousses, durant l'exécution de cette tâche des gardes qui n'hésitent pas en l'occurrence à se livrer à des exactions caractérisées dont les preuves tangibles n'ont pu être niées par les auteurs ; 3) au demeurant, les militants ont fait remarquer que si les réalisations (halls de réunions, villas de dirigeants) sont dues à leur labeur, d'autres s'en attribuent et le profit moral et le profit matériel" (1). Le même article mentionne que certains paysans ont été "frustrés dans leurs biens, atteints dans leur corps et bafoués dans leur dignité". Les commandants qui agirent de la sorte étaient pour la plupart non des cadres formés par la colonisation, mais des militants du PDG, dont certains compagnons de l'indépendance.

La perte de confiance en l'élite est aussi motivée de manière plus constante encore par la connaissance qu'a le peuple des profits réalisés par les hauts fonctionnaires à ses dépens. Le 10 mars 1963, un échange de billets de banque est décrété. Des vols caractérisés ont lieu, à Gaoual par exemple, région administrée par Sékou Yalani Yansané. Le délai imparti pour l'échange des billets étant trop court (3 jours), des bons sont remis aux paysans à la place de monnaie équivalente. Lorsqu'ils veulent faire valoir ces bons pour obtenir leur argent, on leur

(1) Horoya du 5-7 novembre 1961

signifie qu'ils n'ont aucune valeur. Dans les régions frontalières, la confiance du peuple en ses administrateurs est aussi gravement ébranlée par le trafic des gouverneurs de région. Lors de son long "règne" à Guéckédou jusqu'en 1965, Toumani Sangaré sait mettre considérablement à profit sa proximité de la frontière Sierra-Léonaise. Bien d'autres exemples aussi saillants et aussi connus pourraient éclairer les étapes de la dégradation du crédit des élites.

Ainsi, le peuple, après s'être reconnu en ses dirigeants, ou nieux, après avoir reconnu en ses dirigeants le mouvement efficace vers une libération souhaitée par le colonisé, après avoir auréolé les leaders du prestige que leur conférait leur siège à l'Assemblée nationale de la métropole, après avoir épousé l'espoir des nouveaux maîtres révolutionnaires en la construction rapide d'une Afrique florissante, a perdu la foi en ses élites et sent retomber sur lui la fatalité de son destin. La participation politique et les affirmations d'un dévouement de tous à la cause nationale ne suffisent plus à rallier tout à fait un peuple à son gouvernement si celui-ci n'a pas amélioré comme on l'espérait le niveau et le genre de vie des masses. Rassemblé de manière coercitive par la milice pour assister aux meetings, le peuple ne réagit pas avec un enthousiasme naturel. Il supporte avec gêne l'ambiance d'intoxication mentale ; et les problèmes quotidiens de subsistance ont brisé l'énergie de gens peu sensibles aux programmes idéalistes. Or le leader du PDG ne semble pas vouloir admettre l'irréalisme de ses plans et l'atrophie progressive de tous les secteurs d'activité du pays. L'échec, quoi qu'en pense Sékou Touré, n'est pas attribuable au seul manque de discipline de ses administrés et à leur absence de dévouement à la cause révolutionnaire. L'échec ne provient pas d'une machination de réactionnaires en désaccord avec le chef de l'Etat, pas plus que d'une incapacité mentale des directeurs de l'économie. Il est dû au manque d'exactitude et de perspicacité des gouvernants dans l'analyse du milieu économique, et à une insuffisante maîtrise des conditions de son fonctionnement social. La justesse de

l'analyse économique dépend, parce qu'elle est l'oeuvre d'un groupe, du niveau de compétence et de la sincérité de ce groupe d'élites politiques. Quant aux conditions du fonctionnement social, elles réfèrent notamment à l'action de ceux qui ont le plus profité des avantages de la conjoncture aux dépens du peuple, c'est-à-dire les élites.

Mais l'accusation du groupe en place ne saurait être formulée directement par le peuple, en raison à la fois de l'ambiguïté du rôle de l'élite et de sa fonction d'écran. L'ambiguïté du rôle ne semble pas mettre en cause l'unité psychosociale du personnage, mais elle est ressentie comme un décalage entre le comportement réel anti-démocratique du profiteuse en place et les protestations verbales du révolutionnaire détenant l'autorité. La distance sociale existant entre élite et peuple tend à se répercuter ipso facto sur la distance entre leader et peuple dans la mesure où les élites servent d'intermédiaires indispensables. Le fait est patent aussi bien dans les entreprises où les dirigeants ne rendent pas compte de la situation exacte, que dans le milieu rural où ceux qui détiennent des postes politiques coupent le paysan du gouvernement. Même si le président de comité a été choisi parmi les agriculteurs, son secrétaire est souvent un de ces lettrés fonctionnaires qui, à travers les informations qu'il transmet en les réfractant, ou par le recours à ses services que doit avoir tout solliciteuse d'une aide, manoeuvre un peu à son gré la communauté rurale. A mesure que les contraintes politiques se renforcent aux dépens du consensus, les élites sentent qu'elles peuvent gouverner sans un support populaire étendu.

L'acheminement vers un type de gouvernement autoritaire représente le risque le plus évident du système de mobilisation tel que l'a présenté D. Apter (1). Dans ce système, le gouvernement intervient activement dans les changements sociaux et dans le développement économique ; aussi l'un des aspects centraux de ses activités est-il d'éla-

(1) D. APTER - The Politics of Modernisation, The University of Chicago Press, 1965, pp. 357-390.

borer et de maintenir une organisation forte, très hiérarchisée, capable d'opérer un contrôle des interventions décidées par le gouvernement. Comme le contrôle s'applique aussi à l'organisation elle-même, on aboutit et au conservatisme des organismes publics et à un renforcement de la contrainte pour réaliser les objectifs déterminés. Cette contrainte exige une justification idéologique, mais comme l'idéologie propose des objectifs aussi ambitieux qu'inviolables, ces objectifs prennent le caractère de satisfactions toujours repoussées à une période ultérieure. Le renforcement de la contrainte pour faire aboutir les mutations souhaitées conduit à une réduction de l'information libre allant de la base vers les centres de décision, et à une réduction de sa valeur. Pour compenser l'atmosphère d'incertitude, le gouvernement impose l'obéissance à sa politique et paye le prix de sa contrainte par une élévation constante des coûts du secteur public et par une intensification du processus de mobilisation. La nécessité d'une supervision gouvernementale croissante et l'effort pour éliminer les forces majeures d'opposition entraînent un déclin tel de l'information valable que les centres de décision éprouvent des difficultés grandissantes à prévoir avec exactitude la force du soutien populaire dont ils disposent ainsi que les divergences entre objectifs économiques et aspirations de la population. On insiste alors sur le conformisme idéologique, sur la fidélité des groupes protecteurs du régime : milices, armée, bureaucratie... En définitive, le système de mobilisation sombre dans un gouvernement de type totalitaire et conduit à une méconnaissance des besoins. L'accroissement de la contrainte corréle avec la perte du consensus. Pour le cas guinéen, entre élites et peuple, la perte du consensus provient surtout des fautes de gestion des élites ; entre leader et peuple, bien que moins sensible, elle découle du poids de la contrainte et des rigueurs de la dictature.

C O N C L U S I O N

Tout au long de ce chapitre, le concept d'élite, une fois libéré de quelques implications idéologiques du système parétien, a été rendu méthodologiquement important, puisqu'il a permis de prendre en considération de nombreux facteurs significatifs d'une prééminence sociale acquise et des privilèges accordés à une fraction de la population guinéenne, sans pour autant appliquer à la société globale une analyse en classes qui aurait risqué, soit de considérer comme résolu le problème des classes avant d'en avoir obtenu confirmation dans la réalité, soit d'infléchir l'argumentation en ne retenant que les preuves qui confirmerait une théorie déjà élaborée. La démarche allant des choses aux idées (partiellement au moins) nous a paru plus sociologique que celle allant des idées aux choses. Mais plusieurs fois nos approches soit théorique (élite ou classe bourgeoise), soit psycho-sociologique (comportements spécifiques d'un groupe supérieur ou d'une classe bourgeoise), soit typologique (élite politique ou bourgeoisie bureaucratique) nous ont entraîné vers une réflexion nuancée sur l'éventuelle nature de classe de ce que nous avons appelé l'élite. Dans le cadre d'une recherche sur la stratification, il convient de résumer maintenant les conclusions auxquelles nous sommes parvenus.

Problème de mode de production

En raison même de l'originalité du mode de production, ni capitaliste, ni socialiste, aux dominances mal affirmées dans cette phase de transition et dans une société encore en majorité paysanne où s'observe une valorisation de l'institution politique par rapport à l'économique, il paraît impossible de transposer sans abus de mot le schéma dualiste de l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat, constitué à partir du mode de production capitaliste dans une société industrielle.

Dimension plus politique qu'économique

Plus dépendante de l'aide extérieure et des capitaux étrangers que de l'accumulation nationale opérée par les entreprises autochtones des secteurs public et privé, l'élite semble se borner pour l'instant à une opération de monopolisation politique. Elle ne possède pas la propriété mais le pouvoir de décision ; elle ne détient pas de manière permanente le pouvoir politique mais celui de le manipuler ; les modes d'accès aux rémunérations et aux privilèges ne sont pas l'héritage direct d'une situation établie traditionnellement, mais d'un savoir intellectuel, d'une faveur ou d'une compétence acquise. En cela, elles ressemblent aux nouvelles élites des sociétés industrielles dont l'émergence se fonde sur d'autres critères que sur l'héritage, et dont la fonction consiste en la gestion de la propriété plus qu'en sa possession. Mais les deux types se différencient relativement par les modes d'accès au groupe des contrôleurs, c'est-à-dire par la nécessité, pour les Africains, d'une identification étroite au système à l'intérieur duquel ils opèrent et par la rapidité de leur promotion sociale. En outre, étant donné les contraintes socio-politiques du système, la stagnation économique et la transitivity des aubaines d'enrichissement, cette élite ne manifeste qu'un très faible esprit d'entreprise.

Instabilité des statuts

Le manque de confirmation du pouvoir politique par une richesse constituée à titre personnel, de même que l'accès récent à la bureaucratie politique et la circulation entre les différents niveaux de pouvoir, provoquent un manque de stabilité et de consistance de l'élite qui prouve qu'elle ne s'est pas encore cristallisée tout à fait en classe.

Variété des critères de hiérarchisation

L'examen de la stratification dans la Guinée actuelle, marquée surtout par un divorce entre élite et peuple, révèle aussi la coexistence

de différents principes de hiérarchisation à travers des rapports de complémentarité et de conflit. On observe par exemple un faible recouplement entre les systèmes de catégories socio-professionnelles, d'ordre hérité de l'Afrique traditionnelle, de statut social dans une organisation politique. Une semblable multiplicité de cadres de référence prouve que l'ensemble de la société ne se situe pas par rapport à un système prévalent de classes.

Dominance de la dynamique conflictuelle entre élites

Néanmoins l'hétérogénéité des élites : politico-administrative, intellectuelle, militaire, commerçante, pas plus que la diversité des niveaux de statut chez les employés de la fonction publique par exemple, n'apparaît être un obstacle à la constitution d'une classe ou à son existence. Marx a en effet bien montré comment pouvait jouer de manière relativement indépendante chaque fraction de la bourgeoisie et comment celle-ci comporte des niveaux allant de la petite bourgeoisie à la grande bourgeoisie industrielle. Par delà l'hétérogénéité des élites, nous avons pu observer une assez grande similitude de comportements se référant à des modèles d'inspiration traditionnelle, coloniale ou post-coloniale, qui orientent les ambitions de la plupart des individus. Même les conflits résultant de cette diversité conservent un caractère commun : ils se définissent comme conflits de pouvoir entre élite traditionnelle et moderniste, puis entre élite politique au pouvoir et autres fractions intellectuelle, commerçante, militaire. Mais ces luttes entre groupes d'élite tendent à souligner le fait que les conflits essentiels dans la conjoncture actuelle se situent au niveau d'un groupe de statut supérieur et ne sont donc pas des luttes de classes entre les plus défavorisés et les plus nantis.

Conscience de position sociale plus que de classe

A défaut de cohésion minimale, cette élite a-t-elle une certaine conscience d'appartenir à une classe unique ? En réalité, l'acquisition de revenus élevés (certains gagnent en une semaine ce que le paysan

gagne en un an) ne donne pas à ceux qui en jouissent l'impression d'être totalement coupés des masses, tant l'idéologie les sursature de la conviction que le peuple est un, tant la mobilité n'a pas figé les structures sociales, tant ils sentent instable leur position, liée à un régime politique et à une conjoncture économique, tant l'interrelation des riches et des pauvres est fréquente au sein d'une même solidarité familiale plus importante que ne le serait une solidarité de classe. Ceux mêmes qui acquièrent des caractères de bourgeois le font à titre individuel.

Eléments cristallisateurs d'une classe

Au travers de certains indices cependant se laisse entrevoir la cristallisation progressive d'une bourgeoisie bureaucratique-politique. Parmi ces indices il faut noter : 1) la transformation du mode de vie selon un nouveau modèle de consommation, freinant surtout chez les jeunes la redistribution des revenus à la famille, et accentuant la recherche d'un profit individuel ; 2) le recrutement des fonctionnaires à l'intérieur des familles appartenant déjà à une certaine élite et cherchant à s'ériger en catégorie sociale ; 3) l'union sur des options politiques et sociales dont la mise en oeuvre permettra à cette bourgeoisie de sauvegarder ou d'accroître son prestige.

Si l'ensemble de la société n'est pas incluse dans un système de classes, il est cependant plausible théoriquement qu'une classe se constitue peu à peu, antérieurement à une autre. Dans une même perspective dynamique, il est intéressant de se situer en fonction de l'alternative classe en formation et classe constituée, pour mieux expliquer le procès de développement des classes. Comme l'idée de classe bourgeoise, détentrice de la propriété des moyens de production ne permet pas de désigner avec pertinence ce que nous avons appelé élite, il convient de chercher une dénomination plus valable que celle d'élite, en ce qu'elle permettrait de synthétiser les éléments essentiels du système guinéen sans pour autant le mouler dans des cadres inadéquats.

Bien que le concept de bureaucratie d'état comme classe dirigeante ne soit pas familier à l'orthodoxie marxiste pour qui est fondamentale la question de l'appropriation des moyens de production, la bureaucratie ne pouvant agir qu'en "fondé de pouvoir" susceptible tout au plus d'acquérir une autonomie marquée en mettant à profit certaines conjonctures, il faut reconnaître que les recherches de Milovan Djilas peu satisfaisantes sur le plan théorique, et celles de Karl Wittfogel, nous ont habitué à concevoir une classe dirigeante définie par son monopole de la fonction publique et du pouvoir politique, et non par la propriété privée des moyens de production. On ne voit d'ailleurs pas pourquoi, à moins d'intransigeance doctrinale appuyée sur un fétichisme de l'autorité intellectuelle, la conception même d'une classe dirigeante qui ne contrôle pas les moyens de production avant de contrôler l'Etat, soulèverait des problèmes insolubles. Comme dans les pays socialistes, le fondement d'une classe dirigeante en Guinée repose sur la combinaison du pouvoir politique et économique avec précession du premier sur le second..., à cette différence près que les uns se réclament de la classe ouvrière et les autres du peuple en général.

En procédant à une étude génétique, on s'aperçoit que l'action de l'Etat colonial a entraîné en Afrique occidentale, la naissance d'un groupe privilégié d'autochtones de la fonction publique, imitant dans ses fonctions sociales, ses aspirations et ses valeurs, les classes moyennes de l'Occident. Après 1945, la naissance d'une vie politique fait de lui le principal animateur des mouvements politiques. Le processus de transformation en bourgeoisie bureaucratique s'engage avec la loi Lamine-Gueye qui procure un salaire élevé à certains fonctionnaires guinéens. Avec la montée du RDA, avec la loi-cadre, puis avec l'indépendance, les privilèges du pouvoir changent de main. Dès lors la bureaucratie dirigeante cherche à créer les bases de la survie économique de la nation, et de la sienne propre, dans une entreprise de centralisation et d'étatisation partielle de l'économie. Elle n'apparaît pas comme un organe bourgeois de la classe ouvrière, pour employer les termes de Trotsky, mais comme l'organe à tendance bourgeoise le plus développé

d'une société à l'économie déséquilibrée, désarticulée et retardée, organe déjà mis en place et renforcé avant la rupture totale de la dépendance coloniale. La formation de cette classe se manifeste au niveau des rapports de répartition, qui ne contredisent ni la nature de l'Etat, ni les rapports de production. Grâce à une étatisation et à la gestion bureaucratique, l'appareil économique est approprié par le noyau dirigeant de l'Etat, tandis que persiste encore dans l'agriculture et le commerce de détail, la propriété privée des moyens de production. Appropriation et gestion bureaucratique se caractérisent par une hiérarchie verticale de type administratif et la subordination des instances économiques aux instances administratives et politiques, elles-mêmes libres de tout contrôle populaire. Le système de relations verticales, joint au monopole des décisions par les instances politiques et à son monopole de la dispensation des récompenses et profits de la société, crée des "chasses gardées", donc un cloisonnement économique qui, en retour, renforce la centralisation.

A la faveur des ponctions illicites rendues possibles par la gestion bureaucratique de ce qui est "propriété d'état", s'accroît l'inégalité déjà impliquée par les normes officielles de répartition. La corruption, la vénalité, les détournements de fonds publics, en devenant des éléments structurels du système, rendent manifeste le rapport d'homologie qui existe entre la nature de l'Etat, la nature des rapports de production dans le secteur nationalisé, la nature de la gestion et la nature de la répartition. Dans un tel contexte, l'opposition entre d'une part la bureaucratie politique, d'autre part les commerçants, les militaires et les intellectuels n'est peut-être qu'un conflit entre fractions d'une même classe partageant des pouvoirs divers, qu'elles veulent étendre et confirmer en concentrant dans leurs mains la décision, la gestion, la coercition, la culture et la richesse.

Q U A T R I E M E P A R T I E

FORMATION ET DEVELOPPEMENT
D'UNE BOURGEOISIE COMMERCANTE

Si les économistes et les sociologues ont longuement épilogué sur la domination marchande sous la colonisation, qui a conduit, après l'indépendance, à chercher un modus vivendi entre l'autonomie et l'algèbre, et sur l'état de dépendance de la plupart des pays sous-développés, il semble par contre qu'ils aient bien moins perçu l'un des traits pourtant essentiels du sous-développement : le manque d'une structure commerciale intérieure permettant de distribuer de manière efficace et à bas coût les produits obtenus sur place ou importés.

C'est en partie à cause de l'inorganisation du commerce, et à certains égards, à cause d'une structure commerciale servant des intérêts étrangers, que se rencontrent : le bas pouvoir d'achat et la prédominance de l'autosubsistance dans les sociétés à dominante rurale. C'est aussi grâce à ces facteurs que peut se constituer une bourgeoisie commerçante.

Pour la Guinée, l'un des indices du sous-développement nous paraît résider dans le fait qu'elle ne dispose pas de circuits commerciaux autonomes bien contrôlés pour mettre, à l'échelle locale et mondiale, ses produits à la disposition des consommateurs nationaux et des étrangers. Une telle assertion, disons plutôt une telle hypothèse, devrait nous obliger à analyser chronologiquement les différentes tentatives d'organisation du commerce. Mais comme nous avons déjà mené en détail cette étude historico-sociologique dans de précédentes parutions sur les bénéficiaires du commerce précolonial et colonial, et sur les conséquences des réorganisations des circuits commerciaux dans la Guinée indépendante (1), il nous suffira ici de condenser très sommairement les conclusions qui ont un impact tout à fait direct sur le problème des stratifications sociales. Les questions-clés guidant la recherche ont été celles-ci : Qui sont les profiteurs dans les échanges commerciaux ? Sous l'influence de quels facteurs se sont-ils enrichis. Comment

(1) C. RIVIERE - Les bénéficiaires du commerce dans la Guinée précoloniale et coloniale, BIFAN, XXXIII, B, 2, 1971, pp. 257-284.

C. RIVIERE - Les conséquences de la réorganisation de circuits commerciaux en Guinée, Revue française d'études politiques africaines, 66, juin 1971, pp. 74-96.

se sont produites les modifications de statut à l'intérieur même du groupe des profiteurs ?

Deux analyses : celle des étapes de la variation des institutions commerciales, et celle des mécanismes d'élévation du pouvoir économique de certains commerçants, doivent nous aider à délimiter le cadre d'apparition d'une éventuelle bourgeoisie commerçante et nous permettre de jauger le degré d'unité de la catégorie professionnelle des commerçants en fonction d'une analogie de rôles dans le circuit de circulation et de distribution de la marchandise. Par delà l'unicité de fonction économique qui n'autorise guère que la spécification d'une catégorie, il est peut être possible de percevoir des similitudes de rapport à la propriété par lesquelles un sous-groupe tenterait de se constituer en fraction de classe. Si oui, alors il conviendrait de sonder le degré d'intégration et de conscience de classe de ce sous-groupe et ses relations d'intérêt avec les détenteurs du pouvoir politique.

CH A P I T R E X I

LES ETAPES

Le commerce précolonial

Il est devenu désormais banal de s'en prendre à l'idée d'auto-subsistance et de critiquer la conception d'une économie africaine totalement autarcique et procédant par simple troc dans le cadre villageois. Quoique ignorant le profit au sens propre, ladite auto-subsistance, de par sa finalité économique en même temps que sociale et domestique, n'exclut pas l'acquisition de biens rares et complémentaires par le truchement de l'échange avec des groupes extérieurs. Du Sahel nigérien vers la forêt guérzé par la Haute Guinée, les routes sont connues depuis le Moyen Age, d'approvisionnement du sud en sel gemme et poissons séchés contre colas et outils en fer forgé partant vers le nord. Au XVème siècle, la côte du Nunez et du Pongo s'ouvrant à la navigation portugaise, voit affluer du Bouré et du Djalon, par la voie du Timbo et celle des rivières Konkouré, Fatala, Kakandé, les ivoires, les peaux, l'or et les épices, que citent Valentin Fernandes, Duarte Pacheco Pereira, Alvares d'Almada, etc... (1), troquées contre du fer, des étoffes, de la poudre, de l'alcool, de la pacotille d'apparat.

Le fonctionnement de l'économie pré-coloniale ne se révèle qu'à travers des documents fort rares et n'évoquant que sommairement le problème du commerce (2). Le retracer nous importe bien moins que de dégager quelques données structurelles et de spécifier les catégories sociales qui ont tiré les plus importants profits des échanges dans un système ignorant l'économie moderne de marché.

(1) C. RIVIERE - Le long des côtes de Guinée avant la phase coloniale - BIFAN, XXX, B, 2, 1968, pp. 727-750.

(2) Cf. L. SUNDSTROM, The trade of Guinea, Studia Ethnographica Upsalien-
sis, 24, 1965.

Il ne fait aucun doute que le progrès du commerce est lié, en premier lieu, à l'expansion de l'empire Manding, autant comme conséquence d'une politique que comme cause d'une stabilité des institutions. C'est grâce à la priorité accordée à l'infrastructure routière et au développement de l'économie par les échanges commerciaux que les empereurs du Mali ont pu organiser politiquement le royaume. Après la grande époque du Mali et en raison directe de la découverte des côtes guinéennes par les explorateurs portugais dès le milieu du XVème siècle (1), commence à s'opérer une réorientation géographique des courants principaux d'échange. A l'axe nord-sud se substitue l'axe est-ouest. C'est surtout à partir du XVIIème siècle cependant, que ces courants s'amplifient et en viennent à intéresser l'hinterland. Peu à peu, le commerce de traite circumafricain lié au progrès de la navigation maritime européenne asphyxie le commerce des caravanes sahéliennes, tandis que s'effondrent avec les villes-marchés, les empires de la zone soudanienne. Pendant le XVIIIème et le XIXème siècle, l'orientation de la circulation des esclaves et des produits dans le sens intérieur-côte, renforcée par la circulation inverse des marchandises européennes, suppose une dissymétrie entre la côte et l'intérieur. Mais les petits rois de la côte demeurent tributaires pour l'approvisionnement des factoreries de leur puissant voisin de l'intérieur, l'almami du Fouta, avec lequel traitent les Européens, et qui possède l'autorité sur une population suffisamment nombreuse et puissante pour stopper les caravanes, rançonner les marchands, les orienter éventuellement vers un autre point de traite. S'il profite du commerce, le Fouta n'est cependant pas un royaume de commerçants. En concentrant l'attention sur le monde autochtone à l'intérieur duquel on tente d'observer la naissance de stratifications modernes, on constate alors que la traite a servi les intérêts, en premier lieu, des chefs, pourvoyeurs d'esclaves, de produits, et maîtres des routes, jouissant entre autres monopoles, du commerce de l'or, de droits de capture des esclaves,

(1) C. RIVIERE - Le long des côtes de Guinée avant la phase coloniale, BIFAN, XXX, B, 2, 1968, pp. 727-750.

de taxes sur la circulation des produits, de droits d'ancrage..., en second lieu et en proportion inférieure, des marchands bénéficiaires des transactions, qui purent accroître leur prestige par des signes extérieurs de richesse sans que leur soit possible une énorme accumulation en raison même de la non-monétarisation des échanges.

Les conditions d'un perpétuel engendrement de la richesse parmi les participants à la traite nous semblent être :

- le maintien du système socio-politique traditionnel conservant aux mêmes individus les mêmes situations privilégiées.
- la non transformation de la demande des marchandises les plus rémunératrices et les plus faciles à se procurer : les esclaves.
- l'augmentation en volume et en valeur des produits objets de transactions.
- la non prolifération des agents autochtones du commerce qui évite une diminution des profits revenant à chacun en particulier.

Autant de conditions réalisées dans la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle et la première moitié du suivant. Dès les débuts du XIX^{ème} siècle cependant, la traite des produits qui a débuté dès le XV^{ème} siècle, tend de plus en plus à relayer jusqu'à la supplanter, la traite des esclaves. Les avantages économiques des catégories les plus privilégiées dépendent surtout de la prorogation du système politique. Cette prorogation a longtemps été garantie par la complémentarité des intérêts entre, d'une part, le traitant européen, en puissance de se muer en colonisateur, d'autre part 1) les rois de la côte, protecteurs et profiteurs, 2) les chefs de lignages forts et les autorités politiques de l'intérieur assurant l'approvisionnement, 3) les dioulas saracolé, malinké ou soussou, véhiculant les richesses et opérant soit pour leur compte, soit en partie pour celui d'un chef. Entre ces trois catégories d'autochtones, une complémentarité secondaire joue, conditionnée elle-même par la première, c'est-à-dire par les possibilités de commercer avec les traitants européens.

C'est à la modification des intérêts des puissances impérialistes et à leur action hégémonique qu'est due principalement la transformation du système commercial.

L'interdiction de l'esclavage tout d'abord n'évite pas, durant une trentaine d'années la traite interlope, mais, pendant ce temps, le rôle des dioulas s'accroît par rapport à celui des chefs, dans la mesure où la traite des produits en vient à remplacer la traite des esclaves. Que s'établisse le régime colonial, et les anciens pouvoirs des chefs se voient progressivement brisés (après avoir été temporairement employés pour favoriser la domination du nouveau conquérant), par la suppression de leurs droits de capture des hommes et de prélèvement des produits, de leurs taxes de péage (annulées par la nouvelle structure territoriale), et de leurs rentes pour la protection des comptoirs (désormais sous la garde des autorités administratives et militaires). Ainsi, les anciens détenteurs du pouvoir politique qui concentraient en leurs mains le pouvoir économique sont-ils les plus frustrés par un changement de régime, d'autant que la non-monétarisation des échanges ne leur a pas permis d'accumuler des richesses ayant la propriété de pouvoir être réinvesties d'une façon quelconque et de reproduire ainsi la richesse. Par contre, moins liés que les chefs à un régime politique, mais davantage aux nécessités de la division du travail qui a réclamé depuis longtemps des spécialistes des échanges aptes à répondre aux besoins incomplètement satisfaits par l'autosubsistance, les dioulas seront bien moins affectés que les chefs par les bouleversements politiques dans la mesure même où leur activité se situe dans le secteur-clé (troc, transport) du commerce de traite qui ne se modifiera pas dans ses mécanismes fondamentaux.

En bref, plus le pouvoir économique est lié au pouvoir politique, plus il risque d'être balayé par un changement de régime ; plus il est lié aux besoins mêmes de la masse du peuple, plus il a des chances de se maintenir et de s'accroître. En d'autres termes, les grands profiteurs d'un régime politique : chefs dans la période précoloniale, compagnies commerciales d'import-export sous la colonisation, hauts fonctionnaires d'état dans le socialisme touréen, subissent à chaque revirement politique structurel une perte de leur pouvoir économique, tandis que ne cesse de croître, à un rythme lent mais régulier, le rôle

économique et la richesse des marchands insérés depuis les plus bas échelons dans la circulation des produits et la distribution des marchandises, et qui sont indispensables au fonctionnement de n'importe quelle économie moderne.

Le commerce colonial

Que l'économie monétaire coloniale se soit développée à partir des échanges précoloniaux ; que la lutte entre les différents capitalismes de l'Occident ait été assurée en priorité par la concurrence économique, en partie sur la base de l'exploitation coloniale ; qu'il y ait eu une instauration de la domination directe du capitalisme sur les producteurs africains, soit par importation directe de ce capitalisme de l'extérieur, soit par autodéveloppement de l'esprit capitaliste au sein d'une formation sociale qui ne connaissait pas jusqu'alors l'accumulation primitive ; voilà autant de propositions qui, posées dès le début, éclairent d'emblée la compréhension de l'histoire du commerce colonial, schématisable en quelques moments essentiels :

- 1) Le premier essor économique des "Rivières du Sud" va de pair avec la demande de caoutchouc, jusqu'au "krach de la gomme", au début du siècle. C'est la belle époque du commerce des colporteurs-dioulas.
- 2) L'installation des comptoirs des grandes maisons coloniales à l'intérieur du pays, avant 1914, s'opère grâce au réseau routier et ferré, mais affecte simultanément les caravaniers qui doivent se limiter à des transactions sur les marchés locaux, et le trafic côtier des métis du Nunez et du Pongo ainsi que des Sénégalais.
- 3) L'invasion de Syriens et Libanais dans toutes les petites villes, comme intermédiaires, développe la collecte des apports indigènes intéressant l'économie métropolitaine ainsi que la vente des marchandises européennes, mais contribue simultanément à réduire pour longtemps l'autochtone à un rôle de petit détaillant, sans accès direct à l'importation ni à l'exportation, par manque de moyens financiers.

4) La crise des années trente liquide les positions de beaucoup de petits commerçants autochtones, mais en reconvertit certains au trafic de l'or, d'autres à la fonction publique.

5) La renaissance timide pendant la guerre, puis celle plus ferme des années qui suivent, corrèle avec l'amorce d'une urbanisation, d'une industrialisation, et d'une planification du développement de certaines zones agricoles.

Le fait que l'élément africain ait été non seulement conservé dans les circuits de traite coloniale, mais qu'il ait été indispensable au fonctionnement et à l'expansion de l'économie, a contribué à assurer une position ferme au commerçant autochtone, en faisant de lui un privilégié du système par rapport au paysan, encore que cette distance sociale entre commerçants et producteurs soit masquée par l'autre distance à caractère antagonistique entre colonisés et colonisateurs, et par l'énorme différence existant entre le volume des profits individuels réalisés par les étrangers et celui réalisé par les marchands africains. Le commerce africain de détail, exercé par des sous-traitants, boutiquiers, vendeurs à l'étalage, colporteurs, ne diffère guère de ce qui a été maintes fois décrit pour le reste de l'Afrique précoloniale et coloniale, et que l'on pourrait résumer en quelques caractéristiques : bas niveau de vie du commerçant, faiblesse des frais fixes, pratique de la fraude fiscale, douanière et corporative, vente par très petites quantités, adaptation aux conditions sociales (échange en nature, prêt sur récoltes).

De prime abord, l'étude de l'activité commerciale des grosses sociétés françaises sous la colonisation ne semble pas présenter d'intérêt dans le cadre de cette étude de la dynamique des strates, parce que tout le réseau en a été éliminé, ou presque, avec la nationalisation du commerce, et que ne subsiste plus la couche des commerçants étrangers de gros. Néanmoins, il est bon de noter que quelques menus avantages ont résulté indirectement du système de commerce colonial :

1) Les compagnies commerciales ont hâté, sous la colonisation, la formation d'une infrastructure routière. Après s'être implantées avec un investissement minimal, les compagnies commerciales ont réclamé

du gouvernement colonial une infrastructure de transport, ce qui a longtemps rendu la comptabilité du territoire déficitaire, mais a permis à ces compagnies de substantiels bénéfices.

2) C'est par leur canal que des méthodes modernes de gestion ont pu s'implanter.

3) C'est chez elles que ce sont formés la plupart des employés de commerce, récupérés ensuite par les entreprises d'état ; l'ancien commis devenant gérant.

4) Elles ont laissé en partant des bâtiments qui ont pu être confisqués par le commerce d'état.

Bien que l'indépendance et la nationalisation du commerce a paraissent comme une rupture avec le système colonial, la ligne d'évolution nous semble se prolonger cependant, quant aux mécanismes fondamentaux, puisqu'elle va dans le sens d'une :

1) conservation du système de traite implanté depuis trop longtemps, et trop nécessaire à l'économie pour être modifié ;

2) superconcentration par le commerce d'état et sur la place de Conakry. Troisième étape d'une évolution avec césure : multiplicité des comptoirs, concentration autour des trois du Big Tree (CFAO, SCOA, Niger français), puis unification par la nationalisation totale du commerce de gros. Simultanément, l'inorganisation de la distribution et les difficultés monétaires font périlcliter le commerce de brousse et centrent les activités sur Conakry ;

3) spécialisation du commerce d'import-export selon les produits et marchandises, par différentes entreprises nationales dépendant du CGCE. La nationalisation du commerce de gros a aussi pour effet la régression des maisons privées au rôle d'intermédiaires spécialisés ou de commerçants au détail ou en demi-gros ;

4) dégradation des termes de l'échange au niveau international, aussi bien avec les pays de l'Est qu'avec ceux de l'Ouest, même si le système de troc prédomine dans le premier cas, puisque les accords stipulent que telle quantité de produits industriels, à forte valeur ajoutée, sera livrée contre la fourniture de telle quantité de produits

agricoles ou de matières premières, à la valeur ajoutée d'ordinaire faible. Dans tous les genres de commerce international, la valeur monétaire des produits constitue le référentiel de base.

Comme la traite précoloniale avait été facteur de différenciation en accentuant les inégalités entre peuples côtiers et peuples de l'intérieur, en avivant les compétitions ethniques, en profitant aux chefs principalement et aux dioulas secondairement, qui prélevaient des valeurs d'usage pour leur consommation, sur le produit nécessaire et le surproduit qu'ils avaient pour charge d'échanger, de la même façon, les privilèges économiques de l'impérialisme colonial ont eu pour effet de créer d'autres inégalités entre les Européens qui détenaient le contrôle politique et financier de tous les secteurs-clés de l'économie, et la population africaine en état de sujétion. Mais parmi celle-ci, une couche de commerçants a su tirer parti de son insertion dans le système commercial de la colonisation et de l'extension des marchés.

Chaque augmentation de l'impôt s'est répercutée directement par une amplification du commerce des produits, ainsi que du marché du travail, et a engendré l'appropriation personnelle de biens fonciers familiaux. Ceci, à son tour, a eu pour conséquence de modifier le système juridique traditionnel et d'altérer simultanément les rapports interindividuels. N'est-il pas jusqu'au marchandage dotal qui, en supplantant le taux coutumier des échanges matrimoniaux n'ait contribué à dénaturer le tissu des relations humaines puisque, conséquence de l'introduction d'une économie monétaire et cause de son extension sous un autre rapport, ce phénomène a joué dans le sens d'un renforcement du clivage entre familles riches et familles pauvres. A pouvoir plus aisément que d'autres doter des femmes, le commerçant a acquis du prestige. Et beaucoup d'agriculteurs ont cherché à s'introduire dans le commerce.

Sont aussi à porter à l'actif de la rencontre entre l'Europe et l'Afrique, ces remous conjoncturels dans les échanges extérieurs qui ont réorienté les productions, le volume et les modes de commercialisation, et qui, temporairement, ont restreint le négoce des dioullas ou lui ont suscité au contraire des aubaines passagères. Si, pendant longtemps, sous l'effet de la concurrence victorieuse des monopoles coloniaux faute d'envergure financière, et en raison de leur propre culture traditionnelle, les commerçants autochtones n'ont pu se moderniser et élargir le domaine de leurs interventions, ils ont, grâce à leur esprit d'entreprise attisé par leurs intérêts, pu accroître leurs effectifs, arrondir leurs revenus, et s'établir, malgré l'exiguïté même de certains marchés, sur toutes les places du commerce de détail, de telle sorte que la position statutaire du commerce européen parvenant à être ébranlée par le combat politique, puis sapée par la liquidation du colonisateur, ils se trouvent alors en situation favorable pour utiliser leur expérience des mécanismes et roueries du commerce à des fins d'amplification de leurs privilèges économiques.

La réorganisation des circuits commerciaux après l'indépendance

Les péripéties des réorganisations du commerce s'ordonnent en plusieurs phases dont chacune favorise l'émergence d'un type particulier de commerçant.

a) 1959-61 : L'expérience des Comptoirs Guinéens du Commerce extérieur (CGCE) et intérieur (CGCI) qui vise à évincer le capitalisme étranger, constitue un changement de gérance du commerce de gros.

b) 1961-63 : L'échec de cette expérience conduit, d'une part, à une régionalisation profitable aux administrateurs du commerce d'état, d'autre part, à une phagocytose du secteur public par le secteur privé autochtone.

c) 1963-64 : Le VIème Congrès du Parti inaugure une libéralisation qui accentue l'anarchie et la course au profit.

d) novembre 1964 : Une loi-cadre manifeste l'essai de rétablissement de la situation, freine l'embourgeoisement par des contrôles étroits, mais n'évite pas la perpétuation de l'inflation et de ses plaies -le trafic et le marché noir- parce qu'elle ne s'attaque pas aux causes profondes du mal. Depuis 1964, qui marque la nette prise de conscience de la formation d'une bourgeoisie commerciale, par le gouvernement, et sa ferme décision de stopper le développement du phénomène, n'est advenue aucune réforme décisive.

Afin de traduire dans la pratique une politique de développement socialiste, maintes fois exprimée aussitôt après l'indépendance, la Guinée nouvelle jugeait utile d'opérer une décolonisation rapide des structures et circuits commerciaux, principalement par deux moyens : 1) la création d'un puissant secteur d'état détenant le quasi-monopole des importations et des exportations, le monopole du commerce de gros et l'exercice d'une partie du commerce de détail (magasins témoins pour assurer une publicité des prix taxés) ; 2) l'organisation de coopératives d'approvisionnement et de vente, dont le rôle devait être primordial tant pour la distribution des marchandises que pour la commercialisation des produits au niveau des villages.

En réservant une part prépondérante du commerce de demi-gros et de détail aux commerçants privés, l'Etat espérait tenir compte, à la fois des possibilités concrètes du secteur d'état en voie de formation et des principes de son action révolutionnaire, selon lesquels est souhaitable une certaine accumulation par le peuple et par les petits commerçants autrefois opprimés. Quant aux coopératives villageoises, elles devaient permettre de rapprocher le plus possible le "consommateur-membre" de la marchandise et constituer pour le "producteur-membre" un marché sûr pour l'écoulement de toute sa production à des prix rémunérateurs.

La tentative de boycott du commerce guinéen par les trusts coloniaux de traite que gênait l'indépendance, et la baisse consécutive de la valeur de la monnaie, rendaient urgente la mise en place d'institutions commerciales nouvelles. L'urgence explique le non mûrissement des projets et les fréquents correctifs de la politique, observables jusqu'en 1964.

A défaut de cadres professionnellement qualifiés, l'Etat devait recruter ses agents parmi un personnel ou ignorant les règles du commerce, les exigences des commandes, les rythmes du stockage et de l'écoulement, les statistiques élémentaires pour l'évaluation des besoins qualitatifs et quantitatifs des populations, ou bien n'ayant l'habitude de travailler que sur des éléments de faible dimension et sur ordre précis. Il préjugait beaucoup de la transformation des mentalités et de la conscience politique et morale de ses agents. Le problème des cadres n'était pas seulement celui de leur inexpérience, mais davantage encore celui du vol et de la corruption. Or l'analyse officielle, tout en reconnaissant les risques d'une centralisation excessive du commerce, et la nécessité d'une monopolisation qui soit progressive, n'insistait pas sur ce phénomène essentiel de naissance d'une bourgeoisie. La sous-estimation de la vitesse acquise par les tendances à l'embourgeoisement apparaît nettement dans le bilan des importations de 1961 :

Désignation	Biens de consommation	Biens d'équipement	Total
Programmes	6 335 000	4 765 000	11 100 000
Réalisation	9 402 912	6 199 922	15 702 634
Différence	3 067 712	1 534 922	6 026 634
% de réalisation	+ 48,4 %	+ 32,2 %	+ 41,4 %

Source : Direction Nationale de la
Statistique de Guinée.

Ce dépassement de 41 % du programme par sa réalisation est d'autant plus grave qu'il est marqué dans les biens de consommation (48 %) surtout en ce qui concerne les textiles et les chaussures où il atteint 99 %, les voitures et les motocyclettes où il est de 104 %. A qui profitèrent ces importations ? Fort peu aux paysans, producteurs et planteurs, puisque les exportations agricoles furent inférieures de 20 % au programme prévu en 1961, ce qui diminua le pouvoir d'achat. Par contre, fonctionnaires et commerçants y trouvèrent leur compte. Comme la confusion générale profitait aux pêcheurs en eau trouble, un rush vers la profession commerciale commença à s'observer cette année-là, en corrélation avec une psychose de pénurie.

Conscients de la rareté générale des marchandises, de l'impossibilité d'un contrôle généralisé, et du désir des populations de satisfaire leurs besoins créés depuis une quinzaine d'années surtout par la modernisation, les dioulas, colporteurs, "tabliers", bana-bana, profitèrent de l'absence de concurrence des boutiques installées et vides pour se livrer au trafic. La fermeture des frontières ne permettait guère qu'une contrebande portant sur des quantités relativement petites, mais le douanier se laissait corrompre ou fermait l'oeil, le gouverneur de région s'approvisionnait lui-même de façon semblable. Au courant de cette aubaine, beaucoup de paysans délaissèrent leurs champs pour devenir petits marchands. Avec peu de travail et un brin d'astuce, chacun parvenait rapidement à accroître ses liquidités. Quiconque ne possédait pas de valeurs à échanger s'en procurait par des vols au port de Conakry, par les détournements de produits destinés à l'alimentation de Fria, par des vols de bétail comme marchandise à troquer contre des produits manufacturés, par des avances d'amis pour acheter un produit rare et le revendre aussitôt avec bénéfice.

La détérioration de l'économie, sensible à travers la prolifération des activités parasites, le trafic, la corruption, l'irresponsabilité bureaucratique, atteignait en 1964 un niveau critique tel qu'elle appelait des mesures draconiennes. La solution était tout indiquée à ce dilemme : ou mettre en péril la révolution guinéenne par

une démoralisation croissante des masses consécutive à l'inflation, ou asséner un coup violent aux bourgeoisies commerçante et bureaucratique en formation, avides d'instaurer une exploitation de l'homme à leur avantage. Tant pis s'il fallait frapper fort ! L'embourgeoisement, pour être récent se manifestait par trop insolemment dans cette nouvelle ambiance.

Ce qui fut appelé la loi-cadre du 8 novembre 1964 réaffirma la voie non capitaliste du développement économique guinéen et comporta un programme de réformes traduit en lois et décrets dix jours plus tard, et adopté par une session extraordinaire du C.N.R. Toute une série de mesures visaient le commerce :

- rétablissement du monopole d'état du commerce extérieur et de la vente en gros ;
- suppression des licences d'import-export accordées un an plus tôt aux commerçants privés (Sékou Touré a révélé plus tard que ces commerçants avaient été jusqu'à demander des licences pour 4 milliards de francs sans solliciter aucune devise de l'Etat guinéen, ce qui signifie qu'ils disposaient d'importants fonds). Les nouvelles autorisations ne seront accordées, par une commission nationale et des commissions régionales, qu'aux commerçants présentant les garanties nécessaires de solvabilité, de capacité et de moralité professionnelle.
- Limitation de l'effectif des commerçants-boutiquiers (réduction des 4/5 à Conakry et Kindia, des 2/3 à Mamou, par exemple),
- Réglementation de la profession : dimension minimum des boutiques d'exposition et magasins de stockage, capital liquide minimum (ex : 30 millions de FG pour une boutique de 100 m²), dépôt d'une caution au Crédit National.
- Répartition systématique et équitable des marchandises et denrées entre les 28 régions.
- Interdiction de toute vente ou achat hors des lieux autorisés.
- Institution d'une commission de contrôle des prix par les

services de l'Intérieur. Toute hausse illicite, tout refus de vente, toute dissimulation de marchandises sont passibles d'une amende de 100 000 à 5 000 000 FG et d'une peine de 6 mois à 2 ans d'emprisonnement, indépendamment de l'interdiction définitive ou temporaire d'exercer la profession.

- Répression sévère de tout trafic frauduleux aux frontières par la douane et la gendarmerie dont les effectifs sont doublés dans ces zones.

- Interdiction de l'exploitation privée du diamant et transfert de la banque de Kankan à Conakry.

Des dispositions pratiques visaient à rationaliser les marchés forains et la commercialisation des produits agricoles, à limiter les coopératives de consommateurs aux seules couches laborieuses, ouvriers et paysans.

Au vrai, l'essai de rétablissement de la situation par des mesures purement négatives, sans renouvellement radical des structures, la dénonciation publique d'une bourgeoisie de profiteurs, assortie de répressions et de contrôles pendant 6 à 8 mois seulement, ne pouvait porter des fruits que dans la mesure où l'on aurait simultanément donné les moyens d'enrayer la hausse illicite des prix, et offert des produits satisfaisant les besoins des consommateurs.

En refusant la déflation, le gouvernement se condamnait à perpétuer l'inflation et se trouvait conduit à tolérer, tout en essayant de les circonscrire, les faits de trafic illicite et les malversations (dénoncés encore dans le discours du 8 novembre 1968).

De la situation d'inflation, les uns continuent de profiter :

1) les hauts fonctionnaires détenant, par leur pouvoir de décision, les clés de la distribution, qui savent se servir eux-mêmes et faire payer leurs faveurs ;

2) les commerçants et transporteurs qui spéculent sur la rareté, ou ceux qui reconvertis en partie à l'agriculture, ont employé leurs capitaux accumulés, à l'achat de plantations ou à l'acquisition de tracteurs pour la riziculture dans les régions de Koundara, de Siguiri

ou du Bagataï, A la recherche de l'affaire miraculeuse, et sous la pression des conditions qui leur sont faites, les commerçants n'investissent plus dans le commerce, mais ceux qui y sont restés ont perdu l'habitude de gérer des affaires régulières.

D'autres s'en accomodent :

1) le paysan aisé qui vend son boeuf 40 000 ou 50 000 FG à un boucher particulier au lieu de 15 000 FG que lui achète vif l'organisme d'état Obétail, ou qui produit de grosses quantités de riz dont une partie peut être vendue en fraude hors de Guinée. Ainsi, dans la région de Dalaba, 8 gros propriétaires de bétail et agriculteurs avaient, pour 1967, un revenu situé entre 600 000 et 1 000 000 FG (1).

2) les paysannes proches des villes qui s'adonnent aux cultures maraîchères et qui vendent à bon prix leurs légumes sur les marchés urbains de Conakry, Kindia, Mamou, Kankan, (ex. en 1968 : 600 FG le kg de pommes de terre, 800 FG le kg de carottes).

Les autres enfin en pâtissent :

1) les ouvriers et petits fonctionnaires dont les salaires n'ont subi de 1960 à 1968 qu'une augmentation de 10 %, tandis que les prix ont augmenté de 100 à 120 %;

2) les paysans pauvres produisant de faibles quantités et tenus, soit de passer par les circuits des dioulas, soit de vendre à l'Office d'état leur production à des prix qui ne varient guère.

La plupart de ceux-ci ne peuvent que se résigner à vivoter en comprimant leurs besoins. Le retour à l'autosubsistance s'accompagne, pour le relativement mieux nanti, du retour à l'échange et aux systèmes de débrouillardise. "On supplée aux insuffisances des circuits commerciaux, dit J. Surret-Canale, par des échanges familiaux économiquement peu rationnels certes, mais efficaces ; le fonctionnaire ou l'ouvrier urbain, mieux placé que le paysan pour se procurer tissus et quincaillerie, a toujours quelque grand frère ou petit frère "grand cultivateur" ;

(1) Enquête de la Faculté des Sciences sociales en avril 1968.

il se préoccupe de l'habiller, lui et sa famille, et en échange reçoit quelques sacs de riz, à l'occasion de visites réciproques." (1)

Au total, on peut estimer que la politique économique à pré-tention socialiste de la Guinée a eu pour principale conséquence, par ses propres insuffisances, de créer les conditions favorables à un accroissement des inégalités sociales. Elle a, du même coup, favorisé plusieurs phénomènes nuisibles au développement : la concentration urbaine du commerce et l'exode rural, la non intégration des profits commerciaux au développement national, l'excès de tertiarisation d'un pays pauvre.

1) La tendance du commerce à se rétracter sur Conakry et les principaux centres urbains, Kankan, Kindia, Labé, tient à plusieurs facteurs : la raréfaction des marchandises et la centralisation politico-administrative de la distribution, les difficultés au niveau des transports (prix, régularité), la croissance rapide de la population urbaine disposant d'une capacité d'achat plus élevée que la brousse. Cette évolution est grave pour la régionalisation du pays à laquelle les pouvoirs publics attachent avec raison beaucoup de prix. Plus précisément, un tel processus de raréfaction de l'offre de marchandises à la campagne, entraîne simultanément la régression de l'agriculture et l'exode rural vers les villes.

2) Du fait même du monopole étatique de l'import-export, la bourgeoisie guinéenne du commerce n'est pas façonnée par les besoins du commerce international, mais autonome, elle gère son propre capital pour des intérêts exclusivement personnels sans les intégrer aux besoins du développement national. Elle n'investit ni dans le commerce, à l'inverse de ce qui se produit au Sénégal et en Côte d'Ivoire, ni

(1) J. SURET-CANALE - La République de Guinée, éd. Sociales, 1970, p. 215.

dans l'industrie. Comment le pourrait-elle d'ailleurs puisque l'Etat lui interdit pratiquement cet accès à l'industrie par pénurie de devises donc de machines et de matières premières, et qu'il lui sape même tout désir d'investir dans le commerce, par des revirements fréquents et toujours à craindre d'une stratégie d'interdits et de tolérances, de contrôle des biens et d'yeux fermés sur le trafic à certains moments. La construction et la location de maisons en ville à des experts étrangers, à des ambassades ou à des fonctionnaires, a été l'investissement préféré des gros commerçants enrichis dans la décennie d'avant 1964. En second lieu vient l'achat d'un taxi ou d'un camion pour le transport des voyageurs et marchandises ; en troisième lieu, la constitution d'une plantation.

3) La Guinée sait maintenant quel risque elle a couru en planifiant théoriquement la production dans les plans triennal et septennal, tandis que la distribution, malgré quelques organigrammes, demeurait anarchique. Laisser l'anarchie se produire dans le secteur commercial au moment même où l'agriculture, pour se développer, avait besoin de stabilité des prix et d'offre de produits de consommation, au moment aussi où la fonction administrative en croissance conduisait déjà à un enflement exagéré du tertiaire, constituait une des plus graves erreurs que les gouvernants aient pu commettre et dont ils n'ont pris totalement conscience que trop tard en 1964. Après le rush initial vers le trafic illicite, la plaie de l'usure s'est infectée, le tertiaire de l'administration et du commerce l'a gangrenée.

CHAPITRE XII

LES MECANISMES

Lorsque les économistes, les idéologues et les politiciens s'intéressent au commerce actuel des pays africains, ils centrent généralement leur attention sur les échanges avec l'extérieur, ou sur le fonctionnement des circuits intérieurs récemment mis en place, plus intéressés qu'ils sont, qui à conquérir des matières premières, des débouchés, des marchés, qui à dénoncer l'ampleur de l'exploitation impérialiste des pays du Tiers Monde, laquelle prolonge en le camouflant le vieux pacte colonial, qui à présenter analytiquement, dans un souci qui se veut d'objectivité scientifique, l'histoire séquentielle des réformes survenues depuis une décennie dans les institutions commerciales des nouvelles nations. Les diagnostics portés sur la balance des comptes ou sur l'organisation du commerce d'un pays ne manquent généralement pas de pertinence et permettent de mettre en évidence, dans chaque conjoncture, les points faibles du système. Mais l'imputation causale demeure fréquemment fort générale, macroscopique et quantitative. Ceux qui ont voulu, par une planification rationnelle inspirée de modèles socialistes, modifier radicalement les anciens courants, se sont heurtés à des difficultés imprévues qui tiennent, pour une part, à la méconnaissance de certains facteurs sociaux, car, au plan microscopique, la production globale se voit étroitement liée à la consommation, aux désirs de chaque individu de mieux vivre, aux impulsions à l'action de caractère personnel, aux réussites et aux échecs des premières expériences.

Dans une optique de dynamique sociale intéressée aux conditions, aux processus, aux agents et aux orientations du changement, et malgré une certaine carence de précisions statistiques, nous pensons utile, dans le but d'éclairer le fonctionnement réel du commerce intérieur guinéen, de compléter les études sur les remodelages des institutions commerciales (1)

(1) Cf. A. Cournanel - Planification et investissements privés en République de Guinée, Thèse de doctorat de Sciences Economiques, Faculté de Droit, Paris, 1968, ronéoté.

J. Suret-Canale - La République de Guinée, éd. Sociales, 1970.

C. Rivière - articles cités dans le chapitre précédent.

par une analyse rigoureuse des impacts réciproques des institutions sur les hommes et des hommes sur les institutions, car les réajustements d'une institution dépendent, entre autres, de données sociologiques : mentalités, habitudes, actions innovatrices, stratégies de groupes d'intérêts, et notamment des groupes d'intérêts à l'intérieur de la nation, dont on parle bien peu, en raison des interdictions d'enquêter faites aux sociologues dans ce secteur tabou. Quels groupes de commerçants ont surtout profité d'une telle politique économique ? Pour quelles raisons et par quels mécanismes ? Voilà ce que nous allons tenter d'élucider en fournissant les preuves des cinq arguments suivants :

1) L'impossibilité de modifier un système de traite tient à la nécessité de prendre en compte l'héritage colonial, c'est-à-dire une production agricole orientée vers l'exportation, des insuffisances de l'infrastructure de transport, une organisation existante de collecteurs, de transporteurs, d'intermédiaires... parce que ce système de traite s'insère dans le cadre d'un commerce mondial duquel la Guinée nouvelle reste dépendante à l'instar de tout pays en voie de développement qui ne possède ni les dimensions territoriales, ni les ressources suffisantes, ni les industries nécessaires à un début d'autarcie. En conséquence de ce maintien de la traite et de l'africanisation du commerce après éviction des sociétés étrangères, quelques gros traitants en place jouissent d'une position avantageuse pour accaparer les super-bénéfices du système.

2) L'isolement monétaire, dans une économie dépourvue des bases financières, techniques, humaines d'une accumulation nationale importante, engendre nécessairement pénurie et inflation. Il s'ensuit, en raison aussi du manque d'efficacité des systèmes de contrôle, une spéculation et un trafic surtout profitables aux détenteurs de biens ou d'argent, opérant à grande échelle.

3) Un traditionnel instinct commercial, joint à une habitude de la traite et du trafic, permet aux plus puissants des Libano-syriens

déjà implantés sous le système colonial, de tenir sous leur dépendance et dans leur clientèle, quelques fonctionnaires d'état du commerce de gros, et par échange de faveur, de se constituer une fortune importante.

4) A la faveur d'une prise en charge par l'Etat du commerce de gros et de la fonctionnarisation d'une bonne partie de la profession, d'énormes ponctions sont effectuées dans le secteur étatisé, qui servent les intérêts particuliers de quelques fonctionnaires, détenteurs des clés de la distribution.

5) Bien qu'instituées dans un but social, les coopératives de commerçants, de transporteurs ou de consommateurs procurent certains avantages, confisqués par leurs dirigeants. Aussi servent-elles plus à la protection contre les aléas d'une politique commerciale et à la conquête par quelques uns du pouvoir économique, qu'à une véritable socialisation de l'économie.

Les super-bénéfices de la traite

Comme l'organisation du commerce, dans la plupart des pays colonisés, a résulté de pratiques établies non pas en vue d'un développement national harmonisé, mais au niveau des groupes d'intérêts particuliers, et que ces pratiques et routines ont fini par s'imposer, l'étude des séquelles de l'ancien régime ne manque pas d'intérêt, autant pour qui prétend réformer les structures ou les méthodes de travail, que pour qui souhaite simplement une étude clairvoyante des mécanismes et difficultés actuelles du commerce. Mais il faut se garder de survaloriser les analogies aux dépens des différences.

Toutefois, n'importe quel observateur ayant vécu quelques années en Guinée, se plaît à noter, s'il sait se dégager des politiques de réforme à court terme, traduites ou non dans la réalité, une profonde identité entre la situation d'exploitation commerciale par la colonisation et celle existant après l'indépendance, malgré les efforts

nationaux de planification des circuits et de la profession commerciale, et grâce à l'isolement monétaire qui a créé une psychose de la rareté.

Au plan structurel, et au sommet de la pyramide sociale, s'est opérée une substitution parmi les détenteurs de monopole, sans que se modifient foncièrement ni les structures, ni les mécanismes, parce que l'Etat, tout en réduisant le nombre d'intermédiaires n'a pas pu assumer toutes les tâches de transaction à la charge des Libanais et des détaillants, et parce qu'il a maintenu le système de traite.

Nul n'hésiterait à dire qu'ont empiré les conditions de commercialisation. Immédiatement après l'indépendance, le manque de concurrence entre sociétés commerciales (pour la plupart éliminées ou en réduction d'activité) a entraîné la baisse de compétitivité entre les traitants, la diminution de leur nombre et leur désintérêt de la traite (du moins pour ceux ne disposant pas de capitaux suffisants pour corrompre les fonctionnaires) ce qui pourrait être estimé favorable à un assainissement de la profession si n'intervenaient d'autres facteurs. Désormais le traitant ne reçoit plus d'avance de fonds ni de commission des maisons de commerce, mais il doit au contraire offrir un pot-de-vin au fonctionnaire pour obtenir une attribution de marchandises. Celle-ci étant nécessaire comme contre-partie pour l'échange avec des produits agricoles, il s'ensuit parfois, vu la raréfaction des importations, une tactique de bénéfice à tout prix. Pour exiger des faveurs de l'administration à laquelle le paysan se plaint, et auquel le traitant rétorque qu'il ne dispose pas de moyens de transport, ni des entrepôts de stockage nécessaire, celui-ci n'opère pas en temps opportun la collecte des produits. Plutôt que de les laisser perdre, le producteur préfère céder ses produits à plus bas prix que celui fixé par Guinexport. Ainsi le traitant obtient-il par pression, un bénéfice supérieur à celui fixé par le gouvernement. De plus, il offre si peu de marchandises que, pour les posséder, le paysan les accepte à n'importe quel prix. La demande se modèle donc sur l'offre bien plus qu'elle ne la suscite. A tout prendre l'originalité de ce marché, comme dans le système colonial, réside en ce que le prix de

la marchandise n'est pas déterminé par les lois classiques de l'offre et de la demande, mais par le caprice des intermédiaires, dont les décisions dans la fixation des prix sont dictés par l'esprit d'apré-té au gain. Rien de rationnel, selon l'économie classique, ne préside donc aux rapports entre vendeur et consommateur. C'est la course fébrile au profit, d'où le consommateur sort toujours perdant. Même s'il vend son produit au prix fixé par Guinexport, le paysan perd encore face au commerçant qui lui vend ses marchandises augmentées de tout le bénéfice qu'il n'a pu réaliser en achetant le produit moins cher que le prix fixé. Une telle situation, que nous avons observé dans la région бага, se représente selon nos informateurs, aussi bien au Kissi qu'en région peul ou malinké.

La variabilité des prix selon les saisons joue de même contre les intérêts des producteurs. Durant la saison des récoltes, le cultivateur, sous la pression des difficultés d'argent, se trouve contraint de vendre son produit, son riz par exemple, à des prix désavantageux, comme nous venons de le noter. Les prix s'élèvent au fur et à mesure de l'approche de la période de soudure. C'est alors que les intermédiaires commerçants ayant constitué des réserves de riz durant la saison des récoltes vendent ce riz à des prix exorbitants (ex : décembre 1966 : 70 FG le kg, juin 1967 : 350 FG le kg...) au préjudice notamment des consommateurs urbains. La hausse des prix du riz ne profite donc aucunement au producteur, mais seulement au commerçant, sinon elle pourrait stimuler la production rizicole pour le marché. Les commerçants continuent ainsi d'exploiter des techniques d'intervention apprises par la traite coloniale. Un peu partout, certains stockent les produits en attendant des cours meilleurs. Dans les gros bourgs où est important l'apport de produits à exporter, des commerçants-transporteurs s'installent aux entrées de marchés pour délester dès leur arrivée, paysans et paysannes, de leurs livraisons, et pour les revendre en grosses quantités sur les marchés de Kindia, Labé, Pita, Kankan ou Conakry. Quelques boutiquiers se portent aussi acheteurs, qui vendent ensuite un sac d'arachide ou de riz à un transporteur allant à Conakry. Les marchands de bétail achètent généralement

des génisses qu'ils troquent dans le Fouta contre des bêtes de boucherie à condition d'une génisse contre un taureau de 3 ans, plus deux ou trois moutons ou chèvres.

Forts de leur position, ils peuvent agir comme groupe de pression. En 1963 par exemple, après la baisse imposée de 10 % sur tous les prix au détail, les transporteurs et commerçants du Fouta Djallon et de Kindia protestent ainsi, à la faveur de la période de soudure, contre de trop faibles marges bénéficiaires, en stoppant presque leurs envois de légumes, viandes et produits alimentaires à Conakry, Labé ou Kankan.

Enfin, la liaison entre le troc et la traite provoque une effrayante spéculation commerciale, comme l'a signalé J.M. Albertini en stigmatisant ce qu'il nomme la domination des usuriers : "L'intermédiaire, écrit-il, pousse l'agriculteur à s'endetter, lui facilite la période de soudure en lui faisant crédit à un taux usuraire et se paie ensuite sur sa récolte. Généralement l'action des commerçants est facilitée par l'absence de marché local, ou par les difficultés que l'agriculteur rencontre à se rendre au marché, ou par les insuffisances du crédit agricole, ou encore par le manque de moyens de stockage. La domination commerciale aboutit à rejeter l'agriculteur dans la passivité" (1). L'usure opère ainsi un blocage du développement agricole ; et les énormes taux d'intérêt pouvant atteindre jusqu'à 100 % empêchent le capital disponible de s'orienter vers l'industrie où les rendements de l'argent ne pourraient être que bien plus faibles.

Ces phénomènes nous montrent comment sont reconduits les mécanismes de la traite notamment le double bénéfice sur l'achat des produits et sur la vente des marchandises. Depuis 1963 surtout, la marchandise, parce que rare, parvient au consommateur final à un prix

(1) J.M. ALBERTINI - Les mécanismes du sous-développement, éd. ouvrières, 1967. p.60.

super-gonflé et bien supérieur à celui du commerce colonial, étant donné qu'elle a subi des taxes douanières plus élevées, de 35 à 160 % selon les articles, et circulé entre des intermédiaires spéculant sur l'irrégularité et la parcimonie des arrivages,¹ qui entraîne l'irrégularité des cours et le sentiment constant de rareté. Certes, dans le circuit des marchandises importées en grosses quantités, le nombre des intermédiaires a diminué depuis l'indépendance, mais l'inflation des prix de détail prouve que chacun d'entre eux prélève une part de bénéfice plus importante que dans le système colonial. On comprend ainsi que, désavantagés par l'évolution des termes de l'échange entre produits manufacturés et produits agricoles, les paysans du Fouta Djallon et de la Guinée Forestière tendent à renforcer l'auto-subsistance, puisqu'en raison de leur faible revenu il leur est impossible d'acquérir au marché noir les produits manufacturés.

Comme autrefois, les échanges commerciaux sont donc restés orientés dans un sens fondamentalement contraire aux intérêts des populations, comme autrefois aussi se produit une hémorragie constante, sinon de capitaux, du moins de ressources qui ne passent pas par le commerce d'état et n'alimentent pas le développement national puisqu'une partie importante des produits comme des marchandises est vendue frauduleusement hors des frontières et payée en CFA, en dollars ou en livres sterling. (1).

Sans doute, la création des coopératives de consommation et les mesures du 8 novembre 1964 ont-elles réduit l'action des anciens traitants. Mais, à défaut de retirer des bénéfices de la traite traditionnelle, ils ont eu la solution de miser davantage sur les profits issus du trafic.

Un nouveau type d'hémorragie : la spéculation commerciale et monétaire

Pourtant, constituer une société sans classes, en empêchant notamment la formation d'une bourgeoisie marchande qui risquerait de

(1) En 1963, la région forestière fournit aux organismes chargés de l'exportation, 7 000 tonnes au lieu des 25 000 attendues, dont 2 500 tonnes de café à la place des 8 000 prévues. Source : Rapport annuel de l'Inspecteur Général de l'Agriculture, 1963.

subroger aux droits légitimes du peuple sur les fruits de son travail, fut l'une des raisons de la création d'un secteur d'état. Mais, comme les premières institutions le laissaient craindre, puisque les cadres supérieurs des comptoirs étatisés avaient été choisis parmi les cadres moyens de l'ancien secteur privé, le commerce d'état allait être miné de l'intérieur par les mentalités capitalistes de ses propres agents, et de l'extérieur par le non remboursement des crédits sollicités et par la spéculation.

Le mécanisme de cette spéculation repose sur trois éléments principaux, les second et troisième formant un corollaire du premier ; le troisième étant aussi celui que dénonçait plus volontiers le gouvernement :

1) l'isolement monétaire de la Guinée et la non convertibilité du franc guinéen ;

2) la pénurie de certains biens de consommation liée à la réorientation du commerce extérieur vers les pays de l'Est qui offraient des produits de qualité moindre que ceux auxquels la population était habituée, et qui n'exportaient pas certains biens de luxe ou semi-luxe dont une minorité avait l'apanage et se sentait désormais frustrée ;

3) la différence entre les prix de certains produits et marchandises, en Guinée et dans les pays limitrophes.

La politique des prix peu élevés pour certains produits de grande consommation, visant à garantir le niveau de vie des consommateurs et la juste rémunération des producteurs, servit au début les commerçants. Ceux-ci allèrent dans les pays voisins revendre au prix du marché local, c'est-à-dire à des prix supérieurs au marché guinéen, leurs marchandises achetées en Guinée. En retour, ils achetaient des marchandises introuvables en Guinée, et donc vendues à des prix très élevés. Des spéculateurs étrangers participaient au trafic de manière semblable.

Même par la suite, malgré la hausse des prix des marchandises en Guinée, mais grâce à la dévalorisation continue du franc guinéen, l'opération resta avantageuse. En 1966, le kilo de coton se vendait 40 f. CFA en Côte d'Ivoire ; le paquet de cigarettes Milo acheté 100 FG à Conakry, 150 FG à Kankan, était vendu 100 F. CFA en Côte d'Ivoire. Le

spéculateur qui achetait au taux clandestin du CFA, vendait les marchandises, achetées à l'extérieur grâce au CFA, à de tels prix en Guinée, qu'un bénéfice élevé lui était assuré. Ce processus hâtait évidemment la dévalorisation du franc guinéen. Y contribuaient de la même façon l'achat de CFA avec du FG aux taux officieux sans cesse croissant (5 fois sa valeur officielle en 1969) par des commerçants désirant exporter des capitaux, de même que la vente de produits guinéens : café, bétail, palmistes... sur des marchés extérieurs, et fusse au dessous du prix normal, afin d'acheter avec la somme obtenue des produits introuvables en Guinée.

Ce genre de spéculation, loin d'être pratiquée par les seuls dioulas, enrichit nombre d'agents du secteur commercial étatique et de membres de l'appareil politique ou administratif (agissant par personne interposée) qui avaient l'avantage d'avoir "sous la main" les marchandises dont ils devaient régler la distribution. Du pillage des comptoirs régionaux, véritables plaques tournantes du marché noir, la bourgeoisie commerçante fut la principale bénéficiaire.

Lors de la loi-cadre du 8 novembre 1964, qui correspond à une prise de conscience aiguë par le gouvernement, de l'existence d'une bourgeoisie souhaitant accroître son pouvoir économique, et, sinon supplanter la bourgeoisie politique, du moins rivaliser avec elle, comme l'a prouvé l'affaire dite du "Petit Touré", l'élimination de cette fraction de trafiquants devint d'autant plus malaisée qu'étaient étroites les relations d'intérêt entre bureaucratie politico-administrative, planteurs et commerçants.

L'échec de la vérification des biens, entreprise aux lendemains du 8 novembre 1964, marqua les limites de l'action de contrôle étatique. On assista surtout à l'époque, à l'exclusion des commerçants des postes de responsabilité politique. A côté des commerçants qui durent se reconvertir, une importante fraction d'entre eux, officiellement ou non, directement ou indirectement, se maintinrent aux divers stades de la distribution et le marché officiel continua d'alimenter le marché clandestin rendu plus actif par la pénurie croissante depuis 1965.

La spéculation sur la rareté continua aussi de servir, même sans trafic frontalier, les détenteurs d'influence ou de capitaux, qui, moyennant quelques faibles garanties, obtinrent aisément des prêts à l'habitat et au développement agricole, à tel point que, le 8 novembre 1968, Sékou Touré dut s'élever contre "les citoyens guinéens qui achètent un tracteur agricole avec un prêt de la Banque de développement pour le transformer en véhicule de transport ou pour le louer à des paysans à des prix exorbitants, au lieu d'en faire un outil de production". Il citait aussi "ceux qui construisent une villa avec un prêt similaire pour la louer ensuite avec un loyer élevé à des organismes étrangers" (1). Le même discours stigmatisait les échanges frontaliers "publiquement organisés par des responsables politiques et administratifs" sans vergogne. Mais la décision la plus importante visait les commerçants libano-syriens.

La main-mise libanaise

Si, au niveau des villages, l'Etat n'a pas pu, ni souhaité, supprimer l'activité des traitants colporteurs, s'il n'a pas pu trouver d'arme efficace contre les trafiquants, a-t-il réussi comme il l'espérait à faire disparaître les privilèges des demi-grossistes libano-syriens ?

En portant un coup au système du commerce colonial, l'indépendance allait affecter non seulement les circuits eux-mêmes, mais la situation de tous les agents de ce commerce. Vers 1953, selon le Libanais Edmond Khalil Sandé, l'A.O.F. comptait 15 000 Libano-syriens dont 2 200 en Guinée. Ce petit groupe, victime un moment de la suppression progressive ou de la réduction d'activité des grandes sociétés coloniales pour lesquelles il servait d'intermédiaire de traite, possédait cependant assez de plasticité pour profiter des aubaines d'une politique hésitante.

(1) Marchés tropicaux et méditerranéens du 10 novembre 1968.

Trois facteurs jouèrent certes contre le développement du commerce des Libanais, aussitôt l'indépendance :

1) Leur lien étroit avec les compagnies de traite et leur réputation de profiteurs sans scrupule, qui entraîna un contrôle de leur activité.

2) La préférence qu'accordait aux nationaux une politique d'africatisation des cadres du commerce.

3) L'épuisement progressif des stocks accumulés avant 1958, sans que s'opèrent des réapprovisionnements réguliers et suffisants par des marchandises de qualité équivalente à celles auxquelles le consommateur était habitué.

Mais tandis que le commerce privé français (bazar, magasins d'alimentation ou d'objets d'équipement ménager, commerce de luxe) marqua une régression considérable à partir de 1958, lors de la fuite de beaucoup de résidents étrangers, les Libanais restèrent un temps dans l'expectative. Se décidèrent les premiers à quitter la Guinée ceux qui disposaient d'autres entreprises ou capitaux à l'extérieur : Dakar ou Abidjan par exemple. Par contre, ceux dont la totalité ou l'essentiel du patrimoine était immobilisé en Guinée, se résolurent, soit à demeurer dans le commerce jusqu'à ce qu'ils aient, par quelque moyen, la possibilité de rapatrier leurs capitaux, soit à se reconvertir à une activité productive convenablement rémunératrice, notamment en achetant à des prix de liquidation les plantations abandonnées par les Français.

Le consul du Liban estimait que la moitié des Libanais présents en Guinée en 1958 l'avaient quitté en 1968. La plupart des résidents, un millier environ (le recensement s'avère délicat, car certains commerçants sont d'origine syrienne, d'autres libanaise, d'autres ont adopté la nationalité française ou guinéenne) s'étaient alors repliés sur Conakry ou sur quelques villes importantes comme Kindia, Kankan, Mamou, leur concentration géographique accroissant une solidarité utilisable comme moyen de pression et d'approvisionnement. Un tiers d'entre eux s'étaient reconvertis en planteur près de Coyah, Kindia, Mamou, en éleveur de volaille, en gérant de pompe à essence, en patron d'entreprise de rechapage de pneu, de fabrication de valises, de boulangerie, de bar, de salon

de coiffure, ou en entrepreneur de transport. A Conakry dès que leurs moyens le leur permettent, beaucoup achètent un camion pour effectuer le transport de produits et de marchandises, ou un taxi d'occasion dont ils amortissent le prix en six mois (en 1968 et à Conakry).

Reconvertis à une activité comme celles signalées ci-dessus, ou simples détaillants de marchandises obtenues par attribution du Ministère du Commerce, les plus petits d'entre eux ont actuellement des difficultés à survivre, désavantagés qu'ils sont sur leurs concurrents guinéens par des contrôles tâtilons et l'obligation de respecter rigoureusement la législation.

Néanmoins, tous ne végètent pas de la sorte en attendant un changement de régime. Les déclarations de 1960, selon lesquelles le gouvernement traiterait les Libano-syriens en collaborateurs loyaux, ou leur proscrirait leur activité s'ils étaient indisciplinés, n'eut guère d'effet sélectif à leur égard.

Dans le désordre de la post-indépendance, il fut facile à quelques Libanais entreprenants de prendre en main certains circuits de traite naguère exploités par des Français, car ils possédaient suffisamment de capitaux pour acheter en fortes quantités, stocker et raréfier artificiellement des marchandises revendues au marché noir. En tant que transporteurs en même temps que commerçants, ils provoquèrent, avec une intention inflationniste, des blocages passagers et sporadiques de la collecte des produits d'une région. A la pression sur le producteur et le consommateur s'ajouta donc celle sur l'Etat, lorsqu'ils agissaient comme raréfacteurs et trafiquants, mais surtout parce qu'ils utilisaient, d'une part leur pouvoir financier, d'autre part leurs relations de clientèle établis sous la colonisation avec d'anciens petits cadres guinéens du commerce devenus fonctionnaires importants du commerce d'état par la magie de l'indépendance, pour corrompre les nouveaux cadres. Nul haut fonctionnaire guinéen n'ignore que la plupart de ces Libanais tentaient de passer à l'étranger leur capital guinéen par l'achat de devises au prix fort, c'est-à-dire en 1968, entre 400 % et 500 % de leur valeur officielle.

En exigeant des commerçants la déclaration d'un certain capital (variable selon les catégories ; moyenne : 2 500 000 FG (1) ; une dimension minimum pour le magasin de vente (moyenne : 40 m2), et un cautionnement de garantie (moyenne : 500 000 FG), la loi-cadre de 1964 qui espérait réduire des 4/5ème le nombre des commerçants ne permettait guère d'exercer qu'à ceux disposant d'importants capitaux, dont les Libanais qui surent alors profiter de la réduction de la concurrence des marchands guinéens, en se liant plus étroitement à de hauts fonctionnaires en place.

Dans un article explosif d'Horoya, intitulé "Ouvrir la bouche, c'est assainir la nation", qui lui valut d'ailleurs une disgrâce, le ministre de la fonction publique, El Hadj Moriba Makassouba (2) mettait courageusement le doigt sur la plaie : "Quel est l'observateur sagace, le militant vigilant et perspicace qui ignore aujourd'hui que le monopole de notre commerce intérieur est détenu par cinq Libanais qui ont pour nom : Zaïdan, Hadifé, Micky, Salami et Mazèh ? Ici, nous ne confondons pas les Zaïdan et consorts avec le peuple frère du Liban dont l'honnêteté historique est bien connue. Mais n'est-ce pas ceux là qui, par des complicités, par une honteuse corruption de presque toutes nos entreprises commerciales, disposent de toutes nos marchandises d'importation et ravitaillent leurs coreligionnaires de l'intérieur ? A tel point qu'aujourd'hui, tous les autres petits ou moyens commerçants qui avaient déposé des cautions allant de 1 à 10 000 000, sont obligés de fermer boutique et de réclamer leurs cautions pour se nourrir. Ils ne travaillent pas, faute de marchandises, cependant qu'ils payent de lourdes patentes. C'est donc bien l'existence de ce réseau qui est à l'origine de toute cette mafia de voleurs, de tricheurs et de profiteurs que nous constatons depuis le lendemain du 8 novembre 1964, et qui va en

(1) Horoya n° 596 du 24 février 1965.

(2) Horoya n° 1 282 du 28 août 1967.

s'amplifiant. On dirait même que la loi-cadre a provoqué une véritable substitution".

Selon nos informations, cueillies auprès d'amis libanais, en janvier 1968, la fortune de ces cinq maîtres du commerce pouvait être évaluée, pour le plus démuné à 300 millions de FG, et pour le plus riche à 800 millions. La gent libanaise de Conakry estime qu'il faut un capital de 100 millions de FG, traduisible en 100 000 dollars pour bien vivre et être assuré d'un avenir sans problème.

Néanmoins, en janvier 1969, l'avenir des commerçants étrangers commençait à s'assombrir dangereusement puisqu'un décret leur ordonnait de se reconvertir dans un délai de 2 ans à l'artisanat et à l'agriculture, et de cesser leur activité commerciale à moins d'avoir adopté entre temps la nationalité guinéenne, ce qui entraînerait un contrôle plus étroit de leur activité illicite puisque à n'importe quel moment ils pourraient tomber sous le coup des lois du pays. Par ce contrôle d'importants agents de l'inflation, le gouvernement espérait mener une politique d'assainissement autant qu'une politique d'africanisation. Dans l'attente de l'application d'un tel décret, les plus riches Libanais se résolurent aussitôt de sacrifier une partie de leurs fortunes en achetant des dollars à n'importe quel prix (jusqu'à 800 % en janvier 1970). Quant aux autres, ils se maintiennent encore dans l'attente, exploitant au mieux leurs relations personnelles avec les fonctionnaires guinéens chargés de la répartition des marchandises.

Les ponctions dans le secteur étatisé

Le secteur commercial étant le plus développé des secteurs de l'économie lors de l'indépendance, il était plausible que les bouleversements d'alors allaient nourrir les espoirs de profit rapide de beaucoup d'autochtones jusqu'ici frustrés par les monopoles des grandes compagnies. Certes, la période de transition de 1958 à 1960 pouvait s'interpréter comme un début de recentrement économique, qui, pour n'être pas du socialisme, puisqu'on ne visait pas à nationaliser tout le commerce,

n'en gênait pas moins les commerçants privés provisoirement évincés. Cependant le sort des institutions commerciales n'était pas joué dans leur première année de fonctionnement, et les déficiences de l'organisation politique générale n'allait ni permettre l'élimination de la fraction de profiteurs déjà introduits dans l'économie, ni favoriser le fonctionnement correct de l'appareil commercial d'état.

Tandis que le commerce privé chercha à se nourrir de spéculation et de trafic, à l'intérieur de la bureaucratie, qui, elle, procédait plutôt au gaspillage, au coulage, au trafic d'influence, aux déficits financiers, commença de naître un groupe de gestionnaires du commerce d'état, au niveau notamment des entreprises nationales chargées, dans leur spécialité, de tous les achats à l'étranger, de la délivrance de licences d'importation aux commerçants privés et de la distribution sur le marché intérieur en tant que grossistes. De par leur place, les directeurs d'entreprise d'état étaient assurés d'un statut économique puisque, d'une part, leur insertion dans le groupe des fonctionnaires leur permettait de conserver leur poste grâce à un jeu d'octroi préférentiel de marchandises rares à leurs collègues de l'administration et des hautes instances politiques, d'autre part, ils appartenaient aux circuits du commerce, et en réglant la distribution, il leur était loisible d'opérer des détournements ou d'obtenir de substantielles commissions. En d'autres termes, leur statut de contrôleur de l'économie leur assurait la complicité des hommes politiques et leur ouvrait une possibilité d'enrichissement.

Depuis 1960 surtout, les ponctions illicites de particuliers dans les ressources publiques en vinrent à faire partie quasi intégrante du fonctionnement de l'administration économique dans toutes les entreprises contrôlées et financées par l'Etat, qu'elles soient à vocation commerciale ou industrielle. L'édification de fortunes particulières s'est opérée surtout à partir de détournements dont les procédés les plus fréquents, durant ces dernières années, ont fait l'objet de la typologie suivante, par A. Cournanel :

"1) Le directeur d'une entreprise peut exiger des ristournes sur les différents marchés qu'il passe avec ses fournisseurs, ou des pots-de-vin, s'il accepte de vendre de préférence à certains acheteurs. En particulier, le directeur en question peut réserver une partie de sa marchandise à des commerçants qui lui verseront un pourcentage.

2) Le directeur peut encore s'attribuer, ou consentir à d'autres que lui-même, des avances de salaires susceptibles d'atteindre plusieurs millions, avances en argent ou sous forme de bons d'achat. Exemple typique : l'affaire BATIPOINT (société d'importation de matériel de construction) en 1967. De telles avances peuvent permettre aux bénéficiaires, soit de revendre avec profit (s'ils ont bénéficié de bons d'achat pris sur leurs salaires à venir), de construire (cas de BATIPOINT où les bons portaient sur des matériaux de construction). L'opération, quel qu'en fut l'aboutissement, permettait aux agents de l'Etat qui en bénéficiaient de distraire des circuits normaux, des disponibilités financières, sans paiement d'intérêts, et à des fins strictement privées.

3) Les responsables (le directeur n'est pas toujours le maître d'oeuvres) peuvent encore se faire établir des factures fictives, plus élevées que les factures réelles, et toucher la différence.

4) Ils peuvent encore faire prendre en charge par l'entreprise des factures personnelles, ou faire accomplir des travaux pour leur propre compte par les travailleurs et les engins de l'entreprise. (A ce propos, la circulaire n° 28/PRG du 8 août 1967 est restée lettre morte).

5) Plus subtile, relativement moins ancienne aussi, est la technique dite de cession de factures. Un particulier achète des marchandises, se les fait facturer, et vend la facture avant de l'avoir lui-même réglée. Le procédé a l'extrême avantage de n'exiger aucune mise de fonds préalable.

6) Il est courant pour les cadres d'une entreprise d'utiliser à des fins personnelles du carburant, de l'huile, du ciment, etc... pris sur les approvisionnements de l'entreprise en question (ceci est également faisable dans un service). En deçà d'un certain seuil, cette pratique n'est pas même considérée comme une malversation, mais comme un moyen

de "survie" dans un contexte où la pénurie constitue le problème n° 1, ou comme un service rendu à une relation, sans que l'on puisse mettre en doute l'honnêteté du fonctionnaire en cause.

7) D'une façon générale, les responsables d'une entreprise peuvent, pour déguiser leurs malversations, refuser (passivement) d'organiser la comptabilité (Complexe textile - Menuiserie de Sonfonia), rendre ainsi les contrôles impossibles, et l'utilisation des stocks possible à des fins illicites, en l'absence de comptabilité matière.

8) Enfin, on peut citer comme dernier cas de fraude, le détournement de crédits de leurs objectifs initiaux. Ainsi, il était notoire qu'une partie importante des crédits à l'habitat consentis par le Crédit National avant 1964, avaient servi à financer des activités de type commercial" (1).

La liste ne se prétend pas exhaustive et les détournements peuvent varier selon le type d'entreprise. Ainsi 15 bateaux de pêche de OPEMA (Office National de Pêche Maritime), bien équipés, rapportaient en 1967 moins de tonnage de poissons que les deux bateaux rattachés au Frigorifique du port, parce que les trois quarts du produit de pêche des premiers étaient déversés en route dans les pirogues de particuliers pour être revendus beaucoup plus cher sur le marché local. Chacun des responsables et des marins touchait évidemment son pourcentage.

La discrétion avec laquelle doivent s'opérer ces détournements rend impossible toute évaluation chiffrée de leur ampleur, mais, étant donné la généralisation de telles pratiques, on conçoit que le problème important soit celui du contrôle financier, encore que beaucoup de techniques raffinées de détournement ne puissent être éventées que par des dénonciations de complices en difficulté (Affaire Batiport). Le contrôle financier lui-même, instauré le 11 novembre 1967, même avec des inspecteurs compétents et perspicaces, se voit inopérant, face au réseau de

(1) A. COURNANEL - op. cit., d'après le manuscrit de l'auteur, non paginé.

trafic, de corruption et de complicités qui le prive de ses moyens d'action. En réalité, le véritable problème est moins celui du contrôle financier et de la vérification des biens que le changement global d'une situation économique et monétaire.

Le tremplin des coopératives

Profitables aux traitants-dioulas, bénéfiques à une nuée de spéculateurs, favorables à une poignée de Libanais, enrichissantes pour les hauts fonctionnaires du commerce d'état, les péripéties d'une politique hésitante jouent aussi en faveur de l'accroissement du pouvoir économique de membres dirigeants de coopératives.

Dès janvier 1959, à l'instigation du gouvernement, se créa l'Union des Coopératives d'approvisionnement des commerçants africains (UCACA) dans le but, en groupant les commerçants, d'accélérer l'approvisionnement des populations, de diminuer les prix de vente au consommateur par suppression de certains intermédiaires. Aussitôt constitués en Union, les coopérateurs cherchèrent davantage à se défendre contre les restrictions légales qu'à améliorer la distribution. Tandis que quelques commerçants privés déjà fortunés exerçaient, grâce à leurs relations directes avec le CGCI, la fonction de demi-grossiste pour l'approvisionnement de leurs clients détaillants de l'intérieur, les coopératives de commerçants petits et moyens que le gouvernement entendait approvisionner en priorité à des conditions avantageuses, ravitaillaient directement leurs membres à partir de Conakry tout en percevant des bénéfices, ce qui faisait entorse au principe même de la coopération qui exclut l'esprit de lucre. Ainsi émergèrent en tant que commerçants privés les plus audacieux et roués des commerçants-coopérateurs qui ajoutèrent à leur marge de détaillant, celle de demi-grossiste. Des excès provoquèrent ainsi la dissolution en novembre 1962 de la coopérative des commerçants de Conakry qui avait distribué, en moins de six mois, près de 30 millions de FG aux membres de son conseil d'administration. En 1963, on

comptait encore 33 coopératives, en dette pour la plupart avec l'Etat, mais qui misaient sur les désordres de la comptabilité nationale et sur des complicités familiales, ethniques ou amicales à la direction du commerce extérieur. La loi-cadre du 8 novembre 1964 devait porter un coup d'arrêt à leur évolution allant dans le sens d'une phagocytose du secteur d'état par des commerçants privés dont certains, et non des moindres, à Conakry et Kankan surtout, se recrutaient parmi les cadres politiques.

En limitant le champ d'action du commerce privé par cette loi-cadre, le gouvernement espérait lui substituer un système de coopératives de consommation dont il avait posé les bases depuis quelques années déjà. Lors même de la nationalisation du commerce de gros en 1960, il eut souci d'établir dans chaque arrondissement du pays, un comptoir de vente, chargé de mettre à la disposition des consommateurs, les marchandises et biens d'équipement nécessaires à leur subsistance et à l'amélioration de leurs conditions de travail. Mais du fait de l'impréparation à de telles tâches de beaucoup de ceux qui furent chargés de les animer, de très nombreux comptoirs connurent des difficultés de gestion telles que le gouvernement se trouva dans l'obligation de supprimer leurs activités en matière de vente au détail, par décret du 14 octobre 1963. Ce même décret précisait que lorsque les habitants seraient organisés en coopératives de consommation, ils pourraient obtenir la prise en charge des magasins d'état. Or, à l'époque, on comptait seulement 25 coopératives de consommation rassemblant 30 000 consommateurs (chiffres de l'Office National de la Main-d'oeuvre).

Après le 8 novembre 1964 qui réduisait à 463 le nombre des détaillants privés pour tout le territoire, le commerce étatisé de détail fut exercé surtout par des magasins d'état : Nafaya et Sabouya à Conakry, et dans l'intérieur du pays, par les magasins de détail contrôlés par des coopératives de consommation, une par arrondissement et par entreprise. Horoya (1) nous présente l'exemple de l'URCOMA ou "Union Régio-

(1) Horoya n° 1134 du 25 février 1967.

nale des Coopératives de Consommation de la Makona" qui dessert la région de Guéckédou. Seuls trois commerçants privés, pour 135 000 habitants, ont été autorisés à exercer après 1964. L'union groupe 7 coopératives d'arrondissement dont le capital varie entre 8 et 14 millions de francs guinéens ; au total 66 millions. Elle emploie une centaine de salariés et contrôle 65 magasins de vente. En plus des marchandises d'importation, les coopératives commercialisent les produits du cru pour la consommation locale : huile de palme, riz (1965 : 172 tonnes, 1966 : 282 tonnes). Une partie des bénéfices de 1966 : 26 millions, a été affectée à l'augmentation du capital (porté à 78 millions en 1966), une autre partie a servi à financer des investissements d'intérêt local : routes, ponts, dispensaires, écoles (10 millions en 1966).

Que penser du succès de semblables coopératives ? Les rapports régionaux, étant donné leur finalité et leurs rédacteurs, ne peuvent guère être autrement qu'optimistes. Le Conseil National de la Révolution de juin 1965 porte, lui, un diagnostic relativement pessimiste : "Des abus se sont produits dans la création de soi-disant coopératives de consommation. Dans certaines régions en effet, la coopérative couvre en réalité de son appellation un consortium d'anciens commerçants, ce qui laisse se perpétuer les erreurs constatées avant le coup d'arrêt du 8 novembre 1964. Dans d'autres, la coopérative est plus ou moins entre les mains de quelques responsables politiques ou administratifs, le taux de cotisation imposé pour être membre de ces coopératives de même que le mode de répartition des marchandises sont tels que la plus grande masse des populations rurales est éloignée de la distribution" (1). Une distribution des produits, irrégulière et mal calculée quantitativement, des injustices dans la répartition qui privilégie les centres distributeurs aux dépens des points de vente de brousse, les malversations de gérants et responsables expliquent qu'en 1965 ait eu

(1) Horoya n° 659 du 15 juin 1965.

lieu une réorganisation de ces coopératives, et qu'en 1968 une commission nationale de distribution ait été créée en vue d'assurer une répartition plus rationnelle et plus juste des biens de consommation (1). Autant de révisions qui ne modifient pas grand chose au fait que les coopératives, aussi bien de commerçants que de consommateurs aient servi de tremplin pour un bond de statut économique aux plus audacieux des commerçants déjà nantis et aux moins honnêtes des fonctionnaires en cheville avec "le tandem Fédération-Gouverneur indissociable autour du ravitaillement" (2).

Un autre type de coopérative, celle des transporteurs, joue d'une autre manière comme système de protection et de refuge contre les aléas d'une politique perpétuellement fluctuante en ce qui concerne le commerce. Commerce et transport sont liés dans toute l'Afrique. Les deux fonctions ne se séparent qu'à un stade avancé du développement. Aussi est-il fréquent de voir alliés chez le commerçant, un magasin de vente et un parc auto (souvent réduit à un ou deux camions) lui permettant d'assurer ses approvisionnements par ses propres moyens. Or ce genre de commerçant-transporteur, souvent rebelle à l'autorité, sut changer d'étiquette et réclamer son admission à l'une ou l'autre corporation suivant que les avantages matériels étaient consentis à l'une ou à l'autre.

Lors de sa création en 1958, la COTRAG (Coopérative des transporteurs de Guinée) compte 58 membres. Dès 1960, l'effectif est porté à 121. Ce doublement correspond à l'époque où le CGCI et le CGCE réclament les services des transporteurs professionnels pour assurer la commercialisation des produits agricoles. L'Etat constitue alors le gros de la clientèle et le chiffre d'affaires est fonction du volume du marché passé avec lui. Mais au moment où la puissance économique des transporteurs risque d'en faire un groupe de pression, comme il était apparu

(1) Horoya n° 1 511 du 13 juillet 1968.

(2) Horoya n° 1 282 du 27 août 1967.

à la suite de revendications et de rixes à Labé en 1961, un "complot des transporteurs" est condamné en même temps que le "complot des enseignants". Il s'ensuit un départ de certains coopérateurs qui, tout en conservant leurs moyens de transport, profitent de l'anarchie des CGCI et CGCE pour se livrer à toutes sortes de commerce. Quant à ceux qui restent, et pour lesquels l'adhésion à la coopérative favorise l'achat de nouveaux camions lors des attributions, beaucoup travaillent en marge à des trafics peu licites au lieu de s'adonner totalement, comme le souhaite le gouvernement, au transport des produits pour l'exportation, des marchandises pour les magasins régionaux et des personnes entre Fria et Conakry notamment. La libéralisation du commerce de fin 63 a pour effet simultané de démembrer la COTRAG et de grossir momentanément le nombre des commerçants, tandis qu'au contraire, les mesures du 8 novembre 1964 contre les commerçants, provoquent le reflux de ceux-ci vers les transports. Que se relâche l'application de la loi-cadre et un nouveau courant se manifeste en faveur du commerce et aux dépens de la COTRAG qui passe de 165 membres en 1965 à 122 en 1967.

Refuge du riche possesseur d'un moyen de transport contre le risque d'avalanche de décisions anticommerciales, ou tremplin pour un bond vers la richesse de quelques audacieux meneurs, la coopérative, détournée de sa finalité sociale sert donc davantage, dans le cadre du commerce, à protéger et à accroître les intérêts économiques d'une minorité déjà insérée dans des réseaux de profit.

Comment se situe cette minorité dans l'ensemble de la profession commerciale et quel niveau d'intégration présente-t-elle en tant que groupe disposant d'une force de pression pour infléchir éventuellement dans l'avenir le cours de la politique ? C'est en répondant à ces questions que sera déterminée la consistance d'une fraction bourgeoise dans le commerce.

Stratigraphie des commerçants

En raison même de la part du secteur public dans la distribution des marchandises et la collecte des produits, et du fait que les titulaires d'une fonction commerciale n'ont subi ni autant, ni de la même façon, ni aussi longtemps les uns que les autres, les conséquences des diverses politiques nationales du commerce, il serait absurde de reconduire le schéma institutionnel du commerce colonial après une réforme radicale de ses structures.

Plus de sociétés d'import-export pour concentrer la majorité des bénéfices. Plus de commerçants demi-grossistes libano-syriens, à part quelques dizaines de ressortissants du Moyen-Orient qui tirent plutôt leurs profits du trafic. Parmi les détaillants et les micro-détaillants, nous ne saurions risquer qu'une gradation qualitative. Or si nous prenons pour indice contrôlable de revenu supérieur :

1) la propriété d'un établissement commercial fixe qui témoigne d'un capital et de la possibilité de présenter une caution pour obtenir l'ouverture d'un magasin ;

2) la possession d'un ou plusieurs véhicules, camionnettes ou camion, qui indique aussi l'accumulation d'un capital investi ;

3) la propriété de logements (villas ou appartements) loués assurant constamment un revenu supplémentaire ;

4) l'influence psycho-sociologique que le commerçant est en mesure d'exercer sur les agents supérieurs du commerce d'état ;

nous englobons seulement un millier de personnes, pour la plupart installées dans cinq ou six villes importantes. Certes, le faible pourcentage de ces commerçants par rapport à la population totale (1/4000) n'exclut, pas plus en Guinée qu'en Amérique Latine, la possibilité de formation d'une bourgeoisie, mais pour décider de ce problème, il importe de répondre d'abord aux questions : Qui sont ces commerçants et quelle cohésion présente leur groupe ?

Une liste approximative de commerçants au revenu supérieur inclurait : les transporteurs professionnels, les commerçants-traitants autorisés et disposant d'un magasin de vente, les gros trafiquants aux frontières généralement munis d'un moyen de transport, les marchands de bétail opérant à grande échelle avec les pays voisins, les fonctionnai-

res-commerçants sous le couvert d'une personne de leur famille, quelques anciens dirigeants de coopératives, une poignée de Libano-syriens (peut-être une trentaine). Nous classerions à part, comme marginaux temporaires, les diamantaires qui, bien que parmi les plus riches bourgeois de Kankan où ils rapatrient subrepticement une part de leurs capitaux, et bien que susceptibles de se réintégrer à tout moment, lors d'une conjoncture plus favorable, dans l'activité du pays, ont dû s'exiler au Congo Kinshasa ou se reconvertir après l'interdiction de toute exploitation privée du diamant, le 1er mars 1961.

Une seconde catégorie aux revenus moyens nettement moins importants mais cependant supérieurs du double ou du triple à celui des paysans, rassemblerait les petits boutiquiers, fixés tout autour des marchés des chefs-lieux de région administrative, qui vendent au détail des marchandises obtenues par attribution, et procèdent parfois à l'achat, à petite échelle, des produits du cru pour la traite. Ceux-là nous semblent à exclure de ce que l'on pourrait appeler la future bourgeoisie du commerce. Néanmoins, beaucoup de gros commerçants débutent de cette manière dans les affaires.

Enfin, toute une catégorie de micro-détaillants et d'intermédiaires du commerce de détail comprenant une partie difficilement évaluable de la population des villes, et des saisonniers ruraux cumulant le commerce à une activité agricole ou artisanale forment une couche inférieure encore à celle des commerçants à installation fixe. (Nous excluons de notre stratigraphie, le lumpen-prolétariat du commerce urbain : colporteurs bana-bana, vendeurs itinérants de "Fruitaguinée" ou de "bonbons-glaces", semi-mendiants en quête d'un bénéfice par le marché noir). Le commerce de micro-détail est pratiqué sur les marchés quotidiens des agglomérations (makiti) et sur les marchés périodiques ruraux (lumu) par des vendeurs "à l'étalage" ou "au plateau", habitués d'un ou plusieurs marchés, ou colporteurs sans point fixe et n'ayant à acquitter qu'un droit de place de 50 FG en 1968. Ce type de commerce, qualifié parfois de commerce de mendicité, de commerce de micro-détail et de

macro-dispersion, permet certes une grande proximité par rapport au consommateur et conduit à la fois à un emploi nombreux et à une valeur ajoutée pratiquement nulle. Rendu nécessaire par la faiblesse du pouvoir d'achat et par l'absence de moyens de conservation à l'intérieur des cases, il avantage l'acheteur dans la mesure où celui-ci a peu d'argent à dépenser, mais lui nuit dans la mesure où chaque fournisseur et chaque intermédiaire ajoute son bénéfice, et où le système de crédit au micro-détaillant fait que le consommateur paye constamment l'intérêt versé par son vendeur au premier fournisseur.

Au niveau de ce petit commerce itinérant, à prix élevé, avec faible immobilisation de stock, faible capital, mais fortes charges en transport et en dépréciation, l'étude des profits réels est singulièrement compliquée en raison de la variété des situations. Il se peut que le forain rencontré à son étal et qui va de marché en marché avec deux ou trois caisses de tissu n'en soit pas le propriétaire. Le premier est employé par un commerçant établi en ville et se trouve rémunéré soit par un salaire fixe, soit par une participation aux bénéfices. Le second vend pour son compte des marchandises qu'il a acheté à crédit ou sous condition. Le troisième se trouve sous contrat d'association. Le quatrième est un commis qui travaille pour son patron mais qui a le droit d'ajouter à son étal des marchandises qui lui appartiennent en propre. Le cinquième n'est qu'un vendeur occasionnel de colas, de sel, de poissons ou de riz qu'il a récolté dans son village, et qui va de marché en marché sans itinéraire précis jusqu'à écoulement total des denrées de la saison. Le sixième est un artisan : forgeron qui vend les fourneaux, les couteaux, les haches ou les marmites de sa fabrication, potier présentant ses jarres, teinturière avec ses cotonnades à l'indigo, cordonnier avec ses samara et ses petu (1).

(1) Cf. J. BINET - Marchés africains, Cahiers de l'ISEA, 95, V, I, 1969 p. 73.

Parmi ces micro-détaillants, un calcul économique s'avère fort difficile. La multiplicité des petites opérations, les irrégularités saisonnières, la variété des instruments de mesure, les variations de prix par marchandage, l'absence de prise en considération des frais de transport et des pertes, l'ignorance du temps d'occupation de ces micro-détaillants, ne permettent que d'apprécier le volume des affaires traitées dans une journée. A la suite d'une enquête effectuée en Moyenne Guinée en 1958, J. Binet remarquait : "Il n'y a aucune comparaison possible, d'ailleurs, entre le commerce des tissus, où chacun fait un volume d'affaires de l'ordre de 2 à 3 000 frs, celui des colas où le chiffre de chacun est de 800 à 1 000 frs, celui du sel qui ne dépasse pas 500 frs" (1). Dans une autre étude le même auteur notait : "Le chiffre d'affaires moyen évolue, pour les tissus entre 2 700 francs au premier trimestre et 1 750 au troisième trimestre. Pour les quincailleries et marchandises diverses, le chiffre varie de 1 350 frs au premier trimestre à 530 au troisième trimestre" (2).

En janvier 1968, nos enquêtes à Boké et à Coyah nous révélaient des gains moyens de 7 500 FG pour les tissus, 3 500 FG pour la quincaillerie, la verrerie et les articles plastiques, 2 500 FG pour les colas, tandis que des femmes vendeuses de lait caillé ou d'huile de palme pouvaient se faire jusqu'à 3 000 FG par jour. Dans l'ignorance du taux exact d'occupation de ces micro-commerçants, il serait arbitraire de présumer de la valeur de leur revenu annuel. Il nous suffit de constater empiriquement que la plupart sont très vulnérables et en difficulté sérieuse dès que la traite est mauvaise.

(1) Ibid, p. 72

(2) J. BINET - Marchés en pays soussou, Cahiers d'Etudes Africaines, I, 4, 1960, p. 110

C O N C L U S I O N

De telles différences de pouvoir économique parmi les commerçants rendent compte du peu d'homogénéité de leur groupe socio-professionnel, mais ne prouvent nullement l'inexistence d'une bourgeoisie commerçante qui serait constituée par la couche supérieure des commerçants. Néanmoins plusieurs raisons nous conduisent à penser que le sous-groupe, quoique actif économiquement, ne présente pas un niveau suffisant d'intégration pour nous autoriser à le traiter autrement que comme une classe tendancielle. La plupart de ces raisons relèvent d'une conjoncture particulière.

1) Aucune bourgeoisie commerçante autochtone n'existait lors de l'indépendance, qui puisse servir de point de ralliement.

2) Le Parti ne tolère aucune organisation socio-professionnelle légale autre que celles fixées par sa politique.

3) Un esprit individualiste domine parmi les commerçants, et dans la situation actuelle, le trafic et le marché noir réclament des réseaux de peu d'ampleur.

4) Une forte mobilité dans la profession due en partie aux changements de politique nuit à la stabilité du groupe.

5) Aucune idéologie de classe autre qu'une mentalité diffuse de recherche du profit héritée du capitalisme colonial ne guide ni ne motive l'action des commerçants.

Afin d'appréhender le degré d'intégration du groupe, il ne manque pas d'intérêt d'interroger la situation à la veille de l'indépendance. L'on constate à ce propos qu'en Guinée n'existe pas d'ancienne bourgeoisie commerçante semblable par exemple à celle de Saint Louis du Sénégal (1) dont l'apparition et le développement seraient greffés

(1) Cf. S. AMIN - Le monde des affaires sénégalais, éd. de Minuit, 1969.

sur l'insertion du pays dans le marché international, et qui ferait fonction de pôle de regroupement. Les monopoles coloniaux des maisons de commerce et la solide organisation libano-syrienne, soutenue par des crédits privilégiés et des possibilités d'importation que ne possédaient pas les marchands autochtones réduisant ceux-ci à un rôle de sous-traitants.

Leur groupe cependant pouvait apparaître relativement cohérent au niveau local. Une étude menée par J. Binet en 1958, montrait que des commerçants sédentaires possédaient un réseau de boutiques disséminées dans certaines régions, qu'une famille assurait son autorité sur une vaste zone en y disposant des succursales gérées par les siens (1), que le groupe des commerçants était ouvert à des éléments extérieurs qui voulaient s'y introduire, car on y accédait encore peu par hérédité (11 % seulement des commerçants étaient fils de commerçants). Il commençait pourtant à se replier sur lui-même puisque 30 % des frères de commerçants pratiquaient également le commerce, et que près de la moitié des relations amicales (45 %) se nouaient à l'intérieur de la profession (2). C'est de ce groupe de boutiquiers disposant déjà d'un capital de départ et les seuls à maîtriser quelque peu les mécanismes commerciaux, qu'a émergé par la suite ce que nous avons appelé la couche actuellement supérieure des commerçants, naguère dominée par les sociétés capitalistes de l'Occident.

Mais au moment même où se produisait cette émergence, de manière plus individuelle que collective, le gouvernement brisait toute velléité de regroupement pour une action économique commune des commerçants, nuisible, dans une perspective socialiste, aux intérêts du peuple. Toute cohésion de groupe se trouvait ainsi pratiquement interdite, qui nuirait à la cohésion nationale dans un système de mobilisation. La suppression des coopératives de commerçants, l'interdiction de l'exploitation privée

(1) J. BINET - Marchés en pays soussou, loc. cit., p. 110.

(2) J. BINET - Afrique en question, Mame, 1965, p. 138.

du diamant, le retour en 1964 au commerce d'état, l'écrasement du dit complot de Petit Touré (proposition de statut d'un nouveau parti) témoignent à la fois, d'une part, de l'activité et du dynamisme (contraire souvent à l'intérêt national) des commerçants, d'autre part, de l'impossibilité actuelle de s'organiser licitement dans le cadre d'un parti, d'une coopérative ou d'un syndicat, ce qui ne signifie pas que, dans un contexte autre que socialiste, ou dans un nouveau régime politique, ne se crée immédiatement une organisation de défense des intérêts du groupe particulier des commerçants.

Pour lors, les aléas de la politique ont surtout provoqué, des oscillations notoires du nombre des commerçants, du statut de commerçant, de leurs possibilités d'enrichissement ; ce qui explique que, longtemps individuel et affaire de dioula, puis collectif et affaire d'individus associés de 1961 à 1964, le commerce tende à redevenir individuel ou du moins à ne réclamer que des réseaux de faible ampleur, afin d'éviter les dénonciations pour fraude ou trafic. Les noyautages s'opèrent surtout au niveau des relations familiales ou claniques, qu'il s'agisse de réseaux de diamantaires, des réseaux de trafiquants malinké de part et d'autre des frontières de Sierra Leone et de Côte d'Ivoire, des réseaux de commerçants soussou du Moréah en rapport avec la Sierra Leone, des associations de commerçantes fort entreprenantes et protégées par le couvert de l'engagement politique. Ces faibles réseaux à base de solidarité familiale, bien plus que de solidarité de classe, s'accommodent bien de l'indépendance des individus et répondent à des habitudes du commerce africain. Plutôt que d'immobiliser beaucoup de capitaux et de développer une seule entreprise, l'Africain préfère généralement, dans un pays où le recrutement et l'emploi de main-d'œuvre sont assez difficiles, où tous estiment avoir des droits sur ce qu'ils gèrent, où les larcins du personnel risquent de faire périr une affaire, installer ailleurs un parent comme gérant responsable, à qui il fera un prêt ou avec qui il s'associera. En utilisant leurs compétences, il met en quelque sorte aux membres de sa famille, le pied à l'étrier. Un tel comportement diffère donc sensiblement de l'esprit

d'entreprise de type capitaliste.

Mais c'est surtout la forte mobilité démographique et sociale, inter et intra-professionnelle qui s'oppose à une unité de classe parmi les commerçants. Outre les exodes hors des frontières guinéennes vers Dakar, Abidjan, et pour les diamantaires vers le Congo Kinshasa, il faut signaler des passages fréquents du paysannat au commerce, notamment durant la période 1961-64, et inversement, des reconversions, après 1964 surtout, à l'agriculture extensive et intensive qui touchent toutes les catégories de commerçants, mais de manière plus particulière les micro-détaillants. (92 % des vendeurs de sel, 61 % des vendeurs de tabac, 59 % des vendeurs de poissons, 53 % des vendeurs d'oignons, 47 % des vendeurs de colas, dans l'enquête de Binet, étaient des ruraux, commerçants d'occasion) (1). Dans le Manding, "la plupart des grands chefs de famille, d'une part ont été colporteurs à un moment de leur vie et, d'autre part, spécialisent très souvent dans cette tâche un de leurs enfants" (2). De la vente des produits locaux, beaucoup passent ensuite à la vente des produits d'importation. Après avoir été colporteurs, les dioulas malinké deviennent parfois collecteurs, puis traitants, transporteurs et planteurs. De plus, entre secteur privé et public du commerce existent fréquemment des collusions, mais limitées à la durée de stabilité du fonctionnaire dans son poste. Si le cumul de fonctions politiques et de fonctions commerciales privées pouvait s'effectuer impunément avant 1964, de telle sorte que des dioulas devenus députés, présidents de comité ou de section RDA, faisaient rapidement prospérer leurs affaires par le trafic et l'accaparement priori-

(1) J. BINET - Marchés en pays soussou, loc. cit., p. 109.

(2) E. LEYNAUD - Contribution à l'étude des structures sociales et de la modernisation rurale dans la Haute Vallée du Niger, Doctorat de 3ème cycle, EPHE, 1961, tome II, p. 24.

taire des fournitures importées pour le peuple, après la loi-cadre, l'interdiction de ce cumul a accentué les glissements d'un groupe à l'autre. D'anciens commerçants abandonnent leurs anciennes activités pour passer dans une entreprise d'état, et inversement des fonctionnaires retraités ou déchus profitent des réseaux de complicité qu'ils ont naguère créé pour vivre grâce aux profits du trafic.

Enfin, il semble inutile d'argumenter sur le fait que la conscience d'intérêts communs entre commerçants ne révèle pas nécessairement une conscience de classe, mais manifeste seulement une identité de buts et de valeurs dans la recherche du profit. A travers cette orientation commune vers le profit, il n'est pas interdit de percevoir la persistance de l'idéologie diffuse du capitalisme colonial.

C'est même dans cette mentalité capitaliste, en opposition formelle avec la politique qui se veut socialiste de Sékou Touré, c'est à travers les conflits du groupe des commerçants avec un gouvernement qui essaie d'exprimer les intérêts du peuple, c'est aussi dans la conclusion fréquente entre fonctionnaires et commerçants marchant en cheville, qu'il apparaît possible de distinguer les éléments embryonnaires d'une fraction de la future bourgeoisie nationale, engendrée au moment même où la politique d'autarcie économique et monétaire de la Guinée favorisait la spéculation monétaire, la raréfaction des marchandises et la hausse catastrophique des prix.

Il ne s'agit au fond que d'un problème de conjoncture. L'ascension économique des commerçants a pu s'effectuer, non pas malgré, mais grâce au contexte de socialisme prématuré incluant des vestiges d'économie capitaliste, et en particulier grâce à l'africanisation des cadres, à l'inconvertibilité monétaire, au fonctionnement incohérent du commerce d'état, à la faiblesse des organismes de contrôle économique.

Mais le gouvernement a su éviter à temps le phénomène décisif pour la surrection d'une bourgeoisie nationale commerçante : l'acquisition par les commerçants d'un pouvoir politique qui consacrerait la puissance économique privée et garantirait la progression de ses détenteurs. A défaut de liberté d'action et d'une consécration officielle,

les gros commerçants, par leur collusion officieuse avec de hauts fonctionnaires, disposent cependant d'un pouvoir politique indirect dans la mesure où ils agissent comme groupe de pression par la corruption et le sabotage de l'action gouvernementale.

Quiconque oserait une prospective, envisagerait sans doute que se produise un revirement de l'histoire par instauration d'un régime libéral. Alors on pourrait supposer, sans grand risque d'erreur, que la couche supérieure des commerçants acquerrait vite suffisamment de cohérence pour s'assurer une forte influence politique, d'autant qu'elle verrait probablement s'adjoindre à elle d'anciens cadres du Parti et des entreprises nationales habitués aux mécanismes de l'import-export, car l'attrait de profits élevés susciterait rapidement le désengagement politique, impossible sous le régime de Sékou Touré, sous peine de régression sociale.

En bref, si pendant longtemps le développement d'une bourgeoisie nationale commerçante a été handicapé par des facteurs tels que des moyens financiers pauvres, des connaissances techniques faibles, des effectifs limités par le commerce colonial, l'absence d'une aristocratie foncière riche, l'exiguité des marchés africains, il semble qu'actuellement les couches économiquement supérieures du commerce privé ont fait preuve de suffisamment d'initiative dans l'accélération du rythme de leur accumulation, à tel point qu'elles ont dû être bridées par le gouvernement, pour que l'on soit en droit de les estimer à vocation bourgeoise ou bourgeoisie en voie de se constituer à la faveur d'une conjoncture non socialiste.

C I N Q U I E M E P A R T I E

L'ATROPHIE D'UNE

CLASSE OUVRIERE

Tandis que dans les sociétés européennes le procès de production industrielle détermine la structure de classe, le faible développement de l'industrie ne permet pas de se référer à pareil critère pour étudier cette structure en Afrique, à moins de la minimiser a priori. Cette constatation nous a conduit dès l'abord à orienter notre étude dans un registre autre que celui de l'action du prolétariat ouvrier, et à discerner ce qui, plus que le procès de production, constitue le fondement même d'une structure de classe, à savoir les rapports d'exploitation économique de l'homme par l'homme. Deux secteurs en étroite connexion : l'administration publique et le commerce nous sont apparus comme les lieux privilégiés de l'extorsion déguisée d'une plus-value sur le travail des Guinéens. Mais cette plus-value, à l'inverse de ce qui se passe dans un cadre capitaliste, n'est pas prélevée directement et utilisée par le propriétaire des moyens de production. Le plus généralement, elle est prélevée par l'Etat et au nom de l'Etat moderne. Par la suite, elle est en partie redistribuée de manière préférentielle aux gestionnaires de cet état et en partie appropriée illicitement par les jeux multiples du trafic, des commissions, des pots-de-vin, etc. Mais en raison de la politique sociale de l'employeur, tout particulièrement à l'égard du personnel de ses propres entreprises, il se pourrait que la situation du prolétariat soit relativement favorisée par rapport à celle d'autres couches de population, à moins que la politique sociale ne demeure surtout verbale et ne se réduise à des miettes tombées du banquet d'état. Cette question va être l'objet d'un examen détaillé portant et sur le contexte industriel du travail ouvrier et sur la condition ouvrière elle-même.

Sur une population de 3 530 270 habitants recensés au 21 mai 1967, on comptait seulement 60 450 ouvriers et manoeuvres salariés pour les trois secteurs économiques. En éliminant les salariés de l'agriculture, le total se réduisait à 35 955 dans l'industrie et les services (soit un centième de la population totale. L'industrie considérée seule

(industries extractives et manufacturières, bâtiments et travaux publics) n'employait que 11 055 ouvriers et manoeuvres, soit un peu plus des trois millièmes de la population totale. Au mieux, puisque les évaluations de population active demeurent des conjectures, les ouvriers salariés et manoeuvres de tous secteurs forment-ils 3 % de la population active (1).

Les cadres supérieurs : 2 660 en décembre 1966, et les cadres moyens : 26 890 dont 20 490 employés de bureau, estiment appartenir au secteur tertiaire. Par leur revenu autant que par leur comportement, ils n'apparaissent pas liés d'intérêt à une classe ouvrière éventuelle.

Ces données suffiraient à nous montrer le faible poids de la classe ouvrière (entendue au seul sens catégoriel) en valeur absolue comme en valeur relative.

Si l'on considère en outre que l'Etat :

1) est l'employeur principal et le détenteur des plus importants moyens de production ;

2) ne parvient pas à reproduire et développer son capital puisque toutes les entreprises d'état (à l'exception de deux ou trois) sont en déficit ;

3) détient le contrôle absolu des flux monétaires, des licences d'importation, des contrats d'emplois et de la politique des salaires, même dans le secteur privé ;

4) s'identifie au Parti qui prétend supprimer les clivages d'où résulteraient une conscience d'inégalité ;

on peut supposer que la classe ouvrière (ensemble des ouvriers et manoeuvres) est dans l'impossibilité de développer une politique autre que celle du gouvernement, d'autant que l'appropriation sociale du travail (par le secteur d'état) est actuellement dominante. Les rapports d'exploiteurs à exploités définis par rapport au capitalisme privé n'ont

(1) Rapport 1967 de l'Office National de la Main-d'oeuvre, dactylographié. Voir chapitre suivant, le tableau de la répartition des salariés par branche économique.

guère de chances d'apparaître si, comme il arrive en Guinée, les entreprises privées ou les sociétés mixtes procurent aux ouvriers, en moyenne et au même degré de qualification, des revenus supérieurs à ceux obtenus dans les entreprises d'état.

Ces quelques indications nous incitent déjà à réfléchir sur les conditions dans lesquelles s'effectue le procès de production, qui permettent de saisir dans leur réalité et leur complexité, les éventuels rapports de classe. Ceux-ci, en tant que dépendants des forces productives matérielles et humaines de la société envisagée exigeraient, pour être mieux compris, une analyse de l'état général de ces forces productives dont nous nous contenterons de donner un diagnostic car il fait l'objet d'autres études approfondies (1).

(1) Cf. Nos renvois ultérieurs aux ouvrages de A. Cournanel, J. Suret-Canale, S. Amin.

C H A P I T R E X I I I

STRUCTURE ET CARACTERISTIQUES

DE LA MAIN-D'OEUVRE SALARIEE

Aussi tardif qu'ait été le développement industriel de la Guinée, le salariat urbain n'est pas inconnu avant les années cinquante. Première née des grandes entreprises et la première à disparaître, l'extraction de l'or du Bouré rassemble en 1908, 80 européens et un millier d'ouvriers. En 1937, on compte jusqu'à 100 000 exploitants. La relance timide après le répit de la seconde guerre mondiale ne mobilise guère que 50 000 personnes en 1947 pour une production officielle de 187 kgs. Victime du Gold Exchange Standard, l'orpaillage guinéen se meurt après 1950 et devient simple activité saisonnière de complément. Bien que rangé officiellement dans la catégorie des industries extractives, l'orpaillage n'appartient pas réellement au secteur industriel. En effet, les modes d'extraction et de lavage demeurent aussi artisanaux qu'au XVème siècle et les exploitants ne sont que des agriculteurs qui retournent à leurs cultures dès le début de la saison des pluies.

Si en 1934, les statistiques officielles font état pour toute la Guinée de 19 000 salariés (1), il s'agit en majorité de salariés de plantations bananières et de personnels de services : employés d'administration un tant soit peu qualifiés, enseignants, domestiques, commis de maisons de commerce... et des travailleurs des chemins de fer et des travaux publics. Le développement de l'agriculture au Sénégal (23 000 salariés) et en Côte d'Ivoire-Haute Volta réunies (67 000 salariés) situe la Guinée au troisième rang quant à l'extension du salariat en A.O.F. à cette époque.

(1) Cf. Cahiers Internationaux, 37, juin 1952.

En 1947, la Guinée vient encore en troisième place avec 35 965 salariés (fonctionnaires et gens de maison exclus). Elle en compte 39 975 en 1950 (plus 13 557 fonctionnaires et 8 000 gens de maison). C'est surtout à partir de cette date que se développe un certain prolétariat industriel dans la région de Conakry surtout, par la mise en exploitation (1952) du gisement de fer du Kaloum (Compagnie Minière de Conakry) et du gisement de bauxite de Kassa (Bauxites du Midi). La mise en valeur de la Guinée dans l'après-guerre vise d'abord à fournir les deux métaux essentiels : fer et aluminium, dont on a besoin la France, l'Angleterre et les Etats-Unis. La constitution de firmes multinationales permet la réunion de capitaux et correspond à un mouvement de concentration dans l'industrie de l'aluminium. Reconnu en 1954, le gisement de Fria va, dans les quatre dernières années de la colonisation, occuper pour la construction de l'infrastructure et de l'usine, environ 10000 personnes. Ainsi, en 1957, l'ensemble des salariés (84 900, fonctionnaires et gens de maisons exclus) a-t-il plus que doublé en dix ans, en conséquence d'une politique française de développement de son industrie métallurgique, des investissements de quelques entreprises privées d'importance secondaire, des plans d'urbanisation de Conakry et d'une amplification de la production bananière (1). L'accroissement du salariat dans les plantations, les industries d'extraction, la construction et le commerce se produit de la même manière et à la même époque en Côte d'Ivoire, tandis que le Sénégal progresse faiblement, ayant déjà connu un certain développement avant 1940, et une implantation d'industries d'oléagineux de 1940 à 1945 pour subvenir aux besoins d'une métropole en guerre.

Aussi sujettes à caution que peuvent être les statistiques officielles et les ventilations professionnelles, elles indiquent au moins

(1) De 1950 à 1957, le nombre des ouvriers de l'industrie, du commerce et des transports s'accroît de 350 % ; la main-d'oeuvre agricole seulement de 20 %. Le total des salariés passe de 61 532 à 109 400.

des ordres de grandeur. Au lieu de nous référer comme l'a fait J. Suret-Canale à des sources privées (1), nous utiliserons les données diversifiées fournies par les Comptes économiques de l'A.O.F., 1956 et Outre-Mer 1958. En fin d'année 1956, les salariés sont ainsi répartis (Européens compris, au nombre de 3 000, fonctionnaires surtout).

SECTEUR PUBLIC	Fonctionnaires	5 500
	Non-fonctionnaires	10 100
SECTEUR PRIVE	Pêche et culture	32 240
	Mines et carrières	2 700
	Industries de transformation.	3 900
	Bâtiments et Travaux Publics	15 500
	Commerce et Banques	11 000
	Transports et Manutention	9 500
	Domestiques	19 000
TOTAL :		109 440

A cette époque, environ 6 % des salariés travaillent dans les industries extractives et de transformation. La proportion s'élève à 21 % si l'on y ajoute les travailleurs du bâtiment et des travaux publics dont ceux employés à la construction de l'usine de Fria. Répartis selon l'emploi, les salariés africains sont à 71,3 % des travailleurs manuels : manoeuvres à 47,5 %, ouvriers de qualification sommaire à

(1) A. GRISONI, La main-d'oeuvre guinéenne, Industries et Travaux d'outre-mer, 46, septembre 1957, pp. 635-637.

23,8 %. Les 28,7 % restants sont des cadres techniques, fonctionnaires et employés de bureau. Parmi les remarques que suscitent ces données chiffrées, il faut souligner la forte proportion de manoeuvres résultant d'une politique coloniale peu soucieuse de la formation d'un personnel qualifié, la faiblesse du secteur purement industriel et plus globalement du salariat qui représente moins de 4 % de la population totale estimée à 2 800 000 habitants en 1957 à partir des deux recensements de 1954 et 1967.

Après ces coupes transversales du salariat dans l'immédiat après-guerre et dans l'année 1957, opérons-en une dix ans plus tard, c'est-à-dire fin 1966, début 1967, de manière à comparer les effectifs et l'évolution numérique d'un éventuel prolétariat. Le phénomène le plus troublant est la régression en chiffre absolu du total des salariés, qui passe de 110 000 à 90 000. Cette régression paraît d'autant plus surprenante que de 1957 à 1967, la population totale de la Guinée a augmenté de 800 000 habitants (1) que l'Etat nouveau a exigé la création d'un abondant fonctionnariat et que les discours officiels clament la réussite d'une politique de plein emploi et d'essor industriel. Elle s'explique en grande partie par la chute de l'économie agricole, la réduction importante du personnel domestique après le départ des Français et l'absence de grands travaux publics d'infrastructure.

Ventilée par grandes catégories professionnelles et branches d'activité économique, la répartition générale des salariés s'établit comme suit :

(1) Source : Direction nationale de la Statistique (Guinée).

REPARTITION GENERALE DES SALAIRES PAR BRANCHE D'ACTIVITE ECONOMIQUE

-(décembre 1966)

Code	Branche d'activité économique	Cadres supérieurs	Cadres moyens		Ouvriers	
			Total	dont employés de bureau	Total	dont ouvriers qualifiés
0	Agriculture, sylviculture	135	370	120	24 495	180
1	Industries extractives	180	430	280	3 490	900
2-3	Industries manufacturières	85	750	500	3 365	940
4	Bâtiment et travaux publics	60	240	140	4 200	700
5	Electricité, gaz, eau et service sanitaire	50	210	100	3 740	600
6	Commerce, banque, assurances, affaires immobilières	310	7 690	6 000	9 000	6 000
7	Transports, entrepôts et communications	140	1 200	850	5 360	1 650
8	Services	1 700	16 000	12 500	6 800	2 200
9	Activités mal désignées					
	TOTAL	2 660	26 890	20 490	60 450	13 170
						90 000

Source : Rapport du BIT.

N.B. : Sous la rubrique "Services" sont classés les travailleurs relevant de la Sécurité, de l'Enseignement et de l'Administration générale.

Selon une autre répartition établie à la même date par l'Office National de la main-d'oeuvre, les salariés se distribuent ainsi en pourcentage relatif :

Industrie	8,8 %
T.P. et Transports	16,2 %
Commerce	19,2 %
Agriculture	27,7 %
Fonction Publique	29,2 %

En analysant ces tableaux, on note une progression de l'importance relative du secteur industriel -de 6 % en 1957 il passe à 8,8 % de la masse salariale- au détriment de l'agriculture qui, de 30 % en 1957 passe à 27,7 % et perd 7 200 salariés. Le nombre des domestiques a également diminué de plus des 4/5èmes en raison du départ des Européens et de la migration du personnel de maison vers le Sénégal notamment.

Quant aux pourcentages établis selon la qualification :

Cadres supérieurs	3 %
Cadres moyens	7 %
Personnel de bureau	23 %
Ouvriers qualifiés	15 %
Manoeuvres	52 %

Ils suggèrent plusieurs remarques :

- la pléthore de personnel de bureau principalement dans la fonction publique ;
- la faiblesse en ouvriers qualifiés, moins sensible comparativement dans les secteurs industriel et agricole ;
- la forte proportion de manoeuvres surtout dans le secteur agricole (24 315 sur 25 000 travailleurs).

Les salariés manuels forment 67 % de l'ensemble des salariés, 82 % des employés d'industrie. Dans l'ensemble des secteurs, hormis l'agriculture, 37 % sont manoeuvres et 22 % ouvriers. Si l'on compare ces chiffres à ceux de 1957, on constate une diminution du poids relatif des ouvriers et manoeuvres (67 % en 1967 contre 71,3 % en 1957) obtenu par l'inflation elle-même du fonctionnariat qui compte peu de manoeuvres. A Conakry sont concentrés environ 30 000 salariés dont 12 000 dans les entreprises d'état, 12 000 dans les entreprises de petit artisanat et 6 000 dans les autres entreprises privées (1).

Répartition par âge et par sexe

La distribution par âge et par sexe, obtenue par sondage auprès de 166 entreprises de plus de 5 salariés en 1967 et touchant 23 920 personnes, est présentée dans les tableaux suivants où s'observe la grande jeunesse du personnel du tertiaire dont 71 % ont moins de 35 ans, ce qui s'explique par l'accroissement de la scolarisation depuis une quinzaine d'années. Dans les secteurs primaire et secondaire, les plus forts contingents appartiennent au groupe des 35-45 ans, respectivement 45 et 44 % du personnel. Dans l'agriculture, comme il est normal eu égard à l'histoire récente de l'industrialisation et du fonctionnariat, les groupes âgés sont plus représentés (24 % de plus de 45 ans) que dans les autres secteurs (16 et 14 %).

(1) Chiffres donnés sous toutes réserves par J. Suret-Canale, La République de Guinée, p. 363.

DISTRIBUTION DU PERSONNEL DE 166 ENTREPRISES

PAR SEXE ET PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(1967)

	Secteur public et mixte				Secteur privé			
	Hommes	Femmes	Total	Nombre d'entrep	Hommes	Femmes	Total	Nombre d'entrep
Sylviculture	762	9	771	3	-	-	-	-
Ind. extractives	3 768	94	3 862	6	-	-	-	-
Ind. manufacturières	2 873	299	3 172	10	749	31	780	21
Bâtiment et TP	167	-	167	3	1812	16	1828	15
Electricité-Eau	2 836	6	2 892	3	-	-	-	-
Commerce - Banques	4 332	499	4 831	26	719	24	743	32
Transport - Commun.	4 422	63	4 485	4	184	13	202	13
Services	455	30	485	5	447	26	473	28
TOTAUX	18 903	991	19 894	57	3911	115	4026	109

Source : Office national de la main-d'oeuvre

POURCENTAGES PAR GROUPES D'AGE ET SECTEURS ECONOMIQUES

	Secteur tertiaire	Secteur secondaire	Secteur primaire
De 18 à 25 ans	21 %	6 %	6 %
De 26 à 35 ans	50	36	25
De 36 à 45 ans	13	44	45
De 46 à 55 ans	12	12	20
Plus de 55 ans	4	2	4

Source : Office National de la
Main-d'Oeuvre (ONMO)
1967 - Rapport sur la main-
d'oeuvre.

Proportionnellement, les effectifs les plus importants de personnel féminin se situent dans le commerce public et les banques, ainsi que dans l'industrie de transformation. En juin 1967, on dénombrait 5 019 femmes travaillant dans la fonction publique. Beaucoup de mères en ville, souhaitent désormais pour leur fille, avec l'instruction, la possession d'un métier. Les femmes travaillant comme fonctionnaires à l'hôpital (ne serait-ce que comme blanchisseuses) dans un bureau ou comme enseignantes, jouissent d'un grand prestige. Revendiquent-elles d'autres professions jusque là masculines, et elles deviennent en raison du marché du travail limité, de dangereuses concurrentes pour les hommes. L'ENTA et la Conserverie de Mamou ont chacune un pourcentage identique de 30 % d'emplois tenus par les femmes. Celles-ci sont en général plus jeunes que les hommes. A l'ENTA, 66,8 % des ouvrières contre 38 % des ouvriers ont moins de vingt-cinq ans. Au-delà de trente-cinq ans, on compte seulement 0, 18 % d'ouvrières contre 15,5 % d'ouvriers. Ce fait s'explique par la récente émancipation féminine, qui touche d'abord les plus jeunes et plus dynamiques couches de la

population, et par les responsabilités familiales qui retiennent au foyer les femmes chargées de quelques enfants. Toutefois, les individus mariés sont plus nombreux chez les femmes (86 %) que chez les hommes (45 %). Il est vrai que les femmes se marient plus jeunes et que les filles célibataires reçoivent difficilement l'autorisation de leurs parents de travailler en usine. En dehors des emplois de bureau, le travail réclamé des femmes ne demande pas généralement de spécialisation professionnelle.

Qualification professionnelle

A tous les échelons et dans tous les secteurs de l'économie, le problème de la qualification professionnelle se pose avec acuité d'autant qu'en Guinée comme dans tous les pays sous-développés, le manque de fonds, d'expérience, de techniciens formateurs et d'équipements, limite naturellement les possibilités d'une formation dont le coût va croissant avec les découvertes techniques.

Le défaut de synchronisation entre la promotion de la main-d'oeuvre et l'implantation d'activités génératrices de nouveaux emplois n'a pas été la moindre des pierres d'achoppement freinant la mise en valeur économique du pays. A l'optimisme des paragraphes 161 et 162 du Plan triennal, précisant que pendant la durée du plan, "il sera créé dans l'industrie, les transports et la production d'énergie, environ 15 000 emplois nouveaux, représentant une masse de salaire annuel, en 1963, de 1,5 milliards de francs CFA environ et réalisant le plein emploi en conjonction avec le développement des activités agricoles", répond le désenchantement du CNR du 16 avril 1964 reconnaissant nécessaire la planification de la main-d'oeuvre après constatation tacite de la stagnation du secteur énergétique, d'une diminution très nette des emplois dans l'agriculture de plantation, et d'une progression si lente du secteur industriel qu'il n'arrive pas à absorber la main-d'oeuvre laissée libre par l'atrophie du commerce privé. Moins solide apparaît donc le dogme (ou l'espoir) de la concordance entre la socia-

lisation des moyens de production et le plein emploi, lors de l'élaboration du plan septennal, qui se borne à dresser une liste des actions désirables plutôt qu'à opérer une planification financière, technique et humaine rigoureuse des projets à réaliser.

Le plus grave des handicaps touche au déséquilibre entre les ressources humaines disponibles et les besoins nécessaires en ouvriers qualifiés et cadres moyens. Beaucoup d'entreprises se voient en effet obligées, par carence de personnel valable, de promouvoir le manoeuvre au titre d'ouvrier qualifié, de chef d'équipe ou de contremaître, hypothéquant ainsi leur fonctionnement. Le projet Boké se trouve considérablement ralenti par de semblables difficultés. Même dans le tertiaire est souligné le faible niveau de formation des cadres moyens et employés de bureau. La moitié des effectifs est du niveau du certificat élémentaire. Les seules promotions internes basées sur une qualification commencent à apparaître en 1966 dans les banques, grâce aux cours de perfectionnement et aux examens de sélection pour des postes de comptables. Entre le cadre supérieur et les agents d'exécution, l'encadrement moyen qualifié est partout très réduit et le personnel en place dans ce secteur, manque souvent de capacité professionnelle pour accomplir les tâches d'exécution ou d'application de techniques simples que comporte l'organisation moderne du travail de bureau. Le rapport du BIT de 1968 sur l'évaluation et la planification de la main-d'oeuvre, qui souligne ces carences, déplore qu'aucune structure de formation ne soit mise en place pour les techniciens et ouvriers qualifiés, si ce n'est l'Ecole Nationale des Arts et Métiers. Alors que seraient requis en 1967 et 1968 pour répondre aux besoins, 1167 nouveaux ouvriers qualifiés, l'effectif de la seule école de formation se limite pour les deux années à 35 élèves sortants. L'obligation de la scolarité jusqu'à 16 ans ne saurait qu'accentuer la pléthore de fonctionnaires si des écoles professionnelles ne sont pas créées.

Degré d'instruction

Les insuffisances de qualification laissent penser qu'il s'agit là d'une population à faible degré d'instruction. En 1958, le taux global d'analphabétisme était estimé à 90-94 %. Le taux de scolarisation des 7-14 ans, de 9 % en 1958 devait s'élever en dix ans jusqu'à près de 40 %. Et depuis 1968, la Guinée mène simultanément des opérations fonctionnelles d'alphabétisation d'adultes et des campagnes de scolarisation orientées vers le technique et l'agriculture dans le cadre des Collèges d'Enseignement Révolutionnaires (CER). De tels chiffres demeurent globaux et n'éclairent pas directement le degré d'instruction dans les milieux de salariés. A ce propos nous ne disposons que de nos sondages (1965) et d'affirmations de directeurs d'entreprises (1968). A Dixinn-Port (1) par exemple, un quartier représentatif de la ville de Conakry, 53 % des chefs de ménage sont illétrés, soit 251 sur 471. La proportion atteint plus de 90 % chez les femmes. Parmi les hommes, il faut compter 38 % de lettrés arabes, tous musulmans, et 26 % de lettrés français sachant lire et écrire. 17 % de musulmans sont à la fois lettrés arabes et lettrés français. A l'Entreprise Nationale des Tabacs et Allumettes de Wassa-Wassa (2), 47,4 % des travailleurs ne savent ni lire, ni écrire dans aucune langue (la proportion est sensiblement la même à la conserverie de Mamou). Le groupe des 20-24 ans, comprenant plus d'hommes que de femmes, semble avoir été plus scolarisé puisqu'il n'est que 72 illétrés sur 172 personnes. Quant au mode et au degré d'alphabétisation, ils sont indiqués dans les chiffres suivants : si 21 % savent lire en français, il n'est que 6,4 % à pouvoir l'écrire correctement. Mais l'effort réalisé par les écoles coraniques en milieu musulman est loin d'être négligeable puisque 31 % savent lire leur langue maternelle en caractères arabes et 8,2 % l'écrire.

(1) C. RIVIERE - Dixinn-Port, enquête sur un quartier de Conakry, Bulletin de l'IFAN, 1967, B, 1.2, pp. 425-452.

(2) C. RIVIERE - Les travailleurs de Wassa-Wassa, enquête sur l'Entreprise Nationale de Tabacs et Allumettes, Canadian Journal of African Studies, Montréal, 1968, II, 1, pp. 82-96.

Bien évidemment les illétrés prédominent chez les non-spécialisés, les ouvriers du bâtiment et le personnel domestique, tandis que les scolarisés occupent de préférence les emplois du secteur tertiaire. Des échantillons aléatoires du recensement de 1960 à Conakry (le plus récent qui fournisse des renseignements sur le degré d'instruction) mettent en évidence un niveau d'instruction des différents types de professions (mécaniciens, tailleurs, gargotiers, menuisiers, commerçants...) à peu près semblable à celui trouvé chez l'ensemble des salariés. Dans la catégorie des sans profession déclarée s'accroît le nombre des jeunes qui, venus de la Basse côte ou du Fouta sont passés par l'école primaire, et qui en raison de la crise économique, ne trouvent pas de travail, d'autant que la majorité d'entre eux n'a pas reçu de formation professionnelle.

Le développement dans un cadre urbain des industries de transformation, donc du salariat, agit de fait comme entrave à la naissance d'une conscience de classe défavorisée, dans la mesure où, issus récemment de la campagne et en contact permanent avec elle, les salariés urbains perçoivent leur situation comme plutôt privilégiée. L'entrée dans le système monétaire, général en ville, moins implanté en campagne, fait ressentir le salariat plus comme une nouveauté, un genre de vie moderne, que comme le résultat d'un contrat entre le salarié qui vend sa force de travail et l'employeur qui l'achète comme une marchandise.

Echantillons d'entreprises

Dans le but de mieux cerner l'impact de l'économie globale sur le monde ouvrier ainsi que le niveau culturel et professionnel de celui-ci, il peut être utile de saisir de tels phénomènes au niveau même des entreprises à travers un échantillon de quelques unes des plus importantes sur lesquelles aient porté nos enquêtes (1).

(1) Voir en outre les enquêtes sur les travailleurs de Wassa-Wassa (ENTA) et de Dixinn, citées plus haut.

1) Le Complexe aluminier de Fria

Parmi les entreprises du secteur privé, la Compagnie internationale de fabrication d'alumine de Fria est la seule à fonctionner normalement en raison des garanties qu'elle a préservées dès sa création par une charte négociée avec le gouvernement guinéen, et parce que celui-ci a tout intérêt à favoriser le maintien de sa principale source de devises libres, sous peine de rendre intolérable le déficit de son commerce extérieur. Enclave capitaliste dans un pays à orientation socialiste ; sans doute ! Mais aussi cordon ombilical sur un foetus d'économie guinéenne (1).

Fria alimentait en 1966, le budget général de la Guinée pour une valeur annuelle de plus de un milliard de FG (6 % des recettes prévues par l'Etat). Les salaires versés aux nationaux et la proportion de leur salaire que le personnel étranger de l'usine dépensait sur place atteignait approximativement le même chiffre. D'un apport financier capital pour le gouvernement guinéen, Fria l'est aussi pour les ouvriers qui percevaient les salaires les plus élevés de la République (et sont de ce fait les moins mobiles) (2), et pour tous les petits métiers qui se développent dans l'orbite de l'entreprise : services d'entretien, entreprises de bâtiment, coopératives de voirie, de mécanique auto, emplois artisanaux, agricoles et commerciaux exigés par

(1) Samir Amin (Trois expériences africaines de développement, P.U.F., 1965), Jean Suret-Canale (Fria, établissement industriel guinéen, Recherches africaines, 1963, 2-3, pp. 3-27) et Alain Cournanet (Investissements privés et planification dans l'expérience guinéenne, Thèse de doctorat de Sciences économiques, Paris, 1968) ont développé avec précision les aspects économiques et techniques de l'entreprise. Nous en prendrons argument pour nous intéresser seulement à ses aspects sociologiques. Nous tenons nos informations de la direction elle-même de l'entreprise et des services du personnel.

(2) Les salaires en 1969 variaient de 50 FG à 250 FG à l'unité pour le personnel horaire et de 43 700 FG à 120 000 FG pour les agents de maîtrise mensualisés. Sur les 280 ouvriers d'entretien formés de 1959 à 1969, 210 travaillaient encore dans l'usine en 1970.

l'agglutinement des familles près de l'usine. "Îlot d'argent" comme disent les Guinéens, le centre industriel attire plus que les autres centres urbains, mais en conséquence le coût de la vie y est plus élevé qu'ailleurs.

Avant 1958, la zone correspondant à l'actuelle région administrative de Fria comprenait 5 000 habitants, contre 30 000 environ en octobre 1965 lors de notre première enquête sur les lieux. La seule ville de Fria abritait alors 11 200 habitants, contre 500 en 1956. En 1968, elle en comptait 20 000 environ et la région 33 500. Toute cette population gravite plus ou moins autour des 1 308 ouvriers et employés de l'usine de Kimbo à Fria, répartis en trois grands secteurs lors de notre enquête de 1965 :

- 1) Production : fabrication, énergie, mines..... 444 personnes,
- 2) Services techniques, généraux et entretien..... 538 "
- 3) Groupe administratif, cité, service médical, écoles..... 326 "

Dans le secteur fabrication, l'entreprise, de très haut niveau technique, à la production contrôlée et commandée à partir d'une salle de contrôle, n'emploie pas plus de personnel que d'autres entreprises de même capacité comme Gardanne en France ou Burnside en Louisiane. Mais ne pouvant compter sur aucun service extérieur, l'entreprise est tenue de tout fournir par elle-même : l'électricité, l'eau épurée, les travaux d'entretien et de réparation (mécanique automobile, menuiserie, chaudronnerie, courant domestique, etc.) ; aussi utilise-t-elle un personnel d'entretien qui, s'il est d'une technicité plus faible que celui employé dans la production, n'en reçoit pas moins une formation spécialisée dans le cadre de l'usine, après sélection par test au niveau du certificat d'études primaires.

Ainsi, à l'apport financier et à l'apport d'emplois à la Guinée s'ajoute un apport technologique considérable. L'école de formation professionnelle, non seulement couvre les besoins de l'entreprise en assurant l'apprentissage en 1968 de 14 ajusteurs, 13 soudeurs-chaudronniers, 8 électriciens, 13 secrétaires sténo-dactylos (recrutées au ni-

veau du baccalauréat), mais elle met occasionnellement ses capacités techniques annexes au service d'autres entreprises, fait accéder en deux ou trois ans, au niveau du C.E.P. ses ouvriers recrutés avec un faible bagage scolaire, remet en perfectionnement ses ouvriers pendant deux ou trois mois, assure aux agents de maîtrise des séminaires de formation qui ont lieu quatre fois par an durant trois jours. Cet effort assez exceptionnel, sans analogie dans aucune autre entreprise de Guinée, qui touche 40 % du personnel, est réalisé en 1967 par 25 expatriés rémunérés exclusivement pour ces activités de formation. Alors qu'en 1962, plus de la moitié du personnel guinéen était de 1ère et de 2ème catégorie, 40 % en 1968 appartenaient aux 6ème et 7ème catégories, échelon maximum d'évolution ouvrière.

De la même manière, une africanisation des cadres a été rendue possible, faisant passer le nombre des expatriés d'un tiers du personnel total en 1962 (412 sur 1 379) à un sixième en 1968 (223 sur 1 412). Systématiquement étaient opérés des recouvrements systématiques entre les expatriés partant et leurs remplaçants guinéens afin d'assurer une efficacité maximum. A ce mouvement d'africanisation correspond un rajeunissement de la pyramide des âges. Tandis qu'en 1966, le personnel expatrié était d'un âge moyen de 36 ans, le personnel local avait en moyenne 30 ans.

Dans la vie interne de l'entreprise, des critères sévères président à l'intégration. Soumise, comme les mutations intra et inter-services, aux conclusions d'un examen psychotechnique, l'embauche est suivie d'une période d'essai conduisant dans le meilleur des cas au pronostic d'adaptation au poste de travail. Ainsi, pour s'intégrer à l'unique centre industriel important du pays, des conditions semblables sont créées pour tous les postulants, qui favorisent l'adoption de comportements similaires ou convergents de la part des agents. Ces conditions se veulent objectives et non soumises aux critères d'appartenance ethnique ou géographique. De la sorte vivent ensemble sans antagonismes marqués des individus d'ethnies diverses. Sur 968 africains en 1969, on compte 296 Soussou, 264 Peul, 248 Malinké,...

De par l'appartenance de tous au même monde industriel, les anciennes rivalités ethniques, par exemple entre Soussou et Peul s'estompent en même temps que les préjugés réciproques. La vie à l'usine réglée à un même rythme pour tous, la possibilité d'accéder à une même gamme de loisirs et d'objets de confort, l'origine rurale de la plupart, entretiennent et renforcent d'une certaine manière l'intégration sociale. Il reste néanmoins que le niveau d'instruction, la qualification professionnelle et les avantages matériels et psychologiques constituent de nouveaux critères différenciateurs des individus dans leurs rapports avec le nouveau père dispensateur de biens : l'entreprise.

Sur le plan des comportements individuels, la zone industrielle, en raison de sa spécificité, représente une aire d'affranchissement de certaines contraintes traditionnelles (soumission intégrale aux aînés, travail pour ceux-ci, non-jouissance immédiate des résultats de son travail...), d'expérience extra-ethnique et d'acquisition d'une autonomie adulte rendue possible par une rémunération personnelle.

Le phénomène d'individuation suit une progression allant, au début, de la recherche de camarades d'enfance ou d'école, de la fréquentation d'individus de même ethnie parmi lesquels on retrouve ou crée des "cousins", jusqu'aux fréquentations affinitaires engendrées par le monde du travail. Parallèlement, sont adoptés un certain nombre de comportements quotidiens du monde occidental : modes vestimentaires, parler français en usage dans l'usine, relations de camaraderie ou professionnelles dépouillées de la traditionnalité, primat du savoir technique. La participation militante à la vie du syndicat unique, ou Comité d'unité de production, chargé de négocier sur des problèmes d'intérêt général et particulier (non sans quelque raideur inconsidérée de position, ni sans quelque démagogie parfois), constitue en elle-même un phénomène nouveau. Ces comportements adoptés à la suite d'une confrontation culturelle accentuent l'occidentalité du milieu Fria, chez les agents de haut niveau hiérarchique notamment, pourvus de privilèges non étendus à tous (logements plus confortables, revenu supérieur, niveau d'instruction plus élevé et goûts plus diversifiés).

Tous les ouvriers quels qu'ils soient jouissent de nombreux avantages sociaux qu'ils apprécient et qui les conduisent souvent à prolonger leur célibat : logement, eau, électricité, transport à Conakry, cantine (gratuite pour les apprentis), piscine, prime à la production pour tous les ouvriers, prime d'ancienneté, prime d'expérience pratique, etc.. La critique la plus pertinente formulée contre tous ces avantages financiers, technologiques, sociaux, procurés par l'entreprise, l'a été par J. Suret-Canale : "Les salaires élevés, les avantages sociaux (logement, etc.) dont bénéficient les travailleurs de Fria présentent-ils l'intérêt de fournir un "exemple dynamique", le modèle d'un genre de vie en avance d'une génération sur le reste de la Guinée ? Cet exemple serait positif s'il ne dépendait que des Guinéens de se conformer au modèle proposé. Le malheur est que Fria propose un genre de vie qu'il est matériellement impossible de généraliser, faute de moyens, et que cette présence accentue encore le déséquilibre et le malaise caractéristiques du sous-développement" (1).

Une fois tout pesé, il apparaît cependant que les aspects positifs de Fria : apport d'emplois, apport financier, apport social et technologique, pour le gouvernement comme pour la population, dépassent de beaucoup les quelques inconvénients produits par cette "enclave capitaliste" qui, au lieu d'accentuer la prolétarianisation a donné à ses ouvriers le moyen de vivre plus correctement qu'ailleurs et d'acquérir des compétences technologiques. Toutes proportions gardées, Fria amorce peut-être en Guinée ce que Serge Mallet appelle la "nouvelle classe ouvrière" des pays développés. Mais du fait de l'africanisation des cadres et des privilèges acquis, sous le contrôle et la pression constante, il faut le dire, du gouvernement guinéen soucieux du bien-être et de la promotion de ses ressortissants, le développement de Fria n'a correspondu ni à une prolétarianisation marquée, ni à une accentuation de la lutte des classes.

(1) J. SURET-CANALE - La République de Guinée, p. 292

Ce fragment de classe ouvrière qui habite Fria se singularise fort des autres ouvriers guinéens. Concentré dans un foyer urbain très moderne, il demeure le seul de ce type en Guinée. Economiquement favorisé, il crée un entourage de dépendants comme autrefois les notables qui voyaient graviter autour d'eux une nuée de satellites sociaux.

2) La conserverie de Mamou

Les entreprises nationales que nous allons maintenant examiner sommairement, en ne dégageant de nos enquêtes que les quelques éléments qui éclairent la condition ouvrière, diffèrent radicalement du cas de Fria. Installées grâce à des aides étrangères : soviétique pour Mamou, britannique pour Sanoya, est-allemande pour P. Lumumba, elles n'ont jamais fonctionné régulièrement à plus de 25-30 % de leur capacité de production.

Les difficultés de la conserverie de Mamou en mars 1967 (les mêmes en 1970 selon le Moniteur Africain du 19/11/70) résument assez bien les problèmes de la plupart des entreprises guinéennes : difficulté d'approvisionnement (d'où l'impossibilité d'assurer non seulement une production à pleine capacité mais un rythme régulier de production), coût élevé des fabrications, qualité peu suivie de la production, manque de circuits valables pour la commercialisation.

En mars 1967, lors de notre enquête, l'entreprise comptait, outre 19 techniciens soviétiques, 324 travailleurs guinéens, d'une moyenne d'âge de 21 ans, peul pour 60 %, c'est-à-dire reflétant la proportion de cette ethnie dans la ville qui comporte par ailleurs des Malinké et des Soussou. Parmi la totalité du personnel, la moitié savait lire et écrire en français ou en arabe, et la proportion des femmes était d'un tiers du personnel, illétrées à 80 %. Les ouvriers étaient dits spécialisés s'ils étaient affectés à une tâche précise apprise en deux ou trois jours. Les professionnels, spécialisés en mécanique, et du niveau du certificat d'aptitude professionnelle pouvaient espérer obtenir un salaire de 18 500 FG par mois, tandis que les manoeuvres payés à l'heure, avec leur 484 FG minimum par jour, se faisaient

des salaires mensuels d'environ 11 000 FG. Tous jouissaient en outre de transports gratuits par camion, d'un règlement de leurs litiges par diverses instances : délégués du personnel, syndicats, unions locales, inspection du travail..., de primes pour invention de moyens d'améliorer le rendement, d'un service social examinant les cas de veuves, accidentés et absents en dehors des trois jours par mois qui sont tolérés pour fête familiale.

3) Le Complexe textile de Sanoya

A l'instar de Mamou, qui reçoit mensuellement en moyenne 5 millions de FG en salaires et 8 millions payant la production agricole utilisée par l'usine, la ville de Coyah où vivent la plupart des 1014 travailleurs guinéens du Complexe textile (dont 110 manoeuvres et 26 agents de maîtrise) recrutés en majorité dans les régions attenantes de Conakry, Dubréka et Forécarria, est irriguée par la distribution en salaires mensuels, de 8 millions de FG.

Mais l'adaptabilité requise pour des tâches d'un niveau technique supérieur à celui de la conserverie expliquent que les caractéristiques du personnel ouvrier du complexe textile diffèrent de ceux observés à Mamou. En bref, le personnel ouvrier de Sanoya est très jeune, lettré, de sexe masculin, mais aussi relativement mouvant et peu consciencieux. Le complexe s'est proposé initialement d'offrir du travail industriel aux jeunes gens ayant le niveau du certificat d'études primaires, ce qui, pensait-on, les rendait plus apte, de par leur jeunesse, à acquérir l'adresse nécessaire et la rapidité d'exécution dans les tâches auxquelles ils étaient affectés, et de par leur instruction à comprendre le fonctionnement des machines, tout en veillant à leur entretien. De ce fait, l'âge moyen des ouvriers se situe entre 17 et 18 ans, 85 % sont lettrés (les 15 % non lettrés occupent des emplois de manoeuvre et de planton), 5 % seulement mariés. La plupart des 45 femmes, soit à peine 5 %, toutes célibataires sont employées soit comme personnel de bureau, soit regroupées dans des ateliers particuliers, pour ne pas perturber durant le travail l'affectivité des jeunes ouvriers.

Ceux-ci, recrutés après leur scolarité vers 15-16 ans, apprennent en quelques jours le fonctionnement de leur machine et les gestes essentiels. Affectés à un poste, on les perfectionne pendant deux mois. Dans les travaux de filature, ils sont considérés comme stagiaires durant 4 mois, dans le tissage pendant 6 mois, dans la finition durant un an. Pour comprendre que, dans les deux premières années de fonctionnement (1965-66) les licenciements et démissions aient été de 20 %, il suffit de considérer la jeunesse d'un personnel plus enclin que des adultes aux absences, retards et indisciplines, et d'observer que le contrôle quotidien du travail de stage, uni à l'attrait d'un emploi dans la ville proche de Conakry, tendent à provoquer des départs volontaires ou forcés. Les mêmes raisons peuvent rendre compte d'un certain manque de conscience professionnelle, de la faible qualité du travail et de la détérioration rapide des machines.

A leur salaire moyen de 15 000 FG pour les ouvriers spécialisés, de 33 000 FG pour un agent de maîtrise, peuvent s'ajouter des primes d'ancienneté, d'assiduité (2 000 FG pour une absolue régularité, 1 000 FG pour une unique absence dans le mois) et de rendement (calculées à la pièce dans le tissage). En outre, tous bénéficient des services du syndicat d'entreprise pour le règlement de leurs problèmes sociaux ou interpersonnels, et de la coopérative de consommation pour les produits essentiels (viande y compris) que le marché local offre à des prix plus élevés.

En définitive, le syndicat joue un rôle surtout éducatif et de règlement des litiges. Jamais il n'a pour fonction d'accentuer des acrimonies de classe. En outre, le salaire relativement élevé dont jouissent des jeunes de 17-18 ans fait d'eux des sortes de privilégiés autant aux yeux de leur famille qu'aux yeux de leurs camarades du même âge, si bien que la condition ouvrière, dans le cadre de cette entreprise nationale, ne suscite et ne fait apparaître aucune lutte de classes.

4) L'Imprimerie Patrice Lumumba de Conakry

Une dernière entreprise qui ne relève pas du secteur industriel, mais qui, comme les précédentes appartient à l'Etat rend patents l'incidence du manque de qualification sur l'économie et les résultats négatifs de la seule expérience d'autogestion menée en Guinée.

Installée par la République Démocratique Allemande, l'imprimerie nationale P. Lumumba tentait en 1963 et 1964 de réorganiser ses services de production en instaurant un système de gestion et de travail autocontrôlés. Là encore, la conscience et les aptitudes professionnelles avaient été surestimées. Sur 223 ouvriers, employés, techniciens et cadres, 64 seulement étaient considérés comme qualifiés, ce qui explique la faiblesse du rendement. Faut-il considérer comme paradoxal dans ce contexte qu'une plus grande socialisation, accompagnée d'une hausse de salaire ait correspondu à une baisse de rendement. La part de salaires de l'entreprise qui représentait 23,5 % de la valeur de la production en 1963 passait à 48 % en 1964 (pour inciter à l'effort) en même temps que baissait de près de 25 % le rendement à la production d'une année à l'autre (1). Simultanément, par manque de contrôle, le taux d'absentéisme passait à près de 14 %. Alors que la rentabilité normale d'une entreprise exige que son chiffre d'affaires soit supérieur à 25 % du capital investi, le chiffre d'affaires de l'imprimerie n'atteignait que 13 % des investissements, ce qui suffit à nous indiquer que sans un apport financier constant de l'Etat, l'entreprise serait en état de faillite.

Conclusion

De cet examen des problèmes sociologiques de l'économie guinéenne résultent quelques réflexions importantes quant à la stratification sociale.

Il faut d'abord noter que, de la création récente, les entreprises du secteur public emploient un personnel dont la jeunesse et l'ori-

(1) Horoya n° 593 du 21 février 1965.

gine en majorité rurale garantissent qu'ils n'ont pas appris antérieurement les traditions de l'organisation revendicative contre le colon, éventuellement transposables contre l'Etat employeur.

D'ailleurs la majorité des ouvriers employés dans les entreprises nationales ne disposent pas d'organes de revendication puisque le syndicat étant intégré au Parti n'a que voix consultative et transmissive.

Même dans les entreprises privées, toute revendication salariale par laquelle se développerait une lutte de classes est rendue presque impossible vu l'état potentiel de faillite de la plupart des entreprises en raison des difficultés conjoncturelles de l'économie et de la faiblesse du rendement.

On peut aussi estimer qu'un faible degré d'alphabétisation constitue un handicap à une prise de conscience ouvrière, si l'on observe que les travailleurs éventuellement revendicatifs sont ceux chez lesquels le niveau d'instruction est relativement élevé (enseignants, cheminots, postiers). Le fait que ceux-ci appartiennent au secteur tertiaire contribue à accréditer l'idée d'un non mûrissement d'esprit de classe chez les ouvriers de l'industrie.

Enfin, trois autres raisons plus importantes expliquent que le monde ouvrier ait des difficultés à passer au stade de classe prolétarienne. Il s'agit en premier lieu de l'intégration et de la mobilisation politique qui, en agissant de manière coercitive pour l'unité nationale, réduisent simultanément l'expression des différenciations (Cf. Lutte ouvrière et phénomène syndical), en second lieu de la situation favorisée du salariat par rapport à l'ensemble des paysans dans les familles desquels se recrutent la majorité des ouvriers (Cf. Salaires et pouvoir d'achat), en troisième lieu de la stagnation numérique des salariés que nous venons d'étudier.

C H A P I T R E X I V

SALAIRES ET POUVOIR D'ACHAT

L'un des problèmes capitaux révélés par l'examen de la structure professionnelle est sans conteste celui de la qualification. Il est intéressant de savoir à ce propos si le système des salaires fournit bien les incitations suffisantes pour orienter les salariés vers les besoins réels de l'économie. Dans une société moderne qui suit un modèle socialiste, la rémunération de chacun doit être proportionnelle à sa quantité de travail social, en tenant compte des compétences acquises, et établie sur la base d'une évaluation de la main-d'oeuvre nécessaire au développement. Or une importante difficulté en Guinée consiste à ajuster les stimulations au genre d'activités productives attendues pour une croissance accélérée.

Une certaine irrationalité, issue d'un marché confus de l'emploi, s'observe dans l'attribution des postes et des salaires. La plupart des décrets sont demeurés lettres mortes, notamment en matière d'avis d'embauche, de mutation et d'affectation aux postes (1), comme en ce qui concerne les principes de rémunération formulés par le Code du travail (1960) et les conventions syndicales. La majorité des entreprises et sociétés importantes n'ont jamais, ni dessiné les véritables profils des professions nécessaires à leur fonctionnement, ni identifié leurs besoins (d'ailleurs fluctuants comme les approvisionnements matériels) en personnel par catégorie et profession. Aussi, dans une certaine mesure, le montant de chaque salaire est-il déterminé de manière aussi aléatoire que le poste pourvu.

Un juste salaire devrait tenir compte du rôle du travailleur dans la production, des conditions du travail, de ses difficultés, et

(1) Décrets n° 74/PRG du 16 février 1962 ; n° 83 et 84/PRG du 31 mars 1965.

de l'activité du travailleur. Or qu'en est-il exactement ? La seule information valable sur le sujet provient de l'enquête sur les salaires menée en 1966 et 1967 par l'Office national de la main-d'oeuvre, à l'instigation d'un expert du BIT. Le tableau suivant donne les résultats de cette enquête sur l'échelle des salaires dans les entreprises, selon un échantillonnage qui regroupe neuf entreprises d'état dont une dans l'agriculture, trois dans l'industrie manufacturière, deux dans le commerce, une dans les banques, une dans les transports..., et trois entreprises privées, dont deux dans l'industrie manufacturière et une dans le commerce (1).

(Voir Tableau p. 458)

Il est encore difficile au stade actuel, selon les informations disponibles et sur un échantillon aussi limité, de discerner les écarts de rémunération entre régions, mais on observe d'emblée la faible amplitude des salaires ouvriers par rapport aux salaires des non-manuels, ce qui bouche les horizons professionnels du manuel et diminue d'autant l'incitation à augmenter la production. D'autres observations se dégagent plus nettement qui réclament une explication.

1) L'étude des tableaux nous convainc de l'existence d'une différence importante de salaire selon la branche d'activité économique et le genre de qualification requise pour un poste. L'Institut de Recherches Fruitières (IRF) de Foulaya relève du Ministère de l'Agriculture et n'offre que des rémunérations médiocres. Par contre, la compagnie d'aviation Air-Guinée qui réclame un personnel très qualifié, procure aussi aux cadres et agents de maîtrise, un salaire supérieur

(1) Source : Office National de la Main-d'oeuvre (Guinée).

d'un bon tiers à ceux de l'IRF. L'usine de Tabacs et Allumettes, construite et initialement organisée par les Chinois, se singularise entre les autres entreprises par la modicité des salaires que les gérants chinois ont jugé bon d'attribuer au personnel. Il est vrai que cette entreprise ne comporte pas de cadres très spécialisés : 16 % seulement du personnel ont une certaine qualification. En juin 1965, 4 cadres seulement sur 563 salariés gagnaient plus de 30 000 FG par mois ; 47 % des travailleurs avaient moins de 10 000 FG et 46 % de 10 à 19 000 FG.

2) L'analyse permet de déceler un large écart entre le salaire minimum et le salaire maximum. Dans la société "Air Guinée", les points extrêmes sont 7 000 FG et 107 000 FG, ce qui représente un rapport de 1 à 15 ; à Alimag : 1 à 15 également, et à l'Usine textile : 1 à 11. Il se peut qu'en Côte d'Ivoire le rapport soit de 1 à 30 ou plus, le fait est qu'un pays qui comme la Guinée s'est délibérément affirmé comme l'exemple d'un socialisme radical consacre l'écart différentiel des rémunérations hérité du temps colonial.

3) Il ressort également que sont très importantes les différences de rémunération entre métiers manuels et non-manuels. Les employés de bureau (comptables, commis, caissiers, dactylos) gagnent 25 à 30 % de plus que les ouvriers qualifiés (mécaniciens, machinistes, électriciens, menuisiers, peintres...), tout en ayant généralement un rendement et une présence active au lieu de travail bien moindre. De tels écarts de salaires entre ces différentes catégories professionnelles tendent à accroître l'exil des manuels vers les postes non-manuels dès qu'ils possèdent une quelconque qualification. De plus, la stagnation des salaires individuels pendant quatre ou cinq ans et l'étroitesse de l'éventail dans un même niveau professionnel ne favorisent pas la création d'un climat de travail et ne stimulent guère l'accroissement de la productivité en vue d'une promotion individuelle.

Nos trois observations capitales portent en fait sur les différences de salaire. Celles-ci, pour être judicieusement interprétées,

doivent évidemment être référées aux choix primordiaux de la société guinéenne, à ses objectifs économiques et politiques, mais encore à des situations de fait : schèmes comportementaux traditionnels, diversités régionales, compétences professionnelles et niveau de formation. Ainsi doit-on distinguer entre :

1) les différences attribuables au marché du travail, par exemple au fait que les travailleurs ignorent telle ou telle possibilité d'emploi, que les difficultés de logement font obstacle à la mobilité géographique, ou qu'il y a des décalages dans l'adaptation de la répartition des ressources aux modifications de l'ampleur des activités économiques ;

2) les différences qui résultent de valeurs et de préjugés sociaux, comme ceux liés au sexe, à l'âge ou à la situation dans la profession ;

3) les différences selon la profession que l'on rencontre même si le marché de l'emploi est exempt de tout défaut et les préjugés sociaux fort atténués.

Les différences de salaires entre les professions peuvent agir comme stimulant sur les ressources en main-d'oeuvre qualifiée, soit en créant un climat favorable pour inciter les jeunes à entreprendre une formation importante pour le développement du pays, soit en attirant les personnes déjà formées vers des postes et régions où ces personnes sont d'une importance capitale pour le développement, soit en stabilisant la main-d'oeuvre qualifiée sur ses postes et dans les régions-clés du développement. Or, de tels mécanismes ne semblent avoir joué qu'en faveur de Fria qui, d'une part sélectionne son personnel à l'entrée et d'autre part possède la seule école de formation spécialisée en dehors de l'Ecole nationale des arts et métiers dont le CAP donne droit au titre de technicien.

En règle générale et d'une façon plus marquée encore qu'en Europe, alors que la dynamique du développement suggérerait une solution contraire, la rémunération des travailleurs est inversement proportionnelle à l'effort physique qu'ils doivent fournir, ainsi qu'au désagrément du travail. Les salaires les plus faibles se rencontrent dans

l'agriculture, les travaux publics et le bâtiment, et sont de 20 à 30 % inférieurs à ceux des autres branches professionnelles pour le même degré de compétence et d'apprentissage. Les travaux manuels et techniques sont, en moyenne, insuffisamment rémunérés pour pouvoir attirer et garder les travailleurs qualifiés en nombre suffisant. Aussi les personnes jouissant de la moindre qualification acquise par expérience de quelques mois sur le tas : boy, cuisinier, mécanicien, peintre, menuisier..., profitent-elles de cette carence générale des compétences pour provoquer une surenchère à l'embauche, c'est-à-dire pour quitter leur emploi au bout de quelques mois en réclamant à l'employeur suivant un salaire supérieur à celui dont témoigne le dernier bulletin de paie, ce qui explique la grande mobilité de ce personnel un tant soit peu qualifié. Le plus souvent, on assiste à un transfert des salariés du secteur primaire vers le secteur secondaire en raison de la faiblesse des salaires ruraux, mais la mobilité la plus souhaitée est celle qui aboutit pour le scolarisé ayant quelques compétences professionnelles à un poste dans l'administration.

Notre analyse des salaires jusqu'à présent s'est bornée à être une coupe dans la synchronie. Une étude diachronique doit la compléter qui, au plan institutionnel, soulignera historiquement les mesures les plus importantes affectant le sort des salariés, et qui, au plan sociologique, marquera la transformation progressive du pouvoir d'achat et des conditions de vie des salariés.

Depuis l'indépendance, plusieurs réajustements des barèmes de salaires ont été effectués, notamment en octobre 1959 et juillet 1963, mais de manière assez empirique dans une période de tâtonnements. Cependant le salaire horaire minimum s'accroît de façon appréciable de décembre 1953 à décembre 1963, puisqu'il passe de 31 frs CFA à 36 FG pour un manoeuvre de Conakry et de 20 frs CFA à 28 FG pour un ouvrier agricole.

Mais ce n'est qu'en juin 1965 (décret n° 146/PRG du 4/6/65) qu'intervient une réforme complète de la fonction publique et du régime salarial, annoncée par le Président de la République dans son discours

du 1er mai 1965 comme un résultat de la loi-cadre de novembre 1964 concernant le contrôle du commerce et la réforme de l'économie. Avec le changement d'extension du terme "cadre", sont décidés un resserrement de l'éventail des salaires et une amélioration du traitement des catégories de travailleurs les plus défavorisés.

Le décret n° 299/PRG du 18/10/65 porte majoration des traitements dans le secteur public, de 5 % au sommet de la hiérarchie et de 12 % à la base. Ainsi les plus bas salaires mensuels du personnel auxiliaire de l'administration passent-ils pour l'ensemble du territoire de 8 100 à 9 000 FG, pour Conakry de 8 400 à 9 400 FG et à l'échelon le plus élevé de 40 000 à 42 000 FG. Dans le secteur privé, le décret n° 300/PRG du même jour prévoit par exemple pour les gens de maison (les moins payés de l'ensemble des catégories, manoeuvres agricoles excepté) un salaire mensuel qui passe de 5 160 à 6 700 FG pour l'ensemble du territoire, et de 6 450 à 7 000 FG pour Conakry au bas de l'échelle. A tous les salariés relevant du régime de la Sécurité Sociale, un taux identique d'allocation familiale est appliqué, et le montant en est désormais perçu par la mère de famille.

L'essentiel de la réforme vise surtout la fonction publique. Elle simplifie considérablement et uniformise les rouages de l'administration en créant dix cadres uniques à structure verticale (ex : éducation nationale, administration générale, économie rurale, imprimerie, etc.) comprenant chacun six hiérarchies ou corps (A,B,C,D,E,F) définis par le niveau de recrutement ou le degré de qualification des emplois. Le recrutement des sous-agents de la catégorie F cesse à partir du décret et tout recrutement se fait désormais à partir de la hiérarchie E qui bénéficie d'un traitement de début de 18 500 FG par mois. En fin de carrière, le revenu maximum de la hiérarchie la plus élevée est de 140 000 FG au lieu de 175 000 FG précédemment. Ce rétrécissement de l'éventail des salaires par relèvement des traitements de fonctionnaires les moins favorisés et réduction du plafond des traitements pour les fonctionnaires des hiérarchies supérieures, est la pièce majeure de la réforme.

S'y ajoutent d'autres mesures secondaires, comme la fixation de la retraite à 55 ans avec deux ans de prolongation éventuelle pour raison de famille, ou comme l'incorporation à la solde indiciaire de l'indemnité de résidence et d'une indemnité spéciale allant de 1 000 à 2 500 FG par mois pour les fonctionnaires dont le salaire est inférieur à 30 000 FG par mois. Toutes ces décisions jointes à la mesure antérieure d'abaissement des loyers (de 20 à 40 %) permettent au total, de l'avis d'un expert du BIT, d'affecter un gain de l'ordre de 25 % au pouvoir d'achat des travailleurs, lesquels pour des salaires de 10 000 FG se voyaient grevés au tiers par cette charge.

L'abaissement des taux de loyers, l'augmentation des salaires n'ont cependant pas rétabli la parité entre les prix des denrées de première nécessité et les salaires, telle qu'elle existait lors de la fixation du dernier SMIG. Profitant des bouleversements dus à ces modifications, beaucoup de fonctionnaires obtiennent alors assez aisément de leur chef d'entreprise condescendant, un changement d'échelon ou une augmentation de salaire sans correspondance avec leur classement indiciaire. C'est à cette époque qu'ont été menées la plupart de nos enquêtes sur les salariés d'entreprise. Mais c'est aussi cette période de confusion et de revendications personnelles satisfaites qui engendrera deux ans plus tard (à compter du 1er juillet 1967) un hola à l'inflation des salaires. Constatant les déficits d'entreprises nationales, le manque de rendement, le surclassement de beaucoup d'employés et le grand nombre des emplois sans contrat, le Président de la République décide, pour éviter le surpayement dans le secteur privé comme dans le secteur public, une diminution des salaires de 10 % pour les bas salaires à 30 % pour les salaires élevés, sans modification des barèmes de base et sans que la mesure touche les manoeuvres payés à l'heure. Renouvellement régulier de tous les contrats, suppression de primes d'ancienneté, limitation des horaires hebdomadaires à 40-43 heures de manière à éviter les heures supplémentaires mieux rémunérées de fonctionnaires qui s'absentent souvent durant les heures de travail, forment aussi la litanie de l'épuration globale de l'embauche et des emplois salariés, à laquelle

répond évidemment, dans un premier temps le mécontentement des ouvriers auxquels on annonce une réduction de salaire, une privation des avantages acquis ou un éventuel licenciement pour situation irrégulière, puis dans un second temps, la non-application de ces mesures qui toutefois contribuent pendant un certain temps à une mise en ordre de la fonction publique et à un freinage des excès d'embauche et de salaires de bienveillance accordés par les directeurs du personnel.

La socialisation de l'économie avait fait correspondre une hausse de salaire avec un recul des forces productives, le Président ayant trop compté sur la discipline politique de membres du Parti que la parenté et l'identité de condition sociale solidarise beaucoup plus que les mots proclamés dans Horoya ou couchés sur le Journal officiel.

Pour révéler toute sa signification, le salaire devrait être interprété en tant que pouvoir d'achat. Le témoignage de J. Suret-Canale à ce propos traduit assez exactement ce que tous les observateurs ont constaté entre 1963 et 1970. "Malgré divers avantages sociaux (coopératives d'établissements, etc...), malgré la baisse des loyers en 1964, les ouvriers, compte tenu de la hausse inflationniste des prix, ont vu leur pouvoir d'achat nominal diminuer. Ils sont de ce fait tentés de se rattraper par d'autres moyens : détournement de produits, matériels et fournitures (d'autant plus que parfois dans l'établissement l'exemple vient de haut) ; travail noir hors de l'entreprise ou dans l'entreprise (l'ouvrier travaille pour son compte personnel en utilisant l'outillage..., et parfois aussi les matières premières de l'entreprise). Et le mal est d'autant plus grave qu'il s'agit de produits ou services rares, sinon introuvables, et par là même d'autant mieux rémunérés. En bref, les salaires sont bas, mais tout le monde "se débrouille" plus ou moins, ce qui fait que la classe ouvrière, si elle ne peut sans abus, comme le voudraient certains auteurs, être considérée comme "privilegiée", n'est pas non plus misérable" (1).

(1) J. SURET-CANALE - La République de Guinée, éd. sociales, 1970, pp. 364-365.

Il nous est impossible de tenir compte des avantages (inquantifiables) procurés par le "système D" ; aussi, en ne prenant en considération que le salaire, voyons où il se situe par rapport au revenu moyen par tête, avant de traduire ce salaire moyen en possibilités de consommation.

Pour l'année 1964, la valeur du produit intérieur net au prix du marché 1966 est estimée à 140 milliards 261 millions de FG et celle du revenu national disponible à 129,6 milliards (1), soit si l'on divise par le nombre d'habitants, un produit intérieur brut de 41 000 FG (166 dollars US) et un revenu national de 38 000 FG (154 dollars US) par tête. Eu égard à ce revenu net de 38 000 FG en moyenne par tête, et au coût élevé du marché, force nous est de constater que le pouvoir d'achat disponible est faible.

Pour une famille de cinq personnes, le revenu annuel calculé sur cette base serait de 190 000 FG correspondant à un salaire mensuel régulier de 15 800 FG par mois sans revenu annexe. Ce chiffre équivaut au gain moyen d'un ouvrier semi-qualifié ou à celui d'un commis aux écritures débutant. Mais pour quiconque dispose d'un pareil salaire, il est rare qu'il ait à assurer la subsistance de seulement cinq personnes. Toutefois il semble, comme nous le soulignerons à propos du monde paysan, disposer d'un revenu bien supérieur à celui du rural.

Le mode de calcul du revenu par tête utilisé par le Ministère du Travail nous conduit à une autre constatation fort significative de l'inégalité sociale régnant en Guinée. Si, comme nos recherches l'ont montré, plus de la moitié des salariés de tous les secteurs, du fait qu'ils sont manoeuvres, ont un salaire inférieur à 15 800 FG par mois, et si la majorité des agriculteurs, de l'avis des services guinéens, n'ont qu'un revenu par tête inférieur de moitié ou des deux tiers au revenu moyen, on est contraint d'admettre, en supposant une marge

(1) Source : Direction Nationale de la Statistique (Guinée).

d'erreur de 5 %, qu'environ 85 % de la population se partage la moitié du revenu national et 15 % l'autre moitié. Dans ces 15 % se situent presque tous les non-manuels, l'élite, les grands commerçants, les planteurs.

Comme les manoeuvres, constituant plus de la moitié des travailleurs, sont habituellement rémunérés au minimum local de leur lieu de travail, il est intéressant de suivre l'évolution du SMIG pour obtenir les indications sur la situation du salarié. Après avoir fourni quelques repères de cette évolution pour un manoeuvre payé au SMIG dans la ville de Conakry, c'est-à-dire dans la première zone (1), nous traduirons ce salaire en pouvoir d'achat. Nous prendrons comme unité le salaire quotidien, en supposant pour plus de facilité opératoire que l'ouvrier travaille régulièrement sept heures par jour durant six jours par semaine, ce qui correspond à la semaine de 42 heures, la plus fréquente pour les manoeuvres depuis la loi-cadre. Nous pouvons estimer qu'à un mois près, nos chiffres indiquent une progression décennale (2).

(1) L'abattement pour la dernière zone est de 35 % en 1958. A partir de 1960, les abattements sont supprimés sur tout l'ensemble du territoire. Il n'existe plus qu'une majoration de 5 % pour ceux qui habitent dans le périmètre de la commune de Conakry.

(2) Sources :

pour 1947 : Annuaire statistique de l'AOF, édition 1951, tome II, p. 414.

pour 1958 : Bulletin de la statistique de Guinée, Spécial n° 2, 1958.

Synthèse sur la situation économique de l'ex-AOF,
Chambre de Commerce de Dakar, tome I, p. 92.

pour 1967 : Journal officiel de la République de Guinée, Décret n° 299/PRG du 18 octobre 1965. Aucun relèvement du SMIG n'a été effectué de 1965 à 1969.

	<u>Salaire minimum journalier</u> <u>à Conakry</u>	<u>Salaire horaire</u>
Décembre 1947	46 frs CFA	
1er Janvier 1958	217 frs CFA	31 CFA
Janvier 1967	294 FG	42 FG.

Si nous tenons compte de la réduction de la durée légale hebdomadaire du travail, de 48 à 40-42 heures en décembre 1952, l'accroissement nominal des salaires hebdomadaires est en 1958 de 4,5 fois par rapport à 1947 (de 15 fois par rapport à 1945). Par contre en 1967 il n'est que de 1,35 par rapport à 1958.

Avec son salaire d'une journée, le manoeuvre au SMIG peut acheter les articles suivants en 1947 et 1967 (1).

	<u>Décembre 1947</u> avec 46 frs CFA par jour	<u>Décembre 1967</u> avec 294 FG par jour
	8 kgs de riz à 5 frs 50 le kg	3,3 kgs de riz à 90 FG
ou bien	2 litres d'huile d'arach. à 21 frs	1,5 litre d'huile de soja à 190 FG
"	2 mètres de percale à 20 frs	1,5 mètre de percale à 200 FG
"	2 kgs de viande à 22 frs 50	0,75 kgs de viande à 400 FG
"	9 kgs de poisson à 5 frs	3 kgs de poisson à 100 FG

Sans indiquer ses sources ni les prix des produits servant au calcul, A. Cournanel présente pour d'autres dates et on se référant à d'autres produits, une progression qui se situe fort bien entre les deux extrêmes 1947 et 1967 que nous indiquons (2).

(1) Sources : 1947, A. CONDE - Guinée, Albanie de l'Afrique ou néo-colonie américaine, éd. Git le Coeur, 1972, p. 54.
1967, nos propres enquêtes à Conakry.

(2) A. COURNANEL - Situation de la classe ouvrière en République de Guinée, Partisans, 61, sept-oct. 1971, p. 132.

Salaire journalier Produits	1-5-1951 114 F.CFA	1-1-1958 248 F. CFA	Février 1963 288 F.G.
Viande fraîche (boeuf)	1,650 kg	2,06	0,9
Poisson frais	2,350 kg	5,2	2
Riz	5,3 kg	6,2	4,8
Huile de palme	1,380 l	4,5 l	1,44
Sucre	3 kg	4,2	4,4
Oeufs	16 unités	25	11
Pain (kg)	5 kg	5,5	2
Savon	1,950 kg	3,3	?

Le pouvoir d'achat référé à ces articles de consommation les plus courants pour le manoeuvre guinéen semble donc avoir diminué de moitié en vingt ans (1947-1967). Mais une analyse plus fine et sur de plus courtes périodes permet de déceler que la dégradation des conditions de vie n'est surtout opérée depuis l'indépendance, ce qu'a fort bien montré le tableau de A. Cournanel.

Si, en nous fondant sur les calculs de R. Barbé relatifs à l'A.O.F. (1), sur les indices de prix de détail à la consommation familiale des Européens, et sur l'étude de la Chambre de commerce de Dakar, nous pouvons affirmer qu'en gros, le pouvoir d'achat du manoeuvre en AOF a doublé à peu près de 1947 à 1958, il faut admettre que c'est depuis 1958 que le pouvoir d'achat du Guinéen a baissé... et de près des trois quarts de 1958 à 1967. A ce propos, une corrélation apparaît frappante. Dans la même période, la valeur du franc guinéen échangé au marché parallèle a baissé de 75 %. Fin 1967, en échange 5 nouveaux francs

(1) R. BARBE - Les classes sociales en Afrique noire, numéro spécial d'Economie et Politique, 196, pp. 78-79.

français (au lieu de 20) contre 1 000 FG. La monnaie est réduite officiellement au quart de sa valeur officielle (taux inchangé depuis 1958) et simultanément, le pouvoir d'achat de 1967 représente le quart de celui de 1958 pour le manœuvre payé au SMIG.

Certes, nous ne prétendons pas, faute de données, avoir fait un calcul économique rigoureux en ce qui concerne le pouvoir d'achat. Mais nos chiffres indiquent du moins un ordre de grandeur, et nul ne saurait contester que les tarifs que nous indiquons correspondent aux prix les plus pratiqués sur le marché ordinaire et non clandestin de Conakry en décembre 1967. Sur les prix de quelques produits de consommation courante : sucre, huile, riz, concentré de tomates, lait en boîte..., l'Etat exerce encore un contrôle parce qu'il en règle la distribution dans les comités avec une carte de rationnement. Mais les rations étant insuffisantes, elles doivent être complétées au marché noir.

En novembre 1967 à Conakry, les rations étaient les suivantes. Par personne et par mois : 9 kgs de riz, Par famille et par mois : 1 kg de concentré de tomates, 1 kg de sucre, 1 litre d'huile..., lait introuvable. Un tableau de A. Cournanel (1) souligne bien l'effet du rationnement sur les prix du marché en 1971 et prouve combien les ouvriers plus encore que les paysans souffrent de la conjoncture.

(1) A. Cournanel - loc. cit., p. 133.

Produits	Ration au Comité	Prix au Comité	Prix sur le marché
Riz	7 kg/mois/pers. adulte Enfant en 1971, 3 à 4 kg/moi/pers. durant des mois.	100 F le kg	300 F le kg 1,1 kg en S.M. I.G. (1) journalier
Viande de boeuf	Néant	Néant	1 500 F le kg Introuvable ou presque depuis 1970 (0,2 kg en S.M. I.G. journalier)
Huile (produite en Guinée)	1 litre/4 pers./ mois	300 F.G. le l	1 000 F.G. le l 0,3 l en S.M.I.G. journalier
Sucre	1 kg/2 pers./ mois	200 FG le kg	800 FG le kg 0,4 kg en S.M. I.G. journalier
Poisson	Néant	Néant	1 500 FG le kg Difficile à trouver
Cigarettes	?	200 FG le pa- quet 100 FG en 1965	?

(1) Par SMIG journalier, nous entendons le tarif horaire correspondant
au SMIG x'8 h.

De plus, ne sont pas taxés les produits maraîchers et agricoles qui subissent, avec des variations saisonnières, les effets de l'inflation, comme l'indiquent nos relevés.

	<u>Prix 1962</u> (septembre) (1)	<u>Prix 1967</u> (septembre)
Boeuf, 1e kg	120-400 FG	400-1 000
Poulet, 1a pièce	400-500	800-1 000
Tomates, 1e kg	150	350
Haricots verts, 1e kg	130	250
Oignons, 1e kg	200	600
Choux, 1e kg	200	500
Pommes de terre, 1e kg	125	300-500

Face à des constatations telles que celles de l'inflation et de la baisse énorme du pouvoir d'achat, on se demandera certainement pourquoi les ouvriers n'ont pas réagi à la dégradation de leurs conditions de vie et imposé par des revendications syndicales un changement de leur situation. Le prochain chapitre répondra à la question en montrant le muselage des syndicats dans la post-indépendance et leur insertion totale dans le Parti qui dicte leur action.

Après avoir été de 1946 à 1958 le leader du syndicalisme africain, et avoir obtenu par une stratégie de pression lorsqu'il était en situation de dépendance, une amélioration considérable du sort du salarié, Sékou Touré, désormais en situation de domination parvient, dans un revirement et par une autre stratégie de pression, celle de sa politique économique réelle (non pas proclamée) et du Parti qu'il dirige, à provoquer une atrophie de la classe ouvrière, un refoulement de ses revendications, et une paupérisation des plus démunis tandis que seuls véritablement, les salariés fonctionnaires améliorent leur condition

(1) Relevé fourni par le Ministère de l'éducation nationale dans un opuscule à l'intention des enseignants étrangers.

parce qu'en plus de leur salaire ils disposent partiellement de quelques biens de l'Etat. La conclusion peut être suggérée selon laquelle la liberté syndicale a été le meilleur garant de l'amélioration du sort du prolétaire. Cette liberté supprimée dans un régime autocratique, la condition ouvrière suit généralement l'évolution de l'économie nationale : progression dans les Républiques soviétiques et l'Allemagne nazi, quasi-stagnation dans les dictatures d'Amérique latine, régression dans la Guinée de Sékou Touré.

Ce schéma que nous présentons seulement comme une hypothèse doit être corrigé par quelques remarques. Tout d'abord la corrélation entre développement économique et condition salariale inclut trop de considérants pour être mesurée avec rigueur. Elle existe quel que soit le régime politique et syndical, comme nous le remarquons en Guinée où, durant les dix dernières années de la colonisation, l'amélioration du pouvoir d'achat de l'ouvrier correspond à la phase de reconversion de l'économie coloniale par une industrialisation et une urbanisation poussée. Mais sans la combativité de la jeune classe ouvrière africaine, sans le dynamisme des syndicats, il est probable que l'amélioration de la condition ouvrière eut été bien inférieure. C'est dire l'importance de la variable "pression syndicale" par rapport à la variable "expansion économique" dans l'amélioration de la condition de vie ouvrière. Tandis que la seconde variable est ordonnée à l'accumulation des bénéfices, la première l'est à la redistribution des bénéfices.

En outre, la corrélation ne peut s'appliquer qu'à de longues périodes d'au moins une dizaine d'années, car les fluctuations à court terme indiquent plutôt des séries d'ajustements et de désajustements des salaires par rapport au coût de la vie. Prenons comme exemple la période de 1945 à 1952. Durant la seconde guerre mondiale, les salaires avaient été bloqués. Au sortir de l'effort de guerre et au moment où les contraintes du travail forcé cessent de peser sur le marché du travail, s'opère une reconversion de l'économie coloniale, en même temps qu'une hausse considérable du SMIG, puisque de décembre 1945 à décembre 1947, le salaire hebdomadaire SMIG en première zone subit un accroisse-

ment nominal de 3,3 fois en passant de 84 frs CFA à 276 à Conakry (1). Mais, en 1950, la hausse des marchandises et produits locaux a été telle qu'il faudrait au manoeuvre payé 420 frs CFA par semaine, un salaire triple de celui-là pour qu'il ait le même pouvoir d'achat qu'en 1947. Aussi des grèves et des tensions entre Noirs et Blancs éclatent-elles en juin 1950 qui aboutissent, par la promulgation du Code du Travail en décembre 1952, à une réelle amélioration du pouvoir d'achat aussi bien par rapport à 1946 qu'à 1950. Par contre, durant la période d'indépendance, aucun des réajustements (barèmes de 1960, de juillet 1963, d'octobre 1965) ne permet un rattrapage des salaires en fonction de la hausse du coût de la vie.

Enfin l'augmentation du pouvoir d'achat doit s'apprécier comparativement. Si le SMIG constitue un indice de base, les diverses catégories de salariés ne bénéficient pas uniformément des augmentations de salaires. De 1947 à 1958, l'élévation du pouvoir d'achat a été proportionnellement plus sensible pour l'ouvrier que pour le commis aux écritures, tandis que de 1958 à 1963, l'employé de bureau a été privilégié économiquement par rapport au travailleur manuel. Une autre étude comparative ne manquerait pas d'intérêt qui confronterait les salaires dans divers pays comme ceux de l'ancienne AOF, mais nous manquons de trop de données pour traduire ces salaires en pouvoir d'achat et pour comparer des éléments significatifs et analogues. Tout au plus peut-on confronter aux salaires les prix de quelques produits sur les marchés de Conakry, Dakar ou Abidjan, et affirmer avec circonspection qu'en 1958, "le pouvoir d'achat effectif du manoeuvre de Dakar ou d'Abidjan est peut-être à peine 30 ou 35 % de celui du manoeuvre parisien" (2). Le degré d'urbanisation des salariés devrait aussi être pris en considération, car pour les populations entièrement urbanisées, l'argent est le seul instrument d'acquisition des biens, tandis que des

(1) R. BARBE, *op. cit.*, p. 77

(2) *Ibid*, p. 77

populations citadines semi-rurales ou bien bénéficient d'envois de produits vivriers en provenance de brousse, ou bien disposent des revenus extra-salariaux de leurs femmes ou parents qui travaillent en brousse. Ces données permettraient d'analyser une situation réelle ; quant à la situation ressentie, son appréciation implique surtout la comparaison entre salaires des autochtones et salaires des étrangers, revenus du salarié urbain et revenu du paysan.

Puisque depuis 1961-62, il n'est comme étrangers que des non-salariés à leur compte, des cadres d'entreprises privées, et des techniciens d'une assistance culturelle et technique (7 000 dont la moitié chinois et soviétiques en 1969), leur situation ne fournit aucun point de comparaison et n'est pas ressentie avec envie à l'inverse de ce qui se passait sous la colonisation, car désormais le gouvernement la contrôle par des contrats, visas et transferts financiers. Par contre la supériorité moyenne de revenu de l'ouvrier par rapport à celui de l'agriculteur ne manque pas de sensibiliser ce dernier. Certes il faut nuancer l'affirmation de Fanon : "Les ouvriers sont en effet les favorisés du régime. Ils représentent la fraction la plus aisée du peuple" (1) ; en opérant des correctifs à l'interprétation habituelle des revenus, car les produits vivriers commercialisés que le manoeuvre achète pour se nourrir coûtent presque le double de leur valeur estimée à la production. Les 20 000 FG que le manoeuvre consacre à son alimentation ne représentent ainsi guère plus de 10 000 FG de production auto-consommée dans les familles paysannes. Néanmoins, en comparant des indices semblables : salaire moyen en ville et revenu moyen en campagne, la supériorité du premier, même traduite en pouvoir d'achat de biens de consommation courante apparaît nettement. Faut-il pour autant "sacrier les revendications ouvrières sur l'autel de l'intérêt national et des nécessités du développement économique" (2), comme l'ont fait

(1) F. FANON - Les Damnés de la terre, Maspéro, 1968, p. 75

(2) R. BARBE - op. cit., p. 79

parfois les autorités coloniales et certains gouvernants africains ? Nous pensons comme Barbé que "préconiser l'égalisation des niveaux de vie par le bas comme le font ceux qui crient haro sur la classe ouvrière, c'est tourner le dos au développement économique qui, plus encore dans des économies aussi arriérées, est inséparable de l'intéressement matériel des travailleurs" (1). Mais nous ne suivons pas cet auteur dans sa négation des privilèges du salariat.

(1) Ibid., p. 21

CHAPITRE XV

LUTTE OUVRIERE ET PHENOMENE SYNDICAL

L'observation la plus sommaire des relations entre groupements économiques et pouvoir politique dans le contexte guinéen révèle la nécessité d'une périodisation de l'histoire en trois phases nettement distinctes. Dans une première période allant du début du siècle à la fin de la seconde guerre mondiale, les revendications ouvrières ne possèdent comme moyen d'expression que la grève dans le cadre restreint des entreprises coloniales. La seconde période de 1946 à 1953 correspond à l'organisation des salariés dans des syndicats nouvellement autorisés à se constituer et dont la force rapidement croissante se transforme en instrument de lutte nationale. Après l'indépendance, c'est-à-dire dans la troisième phase qui débute en 1953, l'ancien leader syndicaliste devenu chef d'Etat impose en même temps que l'unicité de parti, l'unicité d'organisation syndicale dont il brise en 1961 comme en 1967 toutes les velléités d'expression autonome et dont il aliène les libertés au nom de l'intérêt national. Après une phase initiale de lutte ouvrière sans syndicat, le syndicalisme devient un moyen majeur de libération nationale. Par la suite, sous son aspect contestataire, le syndicalisme est interdit aux syndicats.

La lutte ouvrière sans syndicat

Si comme partout ailleurs, le salariat notamment industriel sert d'instigation première au groupement syndical, encore faut-il que d'autres conditions soient réalisées pour qu'apparaissent des syndicats :

- 1) La liberté de s'associer dans des organisations professionnelles, droit reconnu seulement en 1944 pour tous les territoires d'Outre Mer ;
- 2) Un début d'urbanisation et d'industrialisation qui donne aux effectifs de salariés une ampleur suffisante pour que l'action présente le poids du nombre et de la cohésion ;

3) Un niveau d'instruction minimal chez les leaders pour qu'ils soient capables d'organiser une action d'ensemble rationnelle susceptible d'être prise en considération et par leurs troupes et par l'autre partie (entreprise ou gouvernement) à laquelle ils s'adressent,

En l'absence d'économie monétaire dans la société précoloniale, le salariat est ignoré. Avec le portage, les travaux d'infrastructure et les réquisits de l'impôt, l'Etat colonial le crée, mais sous la forme bien particulière de la rémunération de subsistance pour une tâche accomplie bien souvent sous la contrainte. Moyennant une maigre ration alimentaire et quelques marchandises, des fardeaux sont portés, du caoutchouc recueilli pour le compte des Européens. Le recrutement de force s'opère pour la construction des routes, du port, de la voie ferrée, avec pour contre-partie l'alimentation quotidienne du manoeuvre et une somme modique en espèces. Au début de ce siècle, le salariat purement guinéen et urbain ne se compose que de manoeuvres, car les ouvriers spécialisés appelés par le gouverneur Ballay pour la construction de Conakry sont d'origine sierra-léonaise, sénégalaise et gabonaise. Mais pour satisfaire aux besoins de l'Etat colonial et grâce à la formation acquise par contact avec ces maçons, mécaniciens, menuisiers, ferronniers, bourreliers... s'acquièrent des compétences professionnelles.

C'est dire que l'handicap économique joue initialement comme obstacle à la naissance du fait syndical en Afrique. La faiblesse numérique du salariat dans la première moitié du siècle est liée au faible niveau de développement de la colonie. Lorsque des réactions de salariés se manifestent, elles se limitent au seul secteur en essor pour les besoins coloniaux d'alors : commerce, transports, communications... et demeurent dépourvues de support organisationnel. Quand, dans les années trente s'étend le salariat agricole pour les besoins des plantations, l'instabilité des effectifs, leurs migrations saisonnières, leur dispersion géographique et leur analphabétisme, constituent autant de facteurs de freinage d'une quelconque action collective.

Cependant des actions partielles de revendications ont lieu

très tôt parmi les manoeuvres, sans appui corporatif, ni législation du travail, ni recours quelconque.

Nul doute que ces grèves (1) des cheminots (1906-1910-1920), dockers (1909-1920) et employés de commerce (1912-1916-1918-1919-1920), pour une amélioration de leurs conditions de travail, n'attisent le besoin d'organisation et de défense professionnelle. Mais aussi puissante qu'ait été la conscience d'une solidarité créée par la grève, cette conscience ne disposera d'amplificateurs que lorsque le droit syndical sera accordé et que l'Afrique sortira du marasme économique, corrélat de la crise européenne des années trente puis de la seconde guerre mondiale.

Le syndicalisme comme moyen de libération nationale

Il est peu aisé d'individualiser le syndicalisme guinéen à l'époque coloniale. Il s'inscrit en effet dans le mouvement syndical global de l'Afrique occidentale française et ne se constitue en un courant autonome que peu à peu au cours des dernières années du régime colonial.

Trois phases d'évolution nous semblent pouvoir être distinguées. L'étape 1945-1952, correspondant à l'intervalle de temps entre la formation du premier syndicat de Guinéens, celui des employés des postes l'obtention du Code du Travail, fondé par Sékou Touré et est une période de naissance du fait syndical, de regroupement et d'action à dominante socio-professionnelle. Dans une deuxième période, de fin 1952 à avril 1956, date à laquelle se constitue la CGTA, prévaut la solution de la spécificité du syndicalisme africain. La troisième période qui correspond à l'apparition de l'UGTAN, au panafricanisme syndical et à la mise en place de la loi-cadre, est celle où s'opère la jonction entre revendication économique et politique, et où s'affirme le plus la préoccupation nationaliste dans la prise

(1) Cf. Gouverneur POIRET - Rapport politique, 4ème trimestre 1930, archives du Ministère de la France d'Outre-Mer.

de conscience syndicale, en même temps que s'effectue la confiscation des avantages politiques par les leaders syndicalistes.

L'origine du processus d'émancipation du travailleur africain est daté sans conteste de février 1944, c'est-à-dire du moment où le Général de Gaulle, à la conférence de Brazzaville, esquisse de brillantes perspectives pour l'amélioration de la condition sociale des peuples colonisés, la suppression du travail forcé et du régime de l'indigénat (avril 1946). A la fin de la guerre seulement, et en raison du relâchement des forces coercitives coloniales qui se sentaient certaines obligations morales à l'égard des peuples colonisés d'Afrique pour l'effort de guerre qu'ils avaient fourni, se structurent les forces ouvrières. Mais l'action syndicale ne prendra toute son ampleur qu'avec la concentration autour de Conakry des industries d'extraction et de transformation après 1950, sous l'impulsion du gouverneur Roland Pré.

Le développement du syndicalisme corrèle avec l'urbanisation et l'industrialisation. L'importance d'une telle relation de causalité économique ne doit cependant pas être exagérée, car d'autres facteurs d'ordre socio-politique, issus du lien entre syndicats et partis, commencent alors à orienter l'action syndicale. A la même époque, et pour une part avec les mêmes leaders, se constituent les partis et les syndicats, le RDA et la CGT plongeant leurs racines dans le même sol du parti communiste.

Si l'on considère l'ordre d'apparition des forces syndicales, on remarque que le syndicat professionnel forme le noyau organisationnel. Les fonctionnaires sont les premiers à s'organiser : postiers d'abord dans le cadre de la CGT, cheminots ensuite dans un syndicat autonome. Les salariés des services publics, employés de commerce, salariés de petites entreprises artisanales suivent l'exemple. Enfin se constituent des syndicats patronaux de défense plus que de réclamation, dans lesquels se regroupent les employeurs et artisans à leur compte.

La diversité des syndicats fait éprouver à brève échéance le besoin d'une plateforme commune d'action, ce à quoi vise, au début de 1946, la création à Kankan d'une union syndicale groupant toutes les sections de cette ville et de sa région et en mars le congrès de Dakar qui aboutit à la création de l'Union des Syndicats Confédérés de Guinée (USCG).

Dans les luttes syndicales menées par les agents de la fonction publique comme du secteur privé, la hausse des salaires demeure, comme en Europe, la préoccupation dominante, mais l'essentiel des revendications après 1950 porte sur la suppression de l'auxiliariat, l'accès des Africains à certains postes par concours et examen professionnel, et la création d'un cadre unique éliminant notamment la discrimination des salaires entre Européens et Africains.

Cet ensemble de revendications motive la plus importante des grèves qui ait lieu entre 1945 et 1952, celle des employés du secteur public en juin 1950. Enhardis par cette expérience, les syndicats utiliseront désormais fréquemment l'arme de la grève, tout particulièrement durant l'année 1952 à Conakry au moment où entrent en exploitation les bauxites de Kassa et les gisements de fer du Kaloum, la conséquence en sera une hausse générale des salaires de 20 à 25 % cette année-là.

La lutte est alors surtout de revendication : pour les traitements, pour l'amélioration des conditions de travail (journée de huit heures, congés payés, allocations familiales, compensations pour les accidents du travail), pour la suppression des discriminations de race et de sexe, et surtout pour l'obtention du Code du Travail.

Si l'adoption de ce Code du Travail pour les colonies (loi du 15/12/52) marque la fin de l'action syndicale à dominante socio-professionnelle, c'est parce qu'elle coïncide à quelques mois près, avec deux autres événements capitaux : l'élection de Sékou Touré comme conseiller général de Bozala, le 2 août 1953, la grève de 70 jours auxquels participent l'ensemble des syndicats des travailleurs de la fonction publique et du secteur privé. En effet, bien que le Code du

Travail ne soit pas immédiatement mis en application, son adoption exige un réajustement général du programme des revendications syndicales jusqu'alors axées sur lui en priorité. Quant à l'élection de Sékou Touré, principal leader syndical, à l'Assemblée territoriale, elle confère au syndicalisme une plateforme politique d'action et favorise la coalescence des objectifs syndicaux et politiques de lutte contre le régime colonial. Enfin, la réussite de la grève du dernier trimestre 1953 dirigée par les syndicats est portée au crédit du parti le plus actif dans la lutte anti-coloniale, le PDG, et suscite un renforcement simultané de la solidarité syndicaliste et des effets du parti de Sékou Touré. "Cette grève dura 70 jours (1) malgré les sacrifices inimaginables, individuels et collectifs que s'imposèrent les travailleurs jouissant de la solidarité de la population. Elle eut une incidence politique considérable du fait qu'elle lia solidement notre parti aux masses et aux couches laborieuses de la Guinée, car ce furent les paysans qui collectèrent le riz à l'intention des travailleurs grévistes. La solidarité fut organisée de telle manière qu'on peut affirmer que la grève n'était pas seulement celle des travailleurs, ne représentant à cette époque que 3 % de la population, mais celle du peuple de Guinée tout entier dressé, contre le système colonial... C'était là une grande victoire remportée grâce à l'unité d'action de toutes les couches sociales guinéennes mobilisées autour des travailleurs" (2).

Sous-jacente à toute revendication professionnelle concernant les emplois, existait une réclamation politique puisque chaque action syndicale manifestait un peu plus, que l'ordre colonial engendrait des injustices. Tout correctif à la politique coloniale : suppression du travail forcé et du régime de l'indigénat après la seconde guerre

(1) Chiffre très arrondi puisque l'auteur vient de préciser que la grève a duré du 21 septembre au 25 novembre, mais un déclenchement partiel avait eu lieu dès la mi-septembre.

(2) Sékou TOURE - L'Afrique et la révolution, Conakry, s.d., pp. 59-60.

mondiale, Code du Travail en 1952, pouvait être considéré comme un avoué d'erreur, et rendait plus patent, comme l'avait déjà fait l'armistice de 1940, la faiblesse du colonisateur et la vulnérabilité de sa politique.

Une autre cause de cette jonction entre revendication économique et revendication politique provient du fait qu'en 1953, presque un tiers des salariés urbains travaillaient dans le secteur public et que leurs réclamations s'adressaient nécessairement à l'administration, laquelle représentait à la fois l'exploiteur et la puissance dominatrice.

Enfin, l'absence totale de bourgeoisie africaine en Guinée explique, d'une part pourquoi il a été plus facile aux Guinéens qu'aux Sénégalais par exemple, de faire bloc et d'avoir une action commune malgré quelques rivalités ethniques sensibles surtout entre 1946 et 1952, malgré des divergences religieuses et personnelles entre leaders CGT et CFTC, et malgré des oppositions passagères entre syndicats, comme celle par exemple qui a suivi la grève générale de 1953, lorsque FO a réclamé le non-licenciement des "jaunes" recrutés pendant la grève, une fois les grévistes réintégrés. L'identité de condition des Guinéens ne permet pas de déduire absolument leur unanimité, mais est un élément capital de l'interprétation donnée à la lutte des classes qui sert habituellement de fondement moral aux activités syndicales. En somme, la lutte des classes est essentiellement en Guinée une lutte entre les Européens et les Africains, les employeurs étrangers et les travailleurs autochtones. On ne s'étonne pas dès lors qu'elle soit doublée et même remplacée par un courant d'inspiration nationaliste. Le déjà révolutionnaire Sékou Touré est l'agent essentiel des ruptures. Des raisons motiveront le non au référendum politique de 1958, assez semblables à celles alléguées pour couper la CGT africaine de sa centrale métropolitaine. La fondation de la CGTA en janvier 1956, celle de l'UGTAN en 1957 (l'année de la mise en application de la loi-cadre), s'inscrivent dans le même courant d'autonomie à la fois syndical et politique. Et pour Sékou Touré, il n'est pas de semi-autonomie.

La constance des espoirs d'autonomie se double d'une autre constance doctrinale qui sous-tend le procès de rupture d'avec la CGT : le refus d'adhérer à une interprétation marxiste de la lutte des classes. Il apparaît au leader guinéen que l'impérialisme d'une doctrine porte autant de nocivité que l'impérialisme d'une attitude, celle du PCF.

L'année 1956 marque la véritable coupure d'avec les syndicats de la métropole, puisqu'aussitôt la création officielle (en juin) de la CGTA qui prend ses adhérents en grande partie à la CGT et à la CGT-FO, le Congrès de Ouagadougou, en juillet, transforme la CFTC en Confédération Africaine des Travailleurs Croyants (CATC). Une fois reconnue la spécificité africaine par l'autonomie syndicale, il reste à réaliser pour une plus grande efficacité, une unité syndicale, ce à quoi vise le Congrès de Conakry en octobre 1956. Le 24 novembre, David Soumah ajoute la signature de la CATC à celle de Sékou Touré pour la CGTA et d'Aboulaye Diallo pour la CGT, sur le protocole d'accord intersyndical. Aussi mouvementée qu'ait été la Conférence de Cotonou, en janvier 1957, elle a abouti néanmoins à la constitution de la première Centrale purement africaine : l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (UGTAN) qui est l'oeuvre principalement de Sékou Touré.

Fort de son unité, le syndicalisme africain devient alors totalement l'organe du politique de par la confusion des fonctions syndicales et politiques de celui qui est à la fois secrétaire général de l'UGTAN et vice-président de l'Assemblée territoriale de Guinée. Cette mutation de l'action syndicale en action politique s'exprime clairement, d'abord dans le premier congrès des cadres de l'UGTAN à Bamako (mars 1958) où est agité le problème de la compatibilité des fonctions syndicales avec des responsabilités politiques, et où le rapport de Sékou Touré est une sorte de directive vers un syndicalisme unique dominé par un parti, ensuite dans la prise de position de l'UGTAN pour le "non" au référendum, bien que les partis, sauf le PDG prônent le oui.

Dans la plupart des pays africains, de nombreux dirigeants syndicaux ayant été désignés en 1953 comme représentants au sein des assemblées territoriales, abandonnent leurs fonctions syndicales. Par contre, en Guinée, le même homme incarne à la fois le PDG et l'UGTAN. Surtout, il s'affirme détenteur d'une forte puissance politique qui lui permet de faire taire les revendications des cheminots et des enseignants réunis à Mamou. Ceux-ci en effet, après la loi-cadre, reprochent aux anciens leaders syndicalistes passés au gouvernement d'avoir trahi les idéaux du mouvement syndical en se faisant les complices du régime colonial, en cherchant à satisfaire leurs intérêts personnels, et en écartant des postes de direction les militants les plus combattifs.

Sous l'alibi de l'unité nécessaire à une meilleure gestion économique et politique du territoire se cache déjà chez Sékou Touré une personnalisation du pouvoir qui doit aboutir dès l'indépendance à un monopole de l'idéologie et à la suppression du caractère revendicatif qu'ont les syndicats dans un état capitaliste, où ils participent à l'équilibre socio-économique. Soumis au PDG, les syndicats n'auront désormais en Guinée, à l'instar des mouvements de femmes et de jeunes, d'autres fonctions que celle de courroie de transmission entre les entreprises et le pouvoir central.

Le syndicalisme interdit aux syndicats

Si, comme l'affirme Sékou Touré, la situation économique et sociale des travailleurs africains est la résultante directe du système colonial, on conçoit que la préoccupation essentielle ait été pour les syndicats d'agir pour la libération nationale. Mais une fois l'indépendance acquise, une nouvelle construction doctrinale est requise en fonction du but assigné au travailleur de la nation nouvelle qui s'affirme d'emblée socialiste.

La conception d'un syndicalisme engagé prévaut chez Sékou Touré

qui l'expose de manière systématique au premier Congrès de l'UGTAN en janvier 1959. "Le Congrès rejettera catégoriquement la conception hypocrite et réactionnaire, inspirée par le colonialisme, soutenue par ses agents et qui tend à vouloir enliser le mouvement syndical dans un réformisme préjudiciable à tous égards aux intérêts vitaux des travailleurs" (1). Le "corporatisme" des syndicats sous la colonisation permettait, selon le leader guinéen, le triomphe des ennemis de la classe ouvrière.

Afin de supprimer les contradictions internes de cette classe, issues des luttes idéologiques inhérentes à la diversité des syndicats et à leurs liens au syndicalisme métropolitain, il convient qu'en se déclarant révolutionnaire le syndicalisme s'unifie. Aussi Sékou Touré enlève-t-il toute représentativité aux organisations syndicales croyantes, et attribue-t-il les locaux de la Bourse du Travail à la seule organisation syndicale reconnue en Guinée : la Confédération Nationale des Travailleurs Guinéens (CNTG), née en juillet 1959.

Dans cette phase de post-indépendance, le syndicalisme se fixe comme objectifs à la fois le développement économique de la nation et la promotion sociale du travailleur. A l'inverse des syndicats des pays industrialisés qui défendent la consommation contre la production, ceux des pays sous-développés doivent jouer la maximisation de la production nationale à prix constants, pense Sékou Touré, qui leur propose la renonciation à leur rôle revendicatif, une limitation des salaires à tous les échelons, une coopération avec l'Etat pour maintenir la paix sociale nécessaire au développement. Cette attitude aboutit en réalité à un contrôle absolu du gouvernement sur les syndicats, à une confusion de l'action politique et de l'action syndicale, processus déjà bien entamé dans les dernières années de la colonisation pendant lesquelles la CGTA notamment abandonnait son rôle de contrôle en se faisant juge et partie.

(1) Sékou TOURE - Rapport d'orientation de la doctrine au Congrès Général de l'UGTAN, Conakry, janvier 1959, Présence africaine, 1959, pp. 7-43.

Certes en s'amalgamant en une confédération unique, les syndicats apportent-ils un élément stabilisateur capable de tempérer les tensions sociales structurelles ou tribales qui pourraient freiner dangereusement le développement, mais parce qu'ils doivent confondre totalement leur action avec celle du Parti, on en arrive à ce paradoxe que le syndicalisme est interdit aux syndicats. Telle revendication "progressiste" et "juste" au temps de la colonisation cesse de l'être avec l'indépendance. La satisfierait-on qu'elle le serait au détriment de l'ensemble du pays.

Le syndicalisme perd donc à la fois son caractère revendicatif et son caractère d'action au niveau de la société globale. En effet, les organisations ouvrières ne sauraient intervenir que par la suggestion pour influencer l'activité du gouvernement ; tout autre moyen de pression (sabotage, grève, menace, propagande...) étant impossible ou réprimé par l'emprisonnement. La fonction dominante des syndicats se réduit en définitive à faire exécuter au niveau des entreprises les mesures arrêtées en dehors d'eux.

Ce phénomène de sujétion du syndicalisme au politique, et les blocages imposés à l'expression des revendications n'ont pas été sans provoquer des crises à deux époques particulièrement. En novembre 1961 et dans le courant du premier semestre 1967.

Le dit complot des enseignants éclate le 3 novembre 1961, ^{quand} ~~dur~~ ^à le Bureau du syndicat national des instituteurs et professeurs remet au gouvernement un mémoire réclamant une revalorisation des traitements des enseignants, de même que le maintien de la gratuité du logement. On sait les incarcérations et grèves de lycéens qui suivirent, ainsi que la condamnation à plusieurs années de prison des cinq principaux membres du bureau syndical : Koumandian Kéita, Ray Autra, D.T Niane Bahi Seck, Ibrahima Caba Bah, et le renvoi de l'ambassadeur d'URSS, Daniel Solod. Le problème des revendications et de la liquidation politique des revendicateurs s'explique par plus de motivations que n'en font apparaître la plupart des histoires simplifiées. Il

s'agit d'abord d'une querelle entre deux tendances politiques : la socialiste touréenne et la marxiste engagée, ensuite d'une rivalité entre anciens fonctionnaires de l'administration au pouvoir et intellectuels évincés des postes de responsabilité politique, enfin d'un test de réactivité du pouvoir à ce que ce pouvoir lui-même avait proclamé un an auparavant dans le Code guinéen du Travail. Dès le début y est énoncé le principe de la pleine acquisition de la liberté syndicale et du droit de grève. Quant à la Constitution, elle reconnaît théoriquement la possibilité d'un pluripartisme. La conclusion à tirer de l'affaire ressort avec évidence : quelles que soient les déclarations, à partir de 1961 on ne tolère plus ni revendication syndicale, ni droit de grève, ni éventualité d'un pluripartisme.

La crise du premier semestre 1967 diffère de scénario mais comporte des motivations analogues à celles de 1961. Une cause déclenchante à caractère professionnel : la décision de réduction des salaires de 10 % et la suppression de la prime d'ancienneté dans les entreprises nationales et privées. Une cause profonde : la politique touréenne de conciliation avec l'impérialisme américain. Malgré des dénonciations publiques des méfaits récents de cet impérialisme, Sékou Touré conserve l'ambassade américaine (l'habitude des ruptures diplomatiques a pourtant été prise depuis quelques années), accepte l'aide de l'AID, accélère l'aménagement de l'entreprise d'alumine de Boké, facilite les tâches de Harvey Aluminium et de la société de montage de camions Mack. Une orientation nettement marxiste des opposants : cette fois les syndicats des Chemins de Fer et des PTT qui, avec les enseignants, sont depuis la colonisation les mieux organisés et les plus puissants. Une expression verbale du mécontentement : des murmures de leaders syndicaux auprès de membres du BPN et de Sékou Touré. Pour moins violentes que soient les réactions du gouvernement, elles indiquent le même dessein : remise par deux fois à une date ultérieure du congrès annuel de la CNTG, éloignement de Conakry du président de la CNTG, Mamadi Kaba, auquel on confie un poste de ministre délégué de la Guinée maritime.

Si les organisations syndicales sont des instruments du Parti, on ne saurait cependant affirmer qu'elles limitent leur rôle à celui d'organe d'enregistrement, car une certaine autonomie est laissée à chaque entreprise. Le syndicat s'y exprime par la voix des Conseils de Gestion collective. De tels conseils, aux membres élus annuellement dans chaque grande unité de production nationale ont pour fonction de contribuer effectivement à l'étude de toutes les conditions de perfectionnement des travailleurs, à la détermination des objectifs de l'entreprise, à la fixation des normes de travail et à l'application des réglementations conditionnant le progrès de l'entreprise.

Cependant, leur rôle au niveau même de l'unité de production demeure limité depuis 1968 par un contrôle très serré provenant de l'instance politique installée sous le couvert du comité d'entreprise (sorte de comité de base politique) doublant les conseils de gestion collective (à caractère professionnel et syndical). S'il a fallu attendre 1968 pour que s'organisent des comités d'entreprise, c'est qu'à l'indépendance le besoin ne s'en faisait guère sentir. Quand des entreprises nationales se sont créées, l'unanimité politique était suffisante aux yeux des gouvernants pour ne pas nécessiter de surveillants des organismes syndicaux. De plus, le fait que certains cadres compétents eussent milité simultanément dans leur quartier et leur entreprise ou service, aurait risqué de trop accroître l'influence de ces fonctionnaires et agents de l'Etat.

En 1968, la création de comités d'entreprise (en réalité comités de base dans l'entreprise) nous semble avoir pour signification : 1) celle de contrôle politique, d'une part des organismes syndicaux qui, vers 1967, tendaient à revendiquer une certaine autonomie, d'autre part des gestionnaires de l'entreprise dont n'était sûres ni la probité de leur gestion, ni leur fidélité réelle à l'idéologie tourenne ; 2) celle d'endoctrinement idéologique des ouvriers, des fonctionnaires, des militaires, pour pallier les insuffisances de la for-

mation donnée par beaucoup de comités de base et conseils de gestion dont s'émoussait l'ardeur révolutionnaire, et pour tenter d'instiller une conscience professionnelle à des travailleurs dont l'entreprise allait à vau-l'eau en raison des négligences générales ; 3) celle d'installation ou de surveillance des coopératives de consommation à un moment de pénurie extrême et de rationnement. Si les trafics trop éhontés des dirigeants de coopératives n'avaient été gênés par ces comités, ils auraient suscité des récriminations et cristallisé l'opinion contre les responsables, et en définitive contre le Parti.

Peu après s'opérait la soudure entre Conseil de Gestion (appelé section syndicale) et Comité d'entreprise (devenu Comité d'Unité de Production). Déjà le huitième Congrès du PDG avait décidé l'intégration de la CNTG dans les structures du Parti. Après cette phagocytose, l'on comprend qu'en avril 1969 s'effectue une révision des statuts des syndicats, et on saisit le sens politique de la campagne menée à cette époque pour contraindre les travailleurs à s'affilier à l'organisation syndicale unique. En poussant les travailleurs à se syndiquer, le gouvernement resserre son contrôle politique sur chaque citoyen puisque le syndicat est un organe du Parti. Il rend plus efficace ses décisions et donne l'illusion d'une meilleure unanimité populaire.

En bref, après l'indépendance, le syndicat doit participer à l'amélioration de la production dans les entreprises. Il représente surtout un relais exécutoire de la politique du pouvoir central.

Dans leur hâte à prouver l'existence d'une classe ouvrière en Afrique, plusieurs auteurs dont Majhemout Diop, Alpha Condé et Mamadi Kéita, tirent argument des luttes menées par les syndicats en les interprétant comme des luttes de classe. En réalité, si la conscience de classe ne se réduit pas à une conscience de position sociale puisqu'elle inclut la perception d'une solidarité et d'une unité d'action

concertée, l'action de classe ne s'identifie pas non plus à l'action syndicale bien que toutes deux puissent résulter de la perception d'une situation commune défavorable, de l'imputation de cette situation à quelques causes institutionnelles ou à quelques volontés jugées responsables.

Etant donné dans un régime libéral ou dans un régime colonial, la diversité des centrales syndicales se réclamant ou non d'une appartenance religieuse ou politique, étant donné la diversité des intérêts en jeu que cherchent à soutenir les syndicats d'ouvriers, de fonctionnaires, d'artisans, d'agriculteurs et de patrons, il se peut que les actions syndicales, parce que spécialisées et particularistiques, soient disjointes et concurrentes, tandis que l'action de classe se prétend universalistique et se présente souvent comme affective. C'est par sa personnalité globale qu'un individu appartient à une classe ; à l'inverse, l'adhésion à un syndicat n'engage qu'un des rôles de la personne sans affecter nécessairement les autres, et l'adversaire est alors moins une pluralité de personnes qu'une catégorie de rôles. Sans doute ne saurait-on, en opposant la structure informelle de la classe et l'organisation formelle des syndicats (statuts, président, secrétaire, délégués, missions, congrès, siège...) prouver que la classe n'a pas besoin d'une avant-garde combattante et organisée, néanmoins au plan des finalités comme à celui des tactiques, l'action syndicale et l'action de classe divergent fondamentalement, la première visant à l'obtention par les membres du syndicat d'une plus grande participation aux biens rares dont dispose le système social où ils jouent leur rôle, la seconde étant ordonnée, pour la bourgeoisie, à la maximisation des profits par la conservation du pouvoir, et pour les prolétaires, à une modification radicale et révolutionnaire des structures économiques, politiques et culturelles de la société.

Bien souvent il est vrai, les objectifs de la classe, de par leur imprécision, peuvent fusionner avec ceux beaucoup plus précis des

syndicats, mais combien de salariés au niveau de puissance et de revenu supra-minimal se servent du syndicat pour améliorer leur statut sans être prêt à sacrifier au combat de la classe prolétarienne, surtout si le triomphe de la révolution doit s'obtenir au prix d'une réduction relative de leurs propres avantages ? On sait quels mouvements d'opposition ont suivi la diminution des salaires ordonnée par le décret de 1967, qui affectait plus les ouvriers qualifiés et fonctionnaires que les simples manoeuvres. Et puis, s'il arrive fréquemment que les acteurs de l'action syndicale soient les mêmes que ceux qui promeuvent l'action de classe, il se peut aussi, comme en Guinée, que ces leaders syndicalistes qui combattent l'exploitation de l'homme par l'homme dans le contexte colonial se refusent à adopter une idéologie de classe au sens marxiste, comme vecteur d'une lutte plus orientée vers la conquête du pouvoir par les autochtones que vers une dictature du prolétariat. Comment d'ailleurs et contre qui le prolétariat se définirait-il au moment d'une indépendance où la bourgeoisie commerçante et agraire manque de consistance, dominée qu'elle est par la bourgeoisie étrangère, et au moment où la population rurale se trouve dans une situation plus défavorisée encore que celle des salariés urbains ? En bref, le syndicalisme ne s'ordonne pas nécessairement à une lutte de classes; il peut même devenir, de par les privilèges qu'il permet d'obtenir à certaines catégories sociales, le promoteur de la constitution d'une petite bourgeoisie autochtone de futurs fonctionnaires.

Enfin le plausible d'une argumentation qui verrait dans le syndicalisme un facteur essentiel de lutte et de prise de conscience de classe doit céder le pas devant les constats de réalité. En Guinée, c'est à partir du moment où le syndicalisme a été interdit aux syndicats que s'est accéléré le processus de formation des classes. Aux luttes syndicales manifestes des années cinquante se sont substituées

les luttes surnois du struggle for life, dans lesquelles les plus forts politiquement et les plus puissants économiquement ont accru ou stabilisé leur position tandis qu'elle se dégradait celle du pauvre. Au total, le syndicalisme en Guinée nous semble devoir être considéré moins comme un facteur d'égalisation des conditions, que comme un instrument de revendication politique autant qu'économique sous la colonisation. Après l'indépendance, le syndicat sans syndicalisme devient l'organe national d'intégration économique et de contrôle politique des salariés.

CONCLUSION

1) De l'examen du procès historique d'évolution du salariat doit résulter une mise au point de la réalité et de la nature de la classe ouvrière. Ainsi se pose la question de savoir dans quelle mesure l'évolution du salariat a permis la création d'un prolétariat. A ce propos, beaucoup de sociologues africanistes ont fréquemment remarqué que la création de la classe ouvrière coïncide avec un mouvement ascendant de la société. L'Africain qui accède à l'état de salarié, à plus forte raison celui qui devient un ouvrier professionnel, possesseur non seulement d'un emploi dans l'économie moderne, mais aussi, si l'on peut dire, d'une technique, d'une science moderne du travail, ne tombe pas dans le "prolétariat", ni du point de vue de ses ressources, ni du point de vue de sa dignité. On pourrait plus justement dire qu'il en sort. Le mouvement est inverse de celui qu'a connu l'Europe il y a un siècle et demi. Alors l'industrialisation a entraîné effectivement une prolétarianisation, une chute, une déchéance sociale. La différence est essentielle et elle apparaît capitale dès qu'on en déduit les conséquences politiques et sociales. L'industrie semble en effet sécuriser l'ouvrier en l'assurant d'un revenu fixe supérieur à celui des catégories paysannes de la population. Enfin, pour expliquer qui est un prolétaire, au sens adopté par Marx, il faut introduire le concept de capitaliste. Or, le principal employeur, l'Etat, ne détient pas la propriété privée des moyens de production.

2) Pour plausible que soit une telle argumentation appliquée à l'ensemble de l'Afrique, nous en limiterons la valeur en considérant le cas guinéen et la rareté des ouvriers qualifiés. Le terme de prolétariat convient ici, appliqué à la plupart des travailleurs manuels, parce que ceux-ci sont en état de sujétion, victimes d'une exploitation et pris dans un procès de paupérisation au moins conjon-

turel. Mais le prolétariat guinéen est plus une classe en soi qu'une classe pour soi selon la terminologie de Marx.

Nos derniers développements ont contribué à souligner l'état de sujétion politique dans lequel se trouvent les ouvriers, une sujétion accentuée par le caractère policier du régime, et par ses erreurs de planification matérielle et humaine du développement qui ont conduit l'industrie à un état potentiel de faillite. Les facteurs d'intégration (parti, idéologie, leader) jouent à la fois comme réducteurs de différenciations sociales et comme système de pression visant à éviter l'apparition de divergences d'opinion d'un groupe insatisfait de la politique salariale et économique du gouvernement. La mise en sujétion s'opère surtout par un moyen organisationnel : la dépendance absolue des syndicats vis-à-vis du parti unique dont ils constituent l'organe d'exécution des décisions concernant tout ce qui, dans la production touche au social et au politique. Pour l'ouvrier, l'acceptation de la sujétion répond aux besoins de la survie, car l'adhésion au Parti et au syndicat conditionne l'obtention pour lui-même et pour les personnes qu'il a à charge des rations fournies par le comité d'entreprise. Quant au militantisme, il conditionne l'obtention de passe-droits : non-licenciement, élévation de salaire, accès aux cadres de maîtrise.

3) Un chapitre précédent a montré quels étaient pour la bourgeoisie les moyens d'extorsion d'un surplus, nous noterons seulement ici que, vivant en état de sujétion, les ouvriers sont en outre victimes d'une exploitation plus ou moins déguisée en ce sens qu'ils servent malgré eux les intérêts de la bourgeoisie.

Quoique relativement faible par son nombre, la classe ouvrière en soi a représenté certes une grande force politique, elle a manifesté un esprit de combativité dès avant la première guerre ; elle a acquis une grande force après la deuxième guerre avec la création des syndicats ; elle s'est aguerrie à travers les différentes batailles

revendicatives qu'elle a dû mener ; elle a formé la masse de manoeuvre du syndicalisme des années 1957-58, et la base de départ du mouvement politique anti-colonial. Alors elle a représenté l'une des forces les plus actives pour l'obtention de l'indépendance, mais son expérience de la lutte politique a abouti surtout au développement de la conscience d'une exploitation par l'étranger représentant un groupe racial plus qu'une classe. Tandis qu'une fraction du prolétariat : le prolétariat de services (employés d'administration ou de commerce) opérait seul, aux alentours de l'indépendance, sa mutation en petite bourgeoisie, l'autre fraction : le prolétariat ouvrier (de faible qualification), le prolétariat domestique (gens de maison), le prolétariat de clientèle (chauffeurs de taxi, porteurs, garçons de café) était utilisé par la première comme instrument de son ascension politique. C'est dire qu'au lieu de constituer la principale force d'opposition à la bourgeoisie naissante, la fraction maintenue dans le prolétariat a servi les desseins de la première.

Il n'est pas non plus exclu que l'on soit en droit d'interpréter la politique d'utilisation des chômeurs, des militaires, des brigades civiques, des jeunes travaillant dans les CER, comme un moyen stratégique "d'assurer le ravitaillement des centres urbains aux moindres frais pour la bourgeoisie, ou d'augmenter la production de denrées susceptibles de rapporter des devises au pouvoir d'état, toujours au prix d'une surexploitation du travail" (1).

En outre, si l'on considère la destination des produits fabriqués par les ouvriers (tissus, vêtements, céramique et parpaing, bois de construction, conserves alimentaires, mobilier de maison, cigarettes...), le prolétariat apparaît encore sous cet angle au service de la bourgeoisie qui est la consommatrice privilégiée de par son pouvoir d'achat élevé, de par sa vie totalement hors des circuits de

(1) A. COURNANEL - Situation de la classe ouvrière en République de Guinée, Partisans, 61, 1971, p. 127

l'auto-subsistance et de par les attributions préférentielles qu'elle obtient grâce aux solidarités que nouent entre personnes la participation au pouvoir. Pour les mêmes raisons, une fois soulignées les faibles capacités d'achat des travailleurs manuels, liées aux discriminations de salaires, il est clair que les importations dont 60 % en 1963 sont écoulées dans la capitale qui compte moins de 1 % de la population guinéenne, satisfont principalement la bourgeoisie du fonctionnariat et du commerce. Celles-ci sont plus consommatrices que productrices ; les ouvriers, plus producteurs que consommateurs.

4) Si relativement à d'autres catégories de la population, les ouvriers ne sont pas les plus pauvres, ils sont peut-être pour lors les plus touchés par le procès général de paupérisation qui résulte du jeu simultané de la dégradation de l'économie nationale, de l'inflation galopante et de la stagnation des salaires. L'examen des rémunérations comparées aux prix des produits sur le marché a prouvé l'importante baisse du pouvoir d'achat survenue depuis l'indépendance et les difficultés de subsistance éprouvées par plus de la moitié des salariés qui ont un salaire inférieur à 15 000 FG par mois. A leur impossibilité d'accumuler un capital s'ajoute pour la plupart l'impossibilité de résister aux tentations et pressions de la consommation. Cette attitude est due à un style de vie au jour le jour, comportement naturel de populations sans réserves financières et de niveau minimal, à des traditions de dépenses somptuaires et de dons à la parenté, enfin aux offres mêmes du commerce, car la pénurie générale incite à acheter n'importe quoi lors des arrivages, soit pour ne pas manquer d'une denrée, soit pour revendre un produit rare avec bénéfice. Comme l'ouvrier pour acheter on quantité doit emprunter, il se trouve en état quasi perpétuel d'endettement.

5) Caractérisé de manière générale par son état de sujétion, d'exploitation et de pauvreté, le prolétariat guinéen est encore spécifié avec plus de précision par les traits suivants. Il est : numériquement faible - de formation récente - relativement jeune - d'ori-

gine rurale en majeure partie - très peu qualifié - assez peu stable dans son emploi - politisé pour les besoins de la survie - organisé en groupes professionnels mais non en classe consciente d'elle-même.

6) Les principales entraves à la conscience de classe relèvent d'abord des camouflages qu'opère l'idéologie dominante. Actuellement, la lutte contre l'impérialisme international permet de masquer la véritable exploitation qui vient de l'intérieur. Aussi la classe ouvrière se cristallise-t-elle mal par manque de perception de son adversaire réel autant que par impossibilité de s'organiser de manière autonome. Le parti au pouvoir, en tant que parti de masse, n'apparaît pas comme l'expression d'une bourgeoisie nationale et la classe ouvrière n'a pas conscience, elle non plus, d'être autre chose que l'émanation du peuple, lui-même support du Parti. Par un tour de passe-passe verbal, il a été facile de nier aux yeux des foules l'existence des classes. L'ambiguïté de la conception de la démocratie a servi alors de point d'appui au sophisme : dirigeants, ouvriers, paysans sont issus du peuple, ils sont le peuple et militent dans le même parti ; or le peuple (l'entité macrosociale) ne peut être divisé contre lui-même ; donc le peuple (individus et groupes cette fois-ci) n'est pas divisé.

Lorsqu'en 1967, des réaménagements de la doctrine sont effectués pour expliquer de trop évidentes oppositions au régime, il est remarquable de constater que la classe bourgeoise (fonctionnaires corrompus, commerçants-trafiquants, riches planteurs) reconnue comme adversaire, a pour corrélat selon les discours, non pas un prolétariat ouvrier, mais l'ensemble du peuple estimé politiquement sain.

7) En dehors de la propagande idéologique du Parti, l'un des plus lourds handicaps au développement d'une conscience de classe et d'un pouvoir ouvrier réside dans la très lente évolution numérique des ouvriers de l'industrie et la régression des effectifs globaux de salariés, qui traduisent par ailleurs l'échec de la politique économique du gouvernement.

8) Dans le même sens agit le refoulement des revendications par l'intégration politique des syndicats. Il devient fort difficile à la classe ouvrière de passer du stade de classe en soi à celui de classe pour soi en raison de l'atrophie, résultant des contraintes d'un régime, de ses rôles de contestation politico-sociale.

9) La composition même du prolétariat explique aussi son manque d'expérience de l'agressivité. En majorité d'origine rurale et jeunes, les ouvriers et manœuvres instruits à l'école du Parti mais peu alphabétisés, n'ont guère été formés aux traditions du mouvement ouvrier international et ne spécifient pas leur employeur, surtout s'il s'identifie à l'Etat, comme un adversaire de classe qui achèterait leur force de travail.

10) Toutes ces raisons concourent pour expliquer le manque de dynamisme conflictuel du prolétariat guinéen, ce qui l'empêche d'acquérir rapidement une conscience de classe. Il serait sans doute audacieux d'affirmer que cette absence de dynamisme provient d'une offensive constante contre la classe ouvrière. Et pourtant que s'est-il passé ? C'est délibérément que la bourgeoisie d'état a accentué par sa gestion la dégradation économique dont les couches les plus prolétarisées sont les premières victimes, et c'est délibérément que le régime de Sékou Touré cherche, pour se maintenir, à éteindre toute récrimination des défavorisés. Si ceux-là sont en fait de peu de poids dans la politique du régime, il n'est pas impossible qu'une bonne fraction d'entre eux apporte, au moins initialement, son appui à une équipe gouvernementale nouvelle qui proposerait une autre prospérité que celle du socialisme d'état.

SIXIEME PARTIE

LA STRATIFICATION

DU MONDE PAYSAN

Suscitées par le type de réflexion des précédents chapitres, les premières questions qui surgissent à l'esprit lorsque l'on aborde le paysannat sont : Y-a-t-il une classe paysanne ? Si oui, quel est son niveau d'intégration ? Par quels conflits latents ou manifestes s'oppose-t-elle aux élites dirigeantes ? Les réponses ne sauraient s'affirmer qu'à la fin de l'analyse.

Plutôt qu'un monde économique-social homogène, le paysannat, qui inclut près de 85 % de la population guinéenne, apparaît de prime abord fort disparate, aussi bien en raison des techniques agro-pastorales et modes de vie propres à chaque culture ethnique, que des différenciations nouvelles accentuées depuis une trentaine d'années par une certaine privatisation des terres et par l'impact différentiel de la modernisation rurale.

Pour dépasser cette apparence de diversité, il faut situer ce divers dans le cadre explicatif de l'économie commerciale dont l'un des résultats essentiels a consisté à dissocier l'utile et le symbolique (imbriqués dans les sociétés traditionnelles africaines), par privilège accordé à l'utile. Les biens de prestige, autrefois du domaine du symbolique plus que de l'utile, du lignage plus que de l'individu, en sont venus progressivement à changer de signification. Alors que les biens traditionnels de prestige, définis dans un cadre lignager ou clanique étaient produits pour les aînés, pour les chefs de concession, ou sous leur contrôle, les biens de prestige nouveaux se définissent dans un cadre extra-ethnique et les anciens dépendants n'acceptent plus de les produire pour les aînés ou les anciens maîtres. La sphère des biens de prestige (réinterprétés en fonction de l'argent) prend le pas sur celle des produits vivriers. Mais durant le temps nécessaire à la prise de conscience de ce fait, le chef a pu accumuler de nouveaux biens, en compensant ainsi la dégradation générale du prestige de sa fonction sociale par l'acquisition d'un ascendant économique.

Perte d'influence des chefs traditionnels, abandon de la réciprocité dans les relations sociales, monétarisation excessive des prestations matrimoniales, individualisme, sont les résultats parmi d'autres, de ces bouleversements qui ont accompagné l'introduction d'une économie commerciale. En fait, la transformation peut-être la plus sensible pour le sociologue, semble la professionnalisation dans une agriculture qui était avant tout un état social. Aussi devons-nous saisir les différenciations du milieu rural à travers des catégories professionnelles nées de la politique économique coloniale. La catégorie des planteurs a pour complémentaire celle des travailleurs salariés fixes ou migrants. Autour des villes, maraîchers et fermiers se spécialisent dans la production de produits vivriers n'entrant pas dans l'alimentation traditionnelle. Enfin, introduites par la colonisation dans un but de modernisation rurale, les coopératives rizicoles surtout, instruments privilégiés d'accroissement de la production agricole pour un état qui se veut socialiste, servent de tremplin d'ascension économique à une minorité nouvelle, au confluent des secteurs primaire et tertiaire (1).

Partant du postulat qu'une classe se définit par la possession et/ou le contrôle des moyens de production, nous tenterons de dégager : qui possède et /ou qui contrôle, et quels moyens de production.

Le passage de la terre objet de travail à la terre moyen de travail apparaît impliquée par les transformations dues à l'économie coloniale. Certes dans le cadre de l'agriculture vivrière, la terre peut être considérée comme moyen de travail, mais l'investissement (débroussaillage, labour à la daba, semailles, surveillance, récolte)

(1) Ayant dû, par nécessité de concision, éliminer les résultats de nos recherches sur les riziculteurs de Siguiri, les planteurs de Basse-Guinée et les coopératives agricoles, qui paraîtront en article, on pourra se reporter pour information sur l'agriculture guinéenne aux ouvrages de J. Suret-Canale et de H. de Decker.

transforme une parcelle seulement pour un ou deux ans, qui ensuite retourne au domaine collectif ou familial. Au contraire, la plantation ou le casier rizicole réclame un travail long et relativement coûteux, en même temps qu'une occupation du terrain pendant plusieurs dizaines d'années. L'investissement bananier, caféier ou rizicole, entraîne donc deux tendances interdépendantes et indissociables : celle à accorder les fruits du travail à celui qui a investi et à faire investir celui à qui reviendront les fruits. Il privilégie l'unité de production, la famille patricentrique, par rapport à l'unité sociale du lignage en même temps qu'il modifie la signification de l'héritage, lequel cesse d'être la transmission d'un statut au sein d'une unité sociologique pour devenir d'abord la transmission de moyens de production au sein d'une unité économique.

Parmi ces moyens de production, autres que le capital foncier, nous distinguerons :

- le capital humain qui appelle une étude des conditions de vie de l'ouvrier agricole ;
- le capital monétaire ou revenu liquide, qui par son montant et sa source, est l'un des meilleurs indicateurs de la stratification ;
- le capital technique ou propriété des instruments matériels de production : outils, machines, engrais... ;
- le capital bovin qui tend à se monétariser de plus en plus.

Cette approche qui doit permettre de mieux situer les zones et niveaux conflictuels, autorisera peut-être alors une esquisse de stratification dans le monde paysan, une perception des lieux sociologiques de compatibilités et incompatibilités d'intérêts, et une appréciation des stratégies possibles d'alliance de certaines strates paysannes avec d'autres groupes sociaux lors d'un mûrissement éventuel des luttes à caractère de classe.

CH A P I T R E X V I

DEVELOPPEMENT DU CAPITAL FONCIER

ET DES INEGALITES SOCIALES

Liées originellement à la détermination de la position des personnes dans un contexte social, les transactions concernant les biens en viennent, avec le temps, nous enseigne l'observation courante, à se séparer des transactions typiques de parenté concernant les personnes et entraînent dans le même mouvement de calcul économique, les transactions concernant la terre jugée naguère inaliénable. Dimension spatiale de la communauté, la terre tend à apparaître de plus en plus comme un facteur de production. Afin de savoir dans quelles circonstances, comment, pourquoi, les régimes fonciers se sont modifiés, et lesquels, il importe d'interroger l'histoire. Secrété par une société particulière, un système de tenures porte inscrit en lui les traces de cette histoire : éparpillement des groupes ethniques et immigration, influences des dominations politiques subies ou exercées, développements propres aux systèmes eux-mêmes, changements dus aux contraintes économiques, administratives, idéologiques, imposées par les régimes coloniaux et post-coloniaux.

Pour sonder ce processus de transformation historique aboutissant à la notion de propriété individuelle, qui s'applique à la totalité d'un objet, et non à ses utilisations possibles, comme c'était le cas dans le cadre traditionnel, pour la terre par rapport à laquelle plusieurs groupes de personnes pouvaient faire valoir leurs droits à des titres divers, nous n'utiliserons pas une méthode descriptive et ne procéderons pas non plus à l'analyse explicative d'un système dans un unique cadre ethnique. A partir de données dont nous disposons, collectées par nous sur le terrain (Baga du Monchon, Sous-sou du Rio Pongo, Malinké de Siguiri) ou bien empruntées aux ethnolo-

gues qui se sont intéressés à la question, notamment H. Fréchou dont on connaît les fines analyses du régime foncier des Timbi et du Moyen Konkouré (1), nous chercherons l'impact sur les stratifications sociales de la dynamique des systèmes fonciers puisque, dans une société à dominante rurale, c'est en grande partie par rapport à la terre que se développent les rapports sociaux de production.

Dans cette optique particulière, nous tenterons de répondre aux questions suivantes : Quelles institutions, décisions ou tolérances permettent ou facilitent le transfert des terres d'un propriétaire ou d'un utilisateur à un autre ? Qui accapare les terres ? Comment et pourquoi s'opèrent des mutations de terres ? Notre méthode de recherche nous a conduit à prendre plus particulièrement en considération les points de faiblesse des systèmes fonciers à différentes étapes historiques, et à porter attention aux phases critiques, notamment : 1) aux crises interindividuelles ou interfamiliales (contestations de terres, mode de règlement des litiges dans le cadre traditionnel, emprunt puis usurpation de champs...) ; 2) aux crises de la société globale entraînant un réaménagement des droits lors d'un changement général des institutions politiques (colonisation, indépendance) ; 3) à la solution des conflits provenant de la coexistence des anciennes coutumes locales et du système juridique importé. Agissant comme révélateurs, les crises et conflits expriment à qui les analyse, les contradictions inhérentes à un système et l'action latente ou manifeste des forces destructrices du traditionnel.

(1) H. FRECHOU - Le régime foncier chez les Soussous du Moyen Konkouré Cahiers de l'ISEA, série V, 4, sept. 1962, pp.109-198

J.R. FRECHOU - Le régime foncier dans la région des Timbis, in J. POIRIER éd. , Etudes de droit africain et malgache, Cujas, 1965, pp: 407-502.

I - Vulnérabilité des régimes fonciers traditionnels

Si, superficiellement, le système foncier se présente dans la tradition comme un modèle d'équilibre (collectivisme, inaliénabilité, sacralisation) réglé par des processus d'autocompensation de caractère homéostatique, il apparaît à un œil plus avisé comme une réalité qui contient les germes de son propre changement. Les influences externes n'agissent que dans la mesure où le système existant n'est pas parfaitement intégré et présente de ce fait des conditions internes de transformation.

L'étude de cas des Soussou (1) montre par exemple que les droits des premiers défricheurs l'emportent sur les droits du premier occupant, mais qu'ils sont à leur tour dépassés par les droits des derniers arrivés acquis par cadeau, prêt ou usurpation. Il s'agit là d'une société qui donne des solutions empiriques aux problèmes de la propriété foncière. L'intervention successive de plusieurs modes d'emprise de l'homme sur le sol conduit à un mélange de plusieurs notions de la propriété du sol. Dans cette situation instable où les rapports fonciers, qui sont en fait des rapports d'homme à homme, de segment de lignage à segment de lignage, manquent de définition et de réglementation claire, il se produit une évolution vers un partage de la propriété du sol entre ceux qui le cultivent habituellement. En d'autres termes, la création d'une situation de fait tend à l'affirmation d'un droit (2).

(1) H. FRECHOU - op. cit.

(2) Dans un colloque africaniste de Leyde (1972), nous avons montré que la transformation du régime foncier traditionnel s'expliquait par : 1) les contradictions au niveau des principes, 2) la manipulation des droits fonciers, 3) la dépossession par le temps, 4) l'existence d'une propriété privée, 5) les implications du système d'héritage. Cf. C. RIVIERE, Dynamique des systèmes fonciers et inégalités sociales, Cahiers Internationaux de Sociologie, L IV, 1973, pp. 61-94.

Au Fouta Djalon se sont amalgam^{és}és de manière syncrétique : les droits de caractère simplement religieux des premiers occupants animistes, les droits de propriété acquis par la force des lignages foudra conquérants, s'appuyant sur la législation islamique (tout état de fait est voulu par Dieu), les droits politiques des chefs de la confédération (1). En théorie, l'aliénabilité de la terre pourrait s'expliquer par le fait que le fondement de la propriété étant un acte matériel (première occupation, défrichement qui établissent un lien entre l'homme et le sol) pourrait être détruit par un autre fait matériel (conquête militaire, suprématie politique, accroissement de l'activité économique et notamment des échanges, pression démographique, obligation d'accueillir des immigrants) qui feraient naître d'autres rapports d'homme à homme. En pratique, la réalité du transfert, nullement conscient au début, finit par s'imposer à son bénéficiaire comme à l'ancien propriétaire ; l'appropriation de fait des terres de cultures temporaires par de nouveaux arrivés qui les ont obtenu par don apparaît alors souvent comme un acte d'usucapion. Il reste à préciser d'où proviennent les inégalités dans la distribution et l'occupation des terres, et si les hiérarchies fondées sur ces inégalités corrélaient avec d'autres hiérarchies de pouvoir politique ou de richesse, et comment ?

1) La première occupation du sol crée une dominance politique, celle des lignages fondateurs et des apparentés qui se sont, à l'installation, répartis les meilleures terres ou les plus proches du village et qui, en règle, par la suite la distribution ; les attributions préférentielles allant aux lignages alliés matrimonialement.

(1) M. DUPIRE - Organisation sociale des Peul, Plon, 1970, p. 387 ; et notre chapitre 4.

Ce privilège des plus anciens installés qui opèrent le contrôle d'un moyen capital de production, la terre, se double souvent de par le croît naturel, d'une multiplication de la force de travail à l'intérieur du lignage, servant à étendre le prestige et l'autorité du chef de village.

2) Cette dominance peut être limitée selon la puissance numérique de chaque clan ou lignage villageois. A la question : quels sont les groupes de parenté qui contrôlent les terres ? doit donc s'adjoindre la question : l'ampleur généalogique des descendants des premiers occupants a-t-elle diminué au profit de l'affirmation d'autres segments lignagers ? Après s'être installé, un groupe finit par être submergé par un autre groupe qu'il avait accueilli, qui s'empare du pouvoir politique, et peu à peu, de la propriété d'une partie au moins des terres. Les exemples abondent chez les Toma et les Kisi. Le village de Lalyamaundé illustre, parmi bien d'autres : Kankalabé, Gémé..., ce même cas au Fouta Djallon. Autrefois simple fulaso dépendant de Gonku-Labé, Lalyamaundé groupait des Yunsuyabé et des Pori-yabé, fraction du clan des Lalyabé. Vinrent s'installer les Tyernoyabé (autre fraction du même clan) qui étaient chefs à Gonku, et qui profitèrent de leur qualité de chef pour prendre des terres puis accaparer la chefferie de Lalyamaundé devenu miside (bourg-paroisse).

3) La distribution institutionnelle des rôles favorise les détenteurs de droits au titre de la chefferie, de la séniorité ou de la primogéniture, qui profitent plus qu'autrui, soit de cadeaux, soit de redevances plus ou moins régulières. A côté du "chef de terre" patriarche de la famille fondatrice, chargé de répartir les terres dans le cadre des diverses familles parentes ou associées, peut exister un "maître de l'eau" pour régler les droits de pêche, un "maître de la brousse" pour ce qui concerne les droits de chasse (le wulatigi malinké par exemple reçoit en prémice l'épaule droite de toute bête abattue sur le territoire du village et assume la rupture de certains interdits), un "maître de l'or" à qui sont réservées les pépites

(jugées maléfique, leur découverte est conjurée par des cérémonies appropriées), le commun des mortels se contente de la poudre d'or, d'ailleurs en quantité plus considérable (1). Quant aux aînés de lignages forts, nous examinerons leurs privilèges à propos de la dynamique coloniale. Dans le cas d'une rareté croissante de bonnes terres comme au Fouta ou dans les plaines rizicoles de la Basse côte et de la zone nigérienne, le système d'héritage les rend bénéficiaires de la répartition des terres par rapport à leurs cadets.

4) Une hiérarchie politique nouvelle se substitue par hégémonie organisée à l'ancienne hiérarchie foncière. Cette substitution a eu lieu comme nous l'avons vu au Fouta par la conquête au XVIIIème siècle, sur la côte de Basse Guinée par l'intermédiaire de la traite aux XVIIIème et XIXème siècles, et dans la région manding par le système d'administration de l'empire du Mali. Détenteurs du pouvoir politique, les almamis du Fouta se font attribuer d'importants patrimoines fonciers mis en valeur grâce aux prestations de service que leur procure leur charge. Comme dans la féodalité occidentale, le glissement a lieu de l'imperium au dominium proprietatis.

Avant la colonisation effective, la richesse des descendants de négriers et des chefs traitant avec les Européens établis dans les comptoirs côtiers se manifeste dans la possession d'esclaves et de biens meubles, ce qui leur permet non seulement d'acquérir prestige et autorité, mais d'obtenir par usurpation ou par achat (pas nécessairement monétarisé) la maîtrise des terres villageoises (cas des métis : Lightbourne, Faber, Fernandez, Ormond, Wilkinson) (2).

(1) Cf. Les références bibliographiques dans notre article : L'or fabuleux du Bouré, L'Afrique littéraire et artistique, 23, 1972, pp. 41-46.

(2) C. RIVIERE - Le long des côtes de Guinée avant la phase coloniale, Bulletin de l'I.F.A.N., série B, XXX, 2, 1963, pp. 740-743.

Un type de dépossession plus ancien apparaît dans l'empire du Mali -comme dans la Chine des Tchou- dont on peut apercevoir des résurgences dans l'Etat nouveau. Le fama, simple représentant politique du pouvoir du mansa (roi) dans le dugu (village) ne détient pas la propriété du sol, laquelle appartient aux lasiri (premiers occupants ou membres du groupe fondateur). Néanmoins il peut recevoir une gratification foncière dans le dugu qu'il administre moyennant deux conditions : Il faut tout d'abord que la parcelle qu'on lui attribue ne relève pas du lot occupé par un duguden (fils du village), le sol étant jugé occupé lorsqu'il porte la trace d'une altération par la main humaine ; il doit en outre obtenir l'accord du dugutigi (chef du village). La règle coutumière cependant est maintes fois violée par les fonctionnaires qui tendent à évincer le lasiritigi (chef du clan des premiers occupants). Le mansa lui-même favorise de tels empiètements, car il peut remplacer dans les fonctions civiles les chefs autochtones peu sûrs par ses propres affidés, bien que le chef dépossédé demeure prêtre du génie du lieu, gardien des traditions terriennes et supérieur en prestige à tous les autres chefs de famille. Ces exemples aident à montrer que l'idée d'appropriation n'est pas étrangère à la tradition, et surtout que les droits acquis par la force militaire et politique pouvaient se substituer aux droits du premier occupant, aux droits du premier défricheur et aux droits de culture sur terrain prêté.

2 - Des appropriations privilégiées sous la colonisation

On s'accorde généralement pour reconnaître parmi les raisons de l'individualisme agraire le passage progressif d'une économie de subsistance caractérisée par la faiblesse des échanges, à une économie de marché, après l'introduction de la monnaie, la généralisation de l'impôt, et la pression des cultures marchandes : Il reste à s'inter-

roger sur les décisions et institutions les plus déterminantes des changements et sur leur poids différent selon le contexte géographique et social.

Le régime de l'immatriculation est introduit en Guinée avant même la loi du 23 octobre 1904 qui l'applique à toute l'A.O.F. Les principaux actes datent du 24 mars 1901 (décrets relatifs au domaine public, au régime forestier, au régime de la propriété foncière, au domaine de l'Etat), du 14 septembre 1901 (arrêté réglementant les concessions dans les centres urbains), du 15 avril 1902 (arrêtés fixant le mode des concessions rurales et celui des terrains domaniaux dans les territoires d'administration directe). L'immatriculation, comme on sait, prévoit des formalités de publicité qui confèrent, au moyen d'une écriture publique, un titre de propriété. Bien qu'elle ait pour but de consolider les droits coutumiers déjà fortement attaqués par la conquête coloniale, elle a pour effet réel de transformer les droits des Africains en leur donnant, en lieu et place d'une possession collective, une propriété considérée comme individuelle, ce qui ne va pas sans accroître les conflits de titres sur les terres, que l'administration doit trancher plus ou moins arbitrairement.

Pour un autochtone, solliciter l'immatriculation c'est soulever les protestations de ceux (membres du lignage, du clan, du village) dont les droits peuvent coexister avec les droits du demandeur. Etant donné ces difficultés, seuls les chefs ou agents de l'administration appuyés en haut lieu peuvent faire ratifier leurs prétendus droits correspondant fréquemment à des usurpations puisque seuls parmi les réclaments, la loi les considère comme propriétaires alors que la terre appartient en fait à plusieurs. Le premier effet de l'immatriculation semble donc bien être cette dissociation des droits individuels par rapport aux droits collectifs, et simultanément un passage de l'usufruit à la propriété vraie sanctionnée par acte légal. C'est en effet au possesseur désigné comme propriétaire vendeur que revient le montant de la vente d'un terrain immatriculé.

Certes l'immatriculation ne touche au début que les rapports entre autochtones et Européens. Néanmoins ce régime n'est pas sans développer l'idée que la terre est un bien vendable. Bientôt la vente ne s'opère plus seulement entre autochtones et Européens mais entre autochtones eux-mêmes, comme en témoigne l'achat par Sori Bani en 1908 d'un enclos situé à Pita et appartenant à Modi Guraysu. Peut-être estimera-t-on que le principe de l'inaliénabilité de la terre collective demeure, si l'on remarque que le transfert se limite à une vente entre membres du même groupe villageois (endo-aliénation). L'argument peut valoir pour ce cas à Pita mais n'explique pas ceux observés à la même époque dans la presqu'île du Kaloum et à Kindia.

L'immatriculation développe donc l'idée de privatisation du sol. Cette privatisation se traduit dans la vente de terrains de particulier à particulier. Mais les ventes ne s'opèrent qu'en raison de la conjonction de deux autres phénomènes : l'introduction de la monnaie comme condition préalable et la nécessité de payer l'impôt en numéraire comme contrainte motivante immédiate. Le besoin d'argent déterminé par la perception de l'impôt favorise d'abord le développement du commerce (1), mais sur une terre ingrate comme celle du Fouta, quels produits vendables peut-on récolter ? Pour obtenir de l'argent d'aucuns s'exilent comme ouvriers agricoles navétanes ; l'éleveur déjà sédentarisé préfère entre deux biens dont il dispose : la vache et la terre, céder celui qui lui est le moins cher affectivement : la terre. Dans des régions plus riches comme en Basse côte, l'argent et l'impôt développent la location de terrains moyennant une redevance (farile) égale au dixième de chaque récolte payable au propriétaire.

(1) C. RIVIERE - Les bénéficiaires du commerce dans la Guinée pré-coloniale et coloniale, Bulletin de l'IFAN, série B, XXXIII, I, 1971.

Au Kaback, après 1925, il arrive assez souvent que le locataire, trouvant le propriétaire du terrain en difficultés financières lui achète son champ et devienne à son tour le véritable propriétaire sous la seule condition que le vendeur ou ses descendants aient un droit de préemption. Au départ d'un étranger au village qui a occupé un carré pendant plusieurs années, la coutume qui l'obligeait à vendre le terrain à son premier propriétaire (lequel bénéficiait des impenses : cases, arbres fruitiers...) tombe en désuétude dans les années trente, de telle sorte que l'étranger peut alors exiger le remboursement des impenses ou vendre sa concession à une autre personne (1).

Au Fouta Djallon en particulier, les décrets de 1905 ordonnant la libération des captifs, puis l'action menée après les incidents de Goumba en 1911, ratifient une usurpation, puisque l'aristocratie prétend alors que les terres sur lesquelles travaillent les captifs lui appartiennent. Or cette prétention est notoirement illégitime, les liens entre maître et esclave étant des liens de sujétion personnelle.

L'originalité de la colonisation, en ce qui touche à notre propos, a surtout été de combiner la propriété privée avec la production marchande. Ceci apparaît nettement dans l'analyse des concomitances économiques régionales. La "privatisation" de la terre corrèle en effet avec des phénomènes différents suivant les régions, mais tous reliés au mouvement des transactions commerciales.

En Basse Guinée, la privatisation correspond, d'une part dans la région soussou, au développement d'un secteur économique moderne (plantations de bananes, d'ananas, récoltes de palmistes, cultures maraîchères près des villes), qui prend quelque importance seulement

(1) J. SUZZONI - Monographie du Kaback, archives de l'Institut National de Recherches et de Documentation de Guinée, dactylographié.

après les années trente, d'autre part en région бага, aux aménagements hydrauliques dans les casiers rizicoles après la seconde guerre mondiale. Dans les plaines inondées temporairement du Kapatchez, du Monchon, du Koba, des îles de Kaback et Kakossa, la diminution progressive de la mangrove par défrichage, le caractère intensif et permanent de l'utilisation des rizières, conduisent à une véritable appropriation privée. Des repères naturels : diguettes (hogoni), fossés, taa de pierres, arbres, matérialisent avec précision les limites des propriétés.

Au Fouta Djallon, la propriété privée du sol s'introduit très tôt (premières ventes en 1908) :

1) en raison du surpeuplement relatif sous la pression des besoins vivriers, notamment dans les régions de Labé, Pita, Timbi, où la terre cultivable est utilisée au maximum compte tenu de sa rareté et des jachères indispensables ;

2) à la faveur d'un émiettement de la famille patriarcale, résultant de la fragilité des structures sociales : mixte instable de féodalisme, de système lignager, de système de castes et de système esclavagiste ;

3) pour faire face aux obligations fiscales, dans une région pauvre où le pasteur peut préférer vendre une terre plutôt qu'un boeuf, à défaut d'autres produits commercialisables. Ce phénomène prend une grande ampleur durant la crise économique des années 31-36.

Dans les dernières années de la colonisation s'observe un émiettement des parcelles en une multitude de petits lopins, qui provient à la fois de la raréfaction des terres arables, de l'accentuation des droits d'héritage par consolidation de la filiation patrilinéaire et apparition de la succession testamentaire, de la persistance du principe selon lequel tout membre du groupe doit pouvoir jouir d'une parcelle. Après comparaison de cas analogues au Gabon, au Cameroun, au Togo, en Guinée, en Casamance, J. Binet en vient à penser qu'un changement radical et effectif du régime foncier dans le sens

de l'appropriation individuelle a lieu progressivement lorsque la population atteint de 20 à 25 habitants au kilomètre carré.

Dans les régions manding et forestières, la propriété privée, introduite seulement (hors des villes) dans les dix dernières années de la colonisation provient : 1) des besoins en numéraires entraînant la mise en gage et finalement l'aliénation des rizières de bas-fonds chez les Kissi, et des caféraies chez les Toma et les Guerzé ; 2) de l'immigration de commerçants, agriculteurs et fonctionnaires malinké, dont les plantations perennes introduisent la notion de propriété du sol (1).

Ces indications suffisent à montrer que le passage d'une économie traditionnelle à une économie de marché, joint dans certains cas aux pressions démographiques sur les terres, entraîne des cultures plus intensives avec valorisation éventuelle du sol par des engrais, et une occupation prolongée du sol par des plantations justifiant la propriété plus que ne le feraient des jachères de dix ans.

De la conjugaison de tous ces phénomènes économiques résulte une recherche de la sécurité des tenures manifeste dans :

- la course à l'enregistrement surtout auprès des villes en expansion;
- l'importance accentuée de la notion de limite et l'accroissement des litiges fonciers de cette catégorie ;
- la différenciation plus nette des droits fonciers : usufruit, propriété ;
- l'affirmation de l'inviolabilité des droits individuels avec l'autonomie accrue des ménages, d'où un morcellement des héritages ;
- l'affaiblissement des droits familiaux au profit de certaines catégories de tenanciers ou de chefs politiques.

Les changements d'ordre politique comme ceux d'ordre économique contribuent donc sous la colonisation à créer, en même temps

(1) C. RIVIERE - Mutations sociales en Guinée, éd. Marcel Rivière, 1971, p. 85

qu'une privatisation, une valorisation des terres. Mais ils n'auraient pas produit pareil effet s'ils n'étaient assortis de transformations globales de la structure sociale. La destruction de l'esprit communautaire par l'agriculture d'exportation et la commercialisation des produits vivriers peut en effet être mise en corrélation directe avec une désagrégation de la famille étendue qui entraîne celle de l'égalité des droits, notamment sur la terre autrefois propriété indivise. L'un des signes de la restriction de la cellule familiale chez les Poul et les Toucouleur est l'affermissement de l'autorité du jom galle, (chef de concession - la concession est l'unité habitationnelle du fragment de lignage) aux dépens de celle du mawdo legnol, chef du plus ancien lignage, sensible à travers la suppression de l'institution selon laquelle chaque galle devait au chef du doyen un certain nombre d'heures de travail. En outre la condition sociale de l'individu se transforme radicalement par le passage du cadre ethnique au cadre de la colonie en tant qu'entité politique. Le rural, vivant naguère dans une communauté close préoccupée des affaires du lignage, en vient, grâce à la politique d'administration coloniale et aux mass-media, à s'insérer dans une civilisation où la ville (marché, chef-lieu de cercle, capitale) impose ses schémas directeurs. Ancien esclave, il peut débaptiser son hameau en désolidarisant les terres du runde de celles du fulaso ; il peut jouir librement de la moitié des fruits de son travail et refuser de donner ses filles en mariage aux nobles d'autrefois. Il lui arrive même d'acquiescer son autonomie totale en devenant militaire, commis, salarié urbain.

Pour nous résumer, notons que les institutions et décisions politiques de la colonisation, jointes aux exigences capitalistes de la production marchande, entraînent une valorisation des terres. Dans les régions de terres arables rares eu égard à la densité démographique ou dans celles de cultures intensives (rizières ou plantations) la pénurie conduit à une plus rapide privatisation du sol qu'ailleurs.

Il importe de savoir maintenant à qui va surtout profiter ce nouveau type de tenure introduit sous la colonisation et comment il a contribué au développement des inégalités. Sans nul doute, l'Européen est le premier gagnant du mode de spoliation qu'il a inventé. Une telle constatation a été si fréquemment orchestrée qu'elle en devient banale. Sans la négliger, nous ne nous appesantirons pas sur elle parce que l'indépendance et l'isolement monétaire ont quasi anéanti depuis une dizaine d'années la puissance économique des colons et qu'en outre, ils ne disposent d'aucun pouvoir politique ni social. Par contre, pour comprendre les inégalités actuelles de la société africaine, il n'est pas inutile de s'interroger sur le processus d'accroissement du pouvoir économique de quelques agriculteurs guinéens.

Que la part de bananes produites par les Africains qui était de 3,7 % en 1939 soit passée à 15 % en 1947, que la proportion des Africains parmi les planteurs ait cru de moins de 30 % en 1947 à plus de 80 % en 1957 (de 94 bananeraies pour 420 ha en 1947 à 1669 pour 3333 ha en 1957), qu'une union de coopératives de planteurs africains (UNICOPAGUI) se soit créée en face des quatre coopératives européennes dès l'indépendance, suggère assez qu'une telle progression ne s'est pas produite sans une incitation naturelle à l'enrichissement. Certes il faut reconnaître que le planteur africain s'est établi dans les laissés-pour-compte par les grandes concessions coloniales en Basse Guinée, que la dimension réduite de son exploitation (de 2 à 3 ha en moyenne), son manque de moyens techniques, la médiocre rémunération des salariés qu'il emploie éventuellement, limitent fort la rentabilité de son exploitation. Toujours est-il que les bananeraies sont considérées comme propriétés privées d'une famille. Or, quels sont au Moréah par exemple, ceux qui détiennent les plus grandes plantations ? Presque exclusivement les membres des anciennes familles dominantes depuis deux siècles : Touré, Traoré, Yansané, Fofana et métis, dont le colonisateur avait ratifié les droits sur le

sol en les intronisant chefs de canton ou de village (1). On ne saurait donc que tempérer a posteriori l'assertion formulée par certains selon laquelle les nouveaux planteurs ont accepté les valeurs d'une économie de profit d'autant plus volontiers qu'elle les émancipaient d'une condition d'infériorité congénitale. En fait, les anciens puissants dans le Moréah ont conservé pour la majorité leur supériorité économique, et cela grâce à l'institution des chefferies.

En Guinée forestière, il apparaît encore avec plus d'évidence que la grande chefferie, inexistante traditionnellement, s'est développée grâce à la conjonction de l'emploi de corvéables autorisé par la colonisation et ~~des~~ grandes plantations de caféiers dont elle s'est fait reconnaître ou attribuer la propriété (2). La transition vers cette situation semble s'être accentuée dans les années de guerre européenne et de crise économique (3). Les champs collectifs destinés à régler l'impôt en nature deviennent alors en grande partie champs du chef.

Au Fouta, le pouvoir religieux du chef sert de couverture à l'exploitation. Et l'esclavage contribue à donner un fondement économique à l'aristocratie qui s'est emparée des meilleures terres. Grâce au colonisateur, les tentatives de modernisation agricole et notamment la vulgarisation de la culture à la charrue après la première guerre mondiale rendent encore plus solide l'assise économique de la chefferie choisie dans l'aristocratie peule. A partir de ce moment l'utilisation combinée des anciens captifs, des charrues et des bœufs de labour, va constituer une source importante d'enrichissement de l'aristocratie devenue propriétaire foncier. Dès 1919, le rapport annuel du service de l'agriculture constate les progrès des grands domaines

(1) I. TRAORE - Les Sosso du Moréa, Education africaine, 92, oct. 1935, p. 256.

(2) Y. PERSON - Soixante ans d'évolution en pays kissi, loc. cit., p. 93.

(3) M.H. LELONG - Ces hommes qu'on appelle anthropophages, op. cit. passim.

des chefs. A Sebri (cercle de Mamou, subdivision de Ditinn) Massadou Paran possède un troupeau de 23 boeufs de labour, dont sept appartiennent à la colonie ; le personnel se compose de 6 serviteurs permanents et de nombreux prestataires ; l'outillage : d'une charrette à boeufs, une tonne, une charrue brabant double, une araire, une charrue vigneronne, une herse articulée, une faucheuse, trois faux, dix houes, quatre fourches américaines, trois crocs à défoncer et deux enclumes pour les réparations d'outils. Dans cette ferme, huit cents bananiers, quarante colatiers, trente cinq avocatiers sont cultivés en 1919, treize hectares de riz et un autre de tabac maryland.

La source de la puissance de l'aristocratie se transfère donc du politique à l'économique par l'intermédiaire du prestige qu'elle détient et qui lui vaut les attentions du colonisateur. Sur le plan socio-économique, l'augmentation de sa puissance découle de l'appropriation individuelle des terres communautaires et de l'accroissement de la valeur de ces propriétés par l'introduction de la charrue. Sur le plan socio-culturel, son mode de vie change par l'acquisition de biens modernes : voiture, mobilier... et la construction de maisons en dur.

Dans la Haute Guinée mandingue, la conservation des structures familiales aide à comprendre l'accroissement des inégalités dans la mesure où la force de travail constitue le principal facteur limitant la production. Dans les six dernières années de la colonisation 10 000 ha sont aménagés dans les plaines du Niger et du Tinkisso (région de Siguiri : 8 630-ha en 1958 ; région de Kouroussa : 1 410 ha) Or l'attribution des parcelles de casiers rizicoles aménagés sur financement public du FIDES (1), s'effectue au prorata de la capacité

(1) La mécanisation de la riziculture autochtone en Haute Guinée, Riz et riziculture, 1er trimestre 1959, pp. 15-29

familiale de culture évaluée en main-d'oeuvre et en personnel. De la sorte peuvent se constituer dans les zones des axes fluviaux, et en négligeant les terrasses intermédiaires en retrait de ces axes, des domaines familiaux de 30 à 40 ha. Les familles souches d'un village disposent en pratique entièrement des terres que les étrangers et les nouveaux arrivés ne peuvent occuper qu'à titre précaire. Une famille qui n'appartient pas à la souche noble (Yire wolo) hésite toujours à se considérer comme propriétaire des rizières qui lui sont proposées par les Services agricoles. Le système de lotissement contribue aussi à renforcer les privilèges des patriarches, car la création de lots importants favorise les grands chefs de famille qui, disposant de capital et de main-d'oeuvre familiale, sont les seuls à pouvoir les faire exploiter en champ collectif (foroba). Chefs de village, notables et patriarches ne sont pas non plus sans faire pression sur l'administration et l'encadrement rural pour obtenir les meilleures conditions d'attribution des rizières, une fois effectués les aménagements hydrauliques. Mais parmi les chefs de grandes familles eux-mêmes, il se peut que les attributions de terres confirmées au cours de l'histoire renversent les chances des uns par rapport aux autres selon les aubaines de la conjoncture, comme il est arrivé dans plusieurs villages de la région de Siguiri où les clans-souches gardaient à leur disposition les terres de culture sèche à mil et à maïs qui constituaient à l'époque précoloniale l'essentiel du capital foncier, tandis que les groupes qui s'adjoignaient aux descendants des fondateurs du village se voyaient attribuer des terres moins prisées à proximité du fleuve, mais qui feront leur fortune au moment où s'aménageront des rizières. Cette réserve mise à part parce qu'elle ne représente pas la majorité des cas, on peut affirmer qu'une strate de grands exploitants se forme, composée en majorité des chefs de familles les plus anciennes et les plus nombreuses, qui accumulent à la fois :

- le capital humain, parce qu'ils jouissent d'une main-d'oeuvre

familiale importante et parce que les bénéfices de leur exploitation leur permettent éventuellement de faire appel à une main-d'oeuvre salariée, ne serait-ce que celle des jeunes classes d'âge qui prêtent leurs services moyennant la nourriture et un peu d'argent. Leur pouvoir social assorti de privilèges traditionnels leur donne ainsi accès au pouvoir économique moderne ;

- le capital technique car leur position sociale leur permet de faire pression sur l'administration et de bénéficier préférentiellement de l'aide à l'équipement refusée aux petits propriétaires jugés insolvable. Leur pouvoir politique tend de ce fait à s'élargir par la détention simultanée du pouvoir économique ;

- le capital foncier car les moyens techniques leur rendent possible l'exploitation de vastes superficies desquelles ils tirent l'usufruit ;

- le capital bovin parce qu'ils détiennent les plus grands troupeaux qui augmentent autant par le truchement des dots que par le croît naturel ;

- le capital monétaire en raison de leur exploitation rizicole florissante.

Au lendemain même de l'indépendance, des sondages sur les budgets familiaux permettent ainsi au Ministre de l'agriculture, Keita N'Famara, de souligner les distorsions régionales entre telle famille du village de Baladou (région de Guéckédou) à la production nette par tête de 11 000 francs par an, et telle famille riche et ancienne du village de Traguéda (région de Siguiri) composée de 18 personnes cultivant 54 hectares, possédant 4 charrues, 8 boeufs, et 14 vaches, et où chaque personne dispose, déduction faite des dépenses pour la production, de 70 000 francs environ par tête et par an (1). Une semblable concentration du capital est confirmée à la même

(1) N'Famara KEITA - Le plan triennal de la Guinée, Afrique-documents, 55, 1961, p. 27

époque par une étude de E. Leynaud menée dans la Haute vallée du Niger en pays malinké, à la frontière guinéenne mais au Mali :

"L'analyse des exploitations agricoles révèle que, dans la zone rizicole, les exploitants de plus de 12 hectares représentent seulement 26 % de l'effectif des exploitants mais contrôlent 45 % de la population, 60 % des superficies et 43 % des charrues"... (1). A Koniagwe, deux patriarches possèdent à eux seuls 60 % du troupeau bovin, 20 % des charrues, 20 % des terres aménagées dans le casier, alors que la population active de leur famille ne dépasse pas 11 % de la population active totale du village.

Ayant assis leur puissance économique sur des prérogatives traditionnelles, ces patriarches manding n'ont pas à souffrir, à l'inverse des chefs intronisés par le colonisateur, de la suppression des chefferies en 1957, qui provoque la relative déposssession des puissants d'un moment, enrichis par les prestations de travail de leurs subordonnés politiques.

3 - Modifications juridiques du régime foncier après l'indépendance et répercussions des changements sociaux

Si l'on considère que dans le nouvel Etat, l'essentiel de la production sociale (et non des exportations) est encore fourni par l'agriculture, et par une agriculture extensive, on saisit d'emblée l'importance des problèmes de disponibilité des terres et la nécessité de l'adaptation du régime foncier aux exigences de la vie économique moderne. Au premier abord, il n'apparaît pas que l'indépendance apporte de perturbations majeures au régime foncier ; allant dans le

(1) E. LEYNAUD - Contribution à l'étude de la modernisation rurale de la Haute Vallée du Niger, Doctorat de 3^{ème} cycle, Sorbonne, ronéoté, 1961, tome 3, p. 64

sens amorcé sous la colonisation, elle confirme seulement la superposition aux droits coutumiers d'un droit valable pour la nation entière, qui entérine, corrige ou restreint les dispositions des coutumiers tout en les homogénéisant. Au second abord, une transformation semble toutefois assez importante, qui consiste en la conjonction de cette confirmation avec la mise en place de nouvelles institutions politiques assurant l'administration du patrimoine national par le Parti unique et l'orientation de la production agricole par une planification qui se voudrait contraignante. La dominance du secteur public dans l'industrie et le commerce ne manque pas de provoquer quelques remous dans une agriculture gérée en majorité par le secteur privé, ni de perturber, en raison du contrôle de l'Etat, le régime réel des concessions urbaines.

Un an après la proclamation de l'indépendance guinéenne, par une série de décrets dont le principal date du 20 octobre 1959, l'ensemble du sol guinéen est déclaré propriété de l'Etat. Mais l'étatisation ne constitue pas en fait une nationalisation. La politique foncière de l'Etat nouveau a surtout pour but :

- 1) le contrôle total du régime foncier,
 - en assurant l'arbitrage de tous les litiges dérivant des droits coutumiers, par les représentants agréés du Parti ;
 - en réclamant l'enregistrement de toute opération de vente ou mutation relevant du droit privé appliqué sous la colonisation ;
- 2) le retour à l'Etat des concessions attribuées par la colonisation puis abandonnées ou non valorisées ;
- 3) l'abolition des abus engendrés par les prétentions coutumières.

Dans une loi promulguée en 1961, l'Etat exige des propriétaires qu'ils mettent en valeur au moins pendant six mois une terre qu'ils disent leur mais qu'ils ont laissé inexploitée depuis plus de trois ans. Une terre non valorisée soit par l'exploitation, soit par la construction d'une habitation ou la plantation d'arbres doit revenir à l'Etat.

Tel village manquait de terres alors qu'un village voisin n'utilisait pas celles dont il disposait. Telle famille jouissant d'un droit éminent, d'un droit de premier défricheur ou d'un droit de culture hérité, interdisait à quiconque de s'établir sur des terres qu'elle laissait incultes. Visant à remédier à de semblables situations la nouvelle législation permet de résoudre les conflits à plusieurs niveaux : dans le cadre villageois, l'instance compétente pour arbitrer est le comité de base ; un litige grave ou un recours est porté au niveau de l'arrondissement (section du Parti Démocratique de Guinée) ou plus haut encore au niveau du bureau de la Fédération du Parti correspondant à la région administrative. En attribuant la terre à celui qui la travaille et qui en a effectivement besoin, l'Etat espère produire d'abord une incitation générale au travail agricole, ensuite favoriser la fixation au sol de paysans sans terres qui ont émigré temporairement, enfin abolir les prétentions injustifiées, puisque l'attribution de terrains de culture ne crée pour les bénéficiaires aucun droit permanent pour l'avenir. Si un propriétaire foncier meurt sans avoir cédé son terrain, ou s'il l'abandonne, ou s'il ne s'en sert pas, ce terrain est transféré à l'Etat et administré par le représentant élu (remplaçant les anciens chefs coutumiers) de la région dans laquelle il est situé. L'élection par le peuple des présidents de comité, prétend garantir une meilleure répartition des terres et une administration saine, ce qui est vrai dans la mesure où le président est contrôlé par son comité. Si fréquemment le président de comité s'en réfère aux anciens pour connaître leur avis sur la répartition familiale et coutumière des terres, il arrive aussi que le système d'élection favorise, non pas le meilleur et le plus estimé, mais le militant candidat unique du Parti, qui use de son pouvoir politico-administratif, soit pour opérer des attributions préférentielles à lui ou à ses proches, soit pour servir d'écran opaque en cas de réclamation par voie hiérarchique.

En définitive, l'étatisation de la terre correspond à une

politisation des rapports sociaux impliqués par la gestion et l'utilisation du sol.

Dans le but de consolider sur une base socialiste l'économie paysanne, le législateur guinéen ne s'est pas contenté de déclarer le sol propriété de l'Etat, il a œuvré pour la mise en place d'institutions communales coopératives et l'exploitation d'un champ collectif au niveau du village qui soit le premier pas vers une collectivisation. Il s'agit bien là d'une double innovation, car d'une part, dans la société traditionnelle, le champ collectif céréaliier (forobamanding, différent du jomforo, champ individuel consacré à des cultures sèches ou maraichères) se situait seulement au niveau de la famille étendue, et d'autre part, il n'existait dans le dugu aucune mise en commun des facteurs de production : champ, matériel ou cheptel, et l'entraide pratiquée par les groupes d'âge d'abord au profit des anciens, réservait la jouissance individuelle ou familiale de l'usufruit du travail collectif sur la portion de terre allouée par la collectivité.

Il ne vaudrait la peine de s'étendre sur ces expériences que si elles n'avaient pas été un échec. Partout où avaient été mis en place des champs collectifs de 1961 à 1964, le gouvernement reconnaissait que, comparés aux champs familiaux, ils avaient été en général les plus mal entretenus et avaient obtenu les plus faibles rendements. En outre la superficie cultivée en champs collectifs était partout restée très limitée ; les meilleures terres étant accaparées par les cultures familiales, les champs collectifs n'avaient été cultivés que sur des terres de valeur moindre. Si les données pédologiques expliquent un faible rendement, elles ne rendent pas compte de l'échec de l'expérience, du manque d'entretien des champs et du peu d'enthousiasme des paysans à travailler pour la collectivité. En fait, sur l'expérience des champs collectifs pesait une grave hypothèse historique. Le champ collectif, c'était la corvée : le champ de mil à cultiver par le village pour nourrir les Sofa de Sanory, et puis le champ

réalisé au profit du chef de canton, et puis l'exploitation d'une zone rizicole pour répondre à l'effort de guerre.

Quant aux coopératives agricoles de production dont H. de Decker a dit les faiblesses dans Nation et Développement communautaire (1), elles se sont heurtées à des obstacles d'ordre géographique, écologique, économique, technique et humain sans modifier en quoi que ce soit le régime foncier. Elles ont échoué soit par mauvaise gestion (cas le plus fréquent), soit du fait que les responsables politiques et administratifs n'aient pas apporté l'aide promise, soit parce qu'elles ont été imposées par la contrainte et détournées de leur but initial. Sékou Touré reconnaissait que dans la région de Beyla par exemple, les coopératives avaient accru les contraintes puisque pour l'exploitation des champs collectifs, des responsables du Parti exerçaient une pression (obligation sous peine de suppression d'approvisionnement) sur les membres des comités, pour obtenir un classement de premier dans les concours d'investissements humains, dits volontaires. Dans plusieurs Congrès Nationaux de la Révolution, le chef de l'Etat reconnaissait aussi que les coopératives de production, devenues coopératives d'approvisionnement, d'exploitation du matériel des Centres de Modernisation Rurale, et de vente de la production agricole, profitaient surtout à ceux qui les dirigeaient, qui utilisaient pour leur propre compte les crédits, machines et semences mis à la disposition de la collectivité, ou qui détournaient pour leur avantage, à la faveur de l'absence de comptabilité et de compte-rendus aux conseils d'administration (composés en majorité d'illétrés), les profits obtenus par la vente des produits. On conçoit aisément, plus que la dis-cré-tion, l'absence de quelconques statistiques à ce sujet.

De cette situation foncière nouvelle créée par l'indépendance,

(1) H. DE DECKER - Nation et Développement communautaire en Guinée et au Sénégal, Mouton, 1968, p.171 et suiv.

que résulte-t-il du point de vue de l'inégalité qui nous préoccupe ?

Intentionnellement, vu l'état des forces de production et les mentalités, la législation confirme le libre exercice des droits fonciers coutumiers, en accordant une possibilité de supervision de cet exercice par l'instance politique, afin d'éviter les abus et pour qu'elle se réserve le privilège de trancher définitivement les litiges. Au vrai, quels abus sont évités ? Et quels autres sont nés ?

1) Déjà discréditée par la propagande du PDG-RDA entre 1952 et 1956, en raison de ses exactions et de ses appropriations illégitimes, la chefferie a été supprimée en 1957 sous la loi-cadre. Aussi, les tenures des anciens chefs et aristocrates sont-elles tombées en désuétude après l'indépendance. Il ne fait aucun doute non plus que la nécessité de l'enregistrement des ventes et mutations de terres a facilité le contrôle par l'Etat des richesses individuelles et la confiscation des biens meubles et immeubles estimés mal acquis, qui s'est produite avec une recrudescence dans les années 1965, 1967 et 1969, et qui mettait en cause surtout des fonctionnaires et des commerçants-trafiquants. Que les ex-captifs des runde soient désormais propriétaires des terres qui ne leur étaient concédées qu'à titre viager et en métayage, représente aussi un pas en avant ; mais cantonnés sur des exploitations restreintes, celles qu'ils cultivaient depuis trois ans (cf. décret), ils restent défavorisés et se voient fréquemment obligés au Fouta où ils constituent le tiers de la population, soit d'obtenir moyennant redevance des locations de terres par leurs anciens maîtres, soit de louer leur force de travail, ce qui n'efface les anciennes relations serviles qu'en maintenant une situation d'infériorité. Le phénomène apparaît particulièrement sensible dans les régions de Pita, Labé, Dalaba.

2) Le nouveau régime foncier, même s'il confirme la propriété privée en sanctionnant par un contrat écrit devant les autorités du Parti, les transferts de biens immeubles (terrains libres et immatriculés, propriétés bâties ou plantations pérennes) n'accroît pas par

lui-même les inégalités. Tout dépend des possibilités d'augmentation de la production tirée du sol et des possibilités d'accumulation de capital qu'il fournit au propriétaire. Or :

a) Les exploitations qui ont la plus forte productivité sont celles qui combinent le mieux les forces de travail disponibles : celles de la famille élargie surtout dans les cultures intensives (rizières, bananeraies, caféraies), celles de salariés agricoles sous contrôle d'un chef de travaux dans les plantations, celles rendues possibles par les droits de réquisition de main-d'oeuvre sous couvert d'investissement humain pour le soi-disant compte de la collectivité.

b) La concentration des terres cultivables tend à s'opérer dans les mains de ceux qui détiennent les moyens de production : gros propriétaires ou commerçants possesseurs de capitaux leur permettant de payer des salariés, acheter des machines agricoles ou un train de culture attelée, fonctionnaires sous un prête-nom ou fonctionnaires retraités qui ont facilement accès au crédit. La possession des terres ne constitue pas un problème puisque ceux qui disposent de moyens de production sont en mesure de mettre en valeur de vastes terrains et justifient ainsi, selon la loi, de leur droit à l'exploitation. La mise en valeur des plaines vierges de Koundara (Saréboïdo, Guéko, Bataba, Tabadé, Sinthian-Pathé...) dans le nord de la Guinée a pu réussir depuis 1967 grâce à cette catégorie d'exploitants, Peul : en grand nombre venant de Labé ou de Pita. En 1968, 58 tracteurs et 3 moissonneuses batteuses travaillaient sur ces 20 000 ha pour un rendement moyen de 9,6 qx à l'ha.

c) Enfin le nouveau système de contrôle des terres libres par les instances politiques du Parti a permis, d'une part des attributions préférentielles (moyennant des pots-de-vin ou des faveurs) de parcelles urbaines, objets par la suite d'énormes spéculations, d'autre part des attributions personnelles : champs de cultures maraichères des gouverneurs de Mamou ou de Forécaria dans les anciennes

plantations abandonnées, champs des écoles servant à nourrir les instituteurs et à accroître leur revenu par la vente des produits.

Pour nous résumer : l'Etat après l'indépendance devient le propriétaire éminent du sol ; néanmoins la possession individuelle de la terre est possible et réelle, mais seulement médiée par la communauté villageoise à travers ses représentants élus. Cette superposition de droits différents, ceux des villages et ceux de l'Etat, de même que leur application, ne vont pas sans évoquer le régime de la terre dans le mode de production asiatique défini par les marxistes. L'Etat est le gérant direct des terres déclarées vacantes, certaines spoliées par le colon, mais il n'exerce sa gérance que par l'intermédiaire de ses agents (substituts des administrateurs coloniaux et des chefs coutumiers) qui ont un pouvoir de fonction, lequel se transforme graduellement en pouvoir d'exploitation et de domination. Plus succinctement encore et pour généraliser, l'apparition de l'Etat indépendant n'a modifié fondamentalement ni les rapports de propriété, ni les rapports d'exploitation, elle a seulement opéré un transfert de masques de la classe d'âge des anciens à la classe d'âge des nouveaux initiés (à la politique) devenus plus aptes que leurs prédécesseurs à manipuler la terre, les dieux et les hommes.

C O N C L U S I O N

Demeuré pendant longtemps exclusivement oral, le droit africain a subi les adaptations des jurisprudences autochtones. Comme ce sont les rapports réels des hommes entre eux qui lui donnent sa signification et le déterminent, on comprend son manque d'autonomie par rapport aux autres institutions sociales, ce qui nous a conduit à l'appréhender en relation avec les types de rapports sociaux et les structures de la société et notamment les hiérarchies institutionnalisées. En le saisissant sous l'angle dynamique, on l'a vu soumis aux fluctuations de l'histoire. Le sens général des transformations des droits fonciers est apparu comme orienté vers une aliénabilité de plus en plus prononcée et une privatisation du sol à la faveur d'une désacralisation générale. Simultanément l'accroissement du contrôle, de l'Etat colonial, puis de l'Etat indépendant sur le régime des terres, aussi sensible au Sénégal qu'en Guinée (1), a entraîné une homogénéisation des droits tribaux, en même temps qu'un accaparement, sous couvert d'utilité publique, par les individus les plus proches du pouvoir. Le système foncier n'est pas d'emblée inégalitaire mais son inflexibilité par les puissants d'un régime politique pour servir leurs intérêts, dépend des possibilités qu'il leur concède de manipuler les droits, c'est-à-dire dépend des moyens d'appropriation qu'il confère ou tolère aux détenteurs du pouvoir qui tendent à devenir, malgré quelques avatars, comme ceux de la chefferie coloniale, les détenteurs constants de la propriété. Ceci nous suggère l'idée du passage progressif du système foncier d'un régime de gratification, à un régime de pouvoir et enfin à un régime de propriété. Dans le contexte traditionnel, le droit éminent dérive d'une

(1) Cf. Discours du président Senghor le 1er mai 1964, cité par L.V. THOMAS - Le socialisme et l'Afrique, Le livre africain, 1966, pp. 183-186.

gratification des dieux ; le droit de défrichement et le droit de culture proviennent d'une gratification des hommes. Peu à peu, dans les mentalités et à la faveur d'une politisation progressive des rapports sociaux, s'opère un glissement de la souveraineté à la propriété foncière. Dans la société traditionnelle, la souveraineté du premier clan établi confère à celui-ci des droits de disposition de la terre à son gré. Sous la colonisation, l'état métropolitain, souverain, s'attribue ou distribue aux colons des propriétés foncières; il laisse aussi les chefs s'approprier des terres. Après l'indépendance, l'Etat nouveau, souverain à son tour, déclare la terre propriété d'Etat. On conçoit ainsi comment peut s'établir, dans l'esprit des élites politiques notamment, la relation entre pouvoir politique et droit foncier.

Au total, les nouveaux décrets touchent fort peu à la propriété de droit écrit, par contre ils obligent à écrire les droits oraux en les restreignant aux jachères de moins de trois ans et aux mises en valeur à caractère permanent. Tout se passe donc comme si la loi favorisait les plantations pérennes et les cultures intensives en consacrant la propriété privée plus que la propriété collective, tandis qu'elle incorpore d'office au domaine national les terrains non occupés. L'Etat ne déclare pas la dépossession des maîtres traditionnels du sol, mais à chaque instant il peut l'effectuer sous le prétexte d'opérations d'utilité publique.

CHAPITRE XVII

LE CONTROLE DE LA PRODUCTION

ET DE SES INSTRUMENTS

Le capital humain et les conditions de vie de l'ouvrier agricole

Quelles que soient nos opinions sur la détermination de l'économique en dernière instance, nous ne saurions méconnaître que dans les rapports socio-économiques, l'élément stratégique qui permet de rendre compte de leur fonctionnement et du changement, est l'ensemble des conditions et formes sociales de l'appropriation et du contrôle des ressources et des moyens de production. L'homme lui-même appartient à cet ensemble et s'insère dans des contextes économiques variés comme force de travail. Il convient donc de juger de l'utilisation de la main-d'oeuvre dans les cadres économico-sociaux différents que sont ceux de la communauté villageoise traditionnelle et ceux de la plantation introduite sous la colonisation, pour savoir si existe une exploitation de classe et comment elle évolue.

Afin de réaliser les opérations productives du cycle agricole telles que le défrichage, le labour, le piquage du riz ou la récolte, sur des parcelles dont une partie est successivement exploitée chaque année, le groupe de parenté dispose d'abord des bras de ses membres. A la daba, chaque personne ne cultive guère qu'un hectare par an. Par la polygamie et le servage peuvent s'accroître les forces de travail comptabilisées par l'entité familiale. Mais le travail productif s'organise aussi autour de rapports familiaux, politiques ou religieux, à l'aide de services personnels rendus par des travailleurs additionnels aux membres du groupe de parenté. Le complément de forces productives auquel fait appel le représentant du groupe de parenté, se compose soit de parents qui ne partagent pas la même résidence, soit d'alliés matrimoniaux, soit de captifs ou descendants de captifs

dépendants de la famille, soit de clients qui règlent leurs dettes par des prestations de travail, soit de membres d'une classe d'âge.

Dans le Moréa, du temps de l'esclavage, il arrivait souvent que les chefs de famille se prêtassent leurs serviteurs pour activer le défrichage ou le labour des champs. Chacun fournissait un ou deux esclaves pour la constitution d'une équipe qui travaillait chez chaque chef de carré, à tour de rôle. Après la suppression de l'esclavage, ou bien avant dans les régions scussou dépourvues d'esclaves en nombre suffisant, des associations de jeunes (kilé et landji) remplissaient les mêmes fonctions moyennant nourriture et rémunération en nature. Pour le désherbage des champs, les jeunes filles se groupaient de la même manière en sumbundji (1). Dans les régions de Touba et de Kankan surtout, à l'instar de ce qui se passait au Sénégal, des familles maraboutiques faisaient travailler pour elles un certain nombre de talibé (fidèles) fixés sur les terres de la paroisse. Dans d'autres cas, des personnes étrangères au village louaient leurs services moyennant subsistance et une médiocre rémunération en nature, à un producteur qui n'avait pas assez d'enfants ou trop de terres.

De toutes manières, dans le système traditionnel de droits et obligations, ce sont les détenteurs d'un pouvoir politique, d'un prestige religieux ou social, c'est-à-dire les notables qui jouissent préférentiellement des prestations de travail de la main-d'oeuvre, qu'elle soit servie, qu'elle provienne d'une société d'entraide, ou qu'elle offre le tribut du croyant. Mais dans tous ces cas, le travail apparaît comme une activité à signification multiple. Il tend à devenir uniquement économique avec l'intrusion du système salarial.

(1) Cf. J. SUZZONI - Monographie de Kaback, 1948, dactylographié, Archives de l'INRDG. Pour le Fouta, consulter Saïkou BALDE, Les associations d'âge chez les Foulbé du Fouta Djallon, Bulletin IFAN, I, 1, janvier 1939.

Là où le capitalisme colonial a installé des plantations pour l'exportation, de nouvelles catégories sociales d'ouvriers agricoles salariés ont surgi, prenant leur place dans une économie commerciale : travailleurs migrants généralement saisonniers pour la culture arachidière notamment, travailleurs relativement stables employés dans les grandes plantations de cultures commerciales pour l'exportation en Basse Guinée. Ces deux catégories auxquelles il faut joindre celle du planteur, producteur individuel ou patron d'exploitation, constituent les trois nouveaux groupes sociaux issus de la colonisation en milieu rural.

Le système de navétanat ayant quasi disparu depuis 1965, en raison de la fermeture des frontières guinéo-sénégalaises et du refus des autorités guinéennes de délivrer des laissez-passer, le salariat agricole se limite pour l'instant au salariat de plantation ou d'entreprise rizicole, si l'on classe à part les cadres de l'économie rurale relevant plutôt du fonctionariat.

En 1967, la situation de la main-d'oeuvre salariée est estimée comme suit par le ministère de l'agriculture : 150 cadres supérieurs, 700 cadres moyens et techniques, 800 employés de bureau, 400 ouvriers qualifiés, 22 950 manoeuvres. Dix ans plus tôt, les Comptes économiques de l'A.O.F. faisaient état de 32 200 salariés agricoles du secteur privé.

Les quatre coopératives bananières européennes et assimilées : COBAG, SOPLEX, COPUNION et YOKO, comprennent en tout quelque 7 000 salariés. Dans les plantations guinéennes travaillent pour la plupart des salariés familiaux, difficiles à estimer numériquement, mais n'excédant certainement pas 5 000 selon un expert du BIT. Environ 9 000 salariés travaillent dans le secteur bananier et environ 3 000 dans le secteur ananas-agrumes.

Dans l'agriculture, la productivité dépend en grande partie de la stabilité de la main-d'oeuvre, et ce phénomène se constate particulièrement dans le secteur bananier. Or beaucoup d'ouvriers agri-

coles dans ce secteur témoignent d'une grande mobilité que l'on peut constater par le grand nombre d'anciens travailleurs agricoles engagés dans les travaux publics. Lorsque ceux-ci sont licenciés à la fin des travaux, très peu reviennent à l'agriculture.

La stagnation du secteur agricole dans la dernière décennie apparaît clairement dans la diminution sensible du personnel de tout niveau (un tiers des salariés a quitté ce secteur entre 1958 et 1967) et dans la baisse de la productivité. Cet état de choses s'explique par un ensemble complexe de facteurs au premier rang desquels il faut faire figurer l'absence d'une politique de prix agricoles, l'inorganisation des circuits commerciaux, les déficiences du système de crédit agricole et surtout la disparité des salaires entre l'agriculture et d'autres activités telles que les travaux publics. Dans ce dernier secteur, le manoeuvre qui débute est payé 42 FG de l'heure en 1967, alors qu'il n'obtiendrait que 28 FG dans l'agriculture pour moins d'un an de présence, 31 FG pour plus d'un an. Il lui faudrait être spécialiste de la 2ème catégorie, c'est-à-dire posséder des qualifications agricoles toutes particulières pour obtenir un prix horaire de 42 FG.

Les exemples d'une plantation de la Compagnie de Production d'Ananas (COPROA) à Maférénya et d'une plantation de la Compagnie Africaine de plantes à parfum (CAPP) à 20 kms de Labé que nous avons visité en 1967 illustreront les conditions de vie de la main-d'oeuvre dans l'agriculture d'exportation dirigée par des Européens.

La plantation COPROA de Maférénya fournit à elle seule le quart de la production totale d'ananas de la Guinée. Ces ananas sont vendus sur le marché européen soit en fruit entier, soit en tranches pour les fruits moyens, soit en jus pour les fruits ne correspondant pas aux normes de calibrage et de maturité. Sur 1 000 ha que compte la concession, 300 sont cultivés cette année-là par 130 ouvriers en moyenne, pour les 3/6 soussou (dont on estime le travail irrégulier), pour les 2/6 foula (au travail correct mais peu rapide) et pour 1/6

kissien (au travail très apprécié), Le volume de l'emploi subit des fluctuations saisonnières, de 100 ouvriers en hivernage à 150 pendant les cinq mois de coupe en pleine saison sèche. La moyenne d'ancienneté ne dépasse pas un an et demi, bien que certains soient depuis une dizaine d'années dans la plantation. Payés à l'heure, mais à la fin du mois, la plupart reçoivent, une fois déduit l'impôt cédulaire, et le riz attribué par la coopérative d'approvisionnement, un salaire mensuel variant entre 4 000 et 5 000 FG, alors que le moindre boy de Conakry situé à 60 kms gagne le double. Malgré ces bas salaires dont le barème est d'ailleurs fixé par arrêté gouvernemental, aucune difficulté n'existe entre la direction et les sept délégués du personnel soutenus par le syndicat, sauf quelques problèmes d'erreur de paye, ou de refus de travail. La nécessité d'adhérer à la coopérative pour pouvoir s'approvisionner rend négligeable un absentéisme qui, s'il se produisait fréquemment serait sanctionné par une réduction des attributions de produits alimentaires. Or ces attributions représentent une exigence vitale pour des ouvriers qui doivent nourrir leur famille d'environ 5 personnes logées par la COPROA dans des cases proches de la plantation, et qui ne disposent d'aucune autre source de revenu que leur salaire.

L'entreprise de la Compagnie des Plantes à Parfum de Labé, qui traite pour l'exportation l'essence d'oranges produit par la Guinée, diverses autres essences et concrètes (citron, bigaradier, bergamotte, jasmin, carocaroundé), distribue une masse annuelle de salaires de 2 500 000 FG. L'ensemble des ateliers du magasin de stockage des essences de fruits, des alambics pour obtenir la concrète de fleurs, et des habitations, représentent un capital de 250 millions de FG. Une trentaine de manoeuvres réguliers et des employés temporaires à la tâche, provenant des environs, travaillent sur ces 400 ha de cultures et plantations d'arbres fruitiers. A l'inverse des plantations de Basse côte, cette entreprise qui date de 1925 a un personnel stable dont les trois quarts nés entre 1910 et 1925 travaillent

à l'exploitation depuis une vingtaine d'années. Cette stabilité peut s'expliquer par le fait que les travailleurs, à plus de 500 kms de Conakry, subissent moins qu'en Basse côte l'influence attractive de la grande ville et de ses possibilités d'emploi. En outre, un système d'avancement par ancienneté, des avantages matériels (casse-croûte le midi, coopérative d'approvisionnement) et des salaires de l'ordre de 8 000 FG par mois (supérieurs à ceux de la COPROA), un climat psychologique d'entente entre patron, chef d'équipe et ouvriers, sensible à travers le fait que le chef d'équipe, nommé par le patron, a été élu par les ouvriers comme représentant syndical, procurent une sécurité qui réduit au minimum l'absentéisme et la mobilité professionnelle. Par contre, la fuite des jeunes des environs, soit vers les centres urbains, soit subrepticement vers le Sénégal, rend difficile la relève des employés de la CAPP. Cette entreprise jouit pourtant d'une notoriété dans la région qu'elle fait vivre en partie grâce à ces activités annexes qu'il importe de prendre en considération : collecte journalière des bouses de vache, cueillette saisonnière du jasmin, ramassage et stockage de l'essence d'orange.

Pendant les sept mois de la saison sèche, 200 femmes environ venant de 10 à 15 kms à la ronde, convergent quotidiennement vers la CAPP, transportant sur la tête des paniers de bouse sèche, de 3 à 5 kgs, qui leur sont payés environ 40 FG le kilo, et procurent ainsi à certaines un revenu quotidien de 200 FG par jour. Ce revenu, provenant de la vente d'un sous-produit du riche élevage foutanien, est évidemment la propriété de la femme qui l'utilise sans contrôle de son mari, pour sa parure ou pour l'achat, au petit marché qui se tient à la CAPP même, de la menue nourriture quotidienne de la famille.

Pour 600 à 700 femmes et enfants, les 100 jours de cueillette du jasmin (pendant les vacances scolaires) sur 80 ha de plantation, et les 15 jours de cueillette du carocaroundé, apparaissent comme des périodes fastes, puisque, en travaillant de 8 h à 15 h, à condition

d'un panier d'un kg de jasmin à l'heure (le kilo étant payé 87 FG) une cueilleuse se fait à peu près 530 FG par jour, tandis que les quatre "présidentes" qui surveillent et règlent la cueillette obtiennent une paye quotidienne de 700 à 800 FG. La fin de la récolte du jasmin correspond avec le début de la culture du fonio ; la fin de la culture du fonio avec le début de la récolte et du grattage des oranges.

La régression de la production d'essence d'orange, de 300 tonnes avant la guerre à 136 t. en 1960 et 56 t. en 1966 tient en partie à l'abaissement du pouvoir d'achat représenté par la production d'un kilo d'essence d'orange à chacune de ces époques, mais elle s'explique surtout par les conditions de travail : le grattage est un travail long (il faut gratter mille oranges pour obtenir un kilo d'essence) et salissant, à tel point que les jeunes en ignorent les méthodes et que beaucoup de producteurs d'oranges demandent un gratteur, lequel n'a droit qu'à sa nourriture et au tiers du produit (les deux tiers revenant au propriétaire). Une personne habituée au grattage peut produire près d'un kilo d'essence dans la journée, c'est-à-dire la valeur de 1 100 FG en 1968. Mais l'absence de marchandises de contrepartie dans les boutiques a, pour la production d'essence d'orange, le même effet que pour la production de café et de palmistes.

Au moment où l'effectif des ouvriers de plantation commençait à décroître corrélativement au marasme de l'économie agraire après l'indépendance, disparaissait en grande partie, sous l'effet de la politique isolationniste du gouvernement guinéen, une catégorie d'ouvriers agricoles saisonniers dont l'existence supposait la libre circulation à travers les frontières territoriales de l'A.O.F.

Bien que temporairement inexistant, on ne saurait passer sous silence ce phénomène capital dans l'histoire de la formation d'un prolétariat rural. Apparue la première sous la colonisation par l'effet des exigences du paiement de l'impôt, cette catégorie de transition entre les structures traditionnelles et modernes qui participait à temps partiel à l'économie familiale et qui vivait sous contrat salarial durant six à sept mois, notamment dans les zones arachidières du Sénégal, a pour ainsi dire préparé psychologiquement et sociologiquement le terrain à l'exode des ruraux vers les plantations bananières lors des années cinquante, et a contribué à prouver au rural les avantages d'un emploi salarié tant en ville qu'en campagne.

Dès 1880, des travailleurs quittent temporairement la Haute Guinée, comme le signale Galliéni, pour aller en Gambie et au Sénégal ; mais c'est surtout à partir de 1930 que les déplacements revêtent un caractère totalement économique, avec le recrutement des navétanes et de main-d'oeuvre organisé par l'administration et qui concerne plus du quart des effectifs de la population masculine valide. L'appel de main-d'oeuvre vers les régions côtières en plein essor agricole et industriel (plantations, infrastructure urbaine, portuaire, routière, ferroviaire) suscite ce grand courant de migration d'est en ouest qui subsiste encore actuellement (1). Partout l'exode rural s'est amplifié à partir du moment où la modernisation de l'outillage agricole et la mécanisation par culture attolée ont libéré les jeunes des labours à la daba. En accentuant le sous-emploi, le crédit à l'équipement et la modernisation rizicole ont favorisé la mobilité de la population, tout en contribuant à déséquilibrer profondément la vie rurale.

(1) E. LEYNAUD - Contribution à l'étude des structures sociales et de la modernisation rurale de la Haute Vallée du Niger, Doctorat 3^{ème} cycle, Sorbonne, 1961, II, p.16

Un autre déséquilibre important est venu de ce que, selon la démonstration rigoureuse et quantifiée de P. Faber, entre les années 1938 et 1950, le renchérissement de la dot a suivi une courbe parallèle à celle de la hausse des salaires et du coût de la vie en ville. Quiconque cherche à se marier doit accumuler un ensemble de richesses que lui procure le travail salarié de manière plus aisée, plus libre et plus rapide que le travail dans l'exploitation familiale. Ainsi le taux élevé des dots apparaît-il comme une des causes essentielles de l'exode rural. (1)

La plus importante des migrations annuelles a lieu jusqu'à l'indépendance pour la culture de l'arachide au Sénégal. Le mouvement prend de l'ampleur à partir de 1932, date à laquelle il est soigneusement organisé et réglementé par l'administration : transport gratuit des travailleurs jusqu'en 1956, contrôle militaire et vaccination antivarivole-amaryle obligatoire, centres d'hébergement installés à Tambacounda, Kaolack, Diourbel. Les travailleurs appelés navétanes sont répartis dans les centres producteurs d'arachides selon les besoins en main-d'oeuvre. Bien que les statistiques administratives ne concernent que les migrations contrôlées, on estime à environ 30 000, le nombre de ces navétanes qui partent du Fouta en mai-juin, travaillent comme ouvriers agricoles habituellement quatre jours par semaine et cultivent le reste du temps (dont deux jours néfastes) une parcelle prêtée par leur employeur qui leur fournit logement, nourriture et semence. A la récolte, ils remboursent les semences que leur employeur leur a avancées et gardent pour eux le reste de ce qu'ils ont cultivé sur leur parcelle. Ils reviennent en novembre ou décembre avec un pécule d'une moyenne de 5 000 F CFA en 1958, mais pouvant parfois atteindre 25 à 30 000 F CFA.

(1) P. FABER - Les donations nuptiales dans la société guinéenne, Thèse de Droit, Lyon, 1952, ronéoté.

A l'inverse des ouvriers des villes, ces travailleurs demeurent des membres de la société paysanne ; ils ne quittent pas le milieu rural et entretiennent d'étroites relations avec leur famille. Néanmoins leurs migrations font d'eux, dans beaucoup de cas, des agents de la modernité. L'ouverture de la campagne aux nouvelles techniques et méthodes agricoles apprises à l'étranger, la connaissance de nouvelles espèces cultivées, l'entrée d'argent en campagne permettant l'achat de machines et la satisfaction des besoins de produits manufacturés, l'usage des bicyclettes et biens d'équipement industriels (moustiquaires, lits en fer, transistors) rapportés de l'étranger, sont les résultats socio-économiques les plus directement manifestes du retour du navétane au pays. Simultanément, une perturbation sociologique des structures d'autorité se produit par la formation d'un groupe de jeunes mis temporairement en contact avec l'extérieur et auxquels un revenu individuel permet de songer à s'émanciper.

Certes, à partir de 1956, la diminution de rentabilité de la culture de l'arachide et la suppression de la gratuité du voyage par camion ont-elles pour conséquence de diminuer le flux des migrants. Le mouvement demeure néanmoins jusqu'à ce que le gouvernement indépendant de Guinée décide en 1959 de l'enrayer pour utiliser sa main-d'oeuvre à l'accumulation nationale, et pour éviter en 1960 les trafics entre deux zones monétaires désormais différentes. Au début, à la fermeture des frontières le navétane répond en se remettant à travailler, non sans dépit, au champ familial, puis le marasme économique guinéen aidant, beaucoup traversent furtivement les frontières et reviennent en fin de saison par les mêmes voies jusqu'en 1963. A partir de 1964, beaucoup se fixent dans leur pays d'accueil, en l'attente d'un changement de régime économique et/ou politique qui leur permette de réintégrer leur région d'origine.

Le capital monétaire

L'étude des revenus comme indices de différenciation doit certes être menée conjointement à une étude différentielle des types d'activité agricole, mais surtout il doit être traduit en terme de pouvoir d'achat. Or aucune étude de budget familial n'a été faite, ni n'a été possible depuis l'indépendance, aussi faut-il se contenter d'éléments indicatifs du niveau de vie moyen du paysan. L'évolution de ce niveau de vie depuis une trentaine d'années peut nous fournir d'intéressants éléments de réflexion pour une étude de la stratification sociale dans une perspective dynamique.

La chute du niveau de vie pendant la seconde guerre mondiale ne manque pas d'analogie avec la situation de la Guinée de 1964 à 1970. Selon l'exposé du directeur de la BAO de Conakry en novembre 1944 (1), la misère des masses durant la période de guerre est marquée par le rapport d'évolution inverse du prix des produits locaux et de celui des marchandises importées. "Le rapport des prix entre les produits et les marchandises, qui n'a pas varié chez nos voisins, est passé chez nous de 1 à 10, c'est-à-dire qu'il faut 25 kgs de palmistes pour un mètre de percale, alors qu'en 1938, deux kilogrammes et demi suffisaient. Ce rapport est applicable à tous les produits achetés par l'Etat, c'est-à-dire la majorité des matières exportables".

Les salaires demeurent bloqués alors que les prix des articles importés augmentent constamment. Par exemple, une bicyclette partie de Dakar et revenant à 800 frs coûte 4 200 frs à Conakry. "La Guinée, privée depuis six ans, de l'apport annuel de 4000 tonnes de riz d'Indochine doit envoyer le riz qu'elle produit au Sénégal et se contraindre à une disette voisine de la famine, alors que le Sénégal ne lui envoie rien... La masse indigène extrêmement pauvre est loin d'être satisfaite de son sort".

(1) Rapport politique de 1944 - Exposé du directeur de l'agence BAO de Conakry en novembre 1944.

Si du point de vue des prix, la situation du paysan présente quelque analogie avec celle de la guerre, elle en diffère néanmoins considérablement du point de vue psychologique, puisque n'existent désormais ni les travaux forcés sur les routes ou les chantiers de coupe de bois dans des conditions insalubres de campement et de nourriture, ni les livraisons obligatoires de produits, ni les rapines auxquelles se livraient beaucoup de chefs de canton.

Une dizaine d'années plus tard comment la situation se présentait-elle ? En valeur moyenne, les ressources annuelles d'origine agricole des Guinéens, évaluées en francs CFA par personne, s'élevaient à 11 820 F en 1956, selon les Comptes Economiques de l'A.O.F. Le revenu moyen du Guinéen, à peu près équivalent à celui du Togolais ou du Dahoméen pour l'A.O.F., n'était dépassé que par celui de l'Ivoirien : 24 570 F CFA, du Sénégalais : 18 300, et du Camerounais 12 980. Mais les ressources monétaires : 4 170 F CFA n'excédaient guère le tiers des ressources totales comprenant aussi celles de l'autoconsommation, tandis que pour le paysan sénégalais, elles équivalaient aux deux tiers des ressources totales (1).

Ce revenu moyen de l'ordre de 12 000 F CFA par personne et par an apparaît extrêmement faible si l'on remarque que le franc CFA représente sur les marchés locaux un pouvoir d'achat qui, en fait, ne dépasse pas, pour les marchandises importées, celui du franc métro, et si on le confronte surtout au revenu moyen du planteur africain. En 1956, la valeur de la production bananière purement africaine représentait 290 millions de francs CFA (prix au producteur) c'est-à-dire plus de 200 000 F CFA par planteur. Certes les frais d'engrais, d'insecticides et, le cas échéant, de main-d'oeuvre extra-familiale, doivent être pris en compte, mais il ne semble pas exagéré de dire que

(1) D'après R. BARBE, Les classes sociales en Afrique noire, n° spécial d'Economie et Politique 1964, p. 21

le planteur guinéen de bananes dispose d'un revenu monétaire cinq à six fois supérieur à celui du paysan moyen, si l'on considère que la plupart du temps, il a un champ qui l'alimente en produits vivriers et des revenus annexes dans sa famille.

Depuis l'indépendance, les indications de revenu semblent fort approximatives. Sékou Touré parle au CNR du 16 avril 1964 d'un revenu annuel du paysan de 60 000 FG (1). Mais on ignore quelles sont les bases de son calcul. Ismaël Touré, ministre du Développement Economique lors d'un séminaire des cadres à l'Ecole du Parti en mars 1966, oppose au secteur d'économie de marché, le secteur d'autoconsommation. Celui-ci groupe la masse paysanne. Il est lié au précédent par un mince cordon ombilical ("revenu monétaire moyen de l'ordre de 5 000 FG") et "constitue un goulot d'étranglement pour la propagation des flux monétaires, des flux de biens et services et des flux d'information techniques et économiques" (2). Les informations difficilement recueillies par nous-même auprès d'agriculteurs très circonspects, sans garantie de représentativité de l'échantillon, ni d'exhaustivité de la comptabilité, indiquent à 20 kms de Labé, des revenus par tête de 17 700, 23 000, et 25 000 FG ; près de Ditinn de 60 000 et 45 000 FG dans des familles d'éleveurs. A. A. Fofana près de Ditinn fait un million de FG de recettes annuelles avec son troupeau de plus de 100 têtes et ses cultures.

Un indice intéressant de l'amélioration du revenu consiste par exemple à comparer l'impôt et le prix du poulet. A Labé, par exemple, en août 1953, la taxe était de 780 F. CFA et le prix du poulet de 15 F par unité ; en août 1964, la taxe s'élevait à 1 400 FG, mais le poulet était vendu 400 FG. En d'autres termes, pour payer l'impôt, le paysan devait vendre 52 poulets en 1953, à peine 4 en 1964.

(1) S. TOURE - Plan septennal, 1964-1971, Conakry, s.d., p. 48

(2) I. TOURE - Stratégie du développement économique et social de la République de Guinée, Revue RDA, n° 5, mai 1966.

C'est dire en même temps combien le coût de la vie avait augmenté pour le consommateur urbain... et non seulement pour les produits locaux.

Au lendemain de l'indépendance, le riz importé des pays socialistes ne coûtait que 30 F CFA le kg en 1959, contre 50 à 70 F CFA dans les pays voisins. Le poulet était vendu 200 F CFA. A la fin de 1964, le prix des produits de première nécessité avait augmenté de 250 % à Conakry. Le kilo de riz valait de 75 FG (riz d'importation) à 105 FG (riz blanc local). "Les populations, aujourd'hui, après avoir vendu quelques kilos de fonio ou de pommes de terre, ou de graines de néré ou quelques poulets à des prix d'or en tirent suffisamment d'argent pour vivre tranquillement toute l'année, puisque leur ambition n'est pas de se construire une maison en dur, encore moins de se doter d'électricité et d'eau courante, d'acheter un lit pour chaque membre de son foyer ou de vêtir correctement les enfants" (1). Ironie du chef de l'Etat ! Où pourrait-on trouver en dehors des villes la possibilité de s'électrifier et de s'approvisionner au service d'eau ? Quels magasins offrent du ciment, des tôles ou bien des matelas autres que ceux que le paysan fabrique avec sa paille de riz, lorsque l'expert étranger comme le fonctionnaire guinéen se voient contraints de faire plusieurs visites au directeur lui-même de l'entreprise ENIMOB pour obtenir lit, sommier et matelas, et au directeur de SONATEX pour obtenir des draps ?

Insensible au niveau de la majorité de la population paysanne, l'élévation du pouvoir d'achat n'a guère touché que les trafiquants, les fonctionnaires et les employés du tertiaire. En 1959, selon les évaluations de C. Bettelheim, les 90 % de la population active guinéenne qui représentent la masse paysanne ne fournissait que 56 % du revenu national global contre 44 % aux 10 % de la population engagés dans les autres secteurs. Ceci signifie que la productivité de l'agri-

(1) S. TOURE - Plan septennal, op. cit., p. 251

culture était sept fois plus faible que celle des autres secteurs. En 1964, le produit intérieur brut par tête d'habitant, d'après les Comptes de la nation, était de 41 000 FG. Il n'était que d'environ 6 000 FG dans le secteur agricole. (1)

Mais à lui seul, le revenu monétaire ne suffit pas à déterminer une classe socio-économique, il faut le concevoir dans un processus tendanciel d'enrichissement ou d'appauvrissement. Et c'est à ce propos que les mécanismes de l'endettement et de l'échange inégal rendent assez bien compte de la situation de dépendance dans laquelle se trouve le paysan moyen par rapport au planteur aisé, au commerçant ou au fonctionnaire, détenteurs de capitaux.

Après avoir vendu ses produits, café, palmistes, riz arachides à des dioulas, à des prix souvent inférieurs à ceux fixés par le ministère (75 FG par exemple pour le kilo de café à Guékédou en 1967 au lieu de 95 FG fixé par arrêté), le petit cultivateur achète à ces mêmes commerçants ou sur les marchés urbains, les biens manufacturés et les produits disponibles, à des prix deux ou trois supérieurs parfois à ceux de Conakry ; transport et rareté s'ajoutant pour modifier la valeur initiale de ces biens de consommation. En période de soudure, le paysan kissien ou baga se voit contraint de racheter trois fois plus cher le riz paddy qu'il a vendu 40 FG (1967) le kilo au traitant, cinq mois plus tôt.

L'administration d'une petite plantation met très souvent le planteur de café ou de bananes en difficulté pour équilibrer son budget. Constantement endetté, il vit sur la traite à venir, engageant son produit bien avant la récolte. L'agriculteur apprend ainsi ce qu'est le crédit dans la mesure où il perçoit fréquemment en avance, de la part des intermédiaires, commerçants ou riches agriculteurs, des sommes destinées à l'achat anticipé de ses récoltes. Il l'apprend à son avantage immédiat puisqu'on le paye avant l'époque de la traite, mais

(1) Source : Direction de la Statistique et du Plan de la RDG.

toujours à son désavantage final puisqu'il se met en dépendance de cet intermédiaire et en constante situation d'hypothéqué qui rembourse en café ou en riz sur la base des cours les plus bas de la campagne précédente.

Les prêts à intérêt consentis autrefois au paysan par des commerçants étrangers tendent actuellement à se développer entre chefs de famille autochtones. En Haute ~~et. Bas~~ Guinée, lorsqu'il s'agit de sommes importantes, la durée du prêt peut aller jusqu'à cinq ans. En raison du taux d'intérêt de 20 à 30 %, le prêteur récupère au bout de quatre ou cinq ans le double de son capital initial. En région forestière, il arrive que le planteur de café guerczé mette en gage sa plantation ou que le cultivateur kissien hypothèque son riz en herbe pour obtenir un prêt du Malinké. Insolvable, le débiteur se voit bientôt obligé, soit d'abandonner sa plantation à son créancier, soit de lui céder sa case ou son carré au milieu du village, là où le Malinké (après reconstruction ou aménagement) tiendra boutique, tandis que le forestier devra construire à la périphérie du village. Par ce moyen, le dioula parvient à s'établir là où nul ne souhaitait son implantation. Il peut aussi faire venir de la main-d'oeuvre familiale pour exploiter la plantation nouvellement acquise.

Parmi les petits agriculteurs du Fouta, en raison des nombreux liens de parenté existant entre familles, des interdits islamiques, de la possibilité de vendre des têtes de bétail (qui constituent une réserve d'argent) et de l'effritement du commerce, le prêt à intérêt se pratique beaucoup moins qu'ailleurs. L'endettement implique cependant un rapport de clientèle et l'obligation, tout le temps qu'il dure, de rendre des services au créancier. Le plus important des endettements a lieu surtout lors de circonstances exceptionnelles sous la pression des exigences sociales de dépenses somptuaires.

Parmi les planteurs, les commerçants et les riziculteurs aisés,

les disponibilités monétaires sont aussitôt réinvesties dans l'agrandissement de leur exploitation, dans l'amélioration de leur standing, dans la mécanisation de leurs cultures (charrues, tracteurs, décatiqueuses, loués moyennant un prélèvement des produits traités comme paiement des services), dans l'achat d'un camion (qui procure des bénéfices de transporteur et facilite la vente des produits du cru dans les pays avoisinants), dans des prêts à des maraîchers aux cultures de rapport certain, ou dans l'usure en tirant profit des discontinuités de l'activité économique. C'est seulement dans ces cas de réinvestissement de l'épargne que les riches lient à eux les pauvres, en rapport d'infériorité économique, de dépendance et d'exploitation, puisque le pauvre doit utiliser les machines agricoles du paysan aisé, payer au riche le transport de ses propres produits, ou lui réclamer des avances monétaires. La place de chaque catégorie d'agriculteurs dans une hiérarchie socio-économique est donc déterminée par sa position vis-à-vis des moyens de production et notamment de l'argent qui conditionne la dimension des surfaces cultivées, le niveau de mécanisation, le paiement des manœuvres et la possibilité de tirer des bénéfices par l'usure.

Le capital technique

Le rapport entre les hommes et les superficies qu'ils exploitaient traditionnellement se trouve désormais modifié par l'intervention du capital technique, la présence d'outillage augmentant les surfaces cultivées. Ainsi, la capacité moyenne de travail d'un attelage de labour, de 4 à 6 ha, est-elle de trois à quatre fois supérieure à celle d'un homme travaillant à la daba. C'est d'ailleurs peut-être moins l'aménagement des zones rizicoles que l'introduction de la culture attelée à la charrue et la modernisation de l'outillage qui ont

révolutionné radicalement les structures agraires et l'économie des exploitations, bien qu'une corrélation étroite existe entre la riziculture, la taille des exploitations et la diffusion de la charrue. En Haute Guinée, par exemple, la superficie cultivée en riz est directement proportionnelle à la densité des charrues.

Les acquisitions d'une charrue, d'une charrette et de boeufs de labour, (grâce naguère aux avances des Sociétés de Prévoyance) ont eu pour conséquence heureuse de pallier les insuffisances de main-d'oeuvre au moment où les jeunes des grandes familles venaient de quitter en masse la terre pour les placers aurifères et diamantifères, ou pour la culture de l'arachide comme navétane au Sénégal. Le manque de main-d'oeuvre appelait une rapide mécanisation.

Cette révolution silencieuse qui a fait passer la société africaine à l'âge de la roue (1) s'est répercutée sur l'ensemble de la vie sociale en renforçant les inégalités. Ce sont en effet les chefs de famille, riches propriétaires des plus grosses exploitations familiales qui acquièrent les premières charrues dans les régions de Pita, Kouroussa et Siguiri, étendent leurs surfaces cultivées et libèrent une partie de la main-d'oeuvre qui peut se consacrer à d'autres cultures rémunératrices. Les petites exploitations de moins de 3 ha n'ont pas de charrue, tandis que toutes les grandes sont mécanisées. En réalité, celui qui aurait le plus besoin de s'équiper pour vivre et produire suffisamment, manque d'argent, de matériel ou de main-d'oeuvre familiale, et ne profite pas de la politique gouvernementale de crédit, favorable seulement aux nieux pourvus. Allant à l'encontre de la socialisation prévue, cette politique tend ainsi à augmenter les inégalités.

Charrues et tracteurs, charrettes et plateformes, concentrés surtout dans les zones rizicoles qui ont le plus profité des crédits

(1) De 1961 à 1967, 15 000 charrues ont été importées en Guinée, beaucoup demeuraient invendues en 1968.

(dont seulement 20 % ont été remboursés sous le plan triennal), ont permis à certains exploitants de se transformer en entrepreneurs de travaux agricoles assurant des labours à façon. On peut se demander si une politique plus rationnelle de crédit agricole n'aurait pas pu éviter, dans une certaine mesure, l'accaparement du matériel par les paysans les plus riches, et les déséquilibres régionaux entre zone de gros villages groupés ayant des sociétés de culture à très gros effectifs comme en Haute Guinée, et zone d'habitat dispersé comme au Fouta Djallon, ou d'habitat concentré en petits villages au milieu de la forêt.

Par ces modalités d'utilisation du matériel moderne, un nouveau facteur de différenciation sociale est introduit. Outre l'extension de la dimension des parcelles, la culture attelée produit une modification de la configuration de l'espace cultivé par introduction de la notion de limite, de contour, et par quadrillage géométrique des casiers très visibles dans les labours tournants. Elle incite aussi des éleveurs fortunés et innovateurs à transformer leur méthode d'élevage pour dresser des boeufs de labour.

Dès 1954, en Haute Guinée, on avait essayé à Molodo et à Baguineda de sauter avec la motoculture l'étape de la culture attelée. Il est vrai que les plaines de Haute Guinée se prêtent assez bien à cette culture au tracteur qui exige, pour être rentable, des surfaces d'un seul tenant d'au moins 110 ha de plaines. En 1958, on comptait seulement 155 tracteurs, de marque Renault et Ferguson pour la moitié, dans toute la Guinée (1). En 1960 : 195 de 24 marques différentes. Un millier de tracteurs ont été importés (1) de 1961 à 1967, surtout de Roumanie et de Yougoslavie, et notamment en 1966 : 305 et 1967 : 400. La plupart sont utilisés dans les plantations et les zones

(1) Marchés coloniaux n° 669 du 6 septembre 1958, p. 2196

(2) Source : Ministère de l'Agriculture.

rizicoles. En 1966, avec ses 300 tracteurs en état de marche sur les 426 qu'elle possède, la Haute Guinée laboure 22 000 ha de rizières, contre 9 400 par attelage et 13 600 à la daba.

Un tel succès, dû surtout aux longs délais de paiement consentis par la Société nationale AGRIMA dans l'achat de tracteurs, dont 60 % doivent être payés au comptant, peut cependant être compromis à plus ou moins longue échéance en raison du manque de pièces détachées, des difficultés d'entretien et d'approvisionnement en carburant et lubrifiant. Hors de quelques grandes régions de plaines comme celles de la Haute Guinée, de Gaoual-Koundara, des Timbi..., la motorisation se heurte à de nombreux handicaps, tels la dispersion des rizières, l'ignorance de la nature du sol, l'absence de préparation du terrain par déssouchage, la sous-estimation du prix de revient rendant impossible le remplacement du matériel, le manque de coordination de l'action des responsables administratifs du développement rural. Le principal goulot d'étranglement est constitué par la récolte. Rares sont les moissonneuses en service en 1967 (200 environ pour toute la Guinée). Cette carence et la nature des sols, exigent souvent une récolte à la faucille, impossible sans une énorme main-d'oeuvre disponible au moment opportun.

Théoriquement, depuis l'indépendance, le petit exploitant, s'il adhère à une coopérative, peut se procurer les services d'un tracteur, mais d'une part, il n'a pas les disponibilités financières suffisantes pour payer les labours, pas plus qu'il ne les a pour s'équiper. Aussi loue-t-il seulement à des paysans mieux favorisés que lui, les services d'une charrue (pour 3 000 FG l'hectare à Kankan en 1964). Celui donc qui possède un début d'équipement peut parvenir, par le processus cumulatif de location de son matériel, à se mieux équiper. L'obtention de ces machines agricoles se produit encore de la même façon qu'autrefois, c'est-à-dire qu'il exige d'abord le contact au moins administratif avec le fonctionnaire des services agri-

coles, qui, lors des arrivages de machines importées, opère des distributions prioritaires à ceux de qui il peut obtenir des services ou une commission en retour. Ainsi, l'accumulation du capital technique a-t-elle les mêmes retentissements sur les inégalités que ceux que nous avons reconnu à propos des capitaux fonciers et monétaires.

Le capital bovin

L'élevage occupe une place de choix en Guinée que manifeste l'importance numérique du cheptel (octobre 1965) :

Espèces	Effectifs recensés	Effectifs estimés
Bovins	1 287 993	1 500 000
Ovins	265 836	300 000
Caprins	280 002	350 000
Porcins		10 000

Soit presque une vache pour deux habitants.

Le cheptel bovin est irrégulièrement réparti entre les quatre régions naturelles de la Guinée.

Moyenne Guinée 51 %

Haute Guinée 23 %

Basse Guinée 17 %

Guinée forestière 9 %

Le bétail, moyen d'accumulation particulier au milieu peut ne saurait être, sauf en Haute Guinée qui utilise largement la traction animale pour l'agriculture, considéré comme un moyen de production essentiel. Il est d'abord facteur de prestige social, capital thésaurisé marginal par rapport au processus de production, épargne qui

n'entre pas dans le circuit commercial et qui n'intervient que de temps en temps dans l'autoconsommation. Tout au moins a-t-il valeur d'échange et de contre-don dans le cadre traditionnel, puisque dans toute dot est compris le cadeau d'une génisse à la fiancée chez les Peul du Labé, de 6 à 10 boeufs chez les Peul du Wassoulou.

Que la possession du bétail soit un indice de richesse, explique qu'à peine un dixième du cheptel bovin entre annuellement dans les circuits de consommation et d'échanges ; transactions pour la dot, consommation lors des mariages et des fêtes familiales et villageoises (naissance d'un septième garçon, quarantième jour d'un deuil chez les Malinké, consécration religieuse d'un Tierno chez les Peul ...), abattage en vue de la consommation au début de l'hivernage pour nourrir les cultivateurs venus travailler au champ d'un notable, et à la fin des grands travaux de défrichage et d'ensemencement en Haute Guinée.

Dans cette dernière région, une caractéristique du système de production est l'existence d'un troupeau bovin évalué à 380 000 têtes, propriété des paysans malinké, mais exploité et gardé par des pasteurs peul venus des régions voisines. La relation entre accumulation du bétail et richesse agricole apparaît nettement dans le fait que les zones rizicoles ont une densité bovine plus grande que les zones sèches. Faut-il justifier le phénomène par la qualité des pâturages ou par le fait que les grandes familles aisées de ces régions ont la possibilité de capitaliser, donc d'acheter du bétail et de le faire gérer en commun. Les deux explications doivent se conjointre. Toutefois, on doit noter que dans certains villages, des propriétaires de troupeaux n'appartenant pas toujours aux vieilles familles de la région vivent pratiquement du commerce de bétail.

La garde des troupeaux par les bergers peul en pays malinké est une occupation assez rémunératrice pour le travail exigé puisqu'il donne l'occasion à certains jeunes Peul d'économiser suffisamment d'argent pour se consacrer après quelques années au commerce ambulant.

Si certains ne passent qu'une saison au Manding, d'autres y restent plusieurs années, conservant constamment en saison sèche comme en hivernage le troupeau sous leur surveillance. L'employeur a pour devoir de nourrir son berger et de le vêtir. Le jeudi et le dimanche matin, ce vacher dispose à son gré de tout le lait du troupeau. Pour trois mois de surveillance effective on lui donne une brebis, ou bien, au bout d'un an de service, une génisse ou sa contrepartie en argent. Dans les arrondissements de Kondianakoro, Dialakoro, Doko, où l'on compte un berger pour 100 bêtes, il est fréquent de voir trois ou quatre familles peul par village de 400 à 500 habitants. Ceux qui s'installent avec leur famille donnent souvent l'hospitalité à un nouveau berger peul saisonnier ou temporaire venu de leur village d'origine, qui rapporte de l'argent à sa famille à son retour au Fouta. Ces bergers forment dans la Haute Vallée du Niger une catégorie socio-professionnelle bien précise et se distinguent de la population malinké plus encore que les Foula Bourouré des Peul musulmans au Fouta Djalon.

Dans cette dernière région, malgré les exhortations à la commercialisation du bétail, beaucoup d'éleveurs préfèrent encore vivre dans un état matériel arriéré en satisfaisant des besoins très réduits plutôt que de sacrifier leurs bêtes contre de l'argent. Cependant jaloux des Soussou et des forestiers auxquels le gouvernement accordaient des subventions pour le développement de la banane, du palmiste et du café, les Foula ont réclamé en 1965 une revalorisation du prix du bétail et une aide à l'élevage qui ne leur a été accordée que dans la mesure de la participation du cheptel à la constitution du revenu national.

Or jusqu'à présent, l'approvisionnement en viande demeure difficile dans ce pays riche en bétail. Commencée sous la colonisation, la commercialisation du bétail donne surtout des possibilités d'acquisition d'importants revenus à ceux qui passent leur troupeau

en Sierra Leone par les vallées du Bonna où par l'Ouré Kaba, et en tirent soit un prix en devises double de celui du marché guinéen, soit de la marchandise introuvable en Guinée, revendue avec des super-bénéfices. La contrebande se poursuit qui permet actuellement de faire évader des capitaux bloqués. Mais en 1963, l'Office national OBETAIL a été créé afin d'approvisionner les boucheries urbaines et de commercialiser la viande sur pied. La vente obligatoire à l'Office gouvernemental d'un dixième du troupeau tous les ans, n'est pas sans fausser considérablement les recensements. A Dinguiraye par exemple, 29 779 têtes étaient recensées en 1967 ; or, au moment de l'alerte à la peste bovine dans la saison sèche de fin 1967-début 1968, les vétérinaires utilisèrent plus de 70 000 vaccins dans cette région. Les prélèvements de troupeau ressemblent fort de l'avis des éleveurs, à ceux qu'effectuaient autrefois les chefs de canton, bien que l'animal soit payé. Mais tandis qu'un boeuf est vendu à OBETAIL entre 15 000 et 20 000 FG, des bouchers particuliers échappant à tout contrôle l'achètent de 30 000 à 50 000 FG. On comprend ainsi que lors du recensement de 1965, dans les 22 régions sur 30 qui aient fourni des statistiques, le chiffre total des abattages ait été de 57 746 têtes, et le total des cuirs amassés de 97 067, la différence étant imputable aux abattages non contrôlés.

Qui donc peut le plus aisément tromper les services de l'élevage sur l'importance de son cheptel et vendre ses nombreux boeufs non recensés à des tarifs supérieurs de 50 à 100 % à ceux pratiqués par l'Office national ? De toute évidence, les détenteurs de grands troupeaux qui transhument du Binani vers Boké ou le Badiar, qui descendent de Madina-Wora ou de Yambéring dans les aîndé (vallées) de la Kaouma-Koumba ou de la Tiri, du plateau de Popodara dans la vallée de la Sala, des Timbi vers la Fettoré, tandis que le petit éleveur sédentaire, connu de la population, ne peut guère faire échapper qu'une ou deux génisses au recensement.

Couche hétérogène, celle des éleveurs comprend aussi bien de grands que de petits propriétaires de bétail au Fouta et au Wassoulou, aussi bien des pasteurs nomadisant sur les Bowé ou dans l'Ouré Kaba avec les troupeaux de leurs maîtres que des paysans éleveurs sédentarisés sur les plateaux du Labé ou les collines de Mamou. Mais dans les conditions de l'économie guinéenne actuelle, le contrôle lâche du cheptel, les ventes en contrebande, les accointances entre gros éleveurs et bouchers, sont autant de facteurs qui aident au développement des inégalités entre petits éleveurs traditionnalistes et éleveurs dynamiques, astucieux dans la commercialisation du bétail.

C H A P I T R E X V I I I

ZONES DE CLIVAGE ET NIVEAU DE CONSCIENCE DES AGRICULTEURS

Indices de stratification

Le développement des inégalités ne correspond pas nécessairement au développement d'une structure de classes, mais seulement à l'établissement de nouvelles formes de stratification. En milieu rural, les stratifications dépendent en priorité du système économique et en particulier des types d'entreprises agricoles en tant qu'unités économiques de base, nous précise le sociologue américain Stinchcombe (1), qui étudie en fait les rapports entre strates sociales : 1) selon leur degré de différenciation sociale, 2) selon la distribution de la connaissance technique agricole (de ce point de vue, le manoeuvre de plantation ignore l'organisation de la production de son entreprise), 3) selon le degré de communication, d'organisation et d'activité politique de chaque classe, 4) selon le niveau de vie : les différences sont plus marquées entre paysans pauvres et planteurs du sud qu'entre farmers riches et pauvres du nord-est des Etats-Unis. En somme, pour cet auteur, comme pour le courant sociologique américain, les stratifications se repèrent selon la participation différentielle des groupes aux privilèges institutionnalisés, au savoir technique, au pouvoir politique et à la richesse.

Notre étude ne s'est pas organisée directement selon ce schéma, mais s'est orientée, selon l'inspiration marxiste vers une analyse des formes de production qui se définissent par l'addition des unités de production (individus, concession, lignage, village, coopérative) aux moyens de production comprenant les objets et les instru-

(1) A. STINCHOMBE - Agricultural enterprise and rural class relations, American Journal of Sociology, sept. 1961

ments de travail. De la sorte, le rôle de certains groupes dans le procès de travail, de même que leur position face aux moyens de production : terre, argent, instruments techniques, main-d'oeuvre, bétail, a pu être précisé en même temps que les rapports dynamiques qui s'établissent entre ces groupes.

Dans la société paysanne européenne, les différents groupements sociaux s'ordonnent d'abord par rapport à la terre et les critères utilisés par l'agriculteur lui-même pour la distinction des statuts sont : la possession ou la non possession de la terre, l'extension de l'exploitation agricole, les relations de l'agriculteur (fermier, métayer, salarié) avec le propriétaire de la terre. Selon les lieux varie l'importance relative de l'un ou l'autre critère.

En Guinée, l'absence de grande propriété et d'aristocratie foncière a permis à la puissance coloniale de s'emparer plus facilement de la terre et d'y développer la plantation de type capitaliste qui, dans les zones où elle s'est implantée, a accéléré la décomposition de la communauté lignagère et de la propriété familiale de la terre. Mais seuls les étrangers (français, libano-syriens) disposant de capitaux, les chefs coutumiers pourvus de main-d'oeuvre gratuite, et quelques agriculteurs autochtones, entrepreneurs et travaillant sur de bonnes terres, ont été capables de constituer de grandes plantations ou de grandes entreprises rizicoles. Après la seconde guerre mondiale, de jeunes audacieux, anciens militaires ou fonctionnaires, profitant du relâchement des structures traditionnelles et bénéficiant d'une meilleure compréhension des mécanismes de marché ont incité à une régénération des techniques d'exploitation par une partielle mécanisation et l'emploi temporaire de main-d'oeuvre rémunérée dans les plantations moyennes de bananes ou de café. A la suite de l'indépendance, la réforme assez fictive du statut des terres n'a pas empêché la concentration des surfaces cultivées dans les mains des détenteurs d'exploitation déjà florissante, ayant préférentiellement accès au

crédit. Là où domine pour des raisons géographiques le microfundium comme au Fouta ou en forêt, le paysan pauvre a vu se reconduire sa situation d'infériorité à l'intérieur d'une structure économique de plus en plus dominée par les mécanismes du marché, ce qui en a motivé beaucoup à l'exode.

De par cet exode, résultat partiel de la dynamique des tenures foncières, a tendu à se constituer surtout dans les foyers économiques de modernisme (Basse côte, Sénégal) qui représentent un attrait considérable pour la main-d'oeuvre libre, une stratification fondée sur la disposition du capital humain, qui corrèle en grande partie avec celle fondée sur le capital foncier. Ainsi distingue-t-on, à côté des anciens fonctionnaires, para-fonctionnaires ou commerçants périodiquement absentéistes qui emploient des manoeuvres, à côté des planteurs ou agriculteurs qui travaillent eux-mêmes avec quelques salariés, à côté des agriculteurs qui utilisent la collaboration de la main-d'oeuvre familiale, une catégorie d'employés de l'agriculture qui vivent surtout de la vente de leur force de travail : manoeuvres de plantation, journaliers agricoles, navétanes. Cette couche de journaliers agricoles s'est même constituée avant celle des petits propriétaires individuels à cause du développement tardif du capitalisme autochtone en agriculture.

Capital monétaire, hauts revenus, capital technique s'engendrent les uns les autres pour permettre l'élargissement de l'exploitation agricole et l'utilisation d'une main-d'oeuvre salariée le cas échéant.

Aucune règle de composition de ces critères ne permet avec rigueur de distinguer des strates. Il est en outre nécessaire de mettre ces critères en relation :

1) avec les structures démographiques et écologiques, puisque nous nous sommes aperçus que les inégalités de revenus pouvaient se lier à ces assises géographiques ;

2) avec la structure socio-culturelle, c'est-à-dire avec les signes objectifs de différenciation sociale : type de construction de la maison, objets ménagers, et avec le degré d'instruction et d'occidentalisation permettant de se tailler une place dans l'organisation politique ;

3) avec les structures socio-politiques traditionnelles et modernes, car pour obtenir des moyens de production et pour écouler son produit, le producteur se voit contraint de personnaliser ses rapports de dépendance à l'égard du contrôleur qu'est le politique : fonctionnaire de magasin d'état, secrétaire régional du Parti, président de coopérative, directeur d'organisme public.

Ceux qui avaient été les bénéficiaires de la situation coloniale (la chefferie excepté), lettrés devenus fonctionnaires, planteurs africains au courant des techniques de production, sont aussi les premiers bénéficiaires d'une indépendance caractérisée par l'abandon à leur profit de nombreuses plantations exploitées par des colons, l'abandon des monopoles de traite dont disposaient les sociétés commerciales et la prise en charge de la direction de l'agriculture par le gouvernement. De la politique de coopération rurale, ceux-là tirent les meilleurs profits. Il devient alors évident que, dans le développement de la nouvelle stratification, le facteur déterminant n'est plus la structure locale traditionnelle mais la structure politico-économique globale. Le statut prestigieux traditionnel ne sert plus à rien pour acquérir des moyens modernes de production, sauf le cas d'anciens chefs ou patriarches qui ont su s'adapter aux nouvelles structures du pouvoir en assumant un rôle dans le Parti. Le jeu dialectique des relations entre pouvoir traditionnel et pouvoir moderne se solutionne en faveur du second. Para-fonctionnaires et gros producteurs ruraux ont l'attitude la plus techniciste et novatrice qui soit en campagne. Pour les premiers, leur fidélité au moins extérieure à l'idéologie du Parti entre dans les mécanismes de leur domination.

Dessin des stratifications

Si le phénomène de l'appropriation des moyens de production ne suffit pas à lui seul et sans référence aux zones conflictuelles ainsi qu'aux modes de vie, à rendre totalement compte de la stratification en milieu rural, du moins fournit-il les meilleurs indices pour nous permettre d'esquisser une classification. En Europe par exemple et en Amérique, la littérature historico-sociologique a pour coutume de distinguer :

- 1) Les propriétaires terriens absents pour lesquels la terre produit une plus-value ; la rente foncière ;
- 2) Les grands fermiers capitalistes qui ne possèdent pas la terre mais en disposent et fixent une plus-value sur le travail agricole. Ils en récupèrent une partie et versent le complément au propriétaire comme rente ;
- 3) Les petits propriétaires des moyens de production, eux-mêmes producteurs ;
- 4) Les métayers qui reçoivent terre et capital du propriétaire avec lequel ils partagent le produit des récoltes selon des conditions fixées à l'avance. Ils utilisent aussi partiellement leurs propres moyens de production ;
- 5) Les salariés agricoles qui vendent au capitaliste exploitant, leur force de travail.

Dans le milieu rural guinéen, ce découpage catégoriel apparaît peu pertinent puisque l'institution du fermage n'existe pas, que le métayage reconnu sous la colonisation pour les anciens captifs a été supprimé par la législation de la post-indépendance, que la propriété vraie n'est reconnue que pour les plantations immatriculées.

Un groupe privilégié, formant à peine 5 % de la population rurale et présent seulement dans les gros bourgs se situe en dehors des activités productives. Il se compose des gens du tertiaire : cadres administratifs de l'arrondissement, instituteurs et fonctionnai-

res des magasins d'état, qui ajoutent à leur revenu de 25 à 30 000 FG par mois en 1967, des prélèvements sur le produit rural qu'ils gèrent dans le cadre de coopératives ou de magasins. Il compte aussi des commerçants et transporteurs pratiquant avec usure la traite des produits agricoles. L'apparition de ce groupe économiquement favorisé en milieu rural est un phénomène réel mais assez différent de celui du Sénégal, car les vrais puissants ne sont ni les chefs traditionnels, ni les chefs religieux, (encore que le prestige religieux soit facteur d'une sensible amélioration du revenu pour les marabouts), mais bien des fonctionnaires de l'Etat et des commerçants pourvus d'une licence, engagés à quelque titre dans la politique, objets d'envie de la part des paysans moyens, mais en marge du véritable milieu rural.

Trois grandes catégories composent le paysannat au sens restreint :

1) Les gros producteurs sont selon les régions :

- les grands riziculteurs de Haute Guinée, du Bagataye, et de la région de Koundara ;
- les éleveurs de grands troupeaux dans le Fouta et le Benna, auxquels la commercialisation privée du bétail, notamment avec la Sierra Leone, assure un capital important ;
- les maraîchers qui approvisionnent en légumes verts, les villes de Conakry, Kankan, Kindia, Labé, Mamou... ;
- les gros planteurs bananiers de Basse Guinée (Moréa., Coyah, Mamou), organisés en coopératives qui leur permettent d'obtenir des engrais, des insecticides, du matériel et d'écouler leur production.

Seul ce dernier groupe présente une certaine cohésion, car il se sait détenteur des sources agricoles de devises de l'Etat. Parce qu'il doit payer la dette contractée à l'égard des pays de l'Est, il peut exiger de l'administration des moyens de production que n'obtiennent pas les paysans occupés aux cultures de subsistance.

En outre, la plupart des gros planteurs entretiennent des relations avec les ministres, les hautes sphères de l'administration, les hommes politiques locaux dont ils sont parfois les bailleurs de fonds, et toujours la clientèle.

Parmi les riziculteurs surtout, dans les plaines du nord et de Medina-Oula se rencontrent des anciens commerçants qui peuvent conserver en sous-main leur commerce de trafic, et des fonctionnaires sous prête-nom utilisant à leur profit le volant de comptabilité qu'ils ont l'occasion de manier dans l'exercice de leurs fonctions. Tous ceux-là résolvent les problèmes les plus cruciaux : trouver des semences au prix fort, acheter un tracteur qu'ils louent à d'autres exploitants, payer une main-d'œuvre salariée, écouler leurs produits par leurs propres camions ou ceux de leurs amis de l'administration.

2) Les petits exploitants sont planteurs de café en forêt, ou cultivateurs de produits vivriers : riz, cola, palmiste, igname, manioc, taro, sur deux ou trois hectares, ou propriétaires d'un petit troupeau au Fouta. Leur très faible revenu ne leur permet pas d'équilibrer leur budget. Si démunis qu'ils ne peuvent s'équiper, ils se voient obligés de cultiver de petites surfaces, de louer temporairement et très cher des moyens mécaniques. Beaucoup s'endettent et vivent sur la traite à venir.

3) Les ouvriers agricoles constituent un groupe assez flottant issu en majorité du précédent. Les salariés des rizières, ceux des plantations de bananes et d'ananas sont payés au tarif du SMIG (32 FG de l'heure en 1968). Ils ne pourraient utiliser le syndicat comme organe d'expression qu'à condition d'être dans l'exploitation depuis quelques temps, or la plupart émigrent fréquemment. Quant aux stables, leur relation directe avec le patron leur procure quelques avantages pécuniaires qui les situe hors du groupe des plus défavorisés. De telles circonstances neutralisent les revendications possibles, et le mécontentement n'utilise guère comme moyen d'expression

que la négligence, la faiblesse du rendement, et le repos en l'absence de surveillance.

La résolution des antagonismes entre possédants et défavorisés, qui dépasse de beaucoup les contradictions sociales traditionnelles entre clans, castes, familles, s'opère surtout par la fuite de la main-d'oeuvre surtout jeune hors des frontières, dans les villes ou les centres miniers, si bien que la main-d'oeuvre agricole devient de plus en plus rare parce que misérable.

Les conflits dans la société rurale

A partir de toutes les observations précédentes, il devient possible de spécifier où se dessinent les lignes de tensions qui risquent de devenir des zones conflictuelles. Les oppositions dans le cadre traditionnel, entre villages ou à l'intérieur du village, peuvent recouvrir des antagonismes interethniques, notamment entre Malinké et Forestier, entre maîtres peul éleveurs et anciens captifs dialonké agriculteurs. Les litiges fonciers ont aussi révélé des conflits pour l'extension de sphères d'influence économique et politique, grâce souvent à des politiques matrimoniales, dont la finalité est ordonnée autant qu'à une démonstration de prestige, à une accumulation des femmes et des biens.

Avec la modernisation engendrée par la politique coloniale, s'opère un clivage entre bénéficiaires différents de la production, inégalement riches ou inégalement endettés. Modernistes et traditionalistes, planteurs à l'esprit capitaliste et petits agriculteurs de subsistance répercutent psychologiquement l'opposition entre la nouvelle économie de plantation orientée vers l'exportation, et la structure économique de survie de l'*oïkos*.

A ce niveau, conditionné par une insertion différentielle dans l'économie, se particularisent comme oppositions interstrates,

à l'instar de celles saisies par Mendras entre gros et petits agriculteurs français, les clivages créés par l'économie de profit. Mais ceux-ci apparaissent encore davantage :

1) entre manoeuvres salariés et planteurs employeurs dans l'économie de plantation, qui ne correspond pas rigoureusement à l'opposition producteurs et non travailleurs bénéficiaires, dans la mesure où la plupart des employeurs participent à l'exploitation ;

2) entre cultivateurs et commerçants, car la présence, temporaire dans les villages, durable dans les bourgs, d'intermédiaires dioulas habitant leur propre quartier et habiles à la traite, est davantage saisie sur le mode de l'opposition d'intérêt que sur celui de la complémentarité ;

3) entre paysans et fonctionnaires dont les tensions ne sont qu'imparfaitement masquées par le prestige et la quasi inviolabilité dont jouissent les contrôleurs de la collecte et de la distribution, couverts par le sentiment d'une délégation politique du pouvoir central. Aussi bien la tentative de cumul de statut que le contrôle des différentes unités de production par les agents du pouvoir procurent à ceux-ci une part non négligeable des bénéfices de la production villageoise.

Cependant, tous ces conflits ne se situent pas au même niveau de la réalité sociale, Il faut rechercher sur quel registre et dans quel champ d'action ils s'expriment. Au début du siècle, la guerre des prix du caoutchouc et la multiplication des petits comptoirs attire sans doute les antagonismes entre dioulas, libanais et paysans, mais c'est surtout contre le système d'administration coloniale que se développent les réactions de la paysannerie. Après la "pacification" de la Guinée forestière en 1911 et notamment pendant la première guerre mondiale, éclatent en forêt (réactions des Manon et des Toma) et dans la Basse Guinée (Boké) des révoltes paysannes sporadiques contre une chefferie qui, dans ces régions non islamisées n'a

rien de coutumier. Exaspérés par les travaux forcés et par l'impôt, des paysans brûlent des champs, abattent le bétail et traversent la frontière pour se réfugier au Libéria et en Guinée portugaise. Mais l'échec des oppositions à un état colonial soutenu par la chefferie, conduit à recourir à d'autres armes : l'exode et la dissimulation des biens. L'exode de femmes, d'enfants, d'animaux domestiques et de biens meubles, sensible surtout dans les régions toma et guerzé, comme le long de la voie ferrée Conakry-Kankan, sert d'arme d'auto-défense pour échapper aux exactions des chefs, aux corvées ou à l'impôt, au même titre que la dissimulation des biens au Fouta (bétail, volailles, produits agricoles). Les circonstances confèrent à l'exode et à la dissimulation un caractère défensif, tandis que semblent plus offensifs les moyens d'action utilisés depuis que le PDG-RDA a conquis le pouvoir : dénonciation des Sociétés de Prévoyance en 1955, refus de livrer la récolte de café et trafic frontalier en 1963 en réponse à une baisse des cours, récrimination des paysans en 1964 contre cinq présidents de coopératives, action de l'administration à la fin de cette même année pour stabiliser les prix.

Une classe révolutionnaire ?

Le repérage des niveaux conflictuels à l'intérieur du paysan-nat permet-il de déceler une lutte de classes et une conscience révolutionnaire ? Avant de répondre à cette question d'autres doivent être posées.

A propos de certaines contradictions énoncées par Lénine, Trotsky écrit dans la Révolution permanente (1) : "Elles reflètent toujours le même grand inconnu de la formule politique : la paysannerie. Ce n'est pas pour rien que les radicaux russes appelaient le paysan,

(1) L. TROTSKY - La révolution permanente, Gallimard, 1964, p. 113

le sphinx de l'histoire russe". Pour déterminer le rôle révolutionnaire que peut jouer la paysannerie, il est nécessaire de connaître sa structure de base. Les divers éléments de la population agricole forment-ils une classe unique ou faut-il distinguer plusieurs classes ou sous-classes au sein de la paysannerie ? Eventuellement, ces sous-classes épousent-elles les intérêts d'autres groupes de la société globale avec lesquels elles formeraient des classes ? Quelles conditions peuvent mener les ou la classe paysanne à la conscience révolutionnaire ? Du corps de la nation, unifié moins par des similitudes d'intérêts que par des liens locaux, et qui demeure selon F. Fanon "débile, rétif, non coopératif", que faut-il espérer ?

"Les partis nationalistes, dans leur immense majorité, éprouvent une grande méfiance à l'égard des masses rurales. Ces masses leur donnent l'impression de s'enliser dans l'inertie et l'infécondité... (Ils) en arrivent à porter sur les campagnes le même jugement péjoratif que les colons... (Ils) épousent à l'égard des masses paysannes des sentiments qui rappellent ceux que l'on trouve au sein du prolétariat des pays industrialisés" (1). On peut donc se demander si la paysannerie est trop fragmentée pour être politiquement efficace ? Reconnaissons que la masse des paysans, encore plus ou moins enfermée dans l'agriculture de subsistance, pèse peu par rapport à l'élite. Elle vit chichement, au bout du circuit économique, analphabète à 90 %, remuée seulement pour applaudir lors des visites de délégation, sans information autre que celle de Radio-Conakry. La proclamation d'objectifs vagues échoue sur une masse que ne sensibiliserait au progrès que la présentation dans les circuits commerciaux du village, des produits nécessaires et utiles. Chez la plupart des paysans, sans possibilité de contestation face à un prix à la production fixé par l'Etat pour les produits d'exportation, on

(1) F. FANON - Les damnés de la terre, Maspéro, 1968, pp. 65-66

observe les mêmes désirs insatisfaits de biens modernes, les mêmes difficultés de soudure, la même défiance à l'égard des institutions nouvelles incontrôlables par eux. Bernés par l'indépendance, ils ont orchestré un temps les proclamations d'un groupe qu'ils ont porté au pouvoir et qui, ils le savent maintenant, étoufferait leurs revendications d'exploités s'ils avaient la velléité de parler contre elle. Des voix isolées et timides s'élèvent lors des séances publiques de critique et d'autocritique, lors des passages rares du Président de la République, mais ne conduisent ni à l'unanimité des revendications, ni à l'action généralisée.

Déçue et parfois ulcérée par l'attitude de quelques fonctionnaires urbains, la paysannerie écoute peut-être d'une oreille moins distraite qu'on ne le pense, la voix des présidents de comités et autres rapporteurs locaux des décisions politiques du PDG. La conscience de stagnation de son niveau de vie peut sombrer dans la soumission fataliste, du moins temporairement, tant qu'elle ne pourra rien contre le trafiquant et le haut fonctionnaire accapareur ; mais il n'est pas certain que sa formation politique, son sens des réalités nationales que lui a infusés l'information transmise par le Parti, ne resurgissent un jour ou l'autre et qu'elle se mette allègrement au travail quand on lui offrira de nouveau des biens de consommation attrayants et des facilités dans l'acquisition des moyens de production. A ce moment peut-être, on s'apercevra que l'essai actuel de reconversion des mentalités aura porté ses fruits, parce que l'on aura donné aux paysans les moyens effectifs de progresser qui sont, bien mieux que des mots, les fondamentales incitations au travail.

S E P T I E M E P A R T I E

LA MARGINALITE SOCIALE

DE L'ARTISANAT

CHAPITRE XIX

L'ARTISANAT TRADITIONNEL

Depuis les débuts de l'ethnographie descriptive offrant ses matériaux à l'anthropologie explicative, jusqu'à la sociologie moderne du développement, l'intérêt porté par les africanistes à l'artisanat n'a cessé de s'élargir en modifiant son objet. Il est passé de la connaissance de l'oeuvre prélevée dans un contexte quasi ignoré, à la connaissance des techniques de production, puis à la détermination du rôle et de la place du producteur artisanal dans le système social global. Sous la colonisation, l'évolution rapide engendrée par la monétarisation, la concurrence des objets d'importation et les nouveaux besoins de la vie urbaine et industrielle, a imposé de reconsidérer les métiers traditionnels, pour parvenir à une amélioration des techniques et des produits, à la réorganisation des corps de métier et à leur reconversion éventuelle.

En réalité, bien que la dynamique de la modernisation ait affecté plus ou moins toutes les formes de production, elle a surtout permis la création d'un nouveau type d'artisanat aux pratiques et aux rythmes d'évolution différents de ceux de l'artisanat traditionnel. L'osmose entre les deux, rendue d'autant plus difficile que l'ancienne hiérarchie des statuts de groupes humains culturellement différenciés tend à se maintenir en vertu d'idéologies tenaces selon lesquelles la segmentation socio-économique et la division héréditaire du travail se justifient par une certaine relation rituelle et mythique de chacun des groupes sociaux, à la pureté et à la puissance du numineux. Deux modes différents de maîtrise technique de la nature coexistent donc au sein de l'artisanat, l'un à caractère magico-religieux, inséré dans un système de castes, lequel est d'ailleurs inclus lui-même dans une organisation hiérarchique traditionnelle plus large

seulement fissurée en campagne, l'autre profane, urbain et moderne, où les structures d'expression de la civilisation technique régissent les rapports réels entre professions.

Pour une saisie globale du phénomène artisanal, nous n'excluons aucun des éclairages historiques, ethnologiques, sociologiques, économiques et politiques, mais notre attention se concentrera de préférence sur les possibilités d'émergence de l'ancien artisanat traditionnel, le plus répandu dans une société à dominante rurale. L'artisanat urbain entre dans le cadre de la petite entreprise dont le patron a un statut similaire à celui du patron de la petite industrie, et l'ouvrier, un statut identique à celui du salarié-prolétaire.

Comme toutes les questions dites sociales, le problème artisanal a d'abord, en Guinée, des retentissements politiques. Quelle est donc son importance dans les préoccupations des gouvernants ? Il est vrai que le Parti Démocratique de Guinée (PDG) a travaillé à supprimer l'endogamie de caste, qu'il fait accéder à n'importe quel poste politique ou administratif d'anciens hommes castés, qu'il proclame sa volonté de "décastiser" la société en laissant apprendre aux jeunes un métier de leur choix, qu'il lutte contre le parasitisme du griot, mais il s'inquiète assez peu en définitive de faire disparaître d'un coup des rapports sociaux qui se modifieront fatalement en même temps que leurs supports économiques par le développement de l'industrie et d'un artisanat moderne. Tant que le pays ne dispose pas d'ouvriers qualifiés, d'équipements techniques et industriels en nombre suffisant, force lui est de conserver l'ancien artisanat qui permet au paysan dans la conjoncture économique de crise, de pouvoir subsister en se repliant sur son ancienne économie close. Le marasme économique joue comme frein au progrès social. En outre, la conservation des techniques artisanales et procédés qui recèlent, souvent comme un secret de famille, les artisans castés, entre dans les cadres d'une politique gouvernementale de maintien des antiques valeurs

africaines et du patrimoine national. C'est pourquoi en conservant, et même en cherchant à développer l'économie artisanale pour éviter les importations, la politique du PDG maintient indirectement le système des castes.

Caractères de l'artisanat traditionnel

L'artisanat traditionnel guinéen a pour traits principaux :
1) l'intermittence des activités, 2) la modicité des revenus, 3) le régime des castes.

Suivant les saisons, prédominent les types d'activité agricole ou artisanale. Durant l'hivernage, tous les hommes vaquent à leurs cultures. A la coopérative artisanale de Labé, seuls quelques tisserands, brodeurs, tailleurs, bijoutiers (le cinquième de l'effectif habituel) viennent travailler dans l'après-midi après une matinée au champ de mai à décembre. Le cordonnier diakanké de Mamou s'occupe de son troupeau de 15 à 20 têtes durant la moitié de la journée. Dans l'intervalle de deux campagnes de culture ou de récolte, beaucoup exercent un métier supplémentaire (lunçonnerie, tissage, vannerie...) pour accroître leurs revenus ou se procurer des objets usuels, en contrepartie de leurs produits. Certains pratiquent alors (les bois-seliers notamment) une sorte de nomadisme saisonnier. Leurs activités cessent dès la reprise des travaux des champs, sauf pour le forgeron qui doit alors répondre à la demande accrue d'outils agricoles.

De plus, comme les agriculteurs sont les plus grands consommateurs de produits artisanaux courants : instruments aratoires, tissus, poteries, vanneries, etc... une mauvaise récolte, en provoquant la baisse de leur pouvoir d'achat, entraîne automatiquement un arrêt de la production artisanale qui ne fait que répondre à la demande locale. L'instabilité générale et l'incertitude chronique de la production artisanale corrèle donc avec le sort des récoltes, de manière

plus dramatique encore qu'en Europe, étant donné le très faible revenu du paysan noir qui rend toute épargne à long terme impossible.

Les métiers artisanaux sont habituellement exercés dans les villages, individuellement ou en famille. Seuls travaillent en groupes quelques artisans vivant dans certains quartiers urbains ou dans des villages spécialisés. La dispersion des efforts ne fait qu'affaiblir les forces productives déjà médiocres. La plupart des artisans sont sans capitaux, sans réserve de matières premières suffisante pour assurer la continuité de leurs activités (1). Aucun d'entre eux n'est au courant des possibilités et des besoins du marché, de sorte qu'il leur arrive souvent de ne pouvoir placer leurs marchandises, bien que les produits artisanaux, grâce à leur prix modique (2), soient plus à la portée des populations que les produits manufacturés d'importation. A part une minorité travaillant pour le compte d'un patron, la plupart sont à la fois propriétaires des instruments, producteurs et vendeurs. A ces traits d'une production anarchique s'en ajoutent d'autres, psychologiques et techniques, qui rendent difficile l'évolution de leur situation : la conservation jalouse du secret des procédés d'une part, la simplicité et la légèreté d'un outillage rudimentaire d'autre part. Les handicaps les plus importants au progrès sont surtout d'ordre sociologique. La place des individus dans le processus de production, aussi bien que certaines formes d'aliénation des artisans s'expliquent par une réalité sociale encore actuelle dans laquelle une hiérarchie de rangs s'articule avec un système de castes professionnelles.

En nombre variable selon les ethnies, les castes constituent des groupements héréditaires, relativement endogames et hermétiques, attribuant à l'individu un statut déterminé dans la structure sociale

(1) Horoya du 6 août 1965

(2) Exemples de prix moyens à Labé en juin 1967 : daba, 300 francs guinéens ; fourneau malgache, 500 francs ; natte, 200 francs ; marmite, 1000 francs ; malle, 1500 francs ; samara, 500 francs.

et une fonction assignable dans la division du travail. Traditions et normes réglementent les rapports intercastes et fixent la position socio-culturelle de l'individu casté.

Le système des castes nous est révélé dès les débuts de l'histoire connue des royaumes du Sosso et du Manding. 1203 sonne le glas de la dynastie sarakolé des empereurs de Ghana qui n'échappent à la domination almoravide que pour tomber sous celle du conquérant Soumaoro Kanté de la caste des forgerons. L'expansion du royaume sosso s'opère encore par la soumission vers 1224 du Manding, où règne la dynastie des Kéita qui, avec Soundiata, ne tarde pas à prendre sa revanche, puisqu'en 1235, Soundiata bat et tue Soumaoro, roi du Sosso, près de Koulikoro. Dans cet empire du Mali, l'existence des castes, correspondant à la fois à des clans et à des spécialisations professionnelles, est affirmée par le "Tarikheh-Fettaah" qui nous précise même les prestations auxquelles certaines sont astreintes. On y distingue :

- 1) Une caste de forgerons (probablement de la tribu de Soumaoro) fournissant par an et par famille au Mansa : 100 flèches, 100 lances ;
- 2) Une caste de cordonniers imposée en chaussures ;
- 3) Une caste de pêcheurs et navigateurs (bozo et Somono) sous les ordres d'un ministre des eaux (Dji Fana) et qui paie un tribut : "Au moment de la baisse des eaux, dix paquets de poissons séchés par famille".
- 4) Une caste de maçons dans la province de Kala entre Mopti et Dia (1)

On sait aussi que le Mansa Kankan Moussa a ses griots attirés, eux-mêmes, gens de castes (nyama kala). L'organisation sociale actuelle garde encore trace de l'ancien système.

(1) D.T. NIANE - Recherches sur l'empire du Mali au Moyen-Age,
Cahakry, 1962, p. 38

Une hiérarchie de castes dans une hiérarchie d'ordres

Dans les sociétés peul et manding, la hiérarchie sociale fait apparaître un cloisonnement assez rigoureux entre groupes sociaux au rôle respectif bien défini. Les aristocrates et hommes libres se distinguent nettement des artisans castés aussi bien que des gens de condition servile qui occupent le bas de la hiérarchie, comme l'évoque le tableau suivant :

	PEUL	MALINKE
Noble et homme libre	<u>Fulbe</u> (sing. <u>Pullo</u>) ou <u>Rimbe</u> (sing. <u>Dimmo</u>)	<u>Horon</u>
Homme de caste	<u>Neenube</u> (sing. <u>Neeño</u>)	Nyanakala
Personne de condition servile	<u>Majube</u> (sing. <u>Majudo</u>) ou <u>Di jaabe</u> (sing. <u>Di jaado</u>)	<u>Jon</u> ou <u>Dyô</u> (esclave de conquête) - <u>Woloso</u> (esclave de case né de parents esclaves)

La hiérarchie des fonctions, opérante au niveau de la société globale, entre une aristocratie d'hommes libres, les artisans et les serfs, en inclut une autre, davantage professionnelle, entre les castes artisanales elles-mêmes. Les artisans castés se différencient entre eux, forment des hiérarchies en fonction non seulement de leur nombre, mais aussi de l'importance que la classe seigneuriale accorde à leur activité créatrice. La distance sociale entre castes dépend à la fois de la participation de chacune aux valeurs de prestige mesurées à l'utilité sociale de la profession (les tisserands sont les plus respectés au Fouta Djalon, les forgerons les plus craints, les potiers les plus rejetés) et au revenu (les bijoutiers sont les plus riches, les vanniers les plus pauvres). Elle se fonde sur des indices

spécifiques de différenciation touchant le connubium, le convivium, le langage, le vêtement et l'habitat (1). Pour le Haut-Niger, en région malinké, E. Leynaud établit la hiérarchisation suivante : "En haut de l'échelle se situent les griots (dyoli) et les forgerons (numu), (les familles de forgerons sont parmi les plus riches de la Haute Vallée). Viennent ensuite les garanké (cordonniers et tanneurs), les kule (vanniers, menuisiers et réparateurs de pirogues) et les finà (mendiants) qui sont les plus méprisés des gens de caste, qui jouent dans certains cas le rôle de griot et qu'on redoute pour la puissance de leur magie" (2).

A l'intérieur même d'une caste, les statuts peuvent différer. B. Appia, à propos des forgerons du Fouta Djallon nous précise : "Cette caste est nettement hiérarchisée. Dans toutes les cérémonies, prières et sacrifices sont effectuées par un forgeron~~s~~ chef dont la fonction est héréditaire. Cependant celui-ci devra céder le pas devant un artisan plus âgé s'il est réputé et se contenter de l'assister. Certains forgerons n'appartiennent pas à la caste, ils sont d'origine captive, ayant fait leur apprentissage réglementaire chez un maître-forgeron. Mais s'ils en sont capables, ils sont autorisés à seconder les artisans de castes dans les cérémonies" (3).

Perçu actuellement comme relativement indépendant du statut tribal, le statut de caste artisanale est néanmoins vécu à l'intérieur

(1) Claude RIVIERE - La difficile émergence d'un artisanat casté, Cahiers d'Etudes Africaines, IX, 36, 1969, pp. 612-615.

(2) E. LEYNAUD - Contribution à l'étude des structures sociales et de la modernisation rurale dans la Haute Vallée du Niger, Doctorat 3ème cycle, Sorbonne, tome III, p.55

(3) Béatrice APPIA - Les forgerons du Fouta Djallon, Journal de la Société des Africanistes, XXXV, 2, 1965, p. 320

de l'unité tribale chaque caste appartenant à un clan particulier dans une tribu dont les membres ne sont pas tous castés. Autrement dit, le statut tribal recouvre totalement le statut de caste sans s'y identifier. Il semble d'ailleurs certain qu'à l'origine, les castes à caractère technique et professionnel correspondaient à des tribus ou à des clans bien déterminés. Les Kanté, les Kourouma de la Haute Vallée du Niger étaient traditionnellement forgerons ; les Kouyaté, les Diabaté, griots, comme les Dieng, Niane, Seck parmi les Peul. A l'intérieur même des grandes tribus existaient des fractions castées comme les Kamara Fina (ou Funè'), mendiants professionnels et pseudo-griots. Si même certains clans d'hommes castés portent des patronymes (d Yamu en malinké, vetto en peul) identiques à ceux d'aristocrates : griots Tounkara à Kita, Tall du Macina, Diawara en Haute Guinée ... forgerons Cissoko dans le Khasso, Traoré près de Siguiri... cordonniers Sylla au Mali, il s'agit seulement d'un emprunt à leurs anciens maîtres et protecteurs, sans que le changement d'état civil n'entraîne un métissage de familles d'aristocrates et d'hommes castés.

Si le cloisonnement social joue entre les trois groupes fondamentaux de la société, il ne se présente comme une barrière rigoureuse qu'entre les castes artisanales, les seules où l'on puisse déterminer avec rigueur des alliances endogamiques, une spécialisation professionnelle héréditaire et un certain fondement magico-religieux au système d'inégalités institutionnalisées. Pour cette raison, nous traiterons désormais des castes en nous limitant à l'étude des gens de métier pratiquant une industrie artisanale et familiale.

En comparant les sociétés peul et manding à l'agencement hiérarchique indien, nous remarquons, en premier lieu, une moindre différenciation sociale due à la nature de la société africaine, c'est-à-dire d'une part, un moins grand nombre de groupes hiérarchisés, et d'autre part, une distance sociale moins grande entre groupe

supérieur et inférieur grâce à une relative mobilité et à une solidarité bienveillante.

En second lieu, toute la société n'est pas englobée dans un système de caste au sens strict. Dans la réalité sociale, une hiérarchie d'ordres (Peul) et de rangs (Manding), s'articule avec un système de castes professionnelles qui se trouve inclus comme élément dans cette hiérarchie.

En troisième lieu, les fonctions maraboutiques et magico-religieuses n'étant pas monopolisées par une caste, ni même par un clan, il n'apparaît pas de tensions notables, ni de recherche d'équilibre, entre deux groupes supérieurs, l'un détenant un statut prestigieux et l'autre détenant le pouvoir politique.

La relative souplesse du principe d'endogamie

Si tout ensemble social se définit en termes d'échange, de rapport, il n'en est pas moins vrai que la cohésion implique surtout la circulation des mots, et celle des biens et services, tandis que la circulation des femmes peut être fortement réglementée, et même, à la limite, s'opérer seulement à l'intérieur de monades aux particularités professionnelles, religieuses, sociales, exclusives. Le cloisonnement strict sur le plan des relations matrimoniales paraît essentiel au système des castes. Mais étant donné le caractère particulier des sociétés peul et manding, il convient de distinguer les relations matrimoniales, d'une part, entre individus castés et non castés, d'autre part, entre personnes appartenant à des castes professionnelles différentes. Les interdits dans le premier cas ont toujours été et se maintiennent beaucoup plus rigoureux que dans le second.

Il convient aussi de discerner l'échelle d'observation de l'endogamie : caste, clan ou famille étendue, ainsi que les différences

de niveau hiérarchique entre l'homme et la femme dans les mariages éventuels. Dumont désigne par le mot d'hypergamie, la possibilité pour un homme d'épouser une femme de statut inférieur ; un tel mariage constituerait un facteur d'évasion de la caste, ou du moins d'ascension sociale, pour les descendants d'une femme castée.

A l'heure actuelle, le préjugé de caste se maintient encore vivace, et la dichotomie sociale castés/non castés demeure relativement rigoureuse sur le plan des relations matrimoniales. Chez les Peul notamment (mais aussi chez les Malinké, à un degré moindre), le souci de conserver la pureté de la lignée (lenyol) des nobles, interdit, à quelques exceptions près, plus fréquentes depuis la dernière guerre, tout lien matrimonial avec des individus de caste. Au cours d'une série d'entretiens menés en 1968 dans trois villages environnant l'antique Niani, et dans le Fouta Djallon à Fougoumba et Timbi Madina, les quinze "hommes libres" interrogés se déclaraient hostiles au mariage avec des gens de caste (1). Parmi les Bambara et les Malinké, on suspecte les nyamakala de mener une vie dissolue et d'être très libres sur le plan des relations sexuelles. Le soupçon de relations incestueuses qui pèse sur eux découle en fait de la rigoureuse interdiction matrimoniale qui les entoure et les condamne à une sorte d'endogamie familiale. Au barrage à une mobilité ascendante imposée par la strate supérieure, répond une cohésion de caste jouant dans le même sens. La mobilité sociale est ainsi condamnée par chaque subculture, celle des nobles comme celle des artisans. Néanmoins, actuellement, une modification du système des valeurs tend à agir pour une libération des interdits ; il arrive en effet qu'une femme d'ascendance libre soit donnée comme épouse à un artisan relativement fortuné, qui compense son ancienne infériorité sociale par son actuelle

(1) 12 jeunes de moins de 20 ans sur 13 interrogés à Tougnifili (Basse Guinée) en 1968, se déclaraient hostiles aux préjugés de castes sans qu'aucun d'eux toutefois n'envisage d'épouser une femme de caste. (Enquête menée par C. Rivière avec quelques étudiants guinéens de sociologie).

richesse économique. Naguère, le nyamakala manding ne pouvait épouser qu'une femme de caste ou une captive (1). Il reste qu'un homme libre (horon) n'épouse pas une femme nyamakala.

Une endogamie beaucoup plus souple fonctionne à l'intérieur de certaines castes compatibles matrimonialement, notamment entre cordonniers et forgerons tisserands et forgerons, chez les Malinké de Siguiri. Ainsi, même la puissante caste des forgerons, jalouse de ses prérogatives, la plus conservatrice en ce domaine n'est pas totalement close. Dans le Fouta Djallon, près de Pita et de Labé, des recherches effectuées par R. Cantrelle et M. Dupire sur le coefficient de consanguinité au niveau de la famille étendue montrent que l'endogamie est en moyenne trois fois plus répandue chez les boisseliers et forgerons que chez les éleveurs foula, tout en n'atteignant que 30 %. Chez les artisans, la parente la plus recherchée est la fille de l'oncle paternel (13,1 %) suivie de près par la fille de l'oncle maternel (10,5 %) et la cousine croisée classificatoire (5,2 %). Toutes les familles sont cousines entre elles au cinquième ou sixième degré (2).

En Guinée et au Mali, l'endogamie se situe davantage au niveau du groupe des castes professionnelles qu'au niveau d'une caste précise. Néanmoins le principe est pratiquement vécu par tous, selon lequel traditionnellement la naissance détermine l'appartenance de caste. Chaque groupe socio-professionnel se rattache donc à un ancêtre commun du lignage. Et de père en fils chacun reste, dans un milieu traditionnel, enfermé dans sa caste, et son appartenance originelle le suit généralement toute sa vie, même s'il a changé de profession, ce qui permet de conclure à la prédominance de l'hérédité sociale sur la fonction elle-même.

(1) Exceptionnellement, grâce à l'ascendant de sa magie, Soumaoro Kanté, roi forgeron et sorcier de Sosso, devenu puissant et redouté à la ronde, put épouser une femme noble. Pour arracher au roi de Sosso le secret de son n'téné (totem, génie), Soundiata, empereur du Manding, accepta de lui donner en mariage sa soeur, Sogolon Kolonkan.

(2) R. CANTRELLE et M. DUPIRE - L'endogamie des Peuls du Fouta Djallon, Recherches africaines, 1-4, 1964, pp. 82-91.

Moindre importance du critère socio-religieux en Afrique occidentale

Outre les différences assez nettes en Inde et en Afrique occidentale, dans le fonctionnement du système hiérarchique et dans celui du principe d'endogamie, il faut noter une autre divergence à propos d'un trait jugé essentiel par beaucoup d'indologues. Tandis qu'en Inde, tout le système des castes repose sur la dualité pur-impur, végétarien-non végétarien, en Afrique occidentale une telle distinction ne caractérise pas primordialement la notion de caste ; il n'existe pas d'intouchables, et les tabous d'impureté ne frappent pas, dans la vie quotidienne, les castes professionnelles. La crainte d'une contamination n'apparaît vraiment qu'à propos des alliances matrimoniales. La transgression des lois de prohibition du mariage entre non casté et personne de caste est certes considérée comme acte impur, mais l'acte d'impureté ainsi commis, s'il peut avoir des conséquences nuisibles -un Peul libre qui épouserait une potière craindrait la desquamation ou une maladie vénérienne-, n'entraîne pas un état perpétuel d'impureté fondé sur des interdits religieux, mais seulement une déconsidération sociale.

Parmi les Peul, par exemple, la désignation des artisans castés par le terme générique neeno, pluriel neenube, révèle le fondement profane, c'est-à-dire surtout professionnel du système de castes, si on rapproche ce mot des verbes nehude et neenude : Nenude = graver (sur du bois), dessiner (des motifs comme le fait le tisserand sur des bandes de coton, ou le boisselier sur des calebasses), par extension, être adroit. Neenude = avoir de la finesse intellectuelle. Par dérivation, neeno signifie flatteur.

Certes, il est interdit à tout Peul de naissance noble de pratiquer un métier artisanal casté, mais de toute façon l'interdiction est sans portée dans la mesure où l'exercice d'un métier réclame une initiation aux secrets d'un art qui suit les voies sociales de la tradition de caste. Mais c'est peut être dans cet ésotérisme même qu'il faut chercher une note religieuse justifiant le cloisonnement social.

En effet, si l'exercice d'un travail manuel est considéré par le Peul comme dégradant, la mise à l'index des hommes castés par la société des nobles peul relève surtout de la soi-disant communication des hommes de castes avec des esprits mystérieux anté-islamiques, et de leur connaissance des secrets considérés comme magiques et ignorés du commun des croyants peul. Par exemple, les forgerons dépositaires des traditions d'un culte "sont en rapports étroits avec un certain nombre de génies (ginna) maîtres de la brousse, des eaux et des rochers, qu'ils invoquent aux différentes étapes de leur travail" (1).

Chez les Manding, la conception religieuse de certaines activités productives ressort beaucoup plus clairement de la désignation générique des hommes castés : nyamakala. Autant qu'à une forme archaïque d'organisation du travail, la division des sociétés malinké et bambara selon le critère de caste est liée à la notion de nyama. Le mot nyamakala se décompose en nyama : force occulte, mal, impureté ; kala : préservatif, immunisation, antidote, échauffement. "Nyamakala, dit Youssouf Cissé, signifie à la fois antidote du mal et nyama ardent, deux facultés qui font du griot et du forgeron, qui usent tous deux de leur pouvoir, de leur science, mais surtout de la parole pour éteindre et chasser le Nyama, deux personnes en relief dans les sociétés malinké on leur conférant une immunité inviolable" (2). Leur charge de nyama permet aux forgerons et aux griots de rétablir sans risque l'ordre cosmique, ce qui explique leur importance sociale. Détenant des fonctions fondamentales pour la société ancienne, griots et forgerons, spécialistes des activités chargées de nyama, étaient à la fois objets de répulsion de par leur contact avec l'impureté ou le mal, objets de crainte de par leur puissance, et objets

(1) B. APPIA - art. cit., p. 320

(2) Youssouf CISSE - Notes sur les sociétés de chasseurs Malinké, Journal de la Société des Africanistes, XXXIV, 2, 1964, p. 201

de respect de par leur accoutumance aux choses des ancêtres. Tandis que le griot possède la connaissance des généalogies, le forgeron règle les rites tribaux, remplit des fonctions diplomatiques et pratique la circoncision. La considération et la crainte accordée au forgeron dépend originellement autant du caractère mystique et magique de son travail d'extraction, de fonte et de transformation du fer en outils, que de son utilité sociale et technique en tant que fournisseur d'armes au guerrier dans des sociétés fréquemment secouées par des guerres.

La spécialisation économique et professionnelle de chaque caste

Si l'on ne peut reconnaître à l'heure actuelle la prédominance absolue du facteur religieux pour justifier le système des castes, peut-être faut-il chercher ailleurs la caractéristique originale du système, dans la division du travail par exemple. A notre avis, le problème du facteur prédominant ne peut, ni ne doit être tranché d'emblée. Les opposants au fonctionnalisme l'estiment d'ailleurs être un faux problème. Selon le temps et l'espace, tel palier en profondeur de la réalité sociale apparaît avec plus d'évidence. En Afrique occidentale, le nom de chaque caste correspond à sa spécialisation économique et professionnelle. Au sein d'une caste qui en possède en exclusivité les compétences, sont fabriqués différents types d'objets. Mais, selon les ethnies, la liste des castes varie, de même que les préjugés ségrégatifs.

Dans l'ancien Fouta, par exemple, la liste des principales industries artisanales et familiales de caste peut s'établir ainsi :

Les forgerons (baylo, plur. waylube), qui ne fondent plus le fer depuis près d'un demi siècle, mais le transforment seulement en outils et ustensiles avec un remarquable don d'imitation, sont pour la plupart d'anciens esclaves malinké originaires du Bouré (région de Siguiri).

Les bijoutiers (siyaanke, plur. siyaakebe), forgerons spécialisés dans le travail des métaux nobles et qui confectionnent avec l'or (kanne) blanc du Bambouc ou jaune du Bouré, avec l'argent (kaalis) et le cuivre (sila), des bijoux de qualité, venaient en général du Manding.

Les tisserands (sânoowo, plur. sânoobe), pour la plupart anciens esclaves toucouleur du Fouta Toro et du Boundou, tissent les cotonnades du Fouta Djallon, travaillant soit à la journée, soit à forfait ; soit sur commande, soit à leur compte. Ils achètent le coton filé par des femmes libres (ou par des fileurs waagowo, plur. waagobe, toucouleur, chez les Peul du Mali), tissent des bandes (leppi) d'une largeur de 10 à 15 centimètres, qu'ils cousent ensuite pour obtenir les dimensions d'un pagne, et qu'ils vendent. Un bon artisan peut tisser entre 30 et 40 mètres de bande par journée de travail.

Les cordonniers (garanke, plur. garankeebe), originaires du Diaka généralement et appelés pour cette raison Diakanké, travaillent le cuir pour fabriquer semelles, sandales, bottes, brides de poitrail, sacs, coussins, porte-monnaies, fourreaux de sabre, ceinturons, étuis, couvertures de livres. Ils tannent eux-mêmes les peaux ou utilisent des cuirs et peaux tannés par des spécialistes : nobbowo, plur. nobbobe.

Les potiers (saareejo, plur. saareebe), tous esclaves ou anciens esclaves, les plus misérables et déconsidérés des artisans, appartiennent à la tribu des daaloyaabe, et fabriquent des marmites de terre et diverses jarres ornées de dessins. Mais le métier peut aussi être exercé par des femmes de forgerons.

Les travailleurs du bois ou boisseliers (labbo, plur. lawbe), fabricants de mortiers, pilons, sièges, récipients, écuelles, cuillers, coffres, pirogues, sont aussi d'anciens esclaves ou des Toucouleur venant du Khasso (Khassonké).

Les teinturières (firsinoowo, plur. firsinoobe), autrefois d'origine dialonké et saracolé surtout, pratiquent la teinture à l'indigo ainsi que la teinture de couleurs diverses : bleu, jaune, rouge, noir, vert, violet, à base de feuilles, de fleurs, d'écorces d'arbres, de colas.

En marge de ces métiers essentiellement castés, d'autres activités artisanales ne sont pas frappées des mêmes interdits et sont pratiquées parfois par des personnes hors-castes : le tailleur-brodeur, originaire de Djenné au Mali, porte le nom de Jennenke. Des femmes non castées peuvent se livrer à des activités de vannerie (fabrication de lèfas), de corderie, de savonnerie.

Partout en Afrique occidentale, l'activité du griot, quoique non artisanale au sens propre, relève pourtant des activités de castes. Les Peul distinguent le jeli (plur. jeliibe) qui joue d'un instrument de musique et chante en malinké les louanges des grands, du gawlo (plur. awlube) qui joue rarement et ne chante presque jamais. Dans cette dernière catégorie, dont les plus célèbres Farba : Niane, Sow sont venus du Boundou, Dieng, Seck, M'Baye, Thiam, Diop, du Fouta Toro, se trouvent les chroniqueurs et poètes de talent.

Chez les Manding qui distinguent de la même façon le jeli ou diéli du gawlo, le griot de famille du griot itinérant, le statut du jeli généalogiste d'origine manding est, à l'inverse de ce qui se passe chez les Peul, supérieur à celui du gawlo considéré comme bouffon Beau parleur, qui n'a d'autre rôle que de divertir ses maîtres par des nîmes, des histoires, des imitations, des caricatures. On le recherche comme boute-en-train et animateur de réunions. En tant qu'autorisé à transgresser les interdits d'une société fidèle à ses conventions sociales et à son puritanisme islamique, le griot est ambivalement admiré selon la voie du cœur par ses évocations du plaisir, de l'amour et de toutes situations condamnées dans la vie courante, et rejeté selon les normes de l'idéologie sociale. D'aucuns

se sont néanmoins haussé à des fonctions de confiance, tel Morifing-dian Diabaté qui fut durant vingt-huit ans le conseiller et confident de l'almany Samory.

Bien qu'unis par une identité de statut à l'intérieur de la société globale, les artisans de même caste pratiquent leur art de manière discrète et silencieuse sans autre cohésion que celle du travail familial. Certes, il leur arrive de se grouper en quartiers, de se rassembler dans des villages (1), sous la dépendance d'un bourg important où résident des familles de nobles, éleveurs ou agriculteurs qui constituent leur principale clientèle (2). Mais inséré dans une structure politique globale, chaque corps de métier ne présente pas une organisation autonome, semblable par exemple aux corporations de l'ancien régime français. Parmi des castes où certains facteurs tels que le recrutement artisanal par hérédité-- le cordonnier est fils de cordonnier, dit un proverbe peul -, les spécificités culturelles, l'endogamie familiale, tendent à resserrer la cohésion de caste, il peut paraître surprenant que des organisations professionnelles ne se soient pas créées, joignant de village à village, dans une même région, pour une même ethnie, les artisans d'un même métier, et prévoyant une sorte de réglementation professionnelle, d'autant que l'on sait l'artisanat bien plus florissant autrefois qu'avant l'importation massive d'articles européens. Mais si la société indigène présente un terrain favorable à la solidarité, elle évite en général, par le jeu même des pressions idéologiques provenant des couches nobles et dirigeantes, que ne se créent en son sein, et notamment parmi les couches inférieures, des groupements qui, en acquérant de la puissance, risqueraient de perturber l'ordre social et la hiérarchie des valeurs, gage de sa perdurabilité.

(1) C. RIVIERE - art. cit., p. 614

(2) Au cimetière on enterre les artisans dans un coin particulier ; à l'ouest au Fouta Djalon où le vent souffle généralement de l'est, ce qui évite aux mânes des nobles d'être contaminés par des relents de caste, et qui perpétue la discrimination existant parmi les vivants.

C'est peut-être dans l'apprentissage que se manifeste le plus clairement la solidarité de caste, en particulier par le recrutement de caste, les échanges interfamiliaux d'enfants à l'intérieur de la caste, les sacrifices aux génies de la caste, les réunions des parents d'apprentis et les festins offerts par eux pour les artisans castés du village, les droits et devoirs mutuels des patrons et apprentis réglés par une déontologie de caste, les offrandes de boeufs et cadeaux divers (riz, miel, lait...) au maître-ès-arts, la transmission des secrets de caste, la bénédiction finale qui noue une alliance éternelle entre le maître et l'ouvrier et assure la fidélité aux normes de la caste. Après l'apprentissage, et tout spécialement à l'heure actuelle, plusieurs facteurs contribuent à rompre la solidarité de métier apprise durant la jeunesse :

1) La réduction des commandes, qui oblige l'artisan, polyvalent professionnellement, à faire alterner ses activités artisanales et agricoles, donc à délaisser pour un temps ses intérêts de métier ;

2) Les migrations : les artisans, qui exercent leur profession à proximité d'un marché urbain où ils vendent leur production, sont souvent des migrants ayant abandonné leur foyer pour une saison, laissant leurs femmes poursuivre les travaux agricoles ;

3) Les reconversions : après avoir vendu sur les marchés urbains leurs produits artisanaux, ou de case à case les bijoux qu'ils ont fabriqués, certains artisans prennent goût au commerce et préféreraient acquérir par les bénéfices de la revente, sans travailler de leurs mains, un pécule plus substantiel que celui obtenu par l'exercice de leur métier ;

4) La diversité des modalités de travail : tantôt les artisans travaillent des matières premières leur appartenant, qu'ils ont extrait ou recueilli, et vendent ensuite les objets fabriqués (potières, vanniers), tantôt ils achètent les matières premières au moment de la commande d'un article (forgerons, cordonniers), tantôt ils travaillent à façon pour un client qui fournit la matière première

(bijoutiers, tisserands, brodeurs), tantôt ils se font héberger par le client (tisserands, forgerons) (1).

Alors que des règles multiples et connues de tous assurent la séparation entre groupes castés et non castés, et entre les castes elles-mêmes, alors que de cette séparation liée à une division du travail résulte une interdépendance ayant le caractère de la solidarité organique durkheimienne, aucune organisation corporative ou autre n'assure une réelle cohésion professionnelle de caste. Il semble qu'à eux seuls, la spécificité des genres de vie et l'idéologie diffuse à travers des croyances et attitudes suffisent à individualiser des castes dont les membres se trouvent unis surtout par une communauté de destin.

(1) Jacques BINET - Marchés africains, Cahiers ISEA, Humanités, 95, V, I, p. 73

C H A P I T R E X X

DYNAMIQUE DU SYSTEME DES CASTES

Il est courant de considérer les castes comme un carcan inamovible, et plusieurs raisons plaident en faveur de ce point de vue, notamment en Afrique occidentale :

1) L'ancrage du monopole patrimonial. Chaque caste détient le monopole, déguisé mais bien établi grâce à un interdit religieux qui évite toute concurrence, d'une profession transmise héréditairement. Comme l'exercice d'un métier traditionnel de caste, non seulement nécessite des connaissances techniques spéciales, un apprentissage assez long et une habileté manuelle, mais encore comporte toute une série d'initiations qui font du travail artisanal une véritable mystique, les voies d'entrée dans la profession se trouvent rigoureusement limitées par les normes sociales : c'est à l'intérieur de la caste qu'on hérite de la formule occulte et du tour de main.

2) La nécessaire complémentarité des groupes. L'opinion de Cheikh Anta Diop (1) selon laquelle le système est né d'une division du travail sous un régime monarchique relativement récent, peut être estimée plausible en fonction du régime actuel des castes qui repose en effet sur la complémentarité économique avec une aristocratie. La symbiose sociologique reflète d'ailleurs la symbiose biologique de la brousse : le nyamakala est au horon ce que la plante parasite est à l'arbre qui le porte, dit un proverbe malinké : Horô ni a la nyamakala ye i ko yiri ni a la dô. Jugé naturel, le lien a du mal à se rompre tant que le monde rural, malgré des institutions nouvelles, conserve une certaine stabilité structurelle.

(1) Cheikh Anta DIOP - ^{soit pré-} L'Afrique coloniale, Présence africaine, 1960.

3) La justification idéologique du statut et le sentiment de dignité. Tandis que le horon ne saurait sans démeriter exercer un métier artisanal, le nyamakala refuse de se soustraire à son ancienne condition et de s'assimiler au bien-né (horon) par respect de l'ordre établi, car renoncer à ses origines (Fasfya) c'est solliciter la malédiction de l'ancêtre du clan qui a passé le contrat initial pour la pratique de tel métier avec un génie protecteur.

4) La lenteur des transformations économiques et sociales, qui ne se répercutent qu'avec un certain retard en campagne.

A l'encontre de cette tradition intellectuelle du fixisme absolu des castes, les analystes modernes de la société indienne, L. Dumont et M.N. Srinivas (1) démontrent qu'un système qui, par sa hiérarchisation sociale rigoureuse semble engendrer sa perdurabilité, est non seulement vulnérable aux changements, mais porteur des raisons endogènes de sa propre modification ; la sanskritisation constitue en effet un mécanisme d'ascension sociale, laquelle ouvre la voie à l'occidentalisation et au rejet des normes figeant les jati et les varna à certains niveaux de prestige socio-religieux et de pouvoir politique. Par sa dynamique interne, le système produit des conflits de castes, des affrontements de factions, des révoltes et des segmentations, ainsi qu'une nouvelle redistribution des statuts. En Afrique occidentale, les mécanismes conflictuels semblent avoir peu joué dans le sens d'un éclatement du système. Néanmoins il est souhaitable de se demander si l'islamisation n'a pas produit de longue date ou plus récemment des effets relativement semblables à ceux de la sanskritisation en Inde.

De plus, les sociétés africaines ont subi comme la société

(1) L. DUMONT - Homo hierarchicus, Essai sur le système des castes, Gallimard, 1967.

M.N. SRINIVAS - Social change in modern India, Berkeley, Univ. of California Press, 1966.

M.N. SRINIVAS - The concept of sanskritisation, a reevaluation, Economical and Political Weekly, IV, 16, 19 avril 1969.

indienne l'impact d'une certaine modernisation et de transformations économiques. Aussi, en interrogeant les dynamismes externes, pourrions-nous voir comment le développement économique, avec les deux phénomènes qui lui sont liés, l'industrialisation et l'urbanisation, ont modifié, et continuent de modifier les sociétés concernées en créant un certain nombre de tensions.

Une première tension naît entre rôles assignés et rôles acquis. Des critères d'ordre économique ou politique viennent en effet changer la distribution des rôles. Ainsi, avec l'industrialisation, la mobilité personnelle devient plus importante que la mobilité collective, et les migrations urbaines brisent les répartitions professionnelles héréditaires.

Une seconde opposition s'établit entre principes hiérarchiques et principes égalitaires. Les sociétés émergeant du système traditionnel, durant et après la domination coloniale, adoptent souvent des idéologies égalitaires d'inspiration occidentale.

On peut encore citer un troisième type de tension entre pouvoir central et pouvoir local. Les pays en voie de développement choisissent une organisation centralisée qui va à l'encontre des fortes traditions locales de vie communautaire.

Enfin, il faut analyser les disparités issues de l'industrialisation. Le passage à une technique complexe de production appelle la création de nouveaux postes dans les secteurs secondaire et tertiaire. D'où la différenciation qui se forme entre le secteur industrialisé des villes et le reste du pays à structure traditionnelle. Pour notre sujet, la tâche de l'Etat consiste à intégrer en les conciliant l'artisanat villageois traditionnel et l'artisanat urbain moderne.

L'analyse de ces contrastes devrait conduire, selon Lipset (1), à mieux cerner les causes et les conséquences de la mobilité

(1) Cf. N.J. SMELSER et S.M. LIPSET - Social structure, mobility and development, Berkeley, Univ. of California Press, 1966.

sociale dans les sociétés en mutation, et par conséquent les modifications du statut des castes entre elles et dans la société globale.

Enfin, l'indépendance politique a créé une situation assez nouvelle. Sous la colonisation, les castes affectées par l'occidentalisation et la laïcisation restaient incluses, au niveau ethnique, dans un système politique traditionnel de rangs. La suppression légale de la chefferie, la lutte contre les féodalités et les mystifications diverses, les campagnes de propagande pour la décastisation sociale menées par le R.D.A. ont fortement secoué le système des castes déjà touché par la transformation de l'artisanat. Celui-ci doit désormais être envisagé dans la structure complexe récente où de nouvelles valeurs et hiérarchies dominent, tendant à imposer une polarisation en classes sociales. Néanmoins, dans une certaine conjoncture, telle que celle de la Guinée, peut temporairement s'opérer un retour aux solidarités d'ethnies et de castes pour pallier la pénurie économique et l'insécurité urbaine.

Sur l'évolution des castes, il importe de reconnaître trois impacts particulièrement importants : celui de l'Islam, celui de l'occupation européenne, celui de la démocratie nationale, de la politique sociale anti-ségrégative et de la réorganisation économique. Un phénomène ressort avec une particulière évidence en Guinée et dans toute l'Afrique occidentale, la corrélation directe entre l'Islam et castes : les ethnies islamisées depuis quelques siècles sont des sociétés de castes ; les ethnies animistes de la côte et des rebords forestiers ignorent les castes. On aurait tort d'inférer a priori à un rapport de causalité à partir d'une telle corrélation. Celle-ci suggère plutôt un dilemme :

- Ou bien l'Islam est à l'origine du système des castes, et dans ce cas il faut prouver : 1) l'absence de castes dans les sociétés africaines pré-islamiques ; 2) le support théorique du système dans les dogmes musulmans, interprétés en fonction d'une conjoncture. Or l'histoire connue infirme ces deux dernières hypothèses.

- Ou bien l'Islam ne s'est développé que dans certains types de sociétés qui seraient le substrat d'un système de castes. Dans ce cas, il se serait accommodé d'un état existant sans le briser. Or cette supposition se trouve justifiée par la comparaison des systèmes politiques. Le développement du régime des castes, aussi bien que l'islamisation ont pris pour support des sociétés à gouvernement centralisé (wolof, malinké, bambara, peul) favorables à l'esclavage et comportant une aristocratie. Les aristocraties peul et malinké ont été en Guinée les vecteurs de l'islamisation (1), et les récits des voyageurs arabes nous apprennent que les castes étaient connues dans l'empire du Mali avant qu'il ne soit islamisé. Néanmoins le lien entre monarchie et castes, entre monarchie et Islam, n'est pas essentiel dans la mesure même où, en Afrique, on rencontre des systèmes politiques centralisés, certains avec, d'autres sans castes, certains islamisés, d'autres animistes. Quoique irréversible logiquement, la proposition suivante peut être soutenue : le régime des castes aussi bien que l'islamisation ont supposé historiquement un englobant politico-social identique, à tel point qu'actuellement encore en Guinée, les sociétés les plus conservatrices du système des castes sont aussi les plus islamisées et celles où le système féodal n'a commencé que depuis peu à s'effacer. La rigueur du système et la tenacité des préjugés de castes diminuent ainsi de la société peul à la société malinké, de la société malinké à la société soussou.

Notre étude sur les systèmes de caste dans les sociétés peul et manding a démontré, d'une part, la lointaine origine servile des clans castés, d'autre part, la forte empreinte islamique des justifications idéologico-mythiques du statut de caste (2). A partir de ces constats, on peut s'interroger sur l'attitude de l'Islam à l'égard de l'esclavage

(1) C. RIVIERE - Mutations sociales en Guinée, éd. Marcel Rivière, 1970, ch. V, Bilan de l'islamisation.

(2) C. RIVIERE - Système et dynamique des castes dans les sociétés peules et mandingues, Cultures et Développement, 1969-70, II, 2, pp. 315-362.

qui risque par contre-coup, de réagir sur l'attitude à l'égard des gens de castes, et sur le genre d'interprétation donné aux dogmes, pour les infléchir en fonction d'une pratique traditionnelle qui ne correspond pas nécessairement aux normes théoriques fixées par la religion.

Aucun historien ne saurait contester que l'Islam, en ratifiant l'esclavage, a favorisé sa perpétuation. Cependant, on ne saurait non plus méconnaître qu'il a adouci le sort de l'esclave en lui ouvrant la voie de l'affranchissement. L'Islam est explicite dans la théorie : à l'origine, l'esclave est une capture de guerre sainte, son maître se doit de l'instruire, de le nourrir, de le convertir ; il est interdit de soumettre un musulman en esclavage ; un esclave doit être affranchi dès qu'il possède le niveau d'instruction coranique de son maître. Pour l'époque de Mahomet, une telle doctrine apparaît progressiste. Mis à part le sort particulier des esclaves, devenus tels parce qu'incroyants, l'Islam porte en son sein une conception égalitaire de la société. La loi musulmane ignore par principe les castes. La possibilité est donnée à quiconque d'exercer n'importe quelle fonction sacerdotale ou temporelle à condition d'en posséder la science et d'en être digne par sa valeur morale (1). Au Mali comme en Guinée, on rencontre, des marabouts issus de toutes les couches sociales. Le muezzin peut être choisi parmi les esclaves affranchis ou les artisans, pourvu qu'il réponde à un certain nombre de critères : possession du savoir, propreté physique, sagesse. Par ses dogmes, l'Islam a donc créé un climat favorable à la mobilité sociale, et en prêchant l'égalité et la fraternité de tous les croyants, a favorisé l'extension de l'exogamie, donc le brassage des castes.

Mais en pratique, toute une idéologie justificatrice du statut inférieur de l'esclave et de l'homme casté a été élaborée, lisible à

(1) Ousmane SYLLA - Persistance du système des castes dans la société wolof contemporaine, Bulletin de l'IFAN, B, XXVIII, 3-4, 1966, p. 738.

travers les mythes et les croyances d'inspiration islamique qui considèrent l'existence des castes comme une volonté divine. Même chez les grands prêcheurs de l'Islam se manifestent des résistances quant à l'abolition du système des castes, et l'interprétation du Coran est infléchie pour les besoins de la stabilité sociale et de l'équilibre économique. Amadou Hampathé Ba illustre la vérité de cette assertion par l'anecdote suivante : "Les marabouts du Grand Conseil, se basant sur le verset coranique, "Tous les croyants sont des frères", avaient demandé l'abolition des castes. Sékou Amadou leur répondit en leur servant un ragoût de grenouilles et de lézard, mêlés au poisson, au mouton et au poulet habituels : "De même, bien que le livre ne l'interdise pas, il me répugne de mélanger les nobles et les gens de caste" (1). En conclusion, si l'Islam n'a pas radicalement modifié les hiérarchies sociales existantes, et a tenté, par ses interprétations populaires, de les justifier, du moins, par son esprit, a-t-il ouvert la voie à une élévation du prestige de l'homme de caste pourvu qu'il soit croyant.

Bien plus que l'Islam, l'occupation européenne a porté atteinte à la vitalité ancienne des castes sans s'y attaquer directement, en démantelant les structures de la société traditionnelle et en forgeant une nouvelle conception de la division professionnelle et technique.

Rôle de l'école

Pour une échappée hors du système de castes, l'école ouvre l'une des meilleures voies. Respectueuse des structures sociales traditionnelles, la colonisation l'est dans la mesure où elle en tire

(1) Vincent MONTEIL - L'Islam noir, Seuil, 1964, p. 245 ; citant A. BA et J. DAGET, L'empire Peul du Macina, Bamako, IFAN, 1955.

profit pour assurer l'exercice de son hégémonie, mais son "projet civilisateur", animé par une conception démocratique républicaine vise expressément ou non, et dans des buts plus ou moins intéressés, à une promotion sociale assurée par une progressive scolarisation. A part les écoles de fils de chefs, toutes les écoles publiques européennes entre les deux guerres, furent surtout fréquentées, en milieu musulman disposant déjà de son propre enseignement coranique, par des fils d'esclaves et de gens de caste envoyés comme "cobayes" par leurs maîtres nobles. A ces lettrés français s'ouvrirent bientôt les portes du salariat et du fonctionariat. Parmi ces cadres moyens de la colonisation, se recrutèrent par la suite les équipes dirigeantes des partis politiques, et subséquemment des gouvernements indépendants, qui, dès leur accession à un certain pouvoir, s'employèrent à mener campagne contre les discriminations tant raciales que professionnelles et traditionnelles dont ils avaient été victimes. Avec l'apparition d'élites nouvelles, avec l'abolition des chefferies, le prestige du noble s'effondre, et le rattachement à la tradition de l'aristocratie ne devient qu'une manifestation de vanité, encore exploitée parfois pour le profit des griots. Le laïcisme de l'école a aussi conduit à une démystification et à la désacralisation des privilèges de la noblesse, comme des techniques artisanales dont est démasqué le pseudo caractère initiatique.

L'artisanat moderne

Longtemps sclérosé dans ses techniques, formes et modèles d'autrefois, l'artisanat subit plusieurs assauts résultant de l'introduction de nouveaux métiers, de nouveaux objets, de nouvelles techniques, et l'urbanisation agit comme creuset où se fondent les ethnies et les couches sociales.

Avec l'implantation de l'administration européenne et les débuts de l'urbanisation, un nouvel artisanat devient indispensable à l'Afrique, un artisanat capable d'effectuer les installations modernes,

d'entretenir et réparer les constructions et les machines. Aussi, de nouveaux métiers sont-ils introduits, tels que maçon, charpentier, ébéniste, électricien, mécanicien, plombier, tailleur de vêtements modernes... appris à l'origine par des artisans émigrés de pays plus évolués et qui recrutent des apprentis sans distinction d'origine sociale. Cette création de métiers nouveaux non castés n'est pas sans entraîner une revalorisation générale du statut de l'artisan, une possibilité d'évasion de l'artisan traditionnel hors de sa caste, par reconversion, et, pour l'artisanat pris en tant qu'entité, la perte progressive de son caractère héréditaire et familial.

Dans les activités économiques de type moderne où l'habileté professionnelle est seule prise, les castes sociales jouent encore un rôle, mais minime, en ce que le plus habile est encore souvent un artisan casté, formé en campagne à l'école paternelle, et qui a su en émigrant en ville, perfectionner ses techniques et s'adapter aux nouveaux besoins. D'anciens forgerons sont devenus feronniers, d'anciens cordonniers : bourrelliers, matelassiers, tapissiers... Il est aisé de relever, parmi les détenteurs de moyens de production des petites entreprises urbaines, d'anciens représentants de castes considérées comme inférieures ; mais de nouveaux rapports sociaux de production instaurés sous la colonisation, ont recouvert les différenciations de castes, principalement parce que les métiers nouveaux ont été appris par des étrangers (hors castes) venus sous l'impulsion de Ballay, pour édifier la capitale de la nouvelle colonie. Une étude sur la toponymie de Conakry et du Kaloum (1) a signalé comment se sont fixés des Limba et des Ténne de Sierra Léone pour servir comme bâtisseurs (maçons, charpentiers), comme soldats mercenaires et comme comptables. Monseigneur Lerouge, a laissé quelques notes manuscrites sur

(1) C. RIVIERE, "La toponymie de Conakry et du Kaloum", BIFAN, série B, XXVIII, 3-4, 1966, p. 1015.

ce qui fut le noyau primitif, moins de l'artisanat moderne, que de ce qu'on pourrait appeler à plus juste titre, la qualification ouvrière. "En organisant sa colonie, le gouverneur Ballay avait senti le besoin d'avoir des artisans. Il avait fait venir du Sénégal, ramené du Gabon, toute une pléiade d'ouvriers qui, dans sa pensée, devaient instruire et former sur place, des apprentis. Ces maîtres-ès-arts, étaient souvent de véritables artistes. Avec Demba Siné, Paul Fistel, Félix Mamady Ly, des confrères de Saint Joseph (menuisiers) - Liré Gueye et Diokin Gomez, des fervents de la truelle (maçons) - Martin N'Daw, Donato, Louis Fall, des disciples de Vuleain (forgerons) - Pierre Dieng, constructeur de bateaux, constituaient l'état major de la corporation ouvrière. La Guinée portugaise leur envoyait de Boulam et de Bissao, des apprentis. Mais 25 ans après, les Portugais étaient à peu près tous retournés chez eux. Les bons ouvriers, en nombre insuffisant, manquaient d'apprentis. Les chefs maçons avaient peine à trouver des gâcheurs de mortier et des tailleurs de latérite. Les menuisiers souffraient aussi de ce que les métiers manuels étaient dépréciés". (1)

Mgr Leronge en s'interrogeant sur les raisons d'une telle pénurie d'artisans, en 1925, fait entrer en ligne de compte :

- 1) le départ des maîtres-ouvriers lors de la guerre de 1914,
- 2) la fierté et la passivité du Guinéen qui "n'a pas voulu se salir les mains, ni se soumettre aux exemples et directives des charrons, mécaniciens... lui apportant une technique plus perfectionnée que la sienne",
- 3) la défiance vis-à-vis de l'étranger.

Après la guerre de 1939-45 une nouvelle impulsion est donnée aux métiers artisanaux avec l'extension et l'urbanisation de Conakry.

(1) Mgr LEROUGE - Les premiers maîtres-ouvriers de la Guinée, Archives de l'Archevêché.

On conçoit donc qu'en dehors des Sénégalais et Gabonais, descendants des pionniers, la plupart des menuisiers, peintres, plombiers, électriciens ... actuels de la capitale, soient des Soussou et Baga qui constituent les ethnies dominantes de Conakry et de la Basse Côte. Dans cette région, la petite entreprise urbaine groupe, dans une pièce s'il s'agit de matellaserie et de tapisserie, sous une véranda s'il s'agit de couture et de broderie, sous un hangar s'il s'agit de menuiserie, de mécanique ou de ferronnerie, de 2 à 20 ouvriers sous la direction d'un patron qui vit avec eux en maître de jurande, soucieux sans doute de ses bénéfices, mais trop dépendant de la rareté des matières premières, outils de travail et pièces de rechange, pour avoir, sauf quelques exceptions, les revenus et la mentalité d'un grand bourgeois.

Effets de la concurrence : déclin et modernisation

Avec le développement du commerce, se substituent peu à peu ou bien s'ajoutent aux produits locaux, des produits manufacturés d'importation. Conséquemment, on assiste, sinon à une asphyxie, du moins à une régression de certains artisanats traditionnels par la concurrence des objets d'importation, qui joue sur la quincaillerie, les bijoux de pacotille, l'outillage, les matières premières, l'habillement, les objets divers ; lampes, fusils, mallettes... Les produits importés présentent des avantages qui frappent immédiatement la clientèle : leur grand nombre, leur variété, leur disponibilité immédiate ; ils bénéficient d'une vente organisée en fonction des possibilités des acheteurs, répondent aux goûts des consommateurs par leur solidité, leur finition et leurs coloris, coûtent fréquemment moins cher à qualité égale, et lorsqu'ils sont de qualité inférieure leur bas prix compense leur médiocrité ; enfin, ils satisfont des désirs et besoins nouveaux en apportant une note de confort (bicyclette, machine à coudre, charrue) ou de coquetterie. Tandis que disparaît la fonte du fer avec l'apport de barres et de ferrailles,

régresse en même temps tout le patrimoine de connaissances mystiques liées à la recherche: du minerai, à la chauffe et à la fonte du métal. Potiers, boisseliers, fileuses, cordonniers, brodeurs, se voient aussi condamnés à un travail temporaire et au ralenti.

Dans une telle conjoncture, sous la pression des circonstances, afin de répondre aux nouvelles sollicitations, ou par le simple jeu de la diffusion et de l'imitation, s'opère une modernisation de l'outillage et des techniques. Les emprunts technologiques extérieurs en viennent à modifier toutes les méthodes, et par contrecoup, la vie artisanale elle-même. Le cordonnier se met à tanner le cuir avec de nouveaux ingrédients, fixe les lanières avec des clous, répare et fabrique des souliers et non plus seulement des samara ; brodeurs, tailleurs, teinturiers imitent les modèles et décorations présentés dans les catalogues. Sans initiation magique, le forgeron apprend la trempe, la soudure et la coloration des métaux. Cessant d'être fabricant d'armes et sculpteur de masques, il devient parfois un véritable artisan rural capable de réparer des charrues, de fabriquer des herse. De cette position nouvelle, il tire de substantiels revenus qui lui permettent de s'équiper d'instruments et d'enclumes modernes. En même temps que son support matériel, disparaît alors la symbolique liée au travail du fer. Pour aider à une telle reconversion, des écoles techniques élémentaires naissent, qui reçoivent des apprentis et des stagiaires. Pour la Guinée, on compte en 1937, 3 centres : Conakry, Labé, Kankan, qui, dans la décade précédente, ont reçu 152 élèves et 34 stagiaires. Un rapport d'administrateur remarque que des stages, pour des forgerons adultes, ont lieu durant quatre à six mois. Aux meilleurs est accordé un lot d'outils : enclumes, marteaux, pinces, clés, forges. Quant aux apprentis, au nombre d'une vingtaine à Labé et à Kankan en 1937, recrutés au niveau du cours élémentaire parmi les fils de forgerons et de menuisiers de préférence, ils retournent en principe, après trois ans d'études, à l'atelier de leur père, mais, dit le même rapport, "les enfants ainsi formés ne sont pas fâchés à l'adolescence de trouver une autre profession que celle que leur assigne leur hérédité, et cherchent en travaillant pour le compte de l'administration ou des maisons de commerce, une occupation plus profitable et plus conforme à leur goût" (1). La

(1) Document des archives de l'INRDG, Conakry.

mutation des mentalités touche même l'artisan traditionnel pour qui le souci de vendre à bon prix en vient à prévaloir sur le souci du bel ouvrage.

L'urbanisation

Plus encore que par l'évolution économique des campagnes, c'est par l'urbanisation que les castes ont été le mieux brassées, grâce notamment à l'emploi dans les services privés, au salariat industriel et à l'accès au fonctionnariat. Les études foisonnent qui signalent l'affaiblissement des interdits matrimoniaux et la tendance à une plus grande exogamie dans les villes où le statut moderne fondé sur la relation au pouvoir politique et économique tend à voiler l'origine sociale des individus. Dans le contexte urbain, d'anciennes familles nobles n'hésitent pas à marier leur fille à un individu de caste, pourvu que ce gendre dispose d'un revenu lui permettant de mener une vie décente, d'entretenir sa femme et éventuellement la famille de ses beaux-parents.

Par la conjugaison de toutes ces influences, sont fortement battus en brèche, comme on vient de s'en apercevoir, les trois piliers du système des castes : les hiérarchies traditionnelles, le principe d'endogamie, et la division héréditaire du travail. Et en même temps s'effritent, par une rénovation des mentalités, les anciennes superstitions enracinées dans des idéologies magico-religieuses.

Prolongeant ce mouvement bien amorcé, l'indépendance va accélérer le processus de dislocation du régime des castes.

Il entre en effet dans les intentions d'une politique gouvernementale de démocratisation et d'unité nationale, de faire fusionner toutes les couches sociales. A cet effet, ont été prises des mesures juridiques pour l'abolition des chefferies et du servage, ainsi que pour la décastisation sociale. Par exemple la Guinée accorde en 1967 des funérailles nationales au griot Bakary Cissoko. Dans le parti unique regroupant des anciens partis concurrents, des élites modernes instruites, issues de toutes les couches sociales, travaillent à l'effacement des discriminations traditionnelles... sans y réussir nécessairement et sans prendre parfois les moyens les plus appropriés.

Une certaine ambiguïté se manifeste entre un idéal de suppression du système social traditionnel des castes ratifiant les inégalités, et le désir de maintenir quelques valeurs, quelques techniques et instruments de production qui lui étaient naguère indissociables en tant que substrats du système. Un second désajustement se situe entre le souhait de rapide transformation économique par une planification rigoureuse et efficace, et le constat de l'inadaptation actuelle des ressources nationales en argent et en hommes, aux exigences de cette mutation.

Pourtant c'est en s'insérant plus largement dans l'économie moderne que l'artisanat conserve ses meilleures chances de survie. Bien qu'affectant surtout les centres urbains, l'industrialisation et le développement économique imposent de plus en plus une reconversion à l'artisanat industriel. Mais comme l'artisan ne dispose pas des moyens de donner à son entreprise un caractère industriel, une aide de l'Etat est nécessaire.

Les coopératives

Afin de développer l'artisanat et de le reconvertir progressivement, des efforts ont été tentés dès l'indépendance. Plutôt que d'encourager le développement individuel des entreprises artisanales, l'Etat socialiste guinéen a jugé utile, avant de parvenir au stade de l'entreprise collective de fabrication, de rassembler les artisans en coopératives et groupements de production :

- 1) pour une plus grande facilité de fourniture des matières premières,
- 2) pour des achats en commun de matières premières qui habitueront l'artisan à l'esprit d'épargne,
- 3) pour l'écoulement de certains produits sans passer par les petits revendeurs responsables des hausses,
- 4) pour un meilleur emploi du temps,
- 5) pour l'émulation agissant sur la productivité. (1).

Dans la coopérative de production, groupement autonome de travailleurs non salariés, en vue d'une production en commun bien déterminée chacun est responsable pour sa part. En fin d'exercice les bénéfices sont

(1) Horoya du 6 août 1965.

répartis entre les membres au prorata des normes journalières ou des opérations effectuées par chacun. Certains artisanats d'art ou de forge par exemple, qui peuvent s'intégrer dans la formule de centres-pilotes ne réclament pas obligatoirement le travail en coopérative, si la coopérative n'améliore pas leur productivité. Or une telle amélioration de la productivité et de la production, qui est le but principal des coopératives, suppose une organisation, un programme détaillé de production, une division du travail en commun ainsi qu'un équipement moderne. Pour le démarrage, les pouvoirs publics ont demandé à chaque région administrative de susciter la formation d'au moins une coopérative dans la branche d'activité qui présentait localement les meilleures garanties de réussite. Au 1er octobre 1964, 34 coopératives artisanales groupaient 2 624 membres ; Deux ans après, fin 1966, on comptait 3 956 membres répartis en 33 coopératives. L'observation du tableau qui en présente le détail, permet de remarquer :

TABLEAU DES COOPERATIVES ARTISANALES

Par branche d'activité (agréés fin 1966)

<u>Région administrative</u>	<u>Nature de l'activité des coopératives</u>	<u>Total des membres</u>
CONAKRY		
	Coopérative des coupeurs de bois et charbonniers de Basse Guinée	620
	Coopérative guinéenne de confection	21
	" des teinturières du 6ème arrondissement	100
	" " " " 7ème "	40
	" " " " 5ème "	52
	" " " " 8ème "	80
	" " " de Conakry I	103
	" " cordonniers du 2ème arrondissement	27
	" " tisserands du 7ème arrondissement	31
	" " réparateurs de Conakry I et II	18
	" " tisserands du 6ème arrondissement	27
KINDIA		
	" " teinturières de Kindia	2000
	" " tisserands de Kindia	53

BOFFA	Coopérative des exploitants forestiers de Lisso	12
BOKE	" " teinturières de Boké	125
FORECARIAH	" " teinturières de Nasser	96
DUBREKA	" " teinturières de Coyah	86
LABE	" " tricoteuses et brodeurs de Labé	20
	" " teinturières de Labé	78
	" " tisserands de Labé	45
MALI	" " teinturières de Mali	32
MAMOU	" " bijoutiers de Mamou	18
DALABA	" " cordonniers de Dalaba	17
PITA	" " tisserands de Timbi-Madina	26
	" " teinturières de Pita	34
TOUGUE	" " teinturières de Tougué	17
DINGUIRAYE	" " teinturières de Dinguiraye	35
FARANAH	" " teinturières de Faranah	16
MACENTA	" " tailleurs de Macenta	39
N'ZEREKORE	" " raphiateurs de N'zérékoré	14
KISSIDOUGOU	" " tisserands de Oundékéré	21
	" " teinturières de Kissidougou	32
BEYLA	" " cordonniers de Beyla	11

33 coopératives

TOTAL GENERAL 4 036 adhérents

(Source : Direction nationale de l'artisanat)

1°) La concentration des coopératives dans les centres urbains ; phénomène explicable par la présence des consommateurs au fort pouvoir d'achat (1), par la concentration de la population permettant la réunion d'un nombre important de coopérateurs, par l'influence plus marquée en ville, des décisions politico-économiques et leur contrôle par les autorités.

2°) L'artisanat du vêtement et de la parure (tisserands, teinturières, tricoteuses, brodeurs, tailleurs, cordonniers, bijoutiers) est de beaucoup le plus important : 83 % de coopérateurs contre 17 % de charbonniers, réparateurs et raphiateurs, ce qui dénote assez bien l'importance primordiale du besoin de paraître, et qui correspond aux principales dépenses enregistrées dans les budgets familiaux des petites villes, tant du côté masculin que féminin.

3°) Les coopératives de teinturières sont les plus fréquentes (16 sur 33), ce qui s'explique par :

- le désir d'émancipation de la femme par un salaire personnel : le métier de teinturière est beaucoup plus rémunérateur que celui de cordonnier par exemple. A Kindia, la coopérative compte 2 000 personnes, mais il n'y a qu'une centaine à travailler régulièrement au centre où s'observe une certaine division du travail.

- une plus grande sociabilité de la femme : le travail de groupe lui donne une occasion de s'évader du foyer polygame pour bavarder avec d'autres personnes et sans être contrôlée par le mari ou les coépouses.

4°) Le nombre important des coupeurs de bois et charbonniers à Conakry (620)

Arrivant par cotres et pirogues de la Basse côte, à Boulbinet, Dixinn, Touguéwondi, Téminétaye, etc..., le bois et le charbon de bois sont les combustibles habituels de 97 % des habitants de Conakry ; en outre, le palétuvier est l'habituel bois de construction dans cette capitale en expansion. Depuis longtemps réunis en petites entreprises, les coupeurs de bois font désormais partie d'une coopérative unique qui garantit à tous des approvisionnements et supprime les litiges d'une concurrence de prix.

5°) L'absence de coopératives de forgerons : le métier se perd, Méprisé et craint du reste de la population, le forgeron est assez individualiste et exerce surtout en campagne.

(1) Un administrateur guinéen, Alpha Amadou BAH, estime que "Conakry détient presque la moitié du pouvoir d'achat du pays" (Les transports en Guinée, Conakry, 1967, ronéoté).

6°) L'absence de coopérative au coeur de la Haute-Guinée : Kankan, Siguiri, Kouroussa, où la densité de la population est faible, l'artisanat exclusivement villageois, et le milieu des villes surtout commerçant ;

- et le grand nombre de coopérateurs en Basse Guinée (3581 sur 3956, soit près des sept-huitièmes). Les Soussou sont réputés très sociables, et Conakry est le centre de décision de toute organisation économique.

Il ressort donc que la concentration de la population, un certain niveau de vie des consommateurs, et le degré de sociabilité des sexes et des ethnies, sont des facteurs déterminants dans le groupement en coopératives.

Quels problèmes de fonctionnement posent ces coopératives ? Un rapport sur le mouvement coopératif en Guinée, d'un expert du B.I.T. (1) les a déjà signalés, en donnant, parmi les coopératives artisanales, les exemples de celle de Confection et de celle des Blanchisseurs du lycée de Conakry maintenant dissoute. "La multiplication des coopératives artisanales, ne servirait utilement le développement économique et social du pays, conclut-il, que si ces coopératives bénéficiaient de certaines priorités particulièrement lors de la passation de marchés de fournitures de produits ou de services par l'Etat ou par toute autre collectivité publique, si elles pouvaient recevoir les crédits à court et moyen terme indispensables à leur fonctionnement, et si la Direction générale de l'artisanat créée au sein du ministère de l'Economie Rurale et de l'Artisanat voyait ses moyens d'action renforcés".

Par défaut de production en série et d'achats en gros, à cause de l'ignorance de la direction administrative et de la gestion financière chez les responsables, le chiffre d'affaires des coopératives ne correspond ni à leur potentiel de travail, ni au nombre de leurs coopérateurs, ce qui ne permet pas de servir à ceux-ci des salaires convenables. A cela s'ajoute le dénuement en matière d'équipement que déplorait Sékou Touré, dès 1962, et que les mesures du 8 novembre 1964 n'ont fait qu'aggraver : "Parce que

(1) A. HIRSCHFELD - Rapport sur le mouvement coopératif en Guinée, enquête réalisée en novembre et décembre 1964, Genève, BIT, ronéoté.
Consulter aussi, pour le centre régional de Labé, Horoya du 13 juin 1966.

jusqu'ici leurs demandes ont manqué de cohésion, les artisans n'ont pas été fournis convenablement en outillages et en matières premières : le prix de l'article artisanal, réalisé dans des conditions de travail anormalement difficiles a été de ce fait anormalement gonflé. D'autre part, et le fait est plus sérieux, des coopératives ont été créées avec l'espoir qu'elles pourraient obtenir des moyens matériels de production adéquats ; cet espoir ayant été déçu, les dites coopératives ont dû se disperser alors que leur potentiel en qualification humaine était très bon. Le fait que le cordonnier manque de machines à coudre, de perceuses, de riveteuses, etc..., que le forgeron-réparateur soit démuné de postes de soudure autogène, de massicots, d'étaux, de forge et d'outillages divers, qu'il doive travailler avec des limes, filières et chalumeaux qu'il fabrique lui-même tant bien que mal, lorsqu'il n'arrive pas à se les procurer auprès des dioulas ~~exploiteurs~~, l'absence sur le marché de produits chimiques tels qu'alun, borax, acide chlorydrique, etc..., tout cela dénote une importante anomalie à résoudre ; la solution en incombe à notre commerce d'état ; elle sera facilitée par une planification de la politique à suivre en faveur de la promotion de l'artisanat" (1).

Les mesures proposées tendaient à insérer l'artisanat dans l'économie globale, en demandant la participation du commerçant pour l'équipement en matériel et l'écoulement des produits, en unissant ses efforts à ceux de l'économie rurale pour :

- la culture et le traitement du coton,
- la plantation et le traitement semi-mécanisé du raphia,
- l'exploitation rationnelle et perfectionnée de l'indigo,
- l'utilisation de métiers plus larges par le tisserand,
- la transformation de la production : le vannier pourrait fabriquer des cageots en roseau et en bambou tressé pour le transport des primeurs, le tisserand des sacs d'emballage en fibres végétales,
- la reconversion de certains artisans : comme le forgeron qui deviendrait réparateur pour être absorbé par l'économie rurale.

Cette vision des objectifs n'était assortie, hélas, d'aucune détermination de moyens à utiliser pour les réaliser, sauf une proposition de

(1) Horoya du 13 décembre 1962.

stage de spécialisation pour les éléments les plus valables. L'éducation nationale qui fondait la même année une Ecole des Arts et Métiers, ne cherchait pas à former des artisans, mais des techniciens de l'industrie : mécaniciens, ajusteurs, électriciens, géomètres, dessinateurs, etc... Ateliers et écoles d'apprentissage restent encore de pieux projets, sauf le centre professionnel artisanal en voie de réalisation à Kankan en 1967 pour former, en 3 ans, 575 élèves dans les secteurs bois, fer et mécanique. Aussi la plupart des coopératives artisanales végètent-elles actuellement et ne se montrent-elles guère compétitives. Seule contribue à les maintenir, la relative priorité dont jouissent les coopérateurs dans l'attribution des matières premières et instruments importés en faible quantité et dans l'écoulement des produits par le magasin d'état : Prodex, ou les salons du tourisme. Ainsi est ralentie la marche vers l'étape finale qu'est l'entreprise collective de fabrication, dont parle le rapport de Sékou Touré au VIème Congrès du P.D.G. : "La coopérative artisanale ne peut assurer un développement qualitatif de la production, ni même sa diversification poussée. C'est pourquoi, elle ne peut être une fin en soi, mais seulement une étape sur la ligne du développement continu de la production... Ce n'est qu'au sein de l'entreprise collective de fabrication, que l'artisan cesse d'être un tâcheron pour devenir un ouvrier hautement spécialisé et un responsable de la marche du développement de l'entreprise à laquelle il est associé" (1).

Déclin ou résurrection de l'artisanat

La pauvreté des revenus, le système des castes, le mauvais fonctionnement des coopératives, qui sont les traits dominants de l'artisanat guinéen actuellement, s'ils font croire à une stagnation de l'artisanat, n'excluent pas une relative modernisation technique observable dans les instruments, dans les matières premières et les objets fabriqués. Les brodeurs de Labé travaillent à la machine, les tisserands et teinturiers avec des écheveaux et des coupons importés dans les coopératives des petits centres. Quelques forgerons se sont mis à fabriquer, outre les traditionnels outils agricoles, des charrues, rateaux, pelles, marteaux, louches.

(1) Horoya du 28 décembre 1962.

Certains fondent l'aluminium pour mouler des marmites. Le labbo du Fouta qui continue de façonner ses serrures de bois, fabrique des lits modernes, et ne taille plus à l'herminette ses battants de porte, mais utilise des planches. Le brodeur se consacre à la décoration non seulement des boubous et toques, mais encore à celle des draps de lits, nappes, coussins, etc...

Tous sont cependant loin de la véritable production industrielle. Leur reconversion se heurte à trop d'obstacles sociologiques et économiques pour pouvoir s'opérer même dans une décennie. A part l'artisanat du vêtement, relativement prospère, les métiers traditionnels se replient dans le secteur rural, et le nombre des artisans décroît rapidement. Le contexte économique-politique semble le premier responsable de ce déclin de l'artisanat dont les raisons principales sont à chercher dans :

1°) La pénurie de matières premières, d'instruments de travail et d'accessoires dans une économie dont la monnaie nationale a été l'arme de suicide. Le manque de matières premières touche les forgerons obligés de récupérer de vieux camions, les maçons sans ciment, les menuisiers sans bois, car les trois scieries gouvernementales servent par priorité la fabrique nationale de Sonfonia. Il s'ensuit un coût élevé de tout produit fabriqué avec des matériaux rares, et un chômage affectant particulièrement les menuisiers et maçons. Faute d'instruments modernes de travail, de longs madriers doivent être sciés à la main et rabotés de même, d'où un rendement et une qualité inférieurs. Peinture et vernis sont rares et chers pour les menuisiers.

2°) Les revenus dérisoires obtenus par la pratique d'un métier artisanal en campagne, ne favorisant ni la modernisation du matériel, ni la relève par les jeunes.

3°) La concurrence des produits manufacturés d'importation, à la qualité et au fini bien supérieurs aux produits locaux, ce qui tue tisserands, fileuses et teinturières à l'indigo à Kankan approvisionnés en tissus de contrebande. De plus, la saturation du marché mondial en articles dits folkloriques rend cet artisanat peu rentable. Le sculpteur d'ivoire, de bois ou de pierre (pomdo du Kissi) se borne à des reproductions peu expressives et manque d'esprit créateur. Ses prix très élevés par rapport à ceux des artisans du Sénégal et du Cameroun, attirent en conséquence beaucoup moins la demande de l'étranger.

4°) L'inorganisation de l'écoulement des produits paralysant la production elle-même, qui pourrait être bien supérieure, par exemple dans les coopératives fonctionnant convenablement comme à Labé. Cette coopérative vend localement (lors de notre enquête en mars 1966) la paire de samara de 300 à 500 FG, l'ensemble boubou, chemisette et pantalon brodés 10 000 FG, c'est-à-dire la moitié du prix de vente à Conakry.

5°) L'augmentation du coût de la vie qui empêche de consacrer une partie de son revenu à des objets de semi-luxe : léfas, sacs-à-main en vannerie... En raison toujours du manque d'organisation des transports et du commerce, la plupart de ces objets fabriqués au Fouta ou en forêt ne parviennent pas à Conakry où ils trouveraient une clientèle.

6°) Une intention de la politique gouvernementale pour le cas du griot qui, s'il n'est pas à ranger dans l'artisanat du point de vue économique, s'y rattache sociologiquement, en tant qu'il s'insère dans le système des castes professionnelles. Le nombre des griots tend considérablement à diminuer. Affectés par la suppression de la chefferie et par les interdictions réitérées de leur type de parasitisme flatteur, ordonnée par le P.D.G., les griots ont dû se reconvertir, soit en chantres du parti unique, soit en agriculteurs, demandés encore de temps en temps pour agrémenter de leur art les fêtes villageoises : naissance, mariage... où chacun leur verse son tribut, ou les manifestations de comités pour lesquelles on leur accorde une maigre subvention. Ils en veulent à la politique et au régime de les avoir éteints. Ceux-là même qui ont été regroupés par les régions ont perdu le brio de leur verbe dans l'amertume de devoir chanter le Parti qui a causé leur chute. Leur doigté, leur technique, leurs récits historiques ne sont plus transmis aux jeunes qui préfèrent guitare et pachanga. Avec eux meurt, ou s'oublie progressivement l'histoire orale de la Guinée traditionnelle, les généalogies familiales et les prouesses des ancêtres.

Par contre, quelques métiers, notamment ceux de l'habillement, ressuscitent après une éclipse juste avant l'indépendance. Ceci est dû particulièrement à :

1°) la limitation des produits importés et au marasme économique. On a constaté, entre autres, une ^{ré}prise très nette du travail des cordonniers entre 1964 et 1967, c'est-à-dire après les restrictions du 8 novembre 1964 imposées au commerce, et avant la mise en fonctionnement de l'usine de

chaussures du camp militaire Alpha Yaya. La demande en tissu teint localement correspond aux limitations des importations de Wax et pagnes imprimés.

2°) l'organisation de coopératives approvisionnées en matière premières. Les meilleurs tisserands de la coopérative de Labé obtiennent ainsi, et grâce à la vente de leurs produits par la coopérative, des revenus mensuels de l'ordre de 15 000 FG, somme exceptionnelle pour un artisan. Les attributions spéciales de tissu blanc aux coopératives de teinturières permettent un essor de cet artisanat qui donne aux femmes une possibilité de gain personnel. Leur esprit de décision et le crédit qu'elles ont près des autorités prônant leur émancipation a peut-être aussi joué pour l'approvisionnement des coopératives. Le système n'a pas été sans conduire à quelques excès. A Kindia et à Conakry, certaines coopératrices influentes ont par trop abusé de la situation en se livrant au trafic de tissu, en raréfiant les distributions pour provoquer une hausse des prix des articles teints. L'appartenance à une coopérative devenait alors la seule façon de trouver une place dans un système de spéculation généralisée.

A part ce renouveau passager de quelques métiers bien réduits en nombre, il faut admettre un déclin général de l'artisanat. L'artisan comme le paysan, est resté le parent pauvre, négligé par une politique de développement qui n'essaie pas efficacement de lui inoculer un nouveau sang, enclous dans un système de castes tendant à sa perpétuation endogène, survivant dans une économie de pénurie et destiné à mourir par défaut d'adaptation, lorsque s'annoncera un essor du commerce et de l'industrie. Du point de vue politique, l'artisan est le frère isolé, du point de vue économique, il végète pour l'instant.

L'artisanat dans l'évolution des classes sociales à l'intérieur de la nation

Du point de vue sociologique, est-il possible de lui définir une place dans le cadre des stratifications nouvelles, si se confirment les lignes tendanciennes de l'évolution actuelle ?

Dès 1958, J. Binet se demandait si le corps social éclaterait sous la pression des individualismes hypertrophiés et si les différenciations professionnelles étaient en Guinée, le signe précurseur de la naissance des classes sociales (1). La question déborde le problème de l'artisanat, mais en fait surgit d'autres concernant le degré d'intégration des artisans dans la nation, leur place dans l'échelle sociale globale, et les éventualités soit de naissance d'une conscience de classe, soit de glissement vers une classe en formation.

En réexploitant des notations faites jusqu'ici au passage, en fonction de cette problématique nouvelle, il apparaît que le problème de l'artisanat peut être situé dans le cadre plus général de l'intégration des métiers manuels, naguère méprisés, dans un système économico-social qui se régénère. Cette intégration, quoique gênée par une mentalité collective solidifiée de dévalorisation de la personne selon son appartenance de caste, nous semble favorisée par plusieurs facteurs d'évolution.

En même temps que tendent à disparaître les différenciations à base ethnique s'effacent celles à base professionnelle, parce que le statut hiérarchique devient de plus en plus acquis et individuel, mesuré sur des critères moins d'hérédité sociale que de réussite politique ou économique. En d'autres termes, le peuple reste conscient de l'appartenance à différentes castes, ce qui se traduit en termes d'honorabilité et de prestige, mais un autre système de référence plus moderne, basé sur le niveau de vie et la place dans les hiérarchies actuelles d'autorité surdétermine les attitudes et comportements à l'égard des individus. Le fondement de la différenciation sociale est désormais dans la profession exercée plus ou moins moderne et lucrative, et non plus comme jadis dans la noblesse des ancêtres ou dans la caste professionnelle héritée.

(1) J. BINET - "Groupes socio-professionnels en Guinée", Le Monde Non-Chrétien, 74, 1965, p. 67

Au fait que les différenciations socio-professionnelles ne correspondent plus rigoureusement à des différenciations ethniques, ce qui met en cause l'ancien système de valeurs sur lequel se réglaient les attitudes à l'égard des artisans, en liaison directe avec l'ethnocentrisme, s'ajoute l'effort de décastisation mentale de la société, entrepris par le P.D.G. L'intégration d'anciens hommes castés dans les rangs de l'élite politique entraîne, surtout chez les jeunes, une modification des types de comportement à l'égard des castes et une mobilité qui pourrait dans quelques années, hors de la conjoncture économique actuelle, concerner, non pas des membres d'une caste considérée isolément, mais l'ensemble d'un groupe.

La mobilité professionnelle accuse donc encore le phénomène de rénovation mentale et la modification du système de différenciations sociales. En parlant des artisans du Fouta Djallon, Binet note que "beaucoup d'entre eux ne pratiquent pas la profession qui leur a valu leur nom, en particulier, un grand nombre de griots ou de laobé (bois-seliers) sont devenus commerçants... Ceux que l'on appelle forgerons, ou cordonniers peuvent très bien exercer des métiers de commerçants ou de cultivateurs. Quant aux métiers nés de la vie moderne, ils sont bien entendu parfaitement libres puisque l'ancienne organisation ne pouvait pas les prévoir" (1). Le fait que certaines professions de commerçants, d'ouvriers deviennent plus lucratives entraîne des reconversions. La spécialisation n'est plus aussi héréditaire qu'autrefois. Enfin, en ville, l'organisation syndicale et les nécessités de complémentarité économique des différents artisanats ont contribué à rompre la plupart des barrières interprofessionnelles.

Mais la place des artisans dans l'échelle sociale reste encore en partie déterminée par un niveau culturel, un niveau de prestige et un niveau moral. Leur niveau culturel est en général supérieur à celui du paysan -beaucoup savent écrire leur langue en arabe- mais faible face à la civilisation moderne. Leur prestige est aussi supérieur à celui des manoeuvres et gardiens salariés d'entreprise. Enfin, de la civilisation traditionnelle "ils ont probablement assimilé toutes les valeurs morales et religieuses, c'est pourquoi il n'y a pas de délinquants parmi eux dans l'année étudiée" (2).

(1) J. BINET, ^{Ibid.} p. 70 et p. 80

(2) Ibid., p. 76

Pour ce qui concerne l'intégration de l'artisan dans un système de classes qui se dessine, il semble qu'il faille distinguer trois cas : celui de l'artisan rural, celui de l'artisan-coopérateur, celui de l'artisan semi-urbain ou urbain. L'artisan rural, avons-nous dit, a le mode de vie du paysan, qu'il est d'ailleurs une partie de l'année, et reste plus ou moins inséré dans un système de castes tendant à se perpétuer dans la mesure même du maintien des structures traditionnelles et de la stagnation économique. Il est indéterminé et marginal du point de vue de l'évolution des classes sociales.

Parmi les coopératives artisanales, la plupart sont numériquement trop faibles pour faire naître une conscience de classe et entraîner la majorité de l'artisanat. Deux types de coopératives seulement rassemblent la plupart des effectifs, mais aucune d'entre elles n'est capable de créer l'unanimité d'une conscience artisanale. Les coupeurs de bois salariés, bien qu'appartenant à une coopérative dite artisanale, et parce que vivant en ville, ont un statut syndical semblable à celui des ouvriers-prolétaires des petites industries. Quant aux petits patrons de chantier, ils vivent en petits bourgeois de leurs bénéfices. De toutes façons, le fait qu'une telle profession née avec l'urbanisation soit en marge du système traditionnel des castes, et le manque de spécialisation de leur travail, interdisent aux coupeurs de bois, une quelconque assimilation aux autres artisans, et un quelconque retentissement de leurs revendications éventuelles sur le reste du monde artisanal. Quant aux teinturières, coalisées à la faveur d'une conjoncture : l'émancipation féminine favorisée par la politique du président de la République, elles se présentent davantage comme association féminine, fière de son art. Leur nombre leur permet de jouer quelque peu comme groupe de pression, mais il est évident que leur activité n'est pas si nécessaire à la nation qu'elles puissent créer autour d'elles une sorte d'unanimité de classe. Le sort de cet artisanat est trop lié au monde féminin pour avoir des chances de dynamiser l'ensemble de l'artisanat exercé surtout par des hommes. Enfin, les coopératives de teinturières se dissoudraient-elles que cet artisanat, ou se perdrait à long terme par remplacement de tissus imprimés, ou se perpétuerait sans problème, individuellement autour de chaque case, car la plupart des ménagères guinéennes sont informées des techniques tinctoriales.

L'artisan moderne urbain ou semi-urbain, de par ses attitudes modernistes, aurait-il davantage la chance de trouver sa place dans le dynamisme de l'évolution économique et politique tendant à la constitution de classes ? Pas en tant qu'artisan semble-t-il ! Ou bien il se hausse vers la petite bourgeoisie possédante, s'il arrive à accumuler quelques capitaux qui lui permettent d'accroître ses instruments de production et de payer des ouvriers qui travailleront pour lui, ou bien il se prolétarise, comme beaucoup d'enfants d'artisans émigrés, en louant ses services. Il lui est aussi possible, en abandonnant un métier non rentable de se tourner vers le petit commerce de détail où les bénéfices, quoique menus au début, sont supérieurs, avec moins de travail, à ceux d'un petit artisan. Par le palier du commerce et du verbe, certains ont même accédé à la bourgeoisie politique. Parfois l'artisan retourne purement et simplement au travail de la terre. Ainsi l'artisanat constitue-t-il un groupe, et non une classe, non combatif, en marge des aspirations au pouvoir. Son ambiguïté provient de ce qu'il est en voie de dissolution au profit, soit de la petite bourgeoisie, soit du prolétariat ouvrier.

C O N C L U S I O N

Avoir choisi d'emblée une approche dynamique qui n'emprunte pas méthodiquement les voies dialectiques des contradictions de classes, c'est, penserait-on, s'interdire les bénéfices d'une vision structurelle. Mais qui dira que l'interprétation systématique selon la théorie des classes dans le mode de production capitaliste n'aurait pas été une voie incomparablement plus stérilisante et formelle parce qu'elle donne sa conclusion dans ses prémisses et parce qu'elle part des postulats de répétition des sociétés entre elles ? Bien qu'elle n'ait visé qu'à la compréhension et à l'explication de l'originalité d'une société sous l'angle de ses phénomènes de stratification, notre étude a cependant répondu aux quatre principes d'analyse des systèmes d'inégalité et de domination proposés par G. Balandier (1). 1) La saisie du système des rapports sociaux a été globale, l'intérêt étant porté à la production et à la distribution des richesses, à la répartition du pouvoir et du prestige, à l'accès au savoir et à la qualification, le tout cerné à différents niveaux et sous de multiples dimensions. 2) L'appréhension des stratifications à plusieurs époques a montré la complexité des relations hiérarchiques et rapports d'inégalité qui interfèrent avec des critères d'âge, de sexe, de parenté, d'ethnie. 3) Dans le monde rural et artisanal, comme à travers le comportement des élites ont été perçus des sédimentations d'attitudes et des vestiges d'organisations anciennes, qui soulignent l'aspect hétérogène de la stratification actuelle. 4) Enfin, le constant souci d'une explication des dynamismes sociaux a guidé la recherche du jeu conflictuel des forces de cohésion et des forces de rupture du système, notamment durant les périodes de crise politique : invasion coloniale, lutte pour l'indépendance, complots..., traitées comme moments particulièrement révélateurs de tensions et souvent de transformation du système de stratification.

En faisant prévaloir l'analyse génétique sur l'analyse structurale ou systémique, la compréhension du processus distributif des valeurs rares par privilège accordé au pouvoir sur l'explication des modes de production coexistants dans une formation sociale, et en tenant perpétuellement compte des variables : pénurie et sous-développement, mode d'aménagement du pouvoir politique, détermination des privilèges, comme principes de constitution du système de répartition, notre étude a récupéré les intuitions capitales de G. Lenski (2).

(1) Georges BALANDIER - Anthropo-logiques, PUF, 1974, p. 121.

(2) Gerhard E. LENSKI - Power and Privilege, A Theory of Social Stratification, New York, 1966.

La démarche a permis, à la fin de chaque partie, de dégager de l'analyse quelques conclusions qui vont être synthétisées et qui conduisent à définir une bourgeoisie en formation, toute entière dominante mais dont une fraction seulement est dirigeante. Après ces conclusions valables pour le cas guinéen et éclairées par la notion de bloc historique, une extrapolation sera tentée en vue de souligner les spécificités africaines des stratifications sociales et de reconsidérer la pertinence de quelques principes théoriques généraux dans l'étude des classes.

Résultats de l'examen du cas guinéen

Par une sociologie différentielle, des agencements d'inégalités et de dominations ont été saisis qui ont suggéré les arguments suivants :

1) Le contrôle des moyens de production importe plus dans la restructuration sociale actuelle que la propriété effective des moyens de production, l'industrialisation étant en grande partie planifiée et dirigée par le pouvoir politique en l'absence d'importants capitaux accumulés par des particuliers autochtones. A. Touraine comme S. Ossowski examinant des sociétés différentes s'accordent à reconnaître la forme nouvelle revêtue dans le monde d'aujourd'hui par les problèmes du rapport entre les systèmes de privilèges et les systèmes de dépendance entre les hommes (1). C'est la conjugaison de la disposition des moyens de production et de la disposition des moyens de contrainte qui permet de recevoir une plus grande part du revenu social.

2) Dans des pays où la production tant agricole qu'industrielle demeure faible, la hiérarchie des privilèges se dessine surtout à partir de la consommation à laquelle ont un accès plus large ceux qui ne se situent pas directement dans les circuits de production, mais qui commandent la distribution des biens importés et exportés, de même qu'ils orientent les investissements des

(1) Alain TOURAINE - La société post-industrielle, Denoël, 1969, pp. 41-118.

Stanislaw OSSOWSKI - La structure de classes dans la conscience sociale, Anthropos, 1971, p. 194.

capitaux étrangers dans leur pays. Dans le cadre africain, une correction de la problématique marxiste des classes est rendue nécessaire parce que le rapport entre la propriété des moyens de production et la propriété des moyens de contrainte se présente autrement que dans les pays capitalistes. D'une façon plus générale, moins le régime social se rapproche du type idéal de la société capitaliste de libre concurrence, moins la propriété des moyens de production détermine les dépendances entre les hommes. En Afrique particulièrement, le pouvoir économique se conquiert peut-être moins par l'entremise des moyens de production que par celui des biens de consommation. Or l'accès aux biens de consommation provient principalement de l'appropriation du pouvoir politique et de la proximité par rapport à ce pouvoir, lequel est le régulateur de la distribution grâce à ses moyens de contrainte, et le canal de détournement de l'investissement. Dans des économies de pénurie, la frustration majeure susceptible de provoquer des mouvements sociaux porte sur le bien-être corporel, alors que dans les sociétés d'abondance, la défense de la consommation ne suffit pas à définir l'action revendicatrice des classes.

3) Une élite du pouvoir, à mesure qu'elle acquiert des compétences théoriques et pratiques dans la gestion des affaires publiques et des entreprises industrielles, ou une élite qui dispose des techniques de contrainte nécessaires au maintien de l'ordre, tend à se constituer en strate dirigeante d'une classe dominante et cherche, grâce à son pouvoir à infléchir la répartition du revenu national. Plus on approfondit la question de l'inégalité sociale et plus on se sent renvoyé, par-delà le système d'exaction économique, à des phénomènes initiaux de domination qui proviennent de la détention d'une force ou d'un savoir non économique au sens moderne, et qui par consensus est reconnue et acceptée comme garantie de la reproduction de la société. La distinction pertinente dans les pays occidentaux entre élite du pouvoir et bureaucratie administrative ne vaut guère dans un système de mobilisation à parti unique où la nomination aux postes administratifs dépend du pouvoir politique, et où l'administrateur se confond avec le politicien dans la mesure où son choix

provient plus de sa fidélité partisane que de sa compétence. Du fait de la confusion, dans les sphères supérieures, entre le système d'autorité et le système de gestion, c'est l'élite politique qui, par sa relative fermeture interne, peut apparaître comme la plus consciente d'elle-même et la plus solidaire, développant des comportements ostentatoires et un style de vie à tendance bourgeoise, d'autant que la position d'une personne dans l'ordre politique détermine son pouvoir de contrainte et son pouvoir d'acquisition.

4) Le gonflement du secteur tertiaire, résultant de la mise en place d'une administration nationale et des efforts de scolarisation, pousse au développement d'une catégorie d'employés du secteur public, salariés de l'administration, des services, d'entreprises commerciales et industrielles qui, comme les "classes moyennes" d'Europe et d'Amérique, sont les plus sensibles à la préoccupation du niveau social. Alors que, dans les pays développés, ce groupe est le terrain d'élection de la "culture de masse", dans les pays sous-développés, il se spécifie davantage par ses comportements d'urbanisés. En raison du faible poids des ouvriers, on peut affirmer que l'un des principaux clivages de la société s'établit entre citadins et ruraux qui, en raison de leurs revenus et de leurs comportements culturels, ont un accès fort différent aux biens de consommation. En milieu rural traditionnel, la stratification sera jugée sur d'autres critères qu'en milieu urbain.

5) De par leur spécialisation relativement à la masse des paysans, et surtout de par leur revenu supérieur à celui de la majorité de la population, les ouvriers ne sont pas à considérer comme une classe en voie de paupérisation. Pas plus qu'à partir de la seule propriété, la stratification en classes ne saurait être pensée à partir d'une interprétation simple et univoque de la prolétarianisation rattachée à une fonction économique déterminée, car la masse des pauvres ne se recrute pas dans une seule et même catégorie socio-professionnelle : certains petits commerçants, petits agriculteurs ou artisans, peuvent disposer de moyens de produire tandis que le manœuvre d'industrie, le planton ou le boy ne comptent que sur leur solde. Disons de manière plus générale que la paupérisation relative s'appesantit sur le pays entier et ne s'attache pas

particulièrement à la condition ouvrière. Sous certains aspects, cette condition est même enviée par la population rurale parce qu'elle correspond à une urbanisation en même temps qu'à un revenu régulier, estimé confortable par le paysan.

Pourquoi ne saurait-on parler de prolétarianisation accélérée ? D'abord en raison de dynamismes acquis : le salariat élève le statut de l'individu plutôt qu'il ne l'abaisse ; en second lieu parce que le développement lent du secteur industriel sous contrôle étatique, c'est-à-dire dans une optique plus socialiste que capitaliste, uni à une politique (proclamée plus que réelle) de participation à la conception, à la décision et à la réalisation de tout programme économique, social et culturel, favorise plus l'intégration nationale qu'il ne suscite d'antagonismes, dans la mesure où la classe des gestionnaires n'apparaît pas comme une entité sociale exploitant pour son profit, de manière directe, le travail des salariés ; en troisième lieu, parce qu'une partie importante, la plus dynamique et contestataire, du salariat colonial a opéré sa transmutation en passant du côté de la direction politique, économique ou culturelle du nouvel Etat, laissant ainsi désorganisés les travailleurs manuels ; en dernier lieu, parce que la modification d'orientation imposée par le politique à l'action syndicale a étouffé les revendications par lesquelles pourraient s'exprimer une conscience de classe. Au total, les élites se transforment plus vite en bourgeoisie que les ouvriers en prolétariat.

Il n'en reste pas moins que sont reconduits actuellement certaines caractéristiques du monde ouvrier sous la colonisation : les ouvriers sont mal payés ; beaucoup demeurent inemployés ; très peu jouissent d'une formation professionnelle ; leur productivité reste faible ; enfin, les normes et valeurs reconnus par eux ne sont pas des principes de classe homogène dans la mesure où l'autorité politique ne tolère pas de système d'intégration fragmentaire par rapport à l'intégration nationale et dans la mesure où les ouvriers ne se sont pas tout à fait dépris de leurs solidarités familiales et ethniques.

A supposer que la souveraineté économique du pays soit menacée par la domination de firmes étrangères, cette domination n'entraîne pas une lutte de classes, car les intérêts étrangers se couplent au contraire en Guinée avec les intérêts financiers des hauts fonctionnaires et avec les intérêts salariaux

des ouvriers et employés (cas de Fria et Boké) si l'on compare le standard de vie de l'ouvrier moyen à celui de ces foyers d'extraction minière. C'est dire que l'évolution historique simplifiée peut-être les luttes sociales, mais certainement pas dans le sens d'une lutte à mort entre bourgeois et ouvriers parce que n'est pas primordiale l'opposition capital-travail. L'antagonisme se situe plutôt entre les constellations de coalitions pour l'obtention d'un pouvoir économique, politique ou culturel. L'Etat, entendu comme violence organisée, disposant de l'appareil politico-administratif, est bien plus oppresseur que ne l'est ce que par abus de mot on nommerait en Guinée, le capital.

Sans autre spécification, l'état de salarié n'est ni une source d'homogénéité sociale, ni une cause de solidarité politique. Les salariés en tant que tels n'ont ni puissance combative, ni une sorte de monopole de la souffrance et du travail. Il faut se rendre à l'évidence, la catégorie des travailleurs salariés et manuels de l'industrie comme de l'agriculture ne gagne ni en extension relative, ni en cohésion, ni en rigueur défensive ou offensive. Elle ne domine nullement les conflits sociaux et n'apporte rien de spécifique dans la critique de la force légitimée.

6) Pas plus que le monde ouvrier, la paysannerie n'est justiciable d'un traitement comme classe consciente d'elle-même, relativement homogène, active politiquement et révolutionnaire. Par rapport à bien des pays, les influences du capitalisme sur l'agriculture de la post-indépendance demeurent fort restreintes. L'observation la plus judicieuse montre au contraire un repli sur l'auto-consommation de la paysannerie qui se révèle inapte à procurer à la nation l'accumulation primitive dont elle aurait besoin pour son développement. En raison des conditions du marché interne, un faible surplus est mis en vente pour payer l'impôt et se procurer quelques objets manufacturés. La pénurie généralisée de ces objets explique à la fois l'absence d'incitation à accroître ce surplus et l'absence de soutien des paysans aux essais de restructuration de l'agriculture sous forme de coopératives. Quelle nécessité y a-t-il à opérer un changement de l'ordre ancestral si ce changement doit conduire à l'insécurité ? L'abandon par les hautes instances du Parti de ses projets de transformation des

structures de la production agricole indique assez l'extranéité de la paysannerie à l'appareil d'état et son insensibilisation à l'idéologie officielle.

7) On est donc en droit de se demander si c'est bien la lutte des classes, lorsque les classes en-soi sont dépourvues de troupes de choc, qui renseigne sur les forces et les ressorts des conflits sociaux actuels. Tandis que les clivages les plus nets, par référence aux niveaux de pouvoir politique, économique ou culturel, se marquent entre masse et élite, les oppositions les plus actives s'exercent à l'intérieur de la minorité d'élites disposant d'une forme ou d'une autre de pouvoir. Il nous semble que l'affirmation faite par Sékou Touré depuis 1967, d'une dichotomie de "classe" entre peuple et profiteurs du peuple, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, a pour effet sinon pour but d'occulter les différends essentiels entre des fractions de la classe dominante. Le déplacement idéologique des zones d'opposition d'intérêts, autant qu'autrefois la mise en question des bases objectives permettant de procéder à des délimitations de classes, répondent au désir de concilier l'état de chose avec l'idéologie professée, tout en calmant la conscience des privilégiés et en émoussant la sensibilité des déshérités.

8) En définitive, l'étude dynamique de la stratification sociale équivaut d'une certaine manière à l'analyse de la stratégie de domination d'une classe. A ce propos, les concepts proposés par Gramsci, de bloc historique, de système hégémonique, de lien organique entre structure et superstructure, de rôle de l'idéologie, etc..., nous paraissent trop pertinents pour être passés sous silence. Bien que cet auteur ait ^{eu} pour champ d'étude les sociétés capitalistes et notamment l'Italie, ses concepts fondamentaux centrés sur les politiques et leurs appareils (le reste venant en dépendance de cela) ne manque pas d'éclairer considérablement le cas guinéen.

Adoptant une position à mi-chemin entre l'économisme et l'idéalisme, Gramsci remarque que dans chaque organisation sociale concrète, un lien organique s'établit entre structure et superstructure. Certes la place attribuée aux intellectuels, "fonctionnaires de la superstructure", dans la réalisation de

cette jonction, paraît exagérée lorsqu'on traite d'une société en majorité analphabète, sans philosophes ni juristes distingués, où les "intellectuels" n'ont ni l'envergure ni la dimension numérique d'un groupe minimal pour agir sur le bloc historique, néanmoins Gramsci a fort bien vu, dans l'étude d'une hégémonie, l'importance qu'il y avait à analyser la façon dont un système de valeurs culturelles (l'idéologie) imprègne, socialise et intègre un système social.

Au sein d'un bloc historique dont la superstructure est l'élément moteur et qui diffère d'une simple alliance entre classes sociales, deux sphères sont à considérer : la société civile définie comme "la direction intellectuelle et morale" d'un système social (à l'inverse de Marx qui y voit l'ensemble des rapports économiques) et la société politique qui regroupe l'appareil d'état.

Dans les sociétés capitalistes occidentales, la fonction d'hégémonie que le groupe dominant exerce sur toute la société est tenue par des organismes privés, mais là n'est pas l'important à notre avis, et nous pouvons fort bien généraliser (et appliquer à l'idéologie du PDG) la conception de la société civile sous les trois aspects complémentaires que nous précise Hugues Portelli (1) : comme idéologie de la classe dirigeante, elle embrasse toutes les branches de l'idéologie, de l'art à la science en passant par l'économie, le droit, etc. ; comme conception du monde diffusée dans toutes les couches sociales pour les lier à la classe dirigeante, elle s'adapte à tous les groupes, d'où ses différents degrés qualitatifs : philosophie, religion, sens commun, folklore ; comme direction idéologique de la société, elle s'articule en trois niveaux essentiels : l'idéologie proprement dite, la "structure idéologique" - c'est-à-dire les organisations qui la créent et la diffusent -, et le "matériel idéologique", c'est-à-dire les instruments techniques de diffusion de l'idéologie : système scolaire, mass media, bibliothèques, etc.).

Quant à la société politique, elle est gérée par l'appareil coercitif

(1) Hugues PORTELLI - Gramsci et le bloc historique, PUF, 1972, p. 17.

d'état (activité autant qu'organisation) et utilisée par la classe dirigeante pour assurer sa domination sur les classes subalternes, en maintenant l'unité et la cohésion de la société. L'interrogation de Gramsci est simple : comment la classe dominante domine-t-elle ? Quels sont ses instruments ? L'Etat, espace/machine de la domination bourgeoise où deux sphères coexistent ! Régi par cette bivalence, le citoyen dans l'Etat (la masse, le peuple) est un rouage consentant/convaincu. Il participe au fonctionnement, à la gestion de sa domination. Mieux, il partage. Déjà Gramsci note les signes d'une étatisation de la société civile par un contrôle direct de l'Etat sur l'éducation et les organes de l'opinion publique. En Guinée s'opère parfaitement la conjonction de la fonction d'hégémonie idéologique et la fonction de domination politique. Mais on pourra se demander s'il ne s'agit pas plutôt de la période intermédiaire de statolâtrie qui précède un capitalisme, c'est-à-dire de la période "d'initiation, au moins, à la vie étatique autonome et à la création d'une société civile autonome qu'il ne fut pas historiquement possible de créer avant la prise du pouvoir" (1).

Au vrai, l'Etat guinéen est bien dans un sens intégral : dictature + hégémonie. Pour employer encore le langage gramscien : la prééminence de la société politique sur la société civile se marque dans le fait que la classe dominante décapite pacifiquement les élites des classes subalternes en les absorbant dans sa classe politique grâce au parallélisme et à la communication entre les hiérarchies de l'appareil d'état et celle de l'organisation du Parti, la première étant l'instrument de la seconde. L'esprit du Parti et les preuves d'allégeance à l'égard de la faction au pouvoir conditionnent tout recrutement. Ainsi les intellectuels acceptés sont-ils ceux qui cautionnent. A travers l'appareil scolaire se reproduisent les agents du système ou plus justement se reproduit leur qualification-assujettissement.

9) La classe dominante est constituée de diverses fractions communiquant entre elles et apparues historiquement dans l'ordre suivant :

(1) Antonio GRAMSCI - Passato e presente, Turin, 1966, p. 166.

a) Les éléments de la chofferie, pour la plupart éliminés, mais dont certains ont été récupérés par l'administration tandis que d'autres, utilisant des avantages acquis, sont devenus de puissants agriculteurs.

b) Les fonctionnaires coloniaux : employés dans l'enseignement, la santé, l'administration à titre de commis, et qui se mueront en bourgeoisie politique, à moins qu'ils ne s'exilent.

c) Les commerçants-trafiquants qui, lors de la seconde guerre mondiale expérimentent des moyens d'accroître leur capital dans une économie de pénurie, et qui par la suite utiliseront leurs réseaux commerciaux soit en s'insérant dans le commerce d'état, soit en poursuivant leur trafic à titre privé.

d) Les politiciens, combattants de l'indépendance, qui doivent leur ascension au militantisme à l'intérieur des partis politiques dans la décennie précédant l'indépendance. Ils proviennent en grande partie des trois catégories précédentes, mais surtout de la seconde, et tournent dans l'orbite de Sékou Touré qui se les attache particulièrement sous la loi-cadre de 1957.

e) Les administrateurs, intellectuels, militaires, directeurs d'entreprises, techniciens divers qui doivent leur place élevée dans les ministères, les bureaux, les sociétés nationales, et l'enseignement supérieur ou secondaire, à la conjoncture de l'indépendance, laquelle réclame l'utilisation par l'Etat des compétences disponibles. Beaucoup sont d'un militantisme verbalement actif mais pas nécessairement très convaincu.

f) Les grands planteurs autochtones et ce qu'on appelle "la bourgeoisie du tracteur", issue en majeure partie d'une reconversion de commerçants et fonctionnaires possesseurs de capitaux qui leur ont permis l'achat du matériel nécessaire à une exploitation rentable de la banane, de l'ananas, du riz ou de produits maraîchers. Le développement de cette bourgeoisie rurale a été incité par l'abandon des plantations européennes, par les restrictions du commerce en 1964, par la liquidation des Centres de Modernisation Rurale et par les aubaines de la direction des coopératives agricoles.

10) Cet ensemble d'acteurs historiques forme la clé de voute du système politique, économique et social. Il constitue ce qu'on peut nommer par analogie la bourgeoisie, qui détient de fait les différentes formes de pouvoir. Mais cette classe dominante n'est pas toute entière dirigeante en ce que le régime politique ne confère de moyens de direction et de possibilités de coercition qu'aux gestionnaires de l'Etat. Le groupe dirigeant prend en charge à lui seul l'action historique, l'ordre social, et définit un modèle culturel qui est un mixte contradictoire d'idéologie égalitaire et d'appropriation des ressources de l'Etat pour la consommation personnelle des puissants. Le système de mobilisation et d'organisation étatique est bien le système le plus facile à détourner de ses objectifs pour servir à la satisfaction des intérêts personnels des gestionnaires, dans la mesure où l'adoption d'une voie libérale ou capitaliste pourrait au contraire mettre des pouvoirs économiques en concurrence avec les pouvoirs politiques, et limiter simultanément les possibilités d'accaparement de ce dont ils ne possèdent pas le contrôle absolu. En gérant l'accumulation et l'investissement, le groupe de direction politique se donne le moyen d'opérer des prélèvements. Mais ce groupe, cette bourgeoisie politique, fraction de la classe dominante, qui confond sa domination avec l'emprise de l'historicité sur la pratique sociale n'est pas le seul à exercer une contrainte sur l'ensemble de la société ; il s'allie aux autres groupes déterminés ci-dessus et qui forment la bourgeoisie nationale. Grands planteurs, riziculteurs, commerçants, chefs d'entreprise, s'occupent à dégager quelques surplus sur le produit fourni par leurs dominés : travailleurs ou clientèles. Afin de conserver leur statut, ils acceptent un certain partage de ces surplus avec les politiciens ; et ceux-ci pour maintenir leur pouvoir tolèrent des exactions. Les dirigeants politiques rétribuent aussi en passe-droits et avantages personnels les gradés de l'armée et de la police qui contribuent à maintenir l'ordre nécessaire à la survie du régime, et les enseignants qui véhiculent l'idéologie de production et de mobilisation par laquelle tous se protègent d'une contestation de leur pouvoir par les dominés. La domination d'une classe s'identifie assez complètement à l'organisation sociale du régime. Mais

son idéologie, si elle domine comme système rationnel justificatif des sacrifices imposés par la "Révolution", ne triomphe pas, en ce sens qu'elle n'est guère intériorisée.

Que les dominés ne soient pas contestataires, ni organisés en classe, est le résultat conjoncturel d'un régime policier et d'un état général de sous-développement de la production comme de la conscience. La révolte ne peut éclater, mais la méfiance, le cynisme, du double jeu, le repli intérieur ou l'exil volontaire limitent l'emprise de la classe dominante. De plus, l'asthénie sociale de beaucoup d'analphabètes ne leur permet guère qu'une attitude défensive et leur interdit pour l'instant toute coalition active par laquelle se préciseraient des rapports antagonistes de classe.

Dans cette période où le modèle culturel est politique et s'exprime par la souveraineté de l'Etat dans tous domaines, les luttes sociales sont d'abord politiques. Les conflits majeurs mettent en cause la direction de l'ordre institutionnel et organisationnel. Mais ils sont suscités au sein même de la classe dominante pour qu'un groupe d'intérêts ou de fonction non dirigeant accroisse sa part de pouvoir, les dominés étant par essence les sans-pouvoir.

11) Si l'on peut parler de classe dominante qui réalise l'accumulation et s'approprie sa gestion, on ne saurait avec autant de certitude poser comme corrélat très défini, une classe dominée, car manque à celle-ci un quelconque rôle dans l'action sociale, un sentiment commun d'être exploité par l'ensemble de la classe dominante, et une volonté d'action concertée. Pourtant, une aliénation s'amplifie chez les dominés, provenant de leur participation dépendante, pour une part aussi de la privation de la conscience et pour une autre de la conscience de leurs privations. C'est l'aliénation qui détruit leur capacité d'action. Mais dans la mesure où les rapports entre dominants et dominés apparaissent plus fonctionnels que conflictuels, il est difficile de les interpréter comme rapports de classe. Il est aussi difficile, et même impossible d'identifier la classe dominante à un groupe concret, d'autant que son action n'est pas analysable comme ensemble cohérent de principes. De fait, il faut reconnaître assez vaine toute représentation de la société comme un empilage de classes où chaque acteur social aurait sa place définie.

12) S'agit-il dans le cas guinéen d'un avatar du socialisme ou du capitalisme ? Ou plus précisément, si l'on considère ces deux modes de production comme des modèles proposés par les pays développés que ne reproduisent pas avec exactitude les pays en voie de développement, la question est de savoir comment des inégalités de fait dont nous avons dessiné les processus d'évolution se marient avec un socialisme de cœur. Cette question de comparabilité renvoie plutôt à celle-ci : dans quelle mesure la Guinée peut-elle être qualifiée de pays socialiste (1), surtout lorsqu'elle livre ses ressources les plus rentables, les ressources minières, à l'impérialisme international de l'ouest et de l'est ?

Certes l'impact socialiste en Guinée se reconnaît dans le compagnonnage du chef de l'Etat avec les groupes d'études communistes, la CGT, le PCF auquel s'apparente un temps le RDA, les puissances communistes après l'indépendance, et dans les résonnances de son vocabulaire : aspirations progressistes, parti révolutionnaire, analyse dialectique, mobilisation des camarades au service des masses laborieuses, conscience révolutionnaire, fidélité au Parti, auto-critique, dictature populaire... Mais l'adjonction, l'élimination ou l'interprétation particulière de thèses essentielles indique davantage une indépendance idéologique qu'une filiation ou une orthodoxie. Le niveau du signifié diffère de celui du signifiant. Les tentatives idéologiques de construction d'un socialisme s'opéreraient-elles au niveau du discours, dans sa syntaxe comme dans sa sémantique que cela ne signifierait pas qu'elles se traduisent au niveau du vécu.

Pourtant au plan organisationnel, il semble que le parti unique ait calqué sa structure, du moins initialement sur celle des pays socialistes. N'est-il pas jusqu'aux principes du centralisme démocratique, à la participation proclamée de tous à la vie publique, au rôle des syndicats, au système des milices populaires, à la suppression des libertés, aux purges et aux tortures,

(1) Bernard CHARLES - Un parti politique africain : le Parti Démocratique de Guinée, Revue française de Science Politique, XII, 2, pp. 312-359.

qui n'évoquent le fonctionnement concret de l'appareil soviétique ? Cependant même là, il s'agit moins de phénomènes propres à un régime socialiste que de constantes de l'organisation et du fonctionnement de n'importe quel système de mobilisation, de n'importe quel totalitarisme de droite comme de gauche. A lui seul, le niveau organisationnel ne permet de spécifier qu'une société disciplinée et non pas une société socialiste.

Lorsque l'on examine les structures économiques visant à supprimer les rapports d'exploitation existant dans les régimes néo-colonisés, l'option en faveur d'un système socialiste semble plus évidente : étatisation du commerce de gros et demi-gros avec mise en place de comptoirs, magasins d'état et coopératives d'approvisionnement, nationalisations et créations d'entreprises d'état, développement de coopératives agricoles et artisanales, gestion collective des appareils de production. Mais on sait à qui ces mesures ont servi. Enfin, dans la stratégie d'avances et de replis, de tolérances de fait mais de contrôle des orientations, de propagande verbale et d'endoctrinement de la jeunesse, l'action du gouvernement guinéen se rattache aussi au mode d'action socialiste. L. Festinger (1) interprète à ce propos la "Révolution culturelle" décidée au VIIIème congrès national de septembre 1967 comme un essai d'instaurer le socialisme en créant artificiellement un prolétariat, la jeunesse jouant le rôle de substitut de prolétariat pour un contrôle du processus révolutionnaire. Nous n'irons pas, quant à nous, jusqu'à forcer à ce point l'interprétation.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait arguer de quelques ressemblances dans l'idéologie, dans l'organisation des masses, dans le style de planification, pour affirmer que la Guinée suit un modèle de socialisme marxiste. Analogie n'est pas identité. L'obstination de l'équipe dirigeante à construire, dit-elle, le socialisme (mais pas en fonction d'une quelconque orthodoxie) n'exprime que son désir de maintenir une indépendance par rapport au capitalisme. Le caractère même du PDG de parti de masse et non d'avant-garde, de même que la souplesse pragmatique des orientations, comme des actions concrètes, interdisent toute

(1) L. FESTINGER - Contradictions de la bourgeoisie nationale en Afrique : l'exemple de la Révolution culturelle guinéenne, article manuscrit de l'auteur, proposé pour paraître dans L'homme et la Société.

assimilation abusive. Bien qu'existe chez Sékou Touré un désir réel d'estomper l'image des inégalités sociales, son équipe au pouvoir trouve inconsciemment (ou consciemment) dans l'idéologie proclamée la couverture de son embourgeoisement, d'autant qu'elle-même représente l'Etat et que celui-ci ost l'instance qui influe le plus sur la répartition du revenu social. Chacun cherche du mieux qu'il peut à tirer avantage du décalage entre le discours idéologique du régime et sa pratique.

Dynamique africaine des stratifications

Malgré des différences d'orientation idéologique entre régimes politiques et malgré des différences d'option en matière économique et monétaire, dans les pays d'Afrique noire, l'évolution des systèmes de stratification suit un peu partout la même direction, parce qu'agissent des forces de changement assez identiques dans des champs traditionnels analogues, sur un même soubassement colonial, avec des agents organisés la plupart du temps dans un parti unique, affrontant par la planification des problèmes de développement d'une agriculture peu technicisée et d'une industrie embryonnaire. Quelles sont donc ces constantes évolutives qui spécifient la dynamique des stratifications propres à l'Afrique et notamment à l'Afrique de l'Ouest ?

1) Les traditions culturelles et politiques

La définition moderne du rôle des gouvernants et l'attitude des administrés a été partout influencée à la fois par une tradition culturelle malgré des variantes ethniques, et par une tradition politique qui résulte d'une même situation coloniale (1). Par tradition culturelle, nous entendons les systèmes communs de significations : valeurs, normes et sanctions, par lesquels une communauté se définit. P. Tempels et L.V. Thomas (2) soulignent bien ces constantes de croyances et attitudes à l'égard des hommes, des dieux et du monde.

(1) Georges BALANDIER - Sociologie actuelle de l'Afrique noire, PUF, 1963, ch. I

(2) Placide TEMPELS - La philosophie bantoue, Présence africaine, 1959.

Louis-Vincent THOMAS - Ethnologie négro-africaine, in (sous la direction de) Jean POIRIER, Ethnologie régionale, Gallimard, 1972, pp. 246-358.

Par tradition politique, nous entendons non seulement les institutions politiques formelles et le jeu des forces politiques dans un pays, mais aussi une certaine conception et une certaine expérience des tâches publiques, la forme particulière d'insertion de l'Etat dans la structure sociale et les prédispositions psychologiques à utiliser les mécanismes de l'Etat ou à recourir à d'autres institutions pour parvenir à des fins personnelles.

Les présidents africains sont originellement les héritiers des gouverneurs de colonies. Selon les constitutions qui établissent un régime parlementaire avec séparation des pouvoirs, une assemblée élue au suffrage universel, une hiérarchie judiciaire et un conseil des ministres, les présidents représentent la souveraineté nationale et ont pour fonction d'arbitrer les pouvoirs. Mais le mauvais fonctionnement des institutions constitutionnelles, joint au prestige personnel des leaders de l'indépendance, ont vite abouti à un résultat presque partout semblable : le régime présidentiel à parti unique avec cumul de tous les pouvoirs dans les mains du chef de l'Etat, suppression de facto du contrôle exercé par l'assemblée, tribunaux d'exception populaires ou militaires pour juger les délits politiques, interdiction de la formation des partis à l'exception d'un seul.

Cette évolution commune aux jeunes états s'enracine certainement dans la tradition coloniale d'un réseau politique autoritaire et monolithique. Toute discordance d'opinion par rapport à celle des instances suprêmes, toute contestation d'un ordre, étaient jugés comme critique subversive ou acte de rébellion. Le corps des fonctionnaires publics dispose aujourd'hui comme autrefois de la sanction de la contrainte, et la fonction publique demeure l'épine dorsale du système des relations politiques, de même que le creuset où s'élabore la classe dominante, celle des gouvernants, des cadres du Parti, des militaires, des dirigeants d'entreprise. Même si le Parti est un parti de masse, il peut se créer des factions potentiellement compétitives dans la fonction publique comme l'a révélé l'histoire des complots guinéens, mais le monopolisateur de la force armée ou milicienne en vient généralement à bout. La suspension des assemblées dans beaucoup de pays, la mise en veilleuse des constitutions, les états d'urgence

les pouvoirs spéciaux, rendent illusoire tout contrôle par les citoyens, des gouvernants qui prennent seuls les options politiques et économiques fondamentales, édictent les règlements, spéculent sur des tributs de gratitude parmi les cadres qu'ils promeuvent et sur des solidarités familiales et ethniques pour se créer des dépendants qui leur sont dévoués. Les élites politiques mènent partout la danse en Afrique, comme le faisait au XIX^{ème} siècle en Europe la bourgeoisie du capital.

2) Les gestionnaires du développement

Dans les nouveaux états, une restratification s'opère donc depuis les indépendances, qui présente une physionomie originale et réclame un nouveau mode d'interprétation. Elle s'opère sans doute grâce au primat du politique, principal générateur du groupe des gestionnaires, mais l'obésité de ce groupe de gestionnaires provient surtout de son lien au sous-développement, c'est-à-dire du fait qu'organisant le développement, il en est le bénéficiaire en tant que conducteur. Ses profits sont d'autant plus grands que l'économie nationale est mal rodée et mal contrôlée, que l'Etat prend en charge une bonne part de l'industrialisation du pays, et que ses gestionnaires ont une position forte dans l'exercice de l'autorité légitime.

Aubaine pour les fonctionnaires d'état, le sous-développement permet aussi à des grands commerçants et à des trafiquants de tirer profit d'une situation de relative pénurie, tout en se créant des dépendants par le phénomène de l'endettement ; il facilite l'enrichissement de grands planteurs et agriculteurs bénéficiant d'une main-d'oeuvre bon marché.

C'est à tous ces gestionnaires effectifs du développement que peut être attribuée par analogie le qualificatif de classe si l'on s'en réfère aux trois éléments pris comme principes initiaux de notre recherche : l'accès au pouvoir aussi bien politique, économique que culturel, la similarité ressentie entre comportements et entre styles de vie, la conscience d'être un groupe à part du reste de la société et le fait de s'y identifier.

Les luttes internes entre fractions n'indiquent que les difficultés passagères de faire coïncider des intérêts, dans la mesure où chaque fraction serait

dépossédée de sa part propre de pouvoir dans une situation de pénurie si elle le concédait à d'autres fractions. Livrer une place politico-administrative, une richesse, ou un savoir à quiconque n'en jouit pas, c'est limiter ses chances de conserver ses propres avantages lorsque le nombre des politiciens-administrateurs est restreint par les ressources de l'Etat, lorsque l'accroissement de la richesse de certains a pour condition favorable une rareté généralisée et lorsque les diplômes universitaires sont pour les intellectuels le seul titre valable au gouvernement sage d'une société qui manque à leur sens de gouvernants éclairés.

Si des liens se nouent entre hauts fonctionnaires, cadres supérieurs de l'administration et de l'armée, intellectuels, grands commerçants et planteurs, cette solidarité dérive moins d'un dessin d'agir selon une même stratégie ou bien d'une communauté de mœurs que du désir de concéder à l'autre quelques avantages pour ne pas perdre les siens propres. Un tel comportement entraîne des pactes temporaires, mais aussi des défiances mutuelles exaspérées dans des conflits de pouvoir entre élites, lesquels se résolvent à l'avantage de qui détient les moyens politiques de la contrainte.

En Afrique, la révolte du colonisé contre le colonisateur est relayée par la révolte des élites exclues du pouvoir contre les principaux participants à ce pouvoir, pendant qu'en Occident la révolte de l'ouvrier contre le capitalisme est relayée par la révolte des masses contre l'inhumanité de la société industrielle et cybernétique. Les antagonismes majeurs se situent en Afrique entre de petits groupes énergétiques : élites politiques jalouses des élites de la réussite économique et cherchant à entrer dans les mêmes circuits, élites culturelles jalouses des élites politiques et des élites économiques, élites de l'armée jalouses du politique. Si cet ensemble est le lieu des coalitions et des conflits, c'est aussi l'ensemble le plus vivant qui se définit par une quête identique : celle d'un pouvoir multidimensionnel. Impossible de garantir sa place sans mener simultanément une stratégie d'ascension sociale. Et pour qui est au sommet du pouvoir, l'objectif est d'éviter d'en déchoir à n'importe quel prix ; d'où sa stratégie d'action sociale.

Individuelles ou collectives, les stratégies sont en rapport avec la structure économique et sociale d'ensemble de la société ; elles sont aussi fonction de la conjoncture historique : indépendance, réorganisations du commerce, offres de création de nouvelles entreprises, pactes d'aide militaire..., mais leur finalité immédiate n'épuise pas la totalité de leur signification, car elles s'inscrivent dans plusieurs champs possibles de détermination : entraide familiale pour une visée politique, tolérance d'abus comme arme pour obtenir une allégeance... Elles supposent donc des objectifs conscients, difficilement pensables séparément, de la part de certains agents (acquisition du pouvoir, de la richesse, du prestige, de l'autorité) et des moyens aptes à atteindre ces objectifs, qui ressortissent à la tactique en s'exprimant dans des entreprises diverses et calculées. L'accession au contrôle des hommes et de la production, l'acquisition d'une place de choix dans la direction d'une entreprise ou dans les circuits de distribution, ne sont pas tant des causes de la force que ses signes. Quant à la force suprême, elle revient au politique jouissant des moyens de contrôler et d'anesthésier les masses.

Ayant donc précisé que la stratification s'opère par rapport au pouvoir multidimensionnel, il ne nous semble pas impossible alors d'employer le terme de bourgeoisie par analogie. Dans son sens originel, la bourgeoisie se définit spatialement comme habitant les bourgs dans le contexte féodal. En Afrique, elle se situe en majorité dans les villes. Les grands planteurs, éleveurs, riziculteurs et maraîchers, implantés dans les zones rurales, ne tirent leur richesse que de leurs rapports économiques avec la ville où se concentrent les décisions, où s'écoulent leurs produits, où s'achètent les contreparties. Comme la bourgeoisie capitaliste vit de l'extorsion d'une plus-value sur le travail d'autrui, de même la bourgeoisie des jeunes nations vit du captage des surplus sur la production des nationaux (le salaire lui-même incorpore des plus-values, comme C. Baudelot, R. Establot, J. Malemort l'ont montré pour la petite bourgeoisie en France) (1) ou par le moyen de commissions, de bénéfices du trafic, de

(1) Christian BAUDELLOT, Roger ESTABLET, Jacques MALEMORT - La petite bourgeoisie en France, Maspéro, 1974, pp. 223-235.

profits d'investissement, de détournements de biens d'état et de l'aide extérieure.

Faut-il la distinguer de la bourgeoisie capitaliste ? Il est intéressant alors de se référer à la caractérisation qu'en fait Frantz Fanon d'une plume acerbe : "Au sein de cette bourgeoisie nationale, on ne trouve ni industriels, ni financiers... (Elle) n'est pas orientée vers la production, l'invention, la construction, le travail ; elle est toute entière canalisée vers les activités de type intermédiaire. Etre dans le circuit, dans la combine, telle semble être sa vocation profonde" (1). Les bases de sa force sont dans les aptitudes politiques et administratives des fonctionnaires, "dans son sens du commerce et du petit négoce, dans son aptitude à rafler des commissions. Ce n'est pas son argent qui travaille, mais son sens des affaires" (2). "Economiquement impuissant, ne pouvant mettre à jour des relations sociales cohérentes..., la bourgeoisie choisit la solution qui lui semble la plus facile, celle du parti unique... Le parti unique est la forme moderne de la dictature bourgeoise, sans masque, sans fard, sans scrupule, cynique" (3). Ses leaders se comportent comme de vulgaires adjudants, ses militants locaux comme des mouchards. Son administration aboutit à une disparition de la participation des régions rurales, à la corruption, aux bases manoeuvres, à la centralisation des pouvoirs, à la prépondérance de la capitale, à la surestimation du leader (4). Le Parti finit par n'être qu'un "syndicat d'intérêts individuels" (5). Conflits internes, maintien des inégalités, instabilité politique deviennent les caractéristiques de cette période post-coloniale. Au total, le rapport de Fanon, rhétorique romantique mise à part, et bien que

(1) Frantz FANON - Les damnés de la terre, Maspéro, 1969, p. 96

(2) Ibid, p. 119

(3) Ibid, p. 108

(4) Ibid, p. 108

(5) Ibid, p. 112

souffrant d'un manque de définitions et de quelques contradictions de détail, laisse une impression de cohérence générale qui tire sa force, et de son actualité et de la justesse de ses observations.

Entre les visées de la bourgeoisie d'état et l'orientation idéologique du régime existe une contradiction essentielle. Cette bourgeoisie a en effet tout intérêt à lutter contre le capitalisme international dans la mesure où elle tire les fruits de la pénurie, mais à un certain stade de son développement, elle ne peut poursuivre son ascension sans faire appel à ce capitalisme. Du même coup, elle tend à se liquider en tant que bourgeoisie se développant dans une mouvance exclusivement nationale.

Certes, le soutien du camp socialiste a permis dès l'indépendance guinéenne d'échapper au chantage politico-économique des pays capitalistes en sauvant la nation de l'asphyxie, mais il a stimulé par contre-coup dans un second temps les investissements américains et européens, la France excepté, parce que l'assistance du camp socialiste n'était pas en mesure d'assurer pour l'essentiel le coût du développement industriel envisagé par le nouvel état. L'appel au capitalisme n'est encore pour l'instant cependant qu'un acte national et non l'engagement international de personnes privées.

L'étiquette de bourgeoisie nationale peut paraître quelque peu artificielle dans la mesure où ceux qui se situent le plus haut dans l'échelle des strates sociales ne présentent pas absolument la cohésion d'une classe, et où le qualificatif de "nationale" laisserait supposer l'existence simultanée d'une bourgeoisie internationale ou d'une bourgeoisie antinationale (à tendance ethnique par exemple), ce qui n'est pas souvent le cas. Néanmoins nous conserverons le terme pour désigner la seule classe en formation nettement repérable.

3) Interférence de plusieurs types de stratification

En face de cette classe, aucun groupe antagoniste ne se manifeste si ce n'est la contre-élite de l'opposition au régime en place, vivant souvent à l'extérieur des frontières et qui n'est qu'une bourgeoisie d'aspiration, substitut éventuel de celle au pouvoir. Quant aux employés, cols blancs, personnels

de services, aux ouvriers et aux paysans, ils ne constituent pas de groupes homogènes agissant comme forces sociales. Certes les premiers adoptent-ils la symbolisation culturelle de la petite bourgeoisie, qui va de la valorisation du travail des écritures à celle d'un certain usage de la parole pour bien vendre et commercialiser les produits, mais ils ne se distinguent ni par une sphère d'activité spécifique, ni par des revendications salariales coordonnées, ni par ce sens de l'accumulation et de l'épargne propre aux petites bourgeoisies européennes. Les ruraux quant à eux reconnaissent les nouvelles hiérarchies politiques, mais demeurent encore respectueux des statuts liés aux stratifications traditionnelles (rangs, lignages, castes). De même les ouvriers, employés, ou artisans récemment urbanisés se situent-ils simultanément par rapport aux hiérarchies traditionnelles et modernes, comme le prouvent les résultats de l'approche microsociologique effectuée par J.M. Gibbal dans deux quartiers d'Abidjan (1). L'auteur ne perçoit pas de classes proprement dites mais seulement des phénomènes de stratification au travers des réseaux de relations interpersonnels.

Dans la société urbaine se diluent les hiérarchies sociales et institutions héritées du monde villageois. Si le brassage social se pose en obstacle majeur à la constitution de classes sociales homogènes parmi les nouveaux citadins aux adhésions rurales encore fortes, il s'opère cependant un début de stratification sociale marqué dans les réseaux d'affinités intra-ethniques et intra-professionnels. Les ruraux prolétariés, mal insérés en ville, et aux revenus trop faibles pour pouvoir opérer des échanges économiques réguliers avec leur village, se protègent contre le milieu urbain par une priorité de relation accordée aux individus de même statut socio-professionnel et secondairement par des liens inter-ethniques nés d'une relation scolaire (même âge) ou d'un voisinage résidentiel. Or ce voisinage traduit lui-même une ségrégation spontanée de classe.

A partir de 1476 études de cas individuels et d'enquêtes chiffrées sont dégagées les constantes suivantes, judicieusement extrapolables, croyons-nous,

(1) Jean-Marie GIBBAL - Citadins et villageois dans la ville africaine, l'exemple d'Abidjan, Maspéro, 1974.

à bien d'autres grandes villes africaines, et qui marquent l'interférence des hiérarchies traditionnelles et modernes : "1) Les relations hiérarchisées traditionnelles se maintiennent quand elles s'établissent au profit des personnes de rang socio-professionnel inférieur ou égal à celui du dépendant, mais plus âgées que lui. Dans ce cas les considérations d'âge et de rang prennent celles du statut moderne (...). 2) Des rapports hiérarchisés s'établissent à l'égard de vieux, détenteurs de l'autorité traditionnelle (et habitant) en ville, même s'ils possèdent un statut socio-professionnel inférieur" (1). La supériorité d'âge et de statut socio-professionnel se cumulent "pour créer une situation de domination encore plus irrévocable" (2). L'allégeance au "patron" se marque par des visites répétées à celui-ci mais sans réciprocité. A l'amélioration du statut socio-professionnel correspond un élargissement du réseau de relations, et au niveau d'instruction élevé, un fort taux d'inter-ethnicité. Il est à remarquer cependant que dans tous les cas les rapports sont très personnalisés et que l'identité d'âge, malgré des décalages statutaires socio-professionnels, engendre plus de cas d'égalité que de cas de hiérarchisation des rapports (3). En définitive, les comportements s'ordonnent autour de valeurs qui ne sont pas exclusivement celles de la bourgeoisie politique.

4) Dynamisation sociale par des forces autres que les classes

Si l'on définit les classes en fonction du critère capital-travail, la division des sociétés africaines en classes apparaît non exhaustive et non systémique : certains groupes de pression (jeunes, femmes), certaines catégories sociales (intellectuels, militaires, commerçants) ne répondant pas aux critères admis pour les classes ne sauraient être éliminés de l'interprétation

Jean-Marie GIBBAL - Citadins et villageois dans la ville africaine, l'exemple d'Abidjan.

(1) Ibid, p. 173.

(2) Ibid, p. 175.

(3) Ibid, pp. 211-213.

de la dynamique sociale sans une distorsion inadmissible des faits. Ces forces unifiées et combatives se recrutant dans diverses strates, peuvent être dans l'évolution sociale des moteurs plus décisifs que les classes. Bien que les femmes par exemple aient individuellement des allégeances à l'intérieur de la stratification sociale en fonction de la division sexuelle et sociale du travail, sous d'autres rapports le bloc féminin constitué au sein d'un parti unique doit être considéré dans la dynamique sociale comme une force parallèle à celle des classes. De même en est-il pour la jeunesse comme l'a montré Mutations sociales en Guinée (1).

Intéressé aux sociétés développées, G.D. Desroussilles (2) prouve que ce sont les "gangs sociaux" qui mènent les batailles les plus décisives. "Le grand jeu socio-économico-politique se déroule en grande partie à l'extérieur de ces coques de rationalité que sont les nations ou les classes". La répartition du produit, souligne l'auteur, n'a plus lieu au premier degré entre classes sociales, mais entre la firme et les nations qu'elle affronte. Il convient donc de prendre en compte, sans nécessairement en faire la base de tout procès de structuration de classes, les contradictions issues du "Développement inégal", "le pillage du Tiers-Monde" et "l'accumulation à l'échelle mondiale", pour comprendre "le développement du sous-développement" (3). Mais expliquer la dépendance ne suffit pas (4) à rendre compte de tous les systèmes complexes de stratification dans le Tiers Monde. Le capitalisme établit certes sa domination directe au sein de nations pauvres, mais celles-ci reproduisent sous certains aspects seulement (entrepreneur privé - prolétaire) les classes des pays capitalistes. Aucune des différences significatives entre les stratifications du Zaïre, de la Tanzanie et de la Guinée ne saurait être comprise de cette

(1) Op. cit., ch. 2 et 3.

(2) Jean WEILLER et Guy DUPUIGRENET-DESROUSSILLES - Les cadres sociaux de la pensée économique, PUF, 1974, pp. 207-208.

(3) Samir AMIN - Le développement inégal, Minuit, 1973.
Pierre JALEE - Le pillage du Tiers Monde, Maspéro, 1965.
Samir AMIN - L'accumulation à l'échelle mondiale, Anthropos, 1970.
André Gunder FRANCK - Le développement du sous-développement, Maspéro, 1969.

(4) Nous l'avons montré dans le ch. 2.

manière. En bref, le jeu du capitalisme ne rend compte ni de la totalité des stratifications, ni de la totalité des dynamiques internes qui à leur tour ne se limitent pas à la dynamique des classes.

5) Variété et variabilité des alliances

L'idée de stratégie d'alliances entre catégories sociales dans chaque conjoncture particulière paraît plus explicative de cette dynamique interne. Mahjemout Diop développe cette idée par une comparaison fort suggestive des quatre cas du Mali, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de la Guinée. Quoiqu'il parle de classes et couches sociales, il argumente surtout en montrant les unions conjoncturelles de catégories socio-professionnelles qu'il groupe en forces traditionnelles et en forces modernes (1).

Au Mali, un "front uni" résulte d'une triple alliance : 1) celle des forces modernes (A) : intelligentsia, commis et employés, ouvriers ; 2) celle des forces traditionnelles (C) : commerçants traditionnels, cultivateurs ; 3) l'alliance de conjoncture entre deux types de forces contraires et antagonistes jusqu'à un certain point (B) : commerçants traditionnels et intelligentsia. Les deux premières alliances résultent d'intérêts communs au cours de tout un processus historique ; la dernière (B) "a été rendue nécessaire et possible sur le plan politique par la lutte anti-colonialiste, c'est-à-dire par une communauté immédiate d'intérêts. Ceci veut dire que cette alliance durera si la communauté d'intérêts dépasse le cadre immédiat. C'est le cas en Côte d'Ivoire où l'intelligentsia et les chefs coutumiers (plantours souvent de surcroît) forment l'alliance de type (B). C'est le cas au Sénégal où ce sont les marabouts (grands producteurs agricoles également) qui sont les partenaires de l'intelligentsia" (2).

En Guinée par contre, la couche supérieure des forces modernes, l'intelligentsia, ne s'est pas unie comme en Côte d'Ivoire et au Sénégal, à la couche supérieure des forces traditionnelles (les chefs coutumiers constituant une force caduque et pratiquement éliminée), mais à la couche inférieure, les

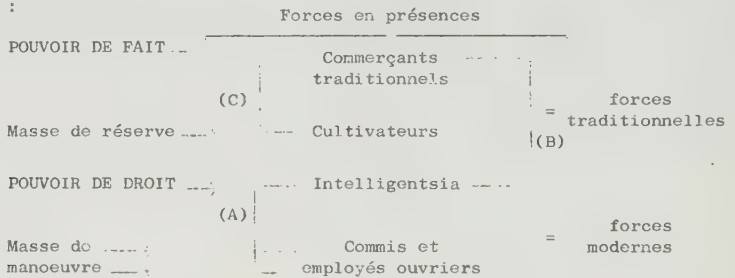
(1) Mahjemout DIOP - Histoire des classes en Afrique de l'Ouest : le Mali, Maspéro, 1971, pp. 227-228.

(2) Ibid, p. 227.

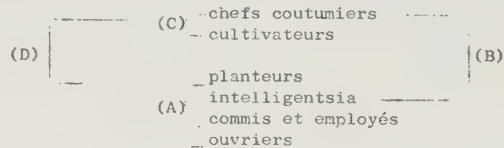
cultivateurs. L'alliance de type (C) est inexistante. Tant qu'une coupure entre (A) et (B) ne se produit pas, ce type de front semble moins fragile.

Les schémas peuvent être compliqués à loisir en serrant la réalité. Ainsi l'alliance de type (D) entre chefs coutumiers et planteurs est-elle remarquable en Côte d'Ivoire, et celle de type (E) entre employés et ouvriers, relativement importante au Sénégal. Nulle part cependant, dans les schémas suivants, on n'observe une alliance de base entre ouvriers et paysans, même là où l'intention était de construire le socialisme.

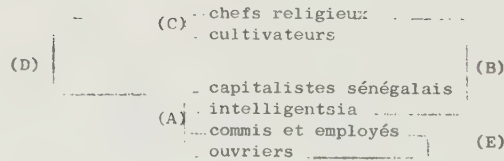
Au Mali :



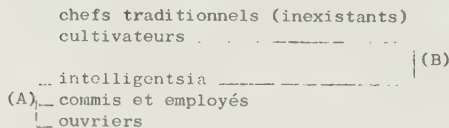
En Côte d'Ivoire :



Au Sénégal :



En Guinée :



L'analyse comparative mériterait d'être menée en détail et de faire l'objet d'un ouvrage. Ce que l'on peut au moins noter à partir de ces schémas plausibles, bien que l'intelligentsia soit mal définie et que ceux que l'on y compte appartiennent souvent simultanément à d'autres catégories sociales, c'est que l'analyse en terme de forces ne recoupe pas celle en terme de classes. Ni les forces conservatrices, ni les forces progressistes ne constituent respectivement une classe. Les classes, l'auteur les assimile implicitement et indûment soit à des catégories socio-professionnelles, soit à des groupements d'intérêts issus d'alliances temporaires.

6) Absence de cristallisation des luttes de classes

Pour que se dessine avec netteté un système de classes, il est nécessaire que les structures sociales, économiques et politiques, aient acquis un degré de maturité et un niveau de dynamique évolutive (extrêmement difficiles à déterminer a priori parce que variables selon les pays), qui leur permettent de s'auto-entretenir ; il est aussi nécessaire que le système ait une autonomie et ne subisse pas de manière considérable les perturbations provenant du maintien simultané d'un système antérieur de stratification ; il faut encore que se précisent des pôles de conflits entre groupes sociaux aux intérêts opposés. Or l'analyse africaniste ne révèle pas encore avec évidence l'existence d'un système unitaire de différenciation sociale.

Si, après bien des années de réflexion sur les sociétés capitalistes, on hésite encore à dire en combien de classes elles se subdivisent, on devine quelle peut être la perplexité du sociologue attentif aux sociétés neuves encore mal assises politiquement, économiquement et socialement qui se cherchent une hiérarchie, une histoire, des fonctions différenciées et une unité mentale. Cette confusion tient en grande partie à ce que, à l'opposé des facteurs qui orientent la société vers des différenciations de classes, d'autres mécanismes agissent comme freins à l'apparition des classes.

Une vue attentive et actuelle des divers facteurs entravant le développement des classes sociales, permet de les regrouper et de les classer par ordre

d'importance, en fonction des chefs suivants : a) les blocages politiques ;
b) les lenteurs du développement économique et de la modernisation ;
c) les résidus structuraux et comportementaux de la société traditionnelle ;
d) l'instabilité et la mobilité sociale.

a) Toute la stratégie politique, tant celle du colonisateur que celle des nouveaux gouvernants, a eu pour effet de freiner la formation des classes. Au temps de la colonisation, où les différenciations sociales au sein de la société africaine étaient peu accusées, les Européens ont opéré un blocage de fait à l'émergence d'une bourgeoisie africaine, en se contentant d'entretenir une "albinocratie" formée d'agents plus ou moins occidentalisés du pouvoir colonial, et maintenus intentionnellement dans des fonctions d'assesseurs. Créée lors des revendications d'indépendance, l'unité des couches sociales dans un parti peu à peu dominant a formé un front d'opposition au colonisateur qui a contribué à réduire la perception des antagonismes. Après les indépendances, l'idéologie du Parti et la manipulation opérée par les dirigeants ont éteint passagèrement l'esprit de clairvoyance appliqué aux tensions intérieures de la stratification sociale. En Guinée, la soumission des syndicats au politique aussi bien que la fêrile partisane d'un système de mobilisation ont gêné toute expression antagonistique.

b) Sans être finalisé de la même manière, le jeu de l'économique converge en partie, dans ses résultats, avec celui de la politique. Orientés et dosés par le colonisateur en fonction de ses propres intérêts, le développement économique et la modernisation se sont longtemps produits avec une lenteur concertée. De toute évidence, une économie encore largement traditionnelle en campagne, la faible industrialisation des villes et une pénurie généralisée ne vont pas sans se réfracter sur les revenus et les niveaux de vie. Si l'échec des plans de développement, l'inflation générale, les politiques d'austérité un peu partout, favorisent l'action illicite de certains profiteurs, au moins le nombre de ceux-ci demeure-t-il réduit par les difficultés autant matérielles que financières qu'ils rencontrent et par la crainte d'un contrôle policier ou d'un changement de régime. Des faibles stimulants de l'initiative chez les dirigeants d'entreprise répondent à la faible productivité des travailleurs. En outre,

une récession économique entraîne souvent une diminution des variétés de biens et services mis à la disposition des consommateurs et tend à loger ceux-ci à la même enseigne. Enfin, la stagnation économique produit une sorte de gauchissement de la dynamique des strates en ce qu'elle ne favorise pas le développement d'une couche progressiste, mais attise seulement la débrouillardise individuelle. Aussi longtemps que chacun réussit d'une quelconque manière à saisir quelques miettes d'une aide extérieure qui assure le maintien du coulage à l'intérieur, le terrain demeure peu favorable à un affrontement des groupes.

c) Résidus structuraux de la société traditionnelle, les anciennes stratifications basées sur des réalités sociales et religieuses (droit de séniorité dans la famille, hiérarchie des clans et lignages, stratification de castes, hiérarchies islamiques) freinent en même temps que le développement économique, des regroupements d'individus fondés spécifiquement sur des différenciations d'ordre économique (commerce, industrie, fonctionnariat).

Comme dans les sociétés précoloniales, les inégalités s'expriment beaucoup plus au niveau des prestiges et des pouvoirs qu'au niveau des richesses détenues. La traditionnelle hospitalité africaine s'oppose à une différenciation importante des niveaux de vie qui constituerait le point d'appui d'une stratification en classes, car les plus aisés supportent aussi les plus lourdes charges, parce qu'ils sont moralement obligés de distribuer aux parents quémandeurs une gratification prélevée sur leur revenu. Si un tel partage généreux du logement, de la nourriture, du salaire, constitue une assurance sociale contre la maladie, le chômage, la vieillesse et les revers de la politique, il n'est pas sans abaisser considérablement le niveau économique de la population aisée.

d) Pour que naissent des classes déterminées, et spécialement la conscience d'appartenir à une classe bourgeoise ou prolétarienne, serait nécessaire une certaine stabilité dans l'emploi et dans la richesse. Or peu d'individus sont vraiment stabilisés dans leur rang social à cause de la fréquence des revers de fortune, mutations de postes, emprisonnements, exils volontaires, mises en quarantaine de personnes dénoncées pour vol, corruption, gaspillage, dus

aux difficultés de l'économie et de la politique dans un état en construction.

Une telle assertion appelle néanmoins quelques correctifs en ce qui concerne les hauts fonctionnaires particulièrement et quelques personnes au statut élevé confirmé. Un bannissement politique, la confiscation de certains biens, que l'on pourrait estimer être des facteurs de dégradation sociale, n'affectent en réalité que l'un des rôles de la personne et durant un temps limité. L'ensemble de ses autres rôles, son statut économique ou culturel, contribuent à plus ou moins long terme à la restaurer dans sa position antérieure, en agissant à l'instar de fonctions vicariantes. Seules doivent donc être considérés comme facteurs de réelle mobilité régressive ceux qui ne dépendent pas d'un agent extérieur à la personne concernée. Or une disgrâce, un emprisonnement, la confiscation de biens sont des facteurs externes, et la mobilité descendante de quelques personnes n'influe que médiocrement sur la moyenne de mobilité générale d'une strate. Les régressions de statuts ne sont d'ailleurs pas en général définitives.

Le processus d'ascension sociale agit néanmoins de manière sélective et non sans à-coups. Même si un parvenu voulait par trop se prévaloir d'une richesse qui le singularise, la mémoire collective serait là pour ralentir le rythme de transformation de son statut de prestige, car ne sont oubliés, ni la situation sociale de sa famille d'origine, ni les emplois qu'il occupait antérieurement. En somme, la mobilité sociale extrême, caractéristique de toute période révolutionnaire, interdit de figer une réalité économique-sociale dans des groupements conscients de leur spécificité.

7) Facteurs accélérateurs du processus de restratification

Que soit ralentie par ces divers facteurs l'évolution de la société vers une société de classes ne signifie pas que certains facteurs n'aient joué simultanément en sens contraire comme éléments accélérateurs. Toute notre étude a tendu en effet à prouver que la dynamique sociale allait dans le sens d'un accroissement des inégalités à l'intérieur de la société guinéenne, selon des

mécanismes que nous avons cherché à définir et que d'autres ont appréhendés au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Mali.

Sans prétendre à un inventaire exhaustif ni à une analyse détaillée, on peut admettre que la prise en charge de l'Etat par les autochtones, la compétition pour la place, l'amplification du travail salarié et des échanges monétaires, la diffusion du savoir, ont agi simultanément dans le sens d'une transformation rapide des anciennes stratifications.

Les sources énergétiques les plus importantes de cette accélération sont :

a) les aides et investissements étrangers. Nous ne disons pas le capitalisme seul, car s'il est vrai que des firmes de pays capitalistes ont participé à l'industrialisation et à l'exploitation des pays pauvres par l'intermédiaire de "bourgeoisies compradores" et l'assentiment de fonctionnaires d'état profitant de prélèvements et de commissions, il est exact que l'aide extérieure d'où qu'elle vienne, des pays socialistes comme des pays capitalistes, et qu'elle prenne la forme de dons ou d'investissements dans le secteur d'état, a très souvent servi à alimenter l'embourgeoisement. En l'absence d'accumulation interne, les pays du Tiers Monde sont forcés de tendre la main et de développer leur commerce extérieur, ce qui profite à tous les intermédiaires de ces transactions.

b) les structures de la production privée. Elles se sont non seulement maintenues mais énormément développées dans la plupart des nouveaux états depuis les indépendances. Même en Guinée, un rapport d'exploitation s'établit dans le secteur agricole entre propriétaire de plantation de banane et d'ananas et ouvrier salarié, entre propriétaire d'orangers et gratteur d'oranges, entre propriétaire de troupeau et bouvier ; dans le secteur commercial entre boutiquier ou transporteur et employé, dans les petites entreprises de mécanique, peinture, menuiserie, couture, etc..., entre patron et salarié.

c) les modèles bourgeois de différenciation consummatrice. La manière de se loger, de se vêtir, de se nourrir, d'utiliser ses loisirs constituent des signes d'un embourgeoisement, mais on peut aussi affirmer que

les modèles bourgeois et importés jouent un rôle d'exemplarité et d'incitation à la différenciation socio-culturelle grâce à laquelle est facilitée la perception de la stratification et par voie de conséquence la conscience de classe. La hiérarchisation des fonctions et des droits peut être considérée comme la répercussion des outputs du système politique sur la répartition économique.

Par référence aux trois critères de la richesse, du pouvoir et du savoir, il est aussi possible de dégager les conditions internes d'accélération de la restratification. a) l'exemple de la Guinée a montré que la conjoncture de pénurie pouvait servir (comme ailleurs la fallacieuse abondance néo-coloniale) à l'enrichissement, grâce à la mobilisation des moyens et des ressources de l'Etat par ses gestionnaires. b) de même la stabilisation du pouvoir dans des équipes dirigeantes, peu mobiles somme toute, aide à la perception d'un groupe de privilégiés. c) les mêmes résultats sont obtenus par l'élévation dans l'échelle du savoir. L'éducation, l'apprentissage, l'expérience, en accroissant les disparités socio-culturelles, contribuent en effet à une prise de conscience des compétences, à une revendication de privilèges économiques et politiques par les lettrés, mais elles créent aussi des intellectuels qui servent parfois de guides à la cristallisation d'un esprit de classe chez les exploités.

8) Conditions d'existence des classes

Beaucoup d'auteurs contemporains, à la suite de G. Gurvitch (1), se rattachent à la position selon laquelle les classes ne se développent que dans certains types de société, et pensent que leur émergence est liée au développement de l'économie moderne et de l'industrialisation. Mais le problème réside justement là : Peut-on déterminer, du point de vue économique, le type et le niveau d'industrialisation que suppose l'apparition des classes ? Sinon quelles

(1) Georges GURVITCH - Le concept de classes sociales, CDU, 1954.

sont les conditions primordiales qui déterminent les clivages ayant des chances de se traduire à un moment ou à l'autre en lutte de classes ? A ce propos, G. Balandier considère comme conditions préalables à l'existence de classes : une société politique unifiée par un Etat, un développement qui permet la différenciation et l'expansion des forces économiques, un dynamisme interne résultant de ces forces. Mais ces conditions, dit-il, ne deviennent génératrices de classes que dans certaines circonstances. Sont requis entre autres :

a) l'établissement d'une société économique unifiée en raison de la généralisation des échanges et de la transformation du travail en marchandise ;

b) l'effacement des barrières culturelles, juridiques, politiques, qui cloisonnent dans un réseau de liens personnels et coutumiers les groupements traditionnels - ceci par multiplication des villes et des moyens de communication ;

c) la prise de conscience par l'individu de sa position dans la société globale et sa capacité critique, c'est-à-dire sa possibilité de contester l'ordre instauré par cette dernière (1).

En procédant ainsi, G. Balandier restreint par élimination le champ d'apparition des classes. Parmi les sociétés à Etat sont d'abord exclues les sociétés traditionnelles non urbanisées, ensuite celles où les échanges commerciaux ne sont pas généralisés, puis celles où le salariat existe à peine, enfin parmi les sociétés à état, urbanisées, à économie commerciale, qui connaissent le salariat, ne sont retenues que celles suffisamment mûres culturellement pour manifester leur capacité critique. La progression par restriction est rigoureuse. Le problème capital reste celui des seuils de développement économique, d'urbanisation, d'expression conflictuelle.

Sous un autre angle, le fait que G. Balandier pose comme condition, l'existence d'une société politique unifiée par un Etat rappelle assez clairement l'un des thèmes fondamentaux de M. Weber qui précède même dans son exposé sur les classes, statuts et partis (2) sa distinction des trois ordres économique,

(1) Georges BALANDIER - Anthropo-logiques, p. 161

(2) Max WEBER - Economie et Société, Plon, 1971, pp. 309-317.

social et politique : la stratification est l'effet d'une distribution inégale du pouvoir. Certes le pouvoir s'exerce même hors des structures étatiques, mais c'est dans le cadre de l'Etat que sa distribution est le mieux institutionnalisée et qu'il favorise le plus le jeu des inégalités.

Allons plus loin et soulignons à nouveau que ce sont les influences politiques internes et externes qui conditionnent et expriment les différences dans l'infrastructure économique, que ce sont les rapports de pouvoir qui règlent les droits respectifs des individus et des groupes, d'une part sur les conditions de la production, d'autre part sur les produits du travail. En mettant en question la détermination absolue de l'ordre socio-économique par rapport au système de contrôle politique, on pourrait montrer à l'instar de A. Giddens (1) que le système politique n'est pas un simple épiphénomène de la société capitaliste ou plus généralement de n'importe quel mode de production, mais qu'il est nécessaire dans la médiation du contrôle des décisions et des biens.

La décision la plus importante qui appartient au politique est celle de la répartition du produit national entre les groupes sociaux. Or cette répartition n'est pas le résultat mécanique de la fonction de production dans des économies qui n'obéissent pas strictement aux règles du marché, et la production elle-même n'est pas organisée en majorité autour de la dialectique capital-travail. Une grande part de la production, enfin, ne dérive pas d'un travail manuel, comme l'indique G. D.-Desroussilles (2) lorsqu'il montre que les services (administratifs et autres), considérés de manière incongrue comme improductifs, entrent à la fois dans la définition du produit national et dans sa répartition, bien que difficilement comptabilisables. Il convient donc de traiter les services comme facteurs de production à côté des facteurs traditionnels que sont le capital et le travail matériel, surtout dans les régimes où l'Etat

(1) Anthony GIDDENS - The Class Structure of the Advanced Societies - Londres, 1973, p. 21.

(2) Jean WEILLER et G. D.-DESROUSSILLES, op. cit., pp. 212-215.

est le principal patron (1).

Cette dernière considération conduirait à s'interroger sur la place des "cois blancs" dans les stratifications africaines, sur le rôle des "classes moyennes", sur la naissance en Afrique d'une petite bourgeoisie des services. La question se posera très vite qui mettra plus profondément en cause le schéma dialectique de l'opposition capital-travail.

Déjà abondent à propos des sociétés capitalistes les remises en question de quelques principes fondamentaux de la théorie des classes (G. Gurvitch, R. Dahrendorf, C.W. Mills, A. Touraine, G. Lonski, F. Perroux, W.G. Runciman, G. Balandier, A. Giddens). Pour les démocraties populaires, la discordance entre l'idéal égalitaire et la réalité contraint des analystes comme J. Szczepanski (2) à reconnaître une stratification interne fondée sur des critères de participation au pouvoir politique,... Partout se disloque l'image historique de la société de classe.

Par delà les problèmes du nombre des classes, de leur spécificité historique, de la priorité des déterminismes économiques, de l'opposition entre l'universalité du système des classes et la singularité historico-sociale de celles-ci, c'est la critériologie de Marx qui est mise en question.

9) Reconsidération de la polarisation conflictuelle des classes

L'un des schémas interprétatifs auxquels tiennent le plus les disciples de Marx est la conception d'une dichotomisation sociale fortement conflictuelle.

(1) "L'on discute en URSS pour savoir si, par extension, on ne peut pas admettre que tout est productif dans un système dit socialiste où tout concourt à la production (...) ou bien si, au contraire, rien n'est productif puisqu'en théorie rien n'est productif de plus-value au sens capitaliste. Cette question fait partie des conflits doctrinaux en cours". **Pierre NAVILLE**, Contribution à de nouvelles formes d'inventaire des structures de classe : les tableaux d'intrant-extrant, Epistémologie sociologique, 1964-1968 ; Numéro spécial, *Anthropos*, 1970.

(2) Jan SZCZEPANSKI - Les classes rurales dans la société polonaise contemporaine, Cahiers Internationaux de Sociologie, XXXIX, 1965, pp. 197-216.

" " - Les paysans dans la société socialiste, Cahiers Internationaux de Sociologie, XLII, 1967, pp. 1-12.

Comme l'analyse des réalités ne permet pas toujours un classement simple des populations en bourgeoisie et prolétariat, il est possible de lever la difficulté du dénombrement des classes en déclarant, soit que la dichotomie est tendancielle, soit qu'entre couples de classes opposées se situent des couches ou des strates, soit qu'est négligeable le problème de l'identification des classes et que doivent être prises en considération les seules relations de classe ou contradictions fondamentales de la société (duelles par principe logique).

Par bonheur, il semblerait que l'Afrique se prête assez bien à une interprétation en termes dualistes, exploités et exploités correspondant à gouvernants et gouvernés. Mais en réalité, la vision dualiste, si elle clarifie certaines représentations des nouvelles stratifications comme étant à vocation bipolaire, les complique singulièrement parce qu'elle interfère avec d'autres conceptions dualistes sans les recouvrir exactement. Tout d'abord, la différenciation élite-masse ne saurait en aucune manière être confondue avec la contradiction bourgeoisie-prolétariat. En outre, d'autres dualismes ont été jugés plus fondamentaux naguère : colonisateurs-colonisés, puis secteur traditionnel et secteur moderne (tradition-modernité) (1). Sans difficulté apparente, le glissement théorique peut s'opérer du dualisme des secteurs au dualisme des classes : les élites en tant qu'agents de la modernité sont essentiellement dynamiques et favorisent le développement ; les masses mal détraditionnalisées y opposent le poids de leur statisme. L'amorce de développement s'appuie donc sur la manipulation des masses par les élites et cette manipulation s'opère pour le profit des manipulateurs. Le développement a donc pour effet de créditer les élites d'un surcroît de pouvoir politique, économique et social, et par là d'accentuer le dualisme originaire.

Admettons ce processus d'embourgeoisement des élites ; rien ne prouve que les masses forment une classe unique, surtout lorsque l'on considère les

(1) Cf. Luis BELTRAN - Dualisme et pluralisme en Afrique tropicale indépendante, Cahiers Internationaux de Sociologie, XLVII, 1969, pp. 93-118.

mouvements actuels de scolarisation et de tertiarisation. Le fait qu'il y ait des tendances générales à la restructuration sociale, communes aux nouveaux états africains ne signifie pas que les nouvelles stratifications soient interprétables dans leur totalité en termes de classes bipolaires. Le clivage masse-élite ne correspond pas véritablement à l'opposition de deux classes, dans la mesure où les conflits majeurs se situent à l'intérieur du groupe des élites, et où ce que l'on nomme le ou les masses dominées et exploitées, manque d'unité consciente, de communauté ressentie et de volonté d'action commune.

Toute la difficulté de la conception dichotomique de la structure sociale provient de ce qu'elle suppose entre deux classes corrélatives et opposées, une relation asymétrique sous un triple rapport : dans la possession des moyens de production (riches et pauvres ; possédants et non-possédants) ; dans l'emploi d'une main-d'oeuvre salariée et l'exploitation du travail d'autrui (patrons et employés) ; dans l'exercice du pouvoir (gouvernants et gouvernés). C'est la non-correspondance absolue de ces trois distinctions qui oblige à considérer une plus grande diversité de classes, par exemple les possédants qui travaillent sans utiliser de main-d'oeuvre salariée (nombreux en Afrique). Dans certains cas, les différences de classes proviennent de rapports différents aux moyens de production (capitalistes, petits bourgeois, prolétaires) ; dans d'autres cas, elles découlent de leur rapport avec des moyens de production différents (propriétaires fonciers, propriétaires de capitaux, personnes qui ne possèdent que leur force de travail ou qui sont à la fois détenteurs de patrimoine et d'un revenu salarié).

Dans le monde africain moderne coïncident en fait assez peu la possession, l'exploitation du travail d'autrui et le pouvoir. Il est beaucoup de possesseurs de moyens de production (mais de moyens si minimes) c'est-à-dire 80 à 85 % des paysans qui n'emploient pas de main-d'oeuvre et qui ne sont pas riches. La plupart des gouvernants dépourvus initialement de richesses ne sont

que des salariés livrant leur travail contre rémunération par l'Etat, et de nombreux grands possesseurs de moyens de production : commerçants, planteurs riziiculteurs à vaste échelle, n'exercent aucun pouvoir politique. Aussi doit-on admettre que l'Afrique moderne demeure éloignée du schéma binaire qui conviendrait mieux éventuellement au capitalisme de type idéal à forte polarisation économique, ou au régime esclavagiste dans lequel coexistent brutalement richesse et misère, liberté et servitude. Si même on adoptait formellement pour l'Afrique un schéma binaire, les termes antithétiques, capitalistes-prolétaires, seraient à remplacer par d'autres. Ce faisant nous respecterions la mise en garde de Marx contre le danger d'appliquer à d'autres époques de l'histoire de l'humanité des conclusions obtenues à partir de recherches sur le développement des sociétés capitalistes d'Europe occidentale (1).

Il ne nous resterait donc guère comme ressource pour protéger l'interprétation en terme de classe, que d'admettre avec N. Poulantzas (2) que l'on constate parfois une énorme distance entre la détermination structurelle des classes comme horizon de la lutte et les positions de classe dans la conjoncture. Ou bien, ne serait-il pas plus judicieux, au lieu de parler de l'existence ou de la non existence des classes, d'analyser seulement des systèmes d'inégalité et de domination comme le suggère G. Balandier, ou bien comme le propose A. Giddens (3) des types et des niveaux de structuration de classe qui diffèrent des types et des niveaux de développement économique ou technique ; le pays où le capitalisme est le plus développé, les Etats-Unis, n'étant pas celui où les classes sont les mieux structurées ?

Comme il n'est pas du tout certain non plus que l'économie la plus développée serve absolument de modèle à toutes les sociétés qui devraient nécessairement passer par son stade (sinon l'URSS aurait du passer par le

(1) Lettre à la rédaction du périodique russe Otetchestviennije Zapiski (Annales de la Patrie), nov. 1877 ; cité par S. OSSOWSKI, op. cit., p. 211

(2) Nicos POULANTZAS - Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui, Souil, 1974, p. 17

(3) Anthony GIDDENS - op. cit., p. 20.

stade d'industrialisation des capitalismes britannique et américain), il faut rejeter une typification sur le modèle évolutionniste qui serait l'indication du type exemplaire de capitalisme ou de socialisme, et admettre l'impossibilité de dessiner avec rigueur les voies futures du Tiers Monde.

L'analyse économique permet bien quelques prévisions de la dynamique à venir par projection des tendances du présent, mais elle n'est utile au sociologue que dans la mesure où l'économie détermine le social. Partiels et multiples, les déterminismes sociaux sont de fait souvent déjoués par les cheminements de la liberté. Aussi est-ce en suivant empiriquement, d'un oeil avisé, les hommes qui font leur société et leur politique, s'unissent ou entrent en conflit, que l'on dispose des meilleures chances d'appréhender leurs mouvements et d'évaluer leurs forces, bien plus qu'en les traitant par des formules de valeur supposée universelle.

Utilisées comme instruments de recherche, remodelables éventuellement, les théories des stratifications et des classes aident à expliquer le système de rapports entre groupes hiérarchisés et les dynamismes sociaux globaux. Prises de manière dogmatique comme grilles d'interprétation sélective, elles bloquent plutôt la compréhension des sinuosités mouvantes du réel. Or ce réel, référence ultime de nos interprétations du social, lance le perpétuel défi de l'inédit à notre intellect qui risque à chaque instant de se mettre à tourner en rond dans un bastion théorique que seule notre naïveté nous incite à croire inexpugnable.

B I B L I O G R A P H I E

1 - Ouvrages et articles généraux (Afrique exceptée)

- ALBERTINI (Jean-Marie), Les mécanismes du sous-développement, éd. ouvrières, 1967.
- ALLEN (V.L.), Approche conceptuelle pour une analyse dynamique en sociologie, L'homme et la société, 10, 1968.
- ALMOND (Gabriel A.) et COLEMAN (James S.), édit., The politics of the developing areas, Princeton, 1960.
- ALTHUSSER (Louis) et BALIBAR (Etienne), Lire le Capital, Maspéro, 1968, t.2
- AMIN (Samir), L'accumulation à l'échelle mondiale, Anthropos, 1970.
- " " , Le développement inégal, Minuit, 1973.
- APTER (David), Systèmes, processus et aspects politiques du développement économique, in HOSELITZ (B.) et MOORE (W.), Industrialisation et Société, Mouton, 1963.
- " " , The Politics of Modernization, Chicago, 1965.
- ARON (Raymond), Social Structure and the Ruling Class, British Journal of Sociology, I, 1 et 2, 1960.
- " " , Classe sociale, classe politique, classe dirigeante, Archives européennes de sociologie, I, 2, 1960.
- " " , Dix-huit leçons sur la société industrielle, Gallimard, 1962.
- " " , La classe comme représentation et comme volonté, Cahiers internationaux de Sociologie, XXXVIII, 1965.
- " " , La lutte de classes, Gallimard, 1968.
- BAILEY (F.G.), Caste and the Economic Frontier, Manchester, 1957.
- BALANDIER (Georges), La stratification sociale, analyse comparative, Etudes sociologiques, 5, 1967, 68.
- " " , Anthropologie politique, P.U.F., 1967.
- " " , édit., Sociologie des mutations, Anthropos, 1970.
- " " , Sens et puissance, P.U.F., 1971.
- " " , Anthropo-logiques, P.U.F., 1974.
- BARBER (B.), Social Stratification, New-York, 1956.
- BAREL (Yves), La reproduction sociale, Anthropos, 1973.

- BAUDELLOT (Christian), ESTABLET (Roger), MALEMORT (Jacques), La petite bourgeoisie en France, Maspéro, 1974.
- BENDIX (Reinhardt) et LIPSET (Seymour M.), Class, Status and Power, Glencoe, 1953.
- BETEILLE (A.), Caste, Class and Power, Berkeley, 1965.
- " " , édit., Social inequality, Harmondsworth, 1969.
- BIRNBAUM (Norman), Classes sociales dans la société industrielle, L'homme et la société, 5, 1967.
- " " , The Crisis of Marxist Sociology, Social Research, 2, 1968.
- BLOCH (Marc), La société féodale, Albin Michel, 1939.
- BOTTOMORE (Thomas B.), Classes in Modern Society, Londres, 1966.
- " " , Elites et société, Stock, 1967.
- BOUGLE (Célestin), Essai sur le régime des castes, Alcan, 1908.
- BOURDIEU (Pierre), Condition de classe et position de classe, Archives européennes de sociologie, VII, 2, 1966.
- BOUTRUCHE (R.), Seigneurie et féodalité, Aubier, 1959, 2 Vol.
- BOUVIER-AJAM (Maurice) et MURY (Gilbert), Les classes sociales en France, éd. sociales, 1963.
- CENTERS (Richard S.), The Psychology of Social Classes, Princeton, 1949.
- C.E.R.M., Sur le féodalisme, éd. sociales, 1971.
- COLEMAN (James S.) et ROSBERG (Carl) édit., Political Parties and National Integration in Tropical Africa, Berkeley, 1964.
- CORNU (Roger) et LAGNEAU (Janina) édit., Hiérarchies et classes sociales, A. Colin, 1969.
- COSER (Lewis), The Functions of social conflict, Londres, 1956.
- COX (Olivier C.), Class, Caste and Race, New York, 1959, 2e éd.
- CROZIER (Michel), L'ambiguïté de la conscience de classe chez les employés et les petits fonctionnaires, Cahiers internationaux de sociologie, XXVIII, 1955.
- " " , Classes sans conscience ou préfiguration de la société sans classes, Archives européennes de sociologie, 1, 1960.
- DAHRENDORF (Ralph), Classes et conflits de classes dans la société industrielle, Mouton, 1972.
- DAVIS (Kingsley) et MOORE (Wilbert), Some Principles of Stratification, American Sociological Review, X, avril 1945.

- DIVERS..., Les classes sociales dans le monde d'aujourd'hui, Cahiers internationaux de sociologie, XXXVIII et XXXIX, 1965.
- DJILAS (Milovan), The New Class, an Analysis of the Communist System, New York, 1957.
- DUMONT (Louis), Homo hierarchicus, Essai sur le système des castes, Gallimard, 1967.
- ENGELS (Friedrich), L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, éd. sociales, 1954.
- " " , Anti-Dühring, éd. sociales, 1971.
- ETZIONI (Amitai), A Comparative Analysis of Complex Organization, Gencoe, 1961.
- FINNER (S.E.), The Man on Horseback, the Role of the Military on Politics, Londres, 1962.
- FOOTE (N.N.) et HATT (Paul K.), Social Mobility and Economic Advancement, American Economic Review, XLIII, mai 1953.
- FRANCK (A. Gunder), Capitalisme et sous-développement en Amérique Latine, Maspéro, 1968.
- " " , Le développement du sous-développement, Maspéro, 1969.
- GANSHOF (F.L.), Qu'est-ce que la féodalité ? Bruxelles, 1944.
- GENDARME (René), Réflexions sur les approches du problème de la répartition dans les économies sous-développées, Revue économique, 6, nov. 1964.
- GHURYE (G.S.), Caste and Class in India, New-York, 1932.
- GIDDENS (Anthony), The Class Structure of Advanced Societies, Londres, 1973.
- GOBLOT (Edmond), La barrière et le niveau, rééd. P.U.F., 1967.
- GOLDSCHMIDT (Walter R.), Social Class in America, A critical Review, American Anthropologist, 52, 1950.
- GRAMSCI (Antonio), Oeuvres choisies, éd. sociales, 1959.
- GURVITCH (Georges), Le concept de classes sociales, CDU, 1954.
- " " , La vocation actuelle de la sociologie, P.U.F., 2e éd. 1957.
- HALBWACHS (Maurice), La classe ouvrière et les niveaux de vie, Alcan, 1913.
- " " , Esquisse d'une psychologie des classes sociales, M. Rivière, 1963.
- HOSELTZ (Bert) et MOORE (Wilbert), Industrialisation et Société, Mouton, 1963.

- JANNE (Henri), Le système social, Bruxelles, 1968.
- KADT (D.), Conflit et pouvoir dans la société, Revue internationale de Sciences Sociales, XVII, 3, 1965.
- KHALDOUN (Ibn), Prolégomènes, Grüthner, 1934.
- KNIGHT (J.) édit., Caste and Race, Londres, 1967.
- KOLABINSKA (Marie), La circulation des élites en France, F. Rouge et Cie, 1912.
- LANDECKER (W.S.), Types of integration and their measurement, American Journal of Sociology, 56, 1951.
- LASSWELL (Harold D.) et KAPLAN (A.), Power and Society, a Framework for Political Inquiry, New Haven, 1950.
- LASSWELL (H.D.), LEMNER (D.), ROTHWELL (C.G.), The Comparative Study of Elites, Stanford, 1952.
- LEACH (Edmund), Political Systems of Highland Burma, Londres, 1954.
- " " , édit., Aspects of Caste in South Africa, Ceylan and North-West Pakistan, Cambridge, 1960.
- LEFEBVRE (Henri), Psychologie des classes sociales, in GURVITCH (G.), Traité de Sociologie, P.U.F., 1960, t. 2.
- " " , Sociologie de Marx, P.U.F., 1966.
- LE GOFF (Jacques), La civilisation de l'Occident médiéval, Arthaud, 1966.
- LEMINE (Vladimir I.), Oeuvres, éd. sociales, 1962.
- LENSKI (Gerhard E.), Power and Privilege, A Theory of Social Stratification, New York, 1964.
- LUKACS (Georg), Histoire et conscience de classe, Minuit, 1960.
- MALINOWSKI (Bronislaw), Les dynamiques de l'évolution culturelle, Payot, 1970.
- " " , Une théorie scientifique de la culture, Maspéro, 1970.
- MALLET (Serge), La nouvelle classe ouvrière, Seuil, 1963.
- MANNHEIM (Karl), Essays on the Sociology of Culture, Londres, 1956.
- MARSHALL (T.H.), General Survey of Change in social Stratification in the Twentieth Century, in Transactions of the third world Congress of Sociology, Amsterdam, 1956.
- MAUX (Karl), Les luttes de classes en France, éd. sociales, 1948.
- " " , Le dix-huit brumaire de Louis Bonaparte, éd. sociales, 1949.

- MARZ (Edouard), Classe sociale, structure de classe et conflits de classe, in
FAY (V.), En partant du Capital, Anthropos, 1968.
- MEILLASSOUX (Claude), Y a-t-il des castes aux Indes, Cahiers Internationaux de
sociologie, LIV, 1973.
- MILLS (C. Wright), Les cols blancs, Seuil, 1966.
- " " , L'élite du pouvoir, Maspéro, 1969.
- MOSCA (Gaetano), The ruling class, New York, 1939, trad. anglaise.
- MOUSSA (Pierre), Les nations prolétaires, P.U.F., 1963.
- NORTH (C.C.), Prestige of occupation, in NOSOW (S.) et FORM (W.M.), Man, Work
and Society, New York, 1962.
- OSSOWSKI (Stanislaw), La structure de classes dans la conscience sociale,
Anthropos, 1971.
- PACKARD (Vance), Les obsédés du standing, Calmann-Lévy, 1965.
- PARETO (Vilfredo), Traité de sociologie générale, Payot, 1919.
- PARKIN (Frank), Class Inequality and Political Order, Londres, 1971.
- PARSONS (Talcott), The social system, Glencoe, 1951.
- " " , Eléments pour une sociologie de l'action, Plon, 1955, trad.
française.
- " " , Sociétés, essai sur leur évolution comparée, Dunod, 1972,
trad. française.
- PERRIN (Guy), Sociologie de Paro, P.U.F., 1966.
- PERROUX (François), Masses et classe, Castermann, 1972.
- PIOTTE (Jean-Marc), La pensée politique de Gramsci, Anthropos, 1970.
- POLANYI (Karl), ARENSBERG (Conrad) édit., Trade and Markets in the early Empires,
New-York, 1957.
- PORTELLI (Hugues), Gramsci et le bloc historique, P.U.F., 1972.
- POULANTZAS (Nicos), Pouvoir politique et classes sociales, Maspéro, 1968.
- " " , Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui, Seuil,
1974.
- PYE (Lucian W.), Armies in the Process of Political Modernization, Archives
européennes de sociologie, II, 1, 1961.

- REISSMAN (Léonard), Les classes sociales aux Etats-Unis, P.U.F., 1963.
- RIBEILL (Georges), Tensions et mutations sociales, P.U.F., 1974.
- RIVIERE (Claude), Réflexions sur le concept d'intégration sociale et son utilité en psychologie des peuples, Ethno-psychologie, XXVII, 4, déc. 1972.
- " " , Les classes sociales en pays sous-développés. De quelques difficultés théoriques, Cultures et Développement, V, 3, 1973.
- RODINSON (Maxime), Islam et capitalisme, Seuil, 1966.
- RUNCIMAN (W.G.), Explaining Social Stratification, in NOSSITER (T.J.), HANSON (A.H.), ROKKAN (S.), Imagination and Precision in the Social Sciences, Londres, 1972.
- SAHLINS (Marshall), Tribesmen, Englewood Cliffs, 1968.
- SARTRE (Jean-Paul), Critique de la raison dialectique, Gallimard, 1970.
- SMELSER (N.J.) et LIPSET (S.M.), Social Structure, mobility and development, Berkeley, 1966.
- SRINIVAS (M.W.), Social change in modern India, Berkeley, 1966.
- SZCZEPANSKI (Jan), Les classes rurales dans la société polonaise contemporaine, Cahiers internationaux de sociologie, XXXIX, 1965.
- " " , Les paysans dans la société socialiste, Cahiers internationaux de sociologie, XLII, 1967.
- STAVENHAGEN (Rodolfo), Les classes sociales dans les sociétés agraires, Anthropos, 1969.
- STINCHOMBE (R.), Agriculture Entreprise and rural Class Relation, American Journal of Sociology, septembre 1961.
- STRMISKA (Zdenek) et VARAKOVA (Blonka), La stratification sociale dans la société socialiste, Revue française de sociologie, 13, 1972.
- TERRAY (Emmanuel), Le marxisme devant les sociétés primitives, Maspéro, 1969.
- TONNIES (Ferdinand), Communauté et Société, P.U.F., 1944.
- TOURAINE (Alain), Sociologie de l'action, Seuil, 1965.
- " " , La société post-industrielle, Denoël, 1969.
- " " , Production de la société, Seuil, 1973.

- TROTSKY (Léon), La révolution permanente, Gallimard, 1964.
- TUMIN (Melvin), La stratification sociale, Gembloux, 1971, trad. française.
- VEBLEN (Thorstein), Théorie de la classe de loisir, Gallimard, 1970.
- WARNER (W. Lloyd) et LUNT (P.S.), The Social Life of a Modern Community, Newhaven, 1941.
- " " , The Status System of a Modern Community, Newhaven, 1942.
- WARNER (W. Lloyd), MEEKERS (M.), EELS (K.), Social Class in America, Chicago, 1949.
- WEBER (Max), Essays in Sociology, New York, 1946.
- " " , Economie et Société, Plon, 1971, trad. française.
- WEILLER (Jean) et DUPUIGRENET-DESSROUSSILLES, Les cadres sociaux de la pensée économique, P.U.F., 1974.
- WERTHEIM (W.F.), La société et les conflits entre systèmes de valeurs, Cahiers internationaux de sociologie, XXVIII, 1960.
- WITTFOGEL (Karl), Le Despotisme oriental, Minuit, 1964.
- WOLF (Eric R.) Peasants, Englewood Cliffs, 1966.

2 - Ouvrages et articles sur l'Afrique (Guinée exceptée)

AFANA (Osondé), Les classes sociales en Afrique occidentale, Partisans, 10, 1963.

" " , L'économie de l'Ouest Africain, Maspéro, 1966.

AMAT (Thierno), Structure des classes en Afrique tropicale, La nouvelle revue internationale, 90, février 1966.

AMIN (Samir), Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire, Minuit, 1967.

" " , Le monde des affaires sénégalais, Minuit, 1969.

ARNAULT (Jacques), Procès du colonialisme, éd. sociales, 1958.

BA (Samba), Contribution à l'étude sociologique du Fouta Sénégalais, mémoire de l'E.P.H.E., Sorbonne, dactylographié.

BALANDIER (Georges), Sociologie actuelle de l'Afrique noire, P.U.F., 1963.

" " , Problématique des classes sociales en Afrique noire, Cahiers internationaux de sociologie, XXXVIII, 1965.

BARBE (Raymond), Les classes sociales en Afrique noire, Economie et politique, numéro spécial, Paris, 1964.

BEATTIE (John H.), Bunyoro, an African Kingdom, New York, 1960.

" " , Bunyoro, an African Feudality ? Journal of African History, V, I, 1964.

BECKETT (W.H.), Akokoaso, a Survey of a Gold^{est} Village, Londres, 1956.

BELTRAN (Luis), Dualisme et pluralisme en Afrique tropicale indépendante, Cahiers internationaux de sociologie, XLVII, 1969.

BENOT (Yves), Idéologies des indépendances africaines, Maspéro, 1969.

BINET (Jacques), Afrique en question, Mame, 1965.

" " , Psychologie économique africaine, Payot, 1970.

BOHANNAN (Paul), et DALTON (George) édit., Markets in Africa, Evanston, 1962.

BOUCHE (Denise), Les villages de liborté en A.O.F., Mouton, 1968.

BOUTILLIER (Jean-Louis), Les structures foncières en Haute-Volta, Etudes voltaïques, 1964, mémoire n° 5.

" " , Les captifs en A.O.F., Bulletin de l'IFAN, XXX, B, 2, 1968.

- CABRAL (Amilcar), La lutte en Guinée, Revue internationale du Socialisme I, 4, août 1966.
- CAPET (Marcel), Les économies d'A.O.F., Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1958.
- CARTER (Gwendolin) édit., African One-Party States, Ithaca, 1962.
- CHAFFARD (Georges), Les carnets secrets de la décolonisation, Calmann-Lévy, 1967.
- CHEVERNY (Jacques), Eloge du colonialisme, Julliard, 1961.
- CHODAK (Sczimon), Social Classes in Sub-Saharan Africa, Africana-Bulletin, 4, Varsovie, 1966.
- CISSE (Django), Structures des Malinkés de Kita, Doctorat de 3ème cycle, Sorbonne, 1967, dactylographié.
- Colloque de Royaumont, Sociologie de la "construction nationale" dans les nouveaux états, Bruxelles, 1968.
- COQUERY-VIDROVITCH (Catherine), Recherches sur un mode de production africain, La Pensée, 164, 1969.
- CORNEVIN (Robert), Evolution des chofferies dans l'Afrique noire d'expression française, Recueil Pénant, 71, 1961, Numéros 686 à 688.
- D'ARBOUSSIER (Gabriel), Au service de l'Afrique noire, Paris, oct. 1948.
- DELBARD (Bernard), Les dynamismes sociaux au Sénégal, ISEA, Dakar, 1966.
- DIAGNE (Pathé), Pouvoir politique traditionnel en Afrique occidentale, Présence africaine, 1967.
- DIETERLEN (Germaine), Mythe et organisation sociale au Soudan Français, Journal de la Société des Africanistes, XV, 1955.
- DIOP (Majhemout), Contribution à l'étude des problèmes politiques en Afrique noire, Présence africaine, 1958.
- " " , Classes et idéologies de classes au Sénégal, éd. du Comité central, 1965.
- " " , Histoire des classes en Afrique de l'Ouest, le Mali, Maspéro, 1971.
- DIVERS...., Les étudiants noirs parlent, Présence africaine, 1953.
- DIVERS...., L'économie ostentatoire ; étude sur l'économie du prestige et du don, Tiers Monde, 33, janvier-mars, 1963.

- DUMONT (René), L'Afrique noire est une partie, Seuil, 1962.
- " " , Développement agricole africain, P.U.F., 1965, Etudes Tiers Monde.
- DUPRE (Georges), et REY (Pierre-Philippe), Réflexions sur la pertinence d'une théorie de l'histoire des échanges, Cahiers internationaux de sociologie, XLVI, 1969.
- EVANS-PRITCHARD (Edward E.), La femme dans les sociétés primitives, P.U.F., 1971, trad. française.
- EISENSTADT (S.N.), Social Change and Modernization in African Societies South of the Sahara, Cahiers d'études africaines, V, 19, 1965.
- FALLERS (Lloyd A.), Are African Cultivators to be called "Peasants", Current Anthropology, II, 2, 1961.
- FANON (Frantz), Les damnés de la terre, Maspéro, 1969.
- FAVROD (Charles-Henri), L'Afrique seule, Seuil, 1961.
- FORTES (Meyer), EVANS-PRITCHARD (E.E.), Systèmes politiques africains, P.U.F., 1965, trad. française.
- FRAENKEL (Merran), Tribe and Class in Monrovia, Oxford, 1965.
- GALLAIS (Jean), Signification du village en Afrique de l'Ouest, Cahiers de sociologie économique, 2, février 1960.
- GIBBAL (Jean-Marie), Citadins et villageois dans la ville africaine, l'exemple d'Abidjan, Maspéro, 1974.
- GLUCKMAN (Max), Custom and Conflict in Africa, Oxford, 1955.
- " " , Order and Rebellion in Tribal Africa, Londres, 1963.
- GOODY (Jack), Feudalism in Africa ?, Journal of African History, IV, I, 1963.
- " " , Economy and Feudalism in Africa, The Economic History Review, déc. 1969.
- GOUNDIAM (Ousmane), Aspects du régime foncier sénégalais, Civilisations, 14, I, 1965.
- GOWAN (L.G.), The Dilemmas of African Independence, New York, 1964.
- GRUNDY (K.W.), The Class Struggle in Africa ; an Examination of conflicting Theories, Journal of Modern African Studies, II, 3, nov. 1964.
- GUILLEMAIN (Pierre), La structure des premiers gouvernements locaux en Afrique noire, Revue française de sciences politiques, 9, 3, sept. 1959.

GUTKIND (Peter C.), Les Africains et l'emploi salarié urbain, Revue nationale du travail, 97, 2, février 1968.

GUTTERIDGE (W.F.), The Military in African Politics, Londres, 1969.

HAMES (Constant), La société maure ou le système des castes hors de l'Inde, Cahiers internationaux de sociologie, XLVI, 1969.

HERSKOVITS (Melville J.), The Myth of the Negro Past, Boston, 1962.

" " , Dahomey, an ancient West African Kingdom, New York, 1938.

HODGKIN (Thomas), A note on the language of African Nationalism, African Affairs, I, 1961.

" " , African Political Parties, Harmondsworth, 1961.

JALEE (Pierre), Le pillage du Tiers Monde, Maspéro, 1965.

KEITA (Madeira), Le parti unique en Afrique, Présence africaine, XXX, fév-mars 1960.

KOUYATE (Seydou Badian), Politiques de développement et voies africaines du socialisme, Présence africaine, XLVII, 3ème trimestre 1963.

" " , Les dirigeants africains face à leur peuple, Maspéro, 1964.

LACOUTURE (Jean), Cinq hommes et la France, Seuil, 1961.

LEWIS (W.A.), La chose publique en Afrique occidentale, SEDEIS, 1966.

LLOYD (Peter C.) édit., The new Elites of Tropical Africa, Oxford, 1966.

" " , Africa in social Change, Harmondsworth, 1967.

LOMBARD (Jacques), Structures de types "féodal" en Afrique noire, les Bariba du Bahomey, Mouton, 1966.

" " , Autorités traditionnelles et pouvoirs européens en Afrique noire, A. Colin, 1967.

" " , Tribalisme et intégration nationale en Afrique noire, L'homme et la société, 12, 1969.

LY (Abdoulaye), Les masses africaines et l'actuelle condition humaine, Présence africaine, 1956.

MALOWIST (M.), Le commerce d'or et d'esclaves au Soudan occidental, Africana, B, 4, 1966.

MAQUET (Jacques), Le système des relations sociales dans le Ruanda ancien, Annales du musée royal du Congo belge, Tervuren, Ethnologie, 8, 1.

" " , The Premisse of Inequality in Ruanda, Londres, 1961.

" " , Pouvoir et société en Afrique, Hachette, 1970.

M'BOYA (Tom), Freedom and after, Londres, 1963.

MEILLASSOUX (Claude), Essai d'interprétation des phénomènes économiques dans les sociétés traditionnelles d'auto-subsistance, Cahiers d'études africaines, 1, 4, 1960.

" " , Anthropologie économique des Guro de Côte d'Ivoire, Mouton, 1965.

MEISTER (Albert), L'Afrique peut-elle partir ? Seuil, 1966.

MERCIER (Paul), Aspects des problèmes de stratification sociale dans l'ouest africain, Cahiers internationaux de sociologie, XVII, 1954.

" " , Classes et changements politiques en Afrique noire, Cahiers internationaux de sociologie, XXXVIII, 1965.

" " , Tradition, changement, histoire : les Somba du Dahomey septentrional, Anthopos, 1968.

MILCENT (Ernest), L'A.O.F. entre en scène, éd, Témoignage chrétien, 1958.

MILON (R.), Marxisme, communisme et socialisme africain, Paris, Edimpra, s.d.

MONTEIL (Vincent), L'Islam noir, Seuil, 1964.

MORGAUT (Marc-Edmond), L'Afrique et l'industrie, Fayard, 1959.

MYRDAL (Gunnar), Théorie économique et pays sous-développés, Présence africaine, 1959.

NADEL (Siegfried F.), Byzance noire, le royaume des Nupe du Nigeria, Maspéro, 1971.

NIANE (Djibril T.) et SURET-CANALE (Jean), Histoire de l'Afrique occidentale, Présence africaine, 1960.

N'KRUMAH (Kwame), Le consciencisme, Payot, 1964.

NOVEMBER (Andreas), L'évolution du mouvement syndical en Afrique occidentale, Mouton, 1965.

- NYERERE (Julius), Ujamaa, the basis of African Socialism, Dar-es-Salam, 1962.
- " " , Déclaration d'Arusha, TANU, Dar-es-Salam, 1967.
- " " , Ujamaa Vijijini, Dar-es-Salam, 1967.
- OLDEROGGE (D.A.), Zapadni Sudan, XIX, Moscou, 1960.
- OLIVER (Roland) et PAGE (J.D.), A short History of Africa, Londres, 1962.
- PALES (Louis), L'alimentation en A.O.F., Dakar, ORANA, 1955.
- PAULME (Denise), éd., Les classes d'âge en Afrique noire, Mouton, 1971.
- POTEKHINE (Ivan), Africa looks ahead, Moscou, 1960.
- " " , Classes in African Society, Mizan Newsletter, III, 6 June 1961.
- " " , Land relations in African countries, Journal of Modern African Studies, I, 1, 1963.
- RIVIERE (Claude), Théorie de la dynamique conflictuelle dans les nouveaux états, Cultures et développement, II, 3-4, 1971.
- SCHACHTER-MORGENTHAU (Ruth), Political Parties in French-speaking West Africa, Oxford, 1964.
- SENGHOR (Léopold S.), Nation et voie africaine du socialisme, Présence africaine, 1961.
- SEURIN (Jean-Louis), Elites sociales et partis politiques en A.O.F., Annales africaines, 3, 1958.
- SEYTANE (Samba), Les classes sociales et les dirigeants politiques de l'ouest africain, Partisans, 29-30, 1966.
- SIDIBE (Mamby), Les gens de caste au Soudan français, Notes africaines, 81, 1959.
- SMITH (G.M.), Government in Zazzau, Londres, 1960.
- STANILAND (Mary), Frantz Fanon et les classes politiques africaines, Etudes congolaises, XII, I, 1969.
- SUNDSTROM (Lars), The Trade of Guinea, Studia Ethnographica Upsaliensis, 24, 1965.
- SURET-CANALE (Jean), Afrique noire, Géographie, civilisations, histoire, éd. sociales, 1961.
- " " , L'ère coloniale, éd. sociales, 1964.
- " " , De la colonisation aux indépendances, éd. sociales, 1972.
- " " , Les sociétés traditionnelles en Afrique tropicale et le mode de production asiatique, La Pensée, 117, 1964.

SYLLA (Ousmane), Persistence du système des castes dans la société wolof contemporaine, Bulletin de l'IFAN, XXVIII, B, 3-4, 1966.

TAUXIER (Louis), Moeurs et histoire des Peuls, Payot, 1937.

THOMAS (Louis-Vincent), Le socialisme et l'Afrique, Le livre africain, 1966, 2 Vol.

VERHAEGEN (Benoît), Bibliographie sur les classes sociales en Afrique, Bruxelles, CRISP, 1965.

" " , Rébellions au Congo, Bruxelles, CRISP, 1969.

WALLERSTEIN (Immanuel), Africa, the Politics of independance, New York, 1962.

" " , Elites in French-speaking West Africa, Journal of Modern African Studies, 3, I, 1965.

X...., L'Afrique en devenir, Prospective, 13, 1966.

X...., Les cahiers de Gambona (1964-1965), Bruxelles, CRISP, 1966.

ZIEGLER (Jean), La contre-révolution en Afrique, Payot, 1963.

" " , Sociologie de la nouvelle Afrique, Gallinard, 1964.

3 - Ouvrages et articles sur la Guinée

AMEILLON (B.), La Guinée, bilan d'une indépendance, Maspéro, 1964.

AMIN (Samir), Trois expériences africaines de développement, Le Mali, La Guinée, Le Ghana, P.U.F., 1965, Etudes Tiers Monde.

APPIA-DABIT (Béatrice), Quelques artisans noirs, Bulletin de l'IFAN, III, B, 1-4, 1941.

" " , Les forgerons du Fouta-Djallon, Journal de la Société des Africanistes, XXV, 2, 1965.

ARCIN (André), La Guinée française, Challamel, 1907.

" " , Histoire de la Guinée française, Challamel, 1911.

ASPE-FLEURIMONT, La Guinée française, Challamel, 1900.

BAH (Alpha Amadou), Les transports en Guinée, Institut Polytechnique de Conakry, 1967, ronéoté.

BALDE (Hassimiou), L'esclavage au Fouta, Mémoire INFOM, 1953, dactylographié.

BALDE (Saïkou), Les associations d'âge chez les Foulbé du Fouta-Djallon, Bulletin de l'IFAN, I, 1, 1939.

BARTHE (M.), Le labour attelé en Guinée française, Agronomie tropicale, 1-2, janvier-février 1951.

BEAUJEU-GARNIER (J.), Essai de géographie électorale guinéenne, Cahiers d'Outre-Mer, 44, oct.déc. 1958.

" " , L'agriculture guinéenne, L'information géographique, nov-déc. 1958.

BINET (Jacques), Marchés en pays soussou, Cahiers d'Etudes Africaines, I, 4, 1960.

" " , Groupes socio-professionnels en Guinée, Le monde non chrétien, 74, 1965.

BOUET (Lt.), Les Tomas, Bulletin du Comité de l'Afrique française, 1911, 8 et 9.

CANTRELLE (Pierre) et DUPIRE (Marguerite), L'endogamie des Peuls du Fouta-Djallon, Recherches africaines, 1-4, 1964.

CESAIRE (Aimé), La pensée politique de Sékou Touré, Présence africaine, XXIX, 1959-janv. 1960.

- CHARLES (Bernard), Un parti politique africain, le Parti Démocratique de Guinée, Revue française de Science politique, 12, 2, 1962.
- " " , Guinée, Lausanne, 1963.
- " " , La Guinée, in MABILEAU (A.) et MEYRIAT (J.) édit. Décolonisation et régimes politiques en Afrique noire, Colin, 1967.
- " " , Cadres guinéens et appartenances ethniques, Sorbonne, 1968, thèse dactylographiée.
- " " , La République de Guinée, Berger-Levrault, 1972.
- CHARRIERE (Jacques), Une expérience de planification : la Guinée, Cahiers internationaux, 117, mars-avril 1961.
- CISSE (Yousseuf), Notes sur les sociétés de chasseurs Malinké, Journal de la Société des Africanistes, 34, 2, 1964.
- CONDE (Alpha), Naissance et évolution de l'Etat moderne en Guinée, Paris, Faculté de Droit, 1969, thèse ronéotée.
- " " , Guinée, Albanie de l'Afrique ou néo-colonie américaine ? éd. Git-le-Coeur, 1972.
- COURNANEL (Alain), Planification et investissements privés dans l'expérience guinéenne, Paris, Faculté de Droit, 1968, thèse ronéotée.
- " " , Situation de la classe ouvrière en République de Guinée, Partisans, 61, 1971.
- DE DECKER (Henri), Nation et développement communautaire en Guinée et au Sénégal, Mouton, 1963.
- DEMOUGEOT (A.), Notes sur l'organisation politique et administrative du Labé, Larose, 1944, Mémoire IFAN, n°6.
- DIAKITE (Claude Abou), Guinée enchaînée ou le livre noir de Sékou Touré (Paris, 1972), à compte d'auteur.
- DIALLO (Ousmane), Evolution sociale chez les Peuls du Fouta Djallon, Recherches africaines, 4, 1961.
- DIALLO (Thierno), Les institutions politiques du Fouta Djallon au XIXème siècle, Sorbonne, 1968, thèse de doctorat 3ème cycle, ronéotée.
- DIALLO (Tierno Nabika), Bilan et perspectives de la coopération dans le développement de l'agriculture guinéenne, Institut Polytechnique de Conakry, 1967, ronéoté.
- DIAWARA (Alpha), Guinée, la marche du peuple, Dakar, 1968.

- DU BOIS (Victor), The independance movement in Guinea ; a study in African nationalism, Princeton, 1966, Ph D.
- " " , The decline of the Guinean Revolution, American Universities Field Staff Reports, W.A., VIII, 7.
- DUMONT (René), Reconversion de l'économie agricole : Guinée, Côte d'Ivoire, Mali, P.U.F., 1961, Cahiers Tiers Monde.
- DUPIRE (Marguerite), Organisation sociale des Peul, Plon, 1970.
- DURAND (Oswald), Les industries locales au Fouta, Bulletin du Comité d'Etudes historiques et scientifiques de l'A.O.F., XV, 1932.
- FABER (Paul), Les donations nuptiales dans la société guinéenne, Lyon, 1972, Thèse de droit, ronéotée.
- FAMECHON (M.), Notice sur la Guinée française, Exposition universelle de 1900, Paris.
- FISCHER (George), Quelques aspects de la doctrine politique guinéenne, Civilisations, 9,4, 1959.
- FRECHOU (Hubert), Le régime foncier chez les Soussous du Moyen Konkouré, Cahiers de l'ISEA, V, 4, sept. 1962.
- " " , Le régime foncier dans la région des Timbis, in POIRIER (Jean) éd., Etudes de droit africain et malgache, Cujas, 1965.
- GAISSEAU (Pierre-Dominique), Forêt sacrée, magie et rites secrets des Toma, Albin Michel, 1953.
- GAMORY-DUBOURDEAU (C.), Notice sur les coutumes des Tomas, Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'A.O.F., 2, 1926.
- GAVRILOV (N.), La République de Guinée, Moscou, 1961.
- GERMAIN (J.), Extrait d'une monographie des habitants du cercle de N'zérékoré : Les artisans, les techniques et les arts, Etudes Guinéennes, 13, 1955.
- GIGON (Fernand), Guinée, Etat-pilote, Plon, 1959.
- GIUDICELLI (Gérard), Les forces politiques de la République de Guinée, Paris, Faculté de Droit, 1963, DES dactylographié.
- Gouvernement Général de l'A.O.F., La Guinée, Société d'éditions géographiques maritimes et coloniales, Exposition universelle de 1931.

GRISONI (A.), la main-d'oeuvre guinéenne, Industries et Travaux d'Outre-Mer, 46, sept. 1957.

GHEBARD (Paul), Les Peuls du Fouta-Djallon, Revue ethnographique et sociologique, II, 16-18, 1909.

" " , Au Fouta-Djallon, Cent ans d'histoire, Publications du Comité d'Afrique française, 1910.

Guinée, Prélude à l'indépendance, Présence africaine, 1959.

HAMON (Léo), Le Parti Démocratique de Guinée, d'avant l'indépendance à 1960, Revue juridique et politique d'outre-mer, 15, 3, juillet-sept. 1961.

HIRSCHFELD (André), Rapport au gouvernement de la République de Guinée sur les conditions de développement du mouvement coopératif, Genève, BIT, 1964, ronéoté.

HOUIS (Maurice), La Guinée française, éd. maritimes et coloniales, 1953.

JOUANNIN (Maurice), La pensée politique d'Ahmed Sékou Touré, Paris, Faculté de Droit, 1968, thèse dactylographiée.

KEITA N'Famara, Le plan triennal de la Guinée, Afrique-Documents, 55, 1961.

KIRSCH (Martin), Le code du travail de la République de Guinée, Recueil Penant, 71, n° 685, janv.-mars 1961.

LABOURET (Henri), Les Manding et leur langue, Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'A.O.F., XVII, I, 1934.

LELONG (M.H.), Ces hommes qu'on appelle anthropophages, Alsatia, 1946.

LEROUGE (Mgr), Les premiers maîtres-ouvriers de la Guinée, La Voix de Notre-Dame, Conakry, avril 1926.

LESTRANGE (Monique de), Les Coniagui et les Bassari, P.U.F., 1955.

LEYNAUD (Emile), Contribution à l'étude des structures sociales et de la modernisation rurale dans la Haute Vallée du Niger, Sorbonne, 1961, Doctorat 3ème cycle, 3 vol. ronéotés.

MACHAT (J.), Les Rivières du Sud et le Fouta-Djallon, Challamel, 1906.

MARTY (Paul), L'Islam en Guinée. Fouta-Djallon, Larose, 1921.

- MIANDRE (Jacques), L'expérience guinéenne, Esprit, 10, oct. 1963.
- NIANE (Djibril T.), Soundjata ou l'épopée mandingue, Présence africaine, 1960.
- " " , Recherches sur l'empire du Mali au Moyen Age, Conakry, 1962.
- NOWAK (Marie), Enquête sur l'alimentation et le budget des familles du bassin du Konkouré, Conakry, 1958, ronéoté.
- PAULME (Denise), Les gens du riz, Kissi de la Haute Guinée française, Plon, 1954.
- " " , La société Kissi, son organisation politique, Cahiers d'études africaines, I, 1, 1960.
- PERSON (Yves), Soixante ans d'évolution en pays kissi, Cahiers d'études africaines, I, 1, 1960.
- " " , Samori, une révolution dyula, Dakar, IFAN, tome I, 1968, tome 2, 1970.
- PRE (Roland), L'avenir de la Guinée française, Conakry, 1951.
- RAY AUTRA (TRAORE Mamadou, dit), Connaissance de la République de Guinée, Conakry, 1960.
- RICHARD-MOLARD (Jacques), Hommage à Jacques Richard-Molard, Présence africaine, 1953.
- RIVIERE (Claude), Les investissements éducatifs en République de Guinée, Cahiers d'études africaines, V, 20, 1965.
- " " , La toponymie de Conakry et du Kaloum, Bulletin de l'IFAN, XXVIII, B, 3-4, 1966.
- " " , Dixinn-Port, enquête sur un quartier de Conakry, Bulletin de l'IFAN, XXIX, B, 1-2, 1967.
- " " , Le long des côtes de Guinée avant la phase coloniale, Bulletin de l'IFAN, XXX, B, 2, 1968.
- " " , Les travailleurs de Wassa-Wassa, enquête, Canadian Journal of African Studies, II, 1, 1968.
- " " , La difficile émergence d'un artisanat casté, Cahiers d'études africaines, IX, 36, 1969.
- " " , Système et dynamique des castes dans les sociétés peules et mandingues, Cultures et développement, II, 2, 1969-70.
- " " , Mutations sociales en Guinée, éd. Marcel Rivière, 1971.

RIVIERE (Claude), Les bénéficiaires du commerce dans la Guinée précoloniale et coloniale, Bulletin de l'IFAN, XXXIII, B, 1, 1971.

" " , Les conséquences de la réorganisation des circuits commerciaux en Guinée, Revue française d'études politiques africaines, 66, juin 1971.

" " , La politique étrangère de la Guinée, Revue française d'études politiques africaines, 68, août 1971.

" " , Dynamique des systèmes fonciers et inégalités sociales, Cahiers internationaux de sociologie, LIV, 1973.

SAINT-PERE, Création du Royaume du Fouta-Djallon, Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'A.O.F., I, 2, 1929.

SURET-CANALE (Jean), La Guinée dans le système colonial, Présence Africaine, XXIX, déc. 1959.

" " , La fin de la chefferie en Guinée, Journal of African History, VII, 3, 1966.

" " , La République de Guinée, éd. sociales, 1970.

SY (Seydou Madani), Recherches sur l'exercice du pouvoir politique en Afrique noire (Côte d'Ivoire, Guinée, Mali), Pédone, 1965.

TRAORE (I.), Les Sosso du Morea, Education africaine, 92, oct., 1935.

TOURE (Ahmed Sékou), L'action politique du Parti Démocratique de Guinée, Tomes I, 2, 3, L'action politique du PDG, Conakry, 1958, 1959.

" " , Tome 4, La lutte du PDG pour l'émancipation africaine, Conakry, 1960.

" " , Tome 5, Le Plan triennal de développement économique et social de la République de Guinée, Conakry, 1960.

" " , Tome 6, La Révolution guinéenne et le progrès social, Conakry, 1962.

" " , Tome 7, La politique internationale du PDG, Conakry, 1962.

" " , Tome 8, L'action politique du PDG pour l'émancipation de la jeunesse guinéenne, Conakry, 1962.

" " , Tome 9, Au nom de la révolution, Conférences hebdomadaires, Conakry, 1962.

" " , Tome 10, La Révolution guinéenne et le progrès social, Conakry, 1963. réédition du tome 6.

- TOURE (Ahmed Sékou), Tome 11, Apprendre, savoir, pouvoir, Conakry, 1965.
- " " , Tome 12, Concevoir, analyser, réaliser, Conakry, 1965.
- " " , Tome 13, L'Afrique et la Révolution, imprimé en Suisse, s.d. (1966).
- " " , Tome 14, Plan septennal 1964-1971, Conakry, s.d. (1967).
- " " , Tome 15, Défendre la Révolution, Conakry, s.d. (1967).
- " " , Tome 16, Le pouvoir populaire, Conakry, 1969.
- " " , Tome 17, La révolution culturelle socialiste en République de Guinée, Conakry, s.d.
- " " , Tome 18, Technique de la révolution, Conakry, s.d.
- " " , Expérience guinéenne et Unité africaine, Présence africaine, 1959, réunion des tomes I et 2 de l'action politique du PDG.
- VERDAT (Marguerite), Le Ouali de Goumba, Etudes guinéennes, 3, 1949.
- VIEILLARD (Gilbert), Notes sur les coutumes des Peulhs au Fouta Djallon, Larose, 1939.
- " " , Notes sur les Peulhs du Fouta Djallon, Bulletin de l'IFAN, II, 1-2, 1940.
- VOSS (Joachim), Guinea, Bonn, 1968.
- WALLERSTEIN (Immanuel), L'idéologie du Parti Démocratique de Guinée, Présence africaine, XI, 1er trimestre 1962.

INDEX DES ABREVIATIONS

AFP	Agence France Presse
AGRIMA	société nationale de Matériel AGRICOLE
AID	Agency for International Development
ALIMAG	MAGasin d'ALimentation en gros
AOF	Afrique Occidentale Française
BAG	Bloc Africain de Guinée
BAO	Banque de l'Afrique Occidentale
BATIPOST	société nationale d'imPORTation de matériel pour le BATiment
BIFAN	Bulletin de l'Institut Français d'Afrique Noire
BIRD	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BIT	Bureau International du Travail
CAP	Certificat d'Aptitude Professionnelle (ou) Coopérative Agricole de Production (selon le contexte)
CAPP	Compagnie Africaine de Plantes à Parfum
CATC	Confédération Africaine des Travailleurs Croyants
CEP	Certificat d'Etudes Primaires
CER	Collège d'Enseignement Rural, devenu après 1967, Centre d'Enseignement Révolutionnaire
CFA	franc des Colonies Françaises d'Afrique (puis : Caisse Franco-Africaine)
CFAO	Comptoir Français d'Afrique Occidentale
CFTC	Confédération Française des Travailleurs Chrétiens
CGCE	Comptoir Général du Commerce Extérieur
CGCI	Comptoir Général du Commerce Intérieur
CGT	Confédération Générale du Travail
CGTA	Confédération Générale des Travailleurs Africains
CNR	Congrès National de la Révolution
COPROA	COopérative de PROduction d'Ananas
COTRAG	COopérative des TRANsporteurs de Guinée
CRISP	Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques (Bruxelles)
CV	Cheval Vapour
DES	Diplôme d'Etudes Supérieures
ENTA	Entreprise Nationale de Tabacs et Allumettes (Wassa-Wassa).

ENTRAT	ENTReprise nationale d'Accoage et de Transit
FG	Franc Guinéen
FIDES	Fonds d'Investissements pour le Développement Economique et Social
FM	Fusil Mitrailleur
PNLG	Front National de Libération de la Guinée
FO	Force Ouvrière
GUINEXPORT	société GUINéenne d'EXPORTation
IFAN	Institut Français (puis : Fondamental) d'Afrique Noire
INFOM	Institut National de la France d'Outre-Mer
INRDG	Institut National de Recherche et de Documentation de Guinée
IRF	Institut de Recherches Fruitières (Foulaya)
ISEA	Institut de Sciences Economiques Appliquées
JRDA	Jeunesse de la Révolution Démocratique Africaine
MSA	Mouvement Socialiste Africain
OBETAIL	Office de commercialisation du BETAIL
ONMO	Office National de la Main d'Oeuvre
OPEMA	Office des Pêches Maritimes
PAI	Parti Africain de l'Indépendance
PDG	Parti Démocratique de Guinée
PRA	Parti du Regroupement Africain
PRG	Présidence de la République de Guinée
PRODEX	société nationale d'EXportation de PRODUits guinéens
PTT	Postes Télégraphe Téléphone
PUF	Presses Universitaires de France
RAU	République Arabe Unie
RDA	Rassemblement Démocratique Africain, devenu en Guinée : Révolution Démocratique Africaine
SCOA	Société Commerciale de l'Ouest Africain
SMDR	Société de Modernisation et de Développement Rural

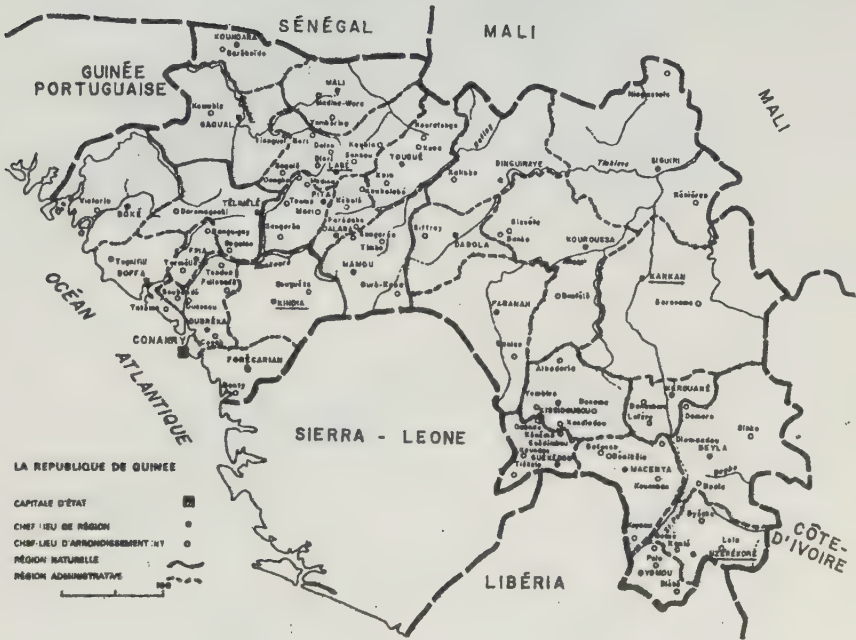
SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
SOBRAGUI	SOciété de BRAsseries de GUinée
SONATEX	SOciété NAtionale de TEXtiles
UGTAN	Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire
UNICOPAGUI	UNIon des COopératives de Planteurs Africains de GUinée
USCG	Union des Syndicats Conifédérés de Guinée
USRDA	Union Soudanaise du Rassemblement Démocratique Africain

CARTES

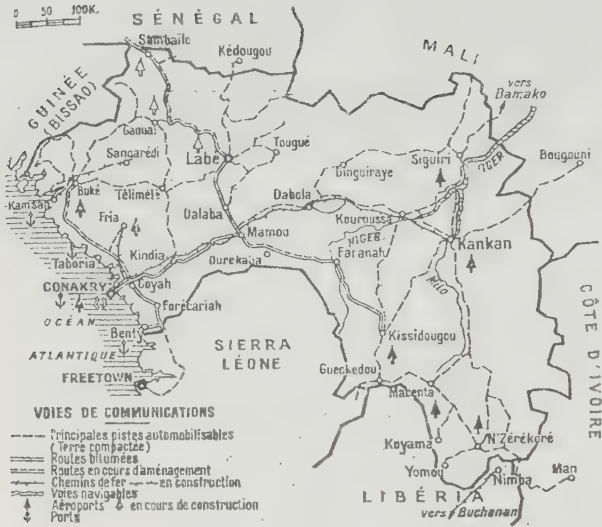
Sources :

n° 1 : B. CHARLES, La République de Guinée, Berger-Levrault, 1972.

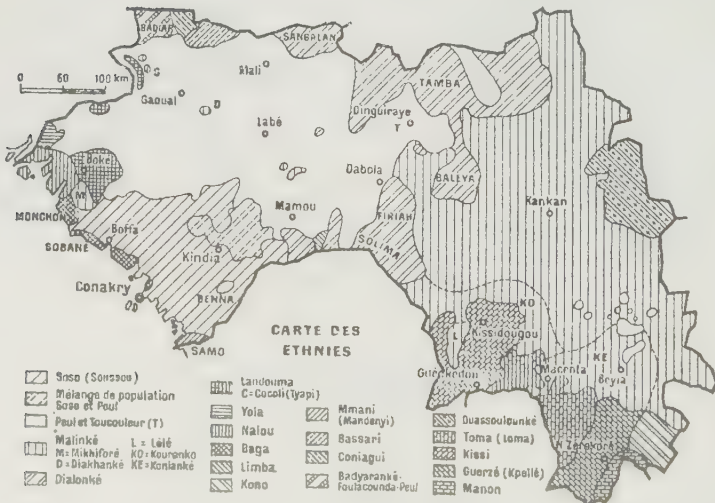
n° 2 à 9 : J. SURET-CANALE, La République de Guinée, éd. sociales, 1970.



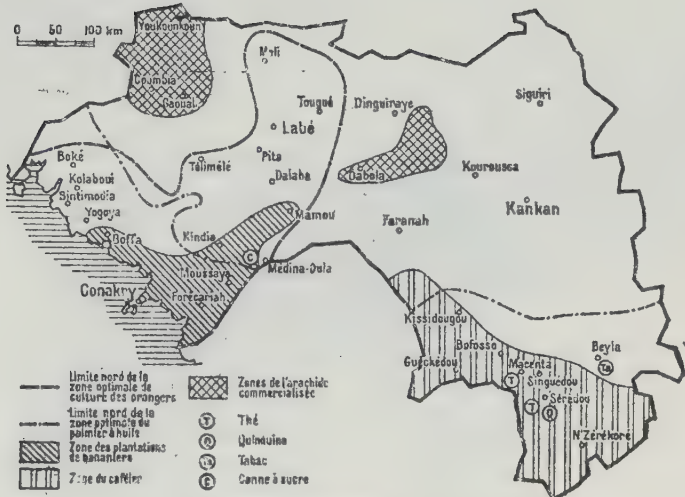
I - Les régions administratives



2 - Les communications.



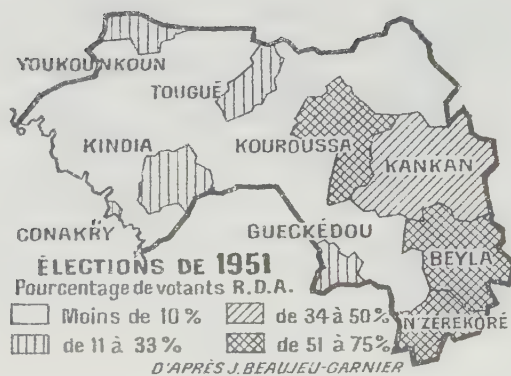
3 - Les ethnies guinéennes.



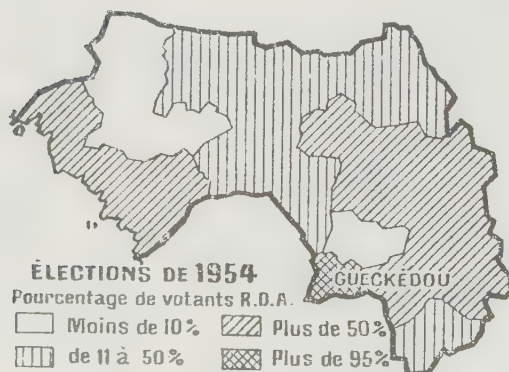
4 - L'agriculture guinéenne : cultures commerciales.



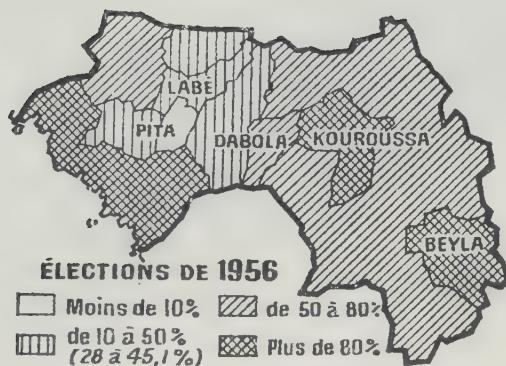
5 - Les industries en Guinée



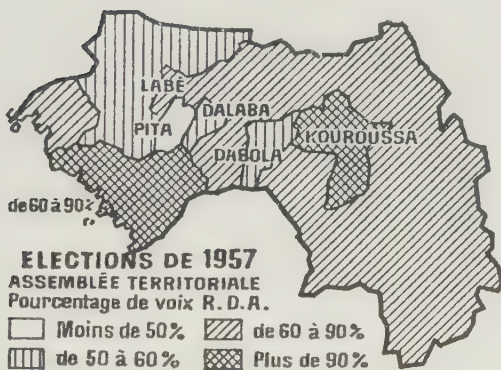
6 - Elections législatives de 1951.



7 - Elections législatives de 1954.



8 — Elections législatives du 2 janvier 1956.



9 — Elections à l'Assemblée territoriale (1957).

T A B L E D E S M A T I E R E S

Propos de méthode	1
PREMIERE PARTIE : <u>STRATIFICATION ET CHANGEMENT - ORIENTATIONS AFRICANISTES</u>	
<u>D'UN DEBAT</u>	15
Chapitre I - Des classes sociales en Afrique noire	16
Chapitre II - Pour une théorie de la stratification sociale	42
Chapitre III - Dynamique globale et dynamique des strates	82
DEUXIEME PARTIE : <u>TRANSFORMATION DES SYSTEMES TRADITIONNELS DE STRATI-</u>	
<u>FICATION DANS LES CADRES ETHNIQUE ET COLONIAL</u>	121
Chapitre IV - Le système peul foutanien et son procès de des- tructururation	125
Chapitre V - L'organisation sociale malinké et la genèse des inégalités modernes	178
TROISIEME PARTIE : <u>NAISSANCE D'UNE BOURGEOISIE DANS UN GROUPE D'ELITES</u> 224	
Chapitre VI - Composition et transformation structurelle de l'élite	228
Chapitre VII - Comportements ostentatoires et style de vie des élites	261
Chapitre VIII - Le processus de différenciation et de contrôle des élites	293
Chapitre IX - Intégration et conflits parmi les élites	330
Chapitre X - Développement et perte du consensus entre l'élite et le peuple	355
QUATRIEME PARTIE : <u>FORMATION ET DEVELOPPEMENT D'UNE BOURGEOISIE</u>	
<u>COMMERCANTE</u>	377
Chapitre XI - Les étapes	380
Chapitre XII - Les mécanismes	397

CINQUIEME PARTIE : <u>L'ATROPHIE D'UNE CLASSE OUVRIERE</u>	429
Chapitre XIII - Structure et caractéristiques de la main- d'oeuvre salariée	433
Chapitre XIV - Salaires et pouvoir d'achat	456
Chapitre XV - Lutte ouvrière et phénomène syndical	477
SIXIEME PARTIE : <u>LA STRATIFICATION DU MONDE PAYSAN</u>	500
Chapitre XVI - Développement du capital foncier et des inéga- lités sociales	504
Chapitre XVII - Le contrôle de la production et de ses instru- ments	532
Chapitre XVIII- Zones de clivage et niveau de conscience des agriculteurs	557
SEPTIEME PARTIE : <u>LA MARGINALITE SOCIALE DE L'ARTISANAT</u>	569
Chapitre XIX - L'artisanat traditionnel	570
Chapitre XX - Dynamique du système des castes	589
Conclusion	616
Bibliographie	656
Index des abréviations	677
Cartes	680

